CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION DE 1949

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

ANNEXES AUX PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI — EXPOSÉS DES MOTIFS ET RAPPORTS

ANNEXE N° 1

(Session de 1949. — Séance du 11 janvier 1949.)

ALLOCUTION prononcée par M. Jules Gasser, président d'âge.

NOTA. — Ce document a été inséré au compte rendu *in extenso* de la séance du 11 janvier 1949.

ANNEXE N° 2

(Session de 1949. — Séance du 13 janvier 1949.)

ALLOCUTION prononcée par M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République.

NOTA. — Ce document a été inséré au compte rendu *in extenso* de la séance du 13 janvier 1949.

ANNEXE N° 3

(Session de 1949. — Séance du 13 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à accorder des **facilités de transport** aux **enfants** des **familles nombreuses,** présentée par M. Marcel Grimal et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des moyens de communication et des transports, postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.).

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les familles nombreuses bénéficient dans les transports publics de tarifs réduits, dont le taux de réduction augmente avec le nombre des enfants.

Lorsqu'un enfant atteint l'âge de dix-huit ans, il n'a plus droit à ce tarif réduit et le taux de réduction est automatiquement abaissé pour l'ensemble de sa famille.

Aucune exception n'est accordée au dépassement de cette limite d'âge.

Le but de notre proposition de résolution est d'attirer l'attention du Gouvernement sur l'intérêt capital qu'il peut y avoir, pour certains enfants de familles nombreuses, à augmenter cette limite d'âge.

Voyons d'abord le cas des enfants qui poursuivent leurs études.

C'est à l'âge de dix-huit ans qu'ils doivent souvent quitter leur famille pour aller travailler dans les villes de facultés, parfois très éloignées de la résidence de leurs parents.

C'est précisément à ce moment-là qu'ils deviennent une charge de plus en plus lourde et c'est alors qu'on les prive et qu'on prive leur famille des transports à tarif réduit.

En somme, pour les cas particuliers de ces familles, on aboutit à l'anomalie suivante:

Lorsque les enfants sont en bas âge et que, de ce fait, il ne voyagent pas, on leur accorde un tarif réduit dont ils se servent peu ou pas; dès qu'ils ont dix-huit ans et sont obligés de se déplacer pour continuer leurs études, on leur applique le tarif plein.

Le législateur des allocations familiales a compris qu'un enfant qui continue ses études est toujours un enfant à charge et même de plus en plus à charge. Il a conservé, à sa famille, le droit aux allocations et il a même étendu le bénéfice de ces allocations au cas de l'enfant atteint d'une maladie incurable ou d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante qui se justifie par des arguments rigoureusement identiques:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre toutes dispositions législatives ou administratives pour que des enfants ayant atteint l'âge de dix-huit ans, qui poursuivent leurs études ou sont atteints d'une maladie incurable ou d'une infirmité les mettant dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié, continuent à bénéficier et à faire bénéficier leur famille des tarifs réduits dans les transports publics.

ANNEXE N° 4

(Session de 1949. — Séance du 13 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à accorder au nouveau **territoire de la Haute-Volta** des **crédits** spéciaux suffisants pour lui permettre d'équiper ses **services publics,** présentée par MM. Kalenzaza, Marc Rucart et Nouhoum Sigué, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la suppression de l'ancien territoire de la Haute-Volta et son écartèlement entre les territoires du Soudan, du Niger, surtout de la Côte d'Ivoire, par le décret du 5 septembre 1932 a considérablement compromis l'évolution économique, sociale et politique des populations dudit territoire, les plaçant du coup en état d'infériorité par rapport aux populations des territoires voisins.

Pendant quinze années qu'a duré ce morcellement, le territoire voltaïque a été dans un abandon quasi total alors que ses trois millions d'habitants continuaient à participer d'une façon effective à la mise en valeur des territoires voisins.

Pendant ces quinze années, dans l'ancien chef-lieu, dans nombre de circonscriptions administratives supprimées ou fermées, tout tombait en ruines.

Revenant sur ces décisions de 1932, le Gouvernement de la République française a voulu rendre justice au peuple voltaïque en mettant fin à sa vassalisation par la loi du 4 septembre 1947 redonnant au territoire son autonomie.

Mais cette réparation à notre sens n'a pas été complète. En effet, la suppression en 1932 a trouvé notre territoire en plein essor d'évolution; évolution qui n'était nullement inférieure à celle constatée (à l'époque) dans les autres territoires de l'Afrique occidentale française.

La reconstitution après quinze années retrouve le territoire — comme il fallait s'y attendre — en ruines.

Un fait est indéniable, mesdames, messieurs:

La reconstitution n'est pas la reconstruction.

Dans la conjoncture actuelle aucun territoire de la fédération de l'Afrique occidentale française — moins encore la Haute-Volta qui vient à peine de renaître, anémiée par quinze années de végétement — ne peut assurer seul d'une façon harmonieuse et efficiente son développement économique et social sans le secours de la métropole, malgré les efforts budgétaires et fiscaux du conseil général.

C'est une question vitale pour nous d'assurer dans un minimum de temps notre équipement rural, industriel; d'intensifier et de développer notre élevage; d'améliorer notre agriculture, ces deux dernières branches de notre activité constituant la base de notre richesse future.

L'adduction d'eau des principaux centres, condition de toute vie, l'électrification du chef-lieu des circonscriptions administratives sont pour nous autant d'épineux problèmes difficiles à résoudre tant nos moyens sont actuellement dérisoires.

D'autre part, nous sommes d'accord, mesdames, messieurs, qu'il ne peut exister de gouvernement sans chef-lieu. Or, le chef-lieu du territoire de la Haute-Volta: Ouagadougou, ne comprend que des bâtiments vétustes en banco, nécessitant après chaque saison de pluies d'onéreuses réparations. Faute de mieux le palais du chef du territoire même est encore en matériaux du pays. Les services publics, qui sont l'émanation de la vitalité de l'administration territoriale: santé publique, enseignement, services économiques, justice, n'existent actuellement qu'à l'état embryonnaire, ne disposant que de locaux en banco insuffisants, décrépits. Pour permettre un démarrage normal de notre administration il ne faudrait pas — et nous sommes modestes — au chef-lieu du territoire moins de soixante fonctionnaires européens de tous grades et deux cent cinquante fonctionnaires africains de tous cadres. Aujourd'hui cette organisation est chose non pas impossible, mais difficile par le seul fait que la plupart des bâtiments administratifs, abandonnés depuis la dislocation, non entretenus, sont écroulés et ne sont plus en nombre pour loger cet élément indispensable.

C'est pour ces diverses raisons que nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à accorder au nouveau territoire de la Haute-Volta reconstitué par la loi du 4 septembre 1947 un crédit spécial suffisant pour lui permettre de reconstruire et rééquiper ses services publics.

ANNEXE N° 5

(Session de 1949. — Séance du 13 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à rendre légales certaines dispositions en faveur des **invalides et mutilés civils, présentée** par M. Yves Jaouen, sénateur. — (Renvoyée à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, tout en respectant la reconnaissance nationale due aux mutilés de guerre, nous affirmons que les infirmes civils ont à supporter des souffrances physiques et morales au même degré que les mutilés de la guerre et du travail; les uns et les autres sont diminués physiquement dans leurs moyens d'action, mais, contrairement aux victimes de la guerre et du travail, cette diminution de leur potentiel de vie n'est pas allégée par des compensations d'ordre matériel. Aussi rencontrent-ils des difficultés, insoupçonnées par beaucoup de personnes valides, à l'occasion des nombreux détails quotidiens de la vie. Les aider, les protéger, les encourager dans le combat de la vie, plus dur pour eux que pour les autres, est à notre avis un devoir impérieux qui incombe à la nation tout entière. La compréhension de la situation d'infériorité, qui leur est faite par le sort, peut et doit se manifester sous l'angle de la solidarité humaine.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à réaliser dès que possible l'assimilation des mutilés civils aux mutilés de guerre et du travail en ce qui concerne :

1° la délivrance de la carte de priorité;

2° le droit aux tarifs réduits et aux places réservées dans tous les transports publics;

3° le droit aux emplois réservés dans les administrations publiques;

4° le paiement intégral des appareils orthopédiques indispensables, déterminés par les commissions en exercice pour les mutilés de guerre et du travail, dans la mesure où le remboursement n'est pas prévu.

ANNEXE N° 6

(Session de 1949. — Séance du 13 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à modifier l'**article 7 du règlement** du Conseil de la République, présentée par M. Georges Pernot, Mme Devaud et les membres du groupe du parti républicain de la liberté, sénateurs. — (Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 7 du règlement du Conseil de la République est conçu dans les termes suivants:

« Les sénateurs dont les pouvoirs n'ont pas encore été validés peuvent prendre part aux délibérations et aux votes. Toutefois, le droit de vote est suspendu pour tout sénateur dont l'admission a été, par décision du Conseil, ajournée ou soumise à enquête.

« Les sénateurs non validés ne votent sur la vérification de leurs pouvoirs, ni dans les bureaux, ni en assemblée générale. Ils ne peuvent déposer ni proposition de loi ou de résolution, ni amendement ».

Il résulte de ce texte qu'un sénateur non validé ne peut déposer ni une proposition de loi, ni une proposition de résolution, ni même un simple amendement, tandis qu'il a le droit de prendre part aux délibérations du Conseil et de voter.

Aucune disposition du règlement ne met même obstacle à ce qu'un sénateur non validé soit désigné comme président ou comme rapporteur d'une commission et qu'il intervienne en cette qualité à la tribune du Conseil.

Il est superflu de souligner ce qu'une telle situation a de paradoxal. Un avis sur un projet ou une proposition de loi peut dépendre de la voix d'un membre non validé du Conseil de la République, alors que celui-ci n'a pas qualité pour présenter le plus modeste amendement.

On a tenté de justifier cette disposition en faisant observer qu'il serait inadmissible que le Parlement fût appelé à examiner et pût éventuellement adopter soit une proposition de loi, soit une proposition de résolution, soit un amendement émanant d'un parlementaire invalidé.

Cette observation ne manque certainement pas de pertinence. Mais il est très facile de parer à l'inconvénient signalé, en insérant, dans l'article 7 du règlement, une disposition aux termes de laquelle, en cas d'invalidation de l'auteur de la proposition de loi, de la proposition de résolution ou de l'amendement, ces propositions seront caduques, par analogie avec les propositions déposées sur le bureau de l'Assemblée nationale et non encore adoptées par elle lorsque survient la fin d'une législature.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution dont la teneur suit:

PROPOSITION DE RESOLUTION

L'article 7 du règlement du Conseil de la République est ainsi modifié:

« *Art. 7.* — Les sénateurs dont les pouvoirs n'ont pas encore été validés jouissent de tous les droits et prérogatives attachés à la fonction de membre du Conseil de la République. Toutefois, le droit de vote est suspendu pour tout sénateur dont l'admission a été, par décision du Conseil, ajournée ou soumise à enquête.

« Les sénateurs non validés ne votent sur la vérification de leurs pouvoirs, ni dans les bureaux, ni en assemblée générale.

« En cas d'invalidation, toute proposition de loi ou de résolution, ou tout amendement émanant du sénateur invalidé est considéré comme caduc. »

ANNEXE N° 7

(Session de 1949. — Séance du 13 janvier 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à étendre la compétence de la **cour des comptes** à la vérification de la **comptabilité des caisses de la sécurité sociale,** présentée par MM. Bernard Lafay, Georges Laffargue et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, Sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, devant l'accroissement constant des dépenses publiques, c'est un devoir pour les pouvoirs responsables de fournir aux assujettis la garantie formelle que les fonds prélevés sur le revenu national sont utilisés au mieux des intérêts collectifs, et, en particulier, que sont complètement évités le gaspillage et les malversations.

Cette nécessité fut le souci constant — au cours des périodes passées — tant du législatif que de l'exécutif. Il n'est pas exagéré de dire qu'elle le demeure aujourd'hui plus que jamais.

C'est dans le but d'apporter au public cette garantie nécessaire, qu'ont été créées les règles de la comptabilité publique d'une part, d'autre part les organismes administratifs ou juridictionnels de contrôle de la manipulation des deniers publics: trésoriers-payeurs généraux, inspecteurs des finances, cour des comptes. A l'heure actuelle, une législation et une juridiction précises déterminent le rôle et les attributions de chacun de ces organismes. L'étude historique montre d'autre part que l'emprise du contrôle a constamment été en se resserrant, à mesure que croissait le volume relatif des dépenses publiques.

Cependant, contrariant tout à coup cette évolution légitime, les chapitres de la « parafiscalité » et des nationalisations sont venus ouvrir un large champ échappant dès l'origine à l'ensemble des contrôles financiers traditionnels, ou tout au moins à certains d'entre eux. Il est juste de dire que la doctrine actuelle concède moins de liberté, et qu'une législation récente a tendu à faire rentrer ces différents domaines dans la norme des contrôles traditionnels.

C'est ainsi que la loi validée du 4 avril 1941 a soumis à la juridiction de la cour des comptes les comptabilités des chambres de commerce dont les finances sont alimentées par des taxes obligatoires; la loi du 8 août 1947 a également étendu son contrôle aux associations subventionnées et aux organismes non

assujettis aux règles de la comptabilité publique, dès l'instant qu'ils reçoivent de l'Etat une subvention d'un montant supérieur à la moitié de leurs ressources, ou dépassant cinq millions par an; enfin, la loi du 6 janvier 1948 a institué une « commission de vérification des comptes des établissements publics d'Etat de caractère industriel et commercial, des entreprises nationalisées et des sociétés mixtes dans lesquelles l'Etat possède la majorité du capital social », commission dans le fonctionnement de laquelle la cour des comptes joue un rôle prépondérant.

Comme on le voit, l'emprise du contrôle financier — et notamment de la cour des comptes — s'étend progressivement à l'intérieur de ces nouveaux domaines.

Devant ces constatations, il est légitime de penser que la compétence de ces organismes et surtout de la haute juridiction de contrôle doit continuer à s'étendre, de façon à englober l'ensemble des comptabilités et des deniers dont le caractère est public *de facto*. Ainsi seront évités au maximum les irrégularités comptables et les dangers de gaspillage, dont le public pourrait légitimement demander compte à ses représentants.

Or, dans cet ordre d'idées, il existe malheureusement encore une institution d'une importance et d'un volume financier considérables, et qui échappe pour sa plus grande part à tout contrôle organisé: la sécurité sociale.

A vrai dire, la caisse nationale de sécurité sociale, qualifiée d'établissement public par l'article 16 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, est soumise de ce fait à la juridiction de la cour des comptes; l'article 31 du décret du 8 juin 1946 précise même que son agent comptable prête serment devant la cour. Mais la caisse nationale de sécurité sociale est loin d'être toute la sécurité sociale, dont elle ne représente — budgétairement parlant — qu'une très faible part.

A vrai dire, encore, les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales sont bien soumises au contrôle de l'inspection générale des finances et des trésoriers-payeurs généraux, ainsi qu'il résulte des dispositions de l'article 166 du même décret du 8 juin 1946. Mais les modalités de ce contrôle sont assez vagues, et il est prudent de conclure qu'en fait aucun contrôle systématique et sérieux n'a été organisé.

Telle est, du reste, la conclusion formelle de la cour des comptes elle-même dans son magistral rapport présenté le 29 juillet 1948 et publié en annexe au *Journal officiel* du 28 décembre 1948, page 111, colonne 1, lignes 22 et *sq.* : «« Parallèlement, le contrôle de tous les organismes de la sécurité sociale et particulièrement des caisses primaires, dont les budgets, alimentés par des cotisations obligatoires, se seraient enflés considérablement, aurait dû sérieusement être organisé ».

C'est pour ces raisons, et afin qu'un contrôle sérieux puisse apporter enfin toutes les garanties demandées par le public, que nous soumettons à votre examen la présente proposition, dont la caractéristique essentielle est d'assujétir les comptabilités des caisses primaires et régionales de sécurité sociale, des caisses d'allocations familiales et les organismes annexes à la haute juridiction de la cour des comptes.

En tout état de cause, cette dernière paraît parfaitement qualifiée pour exercer un tel contrôle. Le texte organique du 16 septembre 1807, qui la crée, lui donne juridiction sur tous les comptes de deniers publics, disposition reprise et renforcée par l'article 4 de la loi validée du 4 avril 1941 qui prévoit que « tous les comptables de deniers publics sont justiciables de la cour des comptes et soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances ». En fait, lui sont soumis tous les comptes de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, dès l'instant qu'ils excèdent 6 millions de francs, les comptes inférieurs à ce chiffre étant arrêtés directement par les trésoriers payeurs généraux.

On s'explique donc mal aujourd'hui le régime d'exception de fait dont jouissent les caisses de sécurité sociale.

Quoi qu'on en ait dit, leurs deniers sont incontestablement des deniers publics de fait, puisqu'ils proviennent d'une cotisation obligatoire qui est un véritable impôt. Le caractère « privé » des caisses primaires et régionales, qui fonctionnent — on le sait — dans le cadre administratif de la mutualité, n'est pas non plus un obstacle, puisque nous avons vu qu'étaient soumises au contrôle de la cour des comptes les institutions privées bénéficiant d'un certain volume de subventions de la part de l'Etat. Or, l'identité d'origine entre les cotisations de sécurité sociale et les fonds provenant de l'Etat (donc, de la collectivité) est patente et ne saurait être discutée.

Dans ces conditions, on comprend mal pourquoi les comptabilités manipulant des fonds publics sont soumises au contrôle de la haute juridiction financière dès l'instant que ces mêmes fonds publics y atteignent une valeur de six millions de francs, alors qu'y échappent celles des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, qui manipulent pourtant des fonds infiniment supérieurs.

Ce n'est un secret pour personne que le budget général de la sécurité sociale — compte tenu des « régimes spéciaux » a atteint un volume de 220 milliards de francs environ en 1947, 320 milliards environ en 1948, et qu'il atteindra sans doute 450 milliards en 1949. Le budget particulier des caisses oscille entre plusieurs centaines de millions et plusieurs milliards. Nous sommes loin des 6 millions qu'une réglementation prudente impose comme limite a minima de la compétence de la haute juridiction financière!

Toutes les raisons militent donc en faveur de l'extension de la juridiction de la cour des comptes aux comptabilités des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, conformément au vœu exprimé par la cour elle-même.

La collectivité ne peut qu'y gagner, par la plus grande sécurité donnée au public de l'emploi judicieux des fonds à lui demandés. La sécurité sociale y trouvera l'avantage de voir approuver sa gestion par une institution dont la compétence et la traditionnelle impartialité sont hautement et unanimement reconnues.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Il est ajouté à l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, un article 42 *bis* rédigé comme suit:

« *Art.* 42 bis. — Les caisses primaires et régionales de sécurité sociale, les caisses d'allocations familiales, leurs unions ou fédérations ainsi que les institutions visées aux articles 17 et 18 de la présente ordonnance, sont soumises au contrôle de la cour des comptes dans les mêmes conditions que celles applicables à la gestion des deniers publics.

« Les conditions d'application du présent article seront fixées par un règlement d'administration publique ».

ANNEXE N° 8

(Session de 1949. — Séance du 13 janvier 1449.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la réunion d'une conférence mondiale à l'effet de procéder à la **réforme du calendrier,** présentée par M. Gatuing, sénateur. — (Renvoyée à la commission des affaires étrangères.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, une simplification du calendrier grégorien actuellement en usage chez la plupart des nations civilisées serait d'une réelle et très grande utilité pour la rationalisation du travail, la régularisation des jours fériés et, en général, pour toutes sortes de statistiques industrielles, bancaires, météorologiques.

Plusieurs congrès internationaux des chambres de commerce ont instamment réclamé une telle réforme, notamment à Prague en 1908, à Londres en 1910, à Boston en 1912, etc...; de nombreuses sociétés savantes l'ont étudiée et recommandée: l'Union internationale des académies à Pétrograd en 1913, l'Union astronomique internationale à Rome en 1922, etc...; puis encore la conférence internationale du travail, à Santiago du Chili, et celle de Genève, l'une et l'autre en 1936.

Le gouvernement suisse s'apprêtait à convoquer une conférence diplomatique internationale à ce sujet au début de 1914. La Société des nations, après l'avis favorable du congrès astronomique de 1922, a repris la question, de 1923 à 1938, en a fait une étude approfondie, et a procédé à une vaste enquête dans tous les milieux intéressés: économique, scientifiques, scolaires, culturels, etc... Sa proposition de réalisation à partir du 1er janvier 1939 a été acceptée nettement par quatorze état et l'eût sans doute été par autant d'autres, qui, hésitants, se contentèrent de ne pas s'y opposer.

D'autre part, il résulte de l'enquête faite par la Société des nations que les hautes autorités religieuses chrétiennes se sont déclarées prêtes à accepter la stabilisation de la fête de Pâques et des autres fêtes mobiles, à condition qu'elle soit mise en application par elles en même temps — tout en faisant ressortir, le Saint Siège, en particulier, qu'une décision sur ce point relève comme de juste, de leur compétence.

On ne se trouve donc pas en présence d'un problème imprévu puisque parmi les projets soumis d'abord à la Société des nation, un seul finalement a été retenu et est aujourd'hui préconisé par la très grande majorité des techniciens dans les milieux consultés. Le projet retenu est un calendrier de douze mois qui présente les caractéristiques suivantes:

Le 1er janvier est un dimanche, dans le grégorien et dans le nouveau — janvier a trente et un jours, février et mars en ont trente, avril a trente et un jours, mai et juin en ont trente — juillet a trente et un jours, août et septembre en ont trente — octobre a trente et un jours, novembre en a trente — décembre trente et un. Le 31me de décembre, 365me de l'année, est un dimanche. Ceci pour 1950.

Le 1er janvier 1951 serait un dimanche et le reste comme en 1950 — ainsi de suite.

Il y aurait un dimanche en fin d'année le 31 décembre et toujours un dimanche 1er janvier, soit deux dimanches côte à côte, l'un finissant l'année, l'autre commençant l'année suivante.

Pour les années bissextiles, le 31 juin serait un dimanche, fin de semestre, et le lendemain 1er juillet serait aussi, comme tous les ans, un dimanche. Donc encore deux dimanches côte à côte dans les années bissextiles.

On pourrait également décider qu'il n'y aurait pas de 366me jour dix fois de suite, à partir de 1950, ce qui permettrait de faire glisser insensiblement le 1er janvier au jour du solstice d'hiver et d'arriver à faire coïncider le 1er de l'an, avec le solstice et la fête de Noël. Ce serait parfait.

La mise en usage de ce nouveau calendrier serait à réaliser au début d'une année dont le 1er janvier grégorien serait un dimanche; il en résulterait que le changement passerait presque inaperçu; et justement pareille occasion se présentera en 1950.

Il y a lieu d'agir promptement, afin que les éditeurs d'annuaires scientifiques ou civils, ou d'ordos ecclésiastiques aient le temps de prévoir les modifications à apporter à leurs publications de 1950.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à solliciter du conseil de l'O. N. U. qu'il veuille bien convoquer tous les Etats ou puissances, membres ou non de son organisation, à une conférence mondiale, en septembre prochain, ou au plus tard avant la fin de l'année 1949.

ANNEXE N° 9

(Session de 1949. — Séance du 13 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à modifier l'**article 14, § 2°, du règlement** du Conseil de la République, présentée par MM. Marcel Plaisant, Colonna, Debré, Gasser, François Labrousse, Pinton, Reveillaud et Mme Jacqueline Thome-Patenotre, sénateurs. — (Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, notre proposition tend à mettre en harmonie le titre de votre commission des affaires étrangères avec la vocation qui est ouverte à cette institution.

Selon le règlement actuellement en vigueur, à l'article 14, § 2°, cette commission porte le titre de commission des affaires étrangères ».

Or, votre commission est non seulement investie d'un rôle d'étude et de contrôle sur tous les projets de lois, propositions de lois, rapports et communications ressortissant à la politique extérieure de la France, mais encore ses investigations doivent s'étendre à toutes les manifestations de l'activité internationale inhérente à l'exercice de notre empire. Les protectorats jouent notamment un rôle considérable en eux-mêmes et par l'incidence de leur évolution sur la politique de la métropole

S'il est possible d'admettre que l'administration interne des protectorats et leur régime économique tombent éventuellement sous la compétence d'autres commissions, en revanche la politique générale des protectorats est si étroitement associée à celle de la France que ses prescriptions et ses prévisions doivent trouver leur place dans les normes de nos instructions diplomatiques et d'une conduite ordonnée des affaires.

Est-il besoin de rappeler, qu'en fait, pour la Tunisie, aussi bien que pour le Maroc, le commissaire résident général de la République est pratiquement chargé du ministère des affaires étrangères de la régence ou de l'empire ? L'égalité des droits appelle l'équivalence de la responsabilité.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est convenable et prudent de consacrer toute l'étendue de la mission confiée à votre commission des affaires étrangères en lui restituant le titre traditionnel de « commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats ».

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

L'article 14, § 2°, du règlement du Conseil de la République est modifié ainsi qu'il suit:

« 2° Commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats. »

ANNEXE N° 10

(Session de 1949. — Séance du 18 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans le moindre délai possible, un projet de loi portant ouverture de **crédits** en vue de venir en **aide aux victimes** des derniers **ouragans** qui ont provoqué d'importants dégâts dans certains départements et notamment dans les **Côtes-du-Nord**, présentée par MM. Cornu, Henri Cordier et Jézéquel, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les récents ouragans, qui ont revêtu, par endroits, l'allure de cyclones, ont provoqué de très graves dégâts dans certains départements et notamment dans les Côtes-du-Nord, tant aux immeubles que dans les campagnes, où des milliers d'arbres fruitiers ont été déracinés. Notre proposition a pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations et aux agriculteurs sinistrés, comme cela s'est déjà produit dans des cas semblables.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer, dans le moindre délai possible, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes des derniers ouragans qui ont provoqué d'importants dégâts dans certains départements et notamment dans les Côtes-du-Nord.

ANNEXE N° 11

(Session de 1949. — Séance du 18 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à compléter l'**article 27** de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la **législation relative aux rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, présentée par MM. Carcassonne, Courrière, Minvielle et les membres du groupe socialiste, sénateurs — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel a prévu dans son titre premier, chapitre III, le mode de détermination de la valeur locative desdits locaux.

Deux méthodes ont été prévues: soit un accord amiable entre propriétaire et locataire (art. 34), soit un mode de calcul, dit scientifique, défini aux articles 27 à 31. Dans l'esprit du législateur, ces deux méthodes devaient donner un résultat sensiblement identique et le Gouvernement, par l'intermédiaire de ses commissaires ou techniciens, en avait donné la garantie formelle. Or, les renseignements qui nous sont parvenus de tous les départements montrent qu'il y a eu, ou qu'il y aura, pour la première majoration, à dater du 1er janvier 1949, des différences considérables; dans certains cas le mode de calcul dit scientifique, majore les loyers anciens (1er juillet 1948) dans une proportion de 300 ou 400 p. 100.

Ce n'est pas ce que le législateur a voulu et c'est pourquoi nous vous proposons, pour l'année 1949 et à titre transitoire, une modification à l'article 27, limitant le nouveau loyer à 150 p. 100 de son montant au 1er juillet 1948

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à compléter ainsi qu'il suit l'article 27 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948.

Ajouter *in fine* les mots:

« A titre transitoire durant l'année 1949, en aucun cas le nouveau loyer résultant de l'application des articles 28 à 31 ne pourra être supérieur à 150 p. 100 du montant du loyer existant au 1er juillet 1948. »

ANNEXE N° 12

(Session de 1949. — Séance du 18 janvier 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif aux droits à **pension d'invalidité des militaires** des **troupes supplétives de l'Afrique du Nord,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression.)

Paris, le 13 janvier 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 29 décembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif aux droits à pension d'invalidité des militaires des troupes supplétives de l'Afrique du Nord.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les disposition des articles 73 et 74 de la loi du 31 mars 1919 et des textes modificatifs sont applicables, dans les conditions indiquées ci-après, aux militaires des troupes supplétives permanentes d'Afrique du Nord qui, placés sous l'autorité du ministre chargé de la défense nationale, ont servi au cours de la guerre 1939-1945 par contrat à terme fixe ou par tacite reconduction d'un tel contrat, ainsi qu'à leur veuves, orphelins et ascendants.

Art. 2. — Le bénéfice de la présomption d'imputabilité au service, en ce qui concerne les maladies, ne joue que pour celles contractées ou aggravées à l'occasion du service au cours d'une expédition à l'extérieur du territoire d'origine des postulants ou en captivité et compte tenu des délais prévus par l'article 3 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Art. 3. — Le point de départ des pensions et allocations diverses ne peut être antérieur à la promulgation de la présente loi, les intéressés gardant le bénéfice des sommes qu'ils auraient déjà perçues par application des textes les régissant auparavant.

Art. 4 — Les tableaux d'assimilation de grade, établis par le ministre chargé de la défense nationale, déterminent les grades à considérer pour la liquidation des droits des militaires bénéficiaires de la présente loi et de leurs ayants cause.

Art. 5. — L'ordonnance du 11 mai 1943 est abrogée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 décembre 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4957, 5089, 5887 et in-8° 1476.

ANNEXE N° 13

(Session de 1949. — Séance du 18 janvier 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926, portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 13 janvier 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 29 décembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article 15 de la loi du 17 décembre 1926, modifié par la loi du 3 septembre 1941, est à nouveau modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 15, § A, 3°. — L'amende de 600 F à 6.000 F pour les officiers, de 150 F à 1.500 F pour les maîtres et hommes d'équipage. »

(Le reste de l'article sans changement.)

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 décembre 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 14

(Session de 1949. — Séance du 18 janvier 1949.)

PROPOSITION DE LOI déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 concernant les **mines, minières et carrières,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de la production industrielle.)

Paris, le 13 janvier 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 29 décembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 concernant les mines, minières et carrières.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PORPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Tout propriétaire d'un terrain occupé antérieurement au 1er janvier 1948 en vertu de l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, modifié par les lois des 27 juillet 1880 et 16 décembre 1922, aura le droit de faire reviser l'évaluation du produit net du terrain occupé, d'après l'état de ce terrain au moment de l'occupation et de manière à tenir compte des variations de la conjoncture économique, par le jeu d'une indemnité indexée.

La revision de l'indemnité portera effet à compter du jour de l'introduction de la demande.

Art. 2. — La demande en revision prévue par la présente loi devra être présentée, à peine de forclusion, dans les six mois à dater de la promulgation.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 décembre 1948.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 15

(Session de 1949. — Séance du 18 janvier 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant: 1° à supprimer la **caisse locale de retraite de l'Afrique occidentale française,** de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun; 2° à affilier tout le personnel autochtone à la **caisse intercoloniale de retraite,** présentée par M. Cozzano sénateur et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, j'ai eu, l'an dernier, l'honneur de rapporter devant le Conseil de la République, la proposition de résolution de mon collègue, Fodé Mamadou Touré, invitant le Gouvernement à supprimer les caisses locales de retraite dans nos territoires d'outre-mer et à affilier tout le personnel autochtone à la caisse intercoloniale de retraite.

Cette proposition de résolution a été adoptée à l'unanimité.

Elle montrait les injustices flagrantes que comporte la discrimination ainsi faite entre les fonctionnaires européens et les autochtones.

Lorsque la caisse locale de retraite a été créée en A. O. F., par exemple, par décret du 1er juillet 1912, nos dirigeants ne pouvaient prévoir la rapidité de l'évolution des Français d'outre-mer. Ils n'en avaient pas d'ailleurs la qualité: c'étaient des indigènes. Aucune incidence des mesures prises pour les Européens n'était possible sur celles qui s'appliquaient aux ressortissants de la caisse locale de retraite.

Les décrets du 3 août 1932 et du 31 mai 1946 modifiaient bien le premier, mais les aménagements restaient d'ordre secondaire.

Je vous demande d'en juger:

Le décret du 1er novembre 1928 qui organise la caisse intercoloniale de retraite pour les fonctionnaires des cadres communs supérieurs et généraux prévoit:

1° A l'article 2: « le montant de la pension sera calculé sur la moyenne des traitements et émoluments de toute nature du fonctionnaire pendant les trois dernières années d'activité (supplément colonial déduit). »

Or, l'article 6 du décret créant la caisse locale de retraite porte à quatre le nombre d'années servant de base au calcul de la pension;

2° A l'article 83: « la contribution de la colonie est fixée à 14 p. 100 du traitement du fonctionnaire. »

Or, l'article 2 du décret concernant la caisse locale stipule que cette contribution n'est que de 6 p. 100 (égale à la retenue). L'injustice est flagrante;

3° A l'article 21: « la retenue exercée sur le traitement est toujours remboursée au fonctionnaire qui quitte l'administration avant d'avoir acquis droit à pension ». L'article 17 prévoit que les tributaires de la caisse locale de retraite perdent le droit à remboursement des mêmes retenues s'ils quittent l'administration par démission, révocation, destitution d'emploi. C'est là, je crois, une seconde injustice inqualifiable;

4° A l'article 28: « la veuve ne perd pas droit à pension si elle se remarie ». Or, l'article 16, § 2, du décret organique de la caisse locale enlève ce bénéfice aux veuves autochtones. Peut-on expliquer une telle différence de traitement?

5° A l'article 23: « les orphelins ont droit à pension jusqu'à l'âge de vingt et un ans ».

Les orphelins du défunt autochtone n'ont droit à pension que jusqu'à seize ans (art. 14);

6° Enfin l'article 26 ouvre droit à pension aux orphelins d'une femme fonctionnaire au même titre qu'à ceux cités plus haut.

Pour les orphelins de femmes fonctionnaires autochtones, la caisse locale ne prévoit rien.

C'est là une lacune qu'il aurait fallu combler.

Réparer des injustices, combler des lacunes, tout paraît compliqué, et de plus, une discrimination raciale subsisterait, contraire à l'esprit de la Constitution et à la générosité française.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les caisses locales de retraite de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun sont supprimées.

Art. 2. — Tout le personnel autochtone est affilié à la caisse intercoloniale.

ANNEXE N° 16

(Session de 1949. — Séance du 18 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à l'insertion d'un **article 42** *bis* dans le **règlement,** présentée par M. Landry et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, dans les assemblées de la présente quatrième République, l'usage, précédemment inconnu ou du moins tout à fait exceptionnel, s'est implanté de porter à la tribune des discours entièrement rédigés et d'en donner lecture.

Contre cette pratique d'orateurs qui ne sont que des lecteurs, des objections peuvent et doivent être élevées.

Les lectures dont il s'agit, parfois immodérément prolongées, ne sont pas seulement fastidieuses; elles peuvent, chose plus fâcheuse, constituer un moyen d'obstruction. L'expérience en a été faite dans le premier Conseil de la République, quand on a vu, au cours de certains débats, tel groupe politique envoyer à la tribune, successivement, plusieurs de ses membres chargés de volumineux cahiers.

Mais il est une autre considération qui doit particulièrement retenir l'attention comme fondée sur le principe même du parlementarisme. Quand un représentant parle, c'est la pensée de ce représentant qui s'exprime, à moins que le texte, écrit d'abord, n'ait été appris par cœur, ce qui n'est pas aisé pour tout le monde, surtout quand le discours est long. Quand donc un discours est lu, qui l'a composé? On ne peut rien en savoir. De la sorte, la tribune, destinée aux membres des

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4021, 5789 et in-8° 1480.

(2) Voir les nos: Conseil de la République, 363 (année 1947); Assemblée nationale (1re législ.), 1864, 5811 et in-8° 1481.

assemblées, peut être, en fait mise à la disposition de n'importe qui. Il y a là une intrusion, une usurpation que nous estimons intolérable.

A quoi donc conclurons-nous? A l'interdiction des discours lus? Nous n'irons pas jusque là; mais nous demandons que la pratique ici discutée soit soumise à la triple restriction inscrite dans la proposition de résolution suivante que nous vous demandons d'adopter:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Il est inséré, dans le règlement du Conseil de la République, un article 42 *bis*, ainsi conçu:

« *Art.* 42 bis. — Les interventions consistant en lectures ne sont admises que dans les discussions générales. Elles ne dureront pas plus de dix minutes, et ne pourront être apportées, pour un même groupe politique, que par un seul membre ».

ANNEXE N° 17

(Session de 1949. — Séance du 21 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de MM. Roger Duchet, Boivin-Champeaux, Delfortrie, Jean Maroger, Peschaud, des membres du groupe des républicains indépendants et des membres du groupe du centre républicain d'action rurale et sociale, tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la **revision** de l'article 3 de la **loi** du **24 sseptembre 1948** instituant une **majoration** de 2 décimes sur **l'impôt** des **bénéfices industriels et commerciaux**, par M. Fléchet, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948 portant création de ressources nouvelles dispose que les rôles des impôts émis ou à émettre au titre de l'année 1948 sont majorés de deux décimes en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

M. Roger Duchet et les membres du groupe des républicains indépendants ont fait observer que cet article introduisait un déséquilibre injuste dans le sort fait, d'une part, aux entreprises à forme personnelle ou à gérants majoritaires et, d'autre part, aux sociétés à dirigeants salariés (sociétés anonymes et gérants minoritaires).

Les entreprises de la première catégorie, en effet, supportent l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et la surtaxe de 20 p. 100, impôt et surtaxe portant sur la totalité du bénéfice imposable, alors que, bien évidemment, une part de ce bénéfice a le caractère d'une rémunération du travail fourni.

Les dirigeants salariés des entreprises de la seconde catégorie sont, par contre, avantagés puisque, depuis le 1er septembre 1948 et en vertu du décret n° 48-1544 du 1er octobre, leur rémunération n'est pas amputée par l'impôt cédulaire, lequel est supporté par les sociétés sous forme d'un versement égal aux 5 p. 100 des rémunérations servies.

Votre commission des finances a trouvé regrettable la différence de traitement qui est ainsi réservée aux deux catégories de chefs d'entreprises et dont la défaveur s'applique aux dirigeants d'entreprise à caractère personnel. Elle a estimé qu'il conviendrait de regarder une part de leur revenu comme ayant le caractère d'une rémunération pour un travail fourni et non comme un bénéfice proprement dit, tel que serait celui de l'actionnaire ou du porteur de parts. Elle a pensé que cette notion pourrait être réalisée par la déduction dans le bénéfice imposable d'un abattement à la base, dont il conviendrait que les services fiscaux mettent au point les modalités techniques d'application.

Votre commission a estimé également justifiée la proposition faite de reporter à une date plus lointaine l'expiration du délai accordé pour le payement des majorations de deux décimes, au delà de laquelle une pénalité de 10 p. 100 sera appliquée au montant des cotisations ou fractions de cotisations non payées à cette date.

Certains membres de votre commission et l'administration des finances ont fait observer que l'adoption de cette mesure pourrait être contraire à l'équité, accordant des facilités de payements à ceux, précisément, qui ont été les plus mauvais payeurs et décourageant pour les contribuables ponctuels. Dans sa grande majorité cependant, la commission a adopté le point de vue opposé, en particulier sur la remarque de M Saller que de nombreux industriels et commerçants et tous les fonctionnaires (ceux-ci en raison de la rétroactivité de leur reclassement) s'étaient trouvés, pour l'année 1948, créanciers de l'Etat, lequel ne s'acquittait qu'avec des délais souvent fort longs. Dans ces conditions il n'était pas étonnant que ces contribuables fussent gênés dans le payement de leurs impôts et il convenait d'être compréhensif pour leurs retards.

Votre commission avait adopté dans le courant du mois de décembre la proposition n° II-7 de M. Pauly tendant à reporter la date d'application de la pénalité au 31 décembre 1948.

Cette proposition se trouve donc implicitement reprise dans la proposition qui vous est faite actuellement de reporter cette date au 28 février 1949, la date du 31 mars proposée par M. Duchet et ses collègues ayant paru un peu trop large. C'est dans ces conditions que votre commission des finances vous demande de donner un avis favorable à la proposition de résolution ci-après:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, soucieux de ménager les entreprises industrielles et commerciales dont les difficultés financières deviennent graves, invite le Gouvernement à provoquer la revision de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948, instituant une majoration de deux décimes, à instaurer pour les chefs d'entreprises personnelles un abattement à la base représentant leur rémunération salariés forfaitaire, et demande que l'application de la pénalité de 10 p. 100 soit reportée au 28 février 1949.

(1) Voir le n°: Conseil de la République: II-24 (année 1948).

ANNEXE N° 18

(Session de 1949. — Séance du 21 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement, tout en respectant le principe de la loi du 1er septembre 1948, à **normaliser progressivement l'augmentation** que doit entraîner en janvier 1949 l'application du calcul de la **surface corrigée** à la grande majorité des **loyers**, présentée par M. Bernard Lafay et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la récente législation des loyers établie par la loi du 1er septembre 1948 et ses décrets d'application se propose d'apporter un remède à la tragique situation immobilière de la France et de permettre à nouveau la construction.

Nous rappellerons, ici, quelques chiffres: sur 15 millions d'immeubles qui formaient en 1914 notre capital immobilier, plus de 2 millions furent soit détruits, soit sévèrement endommagés au cours des deux guerres.

Ces destruction ont eu pour résultat: qu'à l'heure actuelle 600.000 familles, soit environ 3 millions de Français, sont sans foyer ou sans foyer valable, dont 150.000 familles pour la région parisienne.

Les ravages causés par les deux guerres ne sont pas seuls à l'origine de cette situation. Le non renouvellement régulier et le vieillissement des immeubles, intervenus depuis 1914, ont très largement accru le mal. Si l'on estime la vie moyenne d'un immeuble à 150 ans, il eût été nécessaire pour simplement assurer la conservation de notre capital immobilier, de construire 100.000 maisons par an. Or, entre les deux guerres, par suite d'une politique regrettable, 550.000 immeubles furent seulement construits, au lieu des deux millions et demi qui eussent été indispensables au simple maintien d'une situation qui, en 1914, était déjà peu satisfaisante si on la comparait au niveau atteint dans certains pays comme l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Belgique, etc.

Est-il besoin de souligner ce que signifient, pour la santé publique trois milions de Français mal logés, s'abritant le plus souvent dans des taudis? Cela veut dire... tuberculose, alcoolisme, déchéance physique et morale.

C'est à juste titre que la nouvelle législation a voulu mettre un terme à cette situation. C'est sur le plan économique qu'elle a situé, avec raison, le problème. Elle s'est efforcée de rétablir la rentabilité du capital immobilier que la politique de limitation des loyers poursuivie de 1914 à nos jours hors de toutes limites raisonnables, avait fait disparaître. Les mesures prises au lendemain de la guerre 1914-1918 pour protéger, provisoirement et légitimement d'ailleurs, le locataire contre la spéculation, par taxation de la hausse des loyers ont pris un caractère définitif par suite d'une surenchère démagogique continue. Le locataire français en est arrivé à ne presque plus payer de loyer. A l'heure actuelle, il consacre 2 à 3 p. 100 de son revenu ou salaire à son habitat pour les classes modestes, 5 à 8 p. 100 pour les classes plus aisées. Or, dans les pays voisins, la même part du revenu équivaut à 15 à 18 p. 100 en Angleterre, 20 à 25 p. 100 aux U. S. A.

Le résultat en a été, comme nous l'avons dit, la disparition complète de la rentabilité du capital immobilier et par suite l'arrêt et de la construction et même de l'entretien des immeubles.

A l'heure actuelle, on ne construit plus en France, on n'entretient même pas les maisons d'habitation. Notre reconstruction n'a pas encore commencé, alors qu'en Angleterre on reconstruit 20.000 logements par mois suivant les plans établis.

Nous tenons à souligner, ici, que la rentabilité d'un immeuble est une nécessité économique d'ordre général. Elle n'est point liée à la forme politique du régime. Elle s'impose aussi bien au pays à structure capitaliste qu'à celui à forme collectiviste. Elle est vraie pour tous les pays, pour tous les régimes; que la maison appartienne à un propriétaire, à une compagnie, à une mutuelle ou à l'Etat. Elle est la condition économique de l'entretien, de l'amortissement et du remplacement de l'immeuble, quel que soit son propriétaire: puissance publique, personne ou société privée. Car si le loyer ne couvre pas la charge de l'entretien, de l'amortissement et du remplacement d'une maison appartenant à l'Etat, ce dernier devra en régler le financement en faisant appel à l'impôt direct, mais surtout aux contributions indirectes qui, elles, frappent aveuglément les classes les plus pauvres.

La loi du 1er septembre 1948 (et ses décrets d'application) doit rétablir la rentabilité du capital immobilier. Elle y parvient par un ensemble de mesures très étudiées dans leur détail. Nul mieux que vous les connaissez, mesdames et messieurs, et nous n'avons pas l'intention de les reproduire ici.

Grosso modo, en partant d'un terme de base qui est celui du 1er juillet 1948 et en se fondant sur des données exactes, fournies par la surface corrigée évaluée d'après un prix du mètre carré fixé par décret, une rentabilité de l'immeuble suffisante doit être rétablie en cinq années, équivalant en gros à 400 p. 100 du terme du 1er juillet 1948, par une série d'augmentations semestrielles successives avoisinant 20 p. 100.

Nous sommes entièrement d'accord sur le but à atteindre et sur la progressivité générale à respecter pour les augmentations ultérieures à intervenir.

Nous estimons, toutefois, que nous devons tenir compte des conjonctures actuelles sur un point précis. L'application immédiate et sans réserves de l'évaluation du terme de janvier 1949, d'après la surface corrigée telle qu'elle est définie par le décret du 22 novem-

bre 1948, va entraîner en janvier 1949, pour un très grand nombre de locataires, une majoration qui atteint parfois 150 p. 100 et même davantage, par rapport au terme du 1er juillet 1948.

Une telle hausse ne cadre pas avec les conditions économiques actuelles. Elle excède les disponibilités de la grande masse des travailleurs et salariés dont le pouvoir d'achat s'est trouvé diminué par rapport à 1938 dans une proportion qui atteint près de 50 p. 100.

Beaucoup de locataires ne pourront s'acquitter, en janvier 1949, du terme ainsi calculé. Et cela, d'autant plus que le Gouvernement, recherchant une stabilisation des prix, s'attache à bloquer toute hausse des salaires, génératrice d'inflation.

Nous estimons qu'il serait d'une sage politique de mieux répartir, dans le temps, la hausse des loyers. Ce n'est pas en quelques années que l'on peut rétablir une situation compromise par trente-cinq années d'abandon. Nous insistons donc sur la nécessité d'étaler sur une plus longue période l'effort à demander aux locataires. Nous sommes certains de traduire exactement, ici, leurs sentiments. Ils sont de bonne foi. Ils ne contestent pas l'utilité de la réforme décidée par la loi du 1er septembre 1948. Ils savent que la reconstruction et l'entretien des habitations sont liés au rétablissement de la rentabilité de l'immeuble. 600.000 familles françaises attendent de cette réforme de structure un logement décent. Mais ils pensent que l'effort qui leur est demandé ne doit pas excéder leurs facultés de payement.

Les propriétaires, de leur côté, ont tout intérêt à voir intervenir un aménagement qui rendra praticable une loi qui, en général, leur donne satisfaction, plutôt que de la voir rejetée parce que son application se heurtera, inévitablement, à une impossibilité.

Il est indispensable d'aménager la loi, en organisant et en régularisant la hausse des loyers.

Il est urgent, en effet, par des mesures sages, de rassurer de nombreux foyers, où l'angoisse règne. C'est pourquoi, mesdames et messieurs, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution, dont la teneur suit:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement, tout en respectant le principe de la loi du 1er septembre 1948, à faire voter, d'urgence, des mesures propres à normaliser progressivement l'augmentation que doit entraîner, en janvier 1949, l'application du calcul de la surface corrigée à la grande majorité des loyers.

ANNEXE N° 19

(Session de 1949. — Séance du 21 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **contingentement des rhums** des départements et territoires d'**outre-mer**, par M. Louis Ignacio-Pinto, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'importation des alcools d'origine ou de provenance étrangère ou coloniale est réservée à l'Etat. Cependant des dérogations peuvent être accordées, mais dans ce cas les alcools provenant des territoires ou départements d'outre-mer ou de l'étranger sont assujettis au payement d'une certaine surtaxe.

Cependant, en vertu de l'article 9 du code des contributions indirectes, peut être importée depuis les territoires et départements d'outre-mer en France, en exemption de cette surtaxe, une quantité fixée, jusqu'au 31 décembre 1949, à un contingent annuel de 202.650 hectolitres d'alcool pur.

Le projet qui vous est actuellement soumis a pour but de porter ce contingent annuel exempt de la surtaxe à 204.050 hectolitres, c'est-à-dire de faire entrer en exemption de surtaxe un supplément de 1.400 hectolitres pour l'année 1949.

Le Gouvernement indique que l'augmentation de 1.400 hectolitres prévue est destinée à permettre la réalisation, par décret, d'un accroissement équivalent du contingent particulier des établissements français d'Océanie.

La mesure a donc pour but de favoriser l'industrie du rhum dans les établissements français d'Océanie, industrie qui est une industrie annexe de celle du sucre. C'est parce qu'on veut favoriser en premier lieu l'extension de la production sucrière des établissements français d'Océanie que l'on prend ce moyen indirect consistant à ouvrir plus grandement les débouchés métropolitains à la production du rhum, sous-produit de l'industrie sucrière.

On peut se demander si la formule « accroissement équivalent » visée plus haut pour le contingent particulier des établissements français d'Océanie signifie un accroissement de 1.400 hectolitres du contingent autorisé à ces établissements, ou bien un accroissement proportionnel, les autres régions productrices (Guadeloupe, Martinique) voyant leur contingent s'élever également.

Même si tout le contingent de 1.400 hectolitres est réservé aux établissements français d'Océanie, il semble bien que la mesure envisagée ne contribuera pas à favoriser la production sucrière, car ce dont aurait besoin celle-ci, c'est de l'achat et de la mise en place du matériel approprié, opérations à longue échéance et qui n'ont que peu de rapport avec l'équipement en matériel de distillerie.

Votre commission des finances a, en outre, fait siennes les observations de notre collègue M. Sauer, qui estime que les relèvements de prix obtenus par les producteurs de rhums en 1947 et 1948 leur permettent de supporter aisément le poids de la surtaxe. A ce propos également, la commission s'est demandée quels pouvaient être la nature et le rôle exacts du comité interprofessionnel du rhum et demande au département ministériel compétent de lui fournir à ce sujet tous renseignements utiles.

Votre commission des finances s'est donc déclarée tout à fait unanime pour favoriser le développement de la production sucrière outre-mer, en particulier dans les établissements français d'Océanie, ainsi que l'élargissement des débouchés métropolitains du rhum, sous-produit de l'industrie sucrière. Mais, doutant que le présent projet atteigne ce but pour les raisons indiquées plus haut, elle vous en demande le rejet.

PROJET DE LOI

Article unique. — Le premier alinéa de l'article 9 du code des contributions indirectes est modifié comme suit:

« *Art.* 9. — Peuvent être importés dans la métropole et en Algérie en exemption de la surtaxe prévue à l'article 10 et jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle fixée jusqu'au 31 décembre 1949 à 204.050 hectolitres d'alcool pur, les rhums et tafias originaires des départements et territoires d'outre-mer présentant les caractères spécifiques définis par les décrets rendus en exécution de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes commerciales et ne titrant pas plus de 65 degrés. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4427, 5085 et in-8° 1192; Conseil de la République, 812 (année 1948).

ANNEXE N° 20

(Session de 1949. — Séance du 21 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, fixant le **statut financier de l'Assemblée de l'Union française,** par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans sa première séance du 27 décembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française. Il s'agit essentiellement de mettre fin à un régime provisoire qui dure depuis plus d'un an.

L'Assemblée nationale avait, en effet, reçu de la Constitution, en tant qu'Assemblée souveraine, la mission de préparer la réunion de l'Assemblée de l'Union française et, à cet effet, de prévoir les moyens administratifs et financiers propres à assurer son fonctionnement.

C'est ainsi que le premier budget de cette Assemblée a été élaboré en juillet 1947 et que les crédits furent accordés par la loi du 28 août 1947 en addition aux dotations ouvertes par la loi de finances au chapitre 94: « Indemnités des députés et dépenses administratives de l'Assemblée nationale ». Une loi du 19 décembre 1947 ouvrit en outre les crédits supplémentaires qui se révélèrent nécessaires au moment de l'installation de l'Assemblée pour assurer son fonctionnement jusqu'à la fin de l'exercice.

Ce régime ayant pris fin le 31 décembre 1948, il s'est agi de fixer définitivement la situation financière de l'Assemblée de l'Union française. La solution est d'autant plus urgente que cette Assemblée ne peut procéder depuis le 1er janvier à aucune opération comptable; aussi ses paiements sont-ils en suspens.

A cet effet, les bureaux des deux Assemblées (Assemblée nationale et Assemblée de l'Union française) ainsi que leurs commissions de comptabilité respectives ont tenu plusieurs séances au cours desquelles ils examinèrent la proposition de loi présentée par M. Edouard Herriot et les membres du bureau de l'Assemblée nationale.

A la suite de ces délibérations un rapport fut déposé au nom de la commission des finances par M. Barangé, rapporteur général, à la séance du 18 juin 1948. C'est cette proposition de loi qui fut examinée et votée par l'Assemblée nationale le 27 décembre 1948.

Une proposition de résolution ayant été votée par l'Assemblée de l'Union française le 13 mars 1948 tendant à ce que les propositions budgétaires fussent arrêtées par l'Assemblée elle-même et transmises dans les mêmes conditions que celles du Conseil de la République, une discussion s'est élevée pour savoir si oui ou non l'Assemblée de l'Union française posséderait son autonomie financière intégrale.

A une majorité de 375 voix contre 180, l'Assemblée nationale a repoussé un amendement de M. Mercier qui demandait qu'il en fût ainsi, puis elle a adopté le texte qui concrétisait les accords intervenus entre les bureaux des deux Assemblées, comme le rappelait une lettre de M. le président Edouard Herriot.

Celle-ci spécifiait que le projet de budget de l'Assemblée de l'Union française serait préparé par ses questeurs selon la procédure en usage dans les assemblées parlementaires pour la fixation de leurs dépenses et serait ensuite soumis à la sous-commission de comptabilité.

Cette dernière, après l'avoir examiné, devait provoquer une réunion de ses membres avec la commission de comptabilité de l'Assemblée nationale.

Cette réunion devait permettre aux commissaires de l'Assemblée de l'Union française d'informer leurs collègues de l'Assemblée nationale sur les dispositions incluses dans leur projet de budget et de fournir toutes explications leur permettant de jouer devant l'Assemblée nationale le rôle de rapporteur du budget de l'Assemblée de l'Union française.

L'Assemblée nationale a donc entériné cet accord unanime et adopté la proposition de loi qui spécifie que les crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française seraient inscrits au budget du ministère des finances (3e partie. — Pouvoirs publics) sous l'intitulé: « Assemblée nationale et Assemblée de l'Union française ».

Il fut convenu que, tout en figurant à un chapitre unique, les crédits mis à la disposition de l'Assemblée nationale et ceux mis à la disposition de l'Assemblée de l'Union française seraient inscrits à deux articles distincts. En outre, les crédits de fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française seraient gérés par le bureau de cette Assemblée selon les règles en usage dans les assemblées parlementaires.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4452, 4635 et in-8° 1470; Conseil de la République, 11-147 (année 1948).

La commission des finances du Conseil de la République, ayant eu à examiner la proposition de loi, telle qu'elle vient d'être exposée, s'est elle-même posé la question de savoir si l'Assemblée de l'Union française serait souveraine au point de vue de son statut financier ou si, au contraire, il convenait de se rallier au texte voté par l'Assemblée nationale.

Une proposition tendant à accorder cette autonomie financière fut reprise et soutenue par un sénateur représentant un territoire de l'Union française, mais l'immense majorité de la commission, estimant demeurer dans l'esprit de la Constitution, repoussa cette thèse et vous propose de voter sans modifications la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française sont inscrits au budget du ministère des finances, troisième partie, pouvoirs publics, sous l'intitulé « Assemblée nationale et Assemblée de l'Union française » avec les crédits de l'Assemblée nationale.

Art. 2. — Les propositions budgétaires de l'Assemblée de l'Union française sont transmises par le président de cette Assemblée au président de l'Assemblée nationale à l'effet d'être examinées et soumises à l'approbation de l'Assemblée nationale, dans les mêmes conditions et par la même procédure que pour les propositions budgétaires de l'Assemblée nationale elle-même.

Art. 3. — Les crédits de fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française sont gérés par le bureau de cette Assemblée selon les règles en usage dans les Assemblées parlementaires.

Art. 4. — L'examen et l'apurement des comptes de l'Assemblée de l'Union française, après la clôture de chaque exercice, sont effectués dans les conditions fixées par l'article 2.

ANNEXE N° 21

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi augmentant les **effectifs du service de santé des troupes coloniales,** présentée par M. Coupigny, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, continuant la tradition de leurs grands anciens, les médecins et pharmaciens du service de santé des troupes coloniales mènent toujours le bon combat contre la maladie dans les territoires d'outre-mer.

Il faut savoir que, grâce aux efforts du service de santé colonial, la maladie du sommeil a considérablement reculé partout; de même, grâce aux vaccinations, par des programmes patiemment réalisés, la variole et la fièvre jaune ont, pour ainsi dire, disparu de nos territoires d'outre-mer.

Si l'on veut que les terribles épidémies que l'on a vues chez les autres ne reparaissent jamais chez nous, il faut des médecins en nombre suffisant.

Au fur et à mesure des progrès de la civilisation, élévation du niveau intellectuel, connaissance meilleure des règles d'hygiène, nous sommes appelés à faire, là où nous faisions surtout de la médecine de masses, de la médecine individuelle, car l'autochtone délaisse, de plus en plus, le sorcier pour venir voir le médecin.

Les effectifs du service de santé colonial sont passés en vingt ans de 736 à 1.020.

Il n'est que de se rappeler les progrès que la France, toujours maternelle, a fait accomplir aux populations lointaines placées sous sa protection, pour comprendre bien vite que ces effectifs sont insuffisants. Il faut les augmenter, par paliers successifs, sachant que, actuellement, le service de santé des troupes coloniales a besoin, pour commencer, de 1.250 médecins.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à augmenter progressivement les effectifs du service de santé des troupes coloniales.

ANNEXE N° 22

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à accélérer l'application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des modalités particulières à la réalisation du **reclassement du personnel du service de santé des troupes coloniales,** présentée par M. Coupigny, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le service de santé des troupes coloniales rend aux populations d'outre-mer des services inappréciables et contribue ainsi à la grandeur de la France.

Le personnel qui le compose est mal payé et il faut savoir que si, dans la métropole, chaque médecin a sa spécialité, là-bas, le médecin doit être polyvalent: il doit, non seulement dresser les plans de ses vaccinations, mais aussi être un homme de laboratoire en même temps qu'un médecin polyspécialiste et qu'un chirurgien pour parer à toute éventualité; il doit être aussi pharmacien à ses heures; enfin, ses fonctions d'administrateur ne sont pas les moins absorbantes.

Nous trouvons parmi eux une grande proportion de savants qui ont fait faire de grands progrès à la science dans la lutte quotidienne contre la maladie.

Il faut savoir que si les interventions chirurgicales, par exemple, étaient payantes à l'assistance médicale indigène, au tarif en vigueur en France, le médecin colonial aurait doublé sa solde du mois en quelques jours.

Le ministre des armées n'écrivait-il pas en 1946:

« Le désintéressement est la marque du service de santé; dans l'ordre des avantages matériels, comme dans l'ordre des honneurs, il a toujours fait abstraction de toute ambition. Mais, à présent, les conditions économiques sont telles et surtout la disproportion entre la situation matérielle des praticiens civils et celle de leurs confrères militaires est par trop choquante pour que ce corps n'estime pas l'heure venue de solliciter quelque avantage matériel, susceptible de pallier cette situation. »

Pour ce faire le Gouvernement a pris un décret accordant au personnel du service de santé militaire une solde correspondant à peu près à celle du grade supérieur.

Il ne faut pas que cette mesure se fasse attendre et il faut que ce décret soit immédiatement appliqué dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à accélérer l'application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des modalités particulières à la réalisation du reclassement du personnel du service de santé des troupes coloniales.

ANNEXE N° 23

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant l'**incendie involontaire en forêt,** par M. Jean Durand, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le présent projet de loi, voté par l'Assemblée nationale en première lecture le 8 décembre dernier, tend à renforcer les peines appliquées dans le cas d'incendie involontaire en forêt, afin de réprimer dans toute la mesure du possible ces incendies qui détruisent annuellement une partie du patrimoine forestier.

Nul d'entre vous ne sous-estime la valeur que représente la forêt française. Chaque année, un gros effort est fait, grâce à l'utilisation du fonds forestier national, pour développer le reboisement de notre forêt. Il ne serait pas compréhensible qu'au moment même où des mesures sérieuses sont prises pour la sauvegarde de ce patrimoine en demandant de substantiels sacrifices au contribuable français, il ne soit pas prévu une aggravation des peines en ce qui concerne la législation répressive de l'incendie involontaire en forêt. Il importe, même, de prendre des mesures rapides puisqu'il a été observé que dans 30 p. 100 des cas l'incendie est involontaire. C'est un pourcentage que nous avons le devoir de nous efforcer de réduire.

C'est dans ce but qu'il vous est demandé d'envisager une répression plus sévère de ce délit en la transposant du code pénal au code forestier.

Antérieurement à l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui avait fait de ce délit une contravention de simple police, le délit d'incendie involontaire de la propriété d'autrui, donc de la propriété forestière, était puni par les dispositions de l'article 458 du code pénal, inséré au titre II du livre III de ce code « des crimes et délits contre les particuliers ».

L'incendie involontaire était punissable de peines correctionnelles.

Primitivement et jusqu'à la loi du 13 février 1942, la sanction était une amende de 50 à 500 F au plus, soit de 600 à 6.000 F depuis la loi du 26 juillet 1941 qui a multiplié par 12 le taux des amendes, mais a supprimé les décimes.

La loi du 13 février 1942 a modifié l'article 458 du code pénal en aggravant la sanction, puisqu'un emprisonnement de six jours à deux ans, facultatif, était prévu, outre l'amende de 600 à 6.000 F.

Le régime actuel est celui de l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui a abrogé l'article 458 du code pénal et a créé une quatrième classe de contraventions dans un nouvel article 483.

A ce jour, ceux qui, involontairement, mettent le feu à la forêt ou à des bois, sont passibles d'une amende de 2.000 à 12.000 F et facultativement d'un emprisonnement de huit jours au plus, cet emprisonnement étant porté à dix jours en cas de récidive.

Il semble déjà anormal d'infliger la même peine aux auteurs involontaires d'incendies (§ 4 de l'article 483 du code pénal) et à ceux qui dégradent les fossés ou clôtures, coupent des branches de haies vives ou enlèvent des bois secs des haies (§ 5 du même article).

Le fait d'avoir causé involontairement l'incendie à un massif forestier doit être puni plus sévèrement que le fait de dégrader, même volontairement, des fossés ou d'enlever des branches sèches des haies.

Mais surtout, de la comparaison de l'article 148 du code forestier et de l'article 483 du code pénal, il résulte souvent que le délinquant qui a mis le feu involontairement à une forêt n'est pas plus puni que celui qui a simplement porté ou allumé du feu en forêt ou à distance prohibée, sans avoir causé de dommage à la forêt. Dans le premier cas la peine encourue est une amende

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 1623, 4436, 4874 et in-8° 1420, Conseil de la République: II-47 (année 1948).

de 2.000 à 12.000 F, avec il est vrai huit jours d'emprisonnement, mais facultatifs, et dans le second cas, c'est une amende de 2.400 à 12.000 F.

C'est dans ces conditions que nous avons à examiner le projet de loi dont il s'agit.

Les modifications apportées au code pénal et au code forestier redonnent le caractère de délit qu'avait, avant l'ordonnance du 4 octobre 1945, l'incendie involontaire.

Comme le code forestier n'admet ni circonstances atténuantes (article 203), ni les dispositions de la loi de sursis du 26 mars 1891 qui ne vise que les délits de « droit commun », le projet de loi tel qu'il avait été tout d'abord présenté à l'Assemblée nationale était trop sévère. Les tribunaux auraient été obligés, soit d'appliquer la loi sans pouvoir tenir compte de certaines circonstances qui peuvent diminuer la culpabilité des délinquants, soit de faire bénéficier du doute ceux-ci, et de les relaxer, parce que la peine aurait paru disproportionnée au délit.

Aussi l'amendement accepté par l'Assemblée nationale, et qui ajoute un second alinéa à l'article 148 *bis*, corrige-t-il dans un sens favorable le projet primitif, puisque les circonstances atténuantes et le sursis pourront être appliqués au délit. Il en découle que la règle de non-cumul des peines s'appliquera également.

Quant au pouvoir de transaction que possède l'administration et qui a fait l'objet de discussion à l'Assemblée nationale il convient de préciser que l'administration ne peut transiger avant et après jugement que pour les délits forestiers commis dans les bois et forêts soumis au régime forestier.

Dans les bois et forêts des particuliers, l'administration, qui n'est pas chargée de la poursuite des délits forestiers, n'est évidemment pas habilitée à transiger sur ces délits.

Mais l'administration, transigera-t-elle pour le délit d'incendie involontaire commis dans un bois soumis ? Oui, elle en usera beaucoup moins que pour les autres délits forestiers, puisque les tribunaux auront à leur disposition le jeu des circonstances atténuantes et du sursis.

En 1859, on a voulu remédier à la rigueur, estimée dans certains cas excessive, de la législation pénale telle qu'elle résulte du code forestier; il s'agissait de faire passer quelque part le principe d'humanité qui doit présider à l'action des peines.

On a ainsi réalisé l'équivalent des circonstances atténuantes, en transférant des tribunaux à l'administration le pouvoir d'appréciation de culpabilité des délinquants, au moyen de la transaction.

Puisque l'amendement voté par l'Assemblée nationale autorise les tribunaux à appliquer ces circonstances atténuantes et la loi du sursis, il est bien évident que ce sera dans les cas rares et dignes d'intérêt que l'administration transigera.

Il est précisé que l'administration ne transige pas uniquement avec « ceux qui en ont les moyens » pour les « soustraire à la sanction des tribunaux correctionnels », mais aussi avec ceux qui n'ont pas de moyens financiers suffisants, puisque l'article 210 du code forestier donne le droit d'admettre les délinquants insolvables à se libérer des amendes, réparations civiles et frais, au moyen de prestations en nature.

Une seule modification a été apportée par votre commission de l'agriculture au projet adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, modification qui, à l'alinéa 5 de l'article 148 du code forestier, relève l'amende de 2.400 à 6.000 F et de 12.000 à 15.000 F pour les diverses raisons ci-dessus exposées.

Dans ces conditions, votre commission vous invite à approuver le texte dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le cinquième alinéa de l'article 148 du code forestier est modifié comme suit:

« Ceux qui auront contrevenu à la défense du paragraphe premier et aux prescriptions des arrêtés préfectoraux pris en vertu du paragraphe 2 du présent article, seront punis d'une amende de 6.000 à 15.000 F sans préjudice en cas d'incendie, des peines portées à l'article suivant et de tous dommages-intérêts. »

Art. 2. — Il est inséré entre l'article 148 et l'article 149 de la première section du titre dixième du code forestier, un article 148 *bis*, ainsi conçu:

« *Art.* 148 bis. — Seront punis d'une amende de 3.000 à 200.000 F et pourront, en outre, l'être d'un emprisonnement de onze jours à six mois, ceux qui auront causé l'incendie des forêts, bruyères, bois, landes, plantations et reboisements d'autrui, par des feux allumés à moins de 100 mètres ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précautions suffisantes, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence.

« En dérogation à l'article 203 du présent code, les tribunaux pourront appliquer au délit d'incendie involontaire en forêt les dispositions de l'article 463 du code pénal. En outre, les dispositions de la loi du 26 mars 1891 seront applicables à ce délit. »

Art. 3. — Dans le quatrième alinéa de l'article 483 du code pénal, les mots « forêts, bruyères, bois, plantations » sont supprimés.

ANNEXE N° 24

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur l'organisation du **territoire de Libre** rattaché à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie, par M. Vanrullen, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'Assemblée nationale dans sa séance du 7 décembre 1948, a adopté le projet de loi sur l'organisation du territoire de Libre rattaché à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie.

La loi n° 47-1814 du 15 septembre 1947 a étendu la législation française aux territoires rattachés à la France en vertu du traité précité et prévu les dispositions relatives au rattachement aux circonscriptions administratives françaises ainsi qu'à l'organisation de l'administration municipale des mêmes territoires.

Par suite d'une omission, le territoire de Libre n'avait pas fait l'objet d'un texte relatif à son administration municipale. C'est pour combler cette lacune que le projet de loi actuel vous est soumis.

Le territoire de Libre doit, en conséquence de cette loi, être rattaché à la commune de Breil et il y a donc lieu de prévoir la nomination d'une délégation spéciale en attendant l'organisation des élections municipales.

Votre commission de l'intérieur a adopté le texte voté par l'Assemblée nationale sous réserve de deux modifications de forme portant sur les articles 1 et 5.

Elle vous propose, en conséquence, d'adopter le texte suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le territoire de Libre est rattaché à la commune de Breil dont il constituera une section. Le rattachement ne deviendra effectif qu'après qu'il aura été procédé, dans cette section à l'élection de deux conseillers municipaux, dans les conditions prévues à l'article 5.

Art 2. — Il est institué dans la section de Libre une délégation spéciale de trois membres.

Cette délégation restera en fonction jusqu'à ce qu'il ait été procédé à des élections municipales dans cette localité. Son président et ses membres seront nommés par décret.

Art. 3. — La délégation spéciale et son président exerceront tous les pouvoirs attribués respectivement aux conseils municipaux et aux maires par la loi du 5 avril 1884 et les textes qui l'ont modifiée ou complétée.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3917, 5018 et in-8° 1419; Conseil de la République; 11-16 (année 1948).

Art. 4. — Il sera procédé, conformément aux règles en vigueur, à l'établissement de listes électorales.

Le point de départ des délais de procédure impartis pour cette opération sera l'expiration du délai d'option prévu par l'article 19 du traité de paix avec l'Italie.

Art. 5. — Dès la clôture des listes électorales, la section de Libre élira deux conseillers municipaux qui siégeront au conseil municipal de la commune de Breil.

Après ces élections et jusqu'au renouvellement du conseil municipal de Breil, celui-ci se composera de vingt-cinq membres nonobstant les dispositions de l'article 10 de la loi du 5 avril 1884, modifié par la loi n° 47-1744 du 6 septembre 1947.

ANNEXE N° 25

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à fixer officiellement la **date du 1er tour de scrutin des élections cantonales** prévues par la loi n° 48-1480 du 25 septembre 1948, présentée par MM. Dronne, Chatenay, Muscatelli, Rabouin, Henry Torrès et les membres du groupe d'action démocratique et républicaine, sénateurs. — [Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).]

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi n° 48-1480 du 25 septembre 1948 stipule dans son article unique que le « renouvellement de la série sortante des conseillers généraux aura lieu au scrutin uninominal à deux tours en mars 1949 ». Compte tenu de cette disposition impérative, le Gouvernement a bien voulu rendre publique la date précise de cette consultation.

Or, la date d'une telle consultation électorale n'est pas sans avoir d'importantes répercussions sur la vie économique du pays, spécialement dans les régions rurales. Des foires, des marchés, des expositions peuvent être prévus en fonction de la date des élections soit pour coïncider, soit au contraire pour ne pas coïncider avec elles. Il serait préférable de faire cesser au plus vite l'incertitude qui pourrait demeurer à ce sujet.

En outre, la préparation d'une telle consultation exige un certain temps. Monsieur le ministre de l'intérieur déclarait lui-même, au mois de septembre, à la tribune du Conseil de la République, que c'était « une impossibilité matérielle dans un délai de trente jours d'approvisionner toutes les communes du matériel nécessaire » (*Journal officiel*. Débats du Conseil de la République, page 3336). Il en tirait argument, à l'époque, pour s'opposer à la fixation de ces élections au moins d'octobre 1948. L'opinion publique, qui attache un grand prix à cette consultation électorale, faute d'une autre, aimerait à être assurée qu'en tout état de cause un tel argument ne pourrait plus être produit et que le Gouvernement a pris ses dispositions pour la préparation matérielle des élections.

Pour ces diverses raisons, il semble nécessaire que le décret fixant la date du premier tour des élections cantonales de mars 1949 soit pris au plus tôt. Et c'est pour donner au Conseil de la République l'occasion d'en manifester son désir au Gouvernement que nous avons déposé, avec demande de discussion d'urgence, la proposition de résolution suivante, que nous vous demandons d'adopter.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre dans le plus bref délai le décret fixant officiellement la date du premier tour de scrutin des élections cantonales qui doivent avoir lieu en mars 1949, en application des dispositions de la loi du 25 septembre 1948.

ANNEXE N° 26

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à modifier le **paragraphe 7 de l'article 10** de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 **sur les loyers,** en permettant aux personnes n'occupant pas suffisamment les locaux de bénéficier, avant toute expulsion, d'un **délai d'un an,** pour **échanger** leur **appartement trop grand contre un local plus petit** correspondant au nombre des occupants, présentée par M. Bernard Lafay et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, a prévu, dans son titre Ier, chapitre 1er, article 10, § 7, que n'ont pas droit au maintien dans les lieux « ceux qui, dans les communes visées aux articles 2 et 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, ne remplissent pas les conditions d'occupation suffisantes fixées en application de l'article 3 de ladite ordonnance ».

Il semble que la rédaction de ces dispositions législatives ait été l'objet d'une interprétation trop stricte.

Depuis quelques semaines, de très nombreuses expulsions ont été prescrites par des jugements rendus par les tribunaux en exécution des prescriptions du paragraphe 7 de l'article 10 de la loi sur les loyers. Les expulsions ont été prononcées sur l'intervention des propriétaires intéressés, à l'encontre des locataires, occupants actuels, pour insuffisance d'occupation au regard des dispositions de l'ordonnance du 11 octobre 1945.

Un grave malaise social risque de se créer si la jurisprudence persévère dans cette application stricte du texte de la loi

Et ceci d'autant plus, que ces expulsions vont frapper surtout des personnes âgées, déjà si sévèrement atteintes. Ce sont elles surtout qui occupent insuffisamment leur foyer, soit que la guerre y ait creusé un vide atroce, soit que leurs enfants se soient établis, soit qu'elles conservent des pièces vacantes pour y accueillir un enfant accomplissant des études et à la veille de revenir à leur foyer pour s'y établir.

Il n'a pas été dans les intentions du législateur du 1er septembre 1948 d'accroître le nombre des sans-logis ou des mal-logés, mais bien au contraire d'en diminuer le nombre par une meilleure utilisation des locaux d'habitation. Le malaise social qui vient de naître ne peut que nuire à l'application d'une loi dont le principe ne saurait être contesté, même si ses modalités appellent des aménagements.

D'autre part, laisser des propriétaires expulser nombre de leurs locataires, c'est permettre à quelques-uns d'entre eux peu scrupuleux de tenter d'opérer, aux dépens des locataires candidats aux locaux devenus vacants, une spéculation ou une surenchère inadmissibles.

Ainsi, l'interprétation trop stricte des dispositions du paragraphe 7 de l'article 10 de la loi risque de nuire aussi bien à ceux qui occupent insuffisamment les locaux qu'à ceux qui viendraient les occuper après leur expulsion.

Ce n'est certes pas ce que le législateur a voulu. Nous estimons qu'il serait plus conforme à ses véritables intentions d'accorder, à ceux qui occupent insuffisamment les lieux au regard de la loi, un délai raisonnable pour échanger leur appartement trop grand contre un autre plus petit correspondant au nombre des occupants, tel qu'il est précisé audit article 10, § 7.

Ce délai pourrait être fixé à un an, en s'inspirant des dispositions déjà prévues audit paragraphe 7 pour le cas de diminution des occupants par suite de décès ou de mariage.

Les divers services du logement seront dans l'obligation de faciliter dans toute la mesure du possible ces opérations d'échange d'appartements.

A l'expiration de ce délai d'un an, l'expulsion pourrait être requise devant les tribunaux.

De cette manière, une meilleure utilisation des habitations serait obtenue sans provoquer aucun malaise social.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le paragraphe 7 de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi complété *in fine:*

« Ceux qui ne remplissent pas les conditions d'occupation suffisantes bénéficieront, à compter du jour de la constatation de cette insuffisance d'occupation, d'un délai d'un an pour échanger leur appartement trop grand contre un local plus petit correspondant au nombre des occupants. Les services du logement faciliteront ces opérations d'échange.

« L'expulsion du local insuffisamment occupé ne pourra être prononcée à l'expiration de ce délai d'un an que si l'échange n'a pas eu lieu. »

ANNEXE N° 27

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à **surseoir** à toute **expulsion,** concernant les personnes visées au **paragraphe 7 de l'article 10 de la loi** du 1er septembre 1948 **sur les loyers,** c'est-à-dire celles n'occupant pas suffisamment les lieux, en leur permettant, dans un délai raisonnable, l'**échange** de leur **appartement contre un local plus petit** correspondant au nombre des occupants, présentée par M. Bernard Lafay et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, a prévu, dans son titre Ier, chapitre 1er, article 10, paragraphe 7, que n'ont pas droit au maintien dans les lieux « ceux qui, dans les communes visées aux articles 2 et 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, ne remplissent pas les conditions d'occupation suffisantes fixées en application de l'article 3 de ladite ordonnance ».

Il semble que la rédaction de ces dispositions législatives ait été l'objet d'une interprétation trop stricte.

Depuis quelques semaines, de très nombreuses expulsions ont été prescrites par des jugement rendus par les tribunaux, en exécution des prescriptions du paragraphe 7 de l'article 10 de la loi sur les loyers. Les expulsions ont été prononcées sur l'intervention des propriétaires intéressés, à l'encontre de locataires, occupants actuels, pour insuffisance d'occupation au regard des dispositions de l'ordonnance du 11 octobre 1945.

Un grave malaise social risque de se créer si la jurisprudence persévère dans cette interprétation stricte du texte de la loi.

Et ceci d'autant plus que ces expulsions vont frapper surtout des personnes âgées, déjà si sévèrement atteintes. Ce sont elles surtout qui occupent insuffisamment leur foyer, soit que la guerre y ait creusé un vide atroce, soit que leurs enfants se soient établis, soit qu'elles conservent des pièces vacantes pour y accueillir un enfant accomplissant des études et à la veille de revenir à leur foyer pour s'y établir.

Il n'a pas été dans les intentions du législateur du 1er septembre 1948 d'accroître le nombre des sans-logis ou des mal logés, mais bien au contraire d'en diminuer le nombre par une meilleure utilisation des locaux d'habitation. Le malaise social qui vient de naître ne peut que nuire à l'application d'une loi dont le principe ne saurait être contesté, même si ses modalités appellent des aménagements.

D'autre part, laisser des propriétaires expulser nombre de leurs locataires, c'est permettre à quelques-uns d'entre eux peu scrupuleux de tenter d'opérer, aux dépens des locataires candidats aux locaux devenus vacants, une spéculation ou une surenchère inadmissible.

Ainsi, l'interprétation trop stricte des dispositions du paragraphe 7 de l'article 10 de la loi risque de nuire aussi bien à ceux qui occupent insuffisamment les locaux qu'à ceux qui viendraient les occuper après leur expulsion.

Ce n'est certes pas ce que le législateur a voulu. Il serait plus conforme à ses véritables intentions de compléter les dispositions de la loi en décidant que ceux qui occupent insuffisamment les lieux au regard de la loi jouiront d'un délai raisonnable pour échanger leur appartement trop grand contre un autre plus petit correspondant au nombre des occupants tel qu'il est précisé à l'article 10, paragraphe 7. Il serait prescrit aux services du logement de faciliter ces opérations d'échange.

Ainsi, serait obtenue sans aucun malaise social une meilleure utilisation des habitations.

En conséquence, nous vous demandons, dans un but d'apaisement, d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à surseoir à toute expulsion concernant les personnes visées au paragraphe 7 de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, c'est-à-dire celles n'occupant pas suffisamment les lieux, en leur permettant et en leur facilitant, dans un délai raisonnable, l'échange de leur appartement contre un local plus petit, correspondant au nombre des occupants.

ANNEXE N° 28

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la production industrielle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant, déclarant **d'utilité publique** et concédant à « Electricité de France », les travaux d'**aménagement de la chute de Montpezat** sur la Loire et l'Ardèche, par M. Chambriard, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, c'est en raison de leur importance et de l'ampleur de leurs répercussions que les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat doivent être concédés par un acte du pouvoir législatif.

La loi du 16 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938, prévoit en effet à son article 3 que la concession d'une chute d'eau est instituée par une loi lorsque les travaux d'aménagement de la chute comportent le déversement des eaux d'un bassin fluvial dans un autre.

Il était donc indispensable qu'un projet de loi vous fût soumis pour autoriser, déclarer d'utilité publique et concéder à « Electricité de France » des travaux par lesquels les eaux de la Loire supérieure seront captées et dirigées vers le Rhône, après avoir alimenté l'usine hydroélectrique de Montpezat.

Pour quelles raisons a-t-on été amené à envisager ce déversement ?

C'est essentiellement pour utiliser la dénivellation qui sépare le bassin de la Loire de celui du Rhône.

Si, en effet, partant de l'altitude 1.000 m. — altitude moyenne des captages — l'on suit

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4292, 5236 et in-8° 1394; Conseil de la République, II-5 (année 1948).

le cours de la Loire en direction de l'Atlantique, l'on atteint la cote 350 m. en amont de Roanne, après une distance de 190 kilomètres.

Si, au contraire, on se tourne du côté du Rhône, on surplombe, après avoir franchi une distance de 17 kilomètres seulement, une vallée dont le fonds se trouve également à la cote 350 mètres.

Ce sont donc essentiellement des préoccupations techniques qui ont amené à mettre à profit cette brusque dénivellation.

Les travaux consistent à utiliser les réserves naturelles du lac d'Issarlès et à créer des réserves artificielles, en barrant deux cours d'eau; la Veyradère et le Gage, ainsi que la Loire elle-même.

Toutes ces réserves communiquent entre elles par une galerie pouvant absorber 22 m3 seconde et qui, se prolongeant sur 17 kilomètres, aboutit à une conduite forcée dont le point de départ domine de 630 mètres l'usine de Montpezat.

L'eau, ayant été précipitée dans cette usine est ensuite rejetée dans le ruisseau la Fontollière, affluent de l'Ardèche, elle-même affluent du Rhône.

Les trois retenues ci-dessus, et surtout le lac d'Issarlès, constituent une réserve relativement importante. On espère obtenir de ces installations 350 millions de kwh, qui viendront s'ajouter à notre production actuelle.

Toutefois, on ne bouleverse pas ainsi le cours de la nature sans causer des troubles importants aux riverains, et le compte rendu des débats devant l'Assemblée nationale montre bien que ses membres ne sont pas restés indifférents en face de ce problème.

Des inquiétudes sont ici manifestées à la fois par les riverains du Rhône et par ceux de la Loire: les uns craignent de recevoir trop d'eau, les autres vont en être partiellement privés.

Les riverains du Rhône qui subissent quelquefois des crues importantes et désastreuses sont inquiets de cet apport supplémentaire. Toutefois, l'on peut admettre que les services des ponts et chaussées et de l'Electricité de France auront la faculté de fixer la cote maximum du Rhône au-dessus de laquelle l'usine de Montpezat devra être arrêtée. « Electricité de France » étant propriétaire de toutes les stations d'énergie, pourrait aisément trouver dans ses usines la puissance dont cet arrêt la priverait momentanément.

Si, de ce côté, les inconvénients semblent minimes, il n'en va pas de même du côté Atlantique.

Le département de la Haute-Loire, le premier et le plus gravement lésé, va voir le lit du fleuve presque asséché sur un parcours d'environ 40 kilomètres, jusqu'à la ville du Puy, car, sur cette distance, les affluents de la Loire, constitués par des ruisseaux très pauvres en été, sont presque inexistants.

Les restitutions prévues par le cahier des charges nous semblent avoir été faites avec trop de parcimonie. Certes, « Electricité de France » a accepté de modifier ces restitutions dans un sens favorable, et il est vrai qu'en reportant son dispositif de mesure en amont du confluent Loire-Borne, elle atténue légèrement les dommages qui vont être causés aux riverains de ces 40 kilomètres. Cependant, il semble qu'un effort supplémentaire doive être consenti dans l'avenir par « Electricité de France ».

Les populations du département de la Loire ne sont pas sans inquiétude. Si, dans la traversée de ce département, le débit du fleuve est évidemment plus important, plus importants aussi sont les services qu'on attend de lui.

Les ruisseaux qui traversent Saint-Etienne et sa banlieue et qui servent de collecteurs d'égouts, vont se déverser, demain, dans un fleuve diminué, et les eaux polluées risquent de ne pas être entraînées comme il convient.

Par ailleurs, les habitants de Saint-Etienne se demandent si les réserves constituées par eux et pour leur usage, sur le Lignon, ne vont pas être éventuellement employées à régulariser le cours de la Loire.

La riche plaine du Forez va voir son irrigation ralentie et la chambre de commerce de Roanne redoute que le canal du Forez et les canaux latéraux ne remplissent leur office qu'avec difficulté, comme cela, du reste, a été souligné à l'Assemblée nationale.

Là aussi, il est à craindre que les restitutions ne soient pas assez largement prévues.

Enfin, nous avons reçu les doléances des populations d'une région beaucoup plus éloignée, celles du Val de Loire.

Un décret du 11 septembre 1931 a en effet autorisé la ville de Paris à prélever dans le Val de Loire une partie des eaux nécessaires à la population parisienne. Ce prélèvement peut atteindre au maximum 12 mètres cubes seconde.

Or, la Loire est un fleuve au régime très irrégulier, dont le débit peut descendre, à Gien, à moins de 40 mètres cubes seconde. Du fait des prélèvements additionnés, les habitants du Val de Loire se demandent quelle quantité d'eau restera disponible pour l'irrigation en période d'étiage. Aussi, des conversations sont-elles en cours, en ce moment même, entre la ville de Paris, Electricité de France, et les représentants des communes du Val de Loire en vue d'un règlement satisfaisant de cette question.

Nous sommes en face d'un grave problème:

Certes il est hors de doute que les travaux prévus vont procurer au pays un nombre important de kilowatts-heures. Par contre, ils vont entraîner des dommages réels et incontestables pour les riverains d'un grand fleuve de France: la Loire.

Ce qui peut être reproché aux auteurs de ce projet, c'est de disposer de la presque totalité des eaux du bassin supérieur de la Loire et d'en priver ceux qui, depuis toujours, en étaient les utilisateurs et les bénéficiaires. Parmi les multiples fonctions de l'eau, ils n'en n'ont retenu qu'une: la production d'électricité. Il y en a d'autres, fort importantes pour l'économie du pays, et ils les ont négligées. Aussi ont-ils provoqué chez les populations riveraines de vives protestations qu'ils n'ont pu calmer que par un jeu de restitutions nombreuses et compliquées, ayant donné lieu, chaque fois, à des marchandages longs et pénibles.

Il nous semble que certaines modifications du cahier des charges auraient pu permettre de réduire dans une moindre mesure, le débit de la Loire. Les inquiétudes des riverains auraient été apaisées sans que l'intérêt général eût à en souffrir.

Si, suivant les prescriptions de la loi du 16 octobre 1919, le Parlement avait été consulté en temps voulu, une mise au point n'aurait pas manqué d'être faite avant que les travaux aient été commencés.

Les travaux, étant maintenant en cours, et cela depuis longtemps, ce qui nous est demandé aujourd'hui, c'est moins notre avis sur ce projet que l'autorisation d'en poursuivre l'exécution.

Votre commission a constaté avec un très vif regret, que, dans un cas aussi grave, elle se trouvait placée devant un fait accompli; mais, soucieuse d'éviter par-dessus tout le gaspillage des deniers de l'Etat, se rendant compte de l'importance des sommes déjà engagées, et appréciant également, malgré des inconvénients réels et nombreux que l'on aurait pu éviter, le bénéfice qu'en retire l'intérêt national, elle ne s'oppose pas au vote du projet de loi qui vous est soumis.

Elle demande toutefois que le cahier des charges annexé à la présente loi soit appliqué avec une certaine souplesse en ce qui concerne les restitutions prévues. En effet, ce n'est que longtemps après le début du fonctionnement de l'usine de Montpezat que l'on pourra apprécier avec exactitude les répercussions qui pourront découler de la modification du cours normal des eaux: assèchement des sources, destruction des nappes souterraines, diminution de l'irrigation avec ses conséquences..., etc., tout cela pouvant changer la physionomie et l'économie de la région. Les prévisions les plus minutieuses peuvent être démenties et des perturbations imprévisibles peuvent apparaître.

Elle demande en outre que les collectivités publiques qualifiées pour représenter les intérêts des populations en cause s'entendent dans l'avenir, si besoin est, avec « Electricité de France », chaque fois qu'il y aura lieu d'apporter au cahier des charges les améliorations qui s'avéreront nécessaires, car personne ne peut dire aujourd'hui quelles seront les incidences futures d'un tel projet.

C'est donc sous des réserves expressément formulées que votre commission de la production industrielle vous propose de donner un avis favorable à l'adoption du projet de loi qui vous est soumis dans le texte suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont autorisés et déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre dans les départements de l'Ardèche, de la Loire et de la Haute-Loire, en vue de l'aménagement de la chute dite de Montpezat entre la Loire et la Fontollière, affluent de l'Ardèche.

L'exécution des travaux s'effectuera dans les conditions déterminées par la convention passée le 20 avril 1948 entre le ministre chargé de l'électricité et « Electricité de France ».

Art. 2. — Les expropriations nécessaires à l'exécution de la chute de Montpezat devront être accomplies dans le délai de cinq ans à partir de la date de la présente loi.

Art. 3. — Est approuvée la convention mentionnée à l'article 1er ci-dessus passée le 20 avril 1948 entre le ministre chargé de l'électricité, agissant au nom de l'Etat, d'une part, et « Electricité de France », service national, d'autre part, pour l'exécution des ouvrages et leur exploitation conformément aux conditions du cahier des charges joint à ladite convention. Une copie de cette convention restera annexée à la présente loi.

Art. 4. — L'indemnité due, par application de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919, pour l'éviction des droits à l'usage de l'eau non exercés à la date de l'affichage de la demande de concession est fixée, par mètre linéaire de rive, conformément au tableau ci-dessous:

Indemnité par mètre linéaire de rive.

La Loire. — Section comprise entre l'extrémité amont du remous et le confluent du Vernaizon, 7,86 F.

Le Vernaizon. — Section comprise entre l'extrémité amont du remous et le confluent de la Loire, 5,58 F.

La Loire. — Section comprise entre le confluent du Vernaizon et le barrage de Lapalisse, 9,30 F.

La Loire. — Section comprise entre le barrage de Lapalisse et le confluent du Gage, 7,80 F.

La Loire. — Section comprise entre le confluent du Gage et le confluent de la Veyradeyre, 8,52 F.

La Loire. — Section comprise entre le confluent de la Veyradeyre et Vorey, 5,34 F.

Le Gage. — Section comprise entre l'extrémité amont du remous et le confluent du Tarron, 4,20 F.

Le Tarron. — Section comprise entre l'extrémité amont du remous et le confluent du Gage, 3,24 F.

Le Gage. — Section comprise entre le confluent du Tarron et le barrage, 7,50 F.

Le Gage. — Section comprise entre le barrage et le point kilométrique 2 km 500 du profil en long, 7,86 F.

Le Gage. — Section comprise entre le point kilométrique 2 km 500 et le point kilométrique 2 km, 12,48 F.

Le Gage. — Section comprise entre le point kilométrique 2 km et le confluent avec la Loire, 3,30 F.

La Veyradeyre. — Section comprise entre l'extrémité du remous et le barrage, 6,48 F.

La Veyradeyre. — Section comprise entre le barrage et le point kilométrique 0 km 200 du profil en long, 1,80 F.

La Veyradeyre. — Section comprise entre le point kilométrique 3 km 200 et le confluent avec la Loire, 4,32 F.

Art. 5. — Le périmètre à l'intérieur duquel peuvent être exercées les servitudes prévues à l'article 7 de la loi du 16 octobre 1919 est délimité par une ligne en vert figurée sur le plan annexé au cahier des charges.

ANNEXE N° 29

(Session de 1949. — Séance du 25 janvier 1949.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, étendant le bénéfice de l'**allocation aux vieux** à certaines **catégories,** par Mme Claeys, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission avait demandé et obtenu l'inscription sans débat à l'ordre du jour de la proposition de loi étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories. Mais il nous est apparu que le texte que nous vous avions proposé pouvait prêter à des interprétations discordantes. C'est dans un souci de clarté que nous vous demandons d'adopter le texte suivant légèrement modifié:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Le deuxième alinéa de l'article 33 de la loi n° 46-1146 du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Toutefois un décret pourra, avant le délai prévu à l'alinéa précédent, rendre les dispositions de la présente loi, visant l'allocation aux vieux, applicables aux conjointes ou veuves de salariés ainsi qu'aux femmes de salariés se trouvant divorcées, séparées, abandonnées par leur conjoint ou dont le conjoint salarié a disparu, lorsqu'elles ont élevé au moins cinq enfants dans les conditions prévues à l'article 18 de la n° 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance-vieillesse. »

Art. 2. — Un décret, pris dans les 3 mois, contresigné du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la santé publique et de la population et, en ce qui le concerne, du ministre de l'agriculture, déterminera la date et les modalités d'application de l'article 1er de la présente loi.

ANNEXE N° 30

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédits supplémentaires** au titre du **budget général de l'exercice 1948,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 26 janvier 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 21 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget général de l'exercice 1948.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert aux ministres au titre du budget général pour l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 47-2407 du 31 décembre 1947 et par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948, un crédit de 17.811 millions de francs réparti comme suit:

Finances et affaires économiques.

(I. — *Finances.*)

Chap. 089. — Indemnité temporaire de cherté de vie aux retraités, 1.620 millions de francs.

Chap. 176. — Indemnité temporaire de cherté de vie aux fonctionnaires et agents en activité de service, 4.866 millions de francs.

Chap. 177. — Supplément temporaire d'indemnité de résidence, 930 millions de francs.

Chap. 178. — Indemnité de transport, 435 millions de francs.

Chap. 4003. — Majoration des prestations familiales, 2.860 millions de francs.

Intérieur.

Chap. 5043 (nouveau). — Subvention exceptionnelle de l'Etat aux collectivités locales. — Extension aux personnels desdites collectivités des avantages accordés aux fonctionnaires de l'Etat à compter du 1er septembre 1948, 4 milliards de francs.

Chap. 505. — Subvention spéciale de l'Etat aux collectivités locales, 3.100 millions de francs.

Total égal, 17.811 millions de francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 janvier 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 31

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.), sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux **abonnements téléphoniques forfaitaires** souscrits par les questures de l'**Assemblée nationale,** du **Conseil de la République** et de l'**Assemblée de l'Union française,** par M. Lucien de Gracia, sénateur (1).

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le projet de loi, soumis à vos délibérations, a été adopté sans débats par l'Assemblée nationale, le 30 décembre 1948. Il a pour but d'accorder aux membres du Parlement et à ses services le bénéfice du régime forfaitaire téléphonique remis en vigueur, dès le rétablissement de la légalité républicaine, par l'ordonnance du 31 mars 1945 et la loi du 31 décembre 1945 et d'en étendre l'application à l'Assemblée de l'Union française, conformément à l'esprit de l'article 35 de la loi du 16 juin 1948, portant aménagements fiscaux: c'est l'objet particulier de l'article 1er du texte qui vous est présenté, ainsi que de son article 3, relatif à l'Assemblée siégeant à Versailles. Par ailleurs, l'extension des réseaux automatiques, rendant impossible la distinction entre les communications urbaines et interurbaines enregistrées par un compteur unique, ne permet plus de conserver tel quel un régime qui déborderait le cadre des avantages consentis primitivement par le législateur. Aussi, l'article 2 du projet crée-t-il un abonnement forfaitaire donnant droit, contre le payement de la redevance d'abonnement applicable aux abonnements principaux ordinaires dans le réseau de Paris, à l'échange gratuit de 3.000 taxes de base par an.

En conclusion, votre commission des moyens de communication et des transports vous demande d'adopter, sans modification aucune, le texte voté par l'Assemblée nationale et dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1er de l'article 84 de la loi du 22 mars 1924, un régime forfaitaire est applicable aux abonnements téléphoniques souscrits par les questures de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République pour le compte des services de ces Assemblées et des membres desdites Assemblées résidant dans les départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.

Art. 2. — Ce régime donne aux bénéficiaires, contre payement de la redevance d'abonnement applicable aux abonnements principaux ordinaires dans le réseau de Paris, le droit à l'échange gratuit de communications téléphoniques avec les abonnés du réseau de Paris et du réseau de Versailles jusqu'à concurrence de 250 taxes de base par mois.

Dans les réseaux où les compteurs des abonnés enregistrent à la fois les communications ci-dessus prévues et les communications intéressant d'autres réseaux, la limite de 250 s'applique à l'ensemble des taxes de base enregistrées.

Art. 3. — Ce régime est applicable, dans les mêmes conditions, aux abonnements souscrits par la questure de l'Assemblée de l'Union française pour le compte de ses membres et services.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi.

ANNEXE N° 32

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de la législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, ayant pour objet d'accorder le bénéfice de l'**amnistie** à certains **mineurs de vingt et un ans** poursuivis ou condamnés pour **faits de collaboration,** par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 26 novembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi ayant pour objet d'accorder le bénéfice de l'amnistie à certains mineurs de vingt et un ans, poursuivis ou condamnés pour faits de collaboration.

Avant d'en délibérer, l'Assemblée nationale s'est trouvée en présence de textes d'initiative parlementaires déposés par des députés qui, appartenant à des groupes différents, se sont associés pour proposer des mesures de clémence.

Ce fut d'abord la proposition de loi déposée le 27 décembre 1947 par MM. Louis Rollin, Edgar Faure, Jean-Louis Tinaud, Desjardins, Badie, Devinat, qui avait pour objet d'accorder le bénéfice de l'amnistie, d'une part à tous les jeunes poursuivis ou condamnés pour faits de collaboration et qui n'avaient pas vingt et un ans à la date des faits incriminés et d'autre part, à tous les grands mutilés de guerre, sous réserve, tant pour les uns que les autres, qu'ils n'aient pas provoqué volontairement, ni la torture, ni la déportation, ni la mort d'un Français.

Cette proposition fut suivie d'une seconde, déposée le 24 juillet 1948 par M. de Moro-Giafferi et les membres du groupe radical-socialiste, limitant le bénéfice de l'amnistie à la première de ces deux catégories avec les mêmes réserves.

La proposition de M. Louis Rollin, qui demandait l'amnistie de plein droit pour tous les mineurs poursuivis ou condamnés pour faits de collaboration ainsi que pour les grands mutilés des deux guerres, dont l'invalidité est d'au moins 85 p. 100, fut repoussée par la commission de la justice de l'Assemblée nationale.

Par contre, cette commission, à une forte majorité, crut devoir accueillir les mesures de faveur proposées par MM. Louis Rollin et de Moro-Giafferi, pour les mineurs de vingt et un ans au moment des faits.

Toutefois, elle n'accepta le bénéfice de l'amnistie de plein droit qu'en faveur des seuls mineurs poursuivis ou condamnés à titre principal, en vertu de l'ordonnance du 26 dé-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3707, 5258, 5702 et in-8° 1437; Conseil de la République, II-70 et II-168 (année 1948).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6018, 6022 et in-8° 1528.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5862, 5911, et in-8° 1489; Conseil de la République, II-127 (année 1948).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3020, 5018, 5427 et in-8° 1408; Conseil de la République, II-34 (année 1948).

cembre 1944 relative à l'indignité nationale, c'est-à-dire aux jeunes gens ayant appartenu à la milice ou à des formations similaires.

Quant aux mineurs condamnés en vertu des ordonnances des 26 juin et 28 novembre 1944, c'est-à-dire pour faits de collaboration elle voulut que l'amnistie fût facultative.

Enfin, elle repousa toute proposition d'étendre le bénéfice de ces mesures aux grands mutilés.

En bref, la commission de l'Assemblée nationale accepta, en ce qui concerne les mineurs seulement, d'absoudre tous les faits relevant de la chambre civique, mais, pour les faits plus graves relevant de la cour de justice, elle voulut que chaque cas fût examiné en particulier et réglé par la voie de la grâce individuelle.

Dans sa séance du 26 novembre 1948, l'Assemblée nationale confirma le point de vue de sa commission et prononça, à une très forte majorité (429 voix contre 151) la disjonction d'amendements de M. Loui Rollin et de ses collègues qui avaient pour but, non seulement de reprendre leur texte primitif, mais encore d'accroître sa portée en étendant de plein droit le bénéfice de l'amnistie aux grands mutilés, et à toutes les personnes condamnées par les chambres civiques à l'indignité nationale, à la condition que la peine prononcée n'excédât pas dix années.

Il fut rappelé devant l'Assemblée nationale que la loi d'amnistie du 16 août 1947 avait été votée, il y avait à peine un peu plus d'un an, et qu'à la suite de nombreux débats elle avait écarté le cas des individus condamnés pour collaboration ou pour indignité nationale, sauf en ce qui concerne les mineurs, dont l'immense majorité, par application de l'article 23, se trouve avoir déjà bénéficié des mesures qui sont demandées pour eux aujourd'hui.

Si, acceptant de faire preuve d'indulgence en faveur de jeunes gens qui ont pu être entraînés à faire partie d'organisations collaborant avec l'ennemi, soit par suite du milieu dans lequel ils vivaient, soit parce que leur formation intellectuelle laissait à désirer, soit parce qu'ils furent trop crédules et trop confiants à l'égard de certains dirigeants encensés chaque jour par la presse et la radio de Vichy, il n'en est pas de même à l'égard d'hommes mûrs dont la responsabilité ne saurait être atténuée du fait qu'ils étaient invalides de guerre. D'ailleurs il est certain que, dans les verdicts, les cours de justice ont presque toujours tenu compte de leur situation de grands mutilés et grands invalides, ce qui leur a généralement valu l'application d'une peine inférieure à celle qui aurait dû leur être infligée à titre de sanctions pour les actes de collaboration dont ils avaient à répondre.

Si le bénéfice de l'amnistie était ainsi étendu à ces derniers, nous nous trouverions immédiatement en présence de demandes formulées par d'autres catégories de condamnés qui fourniraient des raisons plus ou moins pertinentes pour être comprises dans le texte soumis à votre examen.

Ceci ne signifie nullement que la question ne doive pas être examinée, mais alors, qu'elle le soit dans son ensemble, par un projet ou une proposition de loi pouvant corriger éventuellement la loi du 16 août 1947 ou même se substituer à elle. Cette fois seront examinées toutes les catégories de personnes susceptibles de bénéficier ou non de l'amnistie, car il n'est pas douteux que l'épuration n'a pas toujours été faite de façon équitable. Ne nous arrive-t-il pas, en effet, de côtoyer chaque jour des individus exerçant de hautes fonctions publiques ou privées, qui auraient dû être punis sévèrement mais ayant échappé aux sanctions, soit par suite de hautes complaisances, soit parce qu'ils ont été des « resquilleurs » de la Résistance à une époque où le sort des armes ne faisait plus de doute alors que ceux qu'on appelle les « lampistes » sont encore enfermés, ont été révoqués ou privés de leur pension.

Mais, pour l'instant, il s'agit d'une mesure de clémence demandée pour un reliquat de jeunes gens, considérés en partie comme irresponsables parce qu'étant novices dans la vie; la crédulité ou une trop grande confiance a pu leur faire commettre une erreur. Bien entendu, c'est sous l'expresse réserve qu'ils n'aient pas trahi ou ne se soient pas livrés à des délations ou des actes ayant amené la torture, la déportation ou la mort de Français.

Pour les en faire bénéficier de suite, il a paru opportun à votre commission de la justice de s'en tenir au texte limitatif soumis à son examen.

En conséquence, elle vous propose de bien vouloir adopter la proposition dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Sont admis de plein droit au bénéfice de l'amnistie les mineurs, âgés de moins de vingt et un ans au moment des faits, poursuivis ou condamnés, à titre principal, en vertu de l'ordonnance du 26 décembre 1944 relative à l'indignité nationale.

Art. 2. — Peuvent être admis par décret au bénéfice de l'amnistie les mineurs âgés de moins de vingt et un ans au moment des faits, poursuivis ou condamnés en vertu de l'ordonnance du 26 juin 1944 modifiée ou de l'ordonnance du 28 novembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration, à condition qu'ils ne se soient pas rendus coupables de dénonciations, qu'ils n'aient pas, par leurs agissements, sciemment exposé ou tenté d'exposer des personnes à des tortures, à la déportation ou à la mort et qu'ils n'aient pas été les agents bénévoles ou rétribués d'une organisation ennemie.

Art. 3. — L'amnistie prévue par la présente loi produira les effets définis aux articles 27 et suivants de la loi du 16 août 1947.

La présente loi sera applicable dans les mêmes territoires que la loi précitée.

ANNEXE N° 33

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, supprimant la **tentative de conciliation** dans les affaires du ressort des **tribunaux de première instance**, par M. Reynouard, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi qui vous est présentée a pour but d'abroger les articles 48 à 58 *bis* du titre Ier du livre II du code de procédure civile, relatif à la conciliation, d'une part, et de compléter l'article 80 du même code en donnant compétence au juge chargé de suivre la procédure et ensuite au tribunal statuant en chambre du conseil pour tenter la conciliation des parties en cours d'instance, d'autre part.

La tentative de conciliation a été introduite dans notre droit par le décret des 16-24 août 1790, qui avait créé deux bureaux de paix, l'un au chef-lieu de canton, l'autre au chef-lieu de district.

Cette mesure législative passa dans la Constitution du 5 fructidor an III (art. 213) et du 22 frimaire an VIII (art. 60). Elle fut maintenue, malgré une vive opposition, par les rédacteurs du code de procédure civile qui en restreignirent l'usage.

Aux termes de l'article 48 du code de procédure civile, qui ne s'appliquait qu'aux affaires de la compétence du tribunal civil d'arrondissement, une tentative de conciliation devant le juge de paix était obligatoire avant l'introduction d'une instance principale. L'article 49 énumérait les demandes dispensées du préliminaire de conciliation. Elles étaient nombreuses. Il négligeait de signaler qu'en matière de divorce et séparation de corps cette tentative de conciliation devait avoir lieu devant le président du tribunal civil, lui-même, et non plus devant le juge de paix.

Il ne sera pas touché à cette législation sur ce dernier point.

Il y a lieu de noter que le préliminaire de conciliation n'existe pas en matière commerciale.

Dans ce domaine, la loi a prévu le renvoi devant arbitres, ce qui représente une procédure très différente de conciliation, en ce qu'elle n'est plus préalable à l'action, et en ce qu'elle a lieu devant une personne qui n'est pas un magistrat, mais une personnalité connue du tribunal pour sa valeur morale et technique.

En la matière qui nous occupe aujourd'hui, longtemps cette tentative de conciliation fut la seule faite par un magistrat pour concilier les parties.

Le décret-loi du 30 octobre 1935, qui a modifié profondément la procédure civile, a doublé cette tentative obligatoire devant le juge de paix, d'une tentative facultative devant le juge chargé de suivre la procédure et aussi devant le tribunal siégeant en chambre du conseil.

En fait, le préliminaire de conciliation, bien qu'obligatoire, n'avait plus lieu. Depuis de longues années, les avoués chargés de la procédure, se servant des dispositions de l'article 72 du code de procédure civile, présentaient requête au président du tribunal civil, à l'effet d'être autorisés à assigner à bref délai, sans préliminaire de conciliation.

Ces requêtes recevaient une réponse favorable et l'assignation était délivrée en vertu de l'ordonnance ainsi rendue qui constatait l'urgence de la cause et l'impossibilité de concilier les parties.

Cette pratique était la preuve manifeste de l'inutilité de la tentative préliminaire de conciliation devant le juge de paix, où les parties, mal éclairées sur leurs droits, maintenaient leurs positions, bien décidées à entamer le procès qui était né dans leur esprit et dont elles ne pouvaient prévoir les inconvénients qui ne se révélaient que postérieurement.

Il y avait donc intérêt à apporter au code de procédure civile la modification que l'usage avait déjà consacrée.

C'est dans ce but que la suppression des articles 48 à 58 *bis* s'imposait.

Par contre, il est certain que la réforme amorcée en 1935 se présentait sous un angle très différent. Le juge chargé de suivre la procédure et ensuite le tribunal, en chambre du conseil, avaient la possibilité de tenter la conciliation des parties. Les plaideurs appelés devant ce, ou ces magistrats, étaient plus vivement impressionnés par les remarques qui leur étaient faites. Ils étaient éclairés sur leurs droits par leurs avocats ou avoués et étaient plus à même d'envisager la transaction qui pouvait légitimement terminer le litige qui les divisait.

Tel est le but du dernier alinéa qu'il vous est proposé d'ajouter à l'article 80 du code de procédure civile.

La rédaction de cette proposition de loi reproduit sensiblement l'article 58 *bis* du code de procédure civile, tel qu'il résultait du décret-loi du 30 octobre 1935.

La réforme projetée simplifiera la procédure, sans pour cela apporter un changement notable dans la situation actuelle de fait.

La tentative de conciliation subsiste.

Elle n'est plus obligatoire dans la mesure où elle l'était restée, compte tenu des termes de l'article 49 du code de procédure civile.

Elle n'est plus le préliminaire de conciliation prévu par les lois révolutionnaires. Elle est facultative et a lieu en cours d'instance.

Elle n'est plus confiée à un juge de paix, mais à un juge du siège, jusqu'à l'ouverture des débats et ensuite au tribunal statuant en chambre du conseil.

Ces magistrats sont infiniment mieux placés pour la faire aboutir et dresser un procès-verbal de conciliation situant définitivement les droits des parties, aux moindres frais.

C'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir adopter le texte transmis par l'Assemblée nationale et dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les articles 48 à 58 *bis* inclus du code de procédure civile, formant le titre Ier du livre II intitulé: « De la conciliation », sont abrogés.

Art. 2. — Le dernier alinéa de l'article 80 du code de procédure civile est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Le juge chargé de suivre la procédure aura la faculté, en tout état de cause et jusqu'à l'ouverture des débats, de tenter la conciliation des parties.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 1713, 5243 et in-8° 1396; Conseil de la République, 11-30 (année 1948).

« A partir de l'ouverture des débats, cette faculté appartiendra au tribunal en chambre du conseil.

« Dans tous les cas le procès-verbal de conciliation qui sera dressé aura force exécutoire. »

ANNEXE N° 34

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à **uniformiser les titres d'alimentation** en ne délivrant que la **carte « grands centres »** à tous les départements et montrant, à cet égard, la situation très particulière de la Seine-et-Oise, présentée par M. Loison, sénateur. — (Renvoyée à la commission du ravitaillement.)

EXPCSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les habitants des communes rurales se sont élevés à maintes reprises contre la discrimination qui était faite par le ministère du ravitaillement leur donnant une carte d'alimentation spéciale comportant des attributions inférieures à celles des grands centres sur certaines denrées.

Le coût de la vie s'élevant sans cesse, l'écart entre les salaires et les prix devenant toujours plus important, les retraites, les pensions n'étant pas revalorisées au prorata de la hausse des prix, les rentes s'amenuisant de plus en plus, la vie des habitants des petites communes est devenue impossible et leurs plaintes justifiées se font chaque jour plus pressantes, plus impérieuses — leurs moyens réduits ne leur permettant pas des achats complémentaires au marché parallèle.

Sur quelles denrées portent les différences d'attribution des cartes « grands centres » et « communes rurales ».

Riz, cacao, pâtes, beurre, fromage, huile.

Pour le cacao et le riz qui sont des éléments de base de l'alimentation de l'enfance, il est évident que l'on ne peut trouver d'équivalent dans nos campagnes.

Les enfants sont un capital dont le Gouvernement ne cesse de démontrer l'importance; c'est d'ailleurs la seule richesse française qui se soit accrue en ces dernières années — si nous voulons une race forte il est indispensable de donner aux enfants les aliments nécessaires.

Pour les pâtes, la récolte de blé a permis la suppression de la carte de pain, elle permettrait aussi de rendre la liberté aux pâtes alimentaires — du moins, qu'un premier pas soit fait vers cette liberté en uniformisant les attributions

Pour le beurre, M. Brasart, haut commissaire au ravitaillement, a déclaré que la situation était extrêmement favorable, l'hiver très doux autorisant les plus grands espoirs.

Nos exportations de fromage sont de l'ordre de 3.900 tonnes (avril 1948—mars 1949).

Priorité doit être donnée aux consommateurs français.

Quant à l'huile, la production en oléagineux a été, tant dans la métropole que dans les territoires de l'Union française, très satisfaisante.

L'abolition des mesures qui tendent à dresser les campagnes contre les villes serait donc très possible et infiniment souhaitable.

Il est toutefois nécessaire d'attirer l'attention du Gouvernement sur la situation, toute particulière de la Seine-et-Oise — nul autre département, hormis la Seine, n'ayant une si forte proportion de grandes agglomérations.

Quels sont les éléments qui composent la majorité de ces communes dites rurales ?...

Une infime proportion d'agriculteurs, des estivants aux moyens abondants, des employés, des ouvriers travaillant dans la capitale et ceux qui forment le fond de la population, des retraités, des rentiers, donc des économiquement faibles, qui, leur vie durant, ont économisé pour acquérir une maison.

C'est mal connaître la Seine-et-Oise que de croire qu'il est possible de s'y procurer sans tickets des denrées contingentées. Les petites fermes arrivent, très juste, à livrer leurs impositions.

Dans ce département plus qu'en aucun autre, la situation créée par la dualité des cartes présente le caractère d'une injustice.

En effet, les 241 communes qui ont la carte « grands centres » totalisent 1.217.900 habitants, sur une population totale, en Seine-et-Oise, de 1.414.910. — Les cartes « rurales » concernent donc 420 communes ayant 196.900 habitants; environ 14 p. 100.

L'unification des cartes d'alimentation en Seine-et-Oise ne saurait donc être une lourde charge pour le ravitaillement et mettrait fin à de justes revendications.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PRCPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à abroger les dispositions en cours, en ce qui concerne les cartes d'alimentation, et à distribuer dans tous les départements la carte « grands centres ».

ANNEXE N° 35

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au statut et aux droits des **combattants volontaires de la Résistance,** par M. Dassaud, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 2 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 1er février 1949, page 81, 2e colonne).

ANNEXE N° 36

(Session 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des **sociétés à responsabilité limitée,** par M. Marcilhacy, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi votée par l'Assemblée nationale tend à adjoindre à l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée un quatrième alinéa ainsi libellé:

« Nonobstant toute clause contraire des statuts, les appointements et avantages de toute nature des gérants sont fixés par décision prise à la majorité des associés représentant au moins la moitié du capital social ».

Cette disposition bouleverse l'économie de la loi du 7 mars 1925 qui laisse toute liberté aux fondateurs ou aux membres d'une société à responsabilité limitée pour désigner et rémunérer ses gérants ainsi que le précise l'article 24.

L'adjonction qui vous est proposée, si elle peut avoir pour objet de régler quelques difficultés d'ordre particulier, ne paraît répondre sur le plan général de l'application de la loi de 1925, ni à une nécessité, ni à une amélioration. Elle n'aurait d'effet qu'entre les membres de la société dont elle modifierait gravement le pacte social, les obligeant à reviser leurs statuts sous peine de voir ces derniers en contradiction avec la loi. Elle aggraverait la controverse toujours ouverte sur le caractère et la nature des sociétés à responsabilité limitée dont il faut noter qu'elles représentent la forme sociale commode des petites et moyennes entreprises et que, de ce fait, il convient de ne les modifier que pour des raisons graves et urgentes.

Il doit être également précisé que l'adjonction proposée porterait atteinte aux conventions librement formées entre les fondateurs et associés, dont les statuts ne sont que l'expression et que ladite adjonction permettrait à « la majorité des associés représentant au moins la moitié du capital social », non seulement l'augmentation de la rémunération du ou des gérants, mais encore sa réduction, ce qui ne paraît pas avoir été l'intention initiale des auteurs de la proposition de loi.

Enfin, M. le garde des sceaux a fait connaître par lettre adressée à M. le président de la commission de la justice qu'il ne lui paraissait pas souhaitable « de faciliter dans l'intérêt des gérants la modification des statuts ».

Pour ces raisons, votre commission vous propose de renvoyer à l'Assemblée nationale avec avis défavorable la proposition de loi qui vous est soumise et dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Il est ajouté à l'article 24 de la loi du 7 mars 1925 un quatrième alinéa ainsi conçu:

« Nonobstant toute clause contraire des statuts, les appointements et avantages de toute nature des gérants sont fixés par décision prise à la majorité des associés représentant au moins la moitié du capital social. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 124, 232, 609, 788, 5796 et in-8° 1441; Conseil de la République, II-69 (année 1948).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 1899, 3814 et in-8° 1453; Conseil de la République, II-91 (année 1948).

ANNEXE N° 37

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de **crédits** en vue de venir en **aide aux victimes** des derniers **ouragans** qui ont provoqué d'importants dégâts dans certains départements de l'Ouest et, notamment, dans le **Morbihan**, présentée par MM. Jean de Gouyon, Le Goff et Le Léannec, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les ouragans, qui ont marqué dans l'Ouest la fin de l'année 1948, ont provoqué de très graves dommages dans certains départements et, notamment, dans le Morbihan, tant à l'Ile de Groix et à l'Ile d'Hoedic, où les dégâts ont été extrêmement importants qu'à Lorient, Pontivy et dans les campagnes reliant ces deux villes où des toitures de maisons ont été très sérieusement détériorées et des quantités d'arbres fruitiers déracinés. Notre proposition a pour but d'inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations et aux agriculteurs sinistrés, comme cela s'est déjà produit dans des cas semblables.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante;

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer, dans le moindre délai possible, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes des derniers ouragans qui ont provoqué d'importants dégâts dans certains départements de l'Ouest et, notamment, dans le Morbihan.

ANNEXE N° 38

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine et des pêches sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926, portant **Code disciplinaire et pénal de la marine marchande,** par M. Lucien de Gracia, sénateur (1).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4021, 5789 et in-8° 1480; Conseil de la République, 13 (année 1949).

Mesdames, messieurs, depuis la mise en application de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande et, notamment, de son article 15 qui fixe le tarif de certaines amendes, les changements de valeur de notre monnaie ont conduit à des augmentations successives du taux des amendes pénales: celles-ci sont aujourd'hui portées à des coefficients variant de 16 à 30 par rapport à 1926.

Or, l'article 15 de la loi susvisée, relatif aux fautes graves contre la discipline, n'a été modifié qu'une seule fois, par la loi du 3 septembre 1941, qui avait multiplié le taux des amendes de 2,5 à 10 pour les officiers et de 4 à 10 pour les hommes d'équipage.

Il devenait donc nécessaire de procéder à une nouvelle majoration pour rapprocher du taux des amendes pénales celui des amendes spéciales de la marine marchande.

Votre commission de la marine et des pêches, à l'unanimité moins une abstention, s'est déclarée en faveur de cette réforme et vous propose, en conséquence, de donner un avis favorable au projet de loi qui fixe à 30 le coefficient unique d'augmentation de ces amendes et dont le texte suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article 15 de la loi du 17 décembre 1926, modifié par la loi du 3 septembre 1941, est à nouveau modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 15, § A, 3°. — L'amende de 600 F à 6.000 F pour les officiers, de 150 F à 1.500 F pour les maîtres et hommes d'équipage. »

(Le reste de l'article sans changement.)

ANNEXE N° 39

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant l'organisation et la composition du **haut conseil de l'Union française,** par M. Vauthier, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, lors de la discussion par l'assemblée de l'Union française du projet de loi fixant l'organisation et la composition du haut conseil de l'Union française, le ministre de la France d'outre-mer proclamait: « L'ère de l'Empire français est terminée, l'ère de l'Union française commence ».

Si je rappelle ces paroles, ce n'est même pas pour exprimer une préférence personnelle mais pour constater un fait et j'ajoute: ce fait, qu'on le veuille ou non, s'impose a nous.

Certes, la France peut, à bon droit, être fière de son œuvre colonisatrice, de ce que je ne crains pas d'appeler son épopée coloniale. Mais les bouleversements de 1939 a 1945 avaient si intimement lié l'outre-mer à la métropole que la substitution de la conception de l'Union française à la notion d'Empire français était devenue une nécessité pour les constituants de 1946. La communauté de défense d'hier se devait de devenir la communauté d'espérance d'aujourd'hui que laissait déjà prévoir la conférence de Brazzaville. C'est ainsi que naquit un monde nouveau qui, vous le savez, aux termes de l'article 60 de la Constitution, est formé d'une part de la République française comprenant la France métropolitaine, les départements et territoires d'outre-mer et, d'autre part, des Etats associés.

Ce monde nouveau, l'Union française pour l'appeler par son nom, qui, à lui seul, est plus éloquent que tous les discours, a pour organes centraux: la présidence, le haut conseil et l'assemblée (article 63 de la Constitution). A cette trilogie, il manque encore une pièce. Il nous appartient aujourd'hui de contribuer à combler pareille lacune en organisant et en composant, à côté de la présidence et de l'assemblée, le haut conseil de l'Union française. Pour ce faire, à quelles idées directrices devons-nous obéir ? Je suis entièrement d'accord avec l'honorable rapporteur de la commission des territoires d'outre-mer de l'Assemblée nationale pour répondre : « Tout d'abord, respecter la lettre et l'esprit de la Constitution qui, tant qu'elle n'aura pas été revisée s'impose à nous dans sa teneur actuelle. » Ensuite, et comme le disait M. Alduy, dans son rapport devant l'assemblée de l'Union française, les « déclarations de principe ne valant que par les institutions qui sont chargées de les appliquer », garantir efficacement aux Etats associés leur souveraineté » dans toutes les circonstances où cette souveraineté sera appelée à se manifester ». Il importe donc de constater tout d'abord que les deux premiers articles du projet de loi soumis à notre délibération reproduisent les dispositions inscrites dans la Constitution.

Je me permettrai de faire brièvement le rapprochement suivant:

Article 1er du projet de loi.

Alinéa 1er:

Le Haut conseil de l'Union française assiste le Gouvernement de la République dans la conduite générale de l'Union.

Alinéa 2:

Il est présidé par le Président de la République française, président de l'Union française.

Article 2 du projet de loi.

Alinéa 1er:

Le Haut coonseil de l'Union française est composé d'une délégation du Gouvernement français et de la représentation des Etats associés.

Article 2 du projet de loi.

Alinéa 3:

La représentation des gouvernements des Etats associés dans le Haut conseil résulte des accords conclus entre la France et les Etats associés dans le cadre des actes qui définissent leurs rapports avec la France.

Article 65 de la Constitution.

Alinéa 2:

Il (le Haut conseil de l'Union française) a pour fonction d'assister le Gouvernement dans la conduite générale de l'Union.

Art. 61 de la Constitution.

Le Président de la République française est président de l'Union française dont il représente les intérêts permanents.

Article 65 de la Constitution.

Alinéa 1er:

Le Haut conseil de l'Union française est composé, sous la présidence du président de l'Union, d'une délégation du gouvernement français et de la représentation que chacun des Etats associés a la faculté de désigner auprès du président de l'Union.

Article 61 de la Constitution.

La situation des Etats associés dans l'Union française résulte pour chacun d'eux de l'acte qui définit ses rapports avec la France.

C'est cette dernière disposition qui, plus que toute autre, affirme la souveraineté des Etats associés dont se sont préoccupés devant l'assemblée de Versailles et devant l'Assemblée nationale nombre d'orateurs, notamment le ministre de la France d'outre-mer qui a distingué la souveraineté externe de la souveraineté interne. Celle-ci est pleinement sauvegardée et cela est juste car, ainsi que le disait l'honorable rapporteur de la commission des affaires politiques et administratives de l'assemblée de l'Union française: « C'est une condition fondamentale du droit des gens que les Etats sont maîtres du choix et du nombre de leurs représentants aux conférences ou aux organismes où ils sont parties ».

Quant à la souveraineté externe, elle ne peut être que limitée, puisque l'Union française est une « association confédérative au sens large », selon l'expression du professeur Lampué, mais cette limitation n'a d'autres termes que ceux de l'article 62 de la Constitution qui précise: « Les membres de l'Union française mettent en commun la totalité de leurs moyens pour garantir la défense de l'ensemble de l'Union. Le Gouvernement de la République assure la coordination de ces moyens et la direction de la politique propre à préparer et à assurer cette défense. »

Le haut conseil a donc pour fonction d'assister le Gouvernement français dans sa tâche. Son rôle est, de ce fait, purement consultatif. On ne saurait voir en lui comme l'ont prétendu certains un « organisme de supergouvernement ». Certes, le haut conseil participera au pouvoir exécutif comme participe au pouvoir législatif l'Assemblée de l'Union française qui, d'ailleurs, a su prouver déjà qu'elle en était digne mais l'exécutif n'est pas le Gouvernement.

Je crois pouvoir vous le démontrer en abordant la question de la représentation des différents Etats au sein du haut conseil. Cette représentation a été heureusement résolue par les Etats associés. Par qui devait être représentée cette autre partie de la République française comprenant la France métropolitaine, les départements et territoires d'outre-mer ? Par une délégation du Gouvernement français, nous répond l'article 60 de la Constitution. Une délégation d'un gouvernement ne peut comprendre que les membres de ce gouvernement; c'est pourquoi, seuls le président du conseil et les ministres pourront composer la délégation du Gouvernement français. En sont membres de droit: le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre des forces armées, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la France d'outre-mer, qui, de par leurs fonctions mêmes, sont appelés à gérer les intérêts communs de l'Union, d'autres ministres pouvant être délégués occasionnellement.

J'en arrive à la démonstration promise. Lorsque ces ministres siégeront au haut conseil de l'Union française, ils ne siégeront pas au conseil des ministres, organe du Gouvernement, mais à un organisme extérieur au Gouvernement.

Je reprends ici un argument que M. Senghor opposait à M. le général Aumeran à l'Assemblée nationale: la délégation du Gouvernement français comprenant d'une part des membres de droit et d'autre part des membres qui sont nommés à l'occasion de chaque séance du haut conseil, il appartiendra au Gouvernement français, au cours de l'élaboration des accords qui seront conclus entre la France et chaque Etat associé, de veiller à ce que la métropole ne puisse être mise en minorité.

Les articles 3 et 4 du projet de loi ne soulèvent aucune question spéciale. En ce qui concerne les modalités d'organisation et de fonctionnement du haut conseil, la forme du décret est, en effet, la seule possible, encore qu'au fond le haut conseil soit le seul qui puisse prononcer, en vertu du principe que l'organisation et le fonctionnement de l'exécutif est de la seule compétence de celui-ci.

Je veux terminer en répondant par avance à un argument que certains d'entre vous pensent peut-être m'opposer, à savoir qu'il serait souhaitable de différer le vote du projet qui nous est soumis jusqu'au moment où tous les Etats associés susceptibles d'être représentés dans le haut conseil auront donné leur accord. Si nous attendions l'adhésion de tous les futurs Etats associés, nous risquerions de ne jamais constituer le haut conseil. Le seul moyen d'inviter tous ceux qui soivent siéger au haut conseil à y prendre place est d'instituer cet organisme prévu par notre Constitution. C'est ce qu'attendent, en tout cas, ces peuples d'outre-mer, sur lesquels la France, au lendemain de sa libération, a fait passer un grand souffle d'espoir. Tarder encore ce serait s'arrêter sur la voie de l'Union française, cette « voie ouverte et déjà jalonnée », comme disait M. le président Boisdon, lors de la clôture de la session de l'Assemblée de l'Union française, « par la charte de l'Atlantique, par la charte de San-Francisco, par notre Constitution de 1946, par cette déclaration internationale des droits de l'homme » récemment adoptée par l'Organisation des Nations Unies.

C'est pourquoi nous vous proposons de suivre votre commission de la France d'outre-mer en donnant un avis favorable au projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art 1er. — Le haut conseil de l'Union française assiste le Gouvernement de la République dans la conduite générale de l'Union.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.). 5299, 5356 et *in*-8° 1132; Conseil de la République: II-63 (année 1948).

Il est présidé par le Président de la République française, président de l'Union française.

Il se réunit sur la convocation de son président.

Art. 2. — Le haut conseil de l'Union française est composé d'une délégation du Gouvernement français et de la représentation des Etats associés.

Font de droit partie de la délégation du Gouvernement français: le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre des forces armées, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la France d'outre-mer.

La délégation du Gouvernement français peut être complétée par d'autres ministres désignés par décrets pris en conseil des ministres à l'occasion de chaque réunion du haut conseil.

La représentation des gouvernements des Etats associés dans le haut conseil résulte des accords conclus entre la France et les Etats associés dans le cadre des actes qui définissent leurs rapports avec la France.

Art. 3 — Les modalités d'organisation et de fonctionnement du haut conseil et de ses services sont arrêtées par décret pris en conseil des ministres, après délibération du haut conseil.

Art. 4. — Les dépenses propres au haut conseil incombant à la République française sont inscrites au budget général de la République française; les contributions des différents Etats font l'objet d'accords particuliers.

ANNEXE N° 40

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant la **résiliation** de certains **marchés** et **contrats**, par M. Boivin-Champeaux, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le 21 janvier 1918, en pleine guerre, le Parlement votait une loi rendant possible, malgré les prescriptions impératives de l'article 1134 du code civil, la résiliation des marchés et contrats commerciaux conclus avant le 1er août 1914 et qui comportait soit une livraison de marchandises ou de denrées, soit d'autres prestations successives ou seulement différées. Les demandes de résiliation pouvaient être formulées pendant toute la durée des hostilités et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois suivant leur cessation (Duvergier 1918, p. 51).

Cette loi — plus connue sous le nom de son initiateur et dite couramment loi Failliot — était essentiellement fondée sur la notion d'imprévision. Les parties au moment où elles avaient contracté n'avaient pu prévoir l'état de guerre; elles n'avaient surtout pas pu envisager sa durée et ses conséquences économiques. Le législateur ne faisait du reste qu'appliquer aux relations du droit privé la notion que le conseil d'Etat venait de proclamer dans son célèbre arrêt du Gaz de Bordeaux en date du 24 mars 1916.

La loi décidait que les marchés conclus antérieurement à la guerre pouvaient être résolus; le demandeur, qu'il fût le débiteur ou le créancier de l'obligation, n'avait qu'une preuve à faire: « qu'à raison de l'état de guerre, l'exécution du contrat devait entraîner des charges ou lui causer un préjudice dont l'importance dépassait de beaucoup les prévisions qui pouvaient être raisonnablement faites, à l'époque de la convention ».

La résiliation pouvait être prononcée avec ou sans dommages-intérêts. La loi prescrivait, en outre, « que le juge, lorsqu'il accordait des dommages-intérêts, devait en réduire le montant s'il constatait que, par suite de l'état de guerre, le préjudice dépassait notablement celui que les contractants pouvaient prévoir ». Il faut entendre par là que le juge n'était pas tenu d'accorder des dommages-intérêts équivalents au préjudice réellement subi, mais qu'il avait toute latitude, non seulement pour les accorder ou les refuser, mais pour en fixer le montant en tenant compte notamment du préjudice que les parties auraient, en contractant, pu prévoir en cas d'inexécution du contrat.

Le 9 mai 1920, le Parlement votait une nouvelle loi (Duvergier 1920, p. 527) qui avait un double objet. Elle décidait que la résiliation des contrats pouvait être demandée jusqu'au 31 juillet 1920. Elle spécifiait, en outre, qu'à cette date tous les marchés et contrats, dont l'exécution n'avait pas été demandée, seraient résolus de plein droit. C'était, en quelque sorte, une mesure de liquidation.

La proposition de loi dont vous êtes saisis reprend les principes fondamentaux de la loi Failliot. On peut s'étonner qu'une disposition de ce genre vienne si tard. Le législateur de 1918 avait légiféré pendant la guerre; le législateur de 1949 aura attendu que la guerre soit terminée depuis quatre ans.

Il y a, à ce retard, une raison. Au cours de la première guerre, le monde des affaires réclama avec insistance la possibilité de revision ou de résiliation des contrats. Il ne semble pas qu'aujourd'hui un texte réponde à un besoin aussi général. Hélas, l'effet de surprise ne devait pas être, en 1939, aussi total qu'en 1914. L'instabilité des prix n'était plus un phénomène imprévisible. Beaucoup de contrats comportaient des clauses de revision. La tarification de la plupart des denrées fit que, pendant un temps tout au moins, l'exécution de certains contrats demeura possible. Pour d'autres, le contingentement des denrées ou des produits permit aux co-contractants d'invoquer la force majeure.

A la vérité, les bénéficiaires des dispositions proposées paraissent devoir être assez rares. Il y a des cas intéressants, mais il y en a peu. On cite avec insistance cet entrepreneur qui se serait engagé, en 1939, à construire une maison pour cinquante mille francs...

Quoi qu'il en soit, le principe de la loi est équitable, et si étroit que puisse être le champ d'application, nous vous demandons de l'adopter.

Voici nos observations sur les articles.

Nous indiquons, dès l'abord, que nous emploierons le mot de résiliation de préférence au mot de résolution.

En 1918, le législateur avait marqué très nettement sa volonté de ne rendre possibles de résiliation que les contrats commerciaux. En vertu de l'article 1er, ce sont désormais tous les contrats, quel que soit leur caractère, qui tomberont sous le coup de la loi.

Seuls y échapperont ceux qui en seront exclus soit par le texte, soit par une législation spéciale.

C'est là la différence profonde entre la loi de 1918 et la loi nouvelle. Elle peut se justifier. L'imprévision — si tant est qu'il y ait pu avoir imprévision — n'est pas nécessairement le monopole des commerçants. On ne voit pas pourquoi on n'en ferait pas bénéficier tous ceux qui, à pareille époque, se sont engagés dans les liens d'un contrat.

L'article 2 précise que, pour être recevable, l'action en résiliation devra être intentée avant le 1er juillet 1949. Toutefois, le contractant résidant hors de la France métropolitaine pourra faire sa demande à toute époque « s'il justifie qu'en raison de son éloignement il a été dans l'impossibilité de la faire valoir avant la date fixée ».

Deux remarques: on peut concevoir d'autres raisons que l'éloignement qui aient pu le mettre dans l'impossibilité de faire sa demande. Nous pensons que l'on peut sans inconvénient supprimer ces mots. D'autre part, la commission a estimé que, s'il y avait lieu de se montrer large en ce qui concerne la demande du résidant hors de la France métropolitaine, il fallait néanmoins fixer un terme au-delà duquel la demande ne serait plus recevable. Son choix s'est arrêté au 1er juillet 1950.

Nous vous proposons de supprimer l'article 3. Il est bien évident que le demandeur devra saisir le tribunal compétent. Il ne faut pas se dissimuler, par ailleurs, que ce seront des affaires importantes, délicates, dignes par conséquent de la procédure ordinaire. Enfin, la suppression de cet alinéa facilitera l'application de la loi en Algérie.

A l'article 4, il nous a paru qu'il fallait mettre en concordance les alinéas 1er et 3.

D'après l'alinéa 1er, le demandeur doit établir « qu'en raison des circonstances économiques nouvelles » l'exécution de son obligation lui cause un préjudice imprévisible. D'après l'alinéa 3, le juge, chargé de déterminer le montant des dommages intérêts, doit les réduire s'il constate « que, par suite de l'état de guerre et des circonstances économiques..., etc. ».

Il faut évidemment rétablir « l'état de guerre » à l'alinéa 1er. Quant à l'alinéa 3, il faut écrire « par suite de l'état de guerre ou des circonstances économiques nouvelles ».

L'alinéa 3 précise que le juge devra réduire le montant des dommages intérêts s'il constate que le préjudice « a dépassé notablement celui que les contractants pouvaient prévoir ». On peut se demander si ce paragraphe était bien utile, puisqu'il ne fait, en réalité, que reproduire les principes posés par l'article 1150 du code civil. Si nous vous en proposons toutefois le maintien, c'est que — nous l'avons vu plus haut — ce sont les termes mêmes de la loi de 1918.

Pas d'observations sur l'article 5.

L'article 6 pose au contraire une très grave question.

Le texte qui nous est proposé, tout comme la loi Failliot du reste, ne régit que les contrats conclus avant la guerre. Encore une fois, le principe en repose tout entier sur l'état d'imprévision dans lequel se trouvaient à ce moment les parties contractantes. L'article 6 soumet aux mêmes règles de la résiliation les contrats conclus pendant la guerre. Le principe en est beaucoup plus contestable. Car ceux qui se sont engagés pendant la guerre savaient ce qu'ils faisaient. Il est difficile d'admettre qu'ils n'aient pas songé à quelque clause de sauvegarde. D'autre part, si le contractant s'est trouvé dans l'impossibilité d'exécuter, le contrat, ne s'en trouve-t-il pas, par là même, résolu par application de la théorie de la force majeure ?

Pas nécessairement. En effet, pour qu'il y ait force majeure, il faut non seulement que l'événement rende l'exécution du contrat impossible mais encore que cet événement n'ait pas été prévisible. D'autre part, la force majeure, telle que nous venons de la définir, ne fait elle-même obstacle à l'exécution qu'autant qu'elle empêche d'une façon absolue le débiteur de faire ou de donner ce à quoi il s'est obligé. Si l'empêchement est momentané, le débiteur n'est libéré que momentanément: l'exécution de l'obligation se trouve ainsi suspendue jusqu'au moment où la force majeure vient à cesser (Cass. Req. 12 décembre 1922, D. 1924, 1.186).

L'article 6 vise ce cas spécial. Il a paru équitable à votre commission de permettre même aux contractants de cet ordre d'obtenir la résiliation de leur engagement. Toutefois, cette résiliation sera soumise à une double condition. Le demandeur en résiliation devra prouver que l'état de guerre l'a mis dans l'impossibilité d'exécuter au moment du terme fixé, peu importe que l'événement ait été prévisible. Il devra en second lieu établir que l'exécution du contrat lui imposerait des charges telles que l'économie du contrat, tel qu'il avait été passé entre les parties, s'en trouverait complètement bouleversée.

La rédaction de l'Assemblée nationale était cependant défectueuse sur plusieurs points. Il n'y a aucune raison de s'arrêter à la date du 1er septembre 1939; la date de la guerre est le 2 septembre; c'est du reste également cette date qui figure à l'article 1er. La date de la « libération du territoire » est un terme vague. Il n'y a pas de date de « libération du territoire », mais des dates de libération.

Il faut prendre une date juridique, et il n'y en a qu'une, bien qu'un peu tardive, la date de cessation des hostilités (fixée au 1er juin 1946 par la loi du 10 mai 1946).

Enfin l'article 6 parle d'un « préjudice important » occasionné au débiteur de l'obligation. Que veut dire cette expression ? Important par rapport à quoi ? A la situation de fortune de l'intéressé, au capital de la société ? Il faut laisser au juge la plus grande latitude, encore faut-il lui donner une indication ou des directives. La résiliation devra s'apprécier, estimons-nous, par rapport aux

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 710, 4836 et in-8° 1398; Conseil de la République: II-31 (année 1948).

données du contrat qui ne pourra être maintenu si l'économie en est complètement bouleversée.

C'est dans ces conditions que nous vous demandons de donner un avis favorable au texte ci-après:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions suivantes sont applicables aux marchés et contrats conclus avant le 2 septembre 1939 et qui comportent, soit des livraisons de marchandises, produits fabriqués ou denrées, soit l'exécution de travaux, soit d'autres prestations successives ou simplement différées, à l'exception des payements en espèces.

Elles ne sont pas applicables aux baux à loyer ou à ferme ni aux promesses de vente.

Art. 2. — Indépendamment des causes de résiliation ou de résolution résultant du droit commun ou des conventions, les marchés et contrats visés à l'article précédent pourront être résiliés à la demande de l'une ou l'autre des parties, à la condition que cette demande intervienne avant le 1er juillet 1949.

Toutefois, le contractant résidant hors de la France métropolitaine pourra former sa demande jusqu'au 1er juillet 1950.

Art. 3. — . . . . . .

Art. 4. — Le juge doit prononcer la résiliation du contrat si le demandeur établit qu'en raison de l'état de guerre ou des circonstances économiques nouvelles, l'exécution de ses obligations devait, au terme prévu pour cette exécution, et doit actuellement entraîner des charges ou lui causer un préjudice dépassant de beaucoup en importance les prévisions qui pouvaient être raisonnablement faites à l'époque où la convention a été conclue.

La résiliation sera prononcée, selon les cas, avec ou sans dommages-intérêts.

Le juge, lorsqu'il accordera des dommages-intérêts, devra en réduire le montant s'il constate que, par suite de la guerre ou des circonstances économiques nouvelles, le préjudice a dépassé notablement celui que les contractants pouvaient prévoir.

Si, conformément aux lois et usages du commerce, l'acheteur s'est procuré, aux frais et risques du vendeur, les marchandises qui ne lui ont pas été livrées, le montant des dommages-intérêts devra être réduit suivant le principe posé à l'alinéa précédent.

Art. 5. — Si des décisions de justice passées en force de chose jugée sont intervenues à propos des contrats visés par la présente loi, les dispositions ci-dessus sont applicables, mais seulement pour celles des obligations qui n'ont pas encore été exécutées.

Art. 6. — Les contrats définis à l'article 1er et conclus entre le 2 septembre 1939 et la date de cessation des hostilités pourront être résiliés dans les formes, conditions et délais précisés ci-dessus si le demandeur établit qu'au terme fixé, il s'est trouvé, par suite de l'état de guerre, dans l'impossibilité d'exécuter et que, par ailleurs, cette exécution ne pourrait être poursuivie contre lui qu'au prix de charges nouvelles bouleversant l'économie du contrat.

Art. 7. — La présente loi est applicable aux instances en cours.

ANNEXE N° 41

(Session de 1949. — Séance du 27 janvier 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant, déclarant d'**utilité publique** et concédant à Electricité de France les travaux d'**aménagement de la chute de Montpezat** sur la Loire et l'Ardèche, par M. Delalande, sénateur. (1).

Mesdames, messieurs, le projet d'aménagement de la chute de Montpezat prévoit l'utilisation du lac d'Issarlès et de quelques barrages artificiels; il présente cette particularité importante de déverser une partie des eaux des bassins naissant de la Loire dans le bassin du Rhône, à Montpezat, sur un affluent de l'Ardèche, ce qui permet l'aménagement d'une chute de 610 m de hauteur pouvant assurer une production de 360 millions de kilowatt-heure. Ce détournement dans le bassin du Rhône d'une partie des eaux du bassin de la Loire aura des répercussions profondes sur le régime de ces deux fleuves, qui sont notées ici pour mémoire et afin de souligner l'importance du projet et la diversité des conséquences que sa réalisation va entraîner.

Les travaux intéressent la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports et des loisirs, en ce que le lac d'Issarlès, qui sert de principal réservoir, est un site classé et que son utilisation peut avoir pour effet d'abaisser son niveau dans une mesure très importante et lui enlever ainsi tout son caractère et son principal attrait.

Le lac est situé sur le territoire du département de l'Ardèche; il est l'un des seuls lacs volcaniques de la région, ayant environ 5 km de tour, 108 m de profondeur; ses rives sont brisées; son niveau normal est à la cote 1000. Il est très visité pendant la période d'été, notamment par les baigneurs et touristes de Vals-les-Bains. C'est un site particulièrement pittoresque, qui a fait l'objet d'un arrêté de classement de M. le ministre de l'éducation nationale en date du 7 janvier 1935.

Le cahier des charges, annexé à la convention passée le 20 avril 1948 entre le ministre de la production industrielle et l'Electricité de France et au projet de loi voté le 16 novembre 1948 par l'Assemblée nationale, prévoit que le niveau normal du lac doit être maintenu à la cote 1000, le niveau maximum d'utilisation étant à la cote 1003 et cet écart pouvant être réduit à deux mètres seulement à la demande du ministre chargé du service des sites.

Mais le canal d'évacuation des eaux vers la chute de Montpezat étant à la cote 960, c'est-à-dire à 40 m au-dessous du niveau du lac, il s'ensuivra un abaissement des eaux pendant la saison sèche pouvant le vider sur une profondeur de 40 m. Une telle perspective avait soulevé une grande émotion dans les milieux touristiques et hôteliers et parmi la population d'Issarlès et des environs.

Cependant, l'essentiel est d'obtenir le maintien des eaux aux environs de la cote 1000 pendant la saison touristique d'été, soit du 15 juin à fin septembre.

Il semble que cette garantie soit obtenue, dans la mesure où l'on peut prévoir les conséquences de l'utilisation du lac, par les dispositions de l'article 7 (§ 8) du cahier des charges, qui impose au concessionnaire d'obéir aux présomptions de l'arrêté ministériel du 7 janvier 1935.

L'article 2 de cet arrêté stipule que « pendant la période allant du 15 juin au 15 septembre, les eaux du lac seront maintenues à une cote dont le minimum sera le niveau normal fixé par le cahier des charges ». Or, le niveau normal est à la cote 1000, c'est-à-dire le niveau actuel.

D'autre part, l'article 2 (§ 2) de l'arrêté ministériel du 7 janvier 1935 autorisait, « en cas de force majeure », l'abaissement des eaux au-dessus du niveau prescrit, par simple décision de l'ingénieur en chef du contrôle. Mais le cahier des charges annexé au projet de loi donne au ministre chargé de l'électricité, après consultation du ministre chargé du service des sites, le pouvoir de décision dans le cas de force majeure.

Ainsi apparaît-il que des garanties ont voulu être données pour que les eaux du lac d'Issarlès soient maintenues autant que possible à leur niveau normal actuel durant la saison d'été.

Seul le fonctionnement de l'usine de Montpezat dans l'avenir permettra d'apprécier dans quelle mesure se présenteront les cas de force majeure obligeant à abaisser le niveau normal du lac. Malgré les aléas de cette « inconnue », du point de vue site et tourisme, l'intérêt national commande l'approbation du projet de loi tel qu'il est présenté.

C'est pourquoi votre commission donnera un avis favorable au projet qui vous est soumis.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4292, 5236 et in-8° 1394; Conseil de la République: II-5 (année 1948) et 28 (année 1949).

ANNEXE N° 42

(Session de 1949. — Séance du 1er février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer immédiatement devant le Parlement un projet de loi tendant à modifier l'**article 9** de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant **fixation** pour l'exercice 1949 des **maxima des dépenses publiques** et évaluation des voies et moyens, en vue de n'appliquer la procédure du **payement par titres** qu'aux **sinistrés non reconnus prioritaires** avant le 1er janvier 1949, présentée par MM. Chochoy, Canivez, Ferracci, Jean Geoffroy, Malécot, Edgar Tailhades et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 dite « des maxima » prévoit que des titres, émis par la caisse autonome de la reconstruction dans la limite de 60 milliards, serviront à payer diverses indemnités de reconstitution. Il est ainsi rédigé:

Art. 9. — Les indemnités de dommages de guerre afférentes aux reconstitutions régulièrement effectuées avant 1947 ou reconnues prioritaires à partir de 1947, en conformité de l'article 7 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946 seront, à compter du 1er janvier 1949 et dans la limite du montant dont le règlement n'est pas différé en exécution de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, modifié par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948, payées pour moitié par remise de titres, lorsqu'elles concernent les biens ci-après:

Immeubles d'habitation appartenant à des personnes morales;

Biens meubles ou immeubles affectés à un usage industriel;

Biens meubles ou immeubles affectés à un usage artisanal, commercial ou agricole pour la fraction de l'indemnité de reconstruction excédant 120.000 F pour les biens meubles et 240.000 F pour les immeubles.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux collectivités publiques, établissements publics administratifs, chambres de commerce et d'agriculture, ports autonomes, associations syndicales autorisées, sociétés et offices d'habitations à bon marché.

Cet article a provoqué parmi les sinistrés qui ont été reconnus prioritaires avant le vote de la loi une surprise pénible et un embarras très grand.

Lors de la discussion de la loi devant le Conseil de la République, votre commission des finances avait proposé que soient payées, moitié en espèces, moitié par titres, les indemnités afférentes à des reconstitutions reconnues prioritaires, mais pour les seuls travaux effectués postérieurement au 1er janvier 1949. Le Gouvernement n'avait pas à l'époque protesté contre cette disposition. De son côté, la commission de la reconstruction allait plus loin et demandait que ce payement par titres ne s'applique pas aux travaux effectués postérieurement au 1er janvier 1949 pour le compte d'entreprises reconnues prioritaires avant le 31 décembre 1948.

De quoi s'agit-il en effet? La loi du 23 décembre 1946, venant après celle du 28 octobre de la même année sur les dommages de guerre, portant ouverture de crédits et autorisations d'engagement de dépenses, prévoyait dans son article 7

Art. 7. — Jusqu'à l'entrée en vigueur des programmes établis dans le cadre du plan d'équipement général, visé à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946, les ordres de priorité de reconstitution des biens sinistrés sont déterminés dans les conditions ci-après.

Les ministres chargés de l'économie nationale, des finances et de la reconstruction et les ministres intéressés ou leurs représentants dûment habilités à cet effet, sont chargés en comité interministériel de déterminer les catégories d'entreprises considérées comme « activités de base » ainsi que les autres catégories d'activités économiques dont la reconstitution est jugée indispensable et ur-

gente pour l'économie générale et éventuellement d'arrêter l'ordre de priorité des entreprises bénéficiaires.

Pour toutes les autres catégories de biens sinistrés, le ministre chargé de la reconstruction établira l'échelon départemental, après avis motivé des commissions départementales de la reconstruction qui, pour chaque catégorie de biens, réuniront toutes informations utiles, l'ordre de priorité pour la reconstitution de ces biens et éventuellement les listes de sinistrés ou des catégories de sinistrés appelés à recevoir, par priorité, les indemnités auxquelles ils ont droit.

De même à l'échelon cantonal, le ministre, après avis motivé des commissions locales et cantonales, pourra établir l'ordre de priorité pour la reconstitution des biens et éventuellement, les listes de sinistrés prioritaires.

Le ministre chargé de la reconstruction répartira les disponibilités dans le cadre des priorités établies comme il est précisé ci-dessus.

Faisant application de ce texte, le comité interministériel du plan de reconstruction a établi en 1947 et en 1948 des programmes prioritaires de reconstitution des établissements sinistrés.

A chaque industriel compris dans ce plan était notifiée la décision le classant parmi les sinistrés prioritaires et lui indiquant le montant des travaux et opérations de reconstitution qui pouvaient être engagés par lui dans l'année. Le comité prévoyait, d'autre part, que les travaux pourraient s'échelonner sur trois années et fixait alors le montant desdits travaux, tant pour les éléments immobiliers que pour les éléments d'exploitation, qui étaient prévus pour les deux années suivantes.

Enfin, la notification annonçait explicitement le versement d'acomptes et le règlement total en espèces puisqu'il y était dit: « Pour l'exécution de ce programme, vous pourrez recevoir des acomptes dont le montant total ne pourra, en application de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946, dépasser 70 p. 100 du montant de l'indemnité de reconstitution correspondant aux travaux et opérations ci-dessous visés. Les versements seront effectués après production des justifications habituelles certifiées sincères et véritables par des experts agréés et assermentés ».

C'est sur la foi de ces promesses, qui ne faisaient qu'appliquer la législation en vigueur, qu'ont été engagés les travaux de reconstruction de nos entreprises prioritaires, c'est-à-dire des entreprises les plus nécessaires à la vie du pays et à sa reprise économique.

Pour ce faire nos industriels, nos artisans, nos commerçants, nos agriculteurs ont souvent emprunté, à un taux très élevé, des sommes leur permettant de faire démarrer les travaux et de payer leurs entrepreneurs en attendant le règlement que le ministère de la reconstruction leur garantissait.

Vous connaissez les retards de l'administration: beaucoup de sinistrés n'ont encore rien perçu, d'autres n'ont perçu que de modestes acomptes; et l'on vient maintenant dire à ces sinistrés: « Nous regrettons, mais nous ne pourrons vous payer que la moitié de ce qui vous reste dû en argent liquide; le reste vous sera réglé par des titres, titres qui sont inaliénables, incessibles, nominatifs et qui ne sont pas immédiatement mobilisables ».

C'est là un grave manquement aux engagements pris et l'Etat ne doit pas entrer dans cette voie. La rétroactivité de cet article 9 de la loi du 31 décembre 1948, l'injustice qu'il crée entre les entreprises sinistrées et prioritaires, dont certaines ont eu la chance, car c'est bien souvent une question de chance, de voir régler immédiatement le montant de leurs indemnités de reconstitution et dont d'autres n'ont rien perçu ou n'ont perçu que des acomptes insignifiants, en font un véritable danger pour l'ensemble de la reconstruction de notre pays.

De nombreuses entreprises vont se trouver dans l'impossibilité de faire face aux engagements qu'elles ont pris, de couvrir leurs prochaines échéances; elles devront, durant plusieurs années, payer les intérêts de leurs emprunts; nombreuses seront celles, souvent des plus modestes et des plus touchée, qui se trouveront dans l'obligation de cesser toute activité.

Toutes ces considérations nous conduisent à vous demander instamment d'adopter la proposition de résolution suivante qui, tout en respectant les promesses des gouvernements précédents, permet à l'actuel Gouvernement de poursuivre pour les années à venir la politique financière qu'il entend suivre en matière de reconstruction.

En conséquence, nous demandons au Conseil de la République d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer immédiatement devant le Parlement un projet de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 janvier 1948, portant fixation, pour l'exercice 1949, des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens en vue de n'appliquer la procédure du payement par titres qu'aux sinistrés non reconnus prioritaires avant le 1er janvier 1949.

ANNEXE N° 43

(Session de 1949. — Séance du 1er février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la **titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires et suppléants,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.)

Paris, le 28 janvier 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 28 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires et suppléants.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les instituteurs et institutrices intérimaires et suppléants remplissant au 31 décembre 1948, les conditions requises pour la titularisation en vertu de la loi du 30 octobre 1886 mais qui n'ont pu en bénéficier faute de postes vacants et qui, de plus, depuis quatre ans au moins sont restés d'une façon permanente à la disposition de l'administration, seront titularisés à dater du 1er janvier 1949, dans la limite des crédits budgétaires.

Art. 2. — Au cas où, dans les départements d'exercice, il n'existe pas de vacances en nombre suffisant pour permettre l'attribution d'un poste à chacun des instituteurs et institutrices visés à l'article 1er, ceux-ci peuvent être titularisés dans un autre département.

Art. 3. — Le refus par les intéressés de leur transfert leur fait perdre le bénéfice de leur titularisation immédiate et ils seront maintenus sur la liste du personnel auxiliaire de leur département en vue de leur titularisation lorsque la situation du personnel de ce département permettra qu'il y soit procédé.

Art. 4. — Pour permettre l'application de la présente loi, 1.100 emplois supplémentaires d'instituteurs et d'institutrices sont créés à partir du 1er octobre 1949 avec effet du 1er janvier 1949. Ces postes après avoir été répartis selon les besoins du service, seront réservés à la titularisation des intérimaires et des suppléants remplissant les conditions précisées à l'article 1er et qui faute de postes, n'auraient pu être titularisés au 1er janvier 1949.

Art. 5. — Les créations et titularisations prévues par les articles 1er et 4 de la présente loi entraîneront une augmentation de dépenses de 60 millions qui sera gagée par une annulation correspondante de crédits sur le chapitre 391 du budget de l'éducation nationale de l'exercice 1949.

Art. 6. — Un arrêté du ministre de l'éducation nationale répartira ces postes entre les départements selon les besoins du service et précisera les conditions dans lesquelles les intérimaires qui n'ont pu être titularisés dans leur département d'exercice pourront être affectés dans les départements déficitaires.

Art. 7 (nouveau). — Quelle que soit la date de la titularisation des intérimaires répondant aux conditions requises, cette titularisation aura effet du 1er janvier 1949, en ce qui concerne le reclassement d'ancienneté et sous réserve que les bénéficiaires soient restés à la disposition de l'administration.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 janvier 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6151, 119, 832, 5819, 5995, 6206 et in-8° 1545.

ANNEXE N° 44

(Session de 1949. — Séance du 1er février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédits supplémentaires** au titre du **budget général de l'exercice 1948,** par M. Jacques Masteau, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi soumis à nos délibérations a pour objet, en premier lieu, d'ouvrir au budget général de l'exercice 1948 les crédits correspondant à l'application de mesures prises en faveur des fonctionnaires et agents de l'Etat par les quatre décrets suivants:

N° 48-1544 du 1er octobre 1948 portant aménagement du mode de perception de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères;

N° 48-1555 du 6 octobre 1948 relatif aux prestations familiales;

N° 48-1571 du 9 octobre 1948 portant attribution aux personnels de l'Etat d'une indemnité temporaire de cherté de vie;

N° 48-1572 du 9 octobre 1948 portant attribution aux personnels de l'Etat d'une prime spéciale uniforme mensuelle de transports.

Pour le personnel de l'Etat le coût des mesures prises s'élève, pour quatre mois, c'est-à-dire à dater du 1er septembre 1948, à 10.711 millions suivant le détail ci-après:

Indemnité temporaire de cherté de vie aux retraités, 1.620 millions.

Indemnité temporaire de cherté de vie aux fonctionnaires et agents en activité de service, 4.866 millions.

Supplément temporaire d'indemnité de résidence, 930 millions.

Indemnité de transport, 435 millions.

Majoration des prestations familiales, 2.860 millions.

Total, 10.711 millions.

La commission, sans mettre en cause le bien fondé des mesures prises par le Gouvernement, regrette vivement que celui-ci, faute de pouvoir solliciter du Parlement le vote préalable des crédits nécessaires à la couverture des dépenses résultant des mesures en question, n'ait pas cru devoir suivre la procédure régulière des décrets d'avances.

Elle demande que la méthode suivie par le Gouvernement ne soit pas employée à nouveau dans l'avenir.

A propos des crédits afférents aux indemnités de transports, plusieurs de nos collègues et en particulier, MM. Bolifraud et Demusois, ont exprimé l'opinion que le mon-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature): 6018, 6022 et in-8° 1528; Conseil de la République: 30 (année 1949).

tant de ces indemnités devrait être fixé en fonction des frais réels supportés tant par les agents des administrations publiques que par les salariés du secteur privé: il leur a semblé, en effet, anormal qu'une indemnité d'égale importance soit accordée à tous, sans que soit prise en considération la distance de leur domicile à leur lieu de travail, notamment dans la région parisienne.

En ce qui concerne les collectivités locales, l'attribution d'avantages de rémunérations aux fonctionnaires et agents de l'Etat a mis ces collectivités dans l'obligation d'accorder les mêmes avantages à leur propre personnel.

Le projet de loi ouvre donc en second lieu des crédits constituant une subvention attribuée aux départements et aux communes et destinée à couvrir le versement par ces collectivités jusqu'au 31 décembre 1948:

1° De la prime forfaitaire mensuelle de 1.000 F et de la majoration d'indemnité de résidence prévues par le décret n° 48-1571 du 9 octobre 1948;

2° De l'indemnité pour frais de transport prévue par le décret n° 48-1572 du 9 octobre 1948;

3° De la majoration des allocations familiales prévues par le décert n° 48-1555 du 6 octobre 1948 et destinée à compenser pour les salariés les avantages fiscaux dont ils bénéficiaient jusqu'à présent en matière d'impôt cédulaire;

4° de la contribution forfaitaire de 5 p. 100 mise à la charge des collectivités locales au titre du décret n° 48-1544 du 1er octobre 1948.

M. Diethelm et votre rapporteur se sont posé la question de savoir si la contribution forfaitaire de 5 p. 100 mise à la charge des employeurs en remplacement de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires incomberait, en ce qui concerne leur personnel, pour l'année 1949, aux collectivités locales.

Votre commission désire être plus amplement informée sur ce point; et s'il en était ainsi, elle aimerait savoir sur quelles ressources supplémentaires les collectivités pourraient compter pour couvrir ces nouvelles charges.

Il est à remarquer que les versements aux collectivités locales devaient être effectués avant la fin de l'année dernière. Nous avons déjà, au cours de la séance du 31 décembre 1948, exprimé le souhait, et nous le renouvelons de façon très ferme, que les engagements pris vis-à-vis des collectivités locales soient strictement tenus.

Les collectivités connaissent actuellement des difficultés très sérieuses pour l'établissement de leurs budgets et il est indispensable, pour ne pas y ajouter, qu'elles reçoivent dans les délais prévus l'intégralité de ce qui leur est dû.

Plusieurs commissaires ont critiqué, tout en reconnaissant qu'il était l'application de l'article 33 de la loi du 14 septembre 1948, le système subordonnant le versement du solde des subventions aux collectivités locales à la production par celles-ci des résultats de leurs comptes administratifs. Ils ont fait valoir que ce système présentait de graves inconvénients: incertitude quant au montant de la subvention, retard dans le payement de celle-ci et, partant, difficultés considérables pour les collectivités dans les prévisions de travaux, la passation des marchés et le règlement des dépenses.

Votre commission attire tout particulièrement l'attention du Gouvernement sur la nécessité et l'urgence dans laquelle sont les collectivités locales de savoir, d'une manière plus précise et dans un délai suffisant pour une préparation étudiée des budgets, sur quelles ressources elles peuvent exactement compter.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert aux ministres au titre du budget général pour l'exercice 1948, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 47-2107 du 31 décembre 1947 et par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948, un crédit de 17.811 millions de francs réparti comme suit:

Finances et affaires économiques.

I. — *Finances.*

Chap. 089. — Indemnité temporaire de cherté de vie aux retraités, 1.620 millions de francs.

Chap. 176. — Indemnité temporaire de cherté de vie aux fonctionnaires et agents en activité de service, 4.866 millions de francs.

Chap. 177 — Supplément temporaire d'indemnité de résidence, 930 millions de francs.

Chap. 178. — Indemnité de transport, 435 millions de francs.

Chap. 4003. — Majoration des prestations familiales, 2.860 millions de francs.

Intérieur.

Chap. 504-3 (nouveau). — Subvention exceptionnelle de l'Etat aux collectivités locales. — Extension aux personnels desdites collectivités des avantages accordés aux fonctionnaires de l'Etat à compter du 1er septembre 1948, 4 milliards de francs.

Chap. 505. — Subvention spéciale de l'Etat aux collectivités locales, 3.100 millions de francs.

Total égal, 17.811 millions de francs.

ANNEXE N° 45

(Session de 1949. — Séance du 1er février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, sur les propositions de résolution: 1° de M. Martial Brousse et des membres de la commission du ravitaillement, tendant à modifier l'**article 14 du règlement** du Conseil de la République; 2° de M. Marc Rucart et des membres de la commission de la France d'outre-mer, tendant à modifier l'**article 18 du règlement** du Conseil de la République; 3° de MM. Denvers, Jules Pouget, Aubert et des membres de la commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.), tendant à modifier l'**article 14 du règlement** relatif au titre de la commission des moyens de communication et des transports, par M. Southon, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions a examiné un certain nombre de propositions de résolution tendant à modifier, sur certains points, les articles 14 et 18 du règlement du Conseil de la République.

Ces propositions de résolution sont les suivantes:

1° Proposition de M. Martial Brousse tendant à modifier l'article 14 du règlement relatif au titre de la commission du ravitaillement;

2° Proposition présentée par MM. Denvers, Jules Pouget et Aubert tendant à modifier l'article 14 du règlement en ce qui concerne le titre de la commission des moyens de communication et des transports;

3° Proposition présentée par M. Marc Rucart tendant à modifier l'article 18 du règlement en ce qui concerne la composition du bureau de la commission de la France d'outre-mer.

Votre commission vous demande de bien vouloir adopter les modifications proposées, pour les raisons suivantes:

I. — *Proposition de résolution de M. Brousse et des membres de la commission du ravitaillement (II-n° 36).*

Cette proposition de résolution tend à modifier l'article 14 (§ 16), du règlement de notre Assemblée en vue de transférer à la commission du ravitaillement la compétence des questions ayant trait aux boissons et, en conséquence, à modifier le titre de cette commission.

C'est en plein accord avec la commission de l'agriculture, de qui relevaient auparavant ces problèmes, que cette proposition de résolution a été déposée.

Vous savez, en effet, que la réglementation en matière de ravitaillement s'amenuise chaque jour davantage. D'autre part, les questions ayant trait aux boissons impliquent une étude approfondie de la part de spécialistes qui pourraient se grouper au sein de la commission du ravitaillement et des boissons. Il est bien entendu, par ailleurs, que cette commission pourrait connaître des questions relatives aux alcools industriels d'origine agricole.

Ce transfert de compétence aurait donc pour effet d'alléger le travail, assez lourd, de la commission de l'agriculture, au bénéfice de la commission du ravitaillement, qui conserverait ainsi une raison d'être.

Votre commission du suffrage universel a donc adopté la proposition de M. Brousse, en la modifiant toutefois par la suppression des mots « et des alcools ».

La commission du ravitaillement s'appellerait désormais « Commission du ravitaillement et des boissons ».

II. — *Proposition de résolution de MM. Denvers, Jules Pouget, Aubert et des membres de la commission des moyens de communication et des transports (II-n° 50).*

Cette proposition de résolution tend à modifier l'article 14 de notre règlement en ce qui concerne le titre de la commission des moyens de communication et des transports.

Les auteurs du texte proposent d'ajouter: « et du tourisme » au titre de cette commission.

A l'unanimité, votre commission a décidé de donner un avis favorable à cette proposition. Comme les auteurs, elle estime, en effet, que les problèmes relatifs au tourisme — le tourisme qui doit prendre de plus en plus de place dans notre vie économique — doivent être étudiés par une seule et même commission, celle des moyens de communication et des transports, puisqu'aussi bien il n'est pas douteux que le tourisme est surtout une question de transports par chemin de fer, automobile ou avion. Par ailleurs, le ministère des travaux publics et des transports est devenu récemment le « Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme ».

Mais il demeure bien entendu que certains aspects des problèmes touristiques intéressent d'autres ministères. D'autres commissions que celle des moyens de communication, des transports et du tourisme pourront demander, le cas échéant, à être saisies pour avis des textes législatifs relatifs au tourisme.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission vous demande de bien vouloir adopter cette proposition de résolution.

III. — *Proposition de résolution présentée par M. Marc Rucart et les membres de la commission de la France d'outre-mer (II — n° 37).*

L'article 18 de notre règlement fixe la composition du bureau de chaque commission à un président, deux vice-présidents et deux secrétaires.

L'expérience des deux dernières années a démontré que ce système donnait entière satisfaction pour l'ensemble des commissions, à l'exception de la commission de la France d'outre-mer.

En effet, la majorité des membres de cette commission et la quasi-totalité des membres de son bureau sont, en fait sinon en droit, constituées par des élus d'outre-mer. Or, ces élus, comme leurs collègues métropolitains, sont obligés de se rendre dans leurs circonscriptions. Les grandes distances, les difficultés de transport et l'étendue même de leurs circonscriptions les obligent à des absences généralement très longues. Il peut advenir, dans ces conditions, et le cas s'est déjà produit, que tous les membres du bureau soient absents en même temps.

(1) Voir les n°s: Conseil de la République, II-36, II-37 et II-50 (année 1948).

Si cependant la commission est obligée de se réunir d'urgence, il faut recourir au plus âgé de ses membres pour la convoquer et la présider, ce qui ne va pas sans difficultés.

Il paraît ainsi judicieux de décider — et c'est là l'objet de la proposition de résolution qui vous est soumise — que, par exception, le bureau de la commission de la France d'outre-mer pourra comprendre trois vice-présidents et trois secrétaires.

Votre commission du suffrage universel, à l'unanimité moins une abstention, s'est rangée à cette manière de voir. Elle vous demande, en conséquence, de bien vouloir adopter la proposition de résolution suivante, portant un titre nouveau:

PROPOSITION DE RESOLUTION

TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 14 ET 18 DU RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

Art. 1er. — L'article 14, § 16°, du règlement du Conseil de la République est modifié ainsi qu'il suit:

« 16° Commission du ravitaillement et des boissons ».

Art. 2. — L'article 14 § 12°, du règlement du Conseil de la République est modifié ainsi qu'il suit:

« 12° Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme ».

Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 18 du règlement du Conseil de la République est remplacé par la disposition suivante:

« Le bureau se compose de:

« Un président;

« Deux vice-présidents;

« Deux secrétaires ».

« Toutefois, la commission de la France d'outre-mer peut nommer un troisième vice-président et un troisième secrétaire ».

(Le reste sans changement.)

ANNEXE N° 46

(Session de 1949. — Séance du 1er février 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à **modifier l'article 18** de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation, pour l'exercice 1949, des **maxima des dépenses publiques** et évaluation des voies et moyens **(exécution des confiscations pénales)**, présentée par MM. Georges Pernot et Georges Maire, sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, il a été inséré dans la loi n° 48-1973 du 13 décembre 1948 un article qui n'a aucun rapport avec la « fixation des maxima » et qui n'a certainement pas sa place dans cette loi budgétaire.

C'est l'ancien article 14 *quater*, devenu l'article 18, lequel est ainsi conçu:

« En vue de permettre au Trésor de récupérer les sommes lui provenant dans l'exécution des confiscations pénales, lorsqu'une confiscation dont les effets sont régis par les articles 37 à 39 du code pénal aboutit à créer une indivision, le président du tribunal civil, statuant en chambre du conseil, peut, sur le rapport du directeur des domaines et à la requête du ministère public, fixer en argent le montant net des droits de l'Etat dans le patrimoine confisqué, sans qu'il soit nécessaire de recourir au partage.

« Cette décision est immédiatement exécutoire, sauf pour les biens qui ont fait l'objet d'une dévolution spéciale.

« Elle ne peut être attaquée par les intéressés que par voie de tierce opposition, sur laquelle il est statué en dernier ressort par le président du tribunal civil, dans les conditions indiquées à l'alinéa premier.

« A défaut de versement de la somme due au Trésor dans les trois mois de l'avis adressé par l'administration des domaines à chacun des indivisaires, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, le président du tribunal civil peut, par simple ordonnance sur requête, autoriser la vente de tout ou partie des biens dépendant du patrimoine.

« Le prix de vente sera, jusqu'à due concurrence, imputé sur la somme revenant à l'Etat au titre de la confiscation pénale.

« Ces règles de recouvrement sont applicables toutes les fois que la confiscation porte sur une somme fixe ».

Lors de la discussion au Conseil de la République, ce texte avait été disjoint avec l'approbation de la commission des finances et l'adhésion tacite du Gouvernement (1).

M. le président de la commission des finances avait, en effet, déclaré à la séance du 30 décembre 1948 que l'article 18 était « un texte mal rédigé » et qu'il comportait « une série d'incohérences ».

Il avait été prévu que cet article, après avoir subi les retouches jugées nécessaires, serait introduit ultérieurement dans la « loi des voies et moyens ».

L'avis négatif émis par le Conseil de la République sur l'ensemble du projet de loi n'a pas permis d'obtenir ce résultat, ce projet n'ayant pas été examiné en seconde lecture par l'Assemblée nationale et la loi ayant été promulguée dans le texte même adopté au Palais-Bourbon lors de la première délibération. C'est ainsi que l'article 18 est devenu définitif en dépit des sévères critiques dont il avait été l'objet à la tribune du Parlement.

Une seule voie reste donc ouverte pour apporter à cette disposition, promulguée le 1er janvier, les aménagements qu'elle comporte. C'est le dépôt d'une proposition de loi.

La disposition qui nous occupe a pour but de régler les effets de la confiscation prononcée en application des articles 37 à 39 du code pénal, lorsqu'elle aboutit à créer une indivision entre l'administration des domaines et des tiers.

Normalement, il y aurait lieu, pour faire cesser cette indivision, de recourir à une liquidation et de procéder à un partage.

Une telle procédure entraîne des lenteurs et des frais, qu'il est souhaitable d'éviter, aussi bien dans l'intérêt du Trésor que dans l'intérêt des ayants droit.

Afin d'échapper au partage, l'article 18 prévoit qu'en vue de permettre au Trésor de récupérer les sommes qui doivent lui revenir comme conséquence de la confiscation, le président du tribunal civil peut fixer en argent le montant net des droits de l'Etat.

Il s'agit, en définitive, de substituer à la liquidation et au partage le procédé, plus rapide et plus souple, de l'évaluation forfaitaire des droits résultant pour l'Etat de la confiscation.

L'idée, qui a inspiré le législateur, mérite d'être approuvée, mais sous cette réserve toutefois que l'évaluation ainsi faite offre des garanties suffisantes pour les intéressés qui sont souvent la femme et les enfants du condamné, auxquels il serait injuste de faire subir personnellement les conséquences de la confiscation.

Or, ce sont ces garanties qui ont été complètement négligées par le rédacteur de l'article 18.

La procédure est, en effet, réglementée de la manière suivante:

Le directeur des domaines établit un rapport destiné à faire apparaître la somme qui, d'après lui, doit revenir au Trésor, compte tenu de l'importance du patrimoine confisqué.

Ce rapport est transmis au parquet.

Sur simple requête du ministère public, le président du tribunal, statuant en chambre du conseil, fixe en argent le montant net des droits de l'Etat, sans que les intéressés soient appelés à la procédure.

La décision du président du tribunal est immédiatement exécutoire.

Elle n'est susceptible que d'une seule voie de recours: la tierce opposition, sur laquelle il sera statué en dernier ressort par le président du tribunal en chambre du conseil.

Ce simple résumé des diverses étapes de la procédure organisée par l'article 18 de la loi du 31 décembre 1948 suffit à mettre en lumière les lacunes importantes et les graves défauts de ce texte:

1° Il attribue compétence au « président du tribunal civil », sans indiquer quel sera le magistrat compétent *ratione loci:* Sera-ce le président du tribunal du domicile du condamné ? Sera-ce celui de la situation des biens confisqués ? Pour prévenir tout conflit de compétence, il est nécessaire de préciser devant quel magistrat l'affaire sera portée. Il faut prévoir, en outre, le cas où il existe des biens situés dans le ressort de plusieurs tribunaux. C'est au tribunal de la situation des biens que la compétence est attribuée.

2° Seul, le ministère public a qualité pour saisir le président du tribunal. Il serait beaucoup plus logique de donner à toute partie intéressée — l'administration des domaines, d'une part, et les coindivisaires, d'autre part — le droit de prendre l'initiative de la procédure.

3° Chose beaucoup plus grave: le président statue uniquement sur le vu du rapport présenté par le directeur des domaines et sans que les intéressés aient été appelés. En pratique, le magistrat saisi de la requête du ministère public ne pourra qu'entériner le rapport qui lui sera soumis au nom des domaines, puisqu'il n'aura aucun autre élément d'information. S'agissant d'intérêts qui sont parfois considérables, une procédure contradictoire, au cours de laquelle les coindivisaires du condamné pourront faire entendre leur voix, apparaît comme indispensable. Comme il convient, d'autre part, que la procédure soit rapide, il semble opportun de s'inspirer des dispositions en vigueur en matière de référé.

4° Le droit de former tierce-opposition n'est pas limité dans le temps. Si le texte n'est pas modifié, la tierce opposition sera recevable pendant trente ans, ce qui est absolument inadmissible.

5° Enfin, est-il concevable que cette tierce opposition soit jugée en dernier ressort, c'est-à-dire sans aucun recours possible, par le président qui a rendu l'ordonnance attaquée ?

A coup sûr, les intérêts du Trésor sont dignes de la plus grande sollicitude.

Mais le législateur n'a pas le droit de sacrifier les intérêts légitimes des tiers et notamment de la famille du condamné.

C'est un principe incontesté de notre droit pénal que la peine est personnelle. La femme et les enfants de celui qui a encouru la confiscation sont le plus souvent étrangers à l'infraction commise par le chef de famille. Il serait contraire à la plus élémentaire justice qu'ils en subissent lourdement les conséquences.

Leur patrimoine étant en jeu, ils doivent être mis en mesure de se défendre efficacement.

Il convient d'ailleurs d'observer que, dans bien des cas, les coindivisionnaires du condamné seront soit des parents plus éloignés du condamné (frères et sœurs, neveux et nièces, etc.), soit même des personnes étrangères à sa famille. Le texte n'a prévu, en effet, que le cas où la confiscation « aboutit à créer une indivision ». Mais il y a les mêmes raisons de décider au cas où le condamné était personnellement titulaire de droits indivis, dès avant sa condamnation.

C'est en nous inspirant de ces diverses considérations que nous vous demandons d'adopter la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 18 de la loi du 31 décembre 1948 portant fixation, pour l'exercice 1949, des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 18. — En vue de permettre au Trésor de récupérer les sommes à provenir de l'exécution des confiscations pénales, lorsqu'une confiscation, dont les effets sont régis par les articles 37 à 39 du code pénal aboutit à créer une indivision ou lorsque le patrimoine confisqué comprend des biens indivis, toute partie intéressée peut demander au président du tribunal civil du lieu de la situation des biens de fixer, tous les coindivisaires dûment appelés, le montant net des droits de l'Etat dans le patrimoine confisqué, sans qu'il soit nécessaire de recourir au partage.

« S'il existe des biens situés dans le ressort de plusieurs tribunaux, le président du tribunal saisi le premier aura compétence pour prononcer sur le tout.

(1) *Journal officiel-Débats parlementaires,* Conseil de la République, 31 décembre 1948, p. 3748.

« Le président statuant en la forme des référés décidera au fond sur toutes les questions soulevées par l'application de l'alinéa 1er du présent article.

« Les ordonnances du président seront toujours susceptibles d'appel dans le délai de quinzaine à dater du jour de leur signification.

« En cas d'appel, il sera procédé conformément à l'article 809 (§ 4) du code de procédure civile.

« A défaut de versement de la somme due au Trésor dans les trois mois de l'avis adressé par l'administration des domaines à chacun des indivisaires par lettre recommandée avec avis de réception, le président du tribunal civil auquel les alinéas 1er et 2 du présent article attribuent compétence, peut, par simple ordonnance rendue sur la requête du ministère public, autoriser la vente de tout ou partie des biens dépendant du patrimoine confisqué.

« Le prix de vente est, jusqu'à concurrence, imputé sur la somme revenant à l'Etat au titre de la confiscation.

« Les deux alinéas qui précèdent sont applicables toutes les fois que la confiscation porte sur une somme fixe. »

ANNEXE N° 47

(Session de 1949. — Séance du 1er février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à débloquer d'urgence les **crédits** afférents à des **investissements** importants pour la **défense nationale**, présentée par M. Cornu, sénateur. — (Renvoyée à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le vote tardif du budget de 1948 a suspendu, pendant huit mois, la passation de nombreuses commandes pour lesquelles l'industrie avait reçu, officieusement, avis de se tenir prête.

Au moment où la phase des réalisations venait de commencer, sont intervenus des blocages de crédits successifs, arrêtant les activités qui démarraient.

En octobre, premier blocage de crédit, de deux semaines environ, suivi d'un deuxième, le 7 décembre, prolongé jusqu'aux premiers jours de janvier 1949.

Plusieurs administrations, conscientes des graves répercussions de telles mesures dans certains domaines, ont aussitôt procédé à des demandes de dérogations.

Du fait des lenteurs administratives, ces demandes n'avaient pas abouti avant qu'intervienne l'ordre de déblocage qui, d'ailleurs, s'est trouvé suivi d'un troisième blocage, ordonné le 22 janvier 1949.

Les conséquences de ces mesures incohérentes de blocage et déblocage de crédits sont évidentes:

1° Les retards apportés dans la passation des affaires ne sont pas limités à la durée des périodes de blocages: il faut y ajouter les temps de remise en route qui, par suite des lenteurs administratives de plus en plus accentuées, finissent par les doubler;

2° Le fonctionnement de la machine administrative est alourdi par l'accroissement de vaines formalités qui augmentent le découragement chez les fonctionnaires comme chez les industriels. Les affaires traînent: après le déblocage, on attend le prochain blocage. Le rendement administratif devient lamentable;

3° Il en résulte une situation désastreuse pour l'industrie. Déjà, l'absence de programmes de longue durée rendait difficile et coûteuse l'exploitation des entreprises. Il ne leur est même plus possible, actuellement, de compter sur des programmes à brève échéance: les plannings de production sont sans cesse désorganisés, ce qui aura pour effet un accroissement des prix de revient et des charges que, finalement, supportera l'Etat, et risque bientôt d'entraîner le chômage et le mécontentement du monde du travail.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à débloquer d'urgence les crédits afférents à des investissements importants pour la défense nationale.

ANNEXE N° 48

(Session de 1949. — Séance du 1er février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Kalenzaga, Marc Rucart et Nouhoum Sigué tendant à inviter le Gouvernement à accorder au nouveau **territoire de la Haute-Volta** des **crédits** spéciaux suffisants pour lui permettre d'équiper ses **services publics**, par M. Nouhoum Sigué, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le 29 avril 1947, dans la capitale du Soudan, le Président de la République, président de l'Union française, recevait le Yatenga Naba venu de sa résidence de Ouahigouya.

Deux jours plus tard, le président était salué, dans la capitale du Niger, par le chef supérieur du N'Gourma, venu de Fada.

Ces deux visites précédaient l'audience solennelle donnée en grande pompe, par le président de l'Union française, au Moro-Naba, qui, lui, avait dû franchir les limites du territoire de la Côte d'Ivoire pour, de Ouagadougou, se rendre à Niamey.

C'était tout le peuple Mossi qui, par l'organe de ses chefs traditionnels, siégeant dans trois territoires différents, demandait à être regroupé dans ce qui avait été, quinze ans plus tôt, la colonie de la Haute-Volta.

Ce peuple, de plus de 3 millions et demi d'âmes, demandait que la terre de ces ancêtres, sur laquelle il continuait à vivre, ne fût plus morcelée administrativement.

Or, dans les limites de ce qui avait été une colonie distincte dans l'empire français, vivaient aussi d'autres peuples que les Mossis. Il n'y avait pas que la capitale politique, sorte de ville sacrée d'où avait rayonné, depuis le moyen âge, la force unitaire de hautes traditions et d'une organisation sociale fortement charpentée et hiérarchisée. Il n'y avait pas que les chefs-lieux politiques avec les commandements coutumiers. Il y avait des centres économiques que les pistes et puis les routes, le chemin de fer et les camions, les fondations commerciales et même industrielles avaient fait surgir ou grandir dans l'aire d'autres formations ethniques. Il y avait d'autres frères noirs surtout dans la région Bobo. C'est alors que le président de l'Union française devait constater que tous les parlementaires présents s'associaient à la même revendication. A Niamey, parmi les témoins et aussi les soutiens de la requête au président, étaient présents ceux-là qui, comme M. Henri Guissou, devint député de la Haute-Volta ou qui, comme les trois signataires de la présente proposition de résolution, devinrent les trois premiers sénateurs de la Haute-Volta (2).

Peu de temps après, à la date du 16 juillet 1947, le Gouvernement de la République déposait un projet de loi tendant au rétablissement du territoire de la Haute-Volta.

Il y a lieu de signaler que M. Marius Moutet, ministre de la France d'outre-mer, avait déjà pris l'initiative, en 1937, de nommer à Ouagadougou, un administrateur supérieur.

Le projet était adopté par l'Assemblée nationale le 11 août 1947 et le Conseil de la République donnait un avis conforme le 19 août 1947.

M. Henri Guissou, aujourd'hui député de la Haute-Volta, alors conseiller de la République de la Côte d'Ivoire, avait été le rapporteur du projet devant la seconde Assemblée. Il avait fait observer que « tous les peuples voltaïques avaient réussi à s'entendre » et il avait précisé: « cette demande d'autonomie ne signifie pas que nous voulons modifier notre façon de nous conduire vis-à-vis de la France, mais que nous tenons à avoir la place qui nous revient au sein de l'Union française. Cette place est tracée non seulement par la manière dont nous nous sommes ralliés à la France en 1895, mais surtout par la conduite que ce peuple a toujours gardée vis-à-vis de la France ».

Peu après, le *Journal officiel* publiait la loi du 4 septembre 1947 reconstituant la Haute-Volta. Ouagadougou en redevenait la capitale. Les résidences de Ouahigouya et Fada n'Gourma étaient distraites du Soudan et du Niger et rattachées à la Haute-Volta. Presque tout le peuple Mossi et tous les peuples voltaïques étaient regroupés. La Haute-Volta a, maintenant, ses députés à l'Assemblée nationale, ses conseillers à l'Assemblée de l'Union, ses conseillers généraux et, depuis le 16 novembre 1948, ses sénateurs. La reconstitution est aujourd'hui achevée sur le plan territorial, administratif, financier et politique. Il reste à restaurer la Haute-Volta matériellement, c'est-à-dire, et pour le moins, à redonner, à ses services supprimés, leurs bâtiments, leur armature et leur équipement. C'est cette nécessité qui a fait l'objet de la proposition de résolution que nous avons à rapporter.

Nous estimons qu'on ne saurait exposer clairement et complètement nos raisons sans présenter un exposé d'ensemble sur la naissance de la colonie de la Haute-Volta, sur sa suppression et les conséquences dommageables de celle-ci. Ainsi pourra-t-on constater que la population voltaïque n'ayant aucune responsabilité dans les décisions gouvernementales, dans les abandons ou les dévastations de fait qui en sont résultés et, surtout, dans les disparitions ordonnées par l'administration, il apparaît contraire à l'équité de faire supporter au territoire les dépenses de reconstruction et de réinstallation des services. D'autre part, notre rappel historique répondra par avance à ceux qui seraient tenter d'objecter « qu'il n'y avait qu'à ne pas rétablir le territoire de la Haute-Volta ».

La Haute-Volta est le berceau des peuples Mossis. Ses empereurs ont été des alliés de la France dès la première période d'une pénétration qui devait assurer la paix intérieure entre les groupements ethniques du centre africain et particulièrement la sécurité de chacun de ses habitants, de chacune de ses familles. En signant des traités de protectorat avec la France, les chefs traditionnels ont librement manifesté, envers la France, leur confiance et leur amitié. C'est sans combat, sans effusion de sang que le drapeau tricolore a flotté sur la Haute-Volta.

Peuplée, aujourd'hui, de plus de trois millions d'habitants essentiellement agriculteurs et éleveurs, possédant un sous-sol aux richesses encore peu prospectées (minerais de fer, cuivre, or, etc.) dotée d'un nombreux cheptel, supérieur à ses besoins, et qui alimente les marchés anglais de la Gold-Coast et du Nigéria, la Haute-Volta, par une politique de sage compréhension, aurait pu se transformer en un centre de ravitaillement de l'Afrique occidentale française.

(1) Voir les nos: Conseil de la République, 1 (année 1949).

(2) Nous nous devons de signaler que si pareille proposition n'a pas été déposée à l'Assemblée nationale, c'est uniquement en raison du fait que la validation des opérations électorales législatives n'a pas été encore prononcée au Palais Bourbon: ce qui suspend, pour les trois députés de la Haute-Volta, le droit de déposer des propositions. En réalité, tous les députés et tous les sénateurs de la Haute-Volta sont unanimes sur la présente résolution: MM. Henri Guissou, Nazi Boni, Ouedraogo Mamadou, Nouhoum Sigué, Christophe Kalenzaga et Marc Rucart. Nous ajoutons que cet accord s'étend à la totalité de la représentation de la Haute-Volta à l'Assemblée de l'Union française: MM. Conombo, Bouda, Dorange, Nacuzon, Bougouraoua. Une proposition tendant au même but a été déposée sur le bureau de l'Assemblée de l'Union française.

Quant à l'état d'esprit de ses habitants, pacifiques et travailleurs, ayant le sens de l'ordre et de la mesure, nous pouvons dire qu'il a permis, à travers les siècles, la conservation d'un bloc ethnique solidaire et bien caractérisé, justifiant d'une certaine autonomie territoriale.

Sur ce fonds populaire s'est instituée une organisation sociale qui relève, sans doute, du type féodal, mais qui n'en a aucun des défauts, ni aucun des inconvénients. Le respect des coutumes a pu maintenir une hiérarchie et des règles quasi millénaires; celles-ci n'ont jamais été un obstacle aux progrès de toutes sortes comme à l'harmonisation des rapports avec la France. Elles n'ont jamais empêché l'adaptation des réformes nécessaires à l'évolution sociale, économique et culturelle. C'est qu'avant que n'intervînt cette union avec la métropole, puis cette immense association qu'est l'Union française, la coutume des Mossis et celles des autres peuples voltaïques s'appliquaient surtout au caractère naturel, aux assises terriennes et aux besoins matériels des familles, aux rapports de droit et comme à la solidarité sentimentale entre toutes les familles. Les nouveautés se sont surtout imposées du fait qu'aux foyers et aux groupements ethniques s'est ajoutée sur un plan largement africain et ensuite planétaire, une réalité humaine de plus en plus vivante: l'entité de l'Union française. Il n'est pas de région qui ait manifesté une meilleure volonté pour adopter au mieux dans l'intérêt des peuples d'Afrique noire comme dans l'intérêt de toute l'Union française, les coutumes de toujours avec les institutions d'aujourd'hui, les mœurs particulières avec les lois générales.

Sur les raisons profondes de ces réalisations, de ces accommodements, de cet effort mutuel ou l'idéal tient compte du réel, nous ne saurions mieux faire que reprendre quelques paroles du député du Soudan, M. Fily Dabo Sissoko, qui, dans une conférence à Paris, devant un auditoire presque exclusivement composé d'Européens, disait: « Le Soudan a connu, depuis l'antiquité, les empires les plus vastes, les plus forts. Ils se sont écroulés successivement. Un seul a subsisté, à travers tous les autres et à travers tous les siècles: c'est celui des Mossis. C'est parce qu'il n'a pas eu l'orgueil des autres. C'est parce qu'il n'a pas tendu à l'hégémonie. C'est parce que son organisation était adaptée au sol et aux mœurs » (1).

Aussi, le 1er mars 1919, la République française répondait-elle à une exigence naturelle en scindant l'ancien Haut-Sénégal-Niger pour ériger la « Haute-Volta » en territoire autonome.

A peine plus de dix années après sa constitution, la Haute-Volta était lourde de promesses. Une heureuse liaison avait été assurée pour sa vitalité entre les régions les plus riches économiquement (Sud du territoire) et la région la plus peuplée, celle du Centre et de l'Est. Sa forte discipline sociale, son ardeur au travail, son loyalisme foncier qui évitait les heurts, lui avaient permis d'être rapidement au niveau des autres territoires du groupe de l'Afrique occidentale française. La présence française — avec tout ce qu'elle valut à la Haute-Volta, pour la sécurité des habitants, pour la santé publique, pour l'amitié des peuples, pour l'introduction de la culture intellectuelle, pour les créations du génie européen — avait puissamment contribué à ce résultat.

Or, et c'est là que nous abordons l'épreuve dramatique pour la Haute-Volta: toutes ces considérations furent ignorées ou méprisées en 1932 par la décision de suppression et d'écartèlement du territoire. La plus grande partie fut rattachée à la Côte d'Ivoire et devint la région de la Haute Côte d'Ivoire; le reste fut relié administrativement au Soudan et au Niger. Les chefs du peuple Mossi eurent à faire, l'un à Bamako, l'autre à Niamey, et le Moronaba à Abidjan.

La regrettable décision de 1932 n'avait pu être prise que sur la pression d'intérêts particuliers, sans doute bien dissimulés à l'époque. Elle était assurément contraire à l'intérêt général, plus spécialement à l'intérêt français. Si nous reprenions les raisons, sinon les prétextes qui furent plus ou moins clairement donnés, nous les ramènerons à deux objections essentielles: la manque de ressources et le manque de débouchés. Nous avons déjà écrit quelques mots relatifs au chapitre des ressources concernant le cheptel et les richesses du sous-sol. Que n'est-il pas possible de faire pour l'extension de la culture de l'arachide dont il est admis que la production mondiale est loin de « plafonner »? Et n'est-il pas vrai que le Karité est, ou mal, ou insuffisamment exploité? Mais encore, n'est-il pas une ressource considérable dont on ne veut pas tenir compte et qui, précisément, nous fait répondre au second grief relatif au manque de débouchés; nous voulons parler de ce réservoir de main-d'œuvre que constitue la Haute-Volta.

Sans doute, la Haute-Volta ne dispose-t-elle pas d'un grand débouché naturel, mais celui-ci peut être créé par le génie de l'homme. Le grief est invraisemblable dans la mesure où on peut l'appliquer à tant d'Etats strictement continentaux et pourtant en pleine prospérité.

D'autres territoires non plus n'avaient pas de débouchés. Ces derniers surgirent alors de la main des hommes. De quels hommes? Ici, pour une partie, et là, presque exclusivement, des travailleurs voltaïques. C'est ainsi que, tandis qu'on délaissait leur territoire, les peuples voltaïques contribuaient au développement économique de l'Afrique occidentale française.

Nous avons vu les enfants de la Haute-Volta sur les divers sentiers qui ont permis la construction du chemin de fer Dakar-Niger, du Conakry-Niger, de l'Abidjan-Niger, voire du lointain Congo-Océan. Si là où le chemin de fer a été créé il a apporté d'importantes améliorations économiques, il faut rappeler que sa construction est due au travail de nombreux Voltaïques engagés, plus ou moins volontairement, dans les équipes d'une main-d'œuvre indispensable... De grâce, qu'on dise toute la vérité sur la formule « pas de ressources et pas de débouchés », alors que ce sont les ressources humaines de la Haute-Volta qui créèrent dans les autres territoires les débouchés que ceux-ci, non plus, n'avaient pas naturellement.

Pendant quinze années, nous qui avons été au commencement de l'essor économique, nous qui avons permis, un peu partout en Afrique occidentale française, la reconstruction des routes, des voies ferrées et des ports pendant que tout tombait en ruines chez nous, nous devions continuer à travailler pour permettre à nos pères, mères, frères et sœurs de vivre aisément, mais aussi pour le profit des planteurs, dont beaucoup d'ailleurs étaient de nos frères noirs, moins socialement organisés que nous-mêmes. L'administration payait peu ou pas. Aussi, afin d'éviter que la main-d'œuvre ne se dirigeât presque totalement vers les entreprises privées, l'administration résolut-elle de réglementer la répartition de la main-d'œuvre. Il en résulta comme un compartimentage des appels, puis comme une sorte de droit de réquisition des travailleurs, avec les abus qui ont fait parler du travail forcé, et finalement la loi du 11 avril 1946 mettant fin à cette réglementation d'ordre strictement administratif.

Ainsi, les loyaux, fidèles et vaillants peuples voltaïques furent-ils vassalisés par les producteurs des territoires voisins, notamment de la Côte d'Ivoire.

Pendant ces quinze années d'abandon de la Haute Volta, on bâtit en dur dans les autres territoires, on améliora la production agricole et industrielle, on équipa l'économie surtout grâce au travail des fils de la Haute-Volta.

Aussi, dénonçons-nous comme un mensonge les deux motifs de condamnation de la Haute-Volta: manque de ressources et manque de débouchés. Notre protestation est d'autant plus formelle que, sur les possibilités d'économie de la Haute-Volta, nous ne limitons pas nos espérances aux domaines que nous avons déjà indiqués quant à l'agriculture, à l'élevage, à la minéralogie, ni même à l'énorme potentiel que représente le plus grand réservoir d'hommes des territoires de toute l'Afrique française. Notre collègue, M. Doucouré a pu dire du haut de la tribune du Conseil de la République que « la France a des ressources inépuisables dans ses territoires d'outre-mer ». Nous ne pouvons pas donner de bornes à nos calculs d'avenir. Il est navrant, pour un Français d'Afrique de constater que, pour bien des métropolitains, les vrais intérêts de la France s'arrêtent sur les rivages de la Méditerranée. Vous seriez que de telles conceptions sont fausses, même dangereuses. La vraie grandeur de la France, aujourd'hui comme demain, réside dans sa fusion totale, sans équivoque, avec les territoires d'outre-mer dont les intérêts vitaux sont interdépendants. Vous ne sauriez admettre une mutilation, de quelque nature qu'elle soit, de ce patrimoine français qui ne forme qu'un tout. Les territoires d'outre-mer attendent de vous des moyens qui leur permettent de s'équiper et de s'épanouir; et ce ne sera pas le moindre geste de la France qui a choisi pour le développement des races humaines, le lourd privilège dans lequel elle trouve sa récompense, mais dont elle doit accepter des charges.

Ces vérités sont singulièrement manifestes pour la Haute-Volta qui, lors de sa suppression, disposait de services publics: santé, enseignement, économie, P. T. T. etc., qui n'avaient absolument rien à envier aux services similaires des territoires voisins. C'est en plein essor de progrès que la Haute-Volta a été écartelée.

J'en reviens aux précisions qui justifient péremptoirement la demande des trois sénateurs. Leur présentation ne peut que traduire les sentiments du conseil général unanime. Nous vous prions de vous y associer en raison de deux faits à signaler au Gouvernement:

1° Le témoignage de l'effort maximum de la Haute-Volta, qui a réussi à établir un budget en équilibre;

2° L'énorme sacrifice imposé à son nécessaire vital par les reconstructions indispensables: les crédits votés pour celles-ci par le conseil général sont sensiblement égaux, en effet, à ceux qu'exigeaient les dépenses de l'hydraulique agricole.

Nous ne saurions mieux, sur ces deux points, que reprendre les déclarations de M. Pierre Bernard, président de la commission des finances du conseil général.

Dans une interview relative à l'impérieux besoin de l'hydraulique agricole, M. Pierre Bernard constatait qu'il s'agissait d'une question vitale pour la Haute-Volta « vers qui le désert marche lentement mais sûrement », et il précisait: « Dakar nous promettait 40 millions sur ce chapitre, si nous inscrivions pareille somme; ce n'était d'ailleurs pas pour nous une mesure de faveur, puisque l'hydraulique agricole fait partie d'un plan aofien pour lequel la participation de Dakar est de moitié pour tout le groupe de territoires. »

L'interview se poursuivait ainsi:

— Combien avez-vous inscrit?

— Hélas! rien du tout. Déjà notre gouverneur s'est rendu compte de notre difficulté et il a proposé 25 millions au lieu de 40 a inscrire à notre budget. Nous n'avons pas pu faire face à cette dépense. Les 40 millions qu'il eût fallu devaient être employés aux travaux neufs. C'est sur ce second chapitre que je crois devoir protester, car les réalisations étaient inévitables en fait et il était injuste de nous en faire supporter la charge.

Comment injuste?

Sachez d'abord les chiffres exacts que nous y avons consacré: près des 40 millions qui auraient servi à l'hydraulique, exactement 39 millions 637.000 F. Retenez ensuite que nous avions à construire des logements, des dispensaires et des écoles. Mais comprenez enfin — et c'est alors que je dénonce l'injustice — que nous avons pour les travaux neufs à payer lourdement la faute qui ne vient pas de nous et qui fut commise avec le démembrement de la Haute-Volta. Les trois quarts du territoire avec les deux centres principaux Ouadagoudou et Bobo constituèrent lors du démembrement de 1932, la Haute Côte d'Ivoire. Notre capitale fut Abidjan. Le pays Mossi fut la grande réserve d'hommes où forestiers et planteurs vinrent chercher la main-d'œuvre nécessaire à leurs besoins. On assista au pillage systématique des biens transportables de la Haute-Volta. Les meubles du palais du gouverneur furent expédiés sur la côte, de même notre imprimerie et notre usine électrique avec ses moteurs. On n'épargna même pas nos poteaux, nos pylones à l'usage des lignes électriques et téléphoni-

(1) Suite de conférences données à la société théosophique de France en décembre 1917.

ques qui furent réquisitionnés. Notre caisse de réserve fut partagée entre les trois parties prenantes. A l'époque, les logements de Ouagadougou étaient, comme aujourd'hui, en banco; la Côte d'Ivoire estima que leur entretien était trop onéreux, et elle les fit raser. C'est alors que la Haute Côte d'Ivoire commença à sommeiller.

Pourtant, Abidjan avait pris en charge cette Haute Côte d'Ivoire dont les hommes lui étaient tellement nécessaires ?

Je suis depuis assez longtemps en Haute-Volta pour pouvoir affirmer, en témoin direct l'abandon, que le gouvernement d'Abidjan ne fit rien pour nous de 1942 à 1948. Je vais, à ce propos, vous citer un fait significatif. En 1947, à une époque où on ne parlait pas encore de la renaissance de la Haute-Volta, mais où l'on s'entretenait beaucoup du plan, une brochure intitulée « Plan de développement économique de la Côte d'Ivoire » était diffusée. Ceux qui eurent l'occasion de lire cette brochure peuvent certifier qu'on ignorait la Haute Côte d'Ivoire. Elle n'était citée que pour « mémoire ».

Nous ne pouvons que confirmer cette déclaration et particulièrement cette dernière remarque. En vérité, la Haute-Volta n'avait guère connu, pour les avantages de son économie, que l'installation ferroviaire, qui, d'ailleurs, ne concernait pas que son propre intérêt. Dans la conjoncture actuelle, ce serait un non sens si les pouvoirs publics, après nous avoir délibérément contraints à un retard dont les conséquences sont incalculables, devaient nous abandonner à notre sort.

Notre territoire a fait un effort financier inouï et notre conseil général l'a sanctionné. Les impôts, qui constituent la majeure partie des ressources du budget local, ont atteint un pourcentage variable de 65 à 150 0/0 des taux précédents. Un plan d'équipement et de réinstallation du chef-lieu a été minutieusement étudié et établi. Ce plan est rationnel, débarrassé de tout superflu, il est facilement réalisable mais notre budget ne saurait y suffire avant plusieurs années.

Ce plan comporte dans ses grandes lignes:

1° L'adduction d'eau, élément indispensable de la vie dans les chefs-lieux et les grands centres;

2° L'électrification des villes, car, à l'âge atomique où nous vivons, beaucoup de Français d'outre-mer s'éclairent, non pas même au pétrole, mais à l'huile ou au beurre de Karité;

3° L'organisation des services de santé et de l'enseignement (hôpitaux, dispensaires, maternités, écoles, collèges, cours normaux, etc.).

Tous ces problèmes ne souffrent pas d'exception et doivent être résolus sans retard. Songez qu'à Ouagadougou, chef-lieu du territoire, les malades doivent parfois être évacués sur Abidjan, en Côte d'Ivoire, ou Bamako, au Soudan, soit à 800 ou 1.200 kms. Que dire enfin de nos services économiques encore rudimentaires !...

Certes, la Haute-Volta prendra sur elle-même pour assurer sa vie et sa prospérité. Mais comment pourra-t-elle y parvenir, si, en même temps et même d'abord, elle doit supporter la charge de la reconstitution ? C'est à dessein que nous employons ce terme réservé en France aux régions dévastées: car les causes du mal sont extérieures à la Haute-Volta qui n'a pas plus à subir les dommages que les régions dévastées de la métropole pour lesquelles a été proclamé et appliqué le principe de la solidarité nationale. Nous devons ajouter à ce propos, qu'il importe que les reconstructions soient faites en « dur » et non en « banco » afin d'éviter les réfections annuelles particulièrement couteuses. Nous vous demandons en quelque sorte de considérer la Haute-Volta comme l'une des provinces de l'Union Française, comme cette Bretagne, cette Normandie ou cette Lorraine où passa la dévastation; nous vous demandons de faire pour elle ce qui est fait pour les autres provinces. Aussi bien, les crédits spéciaux qui nous sont nécessaires seront-ils bien moins importants que pour beaucoup de départements métropolitains. Aussi bien encore la solidarité aura-t-elle été manifestée d'abord par ces vollaïques au territoire démembré qui constituèrent une des pépinières de l'armée noire dans les terribles jours de la grande épreuve des deux dernières guerres.

Nous nous résumons en disant qu'il ne peut y avoir reconstitution en droit de la Haute-Volta, sans reconstruction et équipement de fait; que le morcellement, les abandons, les destructions ont été décidés et effectués sous l'exclusive responsabilité du Gouvernement et de l'administration; que les réparations ne doivent donc pas être matériellement à la charge de la Haute-Volta; que les peuples voltaïques ont donné, dans la guerre d'hier comme dans la paix d'aujourd'hui, le témoignage de leur fidélité et de leur loyalisme; que pour assurer la remise en route du territoire, le conseil général a accompli un effort extraordinaire sur le plan des sacrifices de chapitres, sur celui des économies ou celui de la fiscalité; que les possibilités du territoire, la densité des populations, la volonté de travail et de paix de tous les Voltaïques autorisent les plus beaux espoirs et permettent de donner aux dépenses de l'Etat la valeur d'un placement d'avenir.

Votre commission de la France d'outre-mer, pour tous ces motifs, vous demande d'adopter la proposition de résolution dont le texte suit:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre toute décision ou à déposer tout projet tendant à libérer les territoires de la Haute-Volta des charges qui lui sont imposées pour la reconstruction des édifices publics et le rééquipement des services.

ANNEXE N° 49

(Session de 1949. — Séance du 1er février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant le Parlement un projet de loi mettant à la charge de l'Etat les **dépenses d'entretien et de fonctionnement** des **établissements publics du second degré** actuellement existants et les **dépenses de construction** des nouveaux établissements, dépenses qui sont jusqu'à présent supportées par les communes, présentée par MM. Pujol, Canivez, Paul-Emile Descomps, Madoumier, Mamadou M'Bodje, Louis Lafforgue et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'enseignement public en France est divisé en trois ordres; de ces trois ordres, seul l'enseignement supérieur est un service complètement national dont les dépenses de personnel et de matériel figurent uniquement au budget général; l'enseignement du second degré (lycées, collèges classiques, collèges modernes, écoles nationales professionnelles, collèges techniques) vit sous un régime mixte: toutes les dépenses de personnel, sauf de rares exceptions, sont à la charge de l'Etat, mais les dépenses d'entretien et de fonctionnement sont tantôt supportées par l'Etat (lycées, écoles nationales professionnelles), tantôt supportées par les communes (collèges classiques, collèges modernes, collèges techniques); quant à l'enseignement du premier degré il est, en ce qui concerne les dépenses d'entretien et de fonctionnement, exclusivement à la charge des communes.

Le but de notre proposition de résolution n'est pas d'unifier intégralement le régime budgétaire de l'enseignement public en France, mesure souhaitable mais qu'il n'est pas encore possible de réaliser dans la situation actuelle, il est, plus modestement, d'unifier ce régime pour l'enseignement du second degré et de mettre à la charge de l'Etat les dépenses d'entretien, de fonctionnement et de matériel des collèges classiques, modernes et techniques.

De nombreux exemples pourraient être cités; nous nous contenterons de quelques-uns; la ville de Pontoise (10.500 habitants) doit faire face à l'entretien d'un collège de garçons et d'un collège de jeunes filles pour lesquels elle est tenue d'inscrire à son budget ordinaire des crédits qui se sont élevés, en 1948, à 2.116.000 F pour le collège de garçons et à 737.000 F pour le collège de jeunes filles. La ville de Montbéliard (14.900 habitants) doit entretenir quatre établissements: un collège classique de garçons, un collège classique de jeunes filles, un collège technique de garçons et un collège technique de jeunes filles; elle vient de voter un crédit de 2 millions pour la remise en état d'un local devant servir au collège technique féminin. Il faut d'ailleurs signaler que ces crédits (exemple de Pontoise) sont purement évaluatifs, qu'ils ne couvrent que les dépenses courantes d'entretien et qu'il y a lieu d'y ajouter les sommes nécessaires aux grosses réparations, aux agrandissements rendus indispensables par l'augmentation de la population scolaire, aux amortissements des emprunts contractés antérieurement pour la construction des bâtiments.

Si l'on veut bien ajouter que ces communes ont, en général, la charge de cours complémentaires qui, bien que dépendant de la direction de l'enseignement du premier degré, sont, eux aussi, des établissements du second degré à caractère général ou régional, l'on conviendra sans peine qu'il est nécessaire d'apporter d'urgence une solution à ce problème afin de défendre et de faire prospérer l'enseignement du second degré, base de la culture française.

A fortiori, ce que nous venons de dire concernant les dépenses d'entretien est valable pour les dépenses de construction d'établissements nouveaux. L'Etat verse aux communes une subvention pouvant atteindre 75 p. 100 du montant des travaux; nous pensons qu'il devrait prendre à sa charge la totalité de la dépense.

A l'heure actuelle, le développement de l'enseignement du second degré contraint les municipalités:

Ou bien à voter des crédits insuffisants et c'est l'enseignement laïque qui en souffre;

Ou bien à surcharger les contribuables locaux, déjà lourdement frappés par ailleurs.

Il en résulte des différences sensibles d'une région à une autre, d'une ville à sa voisine et quelquefois des à-coups pénibles dans la même ville suivant les conceptions financières, ou scolaires, des municipalités qui se succèdent.

Il convient de signaler que ce problème est tellement aigu qu'un grand nombre de municipalités ont sollicité du ministère de l'éducation nationale la transformation de collèges en lycées ou la nationalisation des collèges techniques. Cette solution, heureuse pour les localités qui ont eu le privilège d'obtenir satisfaction — elles sont d'ailleurs peu nombreuses — laisse, hélas! la question en l'état pour les autres localités. Fait plus paradoxal encore, les communes ayant obtenu la prise en charge de leurs établissements par l'Etat sont généralement des villes importantes: Fontainebleau, Saumur, Brive, etc., ayant un budget substantiel, alors que les petites villes, au budget si difficile à équilibrer, ne peuvent pas espérer, du fait du modeste effectif de leurs écoles, une nationalisation de ces dernières.

Nos communes, notre pays, ne peuvent accepter une telle solution fragmentaire; ce qu'il faut c'est un plan d'ensemble, une mesure d'ordre général C'est pourquoi nous vous demandons, pour la justice fiscale entre les villes de nos départements, pour la défense de l'enseignement laïque du second degré, de doter nos collèges classiques, modernes et techniques d'un statut analogue à celui des lycées ou des écoles nationales professionnelles.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer devant le Parlement un projet de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses d'entretien et de fonctionnement des établissements publics du second degré actuellement existants et les dépenses de construction des nouveaux établissements.

ANNEXE N° 50

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, établissant des **servitudes** dans l'intérêt des **transmissions radioélectriques,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.)

Paris, le 1er février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 21 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Afin d'empêcher que des obstacles ne perturbent la propagation des ondes rédioélectriques émises ou reçues par les centres de toutes natures, exploités ou contrôlés par les différents départements ministériels, il est institué certaines servitudes, dans l'intérêt des transmissions radioélectriques.

L'étendue, la nature, le mode d'établissement et le contrôle de ces servitudes sont fixés aux articles suivants.

Art. 2. — Autour de chaque station émettrice ou réceptrice d'ondes radioélectriques utilisant des aériens directifs, ainsi qu'autour des laboratoires et centres de recherches radioélectriques, il peut être créé deux zones de servitudes respectivement dites « zone primaire de dégagement » et « zone secondaire de dégagement ».

Entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 mégacycles par seconde (c'est-à-dire de longueur d'onde inférieure à 10 mètres), il peut être créé une zone de servitude dite « zone spéciale de dégagement ».

Art. 3. — Dans toute zone primaire, secondaire ou spéciale de dégagement, il est interdit, sauf autorisation du ministre dont les services exploitent ou contrôlent le centre, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède une cote fixée par le décret prévu à l'article 4 ci-après.

Lorsque la configuration du terrain le permet, les zones sont divisées en plusieurs parties, une cote particulière étant fixée pour chaque partie.

Dans la zone primaire de dégagement d'un centre radiogoniométrique, il est en outre interdit de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile.

Dans les zones boisées, l'établissement des centres projetés est subordonné à une décision préalable du ministre de l'agriculture constatant que le maintien de l'état boisé n'est pas reconnu indispensable dans le périmètre des servitudes à imposer.

Art. 4. — Les zones qui seront soumises à servitudes sont fixées, avant l'établissement de chaque centre, dans le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, par un plan d'établissement des servitudes après une enquête publique efectuée dans les conditions prévues au règlement d'administration publique visé à l'article 6.

La préparation du dossier d'enquête s'effectue come suit: sur la demande du ministre intéressé, à laquelle est jointe un projet de plan, le préfet désigne par arrêté les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire. Ces agents ont la faculté de pénétrer dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes situées sur le territoire de ces communes.

Après achèvement de l'enquête visée au premier alinéa du présent article, le plan des servitudes qui en résulte est approuvé par décret pris sous le contreseing du ministre dont les services doivent exploiter ou contrôler le centre, sur avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française, ainsi que sous le contreseing du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme.

L'accord préalable du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre de l'agriculture est requis dans tous les cas. Leur accord intervient après avis du comité technique de l'électricité. En cas d'avis défavorable de cet organisme et lorsque le plan oblige à modifier ou supprimer des ouvrages publics, d'intérêt public ou des bâtiments à usage industriel, commercial ou d'habitation, des monuments historiques ou sites classés et protégés par la loi, le plan est soumis à l'approbation du Parlement.

Si l'accord entre les ministres n'intervient pas, il est statué par décret en conseil d'Etat.

Les servitudes portées au plan sont instituées à dater du jour de publication du décret ou de promulgation de la loi; elles sont supprimées ou modifiées selon la même procédure.

Art. 5. — Le décret visé à l'article précédent entraine déclaration d'utilité publique; il fixe en outre:

Le ou les points de repère matérialisant la cote que ne doit pas excéder la partie la plus haute des obstacles fixes ou mobiles, dans les zones primaires et secondaires de dégagement;

Les cotes rapportées au nivellement général que ne doit pas excéder la partie la plus haute des obstacles fixes ou mobiles en chaque partie d'une zone spéciale de dégagement.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique, pris sur le rapport du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, après avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et du comité technique de l'électricité, détermine:

1° La limite supérieure de l'étendue des zones de dégagement;

2° Les modalités suivant lesquelles les plans d'établissement des servitudes sont soumis à enquête publique avant approbation.

Art. 7. — Lorsque l'application de la présente loi entraine la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature en application des articles 518 et 519 du code civil, et à défaut d'accord amiable, l'expropriation de ces immeubles a lieu conformément aux dispositons du décret du 8 août 1935, modifié et complété par le décret du 30 octobre 1935, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Après suppression ou modification des bâtiments ainsi acquis et lorsque les lieux ont été mis en conformité avec les exigences de la présente loi, l'administration peut procéder à la revente des immeubles expropriés, sous garantie d'un droit de préemption aux propriétaires dépossédés et sous réserve du respect par l'acquéreur des servitudes imposées par la présente loi.

Art. 8. — Dans les autres cas, les servitudes instituées par la présente loi ouvrent droit à indemnité s'il en résulte une modification à l'état antérieur des lieux déterminant un dommage direct, matériel et actuel. A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée par le conseil de préfecture.

La demande d'indemnité doit, à peine de forclusion, parvenir au ministre chargé de l'exécution des travaux dans le délai d'un an à compter de la notification aux intéressés des dispositions qui leur sont imposées.

Art. 9. — Les infractions à la présente loi et aux règlements d'administration publique pris pour son application sont passibles d'une amende de 5.000 à 500.000 F.

Sur réquisition du ministère public agissant à la demande du ministre intéressé, le tribunal saisi de la poursuite impartit aux personnes qui contreviennent aux dispositions de la présente loi, sous peine d'une astreinte de 500 à 5.000 F par jour de retard, un délai pour régulariser la situation. Dans le cas où ce délai n'est pas observé, l'astreinte prononcée court à partir de l'expiration dudit délai jusqu'au jour où la situation est effectivement régularisée.

Si cette régularisation n'est pas intervenue dans l'année de l'expiration du délai, le tribunal peut, sur réquisition du ministère public agissant dans les mêmes conditions, relever à une ou plusieurs reprises le montant de l'astreinte même au delà du maximum prévu ci-dessus.

Le tribunal peut autoriser le reversement d'une partie des astreintes, lorsque la situation aura été régularisée et que le redevable établira qu'il a été empêché d'observer, par une circonstance indépendante de sa volonté, le délai qui lui avait été imparti.

En outre, si à l'expiration du délai fixé par le jugement la situation n'a pas été régularisée, l'administration peut faire effectuer les travaux d'office aux frais et risques des personnes civilement responsables.

Les astreintes sont recouvrées par les comptables directs du Trésor, sur réquisition du ministre intéressé ou de son délégué.

Les personnes qui auront été condamnées par application du présent article et qui, dans les trois années qui suivent, commettraient une nouvelle infraction aux dispositions du présent article, seront punies d'une amende de 10.000 à 1 million de francs et d'un emprisonnement de onze jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les infractions à la présente loi pourront être constatées par des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire, les gendarmes et les fonctionnaires assermentés de l'administration intéressée.

Ces procès-verbaux feront foi, jusqu'à preuve contraire. Ils seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

Art. 10. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux départements et aux territires d'outre-mer.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 janvier 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3126, 6004 et in-8° 1529

ANNEXE N° 51

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, établissant des **servitudes** et **obligations** dans l'intérêt des **receptions radioélectriques,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des moyens de communications et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.).

Paris, le 1er février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 21 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélecriques.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.); 3127, 6003 et in-8° 1530.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Afin d'assurer le fonctionnement des réceptions radioélectriques effectuées dans les centres de toute nature, exploités ou contrôlés par les différents départements ministériels, il est institué certaines servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques.

L'étendue, la nature, le mode d'établissement et le contrôle de ces servitudes et obligations sont fixés aux articles suivants.

Art. 2. — Les centres de réception radioélectriques exploités ou contrôlés par les différents départements ministériels sont classés en trois catégories, d'après leur importance, la nature du service qu'ils assurent et leur situation géographique. Le classement de tout centre est effectué sur avis du comité de coordination institué par le décret n° 45-311 du 2 mars 1945, et qui prend le nom de « comité de coordination des télécommunications de l'Union française », par arrêté du ministre dont le département exploite ou contrôle le centre.

Des servitudes dans l'intérêt des réceptions radioélectriques.

Art. 3. — Aux abords de tout centre classé comme il vient d'être dit à l'article 2, il est institué une zone de protection radioélectrique. De plus, pour les centres de 1re catégorie, il est institué à l'intérieur de la zone de protection une zone de garde radioélectrique:

a) Dans la zone de protection radioélectrique, il est interdit aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçue par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre;

b) En outre, dans la zone de garde radioélectrique, il est interdit de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre ou d'apporter des modifications à ce matériel, sans l'autorisation du ministre, dont les services exploitent ou contrôlent le centre.

Art. 4. — Les zones qui seront soumises à servitudes seront fixées, avant l'établissement de chaque centre, dans le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi par un plan des servitudes après enquête publique effectuée dans les conditions fixées au règlement d'administration publique visé à l'article 18.

La préparation du dossier d'enquête s'effectue comme suit:

Sur la demande du ministre intéressé, à laquelle est jointe un projet de plan, le préfet désigne par arrêté les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire. Ces agents ont la faculté de pénétrer dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalents situées sur le territoire de ces communes, ainsi qu'à l'intérieur des propriétés même closes, et des bâtiments, à condition, en ce qui concerne les propriétés closes et les bâtiments, qu'ils aient été expressément mentionnés dans ledit arrêté. Les propriétaires et usagers sont tenus de se prêter aux investigations nécessaires et, notamment, de faire fonctionner à la demande des agents les installations et appareils que ceux-ci considèrent comme susceptibles de produire des troubles. En cas d'opposition, il y sera procédé d'office. Les frais et dommages causés par ces investigations sont à la charge de l'administration.

Après achèvement de l'enquête visée au premier alinéa du présent article, le plan de servitudes qui en résulte est approuvé par décret pris sous contre-seing du ministre intéressé et du ministre de l'industrie et du commerce sur avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et du comité technique de l'électricité.

En cas d'avis défavorable de ces comités, le plan est soumis à l'approbation du Parlement.

Les servitudes portées au plan sont instituées à dater du jour de publication du décret ou de promulgation de la loi; elles sont supprimées ou modifiées selon la même procédure.

Art. 5. — Le décret visé à l'article précédent fixe les servitudes imposées aux propriétaires ou usagers d'installations électriques en fonctionnement dans les zones de protection et de garde radioélectrique au jour de la promulgation du décret, servitudes auxquelles il devra être satisfait dans un délai maximum d'un an à partir de ce jour.

Art. 6. — Dans le cas où l'établissement des servitudes instituées par la présente loi cause aux propriétés ou ouvrages un dommage direct, matériel et actuel, il est dû aux propriétaires et à tout ayant droit une indemnité compensant le dommage qu'ils éprouvent.

La demande d'indemnité doit, à peine de forclusion, parvenir au ministre intéressé dans un délai d'un an à compter de la notification faite aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

A défaut d'un accord amiable entre l'intéressé et l'administration, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du conseil de préfecture.

Des obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques.

Art. 7. — Sur l'ensemble du territoire, y compris les zones de servitudes, la mise en exploitation de toute installation électrique figurant sur la liste dressée par arrêté interministériel pris en application de l'article 17 ci-après est subordonnée à une autorisation préalable. Cette autorisation intervient suivant la procédure prévue aux articles 4 ou 14 de la loi du 15 juin 1906 et aux articles 14 et 15 de la présente loi.

Art. 8. — Tout propriétaire ou usager d'une installation électrique, située en un point quelconque du territoire, même hors de zones de servitudes, et produisant ou propageant des perturbations gênant l'exploitation d'un centre de réception radioélectrique public ou privé, est tenu de se conformer aux dispositions qui lui seront indiquées, en vue de faire cesser le trouble, par le ministre dont les services exploitent ou contrôlent le centre; il doit notamment se prêter aux investigations autorisées par un arrêté préfectoral, réaliser les modifications prescrites et maintenir les installations en bon état de fonctionnement.

Art. 9. — Les frais que motivent les modifications des installations préexistantes incombent à l'administration qui les prescrit dans la mesure où ces modifications excèdent la mise en conformité avec les lois, décrets et arrêtés en vigueur et, notamment, les textes concernant la protection de la radiodiffusion contre les troubles parasites industriels.

Dans les cas où les obligations précitées causent un dommage direct, matériel et actuel au propriétaire ou usager, il est fait application de l'article 6 ci-dessus.

Des mesures d'application.

Art. 10. — Lorsqu'un centre de réception radioélectrique dépend de plusieurs administrations, les pouvoirs conférés par la présente loi sont dévolus aux différents ministres intéressés et les décrets d'application portent leur contreseing.

Art. 11. — Les infractions à la présente loi qui entrent dans la catégorie générale des troubles occasionnés aux auditeurs de radiodiffusion et qui tombent de ce fait sous le coup des textes organisant la protection des auditions, sont constatées par les fonctionnaires assermentés de la radiodiffusion française.

Les autres infactions, en particulier celles relatives au matériel situé dans les zones de servitudes, sont constatées par des fonctionnaires assermentés de la ou des administrations intéressées.

Les propriétaires ou usagers des installations, même situées en dehors de zones de servitudes dans lesquelles ont été constatées des perturbations constituant des infractions aux dispositions de la présente loi et du règlement d'administration publique pris pour son application, sont tenu de prendre toutes les mesures utiles pour faire cesser ces perturbations. S'ils ne le font pas eux-mêmes, il y est procédé d'office par les soins de l'administration, compte tenu des dispositions de l'article 9 ci-dessus.

Art. 12. — Les modalités du contrôle des servitudes et obligations résultant des articles 3, 7 et 8, les conditions dans lesquelles interviennent les autorisations prévues aux articles 3 *b*) et 7 et les pénalités encourues en cas d'infraction sont celles fixées par la loi du 15 juin 1906.

Art. 13. — Les autorisations prévues à l'article 2 de la loi du 15 juin 1906 ne seront accordées qu'avec l'assentiment du ou des ministres intéressés dans tous les cas où, en vertu de la présente loi il y a lieu à autorisation préalable à la mise en service.

Art. 14. — L'avis des ministres dont les services exploitent ou contrôlent des centres de réception radioélectrique est ajouté, le cas échéant, à ceux en conformité desquels sont accordées les autorisations prévues à l'article 4 de la loi du 15 juin 1906.

Art. 15. — Aux conférences prévues à l'article 14 de la loi du 15 juin 1906 prennent part, le cas échéant, les représentants des ministres dont l'administration exploite ou contrôle des centres de réception radioélectrique.

Art. 16. — Les dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 1906 sont applicables aux contraventions concernant le fonctionnement des centres de réception radioélectrique.

Art. 17. — Des arrêtés, pris par le ministre des postes, télégraphes et téléphones et par le ministre de l'industrie et du commerce, après avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et du comité technique de l'électricité, détermineront la liste et les caractéristiques du matériel électrique qui ne peut sans autorisation préalable:

a) Etre mis en service, modifié ou transformé dans une zone de protection ou de garde radioélectrique;

b) Etre mis en service sur l'ensemble du territoire, même hors des zones de servitudes.

Art. 18. — Un règlement d'administration publique, pris sur le rapport du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre de l'industrie et du commerce, après avis du comité de coordination des télécommunications de l'Union française et du comité technique de l'électricité, détermine:

I. — La plus grande distance qui, pour chaque catégorie, peut séparer le périmètre des zones de protection et de garde radioélectrique et les limites des centres.

II. — Les modalités suivant lesquelles les plans d'établissement de servitudes sont soumis à enquête publique avant approbation.

Art. 19. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux départements et aux territoires d'outre-mer.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 janvier 1919.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 52

(Session de 1919. — Séance du 3 février 1919.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale autorisant le Président de la République à ratifier la **convention** relative **au payement des pensions aux victimes de la guerre** conclue le 1er décembre 1917 entre la France et la **Tchecoslovaquie,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1) — [Renvoyé à la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).]

Monsieur le président,

Dans sa séance du 21 janvier 1919, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi auto-

(1) Voir les nos Assemblée nationale (1re législ.), 4232, 6066, 6121 et in-8° 1531.

risant le Président de la République à ratifier la convention relative au payement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 1er décembre 1947 entre la France et la Tchécoslovaquie.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention relative au payement des pensions aux victimes de la guerre conclue le 1er décembre 1947 entre la France et la Tchécoslovaquie et dont le texte est annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 janvier 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 53

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant relèvement du montant des **pensions** allouées aux **sapeurs-pompiers** communaux volontaires, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — [Renvoyé à la commission de l'intérieur (administration générale ,départementale et communale, Algérie).]

Paris, le 1er février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 21 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant relèvement du montant des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi. dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale.
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La pension viagère à laquelle a droit le sapeur-pompier non professionnel attemt en service commandé d une incapacité de travail permanente et absolue, est portée de 21.000 F à 27.000 F pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1947, de 27.000 F à 36.000 F pour la période du 1er janvier au 30 juin 1948 et de 36.000 F à 43.000 F à compter du 1er juillet 1948.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget général, pour l'exercice 1948 (dépenses ordinaires des services civils), en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), un crédit de 5.000.000 F applicable au chapitre 317 « Dépenses de protection civile » du budget de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 janvier 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos Assemblée nationale (1re législ.), 5120, 5067, 5977 et in-8° 1532.

ANNEXE N° 54

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative à la **taxe spéciale** destinée à la **direction de la répression des fraudes** pour assurer la surveillance des **vins à appellation d'origine d'Alsace,** par M. Hoeffel, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 21 décembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi (II-n° 106, année 1948), relative a la taxe spéciale, qui doit permettre à la direction de la répression des fraudes d'assurer la surveillance des vins à appellation d'origine d'Alsace.

Quel est l'objet de ce projet de loi ?

Compléter une lacune de l'ordonnance du 2 novembre 1945, dans lequel les services compelents de Paris ont omis d'insérer le passage essentiel se rapportant à l'affectation de la recette de cette taxe perçue sur les vins d'Alsace Cela est d'autant plus important que cette dernière qui est de 15 F par hectolitre, doit être portée à 30 F.

L'ordonnance du 2 novembre 1945, qui devait, par la suite, servir de base au comité national d'appellation d'origine pour la définition des vins d'Alsace, avait repris le projet de statut élaboré et présenté par l'association des viticulteurs d'Alsace en 1939, projet dont l'objet essentiel était la dénomination des vins d'origine alsacienne.

L'absence de toute indication permettant de déterminer la destination des fonds perçus devait servir de prétexte aux services des finances pour retenir les redevances et les classer provisoirement à la direction générale des contributions indirectes à Paris au bordereau 80 A, compte 37-01 sous la rubrique « Recettes à classer et à régulariser ».

La taxe fournirait les ressources nécessaires à la délimitation de la zone de production de vins d'appellation d'origine régionale « Vins d'Alsace », à laquelle procéderait avec le concours des syndicats viticoles locaux, un arrêté du ministre de l'agriculture.

En attendant et dans la mesure où elle a pu être appliquée, l'ordonnance du 2 novembre 1945 a déjà à enregistrer ses premiers résultats. En effet, la qualité des vins d'Alsace a réalisé de grands progrès. L'engouement qui apparaît dans tous les milieux pour ces vins et la renommée dont ils jouissent sur le marché intérieur et même sur le marché mondial, et sont les meilleures preuves.

La production et le commerce de vin d'Alsace s'accommodant très bien et sans la moindre critique des dispositions de ladite ordonnance, n'ont qu'un désir: c'est que l'on mette à leur disposition des moyens financiers indispensables, qui leur permettraient de faire face aux dépenses que nécessitent l'application de ce texte et, en particulier, la recherche des fraudes et leur répression.

L'adoption de cette proposition de loi permettra à la viticulture alsacienne de faire un pas en avant dans le cadre de la viticulture française, et cela pour l'assainissement de l'économie nationale tout entière.

En conséquence, votre commission de l'agriculture vous demande d'adopter la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — En vue de couvrir les dépenses d'application de l'ordonnance n° 45-2675 du 2 novembre 1945, relative à la définition des appellations d'origine des vins d'Alsace, un prélèvement est opéré sur les produits de la taxe spéciale prévue par l'article 10 de ladite ordonnance.

Ce prélèvement est fixé chaque année par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques et rattaché par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'agriculture (service de la répression des fraudes).

La taxe spéciale est portée à 30 F par hectolitre.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3662, 4630, 5663 et in-8° 1458; Conseil de la République, II-106 (année 1948).

ANNEXE N° 55

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à **porter de 3.000 F à 10.000 F la limite** relative à l'admission de la **preuve testimoniale** pour les **payements de l'Etat,** des **collectivités** et **établissements publics,** par M. Courrière sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'ordonnance du 26 août 1943, publiée au *Journal officiel* n° 65 du 15 août 1944, avait porté à 3.000 F la limite fixée par l'acte dit loi du 16 octobre 1940 à 1.500 F, relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les payements à la charge de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

L'élévation de la somme avait été justifiée par l'augmentation du coût de la vie.

C'est encore en raison de l'augmentation des salaires et des rentes consécutives à l'augmentation du coût de la vie que le Gouvernement demande à ce que cette somme limite soit portée de 3.000 F à 10.000 F.

Cette mesure permet d'autoriser les comptables publics à procéder, sans exiger de quittance authentique, au payement des sommes n'excédant pas 10.000 F, dues à des personnes illettrées ou dans l'impossibilité matérielle de signer. La signature de ces parties est remplacée par la déclaration de ne pouvoir ou ne savoir signer, faite au comptable qui la transcrit sur le titre de payement et la fait approuver par deux témoins assistant au payement.

Il est certain, en effet, que la limite de 3.000 F prévue par le texte du 26 août 1943 ne correspond plus aux réalités actuelles. Dans la plupart des cas, les sommes dues au : retraités, aux salariés, aux titulaires de pensions d'invalidité ou d'ascendants, dépassent largement 3.000 F, ce qui, dans le cas de personnes ne sachant ou ne pouvant signer, entraîne pour elles des retards considérables et des frais élevés puisqu'elles sont tenues de procéder par voie de procuration ou de quittance authentique.

C'est pour ces raisons que votre commission des finances vous demande de donner un avis favorable au projet de loi qui nous est transmis par l'Assemblée nationale et qui tend à porter à 10.000 F la somme dans la limite de laquelle la preuve testimoniale pourra être admise pour les payements effectués pour le compte de l'Etat, des collectivités et des établissements publics et vous demande, en conséquence, de bien vouloir adopter le texte suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Sont portées à 10.000 F les limites relatives à l'admission de la preuve testimoniale qui avaient été fixées à 3.000 F par l'ordonnance du 26 août 1943 pour tous les payements à la charge de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5374, 5745 et in-8° 1451; Conseil de la République, II-91 (année 1949).

ANNEXE N° 56

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la **titularisation** des **instituteurs** et **institutrices intérimaires et suppléants,** par M. Madoumier, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 4 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 3 février 1949, page 122, 3e colonne.)

ANNEXE N° 57

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, établissant les conditions dans lesquelles sont fixées les **taxes intérieures de consommation** visées à l'**article 265** du **code des douanes,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission des finances.)

Paris, le 3 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 3 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi établissant les conditions dans lesquelles sont fixées les taxes intérieures de consommation visées à l'article 265 du code des douanes.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 266 du code des douanes est complété par les dispositions suivantes:

« ...sauf en ce qui concerne les produits pétroliers.

« Si un projet de loi tendant à modifier les tarifs prévus par l'article 265 ci-dessus est déposé par le Gouvernement, avec la procédure d'urgence, celui-ci est autorisé à interdire par décret la mise à la consommation des produits visés par ce projet jusqu'à la mise en vigueur des nouveaux tarifs ou jusqu'à la décision de rejet du projet de loi par le Parlement.

« Une disposition spéciale de ce décret doit en ordonner l'exécution immédiate conformément aux dispositions du décret du 5 novembre 1870 ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6154, 119, 832, 5819, 5995, 6206 et in-8° 1545; Conseil de la République, 43 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6111, 6139, 6273 et in-8° 1552.

ANNEXE N° 58

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de **crédits supplémentaires** au titre du **budget général de l'exercice 1948,** par M. Sarrien, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 4 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 3 février 1949, page 108, 3e colonne.)

ANNEXE N° 59

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à assurer définitivement l'**autonomie de gestion** des **caisses d'allocations familiales** dans le cadre de l'ordonnance du 4 octobre 1945, par M. Abel-Durand, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, entre les deux dernières guerres, la législation sociale française s'est enrichie de deux institutions si fortement intégrées dans notre vie sociale qu'on la concevrait mal aujourd'hui sans allocations familiales ou sans assurances sociales, quelles que soient les critiques, fondées ou non, dont les unes et les autres peuvent être l'objet. Les allocations familiales, plus anciennes en fait, ont été réglementées pour la première fois par la loi du 11 mars 1932; les assurances sociales ont été créées par la loi du 30 avril 1930.

L'institution des allocations familiales était née et s'est développée dans un cadre propre, spécialement adapté à sa fonction sociale qui est d'assurer la péréquation des charges familiales par la compensation d'une fraction du revenu professionnel: les allocations familiales se présentaient comme un complément du salaire. Ainsi par leur origine elles se distinguent essentiellement des autres institutions sociales qui procèdent d'une certaine notion d'assurance.

Cependant, un projet de réforme, soumis pour avis à une commission créée près du ministère du travail par un arrêté du 9 juin 1945 (*Journal officiel* du 15 juin) comportait, en même temps que le principe de l'extension de cette double législation à la population active tout entière, l'unification des organismes chargés d'en assurer l'application. Les caisses d'assurances sociales devaient constituer le pivot du nouveau régime qui, avec les assurances sociales proprement dites, absorberait les allocations familiales.

Au sein de la commission des objections furent présentées par les représentants des caisses d'allocations familiales notamment, contre la confusion de deux législations aussi dissemblables dans leurs bases sociales. Parallèlement le haut comité de la famille et de la population se déclarait résolument partisan du maintien d'une organisation autonome des allocations familiales au sein du cadre général de la sécurité sociale.

Le Gouvernement, soucieux de ne pas contrarier l'essor d'une institution dont la conjoncture économique et démographique commandait au contraire le plein épanouissement, se prononça en faveur de la dissociation des allocations familiales du plan d'organisation envisagé pour la sécurité sociale. Mais l'Assemblée consultative provisoire, saisie du projet, donna, en dépit des réserves de certains de ses membres, un avis nettement favorable au plan d'unification totale.

L'ordonnance du 4 octobre 1945 visait à concilier momentanément les deux thèses.

Dans son article 1er elle consacre l'unité d'organisation de la sécurité sociale « destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou supprimer leur capacité de gain et à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent ». Le dernier alinéa du même article 1er posait le principe de l'extension de ces garanties à d'autres catégories de bénéficiaires.

Mais, dans l'article 2, l'ordonnance dispose dans un alinéa final, qui « à titre provisoire, pour la période au cours de laquelle seront adaptés à leur mission les autres services, prévus par la présente ordonnance, des organismes proposés à la gestion des allocations familiales et de salaire unique », assureront cette gestion.

C'est ainsi qu'ont été mises en place simultanément:

D'une part des caisses de sécurité sociale proprement dites: caisses « primaires » et caisses « régionales » (chap. I et III de l'ordonnance);

D'autre part des « caisses d'allocations familiales » (chap. V de l'ordonnance).

Les unes et les autres uniques pour leur objet respectif dans une même circonscription.

Au sommet, il n'existe qu'une seule caisse nationale dite « caisse nationale de sécurité sociale », mais c'est par une section spéciale qu'elle assure la compensation entre les caisses d'allocations familiales.

L'expérience de trois années a témoigné en faveur de l'autonomie des caisses d'allocations familiales.

A la vérité, le fait que, à la différence du financement de l'assurance maladie, les cotisations aux allocations familiales sont uniquement à la charge des employeurs, ne serait pas suffisant en lui-même pour faire écarter l'unité de caisse puisque les dépenses du risque accident géré par les caisses primaires de sécurité sociale sont exclusivement elles aussi à la charge des employeurs. Mais il y a bien plus: le champ d'application des deux législations ne se superpose pas exactement; les assurances sociales sont propres aux salariés et assimilés; les allocations familiales englobent avec eux les travailleurs indépendants et les employeurs eux-mêmes. Cette différence doit logiquement avoir une répercussion dans la composition des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales, qui, à un autre point de vue encore doit être différenciée, la représentation du corps médical n'ayant pas la même raison d'être dans les seconds que dans les premiers.

Peut-être, en 1945, pouvait-on considérer cet état de choses comme temporaire puisque le dernier alinéa de l'article 1er de l'ordonnance du 4 octobre prévoyait l'extension de l'assurance maladie-maternité-décès-vieillesse aux employeurs et aux travailleurs indépendants qui seraient englobés dans l'appartenance aux mêmes caisses que les salariés. Mais cette perspective s'est singulièrement éloignée depuis la création par la loi du 17 janvier 1948 de caisses vieillesse spéciales aux non-salariés des professions industrielles, commerciales, libérales, artisanales, cette spécialisation s'étant avérée nécessaire pour rendre effectif l'assujettissement à l'assurance vieillesse qui était imposée aux employeurs, artisans et travailleurs indépendants par une loi antérieure.

Enfin, c'est la principale considération à retenir, les préoccupations dominantes, sans être opposées, ne sont pas les mêmes pour les administrateurs de l'assurance maladie-maternité et pour ceux des allocations familiales. Dans l'aménagement des prestations et dans l'utilisation des ressources mises à leur disposition par le fonds d'action sanitaire et sociale, les premiers s'attacheront surtout au traitement et à la prévention des maladies, tandis que les seconds s'orienteront vers le développement des œuvres familiales et sociales.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6018, 6022 et in-8° 1528; Conseil de la République, 30 et 44 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3529, 5183, 5701 et in-8° 1454; Conseil de la République, II-95 (année 1949).

La centralisation présente en elle-même des avantages, pourvu toutefois qu'elle n'excède pas les dimensions compatibles avec une bonne administration, risque qui n'a peut-être pas été entièrement évité dans l'organisation actuelle de la sécurité sociale. La spécialisation a en tout cas elle aussi ses avantages, qui l'emportent non moins certainement quand les différences matérielles des tâches s'accompagnent, sur le plan humain, d'inspirations et d'objectifs d'ordre moral différent, c'est le fond même du problème que nous examinons.

Aussi l'opposition à l'absorption des allocations familiales par les caisses de sécurité sociale, qui s'était manifestée dès avant l'ordonnance du 4 octobre 1945, s'est-elle renouvelée après la mise en application de celle-ci. Elle a pris corps sous la forme d'un mouvement tendant à rendre définitive l'autonomie de gestion des caisses d'allocations familiales qui n'était admise par l'ordonnance qu'à titre provisoire.

L'unanimité ne tarda pas à se faire en ce sens dans les conseils d'administration des nouvelles caisses d'allocations familiales. Leur union nationale, l'U. N. C. A. F., dans ses assemblées générales du 13 février et du 4er décembre 1948, a pris délibération en ce sens. La commission supérieure des allocations familiales a adopté la même position dans sa séance du 6 décembre 1948.

La proposition de loi, adoptée sans débat par l'Assemblée nationale le 20 décembre 1948, après des avis favorables unanimes tant de sa commission du travail et de la sécurité sociale que de sa commission de la famille, a pour objet de supprimer le caractère provisoire de l'autonomie actuelle des caisses d'allocations familiales.

L'alinéa final de l'article 2 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 est modifié en conséquence.

Les autres modifications apportées à l'ordonnance par la proposition de loi consistent toutes dans une adaptation des articles sur lesquels elles portent à la situation créée par la modification essentielle résultant de la nouvelle rédaction de l'article 2.

Dans les articles 3 et 10 qui définissent le rôle des caisses primaires et régionales de sécurité sociale, sont supprimés les alinéas qui prévoient la prise en charge par ces organismes, à compter d'une date à fixer par décret, des fonctions actuellement assumées par les caisses d'allocations familiales.

Les articles 15, 19 et 75 subissent des modifications analogues.

La rédaction de l'article 30 est modifiée pour consacrer au lieu du principe de la cotisation unique destinée à couvrir l'ensemble des charges de la sécurité sociale (dont la réalisation pratique avait été remise par l'ordonnance à une date ultérieure), celui de cotisations distinctes pour couvrir les charges de la sécurité sociale et les allocations familiales dont on doit reconnaître que l'évolution respective depuis 1945 a amplement justifié cette distinction.

Sont inchangés les articles 31 à 35 qui indiquent quelles sont les différentes cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales dont les employeurs sont redevables. Mais l'article 36 est modifié pour substituer aux versements uniques de ces cotisations des versements séparés dont il détermine la périodicité.

Enfin, les articles 37, 38 et 39, relatifs aux déclarations des employeurs, au recouvrement des cotisations et à leur répartition entre les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et la caisse nationale de sécurité sociale sont aussi modifiés, de manière à établir une nette distinction entre les cotisations de sécurité sociale et la cotisation d'allocations familiales.

La proposition de loi ne touche pas aux modalités de recouvrement des cotisations et du contrôle à exercer sur leurs débiteurs. Elle ne fait pas obstacle à l'unité du contrôle et ses dispositions ne seraient même pas incompatibles avec l'unité d'encaissement.

Enfin, si la proposition de loi rend définitive l'autonomie de gestion des caisses d'allocations familiales par rapport aux caisses de sécurité sociale, il ressort de l'analyse même qui vient d'en être présentée qu'elle laisse intacts les pouvoirs dont disposent actuellement les conseils d'administration des deux catégories de caisses dans leur domaine respectif.

En libérant les conseils d'administration des caisses d'allocations familiales de la précarité qui, si faiblement que ce soit, suspendait sur eux-mêmes sa menace, on leur permettra de poursuivre, avec encore plus d'efficacité, une œuvre qui demande au premier chef le sens familial dont ils sont animés.

En conséquence, mesdames et messieurs, votre commission du travail et de la sécurité sociale vous demande d'adopter la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les articles 2, 3, 10, 15, 19, 30, 36, 37, 38, 75 et 79 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 sont modifiés comme suit:

« *Art.* 2. — L'organisation technique et financière de la sécurité sociale comprend:

« Des caisses primaires de sécurité sociale;

« Des caisses régionales de sécurité sociale;

« Une caisse nationale de sécurité sociale;

« Des organismes spéciaux à certaines branches d'activité ou entreprises;

« Des organismes propres à la gestion des prestations familiales. »

« *Art.* 3. — Supprimer l'alinéa *c*).

« *Art.* 10. — Supprimer l'alinéa 4°.

« *Art.* 15. — Supprimer l'alinéa 12.

« *Art.* 19. — La gestion des prestations familiales est assurée par des caisses d'allocations familiales dont la circonscription et le siège sont fixés par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale, compte tenu des circonscriptions territoriales des caisses primaires de sécurité sociale. »

« *Art.* 30. — La couverture des charges de la sécurité sociale et des prestations familiales est assurée, indépendamment des contributions de l'Etat prévues par les dispositions législatives réglementaires en vigueur, par des cotisations assises et recouvrées conformément aux dispositions ci-après. »

« *Art.* 36. — Les cotisations prévues aux articles 31 à 35 ci-dessus et la contribution spéciale prévue par l'ordonnance du 30 décembre 1944 doivent faire l'objet de versement par l'employeur ou, le cas échéant, par le travailleur indépendant, à la caisse primaire de sécurité sociale ou à la caisse d'allocations familiales dans les quinze premiers jours de chaque trimestre si l'employeur occupe moins de dix salariés, ou s'il s'agit d'un travailleur indépendant, et dans les quinze premiers jours de chaque mois, dans les autres cas. »

(La suite de l'article sans changement.)

« *Art.* 37. — Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, toute personne qui a effectué un versement de cotisations au titre du trimestre écoulé fait connaître à la caisse de sécurité sociale et à la caisse d'allocations familiales, pour chacun des intéressés, le montant total des salaires ou gains ayant servi de base au calcul des cotisations et le montant des cotisations correspondantes.

« Des modes particuliers de versement peuvent être prévus pour certaines catégories d'assurés. »

« *Art.* 38. — Un arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale détermine annuellement les bases de répartition des cotisations entre les différents organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales.

« La caisse primaire transmet à la caisse régionale et à la caisse nationale les fractions de cotisations leur revenant respectivement. La caisse d'allocations familiales transmet à la caisse nationale la fraction de cotisation lui revenant. »

(La suite de l'article sans changement.)

« *Art.* 75. — Les dispositions des articles 70 à 74 sont aplicables aux caisses régionales de sécurité sociale. »

« *Art.* 79 (2e alinéa). — Elles pourront être également chargées par décret du recouvrement de tout ou partie des cotisations prévues à l'article 35. »

ANNEXE N° 60

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à fixer, pour 1949, la **valeur en argent** attribuée à chaque espèce de **journée de prestations**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

Paris, le 3 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 3 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à fixer, pour 1949, la valeur en argent attribuée à chaque espèce de journée de prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les décisions éventuellement prises par les conseils généraux, avant le 31 janvier 1949, pour fixer la valeur en argent attribuée pour 1949 à chaque espèce de journée de prestations sont validées. Lorsque, pour une cause quelconque, cette valeur n'aura pas été déterminée à cette date, les impositions seront établies d'après la valeur retenue pour l'exercice 1948.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 61

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Marcel Grimal et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à **accorder** des **facilités de transport aux enfants** des **familles nombreuses**, par M. Bertaud, sénateur (2).

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution, dont nous sommes saisis, rejoint toute une série de projets et de propositions de loi analogues, formulés, tant à l'Assemblée nationale qu'au Conseil de la République, et dont le but est d'aider de façon indirecte, mais efficace, les familles nombreuses

Il est évident qu'en invitant le Gouvernement à accorder des facilités de transport aux enfants des familles nombreuses, ayant dépassé l'âge de dix-huit ans, l'auteur de la proposition se conforme à la politique actuelle appliquée aux foyers les plus chargés en progéniture.

Cette politique figure, d'ailleurs, dans tous les programmes et recueille la faveur de l'unanimité des élus.

En principe, donc, nous n'aurions à formuler aucune objection, ni réserve, à la

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6166, 6190 et in-8° 1553.

(2) Voir le n°: Conseil de la République, 3 (année 1949).

présentation de ce vœu et nous pourrions le considérer comme parfaitement raisonnable, si le caractère technique de notre commission ne nous obligeait pas à faire abstraction de toute sentimentalité pour ne considérer que les conséquences pratiques, c'est-à-dire financières, que peut avoir sa prise en considération.

Que demande notre collègue, M. Grimal, et les cosignataires de la proposition « Que les enfants ayant atteint l'âge de dix-huit ans, qui poursuivent leurs études ou sont atteints d'une maladie incurable ou d'une infirmité les mettant dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié, continuent à bénéficier et à faire bénéficier leurs familles des tarifs réduits dans les transports publics... ».

En se penchant toutefois sur ce texte, il a paru nécessaire à votre commission d'y apporter, en même temps que des précisions qui y manquaient, quelques modifications destinées à limiter son champ d'application.

C'est ainsi que l'unanimité s'est faite pour limiter aux seuls étudiants (qui bénéficient, à ce titre, du régime de la sécurité sociale) et sur le seul parcours qui se situe entre leur résidence et le lieu où ils poursuivent leurs études, le maintien, au delà de dix-huit ans, des tarifs préférentiels qui, lorsqu'ils appartiennent à des familles nombreuses, leur sont reconnus jusqu'à cet âge.

Nous avons en effet pensé que, dans l'esprit de l'auteur du texte, il s'agissait moins d'accorder des facilités pour n'importe quel voyage que de permettre aux jeunes gens poursuivant leurs études de se rendre périodiquement chez eux.

La commission des moyens de communications a également considéré que si l'on pouvait, dans un souci d'équité, accepter — en matière de tarifs des transports — l'équivalence des enfants de familles nombreuses atteints d'une infirmité ou d'une maladie incurable avec les étudiants, du moins convenait-il de limiter cet avantage jusqu'à l'âge normal de la majorité.

Il faut, en effet, admettre que ces cas spéciaux peuvent être aussi relevés dans les familles qui ne rentrent pas dans la catégorie des familles dites nombreuses; si l'on prend comme critère l'infirmité et la maladie, il est hors de doute que l'aide indirecte devrait être accordée à tous sans distinction, par simple souci d'humanité. La limitation aux enfants des familles nombreuses de l'avantage préconisé doit donc être limité dans le temps pour sauvegarder, tout à la fois, les droits de ceux à qui l'on s'intéresse, en même temps que la justice.

Si, moyennant ces réserves, votre commission des moyens de communication est d'accord sur le principe même de la proposition, elle s'en écarte, par contre, en ce qui concerne la possibilité de maintenir ces mêmes facilités aux familles intéressées elles-mêmes.

En effet, qu'il s'agisse des familles d'étudiants ou d'incurables, on doit admettre que, lorsqu'il s'agit des déplacements motivés dans l'intérêt même de l'étudiant ou de l'incurable, l'aide indirecte que l'on sollicite en faveur des familles peut être trouvée par celle-ci, non pas dans une formule générale prêtant à des abus parce que ne profitant qu'à ceux dont les moyens permettent de se déplacer souvent, mais, dans chaque cas particulier, auprès des collectivités locales ou des organismes privés ou publics de sécurité.

En tout état de cause avec ces limitations, il s'agit d'imposer auxdits transports publics, chemins de fer et services routiers, je présume, une charge nouvelle qui se traduira dans le budget d'exploitation par un manque de recettes appréciable.

Or, la convention du 31 août 1937, qui codifie les obligations et droits de la Société nationale des chemins de fer français stipule, à l'article 18, que « le ministre des travaux publics pourra, d'accord avec le ministre des finances, demander à la Société nationale, un abaissement de ces tarifs. Dans ce cas, le Gouvernement demandera immédiatement au Parlement le vote d'un crédit destiné à couvrir la perte de recettes qui résultera pour la Société nationale de l'application de la mesure imposée et dont le montant sera versé à cette dernière. Ladite mesure ne sera mise en application qu'après le vote du crédit prévu ».

A combien se montera cette perte annuelle de recettes? D'après les renseignements qui m'ont été fournis, à 200 millions environ. Il nous faut donc admettre la nécessité de l'inscription au budget du département ministériel intéressé, d'une somme compensatrice égale.

A cette occasion, je me permettrai de vous faire remarquer incidemment qu'il ne s'agira pas là, à proprement parler, d'une « subvention » destinée à assurer l'équilibre d'un budget, mais bien d'un « remboursement » — ce qui n'est pas tout à fait la même chose, la subvention impliquant, en effet, un geste bénévole et opportun qui ne résulte d'aucune obligation et pourrait ne pas être fait, tandis que le remboursement résulte d'une obligation contractuelle dont personne ne peut se dispenser.

Sous le bénéfice de ces observations, que nous serons appelés à développer et à compléter, suivant les circonstances, au cours de ce débat, je vous proposerai de donner un avis favorable à la proposition de résolution, qui nous a été soumise, mais en la rédigeant comme suit:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre toutes dispositions législatives ou administratives pour:

1° Que les enfants des familles nombreuses, ayant atteint l'âge de 18 ans, qui poursuivent leurs études et sont soumis, à ce titre, au régime de la sécurité sociale, continuent à bénéficier des tarifs réduits dans les transports publics; de leur résidence au lieu où ils poursuivent leurs études et dans la limite même de ce parcours;

2° Que les enfants de ces mêmes familles, atteints d'une maladie incurable ou d'une infirmité les mettant dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié, continuent, jusqu'à leur majorité à bénéficier de l'avantage des tarifs réduits dans les transports publics;

3° Qu'en conséquence, les pertes de recettes, résultant de ces nouvelles dispositions pour la Société nationale des chemins de fer français et les services routiers, tenus d'appliquer les tarifs préférentiels aux familles nombreuses, soient compensées grâce à l'inscription d'un crédit correspondant au budget des différents ministères intéressés.

ANNEXE N° 62

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à la suppression de l'article 14 de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 et au **renouvellement du conseil général de la Seine** en même temps que les autres conseils généraux de province, présentée par MM. Bertaud, le général Corniglion-Molinier, Jacques Debu-Bridel, Mme Devaud, MM. Pierre de Gaulle, Jacques-Destrée, Bernard Lafay et Henry Torrès, sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs en 1945, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 45 478, du 24 mars 1945, des élections ont eu lieu, pour la désignation des membres du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine.

Dans son article 1er, cette ordonnance spécifiait de façon formelle que ces élections n'avaient qu'un caractère provisoire. En effet, si pour revenir le plus rapidement possible à la légalité leur urgence était incontestable, l'absence d'une partie importante et particulièrement intéressante du corps électoral (déportés, prisonniers ..) interdisait de leur donner un caractère définitif.

Or, si depuis cette date, et en accord avec ces dispositions, le conseil municipal de Paris a été renouvelé, il n'en a pas été de même pour le conseil général de la Seine (banlieue). La loi n° 47-1733, du 5 septembre 1947, qui fixait le régime électoral pour les élections au conseil municipal de Paris et au conseil général de la Seine, prévoyait bien, dans son article 13, que normalement, le conseil général de la Seine était élu quatorze jours après le conseil municipal de Paris, mais ajoutait ensuite dans un article 14 que les pouvoirs des conseillers généraux de la Seine (banlieue) élus en septembre 1945 étaient prorogés jusqu'à expiration du mandat des conseillers municipaux de Paris élus en 1947.

Rien ne semble justifier *a priori*, la discrimination arbitraire qui a été faite sur le caractère provisoire ou non des assemblées locales élues en 1945.

C'est pour supprimer cette anomalie, et retrouver le régime normal, que nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947, prorogeant les pouvoirs des conseillers généraux de la Seine (banlieue) jusqu'à expiration des pouvoirs des conseillers municipaux de Paris, sont annulées.

Art. 2. — Exceptionnellement en 1949, les conseillers généraux de la Seine seront réélus à la même date que la première série sortante des conseillers généraux de province.

ANNEXE N° 63

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à modifier **l'article 79 de la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, présentée par M. Radius, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 79 de la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement a entendu favoriser les échanges de locaux d'habitation affectés en vue d'une meilleure utilisation familiale des lieux. Le texte a surtout pour effet de permettre aux familles nombreuses de se loger décemment. Il limite cependant les échanges aux locataires ou occupants « bénéficiaires d'un maintien dans les lieux ». Or, l'article 10, 7°, de la loi exclut du maintien les familles qui dans les communes visées aux articles 2 et 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 ne remplissent pas les conditions d'occupation suffisantes. Ces familles étant dans les communes en question pratiquement les seules susceptibles de consentir à un échange, le jeu de l'article 79 sera généralement mis en échec, précisément dans les communes où il paraît être le plus indispensable. Telle n'était certes pas l'intention du législateur. Cependant, le tribunal civil de la Seine (référé loyers) dans un jugement du 17 novembre 1948 (*Gazette du Palais* des 11, 12, 13 et 14 décembre 1948, n° 346 à 349) a estimé que le locataire qui n'occupe pas suffisamment les lieux pour avoir droit au maintien ne peut se prévaloir de l'article 79 pour faire déclarer valable un échange avec un tiers qui remplirait les conditions d'occupation. Le locataire occupant insuffisamment les lieux est donc exposé à être expulsé, sans aucune possibilité de défense. La loi, loin de favoriser une répartition plus rationnelle des locaux d'habitation, facilite au contraire bien des abus. Il importe donc de modifier d'urgence le texte visé.

L'article 79, par ailleurs, ne semble permettre que les échanges directs et réels. Souvent, cependant, une utilisation rationnelle des lieux ne peut être obtenue que par un échange multipartite. La personne seule dans huit pièces prend l'appartement d'une famille logée

dans deux pièces, qui elle-même prend les quatre pièces d'un autre locataire et ce dernier prend les huit pièces. Dans l'état actuel de la législation, chaque coéchangiste est obligé, en cas d'opposition du propriétaire, d'occuper successivement chacun des appartements entrant dans la chaine des échanges. Cette nécessité occasionne des frais et des démarches bien inutiles aux différents coéchangistes. Le texte que nous vous proposons a pour but de mettre fin à cette anomalie.

Enfin, nous estimons que l'échange devrait également être accessible aux familles qui ne peuvent pas faire face aux nouveaux loyers. Ces familles, dans l'impossibilité de se reloger, sont pratiquement astreintes à verser un loyer au-dessus de leurs moyens. Souvent un échange leur permettrait de sortir d'une situation aussi pénible.

Pour ces motifs, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 79 de la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législature relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement est modifié comme suit:

« *Art.* 79. — Tout locataire ou occupant bénéficiaire d'un maintien dans les lieux, tout locataire ou occupant qui dans les communes visées aux articles 2 et 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 ne remplit pas les conditions d'occupation suffisante et qui n'a pas fait l'objet d'une demande d'évacuation pendante en justice ou d'un jugement d'expulsion devenu définitif, est autorisé à échanger les locaux qu'il occupe, en vue d'une meilleure utilisation familiale, sauf le droit pour le propriétaire de s'y opposer pour des motifs reconnus sérieux et légitimes.

« Tout locataire ou occupant, bénéficiaire d'un maintien dans les lieux, est autorisé à échanger les locaux qu'il occupe en vue d'une économie de loyer, ou des charges et prestations locatives, sauf le droit pour le propriétaire de s'y opposer pour des motifs reconnus sérieux et légitimes.

« L'échange peut être direct ou multipartite.

« Chaque échangiste doit au préalable avertir son propriétaire par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Si le propriétaire entend s'opposer à l'échange, il doit, à peine de forclusion, saisir la juridiction compétente aux termes des articles 46 et suivants ci-dessus dans un délai de quinze jours.

« Les échangistes restent respectivement tenus envers leurs propriétaires respectifs de leurs obligations originaires. »

ANNEXE N° 64

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la **titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires et suppléants,** par M. Auberger, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 4 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 3 février 1949, page 123, 2e colonne.)

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6154, 119, 832, 5819, 5995, 6206 et in-8° 1545; Conseil de la République: 43 et 56 (année 1949).

ANNEXE N° 65

(Session de 1949. — Séance du 3 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à fixer, pour 1949, la **valeur en argent** attribuée à chaque espèce de **journée de prestations,** par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 4 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 3 février 1949, page 127, 1re colonne.)

ANNEXE N° 66

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, prorogeant le régime provisoire des **comptes spéciaux du Trésor,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 3 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 3 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi prorogeant le régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Sont prorogées jusqu'à la promulgation de la loi relative aux comptes spéciaux du Trésor de l'exercice 1949, et au plus tard jusqu'au 28 février 1949, les dispositions de la loi n° 48-1975 du 31 décembre 1948 portant régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 67

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, prorogeant le régime provisoire des **comptes spéciaux du Trésor,** par M. Bolifraud, sénateur (3).

Mesdames, messieurs, le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor déposé le 27 décembre dernier n'ayant pu être voté par le Parlement avant le début de l'année, le Gouvernement avait demandé l'autorisation de mettre en application par décret la nouvelle réglementation qu'il proposait au Parlement d'instituer, en attendant que ce dernier se soit prononcé sur le projet.

Vous avez fait droit à cette demande et la loi n° 48-1975 du 31 décembre 1948 portant régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor a autorisé le Gouvernement, jusqu'à la promulgation de la loi définitive et au plus tard jusqu'au 31 janvier 1949 à régler par décret toutes les questions relatives au fonctionnement des comptes spéciaux.

En application de ce texte, un décret en date du 12 janvier 1949 publié au *Journal officiel* du 13 janvier a rendu applicables pour la durée du mois de janvier celles des dispositions du projet de loi qui s'avèraient indispensables pour permettre le fonctionnement des services dont l'interruption ne pouvait être envisagée.

Cependant, le délai dont disposait le Parlement est apparu insuffisant. L'ordre du jour extrêmement chargé des assemblées depuis l'ouverture de la session ne leur a pas permis de mener à leur terme l'examen et la discussion d'un texte particulièrement important.

Le Gouvernement sollicite donc le renouvellement pour un mois de l'autorisation qui lui a été accordée à la fin de l'année dernière.

Le projet de loi que l'Assemblée nationale a transmis au Conseil de la République se borne à proroger jusqu'à l'intervention de la loi relative aux comptes spéciaux et, au maximum, pour une nouvelle durée d'un mois, les dispositions de la loi du 31 décembre 1948.

S'agissant de la simple reconduction d'un texte dont les deux assemblées ont reconnu le caractère nécessaire il y a à peine quelques semaines, il semble que la question ne devrait soulever aucune difficulté et que les mêmes considérations qui vous ont incliné à donner une première fois votre accord pourraient vous conduire à le renouveler.

Tel paraît avoir été le sentiment de l'Assemblée nationale qui, suivant l'avis de sa commission des finances, a voté sans débat le projet de loi que lui avait soumis le Gouvernement.

Cependant, devant votre commission des finances, certains de nos collègues ont fait observer que, dans le décret pris en vertu de l'autorisation qui lui avait été accordée, le Gouvernement avait mis à la disposition des administrations l'intégralité de plusieurs autorisations prévues par le projet de loi. A leur avis, le Gouvernement aurait agi pour placer le Parlement devant le fait accompli.

Pour traduire cette désapprobation, autant que pour réserver l'avenir, M. Diethelm a soumis au vote de la commission un amendement aux termes duquel le découvert de chacun des comptes dits de commerce ne saurait au cours de la période intérimaire, dépasser le montant constaté soit le 30 septembre 1948, soit au moins le 31 décembre 1948.

La majorité de la commission n'a pas cru devoir suivre cette suggestion.

En effet, les autorisations en cause concernant uniquement les découverts que certains services commerciaux sont autorisés à utiliser pour le règlement de leurs opérations.

Or, il ne paraît pas contestable que de tels découverts qui ont le caractère d'avances bancaires constituent pour les services intéressés de véritables fonds de roulement dont l'utilisation ne s'échelonne pas sur l'année, comme ce serait le cas pour un crédit budgétaire qui s'épuise au fur et à mesure des besoins qui se manifestent. Il se peut fort bien que pour tel ou tel service, le découvert ait été déjà très important à la fin de l'an dernier et que les quelques opérations qu'il a traitées au cours des dernières semaines aient eu pour effet de porter, dès à présent, les avances dont il bénéficiait aux environs du plafond prévu par le projet.

Dans ces conditions, la proposition qui consisterait à fixer comme découvert maximum le chiffre atteint à une date déterminée de

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6166, 6190 et in-8° 1553; Conseil de la République: 60 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6238 et in-8° 1554.

(3) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6238 et in-8° 1554; Conseil de la République: 66 (année 1949).

l'an dernier — comme par exemple le 30 septembre ou le 31 décembre — ou bien encore le solde débiteur moyen de l'année, constituerait une solution arbitraire et d'autant plus contestable que la hausse des prix intervenue depuis cette époque doit normalement se traduire par une augmentation du chiffre d'affaires traité par les services en cause.

Les inconvénients d'une formule aussi rigoureuse ne sauraient être trop soulignés. Si, en effet, le plafond ainsi fixé était inférieur au découvert actuel, la nécessité de régulariser sans délai la situation obligerait certains services, soit à suspendre leurs opérations, soit à réaliser une partie de leurs stocks, ce qui serait susceptible d'entraîner des pertes pour le Trésor. C'est ainsi pour ne donner qu'un exemple des situations auxquelles on risquerait d'aboutir que brusquement privée de ressources liquides, l'administration de l'enregistrement pourrait se trouver dans l'impossibilité d'exercer le droit de préemption que lui confère la loi pour lutter contre la fraude.

Aussi bien, le fait de laisser le Gouvernement libre de fixer les plafonds des divers découverts aux chiffres mêmes prévus par le projet de loi n'aboutit pas à priver le Parlement de ses prérogatives. Rien ne s'opposera, lorsque nous disposerons de renseignements comptables et notamment des comptes d'exploitation de ces services, de ramener le plafond de certains découverts à un chiffre inférieur à celui qui nous aura été proposé.

A ce moment le Conseil de la République sera en mesure de prendre sa décision en pleine connaissance de cause alors qu'aujourd'hui il ne pourrait s'agir que d'une décision précipitée susceptible de conduire à de graves mécomptes.

C'est pourquoi votre commission vous propose d'adopter sans modification le texte voté par l'Assemblée nationale:

PROJET DE LOI

Article unique. — Sont prorogées jusqu'à la promulgation de la loi relative aux comptes spéciaux du Trésor de l'exercice 1949 et au plus tard jusqu'au 28 février 1949 les dispositions de la loi n° 48-1975 du 31 décembre 1948 portant régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor.

ANNEXE N° 68

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **relever** les taux de l'allocation aux **vieux travailleurs** salariés, des **pensions de vieillesse et d'invalidité** de la sécurité sociale ainsi que le **plafond des cotisations** d'assurances sociales, d'allocations familiales et d'accidents du travail, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 4 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à relever les taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, des pensions de vieillesse et d'invalidité de la sécurité sociale ainsi que le plafond des cotisations d'assurances sociales, d'allocations familiales et d'accidents du travail.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 3, paragraphe 1er, de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945, modifiée par la loi n° 48-1306 du 23 août 1948, est à nouveau modifié ainsi, avec effet du 1er octobre 1948:

a) 31.000 F...

(Le reste sans changement.)

b) 31.000 F...

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — A titre exceptionnel, pour l'année 1949, les arrêtés prévus aux articles 56, paragraphe 1er, 71, paragraphe 2 et 120, paragraphe 2, de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, modifiée par la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 prendront effet du 1er janvier 1949.

L'application de ces arrêtés ne pourra avoir pour conséquence de porter une pension ou rente de vieillesse, compte tenu du jeu des coefficients prévus aux articles 120 et 121 de ladite ordonnance, à une somme supérieure à 40 p. 100 du chiffre limite fixé en application de l'article 31 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, modifiée pour la détermination des cotisations maxima.

Le même plafond de 40 p. 100 du chiffre limite défini à l'alinéa précédent est applicable aux pensions d'invalidité attribuées aux invalides dont la pension a été liquidée sous le régime du décret-loi du 28 octobre 1935 et à ceux du deuxième groupe visés par l'article 56, paragraphe 2, de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée.

Il est ramené à 30 p. 100 dudit chiffre limite pour les invalides du premier groupe visés à l'article 56, paragraphe 1er, de la même ordonnance.

Art. 3. — § 1er. — Les titulaires d'une pension d'invalidité liquidée avec entrée en jouissance antérieure au 1er janvier 1949 ont droit à la revision de leur pension, avec effet du 1er juillet 1948 ou avec effet de la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure au 1er juillet 1948.

Cette revision s'effectue en multipliant le montant de la pension d'invalidité, tel qu'il résulte de l'application, soit de la loi validée du 26 août 1942 modifiant l'article 10, paragraphes 5 et 6, du décret-loi du 28 octobre 1935, soit de l'article 56 paragraphes 1er et 2, de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée, abstraction faite des différentes dispositions relatives au minimum garanti des pensions:

1° Par un premier coefficient déterminé par le tableau ci-après en fonction de l'année d'immatriculation de l'intéressé:

Liquidations effectuées en:

1930: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 1.

1931: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 1.

1932: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 1.

1933: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 1.

1934: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 1.

1935: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,90.

1936: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,82; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 1.

1937: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,75; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 1.

1938: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,74; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 1.

1939: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,72; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,90.

1940: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,57; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,85.

1941: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,46; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,80.

1942: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,46; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,80.

1943: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 0,41; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,76.

1944: sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,70.

1945: sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,59.

1946: sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,57.

1947: sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 0,48.

2° Par un deuxième coefficient déterminé par le tableau ci-après en fonction de l'année au cours de laquelle a eu lieu l'entrée en jouissance de la pension d'invalidité:

Liquidations effectuées en:

1932: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 20.

1933: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 20.

1934: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 20.

1935: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 20.

1936: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 20.

1937: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 20.

1938: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 19.

1939: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 18.

1940: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 17.

1941: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 16.

1942: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 14.

1943: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 12,5.

1944: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 11 5.

1945: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 9,7.

1946: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 7,8; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 3,2.

1947: sous le régime de la loi validée du 26 août 1942, 6,4; sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 2,8.

1948: sous le régime de l'ordonnance du 19 octobre 1945, 2,4.

§ 2. — L'application des coefficients visés au paragraphe 1er ci-dessus ne peut avoir pour effet de fixer le montant de la pension d'invalidité à un taux inférieur à celui résultant des dispositions de l'article 17, paragraphe 2, de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948, ni à un taux supérieur à l'un de ceux fixés à l'article 2 ci-dessus, alinéas 3 et 4, selon le groupe auquel appartient l'invalide.

§ 3. — Les pensions de veufs et de veuves attribuées au titre de l'article 75 et des paragraphes 1er, 2 et 4 de l'article 117 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, avec entrée en jouissance antérieure au 1er janvier 1949 et calculées sur la pension d'invalidité dont le *de cujus* bénéficiait ou à laquelle il aurait pu prétendre, sont revisées avec effet du 1er juillet 1948 ou avec effet de la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure au 1er juillet 1948, pour tenir compte de la revalorisation dont aurait été affectée la pension d'invalidité du *de cujus* si les dispositions des paragraphes 1er et 2 du présent article lui avaient été applicables.

§ 4. — Les arrêtés prévus à l'article 56, paragraphe 1er de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, modifiée par la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 fixeront les coefficients de revalorisation applicables pour la période postérieure au 31 décembre 1948 aux pensions d'invalidité révisées en application des dispositions des paragraphes 1er et 2 ci-dessus.

Art. 4. — § 1er. — Les pensions d'invalidité et les pensions de veufs et de veuves régies par l'ordonnance n° 45-2410 du 18 octobre 1945 sont revisées sur la base des dispositions des

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5639, 5841, 5900, 5901, 6025 et in-8° 1556.

articles 4, 5, 6, 7, 9 et 10 de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 relatives à la revision des pensions de vieillesse.

Cette revision prend effet du 1er juillet 1948 ou de la date d'entrée en jouissance de la pension si celle-ci est postérieure au 1er juillet 1948.

§ 2. — Les arrêtés visés à l'article 11 de la loi précitée fixeront les coefficients de revalorisation applicables, pour la période postérieure au 31 décembre 1948, aux pensions d'invalidité revisées en application du présent article.

Art. 5. — Par dérogation provisoire et exceptionnelle aux dispositions de l'article 31 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 modifiée et en attendant la remise en ordre de la hiérarchie des salaires, le plafond à retenir pour la détermination du montant maximum des cotisations est fixé à 264.000 F par an avec effet du premier jour du mois suivant la date de promulgation de la présente loi. Un décret pris sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale détermine, sur ces bases, le plafond à appliquer suivant la périodicité des payes.

Art. 6. — L'ensemble des avantages auxquels ont droit ou ouvrent droit les conjoints, veufs et veuves de salariés, en application des articles 68, § 3, 75, 76 et 117, § 4, de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifié, ainsi qu'en vertu des dispositions des articlese 3, §§ 2 et 4, de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 modifiée, et des articles 13 et 14 de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948, en ce que ces dispositions concernent les conjoints âgés de plus de 65 ans ou de 60 ans, en cas d'inaptitude au travail, sont majorés pour être portés, le cas échéant, au taux de l'allocation temporaire.

Les dispositions du présent article ont effet du 1er octobre 1948.

Art. 6 *bis* (nouveau). — Le premier alinéa de l'article 73 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles est complété par les dispositions suivantes :

« Dans le cas où, entre la date de cessation d'activité et le décès de l'assuré, survient une augmentation générale des salaires intéressant la catégorie à laquelle appartenait l'assuré, ce capital est revisé sur la base du salaire normal de cette catégorie au jour du décès. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 février 1949.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 69

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à compléter l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945, en ce qui concerne l'**exercice des professions de médecin, chirurgien dentiste et de sage-femme** par certains **praticiens étrangers,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 4 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 27 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à compléter l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945, en ce qui concerne l'exercice des professions de médecin, chirurgien dentiste et de sage-femme par certains praticiens étrangers.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est intercalé, après le paragraphe 2° de l'article 1er de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945, deux alinéas ainsi conçus :

« Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, le ressortissant d'un Etat étranger, accordant à des médecins, chirurgiens dentistes ou sages-femmes nationaux français, ou ressortissants français, le droit d'exercer leur profession sur son territoire, pourra être autorisé à pratiquer son art en France par arrêté du ministre de la santé publique et de la population, si des accords ont été passés à cet effet avec cet Etat, et si l'équivalence de la valeur scientifique du diplôme est reconnue par le ministre de l'éducation nationale. Ces accords, conclus avec l'agrément du ministre de la santé publique et de la population, devront comporter obligatoirement la parité effective et stipuleront le nombre des praticiens étrangers que chacun des deux pays autorisera à exercer sur son territoire. Les autorisations individuellement, seront données, après avis des organisations syndicales nationales et des ordres intéressés, aux praticiens ayant satisfait à l'examen de culture générale tel qu'il est prévu dans le décret n° 47-158 du 15 janvier 1947, cet examen comportant en plus une épreuve écrite sur la connaissance des lois médico-sociales affectée d'un coefficient égal à celui de la composition française. Elles pourront être retirées à tout moment.

« Lorsqu'un établissement hospitalier, établi sur le territoire français par un organisme étranger, aura obtenu la reconnaissance d'utilité publique, le ministre de la santé publique et de la population pourra autoriser, par arrêté individuel, certains praticiens attachés à cet établissement à exercer leur art en France, par dérogation aux dispositions des paragraphes 1° et 2° ci-dessus et après avis des organisations nationales intéressées. Ces praticiens devront être inscrits au tableau de l'ordre intéressé. Le nombre maximum par établissemnent hospitalier de ces praticiens autorisés sera fixé par arrêté conjoint du ministre de la santé publique et de la population et du ministre des affaires étrangères et l'autorisation ne sera valable que pour la période durant laquelle lesdits praticiens seront effectivement attachés à cet établissement. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 janvier 1949.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 70

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant abrogation de l'acte dit « loi du 31 mars 1942 relative à la **fusion** des **entreprises de desserte** des **îles côtières** et de traversée des estuaires de l'Atlantique », transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 4 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 27 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant abrogation de l'acte dit « loi du 31 mars 1942 relative à la fusion des entreprises de desserte des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique »,

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit « loi du 31 mars 1942 relative à la fusion des entreprises de desserte des îles côtières et de traversée des estuaires de l'Atlantique ».

Toutefois, cette nullité ne porte pas atteinte aux effets découlant de l'application dudit acte antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 janvier 1949.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 71

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, sur les **publications destinées à la jeunesse,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la presse, de la radio et du cinéma.)

Paris, le 4 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 27 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont assujetties aux prescriptions de la présente loi toutes les publications périodiques ou non qui, par leur caractère, leur présentation ou leur objet, apparaissent comme principalement destinées aux enfants et adolescents.

Sont toutefois exceptées les publications officielles et les publications scolaires soumises au contrôle du ministre de l'éducation nationale.

Art. 2. — Les publications visées à l'article 1er ne doivent comporter aucune illustration, aucun récit, aucune chronique, aucune rubrique, aucune insertion présentant sous un jour favorable le banditisme, le mensonge, le vol, la paresse, la lâcheté, la haine, ou tous actes qualifiés crimes ou délits ou de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse.

Elles ne doivent comporter aucune publicité ou annonce pour des publications non soumises à la présente loi.

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 5725, 5980 et in-8° 1537.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 2629, 5946 et in-8° 1512.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3838, 5305, 5813, 6096 et in-8° 1544.

Art. 3. — Il est institué, au ministère de la justice, une commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Cette commission est composée comme suit:

Un membre du conseil d'Etat, désigné par le vice-président du conseil d'Etat, président;

Un représentant du garde des sceaux, ministre de la justice;

Un représentant du ministre chargé de la presse;

Un représentant du ministre de la santé publique et de la population;

Un représentant du ministre de l'éducation nationale;

Un représentant du ministre chargé de la jeunesse;

Deux membres représentant le personnel de l'enseignement public et celui de l'enseignement privé, désignés par leurs organisations syndicales;

Trois membres représentant la presse destinée à la jeunesse, désignés par leurs organismes professionnels;

Quatre représentants des mouvements ou organisations de jeunesse, désignés sur proposition de leurs fédérations, par le conseil supérieur de l'éducation nationale après approbation de la commissionde la presse de l'Assemblée nationale, dans le délai d'un mois à partir de cette désignation;

Un représentant de la commission de la presse de l'Assemblée nationale;

Un représentant de la commission de la justice et de législation de l'Assemblée nationale;

Un représentant de la commission de l'éducation nationale de l'Assemblée nationale;

Un représentant de la commission de la famille, de la population et de la santé publique de l'Assemblée nationale;

Trois représentants des dessinateurs et auteurs désignés par leurs organisations syndicales;

Un père et une mère de famille désignés par l'Union nationale des associations familiales;

Deux magistrats ou anciens magistrats, siégeant ou ayant siégé dans les tribunaux pour enfants, désignés par le conseil supérieur de la magistrature.

La commission est chargée de proposer toutes mesures susceptibles d'améliorer les publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Elle doit signaler aux autorités compétentes les infractions à la présente loi, ainsi que tous agissements ou infractions de nature à nuire, par la voie de la presse, à l'enfance et à l'adolescence. Elle sera en particulier habilitée à proposer aux pouvoirs compétents la liste des publications à caractère licencieux et pornographiques dont l'exposition, soit sur la voie publique, soit à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins, présente un danger pour la jeunesse.

Art. 4. — Toute entreprise ayant pour objet la publication ou l'édition d'un périodique visé à l'article 1er doit être soit une association déclarée, soit une société commerciale régulièrement constituée. Elle doit être pourvue d'un comité de direction d'au moins trois membres. Les nom, prénoms et qualité de chaque membre du comité figurent obligatoirement sur chaque exemplaire.

Le comité de direction comprend obligatoirement:

Trois membres du conseil d'administration choisis par celui-ci, s'il s'agit d'une société anonyme ou d'une association déclarée;

Le ou les gérants, s'il s'agit d'une autre forme de société.

Tout membre du comité de direction doit remplir les conditions suivantes:

1° Etre de nationalité française;

2° Jouir de ses droits civils;

3° Ne pas avoir été l'objet d'une mesure disciplinaire ayant entraîné l'exclusion d'une fonction dans l'enseignement ou dans un établissement public ou privé d'éducation ou de rééducation, à l'exception des mesures disciplinaires prises sous l'occupation et frappant, en tant que tels, des membres de la résistance;

4° Ne pas avoir été l'objet d'une condamnation pour fait de collaboration ou pour délit contraire aux bonnes mœurs, d'une condamnation pour tout crime ou pour vol, abus de confiance, escroquerie ou délit puni par les lois des peines de l'escroquerie, pour soustraction commise par dépositaire public, pour extorsion de fonds ou de valeurs, ou pour recel de chose obtenue à l'aide de ces infractions, ou pour diffamation lorsque, dans ce dernier cas, la condamnation prononcée aura comporté une peine d'emprisonnement;

5° Ne pas avoir appartenu à la direction ou au comité de direction d'une publication périodique visée par l'article 1er et frappée de suspension pour une durée excédant deux mois;

6° Ne pas avoir été condamné antérieurement pour l'une des infractions prévues par la présente loi.

Les entreprises existant à la date de la promulgation de la présente loi ont un délai de six mois à dater de cette promulgation pour se constituer conformément aux dispositions du présent article.

Art 5. — Avant la publication de tout écrit périodique visé à l'article 1er, pour les publications déjà existantes, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, le directeur ou l'éditeur doit adresser au garde des sceaux, ministre de la justice une déclaration indiquant, outre le titre de la publication, les nom, prénoms et adresse du directeur, des membres du comité de direction et, le cas échéant, des membres du conseil d'administration ou des gérants, ainsi que la dénomination et l'adresse de l'association ou de la société.

Tous changements affectant les indications fournies dans la déclaration doivent faire l'objet d'une nouvelle déclaration dans le délai d'un mois.

Art. 6. — Le directeur ou l'éditeur de toute publication visée à l'article 1er est tenu de déposer gratuitement au ministère de la justice, pour la commission de contrôle, cinq exemplaires de chaque livraison ou volume de cette publication dès sa parution, sans préjudice des dispositions concernant le dépôt légal.

Les dispositions du présent article seront applicables dès la publication de la présente loi.

Art. 7. — Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 119 à 129 du décret du 29 juillet 1939 visant les publications contraires aux bonnes mœurs ainsi que des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et de toutes autres dispositions pénales applicables en la matière, toutes infractions aux dispositions de l'article 2 sont punies d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50.000 F à 500.000 F.

Le jugement est publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale, à la *Bibliographie de la France* et dans trois journaux désignés nommément par le jugement. Le tribunal ordonne en outre la saisie et la destruction des publications incriminées. Le tout aux frais du ou des condamnés.

Lorsque l'infraction a été commise par la voie d'une publication périodique, le jugement peut ordonner la suspension de celle-ci pour une durée de deux mois à deux ans.

En cas de récidive, les responsables sont passibles d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 100.000 à 1 million de francs. En outre, s'il s'agit d'une publication périodique, l'interdiction temporaire est ordonnée et l'interdiction définitive peut être ordonnée.

Sont punis des peines prévues à l'alinéa précédent le directeur de publication et l'éditeur qui ont enfreint une décision de suspension ou d'interdiction.

Les associations reconnues d'utilité publique dont les statuts, agréés par le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur, prévoient la défense de la moralité, les associations de jeunesse ou d'éducation pupulaire agréées par le ministre de l'éducation nationale, peuvent, en cas d'infraction aux dispositions de l'article 2, exercer les droits reconnus à la partie civile par les articles 63, 64, 66, 67, 68 et 182 du code d'instruction criminelle.

Art. 8. — Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 100.000 F à 500.000 F quiconque éditera en infraction aux dispositions de l'article 4 une publication visée à l'article 1er.

Art. 9. — Sera puni d'une amende de 50.000 francs à 200.000 F le directeur ou éditeur de toute publication qui enfreindra les dispositions des articles 5 et 6.

Art. 10. — L'auteur d'une fausse déclaration déposée en application de l'article 5 de la présente loi sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 100.000 F à 500.000 F.

Art. 11. — A l'égard des infractions prévues par l'article 2 de la présente loi, les directeurs ou éditeurs seront, pour le seul fait de la publication, passibles comme auteurs principaux des peines portées à l'article 7.

A leur défaut, l'auteur et, à défaut de l'auteur, les imprimeurs et distributeurs seront poursuivis comme auteurs principaux.

Lorsque l'auteur n'est pas poursuivi comme auteur principal, il sera poursuivi comme complice.

Outre les cas prévus à l'article 60 du code pénal, pourront également être poursuivis comme coauteurs, passibles des mêmes peines:

Les auteurs et imrimeurs,

et comme complices:

Les distributeurs.

Art. 11 *bis*. — A l'égard des infractions prévues par l'article 4, seront passibles des peines prévues à l'article 8:

Les directeurs ou éditeurs des publications quelles que soient leurs professions ou dénominations.

.....

Art. 11 *ter*. — L'importation pour la vente ou la distribution gratuite en France des publications destinées à la jeunesse ne répondant pas aux prescriptions de l'article 2 ci-dessus est prohibée à titre absolu.

Est également prohibée à titre absolu l'exportation de ces mêmes publications, lorsqu'elles ont été éditées en France.

Indépendamment des pénalités qui peuvent être infligées en vertu de la réglementation douanière, les importateurs, exportateurs ou transitaires qui auront participé sciemment aux délits visés par l'article 2 seront passibles des peines prévues à l'article 7.

L'importation pour la vente ou la distribution gratuite en France de publications étrangères destinées à la jeunesse est subordonnée à l'autorisation préalable de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Art. 11 *quater* (nouveau). — La vente ou l'offre, couplée avec les publications visées au dernier alinéa de l'article 3 est interdite sous peine des sanctions prévues au premier alinéa de l'article 7 de la présente loi.

Art. 12. — Un règlement d'administration publique pris sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique et de la population, fixera, dans un délai de deux mois, à dater de la publication de la présente loi, les conditions d'utilisation, dans les publications françaises, de flans et dessins de provenance étrangère, et toutes autres modalités d'application de la présente loi, sans préjudice de l'application immédiate des dispositions pénales édictées par l'article 7. En tout état de cause, la surface réservée aux auteurs et dessinateurs français ne pourra être inférieure à 75 p. 100 de la surface totale des publications visées par la présente loi.

Sera passible des peines prévues à l'article 8, qui seront appliquées conformément aux dispositions de l'article 11, toute personne qui aura contrevenu aux dispositions du règlement d'administration publique concernant l'utilisation, dans les publications françaises, de flans et dessins de provenance étrangère.

Art. 12 *bis* (nouveau). — La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de cette application.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 janvier 1949.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 72

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale concernant l'**assurance des marins de commerce** et de la pêche contre les **pertes d'équipement** par suite d'événements de mer, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 4 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipement par suite d'événements de mer.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — En cas de perte d'effets par suite d'événements de mer, les inscrits maritimes, agents du service général, français, indigènes ou étrangers, cotisant à la caisse générale de prévoyance des marins français sont indemnisés par cette caisse dans les limites maxima ci-après:

CATÉGORIES fixées par l'article 13 du texte dit loi du 12 avril 1941.	LONG COURS et grande pêche.	CABOTAGE et pêche au large.	NAVIGATION côtière et pêche côtière.
	francs.	francs.	francs.
1re catégorie	63.000	51.750	28.800
2e catégorie	49.500	42.750	27.000
3e catégorie	45.000	39.150	24.750
4e catégorie	38.700	33.750	21.375
5e catégorie	36.000	29.250	18.000
6e catégorie:			
a) Matelot et novice	28.350	23.850	14.625
b) Mousse	22.500	17.550	11.250

Les indemnités ci-dessus peuvent être majorées des suppléments suivants pour les marins remplissant à bord d'un paquebot ou d'un navire à passagers les fonctions ci-après:

Commandant, médecin, commissaire, 18.000 F.

Commandant en second, chef mécanicien, 11.800 F.

Premier maître d'hôtel, 9.000 F.

Art. 2. — En cas de perte d'instruments ou de documents techniques, il est alloué les indemnités ci-après:

1° Aux capitaines au long cours, capitaines de la marine marchande, capitaines de pêches, capitaines au cabotage, lieutenants au long cours, élèves officiers de la marine marchande, patrons de pêche d'Islande et de Terre-Neuve, pour perte:

D'un sextant, 18.000 F.

D'une jumelle, 6.000 F.

D'ouvrages techniques, 4.000 F.

2° Aux médecins, pour perte de trousse et de livres de médecine, 25.000 F.

3° Aux chefs mécaniciens et officiers-mécaniciens, pour perte:

D'outillage spécial, 4.800 F.

D'ouvrages techniques, 4.000 F.

A dater de l'application de la présente loi, les indemnités ne seront accordées que si, préalablement au départ du navire, l'inspecteur de la navigation reçoit une déclaration des instruments et documents emportés à bord.

Art. 3. — A l'avenir, les taux des indemnités pour pertes d'équipement pourront être modifiés par décret pris par le ministre de la marine marchande et par le ministre des finances et des affaires économiques lorsque l'indice du coût de la vie aura subi une variation de 5 p. 100.

Art. 4. — Les dispositions de la présente loi sont applicables dans le cas de sinistre maritime survenu depuis le 1er décembre 1945 inclus.

L'ordonnance du 8 décembre 1943 et toutes autres dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 1315, 860, 1066, 3854, 5582, 5816 et in-8° 1548.

ANNEXE N° 73

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à porter de quatre-vingts à cent vingt l'**effectif des baudets nationaux,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

Paris, le 4 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 27 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à porter de quatre-vingts à cent vingt l'effectif des baudets nationaux.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'effectif des baudets nationaux est porté de quatre-vingts à cent vingt têtes.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 janvier 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3590, 4631 et in-8° 1536.

ANNEXE N° 74

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à **refuser l'homologation** d'une **décision** votée par l'**Assemblée algérienne** au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative à la **compétence des juges de paix,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 4 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 27 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à refuser l'homologation d'une décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative à la compétence des juges de paix.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative à la compétence des juges de paix, n'est pas homologuée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 janvier 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 75

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à compléter le paragraphe 2° de l'article 1er de l'acte dit **loi** du 24 septembre 1941 **contre l'alcoolisme,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 4 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 2° de l'article 1er de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5575, 5893 et in-8° 1539.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4286, 4674 et in-8° 1519.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le paragraphe 2° de l'article 1er de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme est modifié comme suit:

« 2° Boissons fermentées non distillées, savoir: le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ainsi que les crèmes de cassis ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 76

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, établissant les conditions dans lesquelles sont fixées les **taxes intérieures de consommation** visées à **l'article 265 du code des douanes,** par M. Clavier, sénateur (1).

I

Mesdames, messieurs, jusqu'en décembre 1947 la quasi totalité des taxes qui frappaient les produits pétroliers consistaient en droits de douane.

Les puissances signataires des accords de Genève ont convenu d'une limitation de ces droits. Il a été alors imaginé de suppléer à la diminution des recettes fiscales résultant de ces accords par le jeu de taxes intérieures de consommation.

Ce fut l'objet de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948, articles 265 et 266 du code des douanes, l'article 265 énumérant les produits taxés et fixant les taux ou le montant des taxes, l'article 266 précisant que:

« Les tarifs des taxes intérieures de consommation visées à l'article 265 peuvent être modifiées par arrêté du ministre des finances. »

Vous avez à délibérer sur l'article unique, ainsi conçu, de la proposition de loi votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale.

Article unique. — L'article 266 du code des douanes est complété par les dispositions suivantes:

« ...sauf en ce qui concerne les produits pétroliers.

« Si un projet de loi tendant à modifier les tarifs prévus par l'article 265 ci-dessus est déposé par le Gouvernement, avec la procédure d'urgence, celui-ci est autorisé à interdire par décret la mise à la consommation des produits visés par ce projet jusqu'à la mise en vigueur des nouveaux tarifs ou jusqu'à la décision de rejet du projet de loi par le Parlement.

« Une disposition spéciale de ce décret doit en ordonner l'exécution immédiate conformément aux dispositions du décret du 5 novembre 1870. »

En fait, l'objet du débat est de savoir si le Gouvernement sera privé du droit de majorer ou de diminuer de sa propre initiative les taxes sur les carburants, ce droit devant être restitué sous une forme ou sous une autre au Parlement.

II

Au cours des débats qui ont précédé le vote de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948, le Parlement ne s'est pas posé la question de savoir s'il était de bonne règle ou non, opportun ou pas, de confier au Gouvernement le soin de modifier les tarifs des taxes qu'il venait de fixer. Il semble que cette faculté lui ait été accordée comme découlant normalement des pouvoirs généraux qui sont traditionnellement et pour des raisons d'opportunité accordés au Gouvernement en matière douanière. L'attention du Parlement s'est fixée uniquement sur les prix auxquels les produits pétroliers seraient vendus, compte tenu des taxes dont il avait à fixer les taux ou le montant.

Je signale toutefois que le Conseil de la République avait complété le tarif qui fait l'objet du tableau B, de l'article 265, d'une note en forme de renvoi ainsi conçue:

« Le taux de la taxe intérieure sur l'essence est fixé à 1.435 F, sous la double réserve que le prix de vente au détail n'excède pas 26,50 F, non compris la taxe locale et qu'aucune augmentation de ce prix ne soit prononcée sans que le Gouvernement en ait saisi le Parlement. »

La commission des finances de l'Assemblée nationale accepta le chiffre de 1.435 F mais rejeta les réserves faites par votre Assemblée (séance du 5 janvier 1948).

En fait, le Gouvernement n'a usé qu'une fois de la faculté qui lui avait été donnée de modifier les tarifs. Le montant de la taxe sur l'essence qui avait été fixé à 1.450 F, y compris le droit de timbre douanier, en janvier 1948, a été porté à 1.855,20 F en octobre. Si le montant de la taxe s'est élevé à 2.146,53 F à partir du 1er janvier 1949, c'est par application de la loi du 31 décembre dernier majorant de un décime et demi tous les droits et taxes autres que les impôts directs.

Il est fatal, ou presque, que chaque majoration de la taxe entraine une majoration du prix de l'essence. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la taxe n'est qu'un des éléments de ce prix. Si le prix de l'essence sur le marché intérieur s'est accru depuis janvier 1948, dans une mesure qui a pu paraître excessive, cette augmentation ne procède pas uniquement d'une aggravation de la taxe, encore moins des initiatives gouvernementales en cette matière puisque, nous venons de le dire, le Gouvernement n'a usé qu'une fois en 1948 du droit que lui conférait l'article 266. Il a paru nécessaire à votre commission que vous fussiez parfaitement informés sur ce point A la lecture du tableau suivant:

Tableau indiquant, pour l'année 1948, les variations des éléments constitutifs du prix de l'hectolitre d'essence.

	JANVIER 1948	JUILLET 1948	OCTOBRE 1948	JANVIER 1949
	francs.	francs.	francs.	francs.
Prix de cession au G. A. C.	665 »	1.080 »	1.200 »	1.200 »
Taxe intérieure de consommation	1.450 80	1.450 80	1.855 20	2.146 53
Redevance à l'institut du pétrole	5 10	6 »	6 »	6 »
Frais de transport	100 »	100 »	122 50	122 50
Marge de distribution	210 »	265 20	315 20	345 20
Caisse de compensation	39 15	61 07	85 59	81 42
Taxe de transaction	24 95	29 93	36 51	100 05
Prix de vente aux pompistes	2.495 »	2.993 »	3.651 »	4.200 »
Marge du pompiste	128 50	175 »	210 »	210 »
Taxe de transaction	26 50	32 »	39 »	108 »
Prix de vente au détail taxe locale non comprise	2.650 »	3.200 »	3.900 »	(1) 4.320 »

(1) Taxe de transaction et taxe locale comprises.

Il vous apparaîtra que:

1° Si le prix de l'essence est passé de 26,50 francs, taxe locale non comprise, en janvier 1948 à 32 F en juillet, c'est principalement en raison de ce que le prix de cession au groupement des carburants a été fixé sur la base du dollar à 264 F au lieu de 119 F, les autres facteurs de hausse ayant consisté dans un accroissement de la marge de bénéfice accordée aux distributeurs et aux pompistes;

2° Que l'accroissement du prix de l'essence constaté en octobre (39 F), procède, en outre, de la majoration de la taxe intérieure:

D'une élévation du cours mondial de ce produit,

D'une augmentation des charges de transport ainsi que des marges de bénéfice accordées aux distributeurs et aux pompistes,

Et enfin de l'incidence de la taxe sur les transactions;

3° Que l'établissement du prix à 43,20 F à partir du 1er janvier 1949, résulte, pratiquement dans sa totalité, du vote par le Parlement de la majoration et un décime et demi sur tous les droits et taxes autres que les impôts directs.

L'Assemblée tirera de ces constatations telles conclusions qu'il appartiendra.

III

Pour que soit réservé au Parlement le droit de modifier les tarifs, on a invoqué:

1° que la taxe intérieure de consommation était un impôt; qu'il n'appartient qu'au Parlement d'en établir le principe et d'en fixer le taux;

2° Que les variations des taxes sur les carburants ont une influence directe sur les conditions dans lesquelles peut et doit s'opérer la coordination des moyens de transport; qu'il est impossible de laisser le Gouvernement faire indirectement la coordination par le jeu des taxes et par arrêté ministériel;

3° Que notre approvisionnement en carburant doit être envisagé non pas sous l'angle budgétaire, comme un moyen d'accroître les ressources fiscales, mais sous l'angle économique, comme un facteur de développement de l'économie nationale; que le Parlement doit être maître des décisions à prendre en cette matière.

A ces arguments il a été ou il peut être répondu que la taxe intérieure de consommation n'est en réalité qu'un droit de douane qui a changé de nom; qu'en matière de douane, licence est généralement donnée au Gouvernement de procéder sous le contrôle du Parlement, dans certaines limites et dans le cadre de la politique voulue et indiqué par lui, à des modifications de tarif; que ce qui importe, c'est que le « dernier mot » appartienne au Parlement.

Observation a, en outre, été faite — et l'objection est apparue comme capitale — qu'à la faveur des discussions parlementaires auxquelles donnerait lieu le dépôt de projets de loi portant modification des tarifs en vigueur, de magnifiques carrières seraient ouvertes à la spéculation.

Cette perspective n'a pas manqué d'émouvoir votre commission comme elle avait ému l'Assemblée nationale. Son premier souci a été de rechercher si la procédure dite « du cadenas », instituée par l'article 266 nouveau, permettait de juguler la spéculation. Ce n'est pas là un souci de pure forme. Certes, nul n'ignore que le circuit des carburants est le domaine des trafiquants; c'est précisément la raison pour laquelle les pouvoirs publics doivent à tout prix se garder de leur donner un nouveau champ.

Or, à l'examen des faits, il apparaît bien que la procédure dite du cadenas:

1° N'atteindra pas le but qu'elle vise;

2° Aura des effets qu'elle ne se propose pas.

L'article 266 autorise le Gouvernement à interdire par décret « la mise à la consommation » des produits pétroliers jusqu'à la mise en vigueur des nouveaux tarifs ou jusqu'à décision sur le projet de loi par le Parlement.

Par « mise à la consommation » il faut entendre la sortie en douane. L'interdiction se traduira dans la pratique par l'expédition d'un télégramme officiel à tous les bureaux de douane, ordonnant aux agents de refuser

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législature), 6111, 6139, 6273 et in-8° 1552; Conseil de la République, 57 (année 1949).

tout dédouanement à compter du jour du dépôt du projet de loi. Le système serait peut-être valable si le dédouanement ne s'effectuait qu'à la sortie des raffineries ou dans les ports d'importation. En fait, il s'effectue partout ailleurs et, notamment, dans les « dépôts de vrac » que les compagnies distributrices possèdent en de nombreux endroits répartis sur tout le territoire. Des raffineries ou des ports, l'essence est transférée sous douane dans ces nombreux dépôts; c'est de ces points de distribution qu'elle est livrée, en acquitté, à la consommation. Le dédouanement s'effectue sur la production d'une simple déclaration au bureau de douane dans le ressort duquel se situe « le dépôt de vrac ».

Cela étant, il y a tout lieu de craindre que le gérant du « dépôt de vrac » soit, par un télégramme privé, informé plus tôt que le bureau de douane ne le sera par un télégramme officiel, de l'interdiction prononcée. Il disposera dans la plupart des cas, du temps nécessaire pour déposer valablement la déclaration qui emporte dédouanement de tout ou partie des carburants qu'il possède en stock. Il pourra, également, livrer à la consommation, les produits ainsi dédouanés. La livraison ne sera évidemment que fictive, sous une forme ou sous une autre. Elle ne deviendra réelle qu'une fois la majoration de la taxe décidée et le nouveau prix fixé. Si l'on veut que l'interdiction porte effet, il faudrait à tout le moins, dans le texte de l'article 266, remplacer « mise à la consommation » par « sortie réelle ». Cette interdiction devrait être immédiatement suivie d'un jaugeage des quantités de produits en stock: il n'est pas sûr que les services intéressés soient en mesure d'y procéder. D'une manière ou de l'autre, il est douteux que soit atteint le but qu'on s'est assigné.

Par contre, tous les carburants sous douane ou dans des dépôts de vrac étant bloqués, la discussion parlementaire se prolongeant, les stocks restant chez les « pompistes » étant absorbés, il est parfaitement prévisible que l'approvisionnement normal en carburants ne soit plus assuré: on ne saurait méconnaître cette éventualité.

Parvenue à ce point de son examen, votre commission n'a pas estimé pouvoir retenir une disposition dont l'application, sans donner de garantie certaine contre le danger de spéculation, était susceptible de compromettre, ne serait-ce que pendant vingt-quatre heures, l'approvisionnement en carburants. Elle n'a pas découvert d'autre moyen d'éviter ce double écueil que de laisser au Gouvernement la faculté de modifier les tarifs. En stipulant que les décisions de l'espèce, d'une part, seraient prises par décrets, d'autre part, seraient soumises à la ratification du Parlement, elle a estimé que le texte qu'elle vous propose répond d'une manière satisfaisante au double souci qui ne manquera pas de vous animer: ne rien faire qui soit de nature à donner à la fraude le sceau de la légalité; ne pas laisser prescrire le droit de contrôle du Parlement.

C'est dans cet esprit que votre commission des finances vous propose de donner un avis favorable au texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 266 du code des douanes est complété par les dispositions suivantes:

« Toutefois, en ce qui concerne les produits pétroliers repris au tableau B de l'article 265, les tarifs ne pourront être modifiés que par décrets. Ces décrets seront soumis à la ratification du Parlement immédiatement s'il est réuni, lors de sa séance la plus proche, dans le cas contraire. »

ANNEXE N° 77

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à aménager les modes de **règlement des sinistrés prioritaires** prévus aux articles 9 et 11 de la loi du 31 décembre 1948 sur les maxima budgétaires par **remise de titres de rente 5 p. 100 de l'emprunt national** au lieu et place des titres de la caisse autonome de la reconstruction, présentée par M. René Depreux et les membres du groupe du parti républicain de la liberté et apparentés, sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, en inscrivant dans le préambule de la Constitution, « La nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales », les constituants se sont prononcés pour la réparation équitable des dommages de guerre.

Le principe était facile à poser; il était plus malaisé à appliquer correctement: réparation intégrale des dommages certains, matériels et directs causés aux biens mobiliers et immobiliers par les faits de guerre, fixation d'un programme de priorité excluant les biens dits « somptuaires », élaboration d'un programme des indemnisations en tenant compte des possibilités de l'économie nationale, autant de grandes lignes qui transférées dans la pratique, ne se laissent point insérer dans une législation simple et définitive.

Présentement, il est bien évident que le rythme des indemnisations dépend des moyens mis à la disposition de la caisse autonome de la reconstruction. Pour l'année en cours, la loi du 31 décembre 1948, dite loi des « maxima budgétaires », a fixé à 270 milliards de francs le montant total des ressources de la caisse autonome de la reconstruction; les sommes que les ministères du M. R. U. verseront aux sinistrés en 1949 s'élèvent à 217 milliards 300 millions de francs, chiffre élevé si on le compare aux dépenses des services civils (750 milliards de francs), mais cependant insuffisant eu égard à l'étendue des dommages: 450.000 immeubles entièrement détruits, 700.000 gravement endommagés, 800.000 légèrement atteints. De 1941 à fin 1948, les versements au titre des dommages de guerre ont atteint 235 milliards 677 millions de francs.

C'est pourquoi la loi budgétaire de 1949 a prévu, au profit du Trésor, des « clauses de sauvegarde » dont la principale est celle prévue à l'article 9 ainsi conçu:

« Les indemnités de dommages de guerre afférentes aux reconstructions régulièrement effectuées avant 1947 ou reconnues prioritaires à partir de 1947 en conformité de l'article 7 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946 seront, à compter du 1er janvier 1949, et dans la limite du montant dont le règlement n'est pas différé en exécution de l'article 4 de la loi n° 48-1188 du 25 septembre 1948, payées pour moitié par remise de titres, lorsqu'elles concernent les biens ci-après:

« Immeubles d'habitation appartenant à des personnes morales;

« Biens meubles ou immeubles affectés à un usage industriel;

« Biens meubles ou immeubles affectés à un usage artisanal, commercial ou agricole pour la fraction de l'indemnité de reconstitution excédant 120.000 F pour les biens meubles et 240.000 F pour les biens immeubles;

« Ces dispositions ne s'appliquent pas aux collectivités publiques, établissements publics administratifs, chambres de commerce et d'agriculture, ports autonomes, associations syndicales autorisées, sociétés d'habitations à bon marché

En même temps qu'elle augmente de 60 milliards de francs et de 30 milliards de francs (article 11 de la loi du 31 décembre) les ressources mises à la disposition des sinistrés, celle-ci, observons-le, limitative, restrictive (et rétroactive) leur apporte une gêne considérable; ils ont, en effet, déjà été classés comme prioritaires en 1947 et en 1948, en application de l'article 7 de la loi du 23 décembre 1946 et des programmes prioritaires de reconstruction des établissements sinistrés établis par le comité interministériel du plan de reconstruction.

Par voie de conséquence de l'article 9, des travaux largement entamés vont se trouver contrariés; au lieu d'acomptes pouvant aller jusqu'à 70 p. 100 du montant de l'indemnité de reconstitution, les sinistrés ne recevront que 50 p. 100 des sommes qui leur sont dues en argent: ce qui signifie en fait que les entrepreneurs ne pourront être couverts au maximum que de 50 p. 100 des factures qui leur sont dues. Comme la plupart de leurs dépenses sont immédiates (d'abord et avant tout, le salaire de leur personnel qui représente dans le bâtiment un pourcentage très élevé), le payement par titres inaliénables, incessibles et, dans une large mesure, immobilisables ne peut qu'aboutir à ralentir l'œuvre de la reconstruction déjà cependant bien en retard par rapport à 1919-1924.

Il y a plus. L'article 9 ajoute une nouvelle injustice à ce que l'on pourrait appeler « l'iniquité fondamentale » de la réparation des dommages de guerre. Quels sont ceux qui ont pu, en effet, le plus aisément bénéficier des lois du 28 octobre et 23 décembre 1946? La réponse est facile: ceux qui se sont trouvés en mesure de présenter des factures aux services de la reconstruction, c'est-à-dire, ceux qui détenaient les fonds nécessaires pour engager des frais de réparation sans être aidés au départ d'aucun secours extérieur.

Voilà que la procédure prévue par la loi budgétaire en vigueur va accentuer cette inégalité d'origine entre les sinistrés munis de certaines ressources et ceux qui n'ont pu profiter qu'incomplètement du bénéfice des lois de 1946 parce qu'ils ne possédaient pas au départ les ressources indispensables pour démarrer (nous passons volontairement sous silence le cas des sinistrés moins scrupuleux qui auraient pu obtenir des remboursements grâce à des factures factices).

A notre sens, le payement par moitié prévu aux articles 9 et 11 de la loi du 31 décembre 1948 par remise de titres émis par la caisse autonome de la reconstruction doit être abandonné.

Un emprunt pour la reconstruction et l'équipement à 5 p. 100 est actuellement en cours d'émission. D'ores et déjà, il est certain qu'il procurera au Trésor une somme en argent frais supérieure à 60 milliards de francs, somme égale à celle que la caisse est autorisée à émettre pour couvrir le règlement des indemnités de dommages de guerre concernant:

Immeubles d'habitation appartenant à des personnes morales;

Biens meubles ou immeubles affectés à un usage industriel;

Biens meubles ou immeubles affectés à un usage artisanal, commercial ou agricole pour la fraction de l'indemnité de reconstruction excédant 120.000 F pour les biens meubles et 240.000 F pour les immeubles.

Quant aux souscriptions totales, elles dépasseront largement le chiffre de 100 milliards de francs.

Des aménagements nous apparaissent comme immédiatement possibles. Plusieurs formes pourraient être envisagées:

L'une consistant à augmenter le plafond fixé au payement des indemnités par le jeu des articles 9 et 11;

L'autre — à laquelle nous nous arrêterons — s'analysant dans la substitution aux titres (dont les caractéristiques sont connues aux paragraphes 2, 3, 4, 5 de l'article 11) des rentes 5 p. 100 de l'emprunt national.

Pour les sinistrés, les avantages d'une telle opération sont évidents; notre suggestion ne s'applique en effet qu'aux bénéficiaires de l'article 9. Ils se verront munis de titres négociables, facilement mobilisables, dont le marché sera large, et dont la valeur sera constante puisque le succès de l'emprunt marque le début d'une période d'assainissement financier qui doit se poursuivre dans les mois à venir.

Opération également sans danger pour le Trésor et les finances publiques: ne serait-ce que parce qu'elle porte sur une somme relativement modique, pour l'instant tout au moins; le plafond de 60 milliards de francs énoncé par l'article 11 limite à 5 milliards de francs par mois le montant des titres de rentes qui peuvent être acquis par les sinistrés à titre de remboursement des dommages de guerre.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les articles 9 et 11 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, portant fixation pour l'année 1949 des maxima

des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, sont modifiés comme suit:

« *Art.* 9. — Après le dernier paragraphe ajouter une disposition ainsi conçue:

« Les titres remis en payement pour moitié des indemnités de guerre prioritaires définis au premier alinéa sont constitués par des titres de rente 5 p. 100 de l'emprunt national pour la reconstruction et l'équipement. »

« *Art.* 11. — L'alinéa I de l'article 11 est libellé comme suit:

« La caisse autonome de la reconstruction est autorisée à émettre des titres en 1949, dans la limite de 50 milliards de francs par l'application de l'article 10 ci-dessus. »

(Le reste sans changement.)

ANNEXE N° 78

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à modifier l'**article 55** du **code des pensions militaires** d'invalidité et des victimes de la guerre, présentée par Mme Devaud, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 11 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 27 février 1948 modifiée par la loi budgétaire du 14 septembre 1948 alloue aux veuves de guerre ayant des enfants susceptibles de prétendre à pension principale d'orphelin et à charge (au sens de la législation sur les prestations familiales) des pensions majorées dont le taux spécial est variable.

Ces pensions se cumulent avec les allocations du code de la famille.

Cependant, en cas de décès de la mère, la pension principale des orphelins mineurs est égale à la pension allouée à la veuve non remariée au taux normal.

Il semble juste que la pension de l'orphelin complet soit égale à la pension réellement allouée à la veuve, et ceci, que le taux spécial des pensions, dans le cas des enfants à charge, présente le caractère d'une prestation familiale complémentaire ou celui d'une réparation particulière pour la famille victime de guerre.

Aussi vous demandons-nous de préciser les termes de l'article 55 du code des pensions, dont une interprétation large aurait d'ailleurs suffi à consacrer la solution qui vous est proposée:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 55 du code des pensions militaires et des victimes de la guerre annexé au décret 47-2084 du 20 octobre 1947 est complété ainsi qu'il suit:

« Au cas du décès de la mère ou lorsqu'elle est déchue de ses droits ou inhabile à les exercer, la pension principale des orphelins mineurs est égale à la pension allouée à une veuve non remariée, aux taux spéciaux prévus à l'article 51, 2e alinéa. »

ANNEXE N° 79

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à **réaliser immédiatement la perequation des pensions** prévue par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme et à **verser de toute urgence les acomptes** fixés par le décret n° 48-1575 du 9 octobre 1948, présentée par MM. Hippolyte Masson, Auberger, Dassaud, Amadou Doucouré, Pierre Marty, Charles Okala, Patient et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le 20 septembre 1948 le Parlement votait la loi n° 48-1450 portant réforme du régime des pensions et s'honorait de réaliser ainsi une promesse très ancienne faite aux vieux serviteurs de l'Etat: leur permettre une vie décente en instituant la péréquation des pensions civiles et militaires.

Le vote de cette loi tant attendue a eu un retentissement immense chez les retraités de tous ordres qui, pour la première fois, voyaient aboutir une de leurs légitimes et justes revendications.

Quelques jours après, un décret, daté du 9 octobre, indiquait les modalités du versement d'un acompte sur péréquation, le Gouvernement s'étant rapidement rendu compte de l'énorme travail que nécessiterait la remise en ordre de toutes les pensions, chaque dossier devant être examiné séparément.

Pourquoi, dans ces conditions, de nouvelles inquiétudes ont-elles succédé, chez les retraités, aux espoirs que la loi et le décret avaient fait naître ?

D'abord parce que le décret du 9 octobre ne devait venir en application que le 1er janvier et que les trois mois d'attente ont paru bien longs aux retraités dont la patience avait si souvent été mise à l'épreuve dans les années passées.

Ensuite parce que l'acompte de janvier n'a pas encore été versé à tous les retraités et que rien n'est plus déprimant — et matériellement pénible — qu'attendre encore alors que d'autres ont déjà été servis.

Nous reconnaissons volontiers l'effort du Gouvernement, nous le trouvons cependant encore trop long et trop incomplet.

M. le ministre des finances, répondant à notre camarade Albert Lamarque, a dit au Conseil de la République le 3 février dernier: « En ce qui concerne les retraites, notre collègue sait l'effort particulier qu'a tenté le Parlement, avec le concours entier du Gouvernement, pour faire voter d'extrême urgence la nouvelle loi sur les retraites. La mise en place a mis quelque lenteur et j'ai dû agir d'une façon particulière auprès de mes services pour permettre le payement du premier acompte. Le payement d'un second acompte est actuellement prévu et je pense qu'ainsi satisfaction pourra être donnée aux retraités. J'étudie d'ailleurs une organisation du service qui puisse, de façon expédiente, permettre la réalisation aussi rapide que possible de la péréquation prévue par la loi. »

Nous prenons acte avec satisfaction des déclarations de M. le ministre des finances, mais elles nous paraissent tellement semblables à celles qui ont été faites au mois de septembre dernier que nous croyons nécessaire pour le Parlement de manifester à nouveau sa volonté.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à réaliser immédiatement la péréquation des pensions prévue par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme et à verser de toute urgence les acomptes fixés par le décret n° 48-1575 du 9 octobre 1948.

ANNEXE N° 80

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 31 mars 1937, pris en application de la loi du 21 juin 1936, les mesures réglementaires propres à assurer **l'ouverture d'un service de change** dans les **établissements de finance, de crédit** et de **change** pour satisfaire aux besoins des **touristes étrangers,** présentée par **M.** Alex Roubert, sénateur. — (Renvoyée à la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, sur l'initiative des divers organismes qui s'intéressent au développement de cette ressource essentielle de notre économie que représente le tourisme, comme aussi grâce à l'action des pouvoirs publics, un ensemble de mesures intéressantes ont été prises pour assurer aux hôtes de la France les meilleures conditions de séjour.

Si de très larges progrès ont été réalisés à cet égard, certains détails qui ont cependant leur importance n'ont pas reçu de solution. Celui que la présente proposition a pour objet de signaler à l'attention du Gouvernement et plus particulièrement à MM. les ministres des finances, du travail et des travaux publics et du tourisme, revêt une grande importance malgré son caractère apparemment secondaire.

En effet, il est un fait constant: c'est qu'un très grand nombre de touristes étrangers commencent leur séjour pendant le week-end; de plus, il se trouve que beaucoup d'étrangers ont retrouvé le chemin de notre pays pour ce court séjour de quarante-huit heures que l'on désigne par cette expression anglaise. Or, c'est justement le samedi que les guichets des établissements financiers sont fermés, ce qui ne manque pas d'être la source de cruels ennuis pour nos hôtes étrangers dépourvus de devises françaises. Cette situation très gênante pour eux, particulièrement dans les zones frontières, les conduit, soit à renoncer à leurs projets, ce qui est très regrettable, soit encore à recourir à des personnes ou organismes sans responsabilité qui profitent de cette situation pour réaliser des spéculations assez malhonnêtes, dont font les frais non seulement les étrangers qui les subissent, mais également notre économie nationale qui est privée des moyens d'échange résultant de ces opérations.

Divers organismes se sont émus de cet état de choses et ont demandé au Gouvernement d'y porter remède. Je pense qu'il est d'autant plus nécessaire de le faire que les moyens d'y parvenir sont à pied-d'œuvre. En effet, la loi du 21 juin 1936 sur les quarante heures que l'on pourrait objecter en la matière n'est pas un obstacle puisqu'aussi bien le décret du 31 mars 1937 (*Journal officiel* du 3 avril 1937, p. 3853) a prévu expressément la possibilité de cette dérogation. Son article 2 comporte les deux paragraphes suivants:

« Toutefois, un service de change pourra être maintenu pendant les périodes de repos dans certains établissements ou partie d'établissements désignés par arrêté ministériel, pris après consultation des organisations syndicales patronales et ouvrières intéressées, et dans les conditions fixées par cet arrêté.

« Dans les localités où le repos du samedi ou du lundi serait préjudiciable au public, un arrêté du préfet, pris après consultation des organisations d'employeurs et d'employés intéressés pourra fixer un autre jour de repos ».

Ces dispositions donnent aux pouvoirs publics le moyen de trouver des modalités assez souples pour aboutir à des solutions convenables.

Les organisations syndicales très favorables au présent projet souhaitent trouver une solution au problème dans une application appropriée au décret du 31 mars 1937 qu'ils considèrent comme la charte de leurs horaires. Je pense donc que le Gouvernement, désireux de répondre à l'objet de ma proposition, voudra bien trouver les moyens de la satisfaire et qu'à cette fin l'ensemble du Conseil apportera son approbation à la proposition.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, souhaitant que les touristes étrangers trouvent en France toutes les facilités utiles à leur séjour, invite le Gouvernement à prendre par la voie réglementaire les dispositions nécessaires pour assurer l'ouverture d'un service de change dans les établissements financiers les jours de fermeture de ces établissements.

ANNEXE N° 81

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la **suppression** de l'**article 14** de la **loi** n° 47-1733 **du 5 septembre 1947** et le **renouvellement** du **conseil général** de la **Seine** en même temps que les autres conseil généraux de province, présentée par MM. Bertaud, le général Corniglion-Molinier, Jacques Debu-Bridel, Mme Devaud, MM. Pierre de Gaulle, Jacques-Destrée, Bernard Lafay et Henry Torrès, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, en 1945, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 45-478, du 24 mars 1945, des élections ont eu lieu, pour la désignation des membres du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine.

Dans son article 1er, cette ordonnance spécifiait de façon formelle que ces élections n'avaient qu'un caractère provisoire. En effet, si pour revenir le plus rapidement possible à la légalité, leur urgence était incontestable, l'absence d'une partie importante et particulièrement intéressante du corps électoral (déportés, prisonniers...) interdisait de leur donner un caractère définitif.

Or, si depuis cette date, et en accord avec ces dispositions, le conseil municipal de Paris a été renouvelé il n'en a pas été de même pour le conseil général de la Seine (banlieue). La loi n° 47-1733, du 5 septembre 1947, qui fixait le régime électoral pour les élections au conseil municipal de Paris et au conseil général de la Seine, prévoyait bien, dans son article 13, que normalement, le conseil général de la Seine était élu quatorze jours après le conseil municipal de Paris, mais ajoutait ensuite, dans un article 14, que les pouvoirs des conseillers généraux de la Seine (banlieue) élus en septembre 1945 étaient prorogés jusqu'à expiration du mandat des conseillers municipaux de Paris élus en 1947.

Rien ne semble justifier, *a priori*, la discrimination arbitraire qui a été faite sur le caractère provisoire ou non des assemblées locales élues en 1945.

Pour supprimer cette anomalie et retrouver le régime normal, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à provoquer l'abrogation de l'article 14 de la loi n° 47-1733, du 5 septembre 1947, prorogeant les pouvoirs des conseillers généraux de la Seine, et à prévoir, en 1949, des élections pour le conseil général de la Seine en même temps que le renouvellement de la première série sortante des conseillers généraux de province.

ANNEXE N° 82

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant les conditions de **désignation** de la **délégation** française au **corps consultatif européen,** présentée par M. de Maupéou, sénateur. — (Renvoyée à la commission des affaires étrangères).

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le communiqué publié à Londres par le Conseil des Cinq à l'issue de sa réunion de la fin du mois de janvier a précisé que ses membres s'étaient mis d'accord « pour établir un Conseil de l'Europe, composé d'un comité ministériel qui se réunira en privé et d'un corps consultatif dont les réunions seront publiques ».

L'importance de ce texte ne vous aura certainement pas échappé.

Il constitue la première tentative de réalisation, dans le domaine des institutions, pour construire une fédération européenne capable, dans l'hypothèse la plus favorable, d'assurer aux pays de notre vieux continent l'indépendance, la prospérité et la paix.

Quelle que puisse être l'opinion de chacun de nous sur l'efficacité des institutions qui vont être ainsi fondées nous ne saurions nous désintéresser de cette fondation.

Or la commission permanente, chargée par le Conseil de « mettre au point les décisions de principe » qu'il avait prises, a précisé, au cours des suggestions qu'elle a formulées, le 6 février, que chaque gouvernement déciderait de la procédure à adopter pour la désignation des représentants de son pays.

La procédure à adopter pour la France ne saurait être définie sans l'assentiment du Parlement.

Le corps consultatif qui va voir le jour n'aura, sans doute, pour ses débuts, à donner son avis que sur des sujets très limités tels, par exemple, que l'extension d'accords douaniers déjà existants. Mais il peut être appelé, par la suite, à se voir consulter sur un terrain plus vaste; jusqu'au jour où — l'avenir en décidera — étant amené à fonder la législation qui pourrait être commune, en certains domaines, aux pays membres de la fédération, de simple corps législatif il se changerait en véritable parlement européen.

C'est la raison pour laquelle il importe de mettre au point, dès l'origine, la procédure de désignation la plus exhaustive et la plus propre à répondre, par avance, aux possibilités de transformation d'un tel organisme.

La méthode qui s'impose, dans notre pays, est évidemment de confier cette désignation aux suffrages du Parlement. Si l'Assemblée nationale qui représente valablement l'ensemble des citoyens doit être consultée dans la circonstance, le Conseil de la République doit l'être également: représentant les collectivités locales, il apparaît particulièrement habilité à désigner les représentants de la collectivité nationale.

De plus, il semble nécessaire de donner à certains grands corps de l'Etat, ainsi qu'à certains groupements professionnels, syndicaux ou culturels que leur rôle autorise à prendre part à la construction européenne, la possibilité d'être représentés au sein de ces nouvelles institutions.

En conséquence, et afin d'indiquer au Gouvernement la voie où notre Conseil désire le voir s'engager, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer un projet de loi confiant la désignation des délégués de la France au corps consultatif européen aux suffrages de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République, qui devront choisir ces délégués tant dans leur sein que parmi les candidats proposés par certains grands corps de l'Etat et par certaines collectivités professionnelles, syndicales et culturelles.

ANNEXE N° 83

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à préciser et unifier dans la législation française la notion d'**enfant à charge,** présentée par Mme Devaud, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la législation française donne de l'enfant à charge des définitions différentes. Les divergences sont arbitraires, car l'âge est le seul critère et le seul motif des compensations accordées aux familles qui élèvent des enfants (incapables de subvenir à leurs besoins). Aussi le texte essentiel de la loi du 22 août 1946 doit-il préciser exactement la notion d'enfant à charge et toutes les dispositions de la législation familiale se référer à cette définition.

Mais l'analyse de cette notion doit par ailleurs être aussi concrète que possible.

A cet égard, la rédaction de la loi sur les prestations familiales est insuffisante. Actuellement, en effet, les charges de famille ne sont qu'une condition, parmi d'autres, de l'attribution de ces prestations et l'appréciation de leur poids réel est théorique et arbitraire..

L'allocation familiale est due pour tout enfant effectivement à la charge de ses parents et la loi reconnaît que l'enfant en état de scolarité ou d'apprentissage reste, dans les conditions présentes, à la charge de ses parents. Néanmoins, elle dispose que le bénéfice de l'allocation ne peut être accordé au delà de dix-sept ans pour l'apprenti et de vingt ans pour l'étudiant.

Une telle fixation est injustifiable.

Un certain nombre d'apprentis ayant dépassé l'âge de dix-sept ans perçoivent une rémunération insuffisante pour assurer leur propre subsistance.

Au surplus, dans l'application du régime des prestations familiales, la différenciation de la limite d'âge pour l'attribution des prestations aux apprentis, d'une part, et aux enfants poursuivant leurs études, d'autre part, entraîne de nombreuses difficultés dans les cas, notamment où, conformément aux instructions ministérielles, les organismes payeurs doivent assimiler à des apprentis les enfants placés dans certains centres où ils reçoivent un enseignement à la fois théorique et pratique. La distinction entre l'apprenti et l'étudiant est d'autant plus malaisée que, pour l'interprétation de la qualité d'étudiant, les textes réglementaires admettent les études données dans les établissements d'enseignement technique et professionnel.

Par ailleurs, l'enfant qui poursuit des études supérieures n'a presque jamais achevé celles-ci à vingt ans. Il reste donc à la charge de ses parents. On peut même dire que son entretien grève alors plus lourdement le budget familial. C'est tout au moins incontestable, dans les familles nombreuses, en ce qui concerne les voyages ou les transports pour lesquels, dès l'âge de dix-huit ans, il perd le bénéfice de toute réduction. En outre, à vingt et un ans, un enfant n'est plus considéré comme personne à charge au point de vue fiscal et ses parents perdent le bénéfice d'exonérations quelquefois importantes. Enfin, la suppression de l'allocation familiale proprement dite s'aggrave du fait que son retrait ne s'opère pas suivant le rang normal ou respectif des enfants.

Certes, l'adolescent appartenant à une famille nombreuse peut obtenir l'exonération des droits universitaires. Mais que représente cette exonération en regard de l'ensemble de son budget ?

Certains étudiants, il est vrai, sont titulaires de bourses d'études ou d'entretien; mais nul n'ignore combien ces bourses demeurent insuffisantes en nombre et en valeur puisque 4 p. 100 environ des étudiants s'en voient attribuer.

Il est exact enfin que, à vingt ans, l'étudiant gagne souvent sa vie en se livrant à de petits travaux — 66 p. 100 de la population étudiante à Paris, 10 à 15 p. 100 en province — solution peu désirable si l'on songe qu'elle est souvent préjudiciable à la santé autant qu'à la bonne marche des études. D'ailleurs, même en accomplissant un travail salarié, l'étudiant ne peut subvenir entièrement à ses besoins et doit vivre en partie aux frais de sa famille.

Ainsi, dans les conditions présentes, les familles ont la charge à peu près exclusive des jeunes placés en apprentissage ou poursuivant des études supérieures. Si l'on veut réellement et rapidement améliorer le « régime » d'aide à ces jeunes désireux d'acquérir une qualification professionnelle, il convient d'abord (même à titre provisoire) d'accorder une compensation aux familles en prolongeant l'octroi de l'allocation familiale pendant toute la durée des études ou de l'apprentissage. Toutes les familles nombreuses, sans discrimination, doivent bénéficier de cette aide momentanée.

Nous concevons aisément qu'un contrôle sera nécessaire et que les allocations familiales ne devront être attribuées qu'à bon

escient. Il sera donc indispensable de poser à leur maintien un certain nombre de conditions:

L'enfant devra, en particulier, justifier d'études régulières et assidues ou d'un apprentissage effectif et, parce qu'il ne s'agit pas plus d'encourager la paresse que la médiocrité, les textes d'application pourront fixer, après étude précise et différenciée, une limite d'âge moyenne mais qui ne devra jamais avoir que la valeur de présomption.

Si l'étudiant ou l'apprenti reçoit une rémunération personnelle pour un travail accompli en dehors de sa formation professionnelle, cette rémunération ne devra pas excéder un chiffre qui pourra être fixé ultérieurement par décret. L'article 19, alinéa 2 du règlement d'administration publique du 10 décembre 1946 portant règlement général de la loi du 22 août 1946 qui définit le montant maximum du salaire pouvant être perçu pour l'enfant à charge, nous semble devoir être revisé en raison de son insuffisance actuelle.

Une telle analyse valable pour les allocations familiales vaut également en matière d'allégements fiscaux et de réduction des tarifs de transport.

Le maintien du bénéfice de l'allocation familiale et de dégrèvements divers à un âge où l'enfant est normalement susceptible de subvenir à ses besoins n'est évidemment qu'une solution provisoire; expédient pour l'Etat, expédient quelque peu dérisoire pour les familles et surtout pour les jeunes eux-mêmes qui, en dépit de leur situation déshéritée, ont conscience d'accomplir, comme les autres travailleurs, une fonction socialement utile.

Sans doute, la récente extension aux étudiants de la sécurité sociale préjuge-t-elle à une réforme plus pertinente et plus efficace. Cependant, même insuffisante et temporaire, notre proposition est une mesure d'attente, dont l'application immédiate est possible. Le précédent Conseil de la République avait d'ailleurs été unanime à en reconnaître le bien-fondé et l'urgente nécessité, et la définition de l'enfant à charge par la durée des études générales ou professionnelles est la solution technique qui fut retenue en matière de prestations de sécurité sociale par le bureau international du travail (recommandations aux législations nationales de la session de Philadelphie de 1944).

Aussi vous demandons-nous d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 10 de la loi n° 46-1833 du 22 août 1946 est modifié ainsi qu'il suit:

« Les allocations familiales sont dues tant que dure l'obligation scolaire et un an au delà pour l'enfant à charge non salarié, pendant toute la durée des études ou de l'apprentissage pour l'enfant placé en apprentissage ou qui poursuit des études.

« Elles sont dues jusqu'à l'âge de vingt ans si l'enfant est, par suite d'infirmité ou de maladie incurable, dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié ou si l'enfant de sexe féminin, fille ou sœur de l'allocataire ou de son conjoint et vivant sous son toit, se consacre exclusivemenpt aux travaux ménagers ou à l'éducation d'au moins deux enfants de moins de dix ans à la charge de l'allocataire.

« Le règlement d'administration publique prévu à l'article 28 fixera les modalités d'application du présent article et notamment les conditions prévues au premier alinéa. »

Art. 2. — L'article 1er de l'acte dit loi du 24 décembre 1940 est complété par l'alinéa suivant:

« Est considéré comme ayant moins de dix-huit ans au regard des dispositions du présent article tout enfant à charge au sens de l'article 10 de la loi du 22 août 1946 ».

Art. 3. — L'article 118 du code des contributions directes est modifié ainsi qu'il suit:

« Est considéré comme étant à la charge du contribuable, s'il ne dispose pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier, tout enfant ouvrant droit au bénéfice des prestations de la loi du 22 août 1946 ».

ANNEXE N° 84

(Sesssion de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **statut des centres d'apprentissage**, par M. Tharradin, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi portant statut des centres d'apprentissage qui vous est soumis a été adopté par l'Assemblée nationale, le 16 décembre dernier.

Il tend à mettre fin à une situation provisoire, présentant de gros inconvénients, dans des établissements d'enseignement technique nés, en particulier, de la guerre.

Il fixe les modalités de leur création, de leur gestion, de leur fonctionnement et de leur suppression. Il permettra, en outre, au Gouvernement d'élaborer les règles relatives au recrutement, à l'avancement et à la discipline du personnel.

Ce projet comporte deux titres :

Le titre Ier traite de l'organisation générale des centres pour l'avenir. Il leur accorde la personnalité civile et l'autonomie financière. Il reprend et complète certaines dispositions transitoires, tendant à liquider la situation présente, tout en permettant aux centres de fonctionner sans interruption, dans l'intérêt des jeunes gens qui les fréquentent. Votre commission du travail a, dans sa grande majorité, approuvé le projet.

Après un exposé très complet de la question, qu'a présenté, devant les commissions du travail et de l'éducation nationale réunies, M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, après examen de quelques observations formulées par M le ministre du travail, et audition de son représentant, elle a décidé de ne proposer aucun amendement, compte tenu des remarques ci-après :

1° Il avait été demandé qu'à l'article 1er l'âge limite d'admision des garçons et des sage fût fixé à 17 ans

Votre commission du travail a d'abord partagé cette façon de voir, mais elle a dû reconnaître que, pour entrer dans certains centres, d'ailleurs peu nombreux, une culture générale très poussée était nécessaire. D'autre part, on nous a promis que dans le projet plus complet que présentera sous peu le Gouvernement, concernant l'organisation générale de la formation professionnelle, l'âge limite d'entrée sera fixé à 17 ans. C'est, de l'avis quasi unanime, la limite, à partir de laquelle les jeunes gens se destinant aux métiers courants, doivent s'adresser aux cours de « Formation professionnelle accélérée » dépendant du ministère du travail;

2° L'article 2 subordonne la création des centres d'apprentissage publics à l'accord du ministre des finances.

La commission du travail suggère que le ministre du travail soit aussi appelé à donner son avis, de façon à pouvoir apprécier si la destination qu'on entend donner à un centre répond à des besoins certains.

Les représentants de l'enseignement technique et du travail se sont mis d'accord, devant la commission, pour se consulter éventuellement à ce sujet. Ceci découle d'ailleurs de l'esprit de la loi, qui veut effectivement former la main-d'œuvre nécessaire, là où elle est nécessaire;

3° Certaines objections enfin ont été formulées, en ce qui concerne le personnel des centres privés. On aimerait voir ce personnel soumis, en ce qui concerne les conditions de travail, à la réglementation générale sur les salaires et aux conventions collectives. Ceci n'a pas été retenu par la commission comme devant donner lieu à un amendement, puisqu'il s'agit d'accords conclus en toute liberté mais bien évidemment dans le respect du droit commun, entre l'employeur et ses professeurs salariés En outre, on ne peut empêcher un maître, à condition qu'il soit qualifié, de prêter son concours au tarif qu'il lui plaît, sinon gratuitement. Enfin, lorsqu'il est salarié, la loi oblige son patron à se conformer aux règles de la sécurité sociale. Les fonctionnaires du ministère intéressé sont donc tout qualifiés pour vérifier si les prescriptions légales sont bien appliquées, et prendre les sanctions prévues dans le cas contraire.

En résumé, mesdames et messieurs, la majorité de votre commission du travail vous demande d'adopter le projet tel que l'a voté l'Assemblée nationale. Elle demande au Conseil de la République de la suivre, de façon à permettre à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, de remettre de l'ordre dans sa maison. Elle permettra surtout à une jeunesse intéressante, puisque généralement peu fortunée, d'avoir des garanties sérieuses quant à sa formation, et au personnel dévoué, qui s'y consacre, un encouragement, et des certitudes pour l'avenir.

En conséquence, nous vous demandons de donner un avis favorable au projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Des centres d'apprentissage.

Art. 1er. — Les « centres d'apprentissage » sont des établissements d'enseignement technique répondant aux caractéristiques prévues par la présente loi et ouverts aux jeunes gens et jeunes filles. Ils ont pour objet de former des ouvriers, ouvriers qualifiés et employés aptes à exercer les métiers et à remplir les emplois à caractère industriel, commercial ou artisanal.

La formation dispensée dans les centres d'apprentissage comprend l'enseignement technique, théorique et pratique d'une profession déterminée et un enseignement général comportant la formation physique, intellectuelle, morale, civique et sociale des jeunes gens complétée, pour les jeunes filles, par une formation ménagère

Art. 2. — Les centres d'apprentissage publics sont créés ou supprimés par décret pris sur le rapport du ministre des finances et du ministre de l'éducation nationale, après avis du comité départemental de l'enesignement technique.

Ces établissements constituent des établissements publics et jouissent de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Un décret contresigné par le ministre des finances fixera les conditions dans lesquelles des conventions pourront être passées entre le ministre de l'éducation nationale, d'une part, et toute collectivité publique, groupement professionnel ou association, d'autre part, en vue d'assurer la création, le fonctionnement ou le développement des centres d'apprentissage publics.

Art. 3. — Les centres d'apprentissage publics sont administrés et représentés dans tous les actes de la vie civile par un directeur, assisté d'un conseil d'administration dont la composition et les attributions sont fixées par décret.

Les règles d'administration et de comptabilité de ces établissements sont celles fixées pour les écoles nationales d'enseignement technique, telles qu'elles sont définies par le décret du 21 décembre 1921 et les textes subséquents.

Art. 4. — Les règles relatives au recrutement, à la rémunération, au classement, à l'avancement et à la discipline du personnel des centres d'apprentissage publics sont fixées par décret contresigné par les ministres de l'éducation nationale et des finances et par le ministre chargé de la fonction publique.

Art. 5. — Les centres d'apprentissage privés sont placés sous le régime des écoles privées d'enseignement technique défini par le titre IV de la loi du 25 juillet 1919.

TITRE II

Dispositions transitoires.

Art. 6. — Sont soumis aux prescriptions de la présente loi, les établissements existant à la date de sa promulgation, dits « centres de formation professionnelle » ou « centres d'apprentissage » créés notamment en vertu du décret du 14 mai 1939 et de l'arrêté du 21 décembre 1940 et dont les modalités de gestion ont été modifiées par arrêté du 29 mai 1946 ou dont le fonctionnement est assuré en tout ou partie sur les crédits inscrits au titre

(1) Voir les nos : Assemblée nationale (1re législ.), 4482, 5263, 5285, 5397 et in-8° 1442; Conseil de la République, 11-65 (année 1948).

des centres d'apprentissage au budget de l'éducation nationale.

Art. 7. — Sont centres d'apprentissage privés, au sens de l'article 5, ceux des établissements visés à l'article 6 dont, à la date de promulgation de la présente loi, le fonctionnement est assuré avec l'aide de personnes morales ou physiques privées ayant par ailleurs une activité éducative ou sociale, prêtant leur concours aux services du ministère de l'éducation nationale chargés de l'enseignement technique, lorsqu'elles sont propriétaires ou locataires des locaux de l'établissement.

Art. 8. — Sont, sur la demande des personnes physiques ou morales intéressées, transformés à leur bénéfice en centres d'apprentissage privés, ceux des établissements visés à l'article 6 qui réunissent les conditions suivantes à la date de promulgation de la présente loi:

1° Fonctionner dans des locaux dont les personnes susvisées sont propriétaires ou locataires;

2° Etre subventionnés par lesdites personnes à raison de plus de 50 p. 100 de leurs frais généraux de fonctionnement, compte tenu de la valeur locative normale des locaux et installations. N'est pas considéré comme d'origine privée, l'apport privé couvert par des subventions de l'Etat.

Dans le cas où la subvention privée est inférieure à 50 p. 100, les accords existants seront reconduits, à la demande des intéressés, par convention avec le ministre de l'éducation nationale dans les formes prévues à l'article 2.

Art. 9. — Les centres d'apprentissage visés à l'article 6, reconnus privés, sont considérés comme légalement ouverts au regard de la loi du 25 juillet 1919.

Sur la demande des intéressés et en l'absence de toute disposition législative nouvelle portant statut de la formation professionnelle, le concours de l'enseignement technique au fonctionnement de ces centres sera maintenu suivant les modalités transitoires en vigueur.

Art. 10. — Lorsque les établissements visés à l'article 6, reconnus privés, fonctionnent avec un équipement acquis sur les fonds de l'Etat ou au moyen de subventions faites par lui, il sera dressé inventaire de cet équipement dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale. Cet équipement, propriété de l'Etat, demeurera à la disposition de ces établissements autant qu'il sera effectivement utilisé pour la formation professionnelle, sauf pour les établissements bénéficiaires à user de la faculté de remploi.

Art. 11. — Le classement des centres visés à l'article 6 sera opéré par arrêté du ministre de l'éducation nationale et interviendra dans un délai de six mois à compter de la date de promulgation de la présente loi.

Une commission de conciliation dont la composition et les attributions seront fixées par décret pris sur la proposition des ministres de l'éducation nationale, de la justice et des finances donnera son avis sur la solution des difficultés auxquelles l'application des articles 6 à 10 ci-dessus pourrait donner lieu.

ANNEXE N° 85

(Session de 1949. — Séance du 8 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **statut des centres d'apprentissage**, par M. Héline, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi qui vous est soumis a fait l'objet d'un examen par votre commission de l'éducation nationale qui l'a adopté dans son intégralité.

Dans son article 1er, ce projet indique que « la formation dispensée dans les centres d'apprentissage comprend l'enseignement technique, théorique et pratique d'une profession déterminée et un enseignement général comportant la formation physique, intellectuelle, morale, civique et sociale des jeunes gens, complétée pour les jeunes filles, par une formation ménagère ».

Votre commission de l'éducation nationale limite son avis à l'enseignement général, qui est seul de sa compétence.

Il est certain, mesdames et messieurs, que « la formation physique, intellectuelle, morale, civique et sociale des jeunes gens » peut vous paraître un programme ambitieux et nous serons d'accord, je pense, pour souhaiter que cette formation ne soit entreprise que dans la mesure où elle peut être efficiente pour les jeunes gens et jeunes filles qui fréquentent les centres d'apprentissage.

La commission insiste tout particulièrement sur la nécessité d'une orientation professionnelle effective qui assure aux familles et aux apprentis le maximum de garanties et qui ait pour résultat des possibilités de rendement maximum pour l'économie nationale.

Elle souhaite que la préparation professionnelle des jeunes gens et des jeunes filles s'imprègne d'un certain humanisme qui, sans prétendre à des dimensions hors de proportion avec l'exercice de la profession, constitue une heureuse étape vers une élévation souhaitable de la classe ouvrière.

Il appartient à M. le ministre de l'éducation nationale, par la voix de M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, de définir et de limiter le cadre dans lequel devront s'exercer les disciplines littéraires ou scientifiques propres à atteindre le but fixé.

Ce serait une erreur de méconnaître le sens de cette heureuse innovation qui consiste à substituer aux anciennes méthodes d'apprentissage celles qui résultent de la création des centres d'apprentissage.

Si, dans le passé, certains patrons ou certaines entreprises remplissaient scrupuleusement leurs obligations vis-à-vis des jeunes apprentis, d'autres ne montraient pas le même souci d'une préparation consciencieuse et intelligente des jeunes gens qui leur était confiés.

C'est pour soustraire les futurs ouvriers, les futurs artisans à la routine et au travail purement mécanique, pour ne pas s'en tenir à la seule mémoire visuelle et à la répétition de gestes inexpliqués ou incompris, que l'on a voulu rassembler la jeunesse ouvrière dans des centres où seraient convenablement dosés la formation professionnelle et l'enseignement général.

Trop de jeunes gens et de jeunes filles quittaient l'école primaire pour apprendre un métier, n'ayant acquis qu'une instruction insuffisante. Malgré leur application, malgré certains dons naturels ils ne pouvaient affirmer la plénitude de leurs moyens. En dehors de ce minimum de connaissances qu'exige l'exercice intelligent d'une profession, il a fallu tenir compte des obligations nouvelles des travailleurs manuels qui — pour satisfaire à la multiplicité des lois sociales, et à la complexité des contacts obligés avec les diverses administrations publiques — doivent posséder un minimum d'instruction, un minimum d'éducation civique et sociale et par dessus tout — si l'on veut maintenir ou rétablir la probité dans toutes les professions — un minimum de moralité. Certes, mesdames et messieurs, l'on ne peut prétendre à dispenser dans les centres d'apprentissage, la culture, au sens ordinaire du mot. Nul n'a cette ambition; ce serait d'ailleurs une dangereuse illusion.

Chacun sait que les jeunes gens et les jeunes filles qui, par leurs facultés intellectuelles, peuvent occuper les échelons supérieurs de la hiérarchie professionnelle, disposent d'établissements répondant à leurs aspirations et à leurs possibilités: ce sont les collèges techniques, les écoles nationales professionnelles, les école d'arts et métiers, les grandes écoles spécialisées. Vouloir exercer une trop grande attirance vers les joies de l'esprit risquerait, dans une certaine proportion, de provoquer la désaffection pour les métiers manuels dont la nécessité n'est pas à démontrer.

La seule ambition que nous pouvons avoir, c'est de donner aux jeunes gens de nos centres d'apprentissage, la joie de bien faire et le désir de s'élever.

Tel est le vœu de votre commission de l'éducation nationale qui, après avois constaté que ce projet a, en outre, pour but de donner une base légale à l'action ministérielle, de liquider le passé par des dispositions transitoires, pense constituer un élément juridique susceptible de renforcer l'autorité du Gouvernement et de la rendre efficace, en attendant qu'un statut général de la formation professionnelle intervienne dans un délai qu'elle voudrait aussi bref que possible.

En conséquence, votre commission de l'éducation nationale émet un avis favorable au projet tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale.

Elle constate avec satisfaction que ses conclusions sont conformes à celles de la commission du travail et de la sécurité sociale et elle souhaite que le Conseil de la République adopte sans modification ledit projet.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 4182, 5268, 5285, 5397 et in-8° 1442; Conseil de la République, II-65 (année 1948) et 81 (année 1949).

ANNEXE N° 86

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation de la **Convention** signée le 6 août 1948 entre la **France** et la **Tchécoslovaquie** et tendant à éviter les **doubles impositions** résultant de l'application des **impôts** sur la **fortune** ou sur l'**accroissement** de **fortune** établis en France et en Tchécoslovaquie, par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le 15 août 1945, une ordonnance française a institué un impôt de solidarité nationale. Le 15 mai 1946, une loi tchécoslovaque a établi des impôts sur la fortune et sur l'enrichissement. L'application de ces deux textes conduit, dans certains cas, à soumettre les mêmes biens à une double imposition.

Pour éviter, dans toute la mesure du possible, cet inconvénient, les Gouvernements français et tchécoslovaque ont signé à Paris, le 6 août 1948, une convention spéciale que vous trouverez en annexe au rapport n° 5787 (Assemblée nationale, 1re législature).

A vrai dire, cette convention franco-tchécoslovaque ne supprime pas toutes les doubles impositions. Celles-ci subsistent pour certains biens incorporels (et notamment pour les valeurs mobilières), au sujet desquels un accord répartissant également entre les deux gouvernements les sacrifices réciproquement consentis n'a pu être réalisé.

Quoi qu'il en soit, l'accord franco-tchécoslovaque du 6 août 1948 apporte à nos ressortissants des allégements qui sont loin d'être négligeables. Pour ces motifs, le Gouvernement français a jugé opportun de le conclure, et demande aujourd'hui au Parlement de bien vouloir en autoriser la ratification dans les conditions prévues à l'article 27 de la Constitution.

Tel est l'objet du présent projet de loi dont votre commission des finances vous demande l'adoption.

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République française est autorisé à ratifier la Convention franco-tchécoslovaque, signée à Paris le 6 août 1948, tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune établis en France et en Tchécoslovaquie, dont le texte est annexé à la présente loi.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5114, 5587 et in-8° 1452; Conseil de la République, II-92 (année 1948).

ANNEXE N° 87

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION, tendant à inviter le Gouvernement à décerner à titre posthume la croix de la **Légion d'honneur**, la **médaille militaire** et la **Croix de guerre** aux **Français et Françaises « morts pour la France »** au cours de la dernière guerre, présentée par M. Jean Bène et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la défense nationale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, à la fin de la guerre de 1914-1918 un décret du 1er octobre 1918 a fixé les conditions dans lesquelles pouvaient être décernées les décorations à titre posthume.

Son article 1er était ainsi rédigé:

« En temps de paix, comme en temps de guerre, les militaires des armées de terre et de mer peuvent être nommés ou promus dans la Légion d'honneur, après leur décès, à la condition que leur conduite ait fait l'objet d'une citation dans un délai maximum de six mois à partir du décès. »

De nombreux autres textes (décision du 4 décembre 1918, décision du 27 août 1919, décision du 24 février 1922, décision du 6 mai 1922) sont venus compléter et étendre le décret de base du 1er octobre 1918.

En particulier, le délai de six mois n'a pas été exigé pour les militaires décédés durant la période de guerre antérieure au 11 novembre 1918.

L'article 2 du décret du 1er octobre 1918 fixait les conditions d'attribution de décorations à titre posthume aux civils et précisait que les personnes n'appartenant pas à l'armée pouvaient être nommées dans la Légion d'honneur, après leur décès, à condition que leur conduite ait fait l'objet d'une citation à l'ordre de la nation, insérée au *Journal officiel* dans un délai maximum de six mois à partir du décès.

Là encore, d'autres textes (loi du 16 août 1920, loi du 14 avril 1923, loi du 26 décembre 1923) étendaient le champ d'application du décret de base, aucune citation n'étant par par exemple exigée s'il s'agissait de civils ayant bien mérité du pays au cours de la guerre, pendant l'occupation ennemie dans les régions dévastées, et décédés avant le 14 avril 1923.

A l'époque, aucune attribution ou nomination n'a été faite d'office, la France n'ayant été que partiellement occupée. La situation est actuellement différente: le pays tout entier a subi l'occupation de l'ennemi, le gouvernement de fait n'était pas un gouvernement libre.

C'est pourquoi nous avons pensé que des textes nouveaux étaient nécessaires pour permettre à la France d'honorer ses enfants morts dans les combats de 1939-1940, de 1944-1945, dans l'action clandestine ou dans les camps de déportation.

Au moment où le rapatriement des corps des militaires ou des civils « morts pour la France » se poursuit, où les cérémonies organisées à cette occasion réunissent tous les Français dans un même sentiment de gratitude et de piété à l'égard des morts, il apparaît que le Gouvernement se devrait de rehausser cet hommage en décernant, à titre posthume, la Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre à ceux qui ont donné leur vie pour que la France vive.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à décerner à titre posthume la croix de la Légion d'honneur, la médaille militaire et la croix de guerre aux Français et Françaises « morts pour la France » au cours de la dernière guerre.

ANNEXE N° 88

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la **dévolution des terrains d'aviation militaires** désaffectés, par M. de Félice, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission a été saisie d'une proposition de loi, tendant à remettre en vente, avec priorité d'achat en faveur de leurs anciens propriétaires, des terrains précédemment expropriés pour la création d'aérodromes, dont l'utilité a cessé avec la fin des hostilités et qui, désaffectés, doivent être rendus à leur destination agricole primitive.

Sur l'idée qui inspire cette proposition, l'unanimité s'est rapidement faite en faveur de son adoption, mais votre commission a sensiblement modifié, d'une part son domaine d'application et d'autre part, ses modalités d'exécution.

Le champ d'application de la nouvelle loi a été conçu par l'Assemblée nationale, comme ne concernant que les terrains acquis par voie d'expropriation en vue de la création d'aérodromes. Il est apparu à votre commission que cette limitation de la remise en vente instituée aux seuls terrains agricoles ayant servi pour l'aviation militaire était trop restrictive. Du moment que l'Etat prononce la désaffectation, il reconnaît l'inutilité actuelle des expropriations réalisées et il est apparu normal à votre commission d'étendre le jeu de la nouvelle loi à tous terrains expropriés pour l'exécution de travaux de défense militaire devenus actuellement sans objet.

Votre commission vous propose, en conséquence, d'ajouter, dans l'article 1er, après les mots « en vue de la création d'aérodromes » les mots « ou de l'exécution de tous travaux de défense militaire »

Elle a, par contre, laissé sans changement le droit d'achat prioritaire des propriétaires expropriés ou de leurs ayants droit en abolissant la prescription décennale de ce droit déjà reconnu par le décret-loi du 8 août 1935 et en admettant son usage pourvu que les acquisitions de terrains par l'Etat ne soient pas antérieures au 1er janvier 1936.

Les modalités d'exécution du principe ainsi généralisé ont été, par contre, profondément remaniées quant au prix de rétrocession aux anciens propriétaires, quant aux terrains offerts à leur droit de préemption et quant aux bénéficiaires éventuels de ces terrains au cas où l'ancien propriétaire ne ferait pas usage de son droit.

En ce qui concerne le prix de rétrocession, l'Assemblée nationale avait (art. 2, §2) posé le principe qu'il devait s'entendre du prix normal à la date de la revente et compte tenu de la plus-value qu'ont pu conférer auxdits terrains les aménagements réalisés par l'Etat. De ces deux notions, votre commission a complètement modifié la première et complété la seconde.

S'agissant de biens repris par leurs anciens propriétaires victimes d'une élimination obligatoire par voie d'expropriation, il lui a semblé légitime qu'à ces anciens propriétaires, restitution fût faite non pas selon le prix au jour de la revente — c'est-à-dire à la valeur actuelle — mais selon le prix au jour de l'expropriation. Comment, en effet, justifier qu'un propriétaire évincé contre son gré fût obligé de verser pour reprendre son propre bien, une somme supérieure à celle qui lui a été remise au moment de la cession obligatoire de celui-ci à l'Etat par voie d'expropriation ? Ce serait l'obliger à racheter son bien en subissant une forte perte en même temps que le priver illégalement d'une plus-value dont il aurait été le bénéficiaire naturel s'il avait pu garder son terrain. Une pareille différence avec des voisins qui ont eu la chance de ne pas voir leurs terrains expropriés est apparue choquante à votre commission et elle ne l'a pas admise. Le prix de rétrocession sera donc le prix touché pour ledit terrain lors de l'expropriation.

Sur ce prix initial d'expropriation, viendront jouer, d'une part, les plus-values que justifieraient les aménagements réalisés par l'Etat, mais, d'autre part, également les moins-values — c'est là le complément apporté par votre commission — qui découleraient des travaux de l'Etat par rapport à la destination agricole de ces terrains. Cette évaluation s'ajoutant au prix au jour de l'expropriation en cas de plus-value et se retranchant de ce prix en cas de moins-value serait faite, conformément au paragraphe 1er de l'article 2, soit de gré à gré, soit dans les formes — c'est-à-dire selon la seule procédure — instituées par le décret du 30 octobre 1935 par l'examen d'une commission arbitrale d'évaluation.

En ce qui touche les terains à rétrocéder, votre commission a manifesté la prédominance que devaient avoir les préoccupations culturales sur le jeu d'une restitution à l'identique qui reproduirait le morcellement fâcheux existant au moment de l'expropriation.

Sans modifier la règle posée à l'article 1er — à savoir le droit de reprise des propriétaires à concurrence respectivement d'une superficie au plus égale à celle dont ils avaient été dépossédés — votre commission a exigé, par une modification du premier paragraphe de l'article 3, que dans la rétrocession il fut tenu compte des effets utiles des remembrements effectués au cours de la période d'expropriation. Elle veut entendre par là que, en cas de remembrement effectué, tel propriétaire ayant subi l'expropriation de parcelles disséminées reprendrait non pas une à une lesdites parcelles, mais une quantité d'un seul tenant égale à leur somme, quitte à se voir réclamer tel supplément de plus-value qui s'en trouverait justifié. Votre commission entend par là aussi — sans le dire expressément — que si, par exemple, un travail de drainage a été accompli pendant la période d'expropriation, celui-ci devra être respecté par voie d'obligations imposées dans la vente à chaque partie prenante pour ne pas détruire l'effet utile de ces travaux d'un profit commun.

En ce qui concerne, enfin, les acquéreurs autres que les anciens propriétaires, en cas de non usage du droit à restitution accordé par priorité à l'ancien propriétaire, votre commission a prévu — par modification du dernier alinéa de l'article 3 — une nouvelle gamme de bénéficiaires subsidiaires d'un droit de préemption sur les terrains rétrocédés.

Selon le texte voté par l'Assemblée nationale, lors de la renonciation de l'ancien propriétaire à son droit prioritaire d'achat, la vente ne peut se faire que par adjudication. Sur ce point, votre commission n'a admis aucune modification. Elle estime, en effet, que dès lors qu'on n'est pas en présence de l'ancien propriétaire ayant droit à restitution de son propre bien, il ne peut y avoir que vente au prix actuel et par le jeu d'une adjudication.

Par contre, au cours de cette adjudication, elle a admis un droit particulier de préemption au profit de celui qui était l'exploitant lors de l'adjudication des terres remises en vente selon les mêmes modalités que si, étant encore actuellement dans les lieux loués, ces biens étaient présentement vendus (statut du fermage, article 9). Conservant pour le surplus le texte de l'Assemblée nationale, elle déclare que, seulement après le non usage de ces droits prioritaires successifs — ancien propriétaire, locataire des biens — pourraient être bénéficiaires de l'adjudication d'une part, les professionnels de l'agriculture des communes sur le territoire desquelles est situé le terrain mis en vente et des communes limitrophes et enfin — au cas où aucun professionnel de l'agriculture ne se porterait acquéreur — tout tiers quelle que soit sa condition.

Telles sont les dispositions de la proposition de loi — largement amendées par votre commission — qui sont soumises à vos suffrages. Le souci de respecter au maximum le droit antérieur de propriété, la préoccupation de rendre dans les meilleures conditions possibles à leur utilisation agricole primitive, c'est-à-dire avec les améliorations réalisées, les terres momentanément expropriées en vue de la défense nationale, aujourd'hui désaffectées, le désir de voir reprendre lesdites terres, à défaut du propriétaire, par ceux qui en feront

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 919, 1377, 2109, 3377, 4826, 4636 et in-8° 1448; Conseil de la République, II-93 (année 1948).

la meilleure utilisation, inspirent les retouches apportées à un texte nécessaire.

Sous réserve de ces observations, votre commission de l'agriculture vous demande d'adopter sous un nouveau titre la proposition de loi ainsi modifiée:

PROPOSITION DE LOI

RELATIVE A LA DÉVOLUTION DES TERRAINS D'UTILITÉ MILITAIRE DÉSAFFECTÉS

Art. 1er. — Lorsque renonçant à les utiliser, l'Etat prononce la désaffectation de terrains agricoles acquis par voie d'expropriation en vue de la création d'aérodromes ou de l'exécution de tous travaux de défense militaire et procède à leur remise en vente pour les rendre à leur destination primitive, les propriétaires expropriés, ou, en cas de décès, leurs héritiers ou ayants droit, ont la faculté de s'en rendre acquéreurs de gré à gré, alors même qu'ils ne peuvent se prévaloir du droit de rétrocession prévu par l'article 53 du décret du 8 août 1935, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, à concurrence respectivement d'une superficie au plus égale à celle dont ils avaient été dépossédés.

La présente disposition s'applique à toutes les acquisitions de terrains réalisées par l'Etat pour les fins susindiquées antérieurement à sa promulgation et depuis et y compris le 1er janvier 1936.

Art. 2. — Le prix des immeubles rétrocédés est fixé à l'amiable, et, s'il n'y a pas accord par la commission arbitrale d'évaluation dans les formes prévues par le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, complété par le décret du 30 octobre 1935.

Ce prix s'entend du prix normal desdits immeubles, à la date de l'expropriation apprécié en fonction de leur destination agricole et compte tenu éventuellement aussi bien de la plus-value que de la moins-value qui serait la conséquence des aménagements réalisés par l'Etat.

Art. 3. — La désignation des terrains que l'administration se propose de revendre est établie en tenant compte des effets utiles des remembrements effectués après avis de la commission consultative des baux ruraux. Elle est portée à la connaissance des personnes intéressées par un avis publié dans la commune et les communes limitrophes et affiché à la porte principale de la mairie.

Dans les trois mois de cette publication, les anciens propriétaires, leurs héritiers ou ayants droit qui désirent acquérir le lot auquel ils peuvent prétendre sont tenus de le déclarer.

Notification du prix fixé par la commission arbitrale d'évaluation leur est faite éventuellement par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans le mois de cette notification, ils devront passer l'acte d'acquisition et payer le prix, le tout sous peine de déchéance du privilège que leur accorde l'article premier de la présente loi.

Si le droit de préemption, tel qu'il est défini à l'article premier de la présente loi, n'est pas exercé par les anciens propriétaires les terrains non vendus à l'amiable le seront par adjudication publique, mais seuls pourront prendre part à cette adjudication, sous réserve des droits conférés par l'article 9 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 au preneur exploitant les lieux lors de l'expropriation, les professionnels de l'agriculture des communes sur le territoire desquelles est situé le terrain mis en vente et des communes limitrophes. Au cas où aucun professionnel de l'agriculture ne se porterait acquéreur, toute personne pourra participer à l'adjudication.

ANNEXE N° 89

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. Chochoy, Canivez, Ferracci, Jean Geoffroy, Malecot, Edgard Tailhades et des membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à déposer immédiatement devant le Parlement un projet de loi tendant à modifier **l'article 9** de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des **maxima des dépenses publiques** et évaluation des voies et moyens, en vue de n'appliquer la procédure du **payement par titres** qu'aux **sinistrés non reconnus prioritaires** avant le 1er janvier 1949, par M. Yves Jaouen, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter au nom de la commission de la reconstruction concerne la proposition de résolution n° 42, année 1949, présentée par M. Chochoy et les membres du groupe socialiste, proposition qui tend à n'appliquer la procédure du payement par titres prévue par l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 qu'aux sinistrés non reconnus prioritaires avant le 1er janvier 1949.

Je rappelle que la loi dispose par ledit article 9 que le règlement des dommages de guerre sera assuré à partir du 1er janvier 1949 par remise de titres dans la proportion de 50 p. 100 lorsqu'ils concernent les biens ci-après:

Immeubles d'habitation appartenant à des personnes morales;

Biens meubles ou immeubles affectés à un usage industriel;

Biens meubles ou immeubles affectés à un usage artisanal, commercial ou agricole pour la fraction de l'indemnité de reconstruction excédant 120.000 F pour les biens meubles et 240.000 F pour les immeubles.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux collectivités publiques, établissements publics administratifs, chambres de commerce et d'agriculture, ports autonomes, associations syndicales autorisées, sociétés et offices d'habitations à bon marché.

Déjà au cours de la discussion trop rapide de cette loi, votre commission de la reconstruction et des dommages de guerre du Conseil de la République avait adopté une position qui est celle qui se traduit aujourd'hui par la présente proposition de résolution. Il avait été proposé, notamment, de ne pas appliquer ce nouveau mode de financement aux travaux effectués si la priorité ouvrant droit à ces travaux était intervenue antérieurement au 1er janvier 1949.

En effet, l'Etat s'engageait en accordant les priorités à régler en numéraire le prix de la reconstitution, déduction faite de l'abattement de 30 p. 100. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à l'article 7 de la loi du 23 décembre 1946. Par application de cet article, le comité interministériel assure aux entreprises prioritaires comprises dans le plan de reconstruction de 1947 et 1948 des acomptes au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Or, la plupart des programmes déclarés prioritaires en 1947 et 1948 restent en cours d'exécution encore aujourd'hui et devront se poursuivre normalement en 1949 et 1950 et ce, pour des raisons indépendantes de la volonté des sinistrés.

Prenons quelques exemples:

Un agriculteur sinistré reconnu prioritaire en 1947 doit reconstituer bâtiments et cheptel; deux, trois ans ou plus sont nécessaires pour opérer une semblable reconstitution: la renaissance de sa ferme détruite est en cours au 31 décembre 1948. Travaux et achats jusqu'à cette date sont payés en argent frais, grâce à la participation de l'Etat et aussi aux prêts que parfois le sinistré aura pu se faire consentir, mais dès l'instant que la monnaie d'échange — pour un contrat en pleine exécution — n'est plus du jour au lendemain le franc, mais un titre dont le maniement est difficile, il est évident que les deux parties en cause — le sinistré et le fournisseur de travaux en cours ou de cheptel — ne se comprendront plus. Le contrat est rompu.

Deuxième exemple:

Voici un transporteur sinistré: ses trois véhicules d'une valeur actuelle de huit millions ont été détruits par acte de guerre, le remplacement de son matériel est admis et déclaré prioritaire en 1947. Début 1948, il s'est rendu acquéreur d'un autocar neuf pour lequel il a perçu une somme égale à 70 p. 100 du montant de l'indemnité de reconstitution. Son affaire démarre à nouveau. On s'en félicite. En novembre dernier, il passe commande, avec autorisation de programme, d'un deuxième véhicule. Il se sait protégé par la loi du 23 décembre 1946 sur les dommages de guerre, loi qui lui apportera, comme pour le premier car, une participation en espèces, sans laquelle il ne peut songer à reconstituer son affaire. Sa livraison du deuxième véhicule est promise pour mai prochain. Par suite de l'article 9 incriminé, l'usine ne se jugera-t-elle pas dégagée de l'obligation de livrer puisque l'acquéreur ne sera pas en mesure de payer avec de l'argent frais, lequel est indispensable pour le fonctionnement normal de l'usine: achat de matières premières, payes du personnel, règlement des charges sociales, etc...

Troisième et dernier exemple:

Si cet article 9 dans sa rédaction actuelle ne manque pas de disloquer la reconstruction individuelle, que dire des répercussions extrêmement fâcheuses sur la reconstruction groupée ? Celle-ci, par l'intermédiaire des associations syndicales et des coopératives de reconstruction, a pour but de reconstruire mieux et plus vite. Les indemnités pour dommages de guerre des sinistrés — membres de ces groupements — sont centralisés dans une même et seule trésorerie, ce qui permet de démarrer, puis de poursuivre les travaux de reconstruction d'une unité de chantier même si certains de ces sinistrés ne sont pas en possession de la totalité des indemnités qui leur sont dues. Il se trouvera donc que souvent les indemnités perçues en 1948 auront servi à la reconstruction d'une partie d'un immeuble appartenant à un sinistré frappé par l'article 9. Le remboursement à ces sinistrés de leurs avances faites en 1948 à l'association ou à la coopérative suscitera des difficultés inextricables puisque les réquisitions à émettre en 1949 au profit de ces groupements se feront moitié par titres, moitié en argent frais. C'est la désorganisation dans la situation financière des associations syndicales et des coopératives de reconstruction dont la création avait été saluée avec joie quelques mois auparavant par les sinistrés.

Nous pourrions puiser d'autres exemples de même ordre dans les professions agricoles, artisanales, libérales, commerciales, industrielles, mais je suis sûr que dans votre esprit se déroule avec clarté le film des situations lamentables que connaîtront demain de nombreux sinistrés, dont pourtant le retour à leur situation initiale serait si utile au redressement économique du pays.

Le fait est brutal: des difficultés vont surgir partout par suite du payement en titres par l'Etat, titres qui bien qu'incessibles, inaliénables et nominatifs sont cependant escomptables auprès du Crédit national suivant l'article 11 de la loi du 31 décembre 1948. La poursuite des travaux ou des achats sera sérieusement handicapée.

Votre commission, considérant que l'article 9 de la loi des « maxima » va à l'encontre de la loi du 16 juin 1948 sur les coopératives de reconstruction, aurait désiré demander non seulement une modification à cet article, mais son abrogation pure et simple afin de maintenir en 1949 le rythme des progrès sensibles réalisés dans le domaine de la reconstruction par rapport aux trois années précédentes.

Mais elle s'en tient à ce qui lui est apparu actuellement raisonnable. Elle est guidée dans cette opinion par les efforts réels du Gouvernement qui tendent à instaurer dans ce pays une politique de stabilisation des prix qui doit s'accompagner d'une politique de baisse générale des prix et de compression du budget de l'Etat; elle est guidée aussi par l'engagement solennel de M. le président du conseil des ministres de poursuivre avec persévérance et autorité une politique d'assainissement par un équilibre sincère et honnête des recettes et dépenses de la nation.

En conséquence, votre commission de la reconstruction vous demande d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer immédiatement devant le Parlement un projet de loi tendant à modifier

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 42 (année 1949).

l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, portant fixation, pour l'exercice 1949, des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens en vue de n'appliquer la procédure du payement par titres qu'aux sinistrés non reconnus prioritaires avant le 1er janvier 1949.

ANNEXE N° 90

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des **vins délimités de qualité supérieure,** par M. Delorme, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'importance de la production viticole française autant que la qualité et la réputation mondiale de ses crus ont motivé une législation importante, élaborée au cours de 40 années d'efforts et d'expérience.

Cette législation consacre l'existence de plusieurs catégories de vins. Le code du vin (section II) prévoit des dispositions concernant: les appellations d'origine, subdivisées en appellation d'origine contrôlée et en appellation d'origine ordinaire ou dite « simple ». En dehors de ces appellations existe la catégorie des vins de consommation courante.

Par la proposition de loi actuellement soumise à votre approbation il est question de donner un statut légal à une catégorie de vins dénommés « vins délimités de qualité supérieure », représentant une qualité intermédiaire entre celle des grands crus ou appellations contrôlées et, d'autre part, les vins de consommation courante.

Ces vins correspondent aproximativement, d'une part à certaines appellations d'origine simple, d'autre part, à certains vins « dits de coteau » ou de « pays ». Ils sont issus de cépages français dont la qualité est indéniable. L'aire géographique en est située dans les régions les plus diverses de la France viticole; ce sont à titre d'exemple certains vins tels que: les Corbières (Aude), la Clairette de Bellegarde (Gard), le Mascara (Algérie), vins de Cahors (Lot), de Fronton, de Villandric (Haute-Garonne), des Côtes Chalonnaises et Mâconnaises (Saône-et-Loire), du Lyonnais (Rhône), de Saint-Pourçain (Allier), des coteaux de la Loire (Sancerre, Châteaumeillant, Vendômois), certains vins de Savoie (Montmélian, Abîmes, etc...), d'Auvergne (Chanturgues), vin gris de Lorraine (Côtes de Toul), Saint-Georges-d'Orques (Hérault) etc.

La question d'un statut légal de ces vins est posée par une suite de faits. En 1930, la loi du 1er janvier essayait de régler la situation des « vins de pays ». A partir de la réglementation du marché du vin par taxation au cours de la dernière guerre, il a paru impossible de les laisser sous le même régime que les vins de consommation courante en raison des conditions beaucoup plus onéreuses dans lesquelles ils étaient produits (culture en coteaux et faibles rendements en cépages de choix).

D'autre part une certaine qualité et réputation les avait toujours fait négocier à un prix supérieur à celui des vins de consommation courante.

Cette catégorie avait à défendre des intérêts spéciaux. Pour ces divers motifs les organisations de producteurs se sont d'abord créées et ensuite fédérées. Par l'intermédiaire de leur fédération, dénommée fédération des vins délimités de qualité supérieure, elle a participé depuis aux travaux des grandes organisations viticoles françaises.

Cette fédération a entrepris un travail de classification et se propose d'appliquer aux vins afférents à sa catégorie une réglementation très stricte. Elle impose aux syndicats viticoles désireux de bénéficier de la dénomination « vins délimités de qualité supérieure » un label syndical qui ne pourrait être délivré qu'à condition que les vins produits proviennent:

1° D'une aire de production avec délimitation parcellaire fixée par experts et en dehors desquelles ne peuvent pas être cultivés et récoltés les vins en question;

2° Obligation de cultiver certains cépages d'une qualité préalablement consacrée par les usages antérieurs « loyaux et constants » dans la région considérée;

3° Obligation d'un degré alcoolique minimum;

4° Fixation d'un maximum de rendement à l'hectare;

5° Contrôle par analyse et par dégustation de la qualité de ces vins.

Votre commissions de l'agriculture a étudié de très près la question qui lui était soumise, elle a estimé qu'il s'agissait d'un problème délicat, elle a tenu à s'entourer de l'avis des grandes organisations viticoles françaises. Elle a entendu les représentants de l'institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.), de la fédération nationale des associations viticoles de France et de la « fédération nationale des vins délimités de qualité supérieure ».

Les observations faites au projet de loi qui vous est proposé portent sur les points suivants:

a) La nouvelle appellation risque de créer une confusion avec certaines appellations contrôlées;

b) L'état des plantations, le rétablissement de la production viticole en France, complétée par la production algérienne risque, dans un délai assez proche, de nous ramener aux périodes de surproduction que nous avons connues avant guerre;

c) Dans ces conditions, une délimitation et une classification par trop large ne risque-t-elle pas de faire échapper aux obligations du statut viticole une trop grande quantité de vins?

D'autre part, à ces objections il a été justement fait observer que la question de cette catégorie de vins est posée par une question de faits:

a) Que d'ailleurs il y avait tout avantage à les reconnaître par un texte afin d'en consacrer la qualité tout en permettant de l'améliorer;

b) Que l'on permettrait ainsi de sauver une production de cépages de qalité dans des terrains en passe d'être abandonnés et qui ne permettent guère que la culture de la vigne;

c) Il y arait intérêt pour les consommateurs de ressources moyennes de pouvoir se procurer un vin de qualité reconnue à des conditions abordables;

d) De l'intérêt général on permettrait ainsi d'orienter sur l'exportation une quantité supplémentaire de nos grands crus libérés par la consommation sur le marché français de vins de qualité.

Compte tenu de ces observations, votre commission de l'agriculture estime que le texte qui vous est proposé pourrait être admis sous la réserve que la délimitation, à laquelle il est fait précédemment allusion, soit établie en s'inspirant des modalités en usage pour les appellations contrôlées, renforcé par une délimitation parcellaire stricte, faite par voie judiciaire après expertise et consacrant des usages « locaux et constants » permettant de préjuger de la qualité des vins produits.

La commission serait également d'accord pour que ces vins ne puissent être vendus qu'accompagnés d'un label délivré par le syndicat viticole intéressé, mais nous pensons que les conditions dans lesquelles devrait être délivré ce label afin d'éviter tout abus devraient être fixées pour chaque appellation par des arrêtés du ministre de l'agriculture après avis de la fédération des associations viticoles de France.

Dans le nouveau texte nous vous proposons d'y ajouter l'avis de l'institut national des appellations d'origine (I. N. A. O.) qui a été spécialement créé pour s'assurer la qualité des vins d'appellation et est chargé de la mission difficile d'assurer la protection des appellations d'origine en France et à l'étranger.

Il m'a été demandé de rappeler que cette nouvelle catégorie de vins resterait soumise à l'ensemble des dispositions du statut viticole et que le code du vin interdit d'avoir une aire de production commune pour les vins délimités de qualité supérieure et pour les appellations contrôlées.

Compte tenu de ces dispositions complémentaires, la commission vous propose d'adopter le texte proposé par l'Assemblée nationale, dans le but de donner un statut juridique à une catégorie de vins qui existe « de fait » et d'autre part, en la reconnaissant, permettre d'en consacrer la valeur à sa place exacte. L'adoption de ce texte donnera aux agents et organismes intéressés la possibilité de réprimer les fraudes. Il défendra ainsi le consommateur contre les abus trop fréquents. Ce serait aussi faire œuvre de justice en faveur des producteurs des vins en question, producteurs qui travaillent habituellement dans des conditions onéreuses et difficiles, mais producteurs préoccupés de mettre sur le marché des vins de qualité qui, sans prétendre à la réputation des grands crus de France, n'en sont pas moins des compléments heureux, compléments qui traduisent par leur diversité, leur bouquet, leur qualité, l'incomparable et attachante variété des produits de notre terroir français.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission de l'agriculture vous propose d'adopter le texte dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le chapitre II du titre IV du code du vin est complété par une section III *bis* ainsi conçue:

SECTION III *bis*. — *Vins délimités de qualité supérieure.*

« *Art.* 305 bis. — Les vins pour lesquels le bénéfice d'une appellation d'origine non contrôlée a été revendiqué en vertu de la loi du 6 mai 1919 et des lois subséquentes, notamment celle du 22 juillet 1927, ne peuvent être mis en vente et circuler sous la dénomination de vins délimités de qualité supérieure qu'accompagnés d'un label délivré par le syndicat viticole intéressé.

« Les conditions auxquelles doivent répondre ces vins en vue de l'obtention du label, ainsi que les modalités de délivrance de celui-ci, sont fixées pour chaque appellation après avis de la fédération des associations viticoles de France et de l'institut national des appellations d'origine par des arrêtés du ministre de l'agriculture.

« Ces arrêtés seront publiés au *Journal officiel.* »

ANNEXE N° 91

(Session 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de résolution de MM. Jacques Debû-Bridel et Avinin, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à **modifier** et **compléter** les articles 23, § 6, et 28, § 1, de l'**ordonnance du 18 octobre 1944**, modifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1945, tendant à confisquer les **profits illicites,** par M. Kalb, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans l'exposé des motifs de cette proposition de résolution, les auteurs soulignent que le nombre, la qualité et la nature des décisions prises à ce jour par le conseil supérieur de confiscation des profits illicites prouvent qu'en de très nombreux cas, les comités départementaux de confiscation ont fait une application abusive et parfois partiale, de l'ordonnance du 18 octobre 1944, modifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Il convient de rappeler que le texte fondamental en matière de confiscation de profits illicites est l'ordonnance du 18 octobre 1944 modifiée, complétée et codifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1945.

L'ordonnance du 18 octobre 1944 a voulu frapper ceux qui, effectivement, par des opérations illicites, ont augmenté le potentiel de

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3500, 5324, 5343, 5516 et in-8° 1103; Conseil de la République, 11-32 (année 1948).

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 11-97 (année 1948).

guerre de l'ennemi (ventes, marchés, contrats de travail, fournitures, prestations de services, etc.). Par profits illicites, on entend les bénéfices, produits ou revenus résultant de ces opérations, quelle que soit la catégorie d'activités dont elles relèvent, qu'elles soient ou non passibles des impôts sur le revenu. Dès l'instant où l'opération critiquée entre dans l'une des catégories visées à l'article 1er de l'ordonnance du 18 octobre 1944, le profit qui en résulte est illicite et confiscable, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'il y a ou non, de la part de l'auteur ou du bénéficiaire, intention de fraude ou de collaboration économique avec l'ennemi.

Cette définition des opérations tombant sous le coup de l'application de l'ordonnance du 18 octobre 1944, modifiée, complétée et codifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1945, a incontestablement permis aux comités départementaux de confiscation de faire une application souvent abusive des textes, ce qui a motivé, dans bien des cas, des recours devant le conseil supérieur de confiscation des profits illicites.

L'article 23 précise dans quelles conditions les recours peuvent être formés contre les décisions des comités départementaux et souligne dans son alinéa dernier que les recours portés devant le conseil supérieur ne comportent pas un effet suspensif, mais que ce conseil supérieur, saisi du recours, peut, dans les cas qui lui paraîtraient justifiés, accorder des délais d'exécution ou limiter la portée de certaines mesures conservatoires.. Ces mesures de sursis sont cependant plus apparentes que réelles, car le conseil supérieur ne peut accorder, dans l'état actuel de la législation, des sursis à exécution qu'à la condition que les personnes frappées par une décision des comités départementaux de confiscation aient versé au minimum le montant de la confiscation au principal ou pris l'engagement de se libérer par acomptes, de façon à être considérées de bonne foi et de bonne volonté.

Pour bien comprendre la portée de ce texte, il convient de souligner que le sursis n'est accordé en réalité que pour les amendes qui constituent en quelque sorte une sanction supplémentaire et qui frappent avant tout les personnes de mauvaise foi.

C'est pour éviter, dans bien des cas, que les mesures d'exécution, en ce qui concerne la confiscation au principal, ne mettent les intéressés dans une situation critique ou les mènent à la ruine totale, que la proposition de résolution demande la modification des articles 23 et 28 de l'ordonnance du 18 octobre 1944. Les modications prévues par la proposition de résolution ne mettent d'ailleurs aucun obstacle à ce que, en toute hypothèse, des mesures conservatoires soient prises par le Trésor en vue de garantir le recouvrement de sa créance définitive, une fois la décision rendue par le conseil supérieur de confiscation des profits illicites.

Il convient encore de mentionner que, très souvent, les requêtes formées par les intéressés concernant l'obtention d'un sursis à l'exécution restent sans effet et que les sentences rendues par les comités départementaux sont alors exécutées avant qu'il n'ait été statué sur le recours devant le conseil supérieur.

C'est dans ces conditions que votre commission conclut à ce qu'un avis favorable soit donné à la proposition de résolution dont la teneur suit:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer un projet de loi, tendant à modifier et compléter les articles 23, paragraphe 6 et 28, paragraphe 1er de l'ordonnance du 18 octobre 1944, modifiée par l'ordonnance du 6 janvier 1945, tendant à confisquer les profits illicites, afin que les recours portés devant le conseil supérieur comportent un effet suspensif; que les comités départementaux appelés à donner leur avis sur la requête d'appel le fassent dans un délai maximum de trois mois, et que les décisions prises par le conseil supérieur soient, immédiatement et nonobstant tout recours, exécutoires contre le redevable.

ANNEXE N° 92

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à proroger les délais prévus par l'arrêté du 10 août 1945, et à permettre ainsi aux **étudiants anciens combattants** ou **victimes de guerre,** de poursuivre leurs **études juridiques,** présentée par MM. Bordeneuve et Lassagne, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, un arrêté du 10 août 1945 permettait aux étudiants, anciens combattants ou victimes de guerre, titulaires de la première partie du baccalauréat ou du certificat d'études supérieures de lettres, de s'inscrire en vue des études et des examens de la licence en droit.

Or beaucoup de ceux-ci, soit en raison des blessures ou des maladies contractées durant la guerre, soit à cause d'une démobilisation tardive, n'ont pu profiter des dispositions de cet arrêté dans les délais définis à une époque où personne n'était en mesure d'évaluer la durée exacte des empêchements résultant de la guerre.

Cet arrêté reprenait les dispositions du décret du 4 février 1943 qui avait ouvert l'accès de la licence en droit aux prisonniers demi-bacheliers ou capacitaires en droit, à condition qu'ils fussent titulaires d'un certificat d'études supérieures de lettres et qui leur accordait trois années pour parcourir ce circuit spécial d'études.

Alors que l'arrêté général du 9 août 1945 prévoyait une prolongation des délais, proportionnelle à la durée des congés de soins accordés pour blessures ou maladies contractées en service, l'arrêté du 10 août, qui précisait l'application aux études de droit du précédent arrêté, a limité à l'année scolaire 1946-1947 le délai d'inscription pour la première année de licence en droit, réduisant ainsi très sensiblement aux dépens des étudiants en droit, la portée des mesures de dédommagement conçues à l'intention de l'ensemble des étudiants anciens combattants ou victimes de guerre.

Cette limitation plus rigoureuse est préjudiciable, en particulier, aux prisonniers retenus cinq années en captivité et imparfaitement remis de leurs épreuves, aux blessés encore soignés dans les hôpitaux militaires, et aux combattants de l'Union française qui, après trois ou quatre années de participation à la guerre, n'ont été libérés que durant ou après l'année scolaire 1946-1947.

Comme, par ailleurs, le texte de l'arrêté du 10 août 1945 dispose que trois échecs à l'examen de la première partie de licence feraient définitivement perdre aux candidats bénéficiaires la faculté de poursuivre leurs études, la qualité du grade de licencié est ainsi suffisamment sauvegardée.

Nous espérons que l'unanimité de notre Assemblée se fera, afin de demander au Gouvernement de se pencher avec sollicitude sur cette catégorie d'étudiants anciens combattants ou victimes de guerre, arrêtés dans la poursuite d'études courageusement entreprises depuis leur libération, ou privés, par suite de la maladie ou du retard de leur démobilisation, du dédommagement dont profitèrent les étudiants plus tôt guéris ou démobilisés.

En conséquence, nous vous proposons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

I. — A prendre un arrêté complémentaire autorisant les étudiants anciens combattants ou victimes de la guerre, titulaires de la première partie du baccalauréat ou de la capacité en droit, à bénéficier des dispositions de l'arrêté du 10 août 1945 jusqu'à la fin de l'année scolaire 1949-1950 s'ils sont actuellement démobilisés; ou selon les règles de prorogation de délais définies par les autres ordonnances et arrêtés de 1945, s'ils sont encore malades des suites de la guerre ou non rapatriés.

II. — A leur réserver justement ensuite le bénéfice des sessions spéciales en fonction de la durée de leurs empêchements du fait de la guerre.

ANNEXE N° 93

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Coupigny, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi augmentant les **effectifs du service de santé des troupes coloniales,** par M. Coupigny, sénateur (1)

Mesdames, messieurs, je serai très bref car il me suffirait presque de vous citer deux chiffres pour démontrer l'urgence des mesures à prendre pour le service de santé des troupes coloniales: 1.020 médecins pour 40 millions d'habitants des territoires d'outre-mer. Car ce sont les médecins du service de santé des troupes coloniales qui assurent en grosse majorité la protection de la santé dans ces territoires.

Il est bon tout d'abord de préciser quelles sont les voies de recrutement des officiers du service de santé des troupes coloniales: la majorité sort de l'école principale du service de santé de la marine et des troupes coloniales de Bordeaux, un vingtième environ de l'école de santé militaire de Lyon. Une fois promus docteurs en médecine, ils sont nommés médecins lieutenants et, venant de ces deux écoles, se rejoignent à l'école d'application du Pharo à Marseille où ils vont faire un stage de perfectionnement dans la connaissance des maladies tropicales. Ensuite, ils partent servir outre-mer où ils effectuent normalement des séjours de 30 mois, séjours successifs séparés par 18 mois à 2 ans de service dans la métropole.

Voyons maintenant rapidement quelles sont les diverses fonctions de ces officiers.

1° Dans la métropole. — Ils servent dans les corps de troupes coloniales ou encore dans les services coloniaux de Bordeaux et Marseille, à la direction de la main-d'œuvre indochinoise, dans les différents services médico-sociaux, à l'Institut Pasteur, et au ministère, à la direction du service de santé, enfin comme professeur et comme cadres de l'école d'application du Pharo.

Il est bon en passant de signaler que parmi eux, nombreux sont les professeurs agrégés, les spécialistes des hôpitaux coloniaux, fraction dans laquelle on trouve toujours une majorité de savants qui font la gloire du corps de santé colonial par l'énorme contribution qu'ils continuent à apporter au progrès de la science dans la lutte contre la maladie.

2° Dans les territoires d'outre-mer. — Une partie minime, en temps normal, sert dans les cadres, c'est-à-dire dans les corps de troupes. Je dis « en temps normal » car, actuellement, ils sont nombreux inclus dans le corps expéditionnaire d'Indochine.

La partie la plus importante est placée « hors cadres » et fournit les « médecins de compagne » de nos territoires d'outre-mer, une minorité servant dans les hôpitaux de chefs-lieux.

Ce sont donc ces médecins qui, de jour comme de nuit, ne ménagent ni leur temps, ni leur peine, que ce soit à pied, en tipoye, à cheval, à chameau ou en voiture, pour soulager la grande misère humaine.

Ces médecins ont à faire face à une tâche immense dans les régions très peuplées comme dans celles qui le sont peu. Dans les premières, ils ne peuvent arriver à voir tout le monde, tellement grande est l'affluence; dans les autres, ils doivent être perpétuellement en marche pour visiter tous les petits villages.

Il leur faut vacciner d'abord, vacciner tout le monde, il leur faut aussi traiter tout le monde.

La preuve qu'ils ont fait leur devoir et qu'ils l'ont bien fait, c'est que la variole et

(1) Voir le n° : Conseil de la République, 21 (année 1949).

la fièvre jaune ont disparu, que la maladie du sommeil a considérablement reculé; s'ils avaient toujours des médicaments en quantité suffisante, le paludisme grave disparaîtrait, ou du moins les décès qu'il entraîne diminueraient beaucoup chez les enfants; de même pour les parasitoses intestinales et en particulier l'ankylostomiase.

C'est à dessein que j'ai dit « s'ils avaient toujours des médicaments en quantité suffisante » car il fut une période de quelques années, celle de la pénurie en médicaments dans nos territoires d'outre-mer, pénurie liée au même état de fait dans la métropole; cette période a heureusement pris fin.

Ces médecins donc, malgré leur nombre insuffisant, ont obtenu de beaux résultats, mais il reste beaucoup à faire. Leurs effectifs sont théoriquement de 1.020, chiffre fixé par le décret du 26 mars 1939.

Or, nous savons qu'ils sont actuellement de 982; si l'on ajoute à ce chiffre celui de la promotion qui va sortir de l'école d'application du Pharo: 54, nous obtenons un total de 1.036.

Il est donc évident que le Gouvernement se doit de déposer d'urgence un projet de loi augmentant les effectifs actuels, d'abord pour qu'il n'y en ait pas en surnombre par rapport au décret précité, ensuite, l'évolution des populations d'outre-mer, à qui la France a apporté la civilisation, se fait lentement mais sûrement; nous essayons depuis longtemps d'apprendre l'hygiène à ces populations; dans les villes et de nombreux villages, nous avons déjà élevé considérablement leur standard de vie.

Sans brandir le spectre des épidémies, nous savons que, plus le degré de civilisation s'élève, plus les échanges deviennent nombreux, plus grande doit être la surveillance sanitaire. L'évolution qui se fait amène aux médecins un nombre toujours plus grand de malades qui viennent spontanément les consulter, délaissant le sorcier après l'échec de ce dernier (car il en est encore malheureusement beaucoup qui vont le voir), malgré les honoraires élevés (entre 2.000 et 3.000 francs C. F. A. au Moyen Congo par exemple), alors que nos consultations, nos soins et nos interventions sont gratuits.

Il nous faut multiplier aussi nos spécialistes, nos chirurgiens pour satisfaire à la demande; une intervention chirurgicale dure longtemps et, si ce n'est évidemment une intervention d'urgence, est remise de jour en jour devant l'affluence des malades de tous genres aux portes des dispensaires et faute d'un personnel spécialisé suffisant.

C'est la France qui prêche la civilisation dans ses territoires d'outre-mer, elle ne doit pas revenir en arrière, mais au contraire aller toujours de l'avant en mère prévoyante. Les médecins ne sont pas assez nombreux là-bas, il faut donc en augmenter l'effectif.

Celui-ci est passé en 20 ans de 736 à 1.020. Compte tenu des possibilités actuelles en hôpitaux, postes médicaux, ambulances, dispensaires, ce dernier chiffre peut facilement être immédiatement porté à 1.230, ce qui permettrait de faire un premier pas en avant et de regarnir les postes actuellement inoccupés.

En suite, de nouveaux postes ayant été créés, les bâtiments étant construits, les médicaments et le matériel étant sur place, il faudra augmenter ce chiffre par paliers successifs en passant à 1.260, chiffre rapidement nécessaire. Cette augmentation des effectifs jouera également *ipso facto* pour les pharmaciens, les dentistes et les officiers d'administration.

Un pays civilisateur comme le nôtre ne regarde en arrière que pour savoir qu'il a encore autant de chemin à parcourir. C'est pourquoi votre commission de la France d'outre-mer vous demande d'adopter la proposition de résolution ainsi modifiée:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à augmenter progressivement les effectifs du service de santé des troupes coloniales et, en général, à favoriser le développement de l'exercice de la médecine dans les territoires d'outre-mer.

ANNEXE N° 94 (*Rectifiée*)

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Coupigny tendant à inviter le Gouvernement à accélérer l'application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des modalités particulières à la réalisation du **reclassement du personnel du service de santé des troupes coloniales,** par M. Coupigny, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, il n'est pas question de revenir ici sur les services inappréciables rendus par les officiers du service de santé des troupes coloniales aux populations de l'Union française.

Ces médecins effectuent normalement des séjours d'outre-mer de 30 mois, séparés par 18 mois à 2 ans de service dans la métropole.

La situation actuelle est la suivante:

Dans la métropole, le reclassement est effectué et la solde de ce personnel, considéré comme éminemment technicien, est sensiblement celle du grade supérieur par rapport aux officiers de l'arme. (Arrêté du 1er septembre 1948, *Journal officiel* du 7 septembre 1948).

Ce reclassement n'a pas encore été étendu à ce même personnel quand il sert outre-mer et c'est là qu'est l'anomalie.

Je ne veux pas répéter les arguments énumérés dans la proposition de résolution n° 22 qui vous a été distribuée, mais je veux simplement vous faire remarquer qu'il s'agit du même personnel qui est bien moins payé outre-mer que dans la métropole, ce qui est absolument anormal.

Précisons en passant que ce reclassement n'atteindra que peu les finances de l'Etat puisque la majorité du personnel sert hors cadres et que sa solde lui est payée par les budgets locaux. Les lenteurs de l'administration doivent probablement être seules responsables de ce retard, c'est pourquoi votre commission de la France d'outre-mer vous demande d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à accélérer l'application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des modalités particulières à la réalisation du reclassement du personnel du service de santé des troupes coloniales.

ANNEXE N° 95

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la **nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi** ou sous son contrôle et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les **dommages de guerre,** par M. Chochoy, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, l'Assemblée nationale a adopté, dans sa séance du 30 décembre 1948, un projet de loi dont je voudrais vous rappeler la genèse.

Un projet de loi n° 2686, déposé le 20 novembre 1947 par le Gouvernement, portait application des articles 7 et 16 de l'ordonnance du 21 avril 1945 et de l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946. Rappelons ces textes:

Article 7 de l'ordonnance du 21 avril 1945.

« L'acquéreur est tenu de rembourser tous les dommages causés par son fait ou par sa faute.

« Si, à la suite de l'insolvabilité ou de la non-présence des détenteurs, l'indemnité en question ne peut être touchée, le propriétaire dépossédé recevra de l'Etat une indemnité dont le quantum et les modalités seront fixés en application des dispositions à prendre pour la réparation des dommages de guerre.

« Il en sera de même si un administrateur provisoire s'est rendu coupable de détournements et est en état d'insolvabilité.

« En cas de détérioration ou de perte partielle des biens, droits ou intérêts, le propriétaire dépossédé sera subrogé de plein droit aux droits et actions des détenteurs contre l'assureur ou le tiers responsable de la perte. »

Article 16 de l'ordonnance du 21 avril 1945.

« Une ordonnance fixera les conditions dans lesquelles pourront être éventuellement remboursés les prélèvements exercés sur le produit des aliénations ou sur les autres avoirs du propriétaire dépossédé en application des actes dits lois, décrets, arrêtés ou règlements de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, ainsi que les conditions dans lesquelles pourront être indemnisées, le cas échéant, les personnes physiques ou morales relevées de la qualification de mauvaise foi en vertu de l'article 4 ci-dessus.

« Ladite ordonnance déterminera également les modalités de remboursement éventuel par l'Etat des frais d'expertise, des frais de régie des sommes perçues à titre d'honoraires par les administrateurs provisoires ou par les commissaires aux comptes, sous réserve de l'application du décret du 2 février 1945 pris en application de l'ordonnance du 11 novembre 1944. »

Article 6 de la loi du 28 octobre 1946.

. . . . . .

« Les dommages, non réglés par la présente loi, subis par les spoliés et résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire par l'ennemi ou de l'application de mesures dans certaines régions soumises à un régime spécial seront réglés au titre d'un texte législatif à déterminer après la promulgation de la présente loi. »

L'économie du projet gouvernemental était la suivante:

L'Etat se portait garant du payement aux spoliés des indemnités mises à la charge des personnes qui ont, soit géré, soit liquidé, soit acquis des biens, droits ou intérêts de la catégorie de ceux visés à l'article 1er de l'ordonnance du 21 avril 1945.

La même garantie s'étendait aux indemnités dues à raison des détournements commis par les gérants ou liquidateurs des biens susvisés et rendant leurs auteurs passibles des peines prévues à l'article 408 du code pénal.

La garantie de l'Etat ne s'appliquait qu'aux indemnités ayant pour objet la réparation de dommages causés à des biens de la nature de ceux dont la reconstitution est admise par la législation sur les dommages de guerre.

Cette garantie de l'Etat ne devait jouer qu'au profit de personnes spoliées ayant obtenu une décision judiciaire passée en force de chose jugée et ayant épuisé tous les moyens légaux dont elles disposaient pour exécuter cette décision.

D'autre part, l'Etat prenait à sa charge le remboursement des prélèvements exercés sur le produit des aliénations ou sur les autres avoirs des personnes spoliées, en application des actes dits lois, décrets, arrêtés, règlements ou décisions de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français.

N'étaient pas remboursables les prélèvements ayant servi au payement des dettes du spolié ou affectés au payement de courtages ou de commissions qui devaient, aux termes de l'article 6 de l'ordonnance du 21 avril 1945, être restitués par les personnes qui en avaient bénéficié.

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 22 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 2686, 3226, 5165, 5251, 5385, 5925 et in-8° 1491; Conseil de la République, II-129 (année 1948).

Les sommes à rembourser devaient être liquidées par le ministre des finances sur la demande des intéressés.

En contre-partie de la charge assumée par le Trésor, le solde du compte ouvert à l'ancien commissariat général aux questions juives, ainsi qu'un certain solde d'un compte d'attente ouvert à la caisse des dépôts et consignations, étaient attribués à l'Etat.

Les prélèvements exercés sur les biens des organisations communistes mis sous séquestre ou en liquidation, en exécution du décret du 26 septembre 1939, ouvraient droit également à remboursement par l'Etat.

Le droit à remboursement par l'Etat devait s'étendre aussi aux prélèvements exercés par l'ennemi sur le produit des aliénations des biens des personnes spoliées ou sur les autres avoirs desdites personnes, en application de mesures prises par l'ennemi dans les territoires annexés de fait ou soumis par lui à un régime spécial.

Enfin, l'Etat devait payer directement aux commissaires aux comptes placés auprès des entreprises gérées par des administrateurs provisoires, en application des décisions de Vichy, les honoraires qui leur restaient dus.

Ce projet de loi portant application de l'ordonnance du 21 avril 1945 et de la loi du 28 octobre 1946 était un texte de justice. Il prévoyait l'indemnisation de certains spoliés du préjudice qui leur avait été causé et dont ils ne pouvaient se faire rembourser par les spoliateurs.

Une proposition de loi portant application des mêmes textes fut déposée par M. Mondon et certains de ses collègues sous le n° 3226 le 3 février 1948. Elle avait plus spécialement trait à l'Alsace-Lorraine.

Cette proposition prévoyait la réparation intégrale, dans les parties du territoire national annexées de fait, de tous les dommages qui n'étaient pas réglés par la loi du 28 octobre 1946.

En fait, cette proposition de loi, si elle était prise en application de l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946, ne l'était nullement en application de l'ordonnance du 21 avril 1945.

Le rapporteur de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre auprès de l'Assemblée nationale, M. Lareppe, déposait un rapport, sous le n° 5231, le 12 août 1948, et, tenant compte de la proposition de loi de M. Mondon, modifiait le projet du Gouvernement.

Il complétait l'article 1er par un alinéa aux termes duquel, dans les parties du territoire national annexées de fait par l'ennemi, l'Etat garantissait la réparation au profit de toutes personnes lésées, spoliées ou privées de ses biens, par la justification que le spoliateur, l'acquéreur, le liquidateur ou le gérant était l'ennemi, ses organismes, ses ressortissants ou ses agents.

Il ajoutait également un article 6 *bis* aux termes duquel:

« Dans les parties du territoire national annexées de fait par l'ennemi ou soumises par lui à un régime spécial, toute lésion, spoliation ou dépossession du fait de l'ennemi ou de ses organismes, ressortissants ou agents par déclaration des biens, droits ou intérêts comme biens ennemis, par mise sous séquestre, vente, gestion ou liquidation, ouvrait droit au payement par l'Etat d'une indemnité de dépossession au profit de toute personne physique ou morale.

« La lésion, spoliation ou dépossession de fait était, pour le calcul de l'indemnité de dépossession, assimilée à une réquisition d'usage. »

On voyait apparaître, là, la notion d'indemnité de dépossession qui n'a pas encore très bien été définie par la loi.

Par la suite, une proposition de loi de M. Minjoz et des membres du groupe socialiste n° 5165, déposée le 5 août 1948, portant aussi application de l'ordonnance du 21 avril 1945 et de la loi du 28 octobre 1946, se contentait de compléter par un sixième alinéa l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946.

Aux termes de cette proposition étaient également considérés comme dommage causé aux biens par les faits de guerre et couverts par la loi du 28 octobre 1946:

« ...6° Les dommages de toute nature subis par les spoliés dans les conditions prévues par l'article 7 de l'ordonnance du 21 avril 1945. »

M. Minjoz faisait observer qu'il était de la plus élémentaire justice de rembourser les victimes des spoliations qui n'avaient pu l'être par leur spoliateur ou par leur commissaire-gérant.

Mais pendant que ces textes étaient à l'étude, le Parlement votait la loi du 16 juin 1948 portant aménagement fiscaux et cette loi, comme nous le verrons plus loin, avait dans ses articles 44 et 52 repris une partie du projet de loi n° 2686.

Dans un rapport supplémentaire de M. Lareppe déposé sous le n° 5385 le 25 août 1948, celui-ci, en reprenant son texte, demandait l'abrogation des articles 44 à 52 de la loi du 16 juin 1948. C'est dans ces conditions que le 28 décembre 1948, l'Assemblée nationale discuta le rapport de sa commission de la reconstruction et des dommages de guerre. M. Joseph Denais fit remarquer qu'un certain nombre de dispositions du projet de loi avait déjà été insérées dans la loi du 16 juin 1948, et il demanda le renvoi à la commission des finances pour avis. M. Schmitt, président de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre de l'Assemblée nationale, déclara que la loi en discussion devait former un tout homogène avec la législation antérieure.

Le débat fut renvoyé au 30 décembre et, des 13 articles, la commission de la reconstruction et la commission des finances n'en laissèrent subsister que deux qui furent, après certaines modifications, adoptés par l'Assemblée et qui ont été soumis à votre commission de la reconstruction.

Le projet de loi soumis au Conseil de la République peut être critiqué à divers points de vue.

1° Son titre. — Le titre du projet, adopté par l'Assemblée nationale, est celui-ci: « Projet de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, et de l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. » En fait, le texte ne fait qu'appliquer l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946.

Il n'est plus question de l'ordonnance du 21 avril 1945;

2° Le projet de loi semblerait uniquement destiné aux Alsaciens-Lorrains.

Il nous apparaît que cette limitation ne correspond pas à l'esprit de justice dans lequel la loi doit être votée.

Nos populations d'Alsace et de Lorraine ont eu à souffrir comme nous le savons tous des exactions allemandes, elles ont été volées et ruinées, mais il est d'autres populations qui ont eu également à souffrir de l'ennemi.

Nous citerons les populations des Alpes-Maritimes occupés par les Italiens, les populations des Ardennes, du Nord et du Pas-de-Calais, qui ont eu à subir un régime spécial, sans parler de certaines catégories de personnes qui ont été en but à une législation et à des mesures spéciales;

3° Le paragraphe 2 de l'article 1er du projet de loi qui nous est soumis dispose que « l'Etat prend à sa charge le remboursement des prélèvements exercés par l'ennemi sur le produit des aliénations des biens des personnes spoliées ou sur les autres avoirs desdites personnes, en application de mesures prises par l'ennemi dans ces territoires ».

La loi du 16 juin 1948 avait prévu un texte analogue s'appliquant aux victimes des lois de Vichy, c'est l'article 44.

Mais cet article avait déclaré que n'étaient pas remboursables les prélèvements qui avaient servi au payement de certaines dettes ou ceux affectés au payement de courtages, commissions, ...qui, en vertu de l'article 6 de l'ordonnance du 21 avril 1945, doivent être restitués par les personnes qui en ont bénéficié.

Il nous apparaît que ces restrictions doivent être insérées dans la loi;

4° Enfin, tout en considérant la situation douloureuse de nos compatriotes d'Alsace-Lorraine, nous pensons qu'il n'y a pas lieu de légiférer uniquement pour eux et qu'il faut étendre le bénéfice de la loi à toutes les victimes des spoliations.

Sans doute, il serait possible de reprendre le texte de la commission de la reconstruction tel qu'il a été soumis à l'Assemblée nationale mais nous considérons que cette méthode ne serait pas bonne, puisque la loi du 16 juin 1948 a déjà reproduit une partie des dispositions de cette proposition de loi.

Il faut d'ailleurs remarquer qu'il avait été question, lors de la discussion, devant l'Assemblée nationale, de la loi du 16 juin 1948, d'insérer dans celle-ci le texte complet du projet de loi du Gouvernement n° 2686.

La commission des finances les avait d'ailleurs adoptés sous les numéros 68 A à 68 K, mais, au cours de la discussion, certains articles n'ont pas été adoptés. Ce fut le sort des articles 68 A et 68 F.

Il m'apparaît donc que nous pourrions reprendre le texte de la proposition soumise à l'Assemblée nationale par sa commission, en retirant seulement de ce texte les articles qui ont été insérés dans la loi du 16 juin 1948, afin d'éviter le double emploi avec des articles déjà votés et dont la mise en application a été décidée par deux arrêtés du ministre des finances en date du 15 novembre 1948 avec rectificatif du 20 novembre.

Le sort des populations d'Alsace et de Lorraine serait donc entièrement préservé et l'extension aux autres spoliés constituerait une mesure de justice élémentaire.

Le Parlement ne peut statuer pour une seule catégorie de spoliés, la loi doit s'appliquer à tous les citoyens sans exception.

Dans le projet que nous vous présentons, nous avons voulu que tous les spoliés soient traités sur un pied d'égalité et que nos compatriotes soient indemnisés, aussi bien ceux qui ont été dépouillés par des Français agissant sur l'ordre des Allemands, que ceux qui ont été dépouillés directement par les Allemands.

L'article 1er reprend donc le texte gouvernemental amendé par la commission de l'Assemblée nationale, texte qui avait été présenté à cette Assemblée le 28 décembre 1948. Nous avons tenu compte des dispositions spéciales intéressant nos compatriotes Alsaciens-Lorrains.

Nous avons également tenu compte d'un amendement suggéré par le Gouvernement.

L'article 2 que nous vous présentons reprend l'ancien article 6 du projet de loi gouvernemental qui avait été primitivement adopté par la commission de l'Assemblée nationale.

L'article 3 reprend l'article 6 *bis* proposé par la commission de l'Assemblée nationale et nous avons tenu compte, dans sa rédaction, des modifications apportées en dernière heure par l'Assemblée et qui figurent dans le troisième alinéa de l'article 1er du projet voté par l'Assemblée. Mais votre commission ne serait pas opposée à ce que la lésion, la spoliation ou la dépossession de fait soit, pour le calcul de l'indemnité de dépossession, assimilée à une réquisition d'usage.

L'article 4 reprend l'article 2 du projet voté par l'Assemblée.

Nous considérons que nous présentons ainsi au Conseil un tout cohérent et qui répond à l'équité et nous vous demandons, mesdames, messieurs, d'adopter le projet de loi dont la teneur suit.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'Etat est garant du payement aux spoliés des indemnités mises à la charge des personnes qui ont, soit géré ou liquidé, soit acquis des biens, droits ou intérêts de la catégorie de ceux visés à l'article 1er de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945.

La même garantie s'étend aux indemnités dues à raison des détournements commis par les gérants ou liquidateurs des biens susvisés et rendant leur auteur passible des peines prévues à l'article 408 du code pénal.

La garantie de l'Etat ne s'applique qu'aux indemnités ayant pour objet la réparation de dommages causés à des biens de la nature de ceux dont la reconstitution est admise par la législation sur les dommages de guerre. L'indemnité garantie par l'Etat est égale à l'indemnité de reconstitution ou, à défaut de reconstitution, à l'indemnité d'éviction prévue par cette législation. Le spolié qui bénéficie de la garantie de l'Etat est, pour la mise en œuvre de cette garantie, notamment en ce qui concerne l'ordre de priorité et les modalités de payement et de contrôle, assimilé en tous points à un sinistré de guerre.

La garantie de l'Etat ne jouera qu'au profit des personnes spoliées qui auront obtenu une décision judiciaire passée en force de chose jugée, portant condamnation au payement des

indemnités et qui justifieront avoir épuisé tous les moyens légaux dont elles disposeront pour ramener cette décision à exécution. La voie de la tierce opposition sera toujours ouverte.

Toutefois, dans les parties du territoire national annexées de fait par l'ennemi ou soumises par lui à un régime spécial, la même garantie de l'Etat sera effective de plein droit au profit de toute personne lésée, spoliée ou privée de fait de ses biens, droits ou intérêts en conséquence de cette annexion ou de toute autre mesure générale ou particulière prise par l'ennemi. L'indemnisation ne sera subordonnée, dans ces cas, à aucune autre condition ou formalité préalable que la seule justification que le spoliateur, acquéreur, liquidateur ou gérant a été l'ennemi, ses organismes, ses ressortissants ou ses agents.

Art. 2. — Le droit au remboursement par l'Etat s'étendra aux prélèvements exercés par l'ennemi sur le produit des aliénations des biens des personnes spoliées ou sur les autres avoirs desdites personnes, en application de mesures prises par l'ennemi dans les territoires annexés de fait ou soumis par lui à un régime spécial et particulières à ces territoires.

Ne sont pas remboursables:

1° Les prélèvements qui ont servi au payement soit de dettes des personnes sur les avoirs desquelles ils ont été exercés, soit de frais exposés dans l'intérêt de ces personnes pour la conservation ou la gestion de leurs biens, droits ou intérêts, ou pour le soutien, tant en demande qu'en défense, d'instances y relatives.

2° Les prélèvements affectés au payement de courtages, de commissions, et d'une manière générale, de toutes rémunérations qui, en vertu de l'article 6 de l'ordonnance précitée du 21 avril 1945, doivent être restituées par les personnes qui en ont bénéficié.

Art. 3. — Dans les parties du territoire national annexées de fait par l'ennemi ou soumises par lui à un régime spécial, toute lésion, spoliation ou dépossession du fait de l'ennemi, de ses organismes, ressortissants, agents ou mandataires, par déclaration de ces biens comme biens ennemis, mises sous séquestre, ventes, gestions ou liquidations, ouvrent droit au payement par l'Etat au profit de toute personne physique ou morale qui en a été victime, de l'indemnité de dépossession visée au paragraphe 1er de l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Art. 4. — Les modalités d'application de la présente loi seront fixées en tant que de besoin par décret publié dans un délai de six mois.

ANNEXE N° 96

(Session de 1949. — Séance du 10 janvier 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions du **statut viticole**, par M. Delorme, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale modifiant certaines dispositions du statut viticole tend à régler des dispositions diverses.

Dans sa première partie elle tend:

1° A liquider certaines dispositions devenues caduques:

a) Soit par la liquidation des obligations des prestations d'alcool vinique, qui pour la période de disette n'avaient pas lieu d'être appliquées;

b) Soit (art. 2) à annuler des prescriptions de l'acte dit loi du 20 août 1940 tendant à assurer le ravitaillement des régions viticoles faisant obligation de transformer une certaine superficie en culture vivrière;

2° A assouplir la législation viticole en matière d'arrachage ou de replantation;

3° A s'assurer de la qualité des cépages assurant la production des vins de différentes catégories;

4° De permettre de reconstituer plus rapidement la production des vins à appellation contrôlée, en la limitant toutefois à l'aire de production fixée par la jurisprudence;

5° De préciser la réglementation antérieure concernant l'emploi des moûts de raisin dans la vinification;

6° A réparer une omission du code du vin et permettre à l'Algérie d'effectuer les plantations de vignes pieds-mères nécessaires à l'entretien de son vignoble.

Ces dispositions, dans leur ensemble, appellent de la part de la commission de l'agriculture les observations suivantes:

Nous vous proposons d'ajouter à la suite de l'article 2 *bis* qui vous est proposé un amendement ainsi conçu:

« Pourront également être replantées dans leur intégralité les parcelles arrachées dont la reconstitution se trouve limitée par les effets de l'article 8 de la loi du 24 décembre 1934. »

Cet amendement est proposé pour les raisons suivantes: suivant le paragraphe 85 du code du vin les superficies qui après arrachage pouvaient être replantées subissaient un abattement variant selon les superficies antérieures; or, la disposition que vous êtes appelés à voter tend à permettre la reconstitution dans leur intégralité des superficies précédentes.

Un problème délicat a été posé pour la modification de l'article 87 du code du vin dont le paragraphe C permet à toute personne ne possédant pas déjà un hectare de vigne, de planter jusqu'à concurrence de cette surface. L'incertitude qui pèse sur l'avenir de la production viticole et les renseignements les plus récents font ressortir que la production globale de la métropole et de l'Algérie se rapproche de la production d'avant guerre. Notre commission tout en admettant l'intérêt social qui a motivé cette disposition estime que les replantations même limitées à une faible surface pourraient présenter un certain danger.

Pour cette raison nous estimons qu'il y a lieu de contrôler l'emploi de cette production et de spécifier qu'elle ne pourra être commercialisée et devra être réservée à l'usage de la consommation familiale. Nous rappelons, ainsi, une disposition, déjà prévue dans le code du vin.

L'article 5 prévoit une nouvelle rédaction de l'article 89 du code du vin. Elle permettra un remplacement continu du vignoble en donnant la possibilité de replantation avant arrachage des vignes usées à condition qu'une surface corespondante de vigne soit arrachée dans un délai de trois ans A l'avenir, afin de s'assurer de la qualité de nos vins, l'autorisation de remplacement ne sera donnée que sous conditions de replanter des cépages choisis. Une commission nommée dans chaque département par le préfet comprenant sous la présidence du directeur des services agricoles, quatre délégués des associations viticoles et deux experts dégustateurs est chargée d'établir la liste des cépages autorisés.

Nous vous demandons de préciser que l'un au moins des quatre délégués viticoles sera choisi dans la région intéressée. Nous avons voulu par cette disposition que dans un même département, chacune des régions naturelles ou comportant une production viticole spéciale, puisse être représentée et faire valoir ses usages et ses droits.

Les décisions de cette commission doivent, d'ailleurs, être agréées par une commission centrale désignée par le ministre de l'agriculture.

L'alinéa *e* du paragraphe 5 de l'article 93 du code du vin prévoit qu'il n'y a pas de limitation à la replantation pour les vins d'appellation contrôlée à condition toutefois que celle-ci soit faite à l'intérieur du périmètre déterminé par les usages et la jurisprudence.

En ce qui concerne les vins ne bénéficiant pas d'une appellation contrôlée une déclaration préalable doit permettre de mentionner la situation des vignes destinées à l'arrachage ainsi que la nature des cépages employés dans la replantation.

Nous tenons à rappeler à cette occasion que les dispositions concernant les cépages prohibés doivent, de l'avis unanime de votre commission, faire l'objet d'une stricte application.

L'article 8 rappelle et précise les textes relatifs à l'emploi des glucoses.

Enfin, en ce qui concerne l'article 9, les dispositions antérieures du code du vin avaient omis d'étendre à l'Algérie la liberté de plantations de variétés ou de cépages de vignes pieds-mères indispensables à la recherche viticole, à l'entretien et à la replantation des vignobles. Des arrêtés seront prévus pour empêcher qu'il ne soit fait abus de cette possibilité.

Le tableau comparatif ci-dessous vous permettra d'apprécier les principales modifications apportées par votre commission au texte voté par l'Assemblée nationale.

Tableau comparatif.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Art. 1er. — . . . . . .

Art. 2. — . . . . . .

Art. 2 *bis*. — L'article 85 du code du vin est ainsi complété:

« Les dispositions du présent article s'appliquent aux surfaces arrachées en exécution des articles 1er et 2 de l'acte dit loi du 20 août 1940.

« Les parcelles arrachées contre indemnité et ayant fait l'objet d'engagements quindécennaux de non-replantation dans les conditions prévues par l'article 33 du décret-loi du 30 juillet 1935 et les textes subséquents, pourront être replantées avant l'expiration de la servitude, à charge par les viticulteurs intéressés de restituer l'indemnité perçue. »

Art. 3. — L'article 87 du code du vin est modifié et complété par les dispositions suivantes:

« *c*) Réalisés jusqu'à concurrence d'un hectare par toute personne ne possédant pas déjà cette surface de vignes. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'en faveur des personnes se trouvant à la tête d'une exploitation distincte telle que cette dernière est définie à l'article 48;

« *d*) Sans changement;

« *e*) Devant produire des vins susceptibles de bénéficier d'appellations d'origine contrôlée.

« Cette disposition ne s'applique qu'à l'intérieur des périmètres fixés par les décrets de contrôle ou délimités par le comité national des appellations d'origine, en exécution de ces décrets, et uniquement aux natures de terrains et aux cépages ouvrant droit à l'appellation d'origine contrôlée. »

Art. 4. — . . . . . .

Art. 5. — L'article 89 du code du vin est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 89. — Dans les régions où le vin ne bénéficie pas d'une appellation contrôlée, est autorisé le remplacement à surface égale des vignes qui doivent être arrachées dans un délai de trois ans.

« Toutefois, cette autorisation est subordonnée à la condition que le remplacement soit effectué avec des cépages choisis sur une liste:

« 1° Etablie sur proposition d'une commission nommée dans chaque département par arrêté du préfet et comprenant, sous la présidence du directeur des services agricoles, quatre délégués des associations viticoles et deux experts dégustateurs;

« 2° Agréée par une commission dont les membres seront désignés par le ministre de l'agriculture. »

Art. 6 et 7. — . . . . . .

Art. 8 et 9. — . . . . . .

Texte proposé par votre commission:

Art. 1er. — Conforme.

Art. 2. — Conforme.

Art. 2 *bis*. — 1er, 2e et 3e alinéas conformes.

4e alinéa (nouveau). — Pourront également être replantées dans leur intégralité les parcelles arrachées dont la reconstitution se trouve limitée par les effets de l'article 85, section X, alinéa 2 du code du vin, complété par l'article 8 de la loi du 24 décembre 1934.

Art. 3. — 1er et 2e alinéas, conformes.

3e alinéa (nouveau). — Toutefois, la production qui en proviendra devra être entièrement réservée à la consommation familiale et ne pourra être commercialisée.

(Le reste sans changement.)

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 1281, 74, 1302, 2148, 3572 et in-8° no 1399; Conseil de la République, II-27 (année 1948).

Art. 4. — Conforme.

Art. 5. — 1er, 2e et 3e alinéas, conformes.

1° Etablie sur proposition d'une commission nommée dans chaque département par arrêté du préfet et comprenant, sous la présidence du directeur des services agricoles quatre délégués des associations viticoles dont un au moins pris dans la région de production intéressée et deux experts dégustateurs.

(Le reste sans changement.)

Art. 6 et 7. — Conformes.

Art. 7 *bis* (nouveau). — L'article 80 du code du vin est complété par les dispositions suivantes:

« Les vins qui depuis la date légale de cessation des hostilités bénéficient d'un jugement ou d'un décret les plaçant dans les catégories suivantes: appellation contrôlée, appellation simple, vin délimité de qualité supérieure, restent soumis à toutes les dispositions du statut viticole. »

Art. 8 et 9. — Conformes.

En conséquence votre commission de l'agriculture vous demande d'adopter le texte dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Par dérogation aux dispositions de l'article 77 du code du vin, il ne sera pas exigé de prestations d'alcool vinique dans la métropole et en Algérie, au titre des campagnes 1915-1916, 1916-1947, 1917-1948, 1918-1919.

Art. 2. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 20 août 1940, portant adaptation des exploitations viticoles aux besoins du ravitaillement général et insérée dans le code du vin sous les articles 101 *ter* à 101 *octiès*.

Art. 2 *bis*. — L'article 85 du code du vin est ainsi complété:

« Les dispositions du présent article s'appliquent aux surfaces arrachées en exécution des articles 1er et 2 de l'acte dit loi du 20 août 1940. »

« Les parcelles arrachées contre indemnité et ayant fait l'objet d'engagements quindécennaux de non replantation dans les condition prévues par l'article 33 du décret-loi du 30 juillet 1935 et les textes subséquents, pourront être replantées avant l'expiration de la servitude, à charge par les viticulteurs intéressés de restituer l'indemnité perçue. »

« Pourront également être replantées dans leur intégralité les parcelles arrachées dont la reconstitution se trouve limitée par les effets de l'article 85, section X, alinéa 2 du code du vin, complété par l'article 8 de la loi du 24 décembre 1934. »

Art. 3. — L'article 87 du code du vin est modifié et complété par les dispositions suivantes:

« *c*) Réalisés jusqu'à concurrence d'un hectare par toute personne ne possédant pas déjà cette surface de vignes. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'en faveur des personnes se trouvant à la tête d'une exploitation distincte telle que cette dernière est définie à l'article 48.

« Toutefois, la production qui en proviendra devra être entièrement réservée à la consommation familiale et ne pourra être commercialisée.

« *d*) Sans changement;

« *e*) Devant produire des vins susceptibles de bénéficier d'appellations d'origine contrôlée.

« Cette disposition ne s'applique qu'à l'intérieur des périmètres fixés par les décrets de contrôle ou délimités par le comité national des appellations d'origine, en exécution de ces décrets, et uniquement aux natures de terrains et aux cépages ouvrant droit à l'appellation d'origine contrôlée. »

Art. 4. — L'article 88 du code du vin est abrogé.

Art. 5. — L'article 89 du code du vin est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 89. — Dans les régions où le vin ne bénéficie pas d'une appellation contrôlée, est autorisé le remplacement, à surface égale, des vignes qui doivent être arrachées dans un délai de trois ans.

« Toutefois, cette autorisation est subordonnée à la condition que le remplacement soit effectué avec des cépages choisis sur une liste.

« 1° Etablie sur proposition d'une commission nommée dans chaque département par arrêté du préfet et comprenant, sous la présidence du directeur des services agricoles, quatre délégués des associations viticoles dont un au moins pris dans la région de production intéressée et deux experts dégustateurs;

« 2° Agréée par une commission dont les membres seront désignés par le ministre de l'agriculture. »

Art. 6. — L'article 91 du code du vin est complété par les mots:

« ...un mois au moins avant le commencement de l'arrachage. »

Art. 7. — Les alinéas *e*), *f*), *g*), du paragraphe 5° de l'article 93 du code du vin sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

e) La production du vin à appellation d'origine contrôlée auquel cas la déclaration doit mentionner la nature des cépages à employer dans la plantation;

f) Pour les vignobles dont le vin ne bénéficie pas d'une appellation d'origine contrôlée, le remplacement des vignes arrachées depuis le 1er octobre 1931 ou destinées à l'arrachage dans un délai de trois ans dans les conditions prévues à l'article 89. Dans ce cas, la déclaration doit mentionner la situation des vignes à arracher avec toutes indications susceptibles d'en permettre l'identification ainsi que la nature des cépages à employer dans la plantation. »

Art. 7 *bis* (nouveau). — L'article 80 du code du vin est complété par les dispositions suivantes:

« Les vins qui depuis la date légale de cessation des hostilités, bénéficient d'un jugement ou d'un décret les plaçant dans les catégories suivantes: appellation contrôlée, appellation simple, vin délimité de qualité supérieure, restent soumis à toutes les dispositions du statut viticole. »

Art. 8. — A l'exception du droit de consommation sur les glucoses supprimé par l'article 12 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, la préparation, la circulation et l'emploi des moûts de raisin, de pommes ou de poires concentrés à plus de 10 p. 100 restent soumis à la réglementation applicable avant la publication de cette loi.

Art. 9. — Les dispositions de la présente loi et celles de la loi n° 835 du 29 juillet 1943 (insérées dans le code du vin sous l'article 87 *d*, et rendant libre la plantation de vignes pieds-mères), sont applicables aux départements de l'Algérie selon les modalités qui seront fixées par un arrêté du gouverneur général de l'Algérie, pris après avis du ministre de l'agriculture et du ministre de l'intérieur

ANNEXE N° 97

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la **reconstitution des archives** des **comptables du Trésor** préposés de la **caisse des dépôts et consignations,** qui ont été détruites par faits de guerre, par M. Fléchet, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, vous n'ignorez pas que les comptables du Trésor, trésoriers-payeurs généraux, receveurs des finances, percepteurs sont correspondants de la caisse des dépôts et consignations, c'est-à-dire tiennent pour cet organisme un compte pour chacun des dépôts et chacune des consignations qui sont déposés à la caisse par leur intermédiaire. Les comptes de consignations sont très généralement complexes et le dossier correspondant comprend des pièces nombreuses et de nature très diverse: comptes de versements et remboursements, déclaration de consigation indiquant les conditions du dépôt et les charges susceptibles de le grever, pièces à l'appui, pièces produites ultérieurement par les parties intéressées appuyant leurs prétentions sur la consignation (expéditions de décisions de justice, significations de jugements, oppositions dont il est tenu un registre spécial, etc.).

Il est nécessaire, préalablement à tout remboursement, de se reporter au compte, qui permet de connaître le solde de la consignation, et au dossier, qui contient les pièces sans lesquelles il serait impossible de déterminer le véritable propriétaire des fonds consignés, ainsi qu'au registre spécial des significations ou oppositions, qui permet de vérifier qu'aucune charge ne s'oppose au remboursement.

Or, les événements de la dernière guerre ont entraîné la destruction totale ou la perte partielle de la comptabilité et des archives d'un certain nombre de préposés de la caisse des dépôts et consignations. Il est donc indispensable, comme après la guerre de 1914-1918, de faire intervenir un texte de loi fixant les conditions dans lesquelles cette comptabilité et ces archives pourront être reconstituées

Le projet de loi qui vous est soumis prévoit donc la reconstitution provisoire des archives des comptables préposés tant du point de vue comptable (comptes proprement dits) que du point de vue contentieux (dossiers et registres des significations et oppositions). La caisse des dépôts et consignations interviendra pour une part importante dans cette reconstitution, car, en effet, centralisant toutes les opérations de recettes et de dépenses et recevant une copie de toutes les déclarations de consignations, elle est à même de fournir, dans une large mesure, les éléments nécessaires à cette reconstitution.

Dans les trois mois qui suivront la publication de la loi, les comptes qui auront été ainsi provisoirement reconstitués feront l'objet de mesures de publicité, en particulier dans les principaux journaux locaux.

Les intéressés disposeront alors d'un délai de six mois pour faire valoir leurs droits. S'ils ne se sont pas révélés à l'expiration de ce délai, ils seront forclos et ne pourront plus exercer de recours contre la caisse des dépôts et consignations ou ses préposés en invoquant l'insuffisance ou l'irrégularité de la reconstitution; seules, les voies du droit commun leur restent encore ouvertes.

A l'expiration du délai de six mois aura lieu la réinscription définitive des consignations et le rétablissement des pièces du dossier reconstituées. Chaque compte se trouvera ainsi juridiquement rétabli et les remboursements pourront ensuite être effectués normalement sur cette base.

Au lendemain de la première guerre mondiale, la loi du 19 juillet 1921 avait édicté des dispositions analogues ; toutefois, certaines difficultés qui s'étaient révélées par la suite font l'objet, dans le présent projet, de dispositions spéciales. En particulier, les mesures de publicité sont précisées et leur diffusion est élargie afin de sauvegarder au maximum les droits des parties en cause, en particulier lorsque celles-ci sont des repliés, des sinistrés ou des habitants de localités qui ont été entièrement détruites. Pour ces dernières personnes, les demandes reçues auront effet conservatoire, sous réserve toutefois, pour éliminer les demandes peu sérieuses, que les intéressés justifient avoir engagé dans un délai de six mois une procédure légale pour la reconstitution de l'acte sur lequel ils appuient leur demande.

Les dispositions de ce projet ayant paru minutieusement étudiées à votre commission des finances, celle-ci vous propose de donner un avis favorable au texte suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il sera immédiatement procédé à la constatation:

1° Des consignations reçues aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, receveurs des finances ou percepteurs, agissant en qualité de préposés de la caisse des dépôts et consignations, de Rocroi, Arcis-sur-Aube, Nogent-sur-Seine, Falaise, Lisieux, Pont-l'Evêque, Vire, Evreux, les Andelys, Saint-Lô, Avranches, Cherbourg, Coutances, Mortain, Valognes, Châlons-sur-Marne, Vitry-le-François, Montmédy, Verdun, Metz, Argentan, Boulogne-sur-Mer, Gray, le Havre, Neufchâtel, Yvetot, Melun, Fontainebleau et Doullens, et dont le compte n'était pas apuré au moment où tout ou partie des pièces antérieurement produites et des registres intéressant ces consignations a été détruit ou a disparu par faits de guerre;

(1) Voir les n°s : Assemblée nationale (1re législ.), 5441, 304 et in-8° 1459; Conseil de la République, II-104 (année 1948).

2° Des oppositions non périmées et des notifications de toute nature dont auraient été l'objet lesdites consignations.

Art. 2. — Cette constatation sera faite par les soins des comptables susvisés à l'aide:

1° De toutes pièces actuellement existantes à la direction générale de la caisse des dépôts et consignations, ou, éventuellement, chez les préposés;

2° Des pièces et renseignements existant, soit au ministère des finances, soit à la Cour des comptes, soit encore dans les archives de toutes administrations centrales, départementales, communales ou régies financières;

3° Des notifications faites par toutes les parties intéressées, ainsi qu'il va être dit à l'article 4 ci-après.

Art. 3. — Dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi, les comptes de consignations ainsi reconstitués seront, à la requête des comptables susvisés, publiés au *Journal officiel* et, pour chaque arrondissement judiciaire, dans un journal local d'annonces légales. Les dépenses correspondant à ces insertions seront à la charge de la caisse des dépôts et consignations.

La publication comprendra, toutes les fois qu'il sera possible, le numéro du compte, le nom sous lequel il a été ouvert, la date et la nature de la consignation, le solde du compte en capital au jour de la destruction ou de la perte, totale ou partielle, des archives du comptable; dans le cas de reconstitution contentieuse, elle précisera les noms, prénoms, qualités et domiciles de toutes les parties intéressées et connues; elle sera complétée par une mention apparente invitant les intéressés qui contesteront le montant du solde du compte et ceux dont le nom n'aurait pas été publié, ainsi que les personnes prétendant avoir des droits sur une consignation qui n'aurait pas été publiée, à se conformer aux dispositions de l'article 4 ci-dessous.

La même invitation sera faite aux personnes ayant intérêt à la reconstitution pour s'assurer une valable libération, ainsi qu'à leurs mandataires et aux intermédiaires. (officiers ministériels ou autres) ayant effectué les consignations, signifié des actes ou poursuivi des procédures pour le compte de leurs clients au sujet des consignations en cause.

En outre, avis de cette publication sera inséré dans les journaux désignés par arrêté du directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

Art. 4. — Dans le délai de six mois à compter de la publication au *Journal officiel* visée à l'article précédent, toute personne dont le nom n'aurait pas été publié et qui prétendrait avoir des droits, à un titre quelconque, sur des sommes consignées à la caisse de l'un des comptables désignés à l'article 1er, sera tenue, pour conserver le bénéfice des actes lui profitant et produits ou signifiés avant la destruction visée au même article 1er, de remettre au comptable dépositaire, contre reçu, une demande énonçant les motifs de sa réclamation et la qualité en laquelle elle agit. Elle y joindra, si cela est possible, les originaux ou, à défaut des originaux, les copies dûment certifiées et légalisées des actes dont elle invoque le bénéfice, soit que ces actes aient été signifiés ou produits à la caisse, soit que, signifiés à des tiers avant le versement, ils aient été remis par les déposants à l'appui de leur dépôt.

Si la consignation faisant l'objet de la demande visée au paragraphe ci-dessus n'a pas été publiée au *Journal officiel*, l'intéressé pourra, en outre, être tenu de communiquer au préposé toutes pièces attestant la réalité du versement, en originaux ou en copies comme il est dit ci-dessus, telles que récépissés, déclarations de versement ou procès-verbaux de dépôt.

La procédure ci-dessus visée est applicable aux autres intervenants mentionnés à l'article 3.

Art. 5. — Si le réclamant se déclare dans l'impossibilité de produire les justifications visées à l'article 4 ci-dessus, en raison des circonstances de guerre, la demande présentée par lui sera reçue par le comptable à titre purement conservatoire.

Mais si l'acte invoqué avait naturellement pour effet de conférer à son bénéficiaire la propriété exclusive de tout ou partie des fonds consignés, même sous certaines conditions énoncées audit acte, le réclamant devra justifier qu'il a introduit une procédure légale de reconstitution de cet acte dans le délai de six mois du jour de sa réclamation, faute de quoi celle-ci serait nulle et de nul effet.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux personnes intervenant seulement pour assurer leur libération, ainsi qu'aux mandataires et aux intermédiaires visés à l'article 3.

Art. 6. — Aucune demande ne sera admise après le délai de six mois visé à l'article 4, sauf la faculté pour les intéressés de faire valoir leurs droits suivant les voies du droit commun.

Les remboursements affectant les consignations visées par l'article 1er et effectués en conformité de la reconstitution prescrite par la présente loi ne pourront être attaqués par les tiers en vertu d'actes notifiés avant les destructions ou disparitions visées audit article, qu'autant que ces tiers auront accompli les formalités prescrites par l'article 4 avant l'expiration du délai qu'il détermine; les tiers ne pourront dans les cas de l'espèce demander à se faire relever de la forclusion encourue en invoquant le bénéfice de la loi du 29 octobre 1940, validée par l'ordonnance du 22 août 1944, et des textes subséquents.

Art. 7. — Les frais occasionnés par la production des pièces visées aux articles 4 et 5 ou de toutes autres qui seraient exigées par la caisse des dépôts en remplacement des documents détruits seront après taxe remboursés par la caisse.

Les actes faits, les copies et pièces justificatives fournies en exécution de la présente loi, ainsi que tous actes de procédure et d'instance auxquels elle donnerait lieu, seront dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Il en sera de même pour les actes portant mainlevée des oppositions que la caisse des dépôts aurait inscrites d'office, s'il est justifié que la mainlevée avait été donnée avant la destruction des archives du comptable préposé.

Art. 8. — Lorsque toutes les justifications nécessaires auront été produites et reconnues suffisantes par la caisse des dépôts et consignations, celle-ci réinscrira sur ses registres:

1° Les consignations faites avec l'indication de la date primitive et l'énoncé des charges sous lesquelles elles ont été opérées;

2° Les oppositions formées sur chaque somme consignée, soit avant, soit depuis la consignation, les noms des huissiers instrumentaires, les dates de ces oppositions, les sommes pour lesquelles elles ont été faites, les noms et domiciles des opposants et les qualités en lesquelles ils agissent;

3° Les cessions, transports, état de collocation et tous autres titres notifiés à la caisse, chacun à sa date.

Des certificats pourront être délivrés aux ayants droit, sur leur demande, lorsque ces réinscriptions seront terminées.

En cas de refus de réinscriptions, la caisse devra en faire connaître les motifs aux parties intéressées dans le mois suivant l'expiration des délais prévus soit par l'article 4, soit par l'article 5, sauf recours desdites parties devant le tribunal civil.

Art. 9. — Si, après reconnaissance de l'existence d'une consignation réalisée avant les destructions ou disparitions visées à l'article 1er les parties intéressées veulent en toucher le montant sans attendre l'expiration des délais visés aux articles précédents, elles pourront obtenir ce remboursement en fournissant au préalable un cautionnement destiné à garantir la caisse des dépôts contre toute réclamation présentée en exécution de l'article 4.

Ce cautionnement, qui devra être d'une valeur égale à la somme à payer et qui sera consigné à la caisse des dépôts et consignations, sera effectué, soit en rentes sur l'Etat français au porteur, évaluées au cours moyen de la Bourse de Paris de la veille du dépôt, soit en obligations, ou en bons du Trésor; il pourra être remplacé par la caution d'un établissement bancaire avec l'agrément de la caisse des dépôts.

A défaut de réclamation formée par les tiers dans le délai prévu à l'article 4, le cautionnement sera remboursé sur la demande de l'ayant droit avec les intérêts ou arrérages qu'il aura produits dans les dix jours de la demande de remboursement.

Si des réclamations se produisent dans le délai prévu à l'article 4, les parties seront mises en demeure, par lettre recommandée, de restituer la somme reçue avec les intérêts dont la caisse pourrait être constituée comptable; faute par elles de le faire, le cautionnement pourra être réalisé à leurs risques et périls, trente jours après l'envoi de ladite lettre recommandée et sans aucune autre formalité, par la direction générale de la caisse des dépôts et consignations.

Art. 10. — Sous la réserve prévue à l'article 9, la caisse des dépôts ne pourra être tenue de rembourser tout ou partie des consignations réinscrites sur ses registres, pendant le cours des délais fixés par la présente loi.

Art. 11. — Lorsque le réclamant ne pourra produire aucune pièce justifiant d'une signification faite directement entre les mains du comptable dépositaire, la péremption de cinq ans édictée par la loi du 8 juillet 1837 sera comptée à la date de la signification dont le bénéfice est invoqué, telle que cette date sera précisée par le réclamant sous son entière responsabilité.

Lorsque la date de la signification ne pourra être précisée, et que moins de cinq années se seront écoulées entre la destruction ou la disparition visée à l'article 1er et la publication au *Journal officiel* prescrite par l'article 3, la péremption sera comptée du jour de la destruction ou de la disparition; lorsque plus de cinq années se seront écoulées entre les deux dates visées ci-dessus, une nouvelle signification devra être faite à la requête et aux frais du réclamant dans le délai de six mois du jour de la demande présentée en exécution de l'article 4, faute de quoi cette demande serait nulle et de nul effet.

Les délais de cinq ans prévus au présent article seront majorés, le cas échéant, pour tenir compte des textes ayant suspendu le cours des délais pendant les hostilités.

Art. 12. — Toutes les procédures auxquelles donnerait lieu l'application de la présente loi seront poursuivies comme en matière sommaire et sans frais

---

ANNEXE N° 98

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux droits à **pension d'invalidité des militaires** des **troupes supplétives de l'Afrique du Nord**, par M. Michel Yver, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi, soumis à votre examen, a pour but d'étendre aux troupes supplétives de l'Afrique du Nord le bénéfice de la loi du 31 mars 1919.

Ces éléments autochtones, servant sous contrats de courte durée résiliables unilatéralement, ne pouvaient, jusqu'au 11 mars 1943, prétendre qu'à des gratifications de réforme, conformément aux décrets des 28 juillet 1915 et 16 août 1918.

Une première mesure fut prise en leur faveur par l'ordonnance du 11 mars 1943 qui leur accorda le droit à pension mais en le limitant aux seules blessures reçues en opérations, à compter du 8 novembre 1942.

Il a paru au Gouvernement qu'il était équitable de compléter ces mesures en étendant les dispositions de la loi du 31 mars 1919 aux veuves, orphelins et ascendants ainsi qu'aux militaires atteints d'infirmités consécutives au service.

La rétroactivité du droit à pension a, d'autre part, été accordée pour les décès survenus et les infirmités contractées au cours de la première période d'opérations de guerre, soit, du 2 septembre 1939 au 25 juin 1940.

Votre commission des pensions se félicite de voir ainsi réparer une injustice qui lésait gravement une catégorie particulièrement in-

(1) Voir les nos Assemblée nationale (1re législ.), 1957, 5039, 5887 et in-8° 1476; Conseil de la République, 12 (année 1949).

téressante de militaires d'Afrique du Nord et vous propose, en conséquence, d'adopter sans modifications, le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les dispositions des articles 73 et 74 de la loi du 31 mars 1919 et des textes modificatifs sont applicables, dans les conditions indiquées ci-après, aux militaires des troupes supplétives permanentes d'Afrique du Nord qui, placés sous l'autorité du ministre chargé de la défense nationale, ont servi au cours de la guerre 1939-1945 par contrat à terme fixe ou par tacite reconduction d'un tel contrat, ainsi qu'à leurs veuves, orphelins et ascendants.

Art. 2. — Le bénéfice de la présomption d'imputabilité au service, en ce qui concerne les maladies, ne joue que pour celles contractées ou aggravées à l'occasion du service au cours d'une expédition à l'extérieur du territoire d'origine des postulants ou en captivité et compte tenu des délais prévus par l'article 3 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Art. 3. — Le point de départ des pensions et allocations diverses ne peut être antérieur à la promulgation de la présente loi, les intéressés gardant le bénéfice des sommes qu'ils auraient déjà perçues par application des textes les régissant auparavant.

Art. 4. — Les tableaux d'assimilation de grade, établis par le ministre chargé de la défense nationale, déterminent les grades à considérer pour la liquidation des droits des militaires bénéficiaires de la présente loi et de leurs ayants cause.

Art. 5. — L'ordonnance du 11 mai 1943 est abrogée.

ANNEXE N° 99

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde des **droits des gendarmes**, par M. le général Corniglion-Molinier, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le personnel de la gendarmerie est exposé actuellement à une double menace:

1° Son reclassement est remis en cause à la suite de modalités qui, si elles étaient adoptées, réduiraient les échelles de solde de 30 à 40 points;

2° L'état-major de l'armée a obtenu la relève des légions de marche d'Indochine.

L'application de cette décision désorganiserait la gendarmerie dans la métropole et il lui serait impossible d'accomplir la mission dont elle est chargée.

Les militaires de la gendarmerie sont employés en Indochine comme soldats de deuxième classe et, d'autre part, il est envisagé de désavantager les gendarmes en ce qui concerne l'échelle des soldes par rapport à leurs collègues des autres armes.

Voici donc des causes de mécontentement qui risquent de créer un malaise dans le corps de la gendarmerie. Les gendarmes ont, de plus, d'autres sujets de plaintes, comme, par exemple, les changements trop fréquents de résidence qui les éloignent de leurs familles et leur emploi à des besognes qui ne correspondent pas aux clauses de leur engagement dans l'arme.

Sans insister sur les mérites de ces fidèles et dévoués serviteurs du pays, vous permettrez à votre rapporteur de rappeler leur magnifique attitude durant les années de guerre et spécialement pendant les années d'occupation: aussi bien les membres des réseaux que les réfractaires au service obligatoire du travail ont pu circuler à peu près librement sur le territoire occupé par l'ennemi ou en zone libre, en n'ayant rien à craindre des gendarmes qui, la plupart du temps, se faisaient sciemment et librement leurs alliés.

(1) Voir le n°: Conseil de la République, H-119 (année 1948).

Je connais même personnellement des cas où les gendarmes ont participé à des opérations de parachutage d'armes destinées à la Résistance. Nombreux sont les gendarmes également qui passaient dans les fermes où se cachaient des réfractaires au S. T. O. pour les prévenir des jours et des heures d'inspection afin qu'ils puissent aller se cacher ailleurs.

D'autres, enfin, ont prévenu de nombreux résistants qui étaient menacés d'arrestation et des israélites qui risquaient d'être déportés, de façon qu'ils puissent, les uns et les autres, changer de résidence et ne pas être arrêtés.

Depuis la Libération, cette légion de bons serviteurs de l'Etat a repris sa tâche avec courage et abnégation. Elle assume avec discipline et calme le maintien de l'ordre dans une période où, hélas, les conflits sociaux sont assez nombreux.

Les missions qui sont confiées à la gendarmerie sont complexes et ses revendications générales sont diverses.

Le rôle militaire de la gendarmerie est devenu plus important qu'il était autrefois. L'armée se sert de la gendarmerie pour la recherche des insoumis, des déserteurs, des absents illégaux, pour le service du recrutement, de la mobilisation, de l'intendance, pour les affectations, les contrôles, les vérifications, etc.

Différentes missions militaires accaparent la presque totalité du temps des gendarmes et ne leur laissent que très peu de temps au rôle civil qu'ils doivent remplir également.

En effet, si la gendarmerie a un caractère militaire au même titre que l'armée de terre, la marine ou l'aviation, elle est cependant et avant tout une arme de spécialistes créée il y a plusieurs siècles sous le nom de maréchaussée pour assurer sur la totalité du territoire le maintien de l'ordre public, veiller au respect et à l'exécution des lois; elle a également à assurer la sécurité des campagnes et des voies de communications.

Son rôle civil est, par conséquent, indéniable, mais, pour que ce double service, civil et militaire, soit bien fait, il est indispensable que ses agents d'exécution soient des militaires soumis à la hiérarchie et à la discipline.

Toutefois, cette subordination de la gendarmerie à l'état-major général de l'armée, organe stratégique et de commandement, présente des inconvénients graves pour le sort des gendarmes eux-mêmes. En effet, cet organisme ne connaît qu'imparfaitement les besoins de la gendarmerie. Ce haut commandement jouit du privilège redoutable de donner à la gendarmerie des ordres exécutoires sur l'heure pouvant avoir des conséquences graves.

La première réforme à obtenir serait donc de faire de la gendarmerie une armée autonome que les autorités militaires ne pourraient mettre en action que par voie de réquisition légale, comme le font les autorités civiles.

La direction de la gendarmerie, placée au sein des services communs du ministère de la défense nationale, non subordonnée à l'état-major de l'armée, serait placée directement sous l'autorité du ministre.

Il faudrait donc donner au corps de la gendarmerie un statut particulier. La profession d'officier, de gradé et de gendarme demande des hommes sûrs, calmes, connaissant parfaitement leur métier, et il est difficile de les remplacer par des officiers et des gradés trop jeunes et inexpérimentés venus d'autres armes.

Pour toutes les raisons ci-dessus, qui ont été si bien développées dans l'exposé des motifs de notre collègue M. Giacomoni, pour donner à ce corps d'élite tous les encouragements qu'il mérite, nous vous demandons d'inviter le Gouvernement à se pencher avec toute la sollicitude possible sur le sort des gendarmes, de leurs gradés et de leurs officiers, en adoptant la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement :

1° A faire voter par le Parlement un statut de la gendarmerie prévoyant, notamment, la création d'une direction de la gendarmerie directement placée sous l'autorité du ministre de la défense nationale;

2° A accorder aux gendarmes, à leurs gradés, à leurs officiers, une échelle des soldes qui leur donne des moyens matériels d'existence dignes de leur mission délicate;

3° A appliquer à la gendarmerie des limites d'âge qui conservent à cette arme un encadrement expérimenté.

ANNEXE N° 100

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement: 1° à **abroger le décret** n° 48-1713 du **9 novembre 1948**; 2° à déposer, avant le 31 mars 1949, un projet de loi fixant les **modalités d'application du rapport constant** précisées par l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et assurant la mise à **parité absolue des pensions de guerre avec les traitements des fonctionnaires**, présentée par MM. Giauque, de Bardonnèche, Mme Claeys, MM. Dassaud, Héline, de Pontbriand, Ternynck, Michel Yver et les membres de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), sénateurs. — (Renvoyée à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi n° 48-337 du 27 février 1948, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948, en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique et de l'amélioration de la situation des victimes de la guerre, stipule en son article 11 ce qui suit:

« Il sera établi, avant le 31 juillet 1948, par règlement d'administration publique, un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires. »

Champ d'application de l'article 11

Nous pensons traduire fidèlement l'esprit qui a animé les nombreux parlementaires tant de l'Assemblée nationale que du Conseil de la République qui prirent une part active aux débats ayant abouti au vote de l'article 11 de la loi du 27 février 1948, en affirmant qu'ils entendaient bien assurer aux victimes de la guerre le bénéfice de pensions dont les taux seraient mis à parité absolue avec ceux des traitements des fonctionnaires.

Pour eux et sans doute pour la quasi-unanimité des parlementaires des deux Assemblées, l'application des dispositions de l'article 11 n'avait pas seulement pour but de synchroniser dans l'avenir les augmentations des traitements et des pensions, mais aussi de faire disparaître l'écart qui existait entre les taux des pensions et des traitements avant le 1er janvier 1948.

A cet égard, les amendements déposés à la séance de l'Assemblée nationale du 6 février 1948 par M. Pleven, ainsi qu'à la séance du Conseil de la République du 20 février 1948 par MM. Thomas et Dassaud, ne laissent aucun doute.

Dans la pensée des auteurs de ces amendements, l'application de la règle de parité contenue dans l'article 11 devait être précédée d'une revalorisation absolue des pensions.

Que cet article n'ait pas clairement exprimé cette volonté du législateur, ce n'est, hélas! que trop certain, mais l'intervention, en séance, de M. le ministre des anciens combattants enlevait tout initiative aux auteurs d'amendements destinés à la préciser.

Règlement d'administration publique pour l'application de l'article 11.

Une commission interministérielle de seize membres nommés par arrêté du 10 juillet 1948, comprenant un conseiller d'Etat, des parlementaires, des représentants de l'union française des associations de combattants, de la fédération nationale des prisonniers de guerre et des fonctionnaires des ministères

des finances, des anciens combattants et de la fonction publique, fut chargée d'élaborer le projet de règlement d'administration publique prévu par l'article 11.

Après trois séances de travail, au cours desquelles les membres de cette commission s'efforcèrent d'interpréter la pensée du législateur et de la concrétiser dans un texte qui s'inspirât d'une juste appréciation des droits des victimes de la guerre, un projet de décret, présenté par les représentants de l'union française des associations de combattants, fut adopté à la majorité de 8 voix contre 7.

Le texte de ce projet de décret rétablissait, à la date du 1er janvier 1948, la parité existant le 30 septembre 1937 entre les taux des pensions et les taux des traitements de fonctionnaires et fixait, sur la base de cette parité, le rapport constant sur lequel devaient jouer les coefficients de variations des traitements et des pensions.

Un projet présenté par les représentants des administrations qui établissait ce rapport constant, à l'exclusion de toute mise à parité préalable, se trouvait ainsi écarté. Toutefois, la commission décida que les deux projets seraient transmis à M. le ministre des anciens combattants, étant entendu:

1° Que celui qui avait été adopté par la commission aurait la priorité;

2° Qu'une déclaration serait annexée au projet élaboré par les représentants de l'administration, précisant que la minorité des membres de la commission n'avait pu s'associer au texte adopté par la majorité parce qu'elle estimait, à tort ou à raison, que la commission devait limiter sa compétence à la définition des modalités du rapport constant, à l'exclusion de toute mesure tendant à assurer la revalorisation des pensions, ajoutant toutefois qu'il ne fallait pas interpréter son vote dans le sens d'une condamnation du principe même de cette revalorisation.

Nous étions en droit d'espérer que le Gouvernement, soucieux d'affirmer sa sollicitude à l'égard des victimes de la guerre, donnerait son accord au projet adopté par la majorité de la commission.

Décret pris par le Gouvernement.

Non seulement le Gouvernement ne crut pas devoir adopter le projet retenu par la commission, mais il rejeta également celui de la minorité et lui substitua un nouveau texte dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne tient aucun compte de la volonté du législateur. Tel est le sentiment qui se dégage de l'examen du décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948.

Critique du décret du 9 novembre 1948.

Ce décret exclut toute mesure qui permettrait de combler la disparité existant entre les taux des traitements et les taux des pensions, disparité énorme qui ressort du tableau comparatif ci-dessous:

Traitement de l'huissier de 1re classe de ministère au 30 septembre 1937, 12.000 F; au 1er janvier 1949, 192.000 F; coefficient de revalorisation, 16.

Pension du mutilé de guerre à 100 p. 100: au 30 septembre 1937, 12.160 F; au 1er janvier 1949, 130.140 F; coefficient de revalorisation, 10.70.

Ces chiffres montrent, en effet, que la pension du mutilé de guerre a 100 p. 100 d'invalidité a subi, par rapport au traitement du fonctionnaire pris comme terme de comparaison, une dévaluation de

$$\frac{192.000 \text{ F} - 130.140 \text{ F}}{192.000} = 32 \text{ p. } 100.$$

Nous pourrions multiplier de tels exemples; ils ne feraient que confirmer, en l'accusant davantage, cette marge de dévaluation.

Cette injustice, objet des douloureuses méditations des victimes de la guerre, se trouve désormais ratifiée par le décret du 9 novembre 1948.

Celui-ci en ajoute d'autres dont l'avenir seul permettra de mesurer la gravité.

Il prévoit, notamment, qu'une variation des traitements de la fonction publique dans laquelle n'apparaîtra pas un coefficient de variation unique (tel est le cas de l'allocation d'indemnité de cherté de vie) n'affectera pas les pensions de guerre si, d'autre part, les retraites des fonctionnaires ne sont pas elles-mêmes affectées par cette variation.

Observons, tout d'abord, qu'une telle clause introduite dans le décret viole la loi, non seulement dans son esprit, mais dans sa lettre. Nous mettons au défi les auteurs du décret de trouver une seule phrase dans le compte rendu des débats auxquels a donné lieu la discussion de l'article 11, un seul terme dans le texte de cet article ayant un rapport quelconque avec les fonctionnaires retraités ou les retraites de ces derniers.

Il ne fait aucun doute qu'on a voulu ainsi réduire la portée de l'article 11. Il suffira désormais de revaloriser, par voie d'indemnité, les traitements des fonctionnaires et les retraites des fonctionnaires, en combinant savamment l'alternance des textes, pour que les pensionnés de guerre soient, dans tous les cas frustrés de toutes améliorations de leurs pensions.

Constatons déjà que l'indemnité de vie chère de 2.500 F accordée aux fonctionnaires pour la période de juillet-août 1948, l'augmentation du pouvoir d'achat des traitements résultant de la suppression de l'impôt cédulaire, d'autres indemnités encore n'ont été suivies d'aucune revalorisation des pensions de guerre parce qu'aucune de ces variations de traitement n'a affecté les retraites des fonctionnaires.

Ceci dit, personne ne s'étonnera si nous affirmons que la grande espérance suscitée parmi les victimes de la guerre, par le vote de l'article 11 de la loi du 27 février 1948, a fait place à une amère désillusion, depuis la publication du décret d'application.

Ces victimes comptent sur le Conseil de la République pour qu'une solution de justice intervienne, à bref délai, dans ce domaine qui touche de si près à leurs conditions d'existence.

C'est pour répondre à leur attente que nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution dont la teneur suit:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A abroger le décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 relatif aux taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre;

2° A déposer avant le 31 mars 1949 un projet de loi fixant les modalités d'application du rapport constant prévu par l'article 11 susvisé et assurant la mise à parité absolue des pensions de guerre avec les traitements des fonctionnaires.

ANNEXE N° 101

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la production industrielle sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, établissant les conditions dans lesquelles sont fixées les **taxes intérieures de consommation** visées à l'**article 265** du **code des douanes,** par M. Aubert, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 11 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 10 février 1949, page 176, 1re colonne.)

ANNEXE N° 102

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **relever** les taux de l'allocation aux **vieux travailleurs** salariés, des **pensions de vieillesse et d'invalidité** de la sécurité sociale ainsi que le **plafond des cotisations** d'assurances sociales, d'allocations familiales et d'accidents du travail, par M. Pujol, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 11 février 1949 (compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 10 février 1949, page 177, 3e colonne.

ANNEXE N° 103

(Session de 1949. — Seance du 10 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **relever** les taux de **l'allocation** aux **vieux travailleurs** salariés,, des **pensions de vieillesse et d'invalidité** de la sécurité sociale ainsi que le **plafond des cotisations** d'assurances sociales, d'allocations familiales et d'accidents du travail, par M. Demusois, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 11 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 10 février 1949, page 178, 3e colonne.)

ANNEXE N° 104

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de M. Héline et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à proposer au Parlement la **modification** des dispositions de l'article 8 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948 portant majoration des **cotisations** d'**impôts directs,** ou à modifier lesdites dispositions par la voie réglementaire, par M. Fléchet, sénateur (3).

Mesdames, messieurs, la proposition de résolution présentée par M. Héline et les membres de son groupe a pour objet de demander au Gouvernement d'exonérer des majorations de cotisations d'impôts directs les industriels créanciers de l'Etat.

Il importe de rappeler que l'article 12 de la loi du 6 janvier 1948 modifiant l'article 383 du code général des contributions directes a simplifié les règles relatives à l'exigibilité des contributions directes en même temps qu'il en accentuait la rigueur.

Ce texte a notamment institué une pénalité de 10 p. 100 qui est encourue automatiquement par les contribuables n'ayant pas payé leurs impôts à la date du 31 octobre, sauf s'il s'agit de cotisations dont les rôles ont été mis en recouvrement à une date postérieure au 31 juillet. Dans ce cas, en effet, la majoration n'est appliquée que sur les cotisations ou fractions de cotisations qui n'auraient pas été payées le dernier jour du troisième mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle.

L'article 8 de la loi du 24 septembre 1948 a abrogé les délais ainsi accordés aux contribuables.

Enfin, la loi de finances du 31 décembre 1948 a modifié la date d'application des pénalités de telle sorte que désormais, l'échéance est la suivante:

Avant le 30 septembre. — Date limite pour

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6111, 6139, 6273 et in-8° 1552; Conseil de la République: 57 et 76 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5629, 5841, 5900, 5901, 6025 et in-8° 1556; Conseil de la République: 68 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 5639, 5841, 5900, 5901, 6024 et in-8° 1556; Conseil de la République: 68 et 102 (année 1949).

(3) Voir le no: Conseil de la République, II-43 (année 1948).

le payement et au delà de laquelle s'applique la pénalisation de 10 p. 100: loi du 24 septembre 1948, art. 8, 31 octobre; loi du 31 décembre 1948, art. 41, 31 octobre.

Du 30 septembre au 1er décembre. — Date limite pour le payement et au delà de laquelle s'applique la pénalisation de 10 p. 100: loi du 24 septembre 1948, art. 8, 31 décembre; loi du 31 décembre 1948, art. 41, 31 janvier.

Après le 1er décembre (inclus). — Date limite pour le payement et au delà de laquelle s'applique la pénalisation de 10 p. 100: loi du 24 septembre 1948, art. 8, 28 février; loi du 31 décembre 1948, art. 41, 28 février.

Si ces modifications apportent un certain assouplissement à la règle édictée par la loi du 6 janvier 1948, les délais impartis aux contribuables pour régler leurs impôts n'en restent pas moins extrêmement rigoureux. Ils risquent de mettre en difficulté certains contribuables, en particulier les fournisseurs de l'Etat et des administrations publiques qui ajournent le payement de leurs dettes, s'assurant ainsi aux dépens de leurs créanciers, des facilités de trésorerie.

Il est manifeste que pour cette catégorie de contribuables, la majoration automatique de leurs cotisations en cas de retard est contraire à l'équité. Une certaine tolérance semble donc devoir être prévue en faveur de ces redevables dont la trésorerie se trouve gênée.

La proposition de résolution de M. Héline a été étudiée par votre commission des finances. Sa rédaction a paru devoir être modifiée:

1° Parce que le mot « contribuable » doit être substitué au mot « industriel »;

2° Parce qu'il est nécessaire de ne pas maintenir un caractère d'automatisme à l'exonération des cotisations d'impôts pour tous les créanciers de l'Etat;

3° Parce qu'il importait d'établir une relation entre le montant des sommes dues par l'Etat et des cotisations dues par les redevables.

Pour ces raisons, et tout en protestant contre certains retards inexcusables apportés par les administrations publiques ou les établissements contrôlés par l'Etat, au payement de leurs dettes, votre commission des finances vous demande de bien vouloir accepter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République appelle tout particulièrement l'attention du Gouvernement sur le caractère rigoureux de la majoration de 10 p. 100 prévue par l'article 8 de la loi du 24 septembre 1948, appliquée aux cotisations payées en retard, lorsqu'il s'agit de contribuables créanciers d'administrations publiques ou contrôlées par l'Etat.

Il l'invite donc à donner des instructions aux services de recouvrement, afin qu'ils examinent favorablement les demandes de remises des pénalités encourues par ces contribuables, notamment s'ils apportent la preuve comptable du non payement de factures exigibles trois mois au moins avant la mise en recouvrement de leurs impôts et si le montant des créances exigibles est égal ou supérieur au montant des cotisations mises en recouvrement.

ANNEXE N° 105

(Session de 1949. — Séance du 10 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les **dommages de guerre**, par M. Driant, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 30 décembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946, qui est la résultante des propositions présentées par notre collègue M. Westphal et par M. Crouzier.

Le but de cette proposition de loi est de faire cesser une inégalité choquante entre deux catégories de sinistrés du fait d'une dualité de législation. En effet, nous avons dans notre arsenal législatif deux textes:

1° L'un, la loi du 11 juillet 1938, qui veut que les dommages de guerre causés par les troupes françaises ou alliées soient réglés sur la base de la valeur vénale des biens au jour du dommage;

2° L'autre, la loi du 28 octobre 1946 qui prévoit que le dommage dit « de guerre » sera indemnisé sur la base de la valeur du bien endommagé au jour de sa reconstitution.

On en arrive, ainsi, à ce résultat, pour le moins anormal, que, dans une même localité par exemple, deux sinistres provoqués l'un par un bombardement allié à la veille de la libération, l'autre par les troupes alliées au lendemain de leur entrée dans la localité, seront réglés sur des bases différentes.

Pour le premier, le propriétaire attendra peut-être de longs mois, mais en application de la loi du 28 octobre 1946, il pourra reconstruire à l'identique. Par contre, le propriétaire du second immeuble endommagé se verra dans l'impossibilité de reconstruire. En effet, il aura été indemnisé, souvent aussi avec un long retard, sur la base de la valeur de son bien au jour du sinistre. Et vous pensez bien que la somme représentant la valeur d'un immeuble en 1944 ne permet pas de le reconstruire en 1949

L'article 7 de la loi du 28 octobre 1946 prévoit bien que sont présumés, sauf preuve contraire, résulter de fait de guerre les dommages causés aux biens des populations expulsées par l'ennemi ou évacuées d'office ou par ordre de l'autorité militaire, au cours de périodes et dans les régions à préciser par décrets.

Ces décrets ont été pris. Les délégations départementales du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme se montrent, en général, très compréhensives et, chaque fois qu'il y a présomption de dommages de guerre, elles prennent le sinistre en charge. Mais il ne peut toujours en être ainsi et la réglementation concernant les réquisitions joue alors.

C'est ce que nous voulons éviter.

Enfin, lors de la discussion de ce texte devant l'Assemblée nationale, M. Schmitt a fait adopter un amendement étendant le bénéfice du texte aux dommages causés par les services publics français ou alliés pendant la durée des hostilités, démontrant qu'il n'y a aucune raison de traiter différemment en temps de guerre les dommages causés par les troupes et par les services publics.

Votre commission a largement discuté de ce texte et de ses répercussions. Elle m'a chargé de vous demander d'adopter le texte voté par l'Assemblée nationale en précisant que dans son esprit il ne vise que les dommages causés aux biens jusqu'à la date légale de cessation des hostilités. Les indemnités perçues et qui n'ont pu permettre la reconstitution du bien doivent être considérées comme des acomptes.

C'est à l'unanimité moins une voix que votre commission vous demande donc d'adopter le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre est complété ainsi qu'il suit:

« 6° Les dommages causés par les troupes ou les services publics français ou alliés pendant la durée des hostilités. »

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 3200, 3264, 56935 et in-8° 1485; Conseil de la République: 41 et II-146 (année 1948).

ANNEXE N° 106

(Session de 1949. — Séance du 15 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant intégration des **militaires** dans l'organisation générale de la **sécurité sociale**, par M. Michel Madelin, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 17 décembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant intégration des militaires dans l'organisation générale de la sécurité sociale.

Le principe même de la sécurité sociale ne saurait être discuté. Son application se réalise par paliers successifs. C'est ainsi que son bénéfice fut étendu aux fonctionnaires par le décret du 31 décembre 1946, ratifié par la loi du 9 avril 1947.

Il est, je crois, inutile de s'étendre plus longuement sur les motifs d'ordre rationnel, moral et matériel qui ont conduit à l'intégration des militaires dans ce grand cadre de solidarité nationale.

Cependant, pour remplir leur rôle, les militaires sont soumis à certains statuts qui leur ont ouvert des droits spéciaux correspondant à des devoirs particuliers.

D'autre part, l'armée fut, sans doute, un des premiers organismes ayant adopté, avant même qu'il fût parlé de sécurité sociale, un certains nombre de mesures protégeant ses membres contre les risques de maladie, de blessure et de vieillesse, par l'organisation du service de santé et par le système des retraites.

Enfin, les organisations mutualistes ont pris, dans l'armée, une importance considérable et l'on ne peut d'ailleurs que se féliciter de la marche de ces différentes associations mutuelles qui, avec des ressources minimes, apportent un secours précieux aux militaires et à leurs familles.

Il s'agit donc d'intégrer les militaires dans l'organisation générale de la sécurité sociale tout en conservant ce qui est indispensable à la bonne marche de l'armée et en essayant d'utiliser au mieux ce qui existe déjà. Il s'agit aussi que, par rapport aux autres ressortissants de la sécurité sociale, les militaires ne soient ni favorisés, ni lésés.

C'est avec ce souci que votre commission a cru devoir préciser certains points:

A l'article 8, votre commission vous propose d'ajouter, à la suite du premier alinéa, l'alinéa suivant:

« Cette caisse sera rattachée à la caisse nationale de sécurité sociale dans les mêmes conditions que les autres caisses régionales. »

Ce nouvel alinéa est destiné à enlever toute ambiguïté au texte et son insertion a fait l'objet d'une demande expresse de M. le ministre de la défense nationale.

De plus, votre commission unanime émet le désir que la caisse de sécurité sociale englobant l'ensemble des territoires métropolitains puisse être aménagée de façon à ce que les armées de terre, de mer et de l'air soient respectivement rattachées à une section particulière.

Ceci doit assurer une meilleure gestion et permettre un contrôle plus rigoureux.

Votre commission vous propose de remplacer, dans le dernier alinéa de l'article 8, les mots: « avant le 1er mars 1949 », par les mots: « au plus tard le 1er mai 1949 ».

En effet, il semble impossible que la date du 1er mars puisse être respectée.

Art. 10. — Toujours d'après les mêmes principes, votre commission vous propose de remplacer la rédaction de l'article 10, adoptée par l'Assemblée nationale, par la rédaction suivante:

« Les militaires à solde mensuelle ouvriront droit au capital décès dans les mêmes conditions et au même taux que les fonctionnaires civils de l'Etat.

« Les modalités d'attribution du capital décès des militaires à solde spéciale progressive seront fixées par décret. »

Il s'agit là, en effet, de préciser une parité d'avantages entre les fonctionnaires civils et les militaires.

Dans l'article 13, votre commission a envisagé les répercussions profondes sur un plan très général, que pourrait avoir le deuxième alinéa.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4716, 3852, 4296, 4188, 5266 (rectifié) et in-8° 1446; Conseil de la République: II-81 (année 1948).

Elle n'en a pas moins été vivement impressionnée par le fait qu'un très grand nombre de militaires servent outre-mer et que leur famille y réside.

Elle vous propose, à l'unanimité, de remplacer le deuxième alinéa par le suivant:

« Un décret fixera, avant le 31 décembre 1949, des dispositions particulières de protection sociale en faveur des familles des militaires servant en dehors du territoire métropolitain lorsqu'elles résident dans un département d'outre-mer ou dans un territoire de l'Union française. »

Enfin, votre commission a estimé ne pas avoir à reprendre le premier alinéa de l'article 15 initial, disjoint par l'Assemblée nationale, estimant comme cette dernière que l'alinéa en question envisageait une extension dépassant très largement ce qui est prévu par le titre même du présent projet de loi.

Sous le bénéfice de ces explications et de ces quelques précisions, votre commission vous demande d'adopter le projet de loi suivant;

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Le bénéfice de la sécurité sociale est étendu aux militaires en activité et en retraite, ainsi qu'à leurs familles, dans les conditions fixées par la présente loi.

Les avantages acquis supérieurs à ceux accordés par la sécurité sociale ne pourront en aucun cas être réduits ou supprimés.

TITRE Ier. — *Prestations en nature.*

Art. 2. — Les militaires de tous grades possédant le statut de militaire de carrière ou servant au delà de la durée légale, en vertu d'un contrat ou d'une commission, bénéficient, ainsi que leurs familles, dans les cas de maladie, longue maladie et maternité, des prestations en nature des assurances sociales dans les mêmes conditions que les fonctionnaires civils de l'Etat, sous réserve des dispositions du présent texte.

Art. 3. — Les militaires titulaires d'une pension de retraite, âgés de plus de cinquante-cinq ans, ainsi que les veuves, titulaires d'une pension de reversion, ont droit ou ouvrent droit aux mêmes prestations que les fonctionnaires civils retraités.

Toutefois, lorsque les intéressés exercent une activité professionnelle, ils sont assujettis au régime de sécurité sociale dont relève leur activité.

Art. 4. — En ce qui concerne le régime de sécurité sociale, les militaires en activité ainsi que leurs familles ont le libre choix du médecin militaire ou civil.

Les services de santé militaires restent seuls compétents pour toutes les décisions pouvant avoir des conséquences statutaires ou disciplinaires.

Art. 5. — Les prestations en nature, versées par l'organisation de la sécurité sociale, en contre-partie des services rendus par les services de santé militaire, donneront lieu à annulation de dépenses au titre des chapitres budgétaires intéressés selon des modalités qui seront fixées par arrêté ministériel.

Art. 6. — . . . . . .

Art. 7. — La couverture des risques visés au présent titre est assurée par une cotisation des bénéficiaires et une cotisation de l'Etat, dont le taux est fixé dans les mêmes conditions que pour les fonctionnaires civils.

L'assiette et les modalités de recouvrement de ces cotisations seront fixées par les décrets prévus à l'article 14.

Art. 8. — Il est institué, pour le personnel militaire, une caisse de sécurité sociale dont la circonscription englobera l'ensemble du territoire métropolitain et qui assumera les fonctions dévolues par l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 aux caisses primaires et aux caisses régionales de sécurité sociale.

Cette caisse sera rattachée à la caisse nationale de sécurité sociale dans les mêmes conditions que les autres caisses régionales.

Toutefois, un règlement d'administration publique fixera, au plus tard le 1er mai 1949, la composition du conseil d'administration de cette caisse, les modalités d'élection des représentants des bénéficiaires et les modalités de désignation des représentants de l'Etat.

Art. 9. — Les dispositions du présent titre ne s'appliquent pas aux accidents survenus en service qui restent couverts dans les conditons de la législation en vigueur.

TITRE II. — *Capital décès.*

Art. 10. — Les militaires à solde mensuelle ouvriront droit au capital décès dans les mêmes conditions et au même taux que les fonctionnaires civils de l'Etat.

Les modalités d'attribution du capital décès des militaires à solde spéciale progressive seront fixées par décret.

TITRE III. — *Dispositions spéciales.*

Art. 11. — Pour l'application de la présente loi les officiers généraux du cadre de réserve sont assimilés aux retraités.

Art. 12. — En cas de guerre, le bénéfice des prestations prévues par la présente loi continue à être accordé aux familles et aux retraités, mais cesse d'être accordé au militaire lui-même ou au retraité rappelé à l'activité.

Art. 13. — Les dispositions de la présente loi s'appliquent également aux familles des militaires servant hors du territoire métropolitain, à condition qu'elles résident dans la métropole.

Un décret fixera, avant le 31 décembre 1949, des dispositions particulières de protection sociale en faveur des familles des militaires servant en dehors du territoire métropolitain lorsqu'elles résident dans un département d'outre-mer ou dans un territoire de l'Union française.

Art. 14. — Des décrets pris sur le rapport du ministre de la défense nationale, du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre des finances et des affaires économiques, fixeront les modalités d'application de la présente loi.

Art. 15. — Le régime prévu par la présente loi entrera en vigueur au plus tard le 1er juin 1949.

ANNEXE N° 107

(Session de 1949. — Séance du 15 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant l'**incendie involontaire en forêt**, par M. Carcassonne, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 16 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 15 février 1949, page 211, 2e colonne.)

ANNEXE N° 108

(Session de 1949. — Séance du 15 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative à la **taxe spéciale** destinée à la **direction de la répression des fraudes** pour assurer la surveillance des **vins à appellation d'origine d'Alsace**, par M. Schafer, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 16 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 15 février 1949, page 213, 1re colonne.)

(1) Voir le n°: Assemblée nationale (1re législ.), 1623, 4436, 4874 et in-8° 1420; Conseil de la République, II-47 (année 1948) et 23 (année 1949)

(2) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 3662, 4630, 5663 et in-8° 1458; Conseil de la République, II-106 (année 1948) et 54 (année 1949).

ANNEXE N° 109

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif aux **comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949)**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Recettes et dépenses sur comptes spéciaux du Trésor.

Art. 1er. — Les ministres sont autorisés, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, à gérer conformément aux lois en vigueur les services commerciaux énumérés à l'état « A ». Les opérations de recettes et de dépenses de ces services seront imputées aux comptes spéciaux de commerce prévus par ledit état dans la limite du découvert maximum qui a été fixé pour chaque compte.

La comptabilité administrative des comptes de commerce sera suivie sur instruction du ministre des finances et les résultats provisoires seront présentés au Parlement sous forme d'un bilan commercial avant le 30 juin 1950; les profits et les pertes dégagés par ce bilan seront imputés au budget de l'exercice en cours.

Art. 2. — Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer au cours de l'exercice 1949 les dépenses énumérées à l'état « B », dont le total est arrêté à 60 milliards 530.300.000 F.

Ces dépenses sont imputées aux comptes d'affectation spéciale prévus par ledit état.

Le ministre des finances est autorisé à percevoir, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949 les recettes énumérées à l'état « B », et dont le total est évalué à 60 milliards 530.300.000 F.

Ces recettes sont imputées aux comptes d'affectation spéciale par ledit état.

Les opérations de recettes et de dépenses des comptes d'affectation spéciale sont exécutées, contrôlées et réglées dans les mêmes conditions que celles du budget général, sous réserve des dispositions ci-après:

1° Sauf pendant les trois premiers mois de l'exercice, le total des dépenses de chaque compte d'affectation spéciale ne devra en aucun cas excéder le total des recettes du même compte;

2° Si les recettes sont, en cours d'exercice, supérieures de plus de 10 p. 100 aux évaluations, les crédits de dépenses pourront être majorés dans la limite de cet excédent par décret portant le contreseing du ministre des finances;

3° La loi de finances de l'exercice 1950 pourra autoriser l'imputation de tout ou partie de l'excédent de recettes d'un compte d'affectation spéciale aux recettes du même compte de l'exercice suivant;

4° Certains chiffres de dépenses limitativement énumérés à l'état « B » ont un caractère évaluatif. Les dépassements qui seraient

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.): 5944, 6110, 6197 et in-8° 1580.

constatés sur ces chiffres seront approuvés par la loi de règlement.

Art. 3. — Les ministres sont autorisés à gérer entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, conformément aux lois en vigueur, les comptes spéciaux de règlement avec les gouvernements étrangers et les comptes spéciaux de caractère monétaire énumérés à l'état « C ». Les découverts constatés à ces comptes ne devront pas excéder les limites prévues audit état. L'état « C » énumère ceux des comptes dont les opérations annuelles seront apurées par la loi de règlement et ceux dont les soldes seront reportés jusqu'à la clôture du compte.

Art. 4. — Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, les dépenses énumérées à l'état « D » et dont le total est arrêté au chiffre de 73.130.777.121 F.

Ces dépenses seront imputées aux comptes spéciaux d'investissement prévus par ledit état. Elles seront exécutées, contrôlées et réglées dans les mêmes conditions que les dépenses de reconstruction et d'équipement.

Les crédits qui n'auront pas été employés au 31 décembre 1949 pourront être reportés à l'exercice suivant par décret pris sur la proposition du ministre des finances.

Art. 5. — Le ministre des finances est autorisé, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, à accorder des avances de trésorerie pour une durée n'excédant pas deux ans, dans la limite fixée par l'état « E » et dont le total a été arrêté à 230.508.999.000 F.

Les avances seront imputées aux comptes spéciaux d'avances du Trésor prévus par ledit état.

Les recettes à provenir en 1949 du remboursement desdites avances et des avances antérieurement consenties seront imputées aux mêmes comptes. Leur montant total est évalué à 169.406 millions de francs, conformément à l'état « E » visé au premier alinéa du présent article.

Le ministre des finances est autorisé à renouveler pour deux années au plus les avances non remboursées depuis plus de deux ans énumérées à l'état « F » et dont le total est égal à 40.528.847.487 F.

Art. 6. — Le ministre des finances est autorisé à consolider sous forme de prêts à long terme les avances non remboursées depuis plus de deux ans énumérées à l'état « G » dont le total est égal à 55.130.441.311 F.

Ces prêts porteront intérêt et seront remboursables par annuités ou à terme. Ils pourront, en outre, être stipulés remboursables par priorité sur le produit des premiers emprunts publics émis par les collectivités débitrices.

La consolidation du prêt sera constatée par une dépense à un compte d'investissement ouvert à cet effet. Les intérêts ou les annuités de remboursement concernant ces prêts seront versés au budget. Les remboursements de tout ou partie du capital par anticipation ou au terme du contrat de prêt seront affectés à l'équipement ou à la reconstruction.

Art. 7. — Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949 les dépenses effectuées en monnaies locales (marks et schillings) dans les territoires occupés. Ils sont autorisés à percevoir les recettes renouvelables dans ces territoires. Ces recettes et ces dépenses seront imputées aux comptes spéciaux d'opérations en territoires occupés ouverts par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946, les prévisions de ces comptes spéciaux seront fixées par arrêté interministériel communiqué préalablement aux commissions des finances des deux Assemblées.

Ledit arrêté fixera également le découvert autorisé pour la même année, au titre des opérations effectuées en monnaies locales (marks et schillings) en ce qui concerne les comptes spéciaux créés:

1° Par l'article 6 de la loi susvisée en vue d'assurer la confection et la distribution aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes en service en territoires occupés des effets d'habillement;

2° Par l'article 75 de la même loi pour retracer les conversions de francs et de billets du Trésor libellés en francs contre marks ou schillings, ainsi que les opérations en sens inverse, auxquelles il est procédé par le Trésor ou pour son compte pour les besoins des personnels et des services français ou alliés.

TITRE II

Clôtures ou fusions de comptes.

Art. 8. — Les comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor et dont l'énumération est donnée à l'état « H » seront définitivement clos le 31 décembre 1948.

Les soldes accusés à la date du 31 décembre 1948 par les comptes visés audit état seront, dans les écritures du Trésor, transportés à un compte de résultat. Les recettes ou les dépenses de ces comptes qui ne seraient pas recouvrées ou payées au 31 décembre 1948 ou qui deviendraient exigibles après cette date seront effectuées au titre des recettes ou des dépenses du budget aux diligences des départements ministériels antérieurement chargés de la gestion des comptes spéciaux.

Art. 9. — Les comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor et dont l'énumération est donnée dans l'état « I » seront définitivement clos au 31 décembre 1949 au plus tard. Les opérations effectuées au titre de ces comptes pendant l'année 1949 seront considérées comme des opérations de liquidation non soumises aux dispositions des articles 41 à 46 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, modifiée par la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948.

Les soldes des accusés à la date du 31 décembre 1949 par les comptes visés à l'alinéa précédent seront, dans les écritures du Trésor, transportés à un compte de résultat. Les recettes ou les dépenses de ces comptes qui ne seraient pas recouvrées ou payées au 31 décembre 1949 ou qui deviendraient liquides ou exigibles après cette date seront effectuées au titre des recettes ou des dépenses du budget, aux diligences des départements ministériels antérieurement chargés de la gestion des comptes spéciaux.

Art. 10. — Les comptes spéciaux ci-dessous désignés ouverts dans les écritures du Trésor seront définitivement clos le 31 décembre 1948.

Les soldes accusés au 31 décembre 1948 par lesdits comptes seront repris et les opérations de recettes et de dépenses à effectuer pendant l'année 1949 retracées à des comptes nouveaux ouverts à cet effet, qui grouperont les opérations antérieurement suivies dans plusieurs comptes comme il est indiqué ci-après:

Comptes clos:

Assurances maritimes contre les risques de guerre.

Réassurances des risques de guerre au cours de transports terrestres, fluviaux ou aériens.

Comptes de rattachements:

Assurances et réassurances maritimes et transports. (Compte de commerce prévu à l'état A annexé à la présente loi.)

Compte clos:

Achats d'immeubles et de fonds de commerce effectués par l'administration de l'enregistrement en vertu de son droit de préemption.

Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales.

Subdivision:

Opérations du service central des ventes du mobilier de l'Etat.

Comptes de rattachements:

Opérations commerciales de l'enregistrement et des domaines. (Compte de commerce prévu à l'état A annexé à la présente loi.)

Compte clos:

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (accord franco-argentin du 3 décembre 1946).

Fonds déposés au Trésor avec intérêt par la Banque de France (application de l'avenant du 31 mars 1948 à l'accord franco-brésilien du 8 mars 1946).

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'accord de payement franco-égyptien du 9 juin 1948).

Comptes de rattachements:

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers. (Compte de règlements avec les gouvernements étrangers prévu à l'état C annexé à la présente loi.)

Art. 11. — La date de clôture des comptes spéciaux énumérés ci-dessous fixée au 31 décembre 1948 par la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 est reportée au 31 décembre 1949.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Liquidation de dépenses d'occupation.

Dépenses provenant de l'apurement de débets résultant de faits de guerre.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Opérations pour le compte des possessions d'outre-mer privées de relations avec la métropole.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Dépenses des organisations civiles et militaires de la Résistance.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Liquidation des organismes professionnels (art. 169 de la loi du 7 octobre 1946).

Acquisition des droits dans des sociétés minières.

Commerce extérieur, importations.

Commerce extérieur, exportations.

Art. 12. — Le compte « Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat. — 7° Office des changes » sera transféré parmi les comptes d'apurement et son solde au 31 décembre 1948 sera soumis au Parlement pour être transféré aux découverts du Trésor au titre d'opérations anciennes provenant des faits de guerre. Les remboursements à recevoir ultérieurement sur ces avances seront imputés en recettes au budget général.

Art. 13. — Les crédits à ouvrir au ministre des forces armées, section « Guerre », à la suite de la clôture au 31 décembre 1948, conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi, du compte « Renouvellement des approvisionnements en effets d'habillement, de couchage et d'ameublement des troupes métropolitaines » en vue de la réalisation des programmes de fabrication, d'habillement, de couchage et d'ameublement nécessaires aux besoins de l'armée, peuvent, pour la partie non consommée à la date de clôture des opérations budgétaires, être reportés à l'exercice suivant.

Dès le début d'un exercice, les deux tiers des disponibilités constatées sur l'exercice précédent dans les écritures du contrôleur des dépenses engagées pourront donner lieu à ouverture de crédits par décret pris dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948.

Le solde créditeur du compte spécial à la date de sa clôture sera inscrit en addition aux crédits applicables au chapitre « Programmes de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement des troupes métropolitaines », à charge pour ce chapitre de supporter les dépenses afférentes aux parties de programmes propres à l'armée de terre et aux collectivités rattachées pour lesquelles des provisions ont été constituées par les services intéressés avant la clôture du compte et ont été comprises dans le solde créditeur de ce dernier.

Chaque année, au cours du troisième trimestre, en fonction des modalités de réalisation du programme, il sera procédé par décret contresigné par les ministres chargés des administrations de la guerre et du budget au transfert du chapitre de l'habillement aux chapitres de personnels ouvriers du service de l'intendance, des crédits nécessaires au payement des salaires, primes et charges sociales des ouvriers temporaires qui, affectés aux ateliers en régie, ne rempliraient pas les conditions fixées par l'article 20 de la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 pour pouvoir être rémunérés sur le chapitre de l'habillement.

Art. 14. — Nonobstant les dispositions de l'article 205 du règlement du 3 avril 1869 et des textes subséquents sur la comptabilité des dépenses du département de la guerre, les dépenses résultant de l'exécution des programmes d'habillement, campement, couchage et ameublement des troupes de l'armée de terre, seront, à partir de la date de clôture des opérations de mandatement, imputées, quel que soit leur montant, sur les crédits de l'exercice en cours à l'époque de l'ordonnancement, sous réserve de l'observation des dispositions de la loi du 12 janvier 1831 et des textes subséquents.

A titre transitoire, en raison de la suppression du compte spécial visé à l'article précédent, toutes les créances se rapportant à l'exécution des programmes du service de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement nées antérieurement au 31 décembre 1948 seront, à compter du 1er janvier 1949, imputées sur les crédits de l'exercice 1949 au chapitre « Programmes du service de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement des troupes métropolitaines ».

De même, toutes les recettes antérieures non régularisées à la date du 1er janvier 1949 bénéficieront au même chapitre.

Art. 15. — La liquidation du compte spécial des transports maritimes prévue à l'article 9 ci-dessus, sera effectuée dans les conditions ci-après:

Les armateurs-gérants des navires affrétés par l'Etat en exécution de la charte-partie du 15 septembre 1940 devront, sauf impossibilité dûment justifiée, fournir les comptes de voyages prévus a l'article 5 du contrat de gérance annexé à la charte-partie au plus tard le 31 mars 1949.

Les armateurs-gérants doivent reverser à l'Etat, avant le 31 mars 1949, toutes les sommes dont ils sont débiteurs au titre des voyages à l'exclusion des frets et passages à la charge des services publics. Les sommes restant dues à la date du 31 mars 1949 porteront intérêt à 6 p. 100 au profit du Trésor.

Le ministre de la marine marchande dressera des états des sommes restant dues au compte spécial des transports maritimes par les différents départements ministériels au titre des frets et passages.

Ces états seront établis par exercice.

Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'apurement géré par le ministre des finances, au débit duquel seront portées les sommes figurant sur les états dressés en exécution de l'alinéa précédent. Le compte spécial des transports maritimes sera crédité de sommes égales. Les excédents de dépenses de ce compte seront transportés aux découverts du Trésor par la loi de règlement de chaque exercice.

Toutefois, les sommes dues par les services publics au compte spécial des transports maritimes au titre de l'exercice 1948 seront recouvrées dans la forme ordinaire.

Titre III

Ouverture de comptes.

Art. 16 — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial de commerce intitulé « Gestion des titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat » et retraçant:

En dépenses: les dépenses afférentes aux achats de titres ou aux souscriptions à des augmentations de capital;

En recettes: le produit de la vente de titres ou de droits qui y sont attachés et le remboursement par le budget du montant des souscriptions.

Art. 17. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial de commerce, géré par le ministre des finances et dénommé « Opérations concernant les entreprises sous réquisition ».

Ce compte retracera les recettes et les dépenses faites en application de la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition.

Art. 18. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale, géré par le ministre des finances et dénommé « Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat ». Ce compte comportera:

En recettes: le produit des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat;

En dépenses: les sommes versées, par dérogation à l'article 5 de l'ordonnance du 6 janvier 1945, aux fonctionnaires représentant l'Etat dans les organismes publics et d'économie mixte, et dont le montant sera fixé par décision concertée du ministre des finances et de chacun des ministres dont relèvent ces fonctionnaires.

Art. 19. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor, parmi les comptes de règlement avec les gouvernements étrangers un compte spécial géré par le ministre des finances et dénommé « Application de l'accord de payement avec les gouvernements militaires américain, britannique et français en Allemagne ». A ce compte seront imputés:

En dépenses: les avances à verser aux comptes ouverts à la Banque de France en vertu de l'accord de payement du 18 novembre 1948;

En recettes: les remboursements opérés sur lesdites avances.

Art. 20. — Le ministre des finances est autorisé à imputer à un compte spécial d'opérations monétaires intitulé « Pertes et bénéfices de change » toutes les pertes et tous les bénéfices constatés dans la comptabilité du Trésor entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949 en raison des fluctuations de change et dont la provision n'a pas été faite au budget de l'Etat. Toutes les opérations de ce compte arrêtées au 31 décembre 1949 seront présentées au Parlement avec la loi de règlement de l'exercice 1949 pour être transférées aux découverts du Trésor.

Toutes les opérations de même nature constatées antérieurement au 31 décembre 1948 feront l'objet d'une procédure d'apurement dont il sera rendu compte au Parlement au plus tard avec le projet de loi de règlement de l'exercice 1949.

Art. 21. — Les recettes effectuées en monnaie locale en Allemagne, autres que celles imputables aux comptes spéciaux visés à l'article 7 ci-dessus, seront constatées à un compte d'opérations en territoires occupés qui sera ouvert à cet effet et qui sera géré par le ministre des finances comme un compte d'affectation spéciale.

La nature et le montant de ces recettes ainsi que la destination qui pourra leur être donnée, seront déterminés par arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques, après communication aux commissions des finances des deux Assemblées.

Art. 22. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 1.730 millions de francs les subventions sous forme de remise de titres d'annuités aux collectivités publiques et privées pour la réalisation de leurs travaux d'équipement rural, en application de l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947.

Le ministre des travaux publics est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 600 millions de francs les subventions sous forme de remise de titres d'annuités aux collectivités publiques et privées pour la réalisation de travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure, en application de la loi n° 48-1510 du 1er octobre 1948.

Art. 23. — Le ministre des finances est autorisé à verser à la Société nationale des chemins de fer français des acomptes en application de l'article 46 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 pour le remboursement au service des importations et des exportations de la valeur du matériel destiné à la reconstitution de son réseau. Le montant total de ces acomptes est fixé à 9.286 millions de francs.

La Société nationale des chemins de fer français est autorisée à émettre des emprunts dans la limite de la somme restant à sa charge, soit 2.321.781.121 F.

En attendant la réalisation de ces emprunts, le ministre des finances est autorisé à accorder à la Société nationale des chemins de fer français un prêt spécial portant intérêt, remboursable sur le produit desdits emprunts.

Les sommes qui seront dépensées par le Trésor en application du premier et du troisième alinéa du présent article et qui seront immédiatement reversées au compte special « Importations et exportations » seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 24. — Le ministre des finances est autorisé dans la limite d'un montant global de 15 milliards de francs à constituer ou à augmenter la dotation ou le capital des entreprises nationales.

Ces dépenses seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 25. — . . . . . .

Art. 26. — Le ministre des finances est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 2.300 millions de francs, les sommes à payer par voie de remise de bons du Trésor à deux ans d'échéance en remboursement des prélèvements effectués sur les avoirs des spoliés en application des articles 41 à 51 de la loi n° 48-978 du 16 juin 1948 portant aménagements fiscaux.

Art. 27. — Le ministre des finances est autorisé à consentir aux crédits municipaux, dans la limite d'un montant global de 350 millions de francs, des prêts portant intérêt à 2 p. 100 et amortissables en quinze ans.

Ces dépenses seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 28. — Le ministre des finances est autorisé, dans la limite maximum de deux milliards de francs, à consentir au département de la Seine et à la ville de Paris, sur la proposition du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, des prêts destinés à la constitution et au maintien du fonds de roulement de la régie autonome des transports parisiens. Ces prêts porteront intérêt au taux de 4 p. 100 et seront amortissables en quinze ans. Le montant des annuités versées au Trésor par le département de la Seine et la ville de Paris sera remboursé à ces collectivités par la régie autonome des transports parisiens.

Les dépenses de l'Etat correspondant au versement des prêts seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 29. — Le régime des prêts spéciaux prévus par les articles 1er et 2 de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 en faveur des offices et sociétés d'habitations à bon marché continuera à être appliqué au cours de l'année 1949.

Les prêts que le ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont autorisés à consentir, en application des lois sur les habitations à bon marché, font l'objet de crédits d'engagement et de crédits de payement.

Pour l'année 1949, les crédits d'engagement sont fixés à 29.999.999.000 F et les crédits de payement à 21.999.999.000 F.

Les dépenses sont imputées à un compte spécial d'investissement.

Art. 29 *bis*. — . . . . . .

Art. 29 *ter*. — Le ministre des finances déposera avant le 30 juin 1949 un projet de loi concernant les caisses et organismes divers recevant à quelque titre que ce soit le produit de taxes fiscales ou parafiscales, ou redevances ou indemnités diverses résultant notamment de la législation des prix.

Le projet de loi précisera le statut de ces organismes, la nature des dépenses qu'ils sont autorisés à effectuer, les modalités de contrôle des comptes et les règles de placement des disponibilités.

Il prononcera la réintégration au Trésor sous forme de comptes spéciaux de tous les organismes gérés par des services administratifs de l'Etat.

Il fournira la liste de tous les organismes, fonds ou comptes qui sont actuellement gérés par des établissements publics ou des entreprises nationales sous la responsabilité du Trésor et qui devront désormais être prévus, suivis et contrôlés annuellement dans les mêmes conditions que les comptes spéciaux du Trésor.

Art. 29 *quater*. — Le ministre des finances transmettra aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République avant le 1er juin 1949:

1° La liste des sommes de plus de 100 millions de francs dues depuis plus de trois mois par des départements ministériels, des entreprises nationales, des collectivités ou des établissements publics à des services commerciaux de l'Etat, à des entreprises nationales ou à des établissements d'Etat à caractère industriel ou commercial, ainsi que les explications fournies par les services, établissements ou collectivités débitrices sur les motifs de ces retards et les précautions prises pour réserver les crédits;

2° La liste des sommes de plus de 100 millions de francs dues depuis plus de six mois, par des sociétés d'économie mixte, des groupements ou autres organismes privés fonctionnant sous le contrôle de l'Etat à des services commerciaux de l'Etat, des entreprises nationales ou des établissements d'Etat à ca-

ractère industriel ou commercial, ainsi que les motifs qui s'opposent à la poursuite immédiate des débiteurs.

Art. 29 *quinquies*. — Toute recette et toute dépense de l'Etat doit être ouverte ou budget ou à l'un des comptes spéciaux visés à la présente loi pour son montant brut Il est et demeure interdit d'imputer une dépense à un compte provisoire de recettes et de transférer ensuite le solde contracté à un compte définitif du budget ou du Trésor.

A titre exceptionnel et pour l'exercice 1949 seulement, un décret portant le contreseing du ministre des finances ouvrira les lignes de recettes et les crédits nécessaires pour réintégrer au budget ou à un compte spécial les dépenses actuellement imputées à un compte provisoire de recettes.

Le décret pourra prévoir que les crédits ouverts au paragraphe précédent auront un caractère évaluatif et que les dépenses pourront être faites sans délégation préalable et même sans ordonnancement préalable

TITRE IV

Dispositions spéciales.

Art. 30. — Par dérogation aux dispositions de l'article 40 de la loi n° 48-21 du 6 janvier 1948, relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, seront fixées chaque année à titre évaluatif, les recettes et les dépenses correspondant aux avances consenties par le Trésor aux départements, aux communes et à des établissements ou organismes divers sur le produit des centimes, impositions et taxes directes recouvrés à leur profit en application des articles 138 et 139 de la loi du 16 avril 1930, modifiés par les articles 16 et 17 de l'ordonnance n° 45-2674 du 2 novembre 1945, et des articles 9 à 16 de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948.

Pour l'année 1949, les recettes et les dépenses susvisées sont fixées conformément à l'état « E » annexé à la présenet loi.

Art. 31. — Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, au titre des lois validées des 19 avril 1941 et 29 mars 1942 et des ordonnances n° 45-2058 du 8 septembre 1945 et n° 45-2677 du 2 novembre 1945, pour la réparation des dommages causés par les inondations dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales en 1940 et en 1942 et dans le département de la Dordogne en 1944, des autorisations de programme s'élevant à 231.500.000 F et des autorisations de payement s'élevant à 308.500.000 F réparties conformément au tableau ci-dessous:

Indemnités pour reconstitution des immeubles d'habitation et des immeubles bâtis et non bâtis des exploitations agricoles: autorisations de payement, 77 millions de francs.

Indemnités pour reconstitution des immeubles, installations, ouvrages et éléments d'exploitation des services publics locaux: autorisations de programmes, 231.500.000 F; autorisations de payement, 231.500.000 F.

Avances pour la reconstitution des immeubles à usage industriel ou commercial: autorisations de payement, mémoire.

Allocations pour reconstitution des meubles meublants, objets ménagers et effets personnels: autorisations de payement, mémoire.

Totaux: autorisations de programmes, 231 millions 500.000 F; autorisations de payement, 308.500.000 F.

Art. 32. — Sont prorogées jusqu'au 1er avril 1949 les dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 7 du décret du 14 octobre 1939 pris en application de l'article 26 du décret-loi du 26 septembre 1939, instituant un moratoire en faveur des organismes d'habitations à bon marché et de certains de leurs emprunteurs hypothécaires, locataires ou acquéreurs.

Art. 33. — En vue de permettre au crédit agricole mutuel de continuer à apporter son concours à la réalisation des investissements réalisés tant au moyen des prêts collectifs à long terme que dans le cadre des lois des 8 août 1923 et 16 avril 1935 et du décret du 17 juin 1938, le montant maximum des prêts pouvant être consentis par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole est porté, en crédits d'engagements, de 6.700 millions à 12.100 millions de francs.

Ces prêts nouveaux seront répartis entre les objets auxquels ils sont affectés dans les mêmes conditions que les ressources fournies par le fonds de modernisation et d'équipement.

Art. 34. — Le montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé à consentir en vue d'assurer le financement des prêts visés ci-dessous est fixé, en crédits d'engagement, comme suit:

OBJET DU PRÊT	ÉTABLISSEMENT intermédiaire.	ANCIEN plafond.	NOUVEAU plafond.
		millions.	millions.
Prêts à long terme individuels	Caisse nationale de crédit agricole.	2.000	3.000
Amélioration de l'habitat rural (loi du 15 mai 1941)	Idem.	300	500
Accession à l'exploitation agricole des prisonniers, rapatriés et anciens déportés (ordonnance du 20 octobre 1945, Titre III)	Idem.	2.250	2.485
Aménagement du foyer rural des prisonniers rapatriés et anciens déportés (ordonnance du 20 octobre 1945, Titre IV)	Idem.	250	18
Prêts d'installation aux jeunes agriculteurs (loi du 24 mai 1946)	Idem.	3.500	5.500
Prêts aux artisans (loi validée du 21 mars 1941)	Chambre syndicale des banques populaires.	250	400
Prêts aux sociétés coopératives de production (loi du 8 août 1947, art. 70)	Caisse centrale de crédit coopératif.	»	150
Prêts aux sociétés coopératives de consommation (loi du 8 août 1947, art. 70)	Idem.	»	200
Prêts à moyen terme pour favoriser l'industrie artisanale (loi du 21 mars 1941)	Idem.	»	120
Prêts au crédit maritime mutuel (loi du 21 mars 1948, art. 27)	Idem.	300	900

Art. 35. — Est porté en crédits d'engagement de 400 millions de francs à 1 milliard de francs le montant maximum des avances pouvant être consenties par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole en vue de l'attribution de prêts à long terme par l'intermédiaire des institutions de crédit agricole mutuel de l'Afrique du Nord.

En outre, le ministre des finances est autorisé à consentir, en crédits d'engagement, des avances à la caisse nationale de crédit agricole jusqu'à concurrence de 500 millions de francs destinées à l'attribution de prêts à long terme par l'intermédiaire des organismes de crédit agricole mutuel des départements d'outre-mer.

La caisse nationale est habilitée à passer avec ces institutions toutes conventions nécessaires à cet effet.

Art. 36. — Le montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé à consentir, en vertu de l'article 138 de la loi du 7 octobre 1946, à la caisse centrale de la France d'outre-mer est porté à 9.999.999.000 francs

Art. 37. — A compter du 1er janvier 1949, la caisse centrale de la France d'outre-mer cesse de consentir du Trésor, en Algérie et en Tunisie, les avances prévues par les articles 4, 5 et 6 de l'ordonnance du 2 février 1944.

Le ministre des finances est autorisé à passer avec la Banque de l'Algérie une convention tendant à fixer les conditions d'attribution et les règles d'utilisation des avances antérieurement consenties par la banque à l'Etat et à déterminer les modalités selon lesquelles s'imputera sur lesdites avances le montant des effets émis en exécution de l'article 6 de la loi portant autorisation des dépenses d'investissement pour l'exercice 1949, qui auront été escomptés ou rachetés par la banque.

Art. 37 *bis*. — Le montant maximum des garanties que le ministre des finances est autorisé à accorder au cours de l'année 1949 en application de la loi validée du 23 mars 1941 est fixé à 14 milliards de francs.

Art. 37 *ter*. — Le Gouvernement est autorisé, nonobstant l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 17 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1945 à compléter l'article 7 du décret n° 46-1332 du 1er juin 1946 par l'adjonction de la disposition suivante:

« La même garantie peut être délivrée pour le compte de l'Etat, dans les mêmes conditions, à la Banque française du commerce extérieur ou à toute autre banque désignée par elle, en vue du financement de fabrications destinées principalement à l'exportation. »

Art. 37 *quater*. — Est fixé à 50 millions de francs le montant maximum des garanties que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder jusqu'au 31 décembre 1949 dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 de la loi n° 47-1497 du 13 août 1947 pour l'exportation de films français à l'étranger.

Art. 37 *quinquies*. — Si le montant des crédits ouverts par la présente loi s'avère insuffisant, le ministre des finances peut, en cas d'urgence, être autorisé par décret à imputer les sommes nécessaires à l'exécution des engagements assumés par l'Etat conformément aux lois en vigueur, aux comptes spéciaux d'investissement ci-après, visés à l'état « D »:

Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales:

Garantie des avances consenties aux entreprises privées industrielles et commerciales (ordonnance du 6 novembre 1944);

Garantie des capitaux investis dans les entreprises privées en vue du financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays (loi du 23 mars 1941);

Garantie des avances consenties pour l'exportation des films français (loi du 13 août 1947).

Les dépenses supplémentaires qui seront ainsi effectuées seront soumises à la ratification du Parlement dans le plus prochain projet de loi relatif aux crédits des comptes spéciaux du Trésor.

Art. 37 *sexies*. — Par dérogation aux dispositions de l'article 43 de la loi n° 48-21 du 6 janvier 1948, les avances consenties pour l'aide à la production cinématographique pourront être imputées à la ligne correspondante du compte « Avances à divers organismes, services ou particuliers » même lorsque leur durée dépassera deux ans, sans toutefois excéder trois ans.

Art. 37 *septies* (nouveau). — La loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile est abrogée.

Le solde créditeur du fonds d'encouragement à la production textile sera versé en recette au budget général.

TITRE V

Dispositions budgétaires.

Art. 38. — Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses de l'exercice 1949 afférentes au fonctionnement des services dont les opérations étaient retracées dans les comptes spéciaux du Trésor clos le 31 décembre 1948

ou antérieurement, en application des dispositions de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, des lois subséquentes et de l'article 7 de la présente loi, des crédits s'élevant à une somme totale de 2.779.270.000 F et répartis conformément à l'état « J ».

Art. 39. — Les recettes afférentes aux opérations qui étaient retracées dans des comptes spéciaux clos le 31 décembre 1948 ou antérieurement, en application des dispositions de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, des lois subséquentes et de l'article 7 de la présente loi, seront imputées au cours de l'exercice 1949 à une ligne des produits divers du budget, n° 145: « Recettes à provenir de l'apurement de comptes spéciaux clos en application de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 et des lois subséquentes ». Les recettes à inscrire à cette ligne sont évaluées, pour l'exercice 1949, à la somme de 4.224.500.000 F.

Art. 40. — Il est ouvert aux ministres pour les dépenses de l'exercice 1949 afférentes à la rémunération du personnel affecté à la gestion des comptes spéciaux du Trésor et rémunérés jusqu'alors sur ces comptes, des crédits s'élevant à une somme totale de 500 millions de francs et répartis conformément à l'état « K ».

Art. 41. — Les recettes à provenir du remboursement au budget général des dépenses de personnel des comptes de commerce en application de l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 sont évalués à 440.294.000 F et seront imputées à la ligne n° 144: « Remboursement par certains comptes spéciaux des dépenses de personnel applicables à leur fonctionnement » des produits divers du budget.

Art. 42. — Les dispositions de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relative aux économies budgétaires sont applicables aux crédits ouverts par les articles 38 et 40 de la présente loi.

Art. 43 (nouveau). — A titre exceptionnel et transitoire, en vue d'encourager la construction d'habitations familiales et populaires, le ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont autorisés à accorder, dans la limite d'un taux de 4 p. 100 et d'un capital investi de 2 milliards de francs, des bonifications d'intérêts pour les sommes qui seront consacrées à la construction de logements neufs, qu'elles proviennent d'emprunts contractés ou d'actions émises par des organismes d'H. B. M., y compris les offices publics d'H. B. M. en ce qui concerne les emprunts, par des groupements professionnels nationaux ou régionaux, par des sociétés immobilières, par des associations coopératives ou syndicales et par des personnes ou entreprises isolées.

Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application du présent article.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

Etat A. — COMPTES DE COMMERCE

Affaires allemandes et autrichiennes.

Fournitures d'effets d'habillement aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes en service dans les territoires occupés:
Crédits de dépenses, 265.860.000 F.
Prévisions de recettes, 282.210.000 F.
Découverts, 100 millions de francs.

Agriculture.

Règlement de fournitures et travaux mis à la charge des adjudicataires de coupes de bois domaniales et des adjudicataires du droit de chasse dans les forêts de l'Etat (1):
Crédits de dépenses, 126 millions de francs.
Prévisions de recettes, 126 millions de francs.
Découverts, néant.

(1) Anciennes subdivisions 1 et 2 du compte F Compte d'emploi de diverses ressources affectées à ces dépenses spéciales ».

Haut commissariat au ravitaillement.

Approvisionnement en denrées et produits alimentaires:
Crédits de dépenses, 100 milliards de francs.
Prévisions de recettes, 99 milliards de francs.
Découverts, 25 milliards de francs.

Education nationale.

Achat et cession des matériels des établissements relevant de l'éducation nationale (1):
Crédits de dépenses, 800 millions de francs.
Prévisions de recettes, 800 millions de francs.
Découverts, 280 millions de francs.

Industrie et commerce.

Opérations du groupement d'achat des carburants combustibles, lubrifiants et dérivés (loi du 31 octobre 1941):
Crédits de dépenses, 3.931.200.000 F.
Prévisions de recettes, 10.303.589.000 F.
Découverts (2), 10 milliards de francs.

Forces armées (guerre).

Subsistances militaires (3):
Crédits de dépenses, 20.770 millions de francs.
Prévisions de recettes, 20.103 millions de francs.
Découverts, 8 milliards de francs.

Finances.

Opérations commerciales de l'enregistrement et des domaines (4):
Crédits de dépenses, 200 millions de francs.
Prévisions de recettes, 400 millions de francs.
Découverts, 35 millions de francs.
Réception et vente des marchandises de l'aide américaine:
Crédits de dépenses, mémoire.
Prévisions de recettes, mémoire.
Découverts, 15 milliards de francs.
Opérations de recettes et de dépenses afférentes à l'acquittement de l'impôt de solidarité nationale au moyen de valeurs émises par l'Etat, d'actions et parts attribuées à l'Etat et du prix de préemption des biens compris dans la déclaration du redevable:
Crédits de dépenses, 1 milliard de francs.
Prévisions de recettes, mémoire.
Découverts (5), 23 milliards de francs.
Assurances et réassurances maritimes et transports (6):
Crédits de dépenses, 960 millions de francs.
Prévisions de recettes, 300 millions de francs.
Découverts, néant.
Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat (7):
Crédits de dépenses, 12 milliards de francs.
Prévisions de recettes, 12 milliards de francs.
Découverts, 6 milliards de francs.
Opérations concernant les entreprises sous réquisition (8):
Crédits de dépenses, 500 millions de francs.
Prévisions de recettes, 500 millions de francs.
Découverts, 100 millions de francs.
Total: crédits de dépenses, 140.553.060.000 francs; prévisions de recettes, 143 milliards 814.799.000 F; découverts, néant.

(1) Compte antérieurement intitulé « Ravitaillement des organismes de jeunesse ».
(2) Dont plus de 7 milliards d'ores et déjà acquis.
(3) Compte antérieurement intitulé « Alimentation des troupes ou des groupements assimilés et fourrages ».
(4) Compte ouvert en application des dispositions de l'article 10 de la présente loi et retraçant les opérations des anciens comptes « Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales, subdivision: opérations du service central des ventes du mobilier de l'Etat » et « Achats d'immeubles et de fonds de commerce effectués par l'administration de l'enregistrement en vertu de son droit de préemption ».
(5) Dont plus de 21 milliards d'ores et déjà acquis.
(6) Compte ouvert en application des dispositions de l'article 10 de la présente loi et retraçant les opérations des anciens comptes « Assurances maritimes contre les risques de guerre » et « Réassurances des risques de guerre en cours de transports terrestres, fluviaux et aériens ».
(7) Compte créé par l'article 16 de la présente loi.
(8) Compte créé par l'article 17 de la présente loi.

Etat B. — COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Affaires économiques.

Opérations de recettes et de dépenses afférentes à la réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne:
Recettes:
1° Montant des ventes réalisées par la société nationale de vente des surplus, 12 milliards de francs.
2° Reliquat des exercices précédents, 31 milliards 500 millions de francs.
Total, 43.500 millions de francs.
Dépenses:
1° Versement forfaitaire à la société nationale de vente des surplus, 1.200 millions de francs.
2° Remboursement des frais de remise en état de matériel, des frais de stockage et des frais divers engagés par la société nationale de vente des surplus, 300 millions de francs.
3° Versement au fonds de modernisation et d'équipement (1), 10.500 millions de francs.
4° Versement du reliquat des exercices antérieurs aux comptes d'imputation définitive (1), 31.500 millions de francs.
Total, 43.500 millions de francs.

Finances.

Service financier des poursuites et du contentieux:
Recettes:
Produit des frais de poursuites, 600 millions de francs.
Dépenses (1):
1° Frais de poursuites et de procédures, 400 millions de francs.
2° Dépenses d'ordre (annulation et admission en non-valeur), 50 millions de francs.
3° Versements au budget général, 150 millions de francs.
Total, 600 millions de francs.
Compte d'emploi des condamnations et amendes pécunières (2):
Recettes:
Produit des amendes, transactions et confiscations civiles, pénales et administratives, 4.400 millions de francs.
Dépenses (3):
1° Restitutions et remboursements, 7 millions de francs.
2° Attributions à divers, 18 millions de francs.
3° Dépenses d'ordre (annulations et admissions en non-valeur), 875 millions de francs.
4° Versements au budget général:
Amendes civiles et pénales, 2.500 millions de francs.
Amendes administratives, 1.000 millions de francs.
Total, 4.400 millions de francs.
Fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France:
Recettes:
Produit de la taxe perçue à l'occasion de la validation des titres néerlandais circulant en France, 1.200 millions de francs.
Dépenses:
Couverture des risques résultant de la validation des titres néerlandais circulant en France, 1.200 millions de francs.
Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat (4):
Recettes:
Montant des jetons de présence et tantièmes versés par les organismes publics et sociétés d'économie mixte, 5 millions de francs.
Dépenses:
Indemnités attribuées aux fonctionnaires représentant l'Etat dans ces organismes ou sociétés, 5 millions de francs.

(1) Dépenses évaluatives.
(2) Compte figurant antérieurement parmi les comptes de recettes à classer.
(3) Dépenses évaluatives.
(4) Compte créé par l'article 18 de la présente loi.

Service financier de la Loterie nationale. — Exercice 1949:

Recettes:

Produit brut des émissions, 10.210 millions de francs.

Montant des lots acquis sur dixièmes rachetés, 113 millions de francs.

Montant des commissions versées par émetteurs de représentant de dixièmes, 2.300.000 F.

Recettes accidentelles, mémoire.

Excédent des recettes, exercice clos, mémoire

Total, 10.825.300.000 F.

Dépenses:

Chap. 1er. — Attribution des lots (1), 6 milliards 426 millions de francs.

Chap. 2. — Dépenses administratives (Personnel) (à reverser au budget général):

Personnel titulaire, 5.100.000 F.

Remboursement du personnel des administrations centrales exécutant des travaux pour le secrétariat général, 50.500.000 F.

Rémunération des auxiliaires et contractuels, 1.850.000 F.

Personnel de la régie de rachat de billets, 950.000 F.

Contribution complémentaire pour service pensions civiles (décret du 30 juin 1934 et 26 février 1938), 390.000 F.

Total, 58.790.000 F.

Chap. 3. — Contribution aux frais nécessités par le contrôle financier de l'Etat, 150.000 F.

Chap. 4. — Dépenses administratives (matériel):

Impressions billets et timbres, 160 millions de francs.

Frais de tirage, 20.200.000 F.

Matériel correspondance, etc., 4.400.000 F.

Location, chauffage, éclairage, etc., 460.000 F.

Remboursements préfecture de police (frais de surveillance), 120.000 F.

Dépenses imprévues, 320.000 F.

Total, 185.500.000 F.

Chap. 5. — Frais de placement, 337 millions 500.000 F.

Chap. 6. — Propagande et publicité, 227 millions de francs.

Chap. 7. — Rachat de billets et reprise de dixièmes (1), 273 millions de francs.

Chap. 8. — Remboursement cas force majeure et débets admis en surséance indéf. (1), 300.000 F

Chap. 9. — Versement du produit net (1), 3.317.060.000 F.

Chap. 10. — Dépenses exercices périmés (1), mémoire.

Chap. 11. — Dépenses exercices clos (1), mémoire.

Total, 10.825.300.000 F.

RÉCAPITULATON

Recettes et dépenses (2).

Opérations de recettes et de dépenses afférentes à la réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne: recettes, 43.500 millions de francs; dépenses, 43 milliards 500 millions de francs.

Services financiers des poursuites et du contentieux: recettes, 600 millions de francs; dépenses, 600 millions de francs.

Compte d'emploi des condamnations et amendes pécuniaires: recettes, 4.400 millions de francs; dépenses, 4.400 millions de francs.

Fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France: recettes, 1.200 millions de francs; dépenses, 1.200 millions de francs.

Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat: recettes, 5 millions de francs, dépenses, 5 millions de francs.

Service financier de la loterie nationale (exercice 1949): recettes, 10.825.300.000 F; dépenses, 10.825 300.000 F.

Totaux: recettes, 60.530.300.00 F; dépenses, 60.530.300.000 F.

(1) Dépenses évaluatives.

(2) Tous ces comptes devant s'équilibrer, les prévisions de recettes sont égales à celles des dépenses.

Etat C. — COMPTES DE RÈGLEMENT AVEC LES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. — COMPTES D'OPÉRATIONS MONÉTAIRES

1° *Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.*

Finances:

Fonds déposés au Trésor britannique par le Trésor français, 2.500 millions de francs.

Acquisition d'immeubles pour le compte du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (accord du 28 mai 1946), 1 milliard de francs.

Aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, néant.

Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'accord conclu avec le gouvernement de la Nouvelle-Zélande (loi n° 47-1770 du 10 septembre 1947), 1 milliard de francs.

Emploi des fonds de l'aide américaine par le gouvernement des Etats-Unis, néant.

Compte d'emploi des lires versées au Gouvernement français par le gouvernement italien en exécution de l'accord du 29 novembre 1947, néant.

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers (1). Néant.

Application de l'accord de payement avec les gouvernements militaires américain, britannique et français en Allemagne (2), 1 milliard 500 millions de francs.

Forces armées (guerre):

Règlement des créances françaises sur l'armée belge nées pendant la guerre, 100 millions de francs.

2° *Comptes d'opérations monétaires.*

Finances:

Application de la réforme monétaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (3), 2.050 millions de francs

Opérations avec le Trésor du fonds de stabilisation des changes, néant.

Emission de billets du Trésor libellés en francs dans les territoires occupés, néant.

Conversion de francs et billets du Trésor libellés en francs (francs d'occupation) contre marks ou schillings ou inversement (3), 300 millions de francs.

Opérations de recettes et de dépenses résultant du jeu des contrats de garantie de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation (3), 7 milliards de francs.

Pertes et bénéfices de change (3) (4), 20 milliards de francs.

Total, 35.450 millions de francs.

Etat D. — COMPTES D'INVESTISSEMENT

1° *Comptes de dépenses.*

Investissements de nature économique.

Agriculture:

Dépenses du fonds forestier national, 3 milliards de francs.

Subventions aux collectivités publiques et privées pour travaux d'équipement rural (loi n° 47-1501 du 14 avril 1947) (payements en titres d'annuités) (5), 1.730 millions de francs.

Finances:

Inondations d'octobre 1940 et d'avril 1942. — Financement des indemnités directement payées par le Crédit national (lois des 19 avril 1941 et 11 juin 1942), 903.500.000 F.

Acomptes de reconstitution de la S. N. C. F. et prêt spécial destinés au remboursement au service des importations et des exportations du matériel importé pour le compte des chemins de fer (1), 11.607.781.121 F.

Remboursement des prélèvements exercés sur les avoirs des spoliés (art. 41 à 51 de la loi du 16 juin 1948 (2), 2.200 millions de francs.

Travaux publics, transports et tourisme:

Subvention aux collectivités publiques et privées pour travaux d'équipement des ports (loi n° 48-1510 du 1er octobre 1948) (payements en titres d'annuité) (3), 600 millions de francs.

Investissements financiers (prêts et garanties).

Finances:

Prêts et garanties à des gouvernements, services ou ressortissants étrangers:

Garantie des emprunts autrichiens (lois des 31 décembre 1932 et 18 juillet 1934), 243 millions de francs.

Garantie des emprunts émis par la Compagnie franco-polonaise des chemins de fer (accord de Rambouillet), 9.401.000 F.

Garantie de l'emprunt grec 2 1/2 p. 100 or 1898, 4.100.000 F.

Garantie de l'emprunt 4 1/2 p. 100 émis par la Compagnie européenne du Danube, mémoire.

Garantie de l'emprunt du gouvernement tchécoslovaque 5 p. 100 1937-1942, mémoire.

Prêt au gouvernement polonais (loi du 10 septembre 1947 (4), mémoire.

Prêts et garanties à des collectivités et à des établissements publics ou à des services autonomes:

2e section (premier établissement) du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (5), 4.786.411.000 F.

2e section (premier établissement) du budget annexe de la radiodiffusion française (5), 766.582.000 F.

Couverture du déficit d'exploitation du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (exercice clos) (5), 4.200 millions de francs

Assurance-crédit (loi du 10 juillet 1928) (6), 400 millions de francs.

Prêts aux houillères nationales et non nationalisées, 1.650 millions de francs.

Caisses de crédit municipal (7), 350 millions de francs.

Département de la Seine et ville de Paris (régie autonome des transports parisiens), (8), 2 milliards de francs.

Fonds de progrès social en Algérie, 2.750 millions de francs.

Prêts et garanties à des organismes d'habitations à bon marché, de crédit immobilier ou de reconstruction, 21.999.999.000 F.

Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales:

Prêts aux entreprises intéressant la reprise de l'activité économique, 100 millions de francs

Prêts à moyen terme pour favoriser l'industrie artisanale 120 millions de francs.

Prêts aux anciens prisonniers, déportés et réfugiés accordés par l'intermédiaire des banques populaires, en vue de la remise en activité d'entreprises (ordonnance du 5 octobre 1945, titre 1er), 150 millions de francs.

Prêts aux anciens prisonniers, déportés et réfugiés accordés par l'intermédiaire des banques populaires, en vue de l'installation

(1) Compte ouvert en application des dispositions de l'article 10 de la présente loi et retraçant les opérations des anciens comptes « Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (accord franco argentin du 3 décembre 1946) », « Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'avenant du 31 mars 1948 à l'accord franco-brésilien du 8 mars 1946) » et « Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'accord de payement franco-égyptien du 9 juin 1948) ».

(2) Compte créé par l'article 19 de la présente loi.

(3) Les soldes créditeurs ou débiteurs de ces comptes sont portés en fin d'année à un compte de résultat et ne sont pas repris en balance d'entrée.

(4) Compte créé par l'article 20 de la présente loi.

(5) Compte créé par l'article 22 de la présente loi.

(1) Compte créé par l'article 23 de la présente loi.

(2) Compte créé par l'article 26 de la présente loi.

(3) Compte créé par l'article 22 de la présente loi.

(4) Ancien compte: « Avances à des gouvernements ou services étrangers ». — 1° Gouvernement polonais (lois des 19 janvier 1937 et 10 septembre 1947) (partie).

(5) Ancien compte: « Avances aux budgets annexes » (partie).

(6) Ancien compte: « Avances aux établissements publics et services autonomes de l'Etat » (17e).

(7) Compte créé par l'article 27 de la présente loi +.

(8) Compte créé par l'article 28 de la présente loi +.

d'entreprises (ordonnance du 5 octobre 1945, titre II), 150 millions de francs.

Garantie des avances consenties aux entreprises privées, industrielles et commerciales (ordonnance du 6 novembre 1944), 50 millions de francs.

Garantie des capitaux investis dans les entreprises privées en vue du financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays (loi du 23 mars 1941), 100 millions de francs.

Garanties consenties pour l'exportation de films français à l'étranger, 10 millions de francs.

Prêts artisanaux individuels consentis par l'intermédiaire de la chambre syndicale des banques populaires (art. 88 de la loi du 31 mars 1947), 300 millions de francs.

Prêts aux sociétés coopératives accordés par l'intermédiaire de la caisse centrale de crédit coopératif, 350 millions de francs.

Prêts au crédit maritime mutuel accordés par la caisse centrale de crédit coopératif (art. 27 de la loi du 21 mars 1918), 600 millions de francs.

Prêts par l'intermédiaire du Crédit hôtelier, commercial et industriel, aux industriels et commerçants victimes de calamités publiques (loi du 26 septembre 1948, art. 63), 500 millions de francs.

Prêts et garanties d'intérêt agricole ou rural:

Prêts agricoles à long terme (lois des 22 juillet 1932; 7 octobre 1946, art. 139; 23 décembre 1946, art. 83), 5.500 millions de francs.

Prêts pour faciliter la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes (loi du 2 août 1923), 1.800 millions de francs.

Prêts à des communes ou des syndicats de communes pour divers travaux d'équipement rural (décret du 17 juin 1938), 1.200 milions de francs.

Prêts pour l'amélioration du logement rural (loi du 15 mai 1941), 200 millions de francs.

Prêts d'installation aux jeunes agriculteurs consentis par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel (loi du 24 mai 1946), 2.000 millions de francs.

Prêts pour l'accession des prisonniers et déportés rapatriés à une exploitation agricole ou une entreprise artisanale rurale, consentis par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel (ordonnance du 20 octobre 1945, titre III), 235 millions de francs.

Prêts pour l'installation et l'aménagement du foyer rural des prisonniers et déportés rapatriés, consentis par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel (ordonnance du 20 octobre 1945, titre IV), 5 millions de francs.

Prêts consentis pour l'organisation ou l'assainissement du marché de la viande, 250 millions de francs.

Prêts à moyen terme aux viticulteurs victimes de sinistres non assurables (art. 63 de la loi du 21 mars 1948), 55 millions de francs.

Prêts aux agriculteurs victimes de calamités publiques (loi du 26 septembre 1948, art. 64), 600 millions de francs.

Prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport (1), 250 millions de francs.

Total, 73.130.777.121 F.

EVALUATION DES RECETTES

2° Compte de recettes.

Recettes du fonds forestier national, 3.000 millions de francs.

Versements du budget général en vue du financement des prêts:

A la 2e section (premier établissement) du budget annexe des P. T. T., 4.786.411.000 F.

A la 2e section (premier établissement) du budget annexe de la radiodiffusion française, 766.582.000 F.

Total, 6.552.993.000 F.

Etat E. — COMPTES D'AVANCES

Avances à des gouvernements ou services étrangers:

Gouvernement néerlandais (ordonnance des 5 décembre 1944 et 9 avril 1945): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, 200 millions de francs.

Forces alliées (avances en numéraire pour le payement de dépenses), billets de banque, billets du Trésor: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Collectivités et établissements publics sarrois et régie des mines de la Sarre: crédits de dépenses, 3.000 millions de francs; évaluation des recettes, 2.500 millions de francs.

Forces alliées (avances en numéraire pour le payement de dépenses effectuées à partir du 26 décembre 1945): crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Avances aux budgets annexes:

Imprimerie nationale: crédits de dépenses: (1); évaluation des recettes, 200 millions de francs.

Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat:

Caisse nationale de crédit agricole: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, 9.500 millions de francs.

Caisse nationale des marchés de l'Etat: crédits de dépenses, 2.000 millions de francs; évaluation des recettes, 600 millions de francs.

Office des biens et intérêts privés: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Office scientifique et technique des pêches maritimes: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Office national interprofessionnel des céréales: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Office national d'immigration: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, 60 millions de francs.

Agence France-Presse: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, 203 millions de francs.

Manufacture nationale d'armes de Tulle: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Régie autonome de la manufacture nationale de Saint-Etienne: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Centre national d'information économique: crédits de dépenses, (1); évaluation des recettes, mémoire.

Centre national de la cinématographie: crédits de dépenses, 400 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Caisse centrale de la France d'outre-mer (2): crédits de dépenses, 9.999.999.000 F; évaluation des recettes, mémoire.

Avances aux collectivités locales:

Départements et communes (art. 70 de la loi du 31 mars 1932) (3): crédits de dépenses, 15.000 millions de francs; évaluation des recettes, 3.000 millions de francs.

Départements et communes (payement des dépenses supplémentaires de personnel): crédits de dépenses (3); évaluation des recettes, 200 millions de francs.

Départements et communes (art. 14 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946): crédits de dépenses, 100 millions de francs; évaluation des recettes, 100 millions de francs.

Département de la Seine: crédits de dépenses (3); évaluation des recettes, mémoire.

Ville de Paris: crédits de dépenses (3); évaluation des recettes, mémoire.

Départements et communes (art. 74 de la loi du 8 août 1947): crédits de dépenses, 600 millions de francs; évaluation des recettes, 300 millions de francs.

Chambres de commerce et régions économiques (loi n° 48-617 du 3 avril 1948): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes 590 millions de francs.

Ville de Marseille: crédits de dépenses, 100 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Avances sur le produit des impositions revenant aux départements, communes, établissement et divers organismes: crédits de dépenses, 119.000 millions de francs; évaluation des recettes, 115.000 millions de francs.

Avances aux territoires et services d'outre-mer:

Service local des colonies: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Avances au fonds de stabilisation des changes: crédits de dépenses, 1.500 millions de francs; évaluation des recettes, 800 millions de francs.

Avances à la S. N. C. F.:

Article 13 de la convention du 28 juin 1921 (fonds commun des grands réseaux de chemin de fer): crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Articles 24 et 25 de la convention du 31 août 1937 (avances sans intérêts): crédits de dépenses, 32.000 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Article 27 de la convention du 31 août 1937 (avance avec intérêts): crédits de dépenses, 35.000 millions de francs; évaluation de recettes, 32.000 millions de francs.

Convention du 8 janvier 1941: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte:

Sociétés nationales de constructions aéronautiques: crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, 100 millions de francs.

Collectivités et établissements divers (remboursement d'emprunts contractés à l'étranger, décret du 28 août 1937, art. 120, loi du 16 avril 1940): crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Société Air France: crédits de dépenses, 2.000 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Compagnie des câbles sud-américains: crédits de dépenses, 175 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Société professionnelle des papiers de presse: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, 200 millions de francs.

Avances à des entreprises industrielles et commerciales:

Entreprises industrielles (décret-loi du 8 juillet 1940): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Reprise industrielle et commerciale (lois des 20 juillet, 21 décembre 1940 et 14 octobre 1941): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Employeurs: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Séquestres gérés par l'administration des domaines: crédits de dépenses, 100 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Caisse de péréquation du sulfate de cuivre: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, 110 millions de francs.

Avances à divers organismes, services ou particuliers:

Etablissements autorisés à faire des avances sur pensions: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Caisses d'allocations familiales (loi du 15 juillet 1941): crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Caisses de solidarité de professions libérales: crédits de dépenses, 37 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Groupement des industriels de moteurs d'avion, a Aulnat: crédits de dépenses, néant; évaluation des recettes, mémoire.

Secours national et Entr'aide française: crédits de dépenses, 100 millions de francs; évaluation des recettes, 230 millions de francs.

Services chargés de la recherche d'opérations illicites: crédits de dépenses, 26 millions de francs: évaluation des recettes, 26 millions de francs.

Allocations temporaires aux vieux (lois des 8 juillet et 4 septembre 1947): crédits de dépenses, 5.760 millions de francs; évaluation des recettes, mémoire.

Caisses de compensation des bonifications de salaires aux ouvriers belges et luxembourgeois: crédits de dépenses, 230 millions de francs; évaluation des recettes, 460 millions de francs.

(1) Ancien compte « Avances à divers organismes, services ou particuliers » (16e). — Comptables et agents des administrations financières (partie).

(1) Crédits de dépenses compris dans le crédit de 15 milliards demandé au titre du compte: 1° Départements et communes (art. 70 de la loi du 31 mars 1932).

(2) Ligne créée par l'article 36 de la présente loi.

(3) Le crédit ouvert sous cette ligne concerne, ainsi qu'il est indiqué au nota précédent, l'ensemble des avances allouées aux collectivités et établissements publics, en cas d'insuffisance momentanée de trésorerie, en vertu de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932. Les avances d'un caractère particulier ou d'un montant élevé figurent sous des lignes spéciales de ce compte ou même d'autres comptes. Un regroupement sera opéré ultérieurement afin de rendre plus claire la présentation de ces opérations.

Avances au crédit national pour l'aide à la production cinématographique (1) : crédits de dépenses, 850 millions de francs; évaluation des recettes, 500 millions de francs.

Avances affectées à des payements à l'étranger :

Banques étrangères diverses (service des emprunts français) : crédits de dépenses, 4.750 millions de francs; évaluation des recettes, 1.750 millions de francs.

Banques diverses :

Service des emprunts extérieurs : crédits de dépenses, 781 millions de francs; évaluation des recettes, 777 millions de francs.

Règlement de dépenses par l'intermédiaire de services administratifs étrangers :

Provisions en dépôt : crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Payements faits en provision restant à régulariser : crédits de dépenses, mémoire; évaluation des recettes, mémoire.

Total : crédits de dépenses, 230.508 millions 999.000 F; évaluation des recettes, 169.406 millions de francs.

Etat F. — Avances renouvelées

Avances à des gouvernements ou services étrangers :

Gouvernement néerlandais (ordonnances des 5 décembre 1944 et 9 avril 1945), 200 millions de francs.

Forces alliées (avances en numéraire pour le payement de dépenses), billets de banque, billets du Trésor, 13.281.[illegible]9.322 F.

Avances aux budgets annexes :

Ecole centrale des arts et manufactures, 1 million de francs.

Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat :

Caisse nationale de crédit agricole, 1.500 millions de francs.

Office des biens et intérêts privés, 25 millions de francs

Office scientifique et technique des pêches maritimes, 8.500.000 F.

Office national interprofessionnel des céréales, 6 milliards de francs.

Agence France-Presse, 73 millions de francs.

Manufacture nationale d'armes de Tulle, 65 millions de francs.

Régie autonome de la manufacture nationale de Saint-Etienne, 87.498.354 F.

Avances aux collectivités locales :

Départements et communes (art. 70 de la loi du 31 mars 1932), 300 millions de francs.

Départements et communes (payement des dépenses supplémentaires de personnel), 338 millions de francs.

Département de la Seine, 5.062 millions de francs.

Ville de Paris, 4.313 millions de francs.

Avances aux territoires et services d'outre-mer :

Service local des colonies, 175 millions de francs.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte :

Sociétés nationales de constructions aéronautiques, 613 millions de francs.

Société Air France, 6.810 millions de francs.

Avances à des entreprises industrielles ou commerciales :

Séquestres gérés par l'administration des domaines, 352 883.375 F.

Avances à divers organismes, services ou particuliers :

Groupement des industriels de moteurs d'avions à Aulnat, 4.182.476 F.

Secours national et entr'aide française, 1.319.713.969 F.

Total : 40.528.847.487 F.

Etat G. — Avances consolidées

Avances à des gouvernements et services étrangers :

Gouvernement polonais (lois des 19 janvier 1937 et 10 septembre 1947), 835 millions de francs.

Gouvernement tchécoslovaque, 847 millions de francs.

Compagnie franco-polonaise des chemins de fer, 1.300 millions de francs.

Société anonyme libanaise « Les Lettres françaises », 2.500.000 F.

Avances aux budgets annexes :

Postes, télégraphes, téléphones :

a) Couverture des déficits d'exploitation, 9.400 millions de francs.

b) Couverture des dépenses d'établissement, 11.200 millions de francs.

c) Dotation du fonds d'approvisionnement, 962 millions de francs.

Radiodiffusion française. — Couverture des dépenses d'établissement, 2.120 millions de francs.

Budget annexe de l'armement (constructions et armes navales), 1 milliard de francs.

Poudres, 1.145.637.470 F.

Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat :

Office national de la navigation, 915 millions de francs.

Réseau Méditerranée-Niger, 1.412 millions de francs.

Caisse de compensation des combustibles, 200 millions de francs.

Union générale des israélites de France, 45 millions de francs.

Assurance-crédit (loi du 10 juillet 1928), 1.950 millions de francs.

Fonds de crédit maritime mutuel (art. 123 de la loi du 7 octobre 1946), 50 millions de francs.

Avances aux collectivités locales :

Départements et communes (art. 70 de la loi du 31 mars 1932) (1), 300 millions de francs.

Départements, communes et autres collectivités (instruction du 20 août 1940), 23 millions de francs.

Prêts aux collectivités locales (art. 2 *bis* de la loi du 22 octobre 1940, modifié par la loi du 28 août 1941), 10.500.000 F.

Département de la Seine (exécution du programme de grands travaux), 4.902.815.000 F.

Département de Seine-et-Oise (exécution du programme de grands travaux), 75.670.000 F.

Département des Bouches-du-Rhône (exécution du programme de grands travaux à exécuter à Marseille), 524.187.000 F.

Comité des transports parisiens, 400.000 F.

Avances aux territoires et services d'outre-mer :

Territoires d'outre-mer :

b) Avances remboursables sur le produit d'emprunt, 7.850.050.000 F;

c) Autres avances, 391 millions de francs.

Chemins de fer et port de la Réunion, 20 millions de francs.

Compte spécial de l'office de la marine marchande en Afrique, 165 millions de francs.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte :

Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais, 2 milliards de francs.

Compagnie des câbles sud-américains, 176.920.480 F.

Avances à des entreprises industrielles ou commerciales :

Entreprises titulaires de marchés intéressant la défense nationale, 5.879.361 F.

Avances à divers organismes, services ou particuliers :

Caisses de solidarité des professions libérales, 210 millions de francs.

Caisse de garantie pour assurances contre les risques de guerre des betteraves, sucres et alcools, 1.500 millions de francs.

Organismes de secours des prisonniers de guerre, 682.000 F.

Comptables et agents des administrations financières (partie : prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport), 200 millions de francs.

Total, 55.130.441.311 F.

Etat H. — Comptes clos le 31 décembre 1948

Affaires allemandes et autrichiennes :

Service des transports automobiles français dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche.

Services financiers dont les dépenses sont payables après mandatement :

Services des transports automobiles français dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche.

Affaires économiques :

Opérations effectuées en application de la loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile.

Anciens combattants et victimes de guerre :

Meubles meublants, objets ménagers et vêtements destinés aux sinistrés.

Solde et hébergement des ressortissants étrangers en France.

Finances :

Prêts et garanties à des collectivités et à des établissements publics ou à des services autonomes :

Prêts avec intérêts à l'Algérie et au Maroc. Financement des travaux d'aménagement de la houillère de Kenadza et construction des chemins de fer de Bou-Arfa-Kenadza.

Prêts à l'office du Niger (loi du 19 mai 1941).

Prêts aux collectivités et établissements pour travaux de circonstance (ordonnance du 1er mai 1945).

Prêts et garanties à des entreprises commerciales ou artisanales :

Prêts consentis par l'intermédiaire du crédit hôtelier, commercial et industriel en vue d'améliorer l'équipement des entreprises (art. 87 de la loi n° 47-250 du 21 mars 1947).

Prêts à moyen terme aux petits industriels et commerçants par l'intermédiaire de la caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel (décret du 24 mai 1938).

Prêts aux industriels, commerçants et artisans alsaciens et lorrains consentis par l'intermédiaire du Crédit national et de la caisse centrale de crédit hôtelier, industriel et commercial (ordonnance du 11 juillet 1945).

Prêts au Crédit national pour les opérations de crédits à moyen terme (convention du 10 décembre 1937 et du 11 février 1944).

Prets pour travaux de réparation des bateaux de navigaiton intérieure endommagés par faits de guerre.

Prêts pour la reconstitution des entreprises de pêche accordés par l'intermédiaire du fonds de crédit maritime mutuel (loi du 4 mai 1946).

Avances pour couverture des déficits provenant d'opérations exceptionnelles de production, d'importation et de récupération portant sur des métaux ou des substances minérales.

Prêts et garanties d'intérêt agricole et rural :

Prêts agricoles à moyen terme (loi du 22 juillet 1932).

Prêts pour la mise en culture des terres incultes (loi du 19 février 1942).

Prêts pour la reprise de l'activité agricole consentis par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel (ordonnance du 17 octobre 1944).

Compte de dépenses. — Compte de recettes :

Achat de matériel pour réparation de réseaux de distribution d'eau des communes bombardées.

Service financier de la propagande et de la publicité.

Garantie des opérations d'émission de la Banque de Syrie et du Liban (ordonnance du 25 juillet 1945 et loi du 21 août 1947).

Fonds reçus en monnaie d'occupation libellés en livres sterling.

Fonds reçus en monnaie d'occupation libellés en dollars.

Souscription de la France au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Finances :

Souscription de la France au fonds monétaire international.

Avances à des gouvernements ou services étrangers :

Gouvernement yougoslave (ordonnance du 13 décembre 1944).

Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat :

Office général d'assurances à Strasbourg.

Société nationale de vente des surplus.

Avances aux collectivités locales :

Communes et établissements publics communaux (décret du 26 septembre 1939).

Ville de Bastia (travaux de reconstruction).

Chambre de commerce (Haut-Rhin).

Avances aux services et territoires d'outre-mer :

Service des opérations de change de l'Afrique du Nord.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte;

(1) Ancien compte. — Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales : 1° prêts aux entreprises intéressant la reprise de l'activité économique.

(1) Consolidation des avances accordées aux caisses de crédit municipal.

Entreprises concessionnaires de services publics.
Avances à des entreprises industrielles et commerciales:
Caisse de péréquation du soufre.
Avances à divers organismes, services ou particuliers:
Bureau international des poids et mesures.
Caisses des congés payés du bâtiment (Haut-Rhin).
Caisse de refuge d'enfants (Haut-Rhin).
Ecole supérieure de filature (Haut-Rhin).
Avances affectées à des payements à l'étranger:
Banques diverses. — A. — Règlement des dépenses à l'étranger.
Haut-commissariat de la République française en Syrie et au Liban et délégation générale de France au Levant.
Compagnie générale transatlantique. Constitution d'un fonds de roulement aux Etats-Unis.
Forces armées (guerre):
Renouvellement des approvisionnements en effets d'habillement, de couchage et d'ameublement des troupes métropolitaines.
Industrie et commerce:
Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales:
Subdivision: pénalités pour excédents de consommation d'électricité et de gaz (arrêté du 8 juin 1945).
Participation française au contrôle et à l'exploitation des mines de charbon des territoires occupés par les armées alliées.
Marine marchande:
Comité provisoire de contrôle et d'exploitation des compagnies de navigation subventionnées. Exploitation des lignes maritimes contractuelles et d'intérêt général.
Santé publique et population:
Prêts et garanties à des collectivités et à des établissements publics ou à des services autonomes:
Prêts aux hôpitaux et établissements d'assistance pour acquisition de matériel hospitalier d'origine américaine.

Etat I. — COMPTES CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1949

Agriculture:
Couverture des besoins complémentaires en bois et produits forestiers.
Affaires économiques:
Opérations commerciales du service des importations et des exportations.
Finances:
Compte de dépenses, compte de recettes. — Liquidation des dépenses d'occupation (1).
Dépenses provenant de l'apurement de débets résultant de faits de guerre (1).
Compte de dépenses, compte de recettes. — Opérations pour le compte des possessions d'outre-mer privées de relations avec la métropole (1).
Compte de dépenses, compte de recettes. — Dépenses des organisations civiles et militaires de la résistance (1).
Compte de dépenses, compte de recettes. — Liquidation des organismes professionnels (art. 169 de la loi du 7 octobre 1946) (1).
Acquisition de droits dans des sociétés minières (1).
Reprise au gouvernement général de l'Algérie de rentes et valeurs du Trésor reçues en payement du prélèvement institué en Algérie sur le patrimoine des sociétés.
Opérations de reconstruction; constructions et travaux payés directement par l'Etat.
Acquisition et rétrocession des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre (ordonnance n° 45-873 du 21 avril 1945).
Compte d'emploi de diverses ressources affectées au personnel des administrations financières.
Service financier des poursuites et du contentieux.
Compte d'emploi des condamnations et amendes pécuniaires.
Liquidation des avoirs italiens en Tunisie.
Opérations de recettes et de dépenses afférentes aux fournitures de matériel, équipements et services faits par le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (art. 5 de l'accord financier du 27 mars 1945).
Aide aux forces alliées.
Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'exécution de l'accord comportant règlement en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre (accord franco-américain du 28 mai 1946).
Bénéfice de l'échange des billets de banque (ordonnance du 30 mai 1945).
Reprise des bénéfices et indemnisation des pertes résultant de la modification des taux de change dans la zone franc.
Opérations consécutives à l'introduction du franc en Sarre.
Bénéfice de l'échange des billets de 5.000 F (loi du 30 janvier 1948).
Commerce extérieur, importations (1).
Commerce extérieur, exportations (1).
Forces armées (guerre):
Compte spécial de règlement des achats effectués par l'armée britannique en France.
Marine marchande:
Transports maritimes. Exploitation de navires.

(1) Compte clos le 31 décembre 1948 en application de l'article 39 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948; clôture reportée au 31 décembre 1949 (art. 11 de la présente loi).

Etat J. — TABLEAU, PAR SERVICE ET PAR CHAPITRE, DES CRÉDITS OUVERTS PAR L'ARTICLE 38 DE LA PRÉSENTE LOI

Affaires étrangères.

II. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 620. — Frais de fonctionnement d'organe liquidateur, 2.630.000 F.

Agriculture.

4e partie. — Personnel.

Chap. 175. — Personnel chargé de la liquidation du compte spécial « Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'application de l'ordonnance du 4 octobre 1944 (reprise normale des cultures sur certains territoires) ». — Traitements et indemnités, 10 millions 100.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 363. — Dépenses entraînées par la liquidation du compte spécial « Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'application de l'ordonnance du 4 octobre 1944 (reprise normale des cultures sur certains territoires) », 37 millions de francs.
Total, 47.100.000 F.

Finances et affaires économiques.

I. — FINANCES

1re partie. — Dette publique.

Chap. 029. — Remboursement par annuités des payements effectués au titre des lois des 11 juillet 1923 et 7 juillet 1934, 1.100.000 F.

4e partie. — Personnel.

Chap. 101. — Personnel du service de presse et de publicité. — Traitements et indemnités, 15 millions de francs.

Chap. 108. — Personnel temporaire du bureau de liquidation des opérations d'assurances des stocks de marchandises contre les risques terrestres de guerre et des opérations prévues par la loi du 13 août 1940. — Traitements et indemnités, 5 millions de francs.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 605. — Règlement de la part incombant à l'Etat dans des opérations d'assurances des risques de guerre en liquidation, 275 millions de francs.

Chap. 606. — Dépenses résultant de l'application de la loi du 13 août 1940 et des lois subséquentes, mémoire.
Chap. 607. — Dépenses résultant de la liquidation de l'office des assurances privées, mémoire.

II. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES

7e partie. — Subventions.

Chap. 505. — Opérations de liquidation de la section française à l'Exposition internationale de New-York 1939, 1 million de francs.
Total, 297.100.000 F.

France d'outre-mer.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 605. — Dépenses d'apurement des comptes spéciaux définitivement clos, 178 millions 880.000 F.

Industrie et commerce.

4e partie. — Personnel.

Chap. 131. — Rémunération du personnel chargé des opérations du contingentement de l'électricité, 1.254.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 328. — Liquidation des opérations effectuées au titre de la participation française à l'exploitation des mines de la Sarre, 155 millions de francs.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 603. — Règlement des litiges afférents aux opérations retracées précédemment dans différents comptes spéciaux, 60 millions de francs.
Total, 216.254.000 F.

Marine marchande.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 608. — Liquidation des cargaisons déroutées ou arrêtées à l'étranger, 50 millions de francs.

Présidence du conseil.

VII. — HAUT COMMISSARIAT AU RAVITAILLEMENT

4e partie. — Personnel.

Chap. 114. — Liquidation des comptes spéciaux. — Traitements, salaires et indemnités, 21.996.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 308. — Liquidation des comptes spéciaux. — Matériel et frais de fonctionnement, 3.200.000 F.

8e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 608. — Liquidation des comptes spéciaux. — Dépenses diverses, 1.541.978.000 F.
Total, 1.567.174.000 F.

Reconstruction et urbanisme.

4e partie. — Personnel.

Chap. 113. — Liquidation du service des constructions provisoires. — Dépenses de personnel, 17.294.000 F.

5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 302. — Matériel, 1.100.000 F.
Chap. 306. — Frais de correspondance télégraphique et téléphonique, 300.000 F.
Chap. 307. — Loyer et indemnités de réquisition, 40.000 F.

(1) Compte clos le 31 décembre 1948 en application de l'article 39 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948; clôture reportée au 31 décembre 1949 (art. 11 de la présente loi).

8e *partie. — Dépenses diverses.*

Chap. 601. — Honoraires d'avoués, d'avocats et frais judiciaires, 200.000 F.

Chap. 614 — Liquidation du service des constructions provisoires. — Règlement des conventions de dépôt et des marchés non soldés au 31 décembre 1948, 400 millions de francs.

Total, 418.931.000 F.

Santé publique et population.

4e *partie. — Personnel.*

Chap. 115. — Salaire du personnel contractuel du service des surplus, 1.148.000 F.

RÉCAPITULATION

Affaires étrangères, 2.680.000 F.
Agriculture, 17.100.000 F.
Finances et affaires économiques, 297.100.000 francs.
France d'outre-mer, 178.880.000 F.
Industrie et commerce, 216.254.000 F.
Marine marchande, 50 millions de francs.
Ravitaillement, 1.567.174.000 F.
Reconstruction et urbanisme, 418.934.000 F.
Santé publique et population, 1.148.000 F.
Total, 2.779.270.000 F.

Etat K. — TABLEAU, PAR SERVICE ET PAR CHAPITRE, DES CRÉDITS OUVERTS PAR L'ARTICLE 40 DE LA PRÉSENTE LOI

Agriculture.

4e *partie. — Personnel.*

Chap. 176. — Personnel du compte spécial « Opérations de reconstruction: constructions et travaux payés directement par l'Etat ». — Subdivision 4 « Acquisition et rétrocession des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre » (ordonnance n° 45-875 du 24 avril 1945), 7 millions de francs.

Chap. 177. — Personnel du compte spécial « Couverture des besoins complémentaires en bois et produits forestiers ». — Personnel de bureau et de maîtrise, 28.685.000 F.

Total, 35.685.000 F.

Education nationale.

4e *partie. — Personnel.*

Chap. 105. — Personnel du compte spécial « Achat et cession des matériels des établissements relevant de l'éducation nationale ». — Traitements et indemnités, 78 millions de francs.

Finances et affaires économiques.

I. — FINANCES

4e *partie. — Personnel.*

Chap. 109. — Traitements du personnel du service des assurances contre les risques maritimes de guerre, 14.197.000 F.

Chap. 110. — Indemnités du personnel temporaire du service des assurances contre les risques maritimes de guerre, 2.540.000 F.

Chap. 115. — Personnel contractuel du service des importations et des exportations à la charge du compte spécial. — Traitement et indemnités (1), 32.650.000 F.

Chap. 116 .— Personnel des comptes spéciaux « Commerce extérieur. — Importations » et « Commerce extérieur. — Exportations ». — Indemnités, 414.000 F.

Chap. 117. — Personnel du compte spécial « Aide aux forces alliées ». — Traitements et indemnités, 110.668.000 F.

Chap. 118. — Personnel du secrétariat général à la loterie nationale. — Traitements et indemnités, 58.790.000 F.

Chap. 119. — Personnel du compte spécial « Liquidation des dépenses d'occupation ». — Traitements et indemnités, 10.073.000 F.

Chap. 158. — Traitements des agents contractuels de l'administration de l'enregistrement, 4.788.000 F.

(1) Effectifs réduits des deux cinquièmes par rapport aux effectifs de 1948.

Chap. 160. — Frais d'auxiliaires de l'administration de l'enregistrement, 17.230.000 F.

Total, 251.350.000 F.

Présidence du conseil.

VII. — HAUT COMMISSARIAT AU RAVITAILLEMENT

Chap. 115. — Personnel du compte spécial « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires », 194.965.000 F.

RÉCAPITULATION

Agriculture, 35.685.000 F.
Education nationale, 78 millions de francs.
Finances et affaires économiques, 251 millions 350.000 F.
Ravitaillement, 194.965.000 F.
Total, 560 millions de francs.

ANNEXE N° 110

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à accorder un **congé libérable** de six mois aux **jeunes gens appelés sous les drapeaux** dont un **proche parent** est **« mort pour la France »**, présentée par M. Jean Bène et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la défense nationale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs l'arrêté du 19 mai 1947 (*Journal officiel* du 6 juin 1947), fixant les conditions dans lesquelles des allégements aux obligations militaires d'activité sont accordés à certaines catégories de jeunes gens, a prévu, dans son article 1er, que bénéficieraient d'une réduction des six derniers mois de leurs obligations militaires les jeunes gens dont deux proches parents sont décédés victimes de la guerre (père, mère, époux, enfants, frère, sœur).

Il nous est apparu que dans l'état actuel de l'organisation militaire de la nation une mesure plus large pouvait être prise et qu'une réduction des six derniers mois de leur temps de service devait être accordée aux jeunes soldats dont un proche parent décédé victime de la guerre était titulaire de la mention « mort pour la France ».

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à accorder un congé libérable de six mois aux jeunes gens appelés sous les drapeaux dont un proche parent est « mort pour la France ».

ANNEXE N° 111

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rendant applicable dans les **territoires d'outre-mer:** 1° la loi du 24 mai 1946 modifiant les **articles 169 et 171 du code pénal;** 2° la loi du 24 novembre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945 et l'ordonnance du 8 février 1945, modifiant les **articles 174 et 177 du code pénal;** 3° la loi du 8 octobre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945, modifiant l'**article 373 du code pénal,** présentée par M. Durand Reville, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, depuis la suppression de la justice pénale indigène dans les territoires d'outre-mer, suppression réalisée par le décret du 30 avril 1946, tous les ressortissants de ces territoires sont justiciables du code pénal métropolitain et des lois qui le complètent ou le modifient.

Ces lois doivent cependant, pour être appliquées dans les territoires d'outre-mer, y être rendues applicables par voie législative.

Il en résulte que plusieurs articles du code pénal, qui ont subi dans la métropole de profondes modifications, demeurent applicables dans leurs dispositions anciennes sur ces territoires.

C'est ainsi que, notamment, les anciens articles 169, 171 (soustractions commises par des fonctionnaires publics), 174, 177 (concussion) et 373 (dénonciation calomnieuse) y sont encore applicables sans qu'il ait été tenu compte des modifications apportées, pour la métropole, par:

1° La loi du 24 mai 1946 (modifiant les articles 169 et 171);

2° La loi du 24 novembre 1943 (validée par ordonnance du 28 février 1945) et l'ordonnance du 8 février 1945 modifiant les articles 174 et 177 du code pénal;

3° La loi du 8 octobre 1943 (validée par ordonnance du 28 juin 1945) modifiant l'article 373 du code pénal.

Aucune raison valable ne justifie cette dualité de législation qui, dans l'état actuel de l'organisation judiciaire dans les territoires d'outre-mer, constitue une source de difficultés et d'erreurs nuisibles au bon fonctionnement de la justice.

Il y a donc lieu de procéder, en ce qui concerne les articles précités du code pénal, à l'unification de la législation des territoires d'outre-mer et de celle de la métropole.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer de l'Union française;

1° La loi du 24 mai 1946 modifiant les articles 169 et 171 du code pénal;

2° La loi du 24 novembre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945 et l'ordonnance du 8 février 1945, modifiant les articles 174 et 177 du code pénal;

3° La loi du 8 octobre 1943, validée par l'ordonnance du 28 février 1945, modifiant l'article 373 du code pénal.

ANNEXE N° 112

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant **ouverture de crédits supplémentaires** pour la couverture des **dépenses** entraînées par la tenue à Paris de la **troisième session** de l'**organisation des Nations Unies,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour la couverture des dépenses entraînées par la tenue à Paris de la troisième session de l'organisation des Nations Unies.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5839, 6113, 6251 et in-8° 1560.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget général (services civils) pour l'exercice 1948, en addition aux crédits alloués par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948, portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 226.850.000 F et répartis par chapitre comme suit:

Chap. 115. — Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de personnel, 1.200.000 F.

Chap. 3112. — Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de matériel et travaux, 225.650.000 F.

Total: 226.850.000 F.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères au titre du budget général (services civils) pour l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, portant fixation du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 61.750.000 F et répartis par chapitre comme suit:

Chap. 117. — Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de personnel, 5.050.000 F.

Chap. 3112. — Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de matériel et travaux, 59.700.000 F.

Total: 61.750.000 F.

Art. 3. — Les crédits ouverts au titre de l'exercice 1948 au chapitre 3112 « Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de matériel et travaux » du budget des affaires étrangères par la loi n° 48-979 du 16 juin 1948 portant ouverture de crédits en vue de la préparation et de la tenue à Paris de la troisième session de l'organisation des Nations Unies, ainsi que les crédits ouverts au même chapitre par l'article 1er de la présente loi, pourront être reportés à l'exercice 1949 par décret contresigné du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre des affaires étrangères.

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères est autorisé à percevoir le prix de location des bureaux de l'hôtel d'Iéna mis à la disposition des délégations des nations représentées à l'assemblée générale des Nations Unies.

Art. 5. — Les recettes à provenir des dispositions de l'article 4 ci-dessus sont évaluées à la somme de 3 millions de francs et applicables à la ligne « Recettes spéciales résultant de la tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies » des produits divers du budget pour l'exercice 1948.

Art. 6. — L'évaluation des recettes prévues à cette ligne, telle qu'elle résultait de l'article 3 de la loi n° 48-979 du 16 juin 1948 est majorée d'une somme de 8.300.000 F.

Art. 7. — Les évaluations de recettes arrêtées par la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget de l'exercice 1949 et relative à diverses dispositions d'ordre financier sont majorées d'une somme de 65 millions de francs répartie comme suit:

I. — PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE

§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'Etat.*

Ligne n° 70: « Produits et revenus du domaine encaissés par les receveurs des domaines », 50 millions de francs.

§ 4. — *Produits divers.*

Ligne n° 2 *bis* (nouvelle): « Recettes du service technique des conférences internationales », 15 millions de francs.

Total égal: 65 millions de francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 113

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant création d'un **budget annexe des prestations familiales agricoles** et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Organisation administrative.

Art. 1er. — Il est institué un budget annexe des prestations familiales agricoles rattaché, pour ordre, au budget général de l'Etat et dont la gestion administrative est confiée au ministre de l'agriculture assisté de la commission supérieure des allocations familiales agricoles faisant fonction de comité de gestion du budget annexe.

Art. 2. — Le rôle du comité de gestion du budget annexe des allocations familiales agricoles est:

1° De donner son avis motivé sur le projet de budget annexe des allocations familiales agricoles qui est ensuite arrêté par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances avant d'être soumis au Parlement;

2° De contrôler l'exécution du budget et spécialement le recouvrement des recettes et la marche des avances prévues à l'article 6. A cet effet, la caisse centrale des allocations familiales agricoles lui communique au moins trimestriellement le montant des prestations payées et des cotisations encaissées par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles;

3° De présenter toutes suggestions et observations ayant trait à la gestion financière des allocations familiales agricoles;

4° De contrôler les dépenses complémentaires des caisses (frais de gestion, action sanitaire et sociale et investissements).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6009, 6361, 6368 et in-8° 1564.

TITRE II

Organisation financière.

Art. 3. — Le budget annexe est substitué aux droits et obligations du fonds national de solidarité agricole.

Art. 4. — Le budget annexe comporte en recettes:

1° Les divers impôts, taxes et amendes actuellement affectés au fonds national de solidarité agricole, ainsi que les ressources affectées par les lois ultérieures;

2° La fraction des cotisations dues par les assujettis, affectée au service des prestations familiales agricoles;

3° Les dons et legs;

4° Les prélèvements sur le fonds de réserve visé à l'article 5 de la présente loi;

5° Eventuellement, les avances du Trésor.

Les charges de la profession (cotisations et impositions additionnelles à l'impôt foncier non bâti) ne pourront pas dépasser, à partir du 1er janvier 1950, 25 p. 100 de l'ensemble des charges, y compris la couverture des dépenses complémentaires.

En dépenses:

1° Les versements destinés au payement par les caisses des diverses prestations familiales prévues en faveur des travailleurs de l'agriculture, ainsi que les autres dépenses mises à la charge du fonds national de solidarité agricole par les textes en vigueur à la date de la promulgation de la présente loi;

2° Le remboursement au budget général, à titre de fonds de concours, des sommes correspondant à la rémunération des agents de l'Etat dont l'activité est consacrée entièrement au service des prestations familiales agricoles, ainsi que les dépenses de matériel de ce service;

3° Les remboursements consécutifs aux frais de fonctionnement du budget annexe;

4° Les frais de fonctionnement de la commission supérieure des allocations familiales agricoles;

5° Le remboursement des avances du Trésor;

6° Les versements à effectuer au fonds de réserve.

Art. 5. — Il est constitué un fonds de réserve alimenté par les excédents de recettes du budget annexe et dont le montant maximum est fixé au quart du montant des dépenses du budget annexe de l'exercice précédent. Les disponibilités de ce fonds de réserve sont déposées au Trésor.

Les prélèvements sur le fonds de réserve sont autorisés par arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 6. — Le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder au budget annexe des prestations famialiales agricoles, pour pallier l'insuffisance momentanée de ses recettes courantes, des avances de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de sept milliards.

A ces avances viendra s'ajouter le montant du fonds de roulement attribué au fonds national de solidarité agricole par l'article 116 de la loi du 31 décembre 1945 et les textes subséquents.

Art. 7. — En fin d'exercice, les excédents de recettes ou de dépenses du budget annexe sont réglés comme suit:

Les excédents de recettes sont affectés d'abord au remboursement des avances du Trésor, et en premier lieu de celles qui ont été consenties au fonds national de solidarité agricole, ensuite au fonds de réserve institué par l'article 5. Lorsque le fonds de réserve atteint le maximum fixé par ledit article, les excédents de recettes seront reportés sur l'exercice suivant.

Les excédents de dépenses sont couverts par un prélèvement sur le fonds de réserve ou, à défaut, par les avances du Trésor prévues par l'article 1er.

Art. 8. — Toute disposition législative nouvelle sur les prestations familiales susceptible d'entraîner un accroissement des dépenses à la charge du budget annexe doit, lorsque le montant de la dépense supplémentaire dépasse les disponibilités du fonds de réserve, faire l'objet d'une création de recettes correspondantes au budget annexe des prestations familiales agricoles. Ces recettes résultent soit

d'une augmentation des ressources existantes, soit de la création de ressources nouvelles.

Art. 9. — Un agent comptable justiciable de la cour des comptes est chargé d'effectuer les recettes et les dépenses du budget annexe des prestations familiales agricoles.

Les fonctions d'agent comptable du budget annexe sont exercées par l'agent comptable de la caisse nationale de crédit agricole.

Art. 10. — Les cotisations à la charge des assujettis continuent d'être assises par les comités départementaux des prestations familiales agricoles et perçues par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles.

Les cotisations sont affectées pour partie au service des prestations, pour partie aux dépenses complémentaires qui comprennent notamment les frais de gestion, l'action sanitaire et sociale et les investissements.

L'évaluation du produit des cotisations affectées aux dépenses complémentaires et leur emploi sont mentionnées, à titre indicatif, dans le budget annexe des prestations familiales agricoles.

Les conditions d'application du présent article seront fixées par arrêté des ministres de l'agriculture et des finances et des affaires économiques.

Art. 11. — Les dispositions des articles 113 du code général des impôts directs et 232 du code de l'enregistrement ne s'opposent pas à ce que le service des contributions directes et celui de l'enregistrement communiquent aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles les renseignements qui leur sont nécessaires pour l'assiette des cotisations des prestations familiales agricoles.

Les agents de l'administration des contributions directes et de l'enregistrement peuvent obtenir, au siège des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles, la communication des documents d'assiette desdites cotisations.

Art. 12. — Toute personne appelée à l'occasion de ses fonctions ou attributions à intervenir dans l'établissement des cotisations visées à l'article précédent est tenue au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du code pénal et passible des peines prévues audit article.

Art. 13. — Le ministre de l'agriculture fournira chaque année au Parlement, avant le 31 octobre, un rapport sur l'application de la présente loi pendant l'exercice écoulé.

Art. 14. — La présente loi est applicable à dater du 1er janvier 1949.

TITRE III

Dispositions diverses.

Art. 15 — Le recouvrement de la taxe sur les betteraves, instituée par la loi du 10 février 1942 modifiée, est assuré par l'administration des contributions indirectes à partir de la campagne 1949-1950 et pour les campagnes suivantes.

Ladite taxe sera acquittée les 31 mars et 30 septembre de chaque année sur déclaration fournie à l'administration des contributions indirectes

Toute infraction sera constatée et poursuivie comme en matière de taxe sur les transactions et sera assortie des pénalités prévues pour celles-ci.

Art. 16. — A compter du 1er janvier 1949, est attribué au budget annexe des prestations familiales agricoles le reversement du service des alcools affecté antérieurement au budget général de l'Etat par l'article 14 de la loi n° 47-1127 du 25 juin 1947.

Art. 17 à 24. — . . . . . .

Art. 25. — Des décrets contresignés par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques fixeront les règles de comptabilité applicables par les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles.

Art. 26. — Des décrets contresignés par le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques fixeront en tant que de besoin les conditions d'application de la présente loi.

TITRE IV

Fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles.

Art. 27. — Le budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1949 est fixé en recettes et en dépenses à la somme de 45.600 millions de francs conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 février 1949.

Le président,
signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 114

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'**article 365** du **code pénal,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant l'article 365 du code pénal.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 365 du code pénal est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 365. — Quiconque, soit au cours d'une procédure et en tout état de cause, soit en toute matière en vue d'une demande ou d'une défense en justice, aura usé de promesses, offres ou présents, de pressions, menaces, voies de fait, manœuvres ou artifices pour déterminer autrui à faire ou délivrer une déposition, une déclaration ou une attestation mensongère, sera, que cette subornation ait ou non produit son effet, puni d'un emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de 50.000 à 500.000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des peines plus fortes prévues aux articles précédents s'il est complice d'un faux témoignage qualifié crime ou délit. »

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 115

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à **refuser l'homologation** de **deux décisions** votées par l'**Assemblée algérienne** au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, créant auprès de la radiodiffusion d'Algérie un organisme dénommé « **Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie** »; tendant à porter de **8** à **12** le nombre des **délégués à l'Assemblée algérienne** appelés à siéger au « **Comité de gestion et de surveillance Radio-Algérie** », transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à refuser l'homologation de deux décisions votées par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, créant auprès de la radiodiffusion d'Algérie un organisme dénommé « Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie »; tendant à porter de 8 à 12 le nombre des délégués à l'Assemblée algérienne appelés à siéger au « Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie ».

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les décisions votées par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, créant auprès de la radiodiffusion d'Algérie un organisme dénommé « Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie », tendant à porter de 8 à 12 le nombre des délégués à l'Assemblée algérienne appelés à siéger au « Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie », ne sont pas homologuées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 116

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à créer les **conditions budgétaires** d'une **saine réforme administrative**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission des finances.)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5560, 6199 et in-8° 4565.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5577, 6195 et in-8° n° 1561.

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6059, 6335 et in-8° 1562.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Le Gouvernement déposera chaque année, en même temps que le budget, sur le bureau de l'Assemblée nationale, pour être publiée au *Journal officiel*, la nomenclature:

1° De tous les offices, établissements, services publics ou semi-publics de l'Etat, fondations bénéficiant de subventions de l'Etat, dont les budgets échappent au vote du Parlement;

2° De toutes les entreprises nationales à caractère industriel, commercial ou autre, avec l'indication pour chacune de ces entreprises, de leur nature juridique, de leurs filiales et de l'objet afférent à chacune de celles-ci;

3° De toutes les sociétés d'économie mixte ou de toutes autres, dans lesquelles l'Etat, les organismes ou entreprises, visés aux deux paragraphes précédents, possèdent des intérêts pécuniaires supérieurs à 30 p. 100 du capital social, avec l'indication de l'importance de ceux-ci.

Cette nomenclature devra comporter également l'indication des noms et qualités des directeurs ou assimilés et des membres des conseils d'administrations desdits organismes, entreprises ou sociétés.

Exceptionnellement, pour l'exercice 1949, la nomenclature sus-édictée devra être déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale avant le 31 mars de la présente année.

Art. 2. — . . . . . .

Art. 3. — Le ministre des finances est tenu d'adresser aux commissions des finances du Parlement et à la cour des comptes, avant la fin du trimestre suivant, l'état par chapitre au 31 mars, au 30 juin, au 30 septembre, au 31 décembre et à la clôture de l'exercice, des dépenses ordonnancées ou mandatées sur crédits budgétaires.

Les résultats de l'exécution du budget, par partie de ministère et par ligne de recettes, ainsi que l'état trimestriel des comptes spéciaux du Trésor aux dates susvisées, sont publiées au *Journal officiel*.

Art. 3 *bis*. — L'article 68 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 est complété comme suit:

« Les contrôleurs des dépenses engagées sont tenus de notifier aux rapporteurs spéciaux des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République, les propositions d'engagement de dépenses qui sont soumises à leur visa en excédent des crédits ouverts ou sur crédits bloqués. »

Art. 4. — L'article 20 de la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 20. — Est interdite l'imputation de toute rémunération mensuelle sur crédits de matériels ou de travaux ouverts au titre du budget général ou des budgets annexes ainsi que sur des comptes spéciaux du Trésor. »

Art. 4 *bis* (nouveau). — Sur les crédits rendus disponibles par suite d'économies dégagées sur les dépenses « personnel » et « matériel », des sommes affectées à l'amélioration du reclassement des fonctionnaires seront prélevées dans des conditions qui seront fixées par un projet de loi spécial soumis au Parlement avant le 31 décembre 1949.

Art. 5. — . . . . . .

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 117

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier l'**article 380** du **code pénal (vol entre parents),** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 380 du code pénal (vol entre parents).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le premier alinéa de l'article 380 du code pénal est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles les soustractions commises:

« 1° Par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé;

« 2° Par des enfants ou autres descendants au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendants, par des pères ou autres ascendants au préjudice de leurs enfants ou autres descendants;

« 3° Par des alliés aux mêmes degrés, à condition que les soustractions soient commises pendant la durée du mariage et en dehors d'une période pendant laquelle les époux sont autorisés à vivre séparément. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 118

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier **l'article 48** de l'**ordonnance** du **19 octobre 1945** en ce qui concerne l'attribution et le taux de remboursement des **bons de lait,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne l'attribution et le taux de remboursement des bons de lait.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 708, 1669 et in-8° 1566.

(2) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 1918, 1917, 3127, 6283 et in-8° 1567.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Les deuxième et troisième alinéas de l'article 48 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 sont ainsi modifiés:

« Lorsque par suite d'incapacité physique ou de maladie, la bénéficiaire est dans l'impossibilité constatée par le médecin d'allaiter son enfant, elle peut, si l'enfant reste à sa charge, recevoir pour la durée et les quantités indiquées par le médecin, des bons de lait dont la valeur est uniformément fixée dans la limite d'un maximum de 60 p. 100 de la prime d'allaitement, à l'exception des laits médicamenteux, spécialement ordonnés par le médecin et remboursés aux mêmes titre et tarif que les spécialités pharmaceutiques.

« En cas de décès de la mère, la personne qui a la charge de l'enfant a droit, dans les mêmes conditions, à l'attribution desdits bons. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 février 1949

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 119

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à permettre aux **salaries membres** d'un **conseil général** ou d'un **conseil municipal** de **participer aux délibérations** de ce conseil et des commissions qui en dépendent, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 16 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à permettre aux salariés membres d'un conseil général ou d'un conseil municipal de participer aux délibérations de ce conseil et des commissions qui en dépendent.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 60 de la loi du 5 avril 1884 est complété comme suit:

« Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil municipal, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des commissions qui en dépendent.

« Le temps passé par les salariés aux différentes séances du conseil et des commissions en dépendant ne leur sera pas payé comme temps de travail. Ce temps pourra être remplacé. »

Art. 2. — L'article 19 de la loi du 10 août 1871 est complété comme suit:

« Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil général, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou ou des commissions qui en dépendent.

« Le temps passé par les salariés aux différentes séances du conseil et des commissions en dépendant ne leur sera pas payé comme

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 4879, 5363, 5921 et in-8° 1568.

temps de travail. Ce temps pourra être remplacé. »

Art. 3. — La suspension du travail prévue aux articles 1er et 2 ci-dessus ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services et ce à peine de dommages et intérêts au profit du salarié.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 11 février 1949.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 120

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en vue de présenter les **candidatures,** pour les **trois sièges du comité constitutionnel,** à la ratification du Conseil de la République (application de l'article 91 de la Constitution, des articles 1er et 2 de la résolution du 28 janvier 1947 et de l'article 10 du règlement), par M. de Montalembert, sénateur.

Mesdames, messieurs, aux termes de l'article 91 de la Constitution, le comité constitutionnel comprend, notamment, trois membres élus par le Conseil de la République au début de chaque session annuelle, à la représentation proportionnelle des groupes et choisis en dehors de ses membres.

Une proposition de résolution, adoptée le 28 janvier 1947, a précisé que votre commission du suffrage universel serait chargée de présenter au Conseil de la République la liste des candidats à nommer, après avoir examiné leurs titres. En exécution de ces dispositions votre commission du suffrage universel vous propose de ratifier les candidatures ci-après, selon la procédure prévue par l'article 10 du règlement:

M. Jacques Donnedieu de Vabres, présenté par le groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique;

M. Maurice Delépine, présenté par le groupe socialiste;

M. Marcel Prelot, présenté par les groupes apparentés des républicains indépendants, du parti républicain de la liberté et du centre républicain d'action rurale et sociale.

ANNEXE N° 121

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à verser, dans les plus brefs délais, le **solde de la prime à l'hectare** d'encouragement à la **culture du blé** et du **seigle,** présentée par M. Dulin et les membres de la commission de l'agriculture, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 18 juillet 1947 a institué une prime de 2.300 F à l'hectare destinée à encourager la culture du blé et du seigle.

Or, à ce jour, les bénéficiaires de cette mesure n'ont touché qu'un acompte de 1.000 F basé sur les déclarations d'ensemencement enregistrées par le comité communal de collecte ou par le maire, qui devaient établir les états et les transmettre aux comités régionaux des céréales en vue d'un nouvel examen.

Il eût été logique de se baser sur ces mêmes états pour régler le solde de la prime. Mais une récente circulaire prévoit une nouvelle procédure basée, non plus sur les déclarations d'ensemencement, mais sur les déclarations de récolte et les engagements de livraison. Les mêmes formalités devront donc être à nouveau accomplies tant au stade communal que départemental.

Il était normal de subordonner ce payement aux déclarations de récolte, mais il suffisait de confier cette tâche aux comités départementaux des céréales qui n'avaient qu'à comparer les déclarations d'ensemencement et de récoltes. On remet ainsi en marche une procédure longue et fastidieuse pour tous, qu'il était facile d'éviter. On retarde, en outre, le règlement de la prime qui devrait être effectué depuis longtemps.

Les producteurs ne comprendraient pas que l'Etat, qui majore les impôts lorsqu'ils ne sont pas acquittés dans les délais requis, puisse impunément tarder à tenir ses engagements. Ce serait là « le fait du prince ».

C'est pour ces différentes raisons que votre commission de l'agriculture vous demande d'adopter la proposition de résolution dont la teneur suit:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à verser, dans les plus brefs délais, le solde de la prime à l'hectare d'encouragement à la culture du blé et du seigle.

ANNEXE N° 122

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'**indemnité** accordée aux propriétaires **d'animaux abattus pour cause de morve** par application de l'article 36 de la loi du 21 juin 1898 sur le code rural, présentée par M. Benigne Fournier et les membres de la commission de l'agriculture, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la législation sanitaire vétérinaire prévoit pour certaines maladies, dans l'intérêt général, afin d'éviter la contamination d'autres animaux et parfois de l'homme, la suppression des foyers d'infection par l'abattage des animaux atteints de certaines formes de la maladie et reconnus comme des facteurs possibles de la contagion.

C'est ainsi que l'article 36 de la loi du 21 juin 1898 sur le code rural, modifié par l'article 3 de la loi du 7 juillet 1933, prévoit l'abattage, par ordre de l'autorité municipale, des équidés atteints de morve.

Cet abattage constitue une dépossession, une expropriation pour le propriétaire. Cette expropriation pour cause d'intérêt public doit donner lieu à indemnisation.

La loi du 14 janvier 1905 prévoit cette indemnisation en allouant « aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de morve, en exécution de l'article 36 du code rural, une indemnité des trois quarts de la valeur qu'avait l'animal avant la maladie. » Cette loi ajoute toutefois « l'indemnité à accorder ne peut dépasser 750 francs ».

La loi du 30 juin 1919, dans son article 4, porte l'indemnité accordée de 750 F à 1.500 F.

L'abattage des animaux morveux, grandement facilité par cette indemnisation, avait constitué la plus efficace des prophylaxies, à telle enseigne que bien des années avant la guerre, la maladie n'était plus constatée sur le territoire français.

Les passages et mouvements d'animaux liés à la dernière guerre ont entraîné la réapparition de la morve ils ont été aussi à la base de la constatation d'une autre maladie contagieuse des équidés: la dourine.

En vue de faire disparaître promptement cette dernière affection, il a été reconnu indispensable de procéder à l'abattage des équidés atteints. Cette nécessité a été exprimée par le décret n° 46-2588 du 21 novembre 1946, fixant les modalités d'attribution des indemnités dues aux propriétaires des animaux sacrifiés pour cause de dourine. L'indemnité accordée ne peut excéder 75 p. 100 de la valeur de l'animal avant la maladie; et elle ne peut dépasser 120.000 F si l'animal abattu est un étalon et 80.000 F dans les autres cas (art. 4 du décret du 21 novembre 1946).

Cette différence de régime applicable à deux maladies dont les conséquences sont également graves est inconcevable. Rien ne peut la justifier.

L'abattage des animaux atteints de certaines formes de morve est ordonné par la loi. Il conditionne la rapide extinction des quelques foyers qui sont apparus à la suite de la dernière guerre. Il implique une indemnisation équitable, tenant compte, comme dans le cas de dourine, de la valeur actuelle des sujets sacrifiés.

Une indemnisation insuffisante, à l'heure actuelle pratiquement inexistante (1.500 F), risquerait de conduire à la dissimulation des rares foyers pouvant subsister et finalement à la persistance et à l'extension de ceux-ci avec les risques de contamination de l'homme par une maladie généralement mortelle pour lui.

L'abattage d'animaux morveux est d'intérêt public; il doit se faire avec le concours de la collectivité pour laquelle il représente au demeurant un effort infime, de quelques centaines de mille francs au plus.

La réglementation actuelle ne répond pas à ces conditions. Elle impose aux cultivateurs, propriétaires des équidés auxquels s'applique l'ordre d'abattage prévu par la loi, une perte injuste, parfois la ruine, alors qu'ils n'ont commis aucune faute à l'encontre de la législation sanitaire, qu'au contraire ils ont respectée en faisant déclaration de la maladie contagieuse frappant leur cheptel. Il y a là un fait qui n'est ni équitable, ni humain. C'est la raison pour laquelle nous vous prions d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à reviser, sans tarder, le montant de l'indemnité accordée aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de morve, par application des dispositions de l'article 36 de la loi du 21 juin 1898 sur le code rural, modifiées par celles de l'article 3 de la loi du 7 juillet 1933 et à rendre cette indemnité égale à celles dont bénéficient les propriétaires d'équidés abattus pour cause de dourine.

ANNEXE N° 123

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **prolonger** à titre exceptionnel le **délai imparti aux locataires** par **l'article 32** de la **loi** n° 48-1360 du 1er septembre 1948 **portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 17 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 17 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à prolonger à titre exceptionnel le délai imparti aux locataires par l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6241 et in-8° 1586.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions du 3e alinéa de l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, la date d'expiration du délai prévu audit alinéa est reportée, le cas échéant avec effet rétroactif, au 30 avril 1949, lorsque la notification a été adressée par le propriétaire avant le 28 février 1949.

Le loyer pratiqué au 31 décembre 1948 sera payé à titre d'acompte aux échéances normales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 17 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 124

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au **cumul des exploitations agricoles,** par M. de Félice, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, pour la mise en valeur de notre sol, deux problèmes heurtent, à l'heure actuelle, leurs données contradictoires.

Le premier de ces deux problèmes est le placement des jeunes.

L'heure du choix d'une profession pour le jeune homme est un moment essentiel de sa vie et ce choix n'intéresse pas que lui parce que permettre à chacun de s'orienter selon ses goûts — c'est-à-dire vers son meilleur rendement — conditionne au plus haut point la prospérité de la nation. Or, c'est un fait que beaucoup de jeunes agriculteurs attirés par le sol comme le fils du marin est hypnotisé par la mer, ne trouvent pas de fermes à louer et se voient ainsi fermé le moyen normal d'accès à leur vocation rurale.

Le second de ces problèmes est posé par l'évolution nécessaire de nos fonds de fermes vers une grandeur suffisante pour en faire des exploitations rentables.

Il est inopportun, au point de vue économique, de détruire par l'application d'une règle générale et arbitraire et sous prétexte de réunion ou de cumul, la constitution d'exploitations d'une superficie plus grande que celle d'autrefois; les moyens culturaux les plus modernes doivent pouvoir être utilisés et recevoir leur plein emploi. A la veille du jour où le monde rural français doit s'apprêter à combattre contre la concurrence étrangère, sinon à champ découvert, du moins avec un droit de douane limité, réduire nos prix de revient agricoles est une nécessité économique et sociale de première importance. Que servirait-il à un cultivateur de demeurer sur des terres trop étroites s'il ne pouvait en vivre ?

Or, l'heure est venue de prendre une position. En effet, d'une part, l'article 45 *bis* du statut du fermage — article qui avait esquissé une solution dont l'inemploi révèle moins l'inutilité que l'inefficacité du texte établi — a cessé d'être en application depuis le 14 avril 1948; d'autre part, il est certain, particulièrement dans l'Ouest de la France, que des réunions ou cumuls d'exploitations sans utilité économique se sont constitués au détriment des jeunes et de la famille rurale traditionnelle par un accaparement que réalisèrent le plus souvent les profiteurs du marché noir en mettant à profit l'absence du mobilisé ou du prisonnier.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 926, 2640, 3465, 5751 et in-8° 1445; Conseil de la République: II-82 (année 1948).

Il s'agit donc d'élaborer une législation assez souple, assez nuancée, assez équilibrée pour apporter une solution à l'un sans nuire à l'autre des deux problèmes que nous venons d'évoquer.

L'Assemblée nationale, ainsi que votre commission, ont pensé que le meilleur régulateur d'une entreprise aussi délicate placée en face de ces deux écueils opposés, étaient la commission consultative des baux ruraux, organisme où, en présence de représentants de l'administration à voix consultative, des délégués des bailleurs et des preneurs élus en nombre égal parmi les assesseurs de nos tribunaux paritaires prennent les décisions. Toutefois, votre commission a conçu d'une façon différente de celle de l'Assemblée nationale, la mission de ces commissions consultatives.

L'Assemblée nationale leur a donné un droit de veto législatif et un pouvoir réglementaire global pour l'ensemble de chaque région du département sous l'égide du préfet. Selon son texte, la commission consultative des baux ruraux jugerait, par un avis général, favorable et motivé, si la législation sur la réunion ou le cumul d'exploitations serait ou non mise en vigueur dans son département et, en cas de réponse affirmative sur ce point, les préfets fixeraient, sur avis de la commission consultative, les surfaces minima par région naturelle au-dessous desquelles toute concentration de fonds de fermes, née de réunion de de cumul d'exploitation, resterait à l'abri des prescriptions de la nouvelle loi.

Votre commission n'a pas adopté cette conception du rôle des commissions consultatives des baux ruraux. Elle a jugé la mission qui leur était dévolue comme trop vaste sur le plan législatif et, au contraire, comme trop restreinte sur le plan des réalités concrètes. Il lui a semblé anormal et dangereux de subordonner l'application d'une loi générale dans tel ou tel département aux désirs exprimés par telle commission consultative de ce département. Par contre, estimant que ladite commission était l'organe attitré d'adaptation d'une loi générale aux réalités culturales du lieu, elle a considéré que la fixation de surfaces minima par régions, mettant à l'abri les agglomérations de fonds de fermes, ne réalisant pas cette superficie minima était une réglementation encore trop vague pour assurer dans toute la souplesse nécessaire la mise en œuvre de la nouvelle loi.

Comme conséquence de ces vues, votre commission a donc maintenu comme pièce maîtresse la commission consultative mais elle en a déplacé sa fonction.

D'un côté, elle l'a dépossédée du pouvoir de rejet total de la loi que l'Assemblée nationale lui avait donné, mais d'un autre côté elle l'a en revanche érigée en appréciateur de l'opportunité culturale, économique et sociale des réunions ou cumuls d'exploitation réalisés pour chaque cas isolément considéré, elle en a fait dans tous les cas d'espèces qui devront lui être soumis une sorte de contrôleur d'ordre économique et social chargé de dire si telle réunion de fonds de ferme est utile et doit être maintenue ou, si au contraire, étant sans justification, elle doit entraîner la remise en location de l'un ou de plusieurs des fonds de ferme ainsi réunis ou cumulés.

Certes, la mission conférée aux commissions consultatives peut prêter à la critique en raison des influences locales ou même personnelles qui peuvent jouer au sein de ces commissions et en raison aussi des formalités auxquelles cet examen préalable de toutes les réunions réalisées depuis 1939 va entraîner. Votre commission n'en juge pas moins cette solution comme plus juridique que le véritable pouvoir législatif que l'Assemblée nationale avait donné à ces commissions et comme d'une souplesse plus opportune que la fixation du domaine minima intangible par région malgré les réunions ayant assuré son étendue. Hommes de la terre, les commissaires auront, en effet, à examiner des questions concrètes sur des situations précises souvent connues d'eux et cette mission d'adaptation étroite des règles générales de la loi aux cas isolément considérés de chacun entre directement dans la compétence et le rôle que le législateur, en les créant, a voulu leur donner. Ils examineront l'opportunité des réunions de fonds de ferme plus sévèrement les cumuls — c'est-à-dire la possession de fermes séparées les unes des autres — en connaissance de cause, de telle sorte que des solutions infiniment plus nuancées et plus utiles que par l'application d'une surface minima rigide interviendront.

Ainsi, se trouvent fixées d'une part la différence essentielle entre le texte de l'Assemblée nationale et celui de votre commission et les raisons d'être de cette divergence.

Comme les autres dispositions de la proposition sont directement inspirées ou même strictement en conformité de celles qui nous ont été transmises, il ne nous reste plus qu'à faire l'analyse du texte que nous vous soumettons, amalgame né des volontés de l'Assemblée nationale demeurées prédominantes et des préoccupations de votre commission que nous venons de caractériser.

La longueur d'un article de loi est un facteur souvent déterminant de son obscurité. Aussi, votre commission a-t-elle scindé l'article 45 *bis* nouveau proposé en deux articles, l'un — article 45 *bis* — ayant pour objet la détermination des exploitations à remettre en location, l'autre — article 45 *ter* — étant relatif à l'attribution desdites exploitations.

Cette modification de pure forme énoncée, quelles sont les dispositions particulières des deux articles nouveaux ainsi créés ?

Article 45 *bis.*

Le 1er alinéa de cet article est d'ordre général. Il a pour objet d'introduire une limitation dans le temps de l'application du texte proposé. Ne tomberont sous l'empire de la loi que les fonds de ferme qui auront fait l'objet de réunions ou de cumuls depuis le 1er septembre 1939 et, à l'égard de ceux-ci, la loi devra jouer avant le 1er janvier 1951.

Ainsi, restent intangibles les concentrations culturelles réalisées avant la guerre comme les exploitations qui, remises en location, en vertu de la nouvelle loi, n'auraient pas été revendiquées avant le 1er janvier 1951. L'insécurité créée est donc d'une étendue restreinte et d'une durée toute temporaire.

Les aliénas suivants règlent la procédure de remise en cause des fonds de ferme réunis ou cumulés, c'est-à-dire d'une part la déclaration qui les révèle, d'autre part, l'examen de la commission consultative qui les apprécie, enfin, la publicité qui en fait connaître, après cet examen, la remise en location.

La déclaration doit être faite dans les deux mois de la promulgation de la loi à la direction des services agricoles par deux catégories de personnes: en premier lieu, par les auteurs de ces réunions et cumuls depuis 1939, qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers, en second lieu par les agents de l'administration (contrôleurs des contributions directes, receveurs de l'enregistrement, conservateurs des hypothèques) qui peuvent avoir eu connaissance des réunions et cumuls réalisés à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Une différence importante sépare ces deux moyens d'information. Tandis que les déclarations des agents de l'administration — et principalement des receveurs — qui enregistrent les ventes et les baux — seront une nomenclature sèche des opérations réalisées sollicitée d'eux comme un devoir professionnel et sans sanction, les déclarations des détenteurs de fonds de ferme réunis ou cumulés comporteront deux particularités: d'une part, elles auront à être souscrites sous la menace d'une sanction prévue sous la forme d'une location d'office en cas de non déclaration sauf cas de force majeure et au cas seulement où la ferme non déclarée serait réclamée en location par voie de justice; d'autre part, elles devront contenir en tout état de cause l'indication de l'exploitation que le détenteur entend garder s'il était, éventuellement, obligé de remettre en location une de ces exploitations afin que ces fermes préférées, placées en quelque sorte hors de cause, soient immédiatement mises à l'écart de celles soumises à la commission consultative comme susceptibles d'être remises en location.

L'examen de la commission consultative est, comme nous l'avons précédemment montré, la pierre angulaire du système, la direction des services agricoles, lieu de réception des déclarations en raison de sa stabilité et de sa permanence, n'étant qu'un simple organe de transmission des déclarations souscrites.

Comment s'effectuera cet examen ? La commission consultative des baux ruraux, s'entourant de tous éléments d'information, notamment par voie d'enquête sur place s'il y a lieu, aura à statuer, dans le délai de deux mois à dater de la transmission des déclarations souscrites, sur l'utilité du point de vue cultural, économique et social de la réunion ou du cumul des fonds de ferme qui lui ont été révélés. Il va sans dire que cette consultation qui lui est demandée est de première importance puisque son avis opérera un triage entre les fonds, qui, même récemment réunis, ou cumulés, seront reconnus intangibles et ceux qui, au contraire, considérés par elle comme réalisés en l'absence de toute justification, devront être remis en location, mais votre commission, dans sa majorité, a pensé qu'il valait mieux laisser à cet égard pleine liberté d'appréciation à la commission consultative. Au surplus, la liste des exploitations à remettre en location, une fois dressée sera transmise au préfet qui aura à ratifier son travail dans le délai d'un mois.

La publicité aura alors à être faite. La nomenclature des fermes à louer ayant été établie par la commission consultative à la suite de son examen et ayant été légalisée par l'arrêté préfectoral sera portée à la connaissance du public par affichage pendant la durée d'un mois au greffe du tribunal paritaire cantonal, à la mairie du chef-lieu de canton et à la mairie du lieu d'exploitation, tandis qu'elle devra faire l'objet pendant le même délai d'un mois d'une publication dans les journaux agricoles les plus représentatifs de la région.

Ainsi sera créée et publiée la liste des fermes remises en location et alors s'ouvrira la seconde phase régie par l'article 45 *ter*: celle qui va permettre de déterminer qui deviendra le locataire de ces fermes.

Article 45 *ter*.

Votre commission s'est directement inspirée du texte de l'Assemblée nationale en prévoyant une première période pendant laquelle la location de la ferme remise en location serait faite à l'amiable par le propriétaire au locataire de son choix et une seconde période pendant laquelle ladite location pourrait être demandée par tout intéressé en justice.

La faculté de location amiable est ouverte par l'article 45 *ter* pendant trois mois à dater de l'arrêté préfectoral légalisant la liste des exploitations à remettre en location établie par la commission consultative. Ainsi, le propriétaire qui perd le droit d'exploitation directe d'un fonds qu'il avait réuni au sien ou qui perd son fermier lorsque celui-ci avait réuni ou cumulé plusieurs fonds et a exercé son droit de rester par préférence sur un autre des fonds par lui exploités voit s'ouvrir devant lui un délai de trois mois pendant lequel il pourra passer un nouveau bail à l'amiable avec un locataire à sa convenance.

Si une telle location n'est pas réalisée dans ce délai, il y aura alors location judiciaire c'est-à-dire attribution en location par le tribunal paritaire cantonal sur la demande de tout intéressé sous la réserve, toutefois, du droit pour le tribunal — si par l'effet de la réunion ou depuis la réunion il y a eu regroupement, mutation ou échange de parcelle — de modifier les limites du fonds réclamé en vue d'assurer une meilleure exploitation.

A cette demande en location, le propriétaire pourra opposer — outre l'irrecevabilité tirée de la location à l'amiable réalisée dans les trois mois susvisés — deux moyens: d'une part le sursis à statuer, d'autre part le refus motivé.

Le sursis à statuer demandé au tribunal paritaire cantonal ne peut être admis que pour des raisons familiales.

Aux termes des paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 45 *ter*, l'exploitant, propriétaire ou preneur qui, père de famille, désire réserver un fonds de ferme réuni au sien pour y établir à sa majorité un descendant en ligne directe peut demander au tribunal de surseoir à statuer pendant un délai maximum de six ans. (Votre commission a renoncé au double délai de trois ans ou six ans suivant que l'enfant attributaire éventuel suivait ou non les cours d'une école d'agriculture que l'Assemblée nationale avait décidé). Toutefois, si à l'expiration du délai accordé le descendant n'est pas effectivement établi à son nom d'une manière distincte sur le fonds objet de l'instance, la location sera alors prononcée d'office — avec effet à l'expiration de l'année culturale en cours — par le tribunal qui peut, en outre, accorder au bénéficiaire victime de ce sursis à statuer abusif, une indemnité à titre de dommages intérêts.

Ainsi se trouvent protégés ceux qui, non pas dans un but personnel et spéculatif mais en prévision du placement de leurs enfants, ont réuni ou cumulé des fonds de ferme. Il est d'ailleurs souhaitable que la commission consultative appelée à examiner, d'après le système de votre commission, chaque cas particulier de réunion ou de cumul observe de près la situation familiale de chacun et ne preserve la remise en location que si des raisons familiales ne justifient pas la réunion ou le cumul.

Le refus motivé, par lequel le propriétaire pourra éviter l'exercice du droit à location qu'invoque un candidat locataire devant le tribunal paritaire cantonal a été organisé.

Des motifs légitimes de refus sont prévus. Non seulement un intéressé ne pourra solliciter la location que dans les conditions fixées par l'article 33, mais le tribunal paritaire pourra lui refuser la location en cas d'impossibilité pour lui d'assurer une gestion indépendante et viable du fonds réclamé ou en cas d'absence de garanties offertes par lui au propriétaire. Ainsi, s'effectuera un double contrôle: celui de la capacité culturale du demandeur d'une façon beaucoup plus précise que ne le permet l'article 33 du statut du fermage modifié par la loi du 9 avril 1947 et celui de la personne même du demandeur c'est-à-dire des garanties de solvabilité et de réputation que celui-ci peut invoquer.

Par contre, une cause de refus est d'avance écartée. Aux termes du dernier alinéa de l'article 45 *ter*, pour éviter la location, le propriétaire ne pourra opposer le mauvais état des bâtiments, le preneur étant seul juge de leur utilisation, mais d'une part le propriétaire ne sera pas responsable, selon les termes de l'article 1386 du code civil, des accidents qui pourraient survenir du fait de ces bâtiments et, d'autre part, s'il demeure soumis au prélèvement pour l'habitat rural prévu par les articles 13 à 16 du statut du fermage il est d'avance exempté, à l'égard de ces bâtiments, de toute réclamation possible sous la forme de l'indemnité au preneur sortant.

Telles sont les dispositions rapidement analysées dans leur esprit et dans leur lettre, que votre commission de l'agriculture a l'honneur de vous présenter pour résoudre le difficile problème du cumul des exploitations agricoles.

Ce texte porte incontestablement atteinte à la liberté des conventions. Votre commission s'y est cependant ralliée, d'une part, en raison des circonstances qui l'ont rendue témoin des abus de la liberté, de la réunion ou du cumul de fonds de ferme, entre les mêmes mains sans utilité économique et au détriment des jeunes qui ne peuvent se placer et de la famille rurale française exploitante traditionnelle de notre sol, d'autre part, en raison du caractère strictement temporaire et limité de cette revision, non pas du droit de propriété qui est hors de débat, mais du droit de jouissance, du droit d'exploitation qui y est normalement attaché, qu'il soit exercé personnellement ou donné en location.

Si l'on suppose la promulgation de la nouvelle loi le 15 mars prochain, on peut tracer d'avance le calendrier des opérations auxquelles elle va conduire.

Dans les deux mois de cette promulgation, c'est-à-dire avant le 15 mai 1949, déclarations des fonds de fermes reunis ou cumulés depuis le 1er septembre 1939.

Dans les deux mois suivants, c'est-à-dire avant le 15 juillet 1949, examen par la commission consultative des baux ruraux avec comme conclusion la liste des fonds de ferme remis en location, qui devra être ratifiée par arrêté préfectoral avant le 15 août 1949.

Dans les trois mois suivants, c'est-à-dire avant le 15 novembre 1949, faculté de location amiable à exercer par le propriétaire pour les fermes remises en location.

Entre le 15 novembre 1949 et le 1er janvier 1951 — date de clôture de l'application de la nouvelle loi — revendication possible devant le tribunal paritaire cantonal des fermes remises en location et non louées — l'amiable dans le délai susvisé.

Parce que la proposition qui vous est soumise répond à une nécessité économique et sociale liée à des causes passées et présentes passagères, parce qu'elle ne remet en cause que les réunions et cumuls réalisés depuis le 1er septembre 1939 après examen de chaque cas particulier isolément par la commission consultative et seulement jusqu'au 1er janvier 1951, votre commission de l'agriculture vous demande d'adopter ce texte dans les termes suivants :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 45 *bis* de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 45 bis. — Les fonds de ferme qui, depuis le 1er septembre 1939, auront fait l'objet de réunions ou de cumuls d'exploitations, devront être rendus à la culture familiale avant le 1er janvier 1951, si la commission consultative des baux ruraux émet un avis particulier, motivé et favorable à la suite des formalités suivantes:

« Toute exploitation agricole réunie à une exploitation déjà existante, soit par achat, soit par location depuis le 1er septembre 1939 devra, dans le délai de deux mois à dater de la promulgation de la présente loi, faire l'objet par son détenteur — propriétaire, fermier ou métayer — d'une déclaration, par lettre recommandée avec avis de réception, à la direction des services agricoles du département du lieu de cette exploitation ou, au cas où ladite exploitation s'étendrait sur le territoire de deux départements, du lieu où se trouvent les bâtiments ruraux.

« Les contrôleurs des contributions directes, les receveurs de l'enregistrement, les conservateurs des hypothèques auront, dans la même forme, à déclarer à la direction des services agricoles les réunions d'exploitations réalisées depuis le 1er septembre 1939 et dont ils ont pu avoir connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

« Toute exploitation réunie depuis le 1er septembre 1939, dont la déclaration n'aura pas été faite, sauf cas de force majeure, par son détenteur dans les conditions susindiquées sera d'office remise en location au cas où cette exploitation serait demandée en justice par application du paragraphe 2 de l'article 45 *ter*.

« Les exploitants des fonds susvisés auront la faculté de choisir la ou les exploitations qu'ils entendent continuer à exploiter. Ils devront dans le même délai, en faire la déclaration à la direction des services agricoles du lieu de l'exploitation; s'ils sont fermier ou métayer, ils devront en outre en faire la déclaration à leur propriétaire.

« La direction des services agricoles transmettra, à l'expiration du délai de deux mois susindiqué, les déclarations reçues à la commission consultative des baux ruraux, laquelle aura à se prononcer dans le délai de deux mois par un avis motivé sur l'utilité, du point de vue cultural, économique et social, de la réunion pour chacune des déclarations souscrites. La commission consultative des baux ruraux s'entourera de tous éléments de nature à justifier sa détermination.

« La commission consultative des baux ruraux ayant ainsi dressé la liste des exploitations à remettre en location la transmettra au préfet qui ratifiera son travail par un arrêté dans le délai d'un mois.

« Cette liste sera affichée pendant une durée d'un mois au greffe du tribunal paritaire cantonal, à la mairie du chef-lieu de canton et à la mairie déterminées par le lieu où se trouvent lesdites exploitations.

« Elle fera l'objet, pendant ce même délai, d'une publication dans les journaux agricoles les plus représentatifs de la région. »

Art. 2 (nouveau) — Il est ajouté après l'article 45 *bis* de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 un article 45 *ter* ainsi conçu:

« *Art.* 45 ter. — Les fonds susceptibles d'être rendus à la culture familiale pourront, dans le délai de trois mois à dater de l'arrêté préfectoral susvisé faire l'objet d'une location par accord amiable stipulant l'entrée en jouissance à la plus proche échéance culturale annuelle. Toutefois, cette disposition n'est pas opposable au preneur qui aura saisi le tribunal paritaire avant le 11 avril 1948.

« A l'expiration de ce délai, tout intéressé, ayant saisi le tribunal paritaire cantonal, pourra faire prononcer la location desdits biens à son profit dans les limites de ce qui lui sera possible d'exploiter personnellement, aux conditions fixées par l'article 33 ci-dessus.

« Le tribunal paritaire ne pourra refuser la location qu'en raison de l'impossibilité d'une gestion indépendante et viable du fonds réclamé ou de l'absence de garanties offertes par le demandeur.

« Toutefois, l'exploitant, propriétaire ou preneur, qui, père de famille, désire réserver un fonds de ferme réuni ou cumulé pour y établir, à sa majorité, un descendant en ligne directe, peut demander au tribunal, saisi d'une demande de location, de surseoir à statuer pendant un délai maximum de six ans.

« Si, à l'expiration du délai accordé, le descendant n'est pas effectivement établi, à son nom et d'une manière distincte, sur le fonds, objet de l'instance, la location est prononcée d'office par le tribunal, qui peut, en outre, accorder au bénéficiaire une indemnité à titre de dommages-intérêts.

« La location prend alors effet à l'expiration de l'année culturale en cours.

« Si, par l'effet de la réunion ou depuis la réunion, il y a eu regroupement, mutation ou échange de parcelle, le tribunal pourra modifier les limites des fonds réclamés en vue d'assurer une meilleure exploitation.

« Pour éviter la location, le propriétaire ne pourra opposer le mauvais état des bâtiments, le preneur étant juge de leur utilisation, sous son exclusive responsabilité civile. Pour leur amélioration, celui-ci ne pourra invoquer contre le propriétaire aucune autre disposition que celles des articles 13 à 16 ci-dessus. »

ANNEXE N° 125

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1er du décret du 20 janvier 1940 relatif aux **pensions militaires** et **à abroger les dispositions frappant de forclusion** toute **demande en revision** d'une pension d'invalidité concédée à titre définitif pour infirmité résultant d'une maladie lorsque cette demande, **motivée par l'aggravation** de l'invalidité, est faite plus de cinq ans après la concession de la pension définitive, présentée par MM. Ferrant, Auberger, Dassaud, Amadou Doucouré, Pierre Marty, Patient et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le droit à réparation pour les invalides de guerre, — que l'infirmité provienne d'une blessure ou d'une maladie, — a été reconnu solennellement par la loi du 31 mars 1919.

La législation en vigueur à cette époque, généralement appliquée avec discernement, a, dans son ensemble, donné satisfaction aux mutilés et malades sans cependant réussir à éviter tous les abus.

En particulier, le droit à revision de la pension concédée à titre définitif a été reconnu à tous les invalides qui pouvaient se prévaloir d'une aggravation de leur état résultant de leur blessure ou de leur maladie, ce droit n'étant pas limité dans le temps.

Au cours de la seconde guerre mondiale le Gouvernement a cru devoir prendre un décret modifiant quelques-unes des dispositions de la loi du 31 mars 1919 et des lois et décrets lui ayant fait suite dans un sens fortement restrictif.

C'est ainsi que l'article 1er, dans sa partie modifiant l'article 68 de la loi de 1919, frappe de forclusion certaines demandes de revision de pension. Il déclare dans les dispositions que nous visons:

« Les titulaires d'une pension d'invalidité concédée à titre définitif peut en demander la revision en invoquant l'aggravation d'une ou plusieur infirmités, en raison desquelles cette pension lui a été concédée.

« Cette demande n'est recevable pour les infirmités résultant de maladies que pendant le délai de cinq ans qui suit la première concession de la pension définitive. Elle peut être formée sans limitation de délai pour les infirmités résultant de blessures ».

L'exposé des motifs précédant le décret du 20 janvier 1940 expliquait, plus que sommairement, cette discrimination injuste.

« Le droit reconnu aux invalides, disait-il, de demander la revision pour aggravation des pensions définitives doit être maintenu, mais l'expérience montre qu'il faut l'entourer de certaines garanties.

Celles-ci seront trouvées dans l'établissement d'un délai de cinq ans à l'expiration duquel les demandes ne seront plus recevables pour les infirmités résultant de maladies ».

Ainsi tous les invalides pour cause de maladie allaient être pénalisés parce que quelques abus avaient été constatés.

Cependant, quelques lignes plus loin, dans le même article du décret du 20 janvier, ne trouvait-on pas cette garantie supplémentaire parfaitement justifiée d'ailleurs:

« Toutefois, l'aggravation ne peut être prise en considération que si le supplément d'invalidité est exclusivement imputable aux blessures ou aux maladies constitutives des infirmités pour lesquelles la pension a été accordée. »

Toutes les organisations d'invalides de guerre ont protesté avec raison; des exemples nombreux nous ont été donnés; citons-en deux au hasard:

M. X..., réformé en 1920 à 100 p. 100 pour affection pulmonaire voit tout d'abord son état s'améliorer et la commission de réforme lui concède en 1927 une pension définitive basée sur une invalidité de 30 p. 100; en 1945, aggravation subite, la commission reconnaît à nouveau une invalidité de 100 p. 100, mais M. X... n'aura pas droit à la revision de sa pension.

M. Y..., réformé pour paludisme obtient une pension définitive en 1926 basée sur une invalidité de 30 p. 100; à la suite des soins qui lui sont donnés, particulièrement de certaines piqûres, il doit subir l'amputation d'un bras; il n'aura pas droit à revision de sa pension, le délai de cinq ans depuis 1926 étant largement dépassé.

Le décret du 20 janvier 1940 a sans doute été pris dans un but louable (économies, suppression des abus), mais il a surtout réussi à créer de nombreuses injustices; il est allé à l'encontre des nobles idées du législateur de 1919; c'est pourquoi nous pensons qu'il faut abroger le plus rapidement possible les dispositions restrictives qu'il contient.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à modifier l'article 1er du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires et à abroger les dispositions frappant de forclusion toute demande en revision d'une pension d'invalidité concédée à titre définitif pour infirmité résultant d'une maladie lorsque cette demande, motivée par l'aggravation de l'invalidité, est faite plus de cinq ans après la concession de la pension définitive.

ANNEXE N° 126

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la **Convention** relative au **payement des pensions aux victimes de la guerre** conclue le 1er décembre 1947 entre la France et la **Tchécoslovaquie**, par M. de Pontbriand, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la convention, dont la ratification vous est demandée par le présent texte, a pour but d'accorder aux Tchécoslovaques ayant combattu dans l'armée nationale tchécoslovaque reconstituée en France, le bénéfice intégral de la législation française des pensions, quitte, pour le gouvernement tchécoslovaque à faire bénéficier de la législation tchécoslovaque les Français victimes de guerre en Tchécoslovaquie.

La situation des militaires ayant combattu dans l'armée française, dans les F. F. I. ou dans la Résistance avait été réglée dans ce sens par les ordonnances de mars 1945, tandis que le cas des combattants de l'armée nationale tchécoslovaque restait déterminé par un accord aux termes duquel leurs pensions devaient être assurées par les avances du Gouvernement français au gouvernement tchécoslovaque, accord dont l'application, rendue déjà difficile par les circonstances, se heurta, de plus, à l'inertie de l'autorité de Vichy.

Cette différence anormale de traitement entre des étrangers ayant combattu dans les mêmes conditions, à nos côtés, ne pouvait être comprise des intéressés. Elle avait déjà provoqué un certain malaise dans les colonies polonaises et amené le Gouvernement à ouvrir des négociations qui aboutirent à la convention franco-polonaise du 11 février 1947.

Convaincue de la nécessité de régler au plus tôt cette question et d'accorder les mêmes avantages à tous les étrangers ayant combattu pour la libération de notre pays, votre commission vous propose d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention relative au payement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 1er décembre 1947 entre la France et la Tchécoslovaquie et dont le texte est annexé à la présente loi.

ANNEXE N° 127

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter le paragraphe 2° de l'article 1er de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'**alcoolisme**, par M. Alfred Paget, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 1er février 1949, l'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

Article unique. — Le paragraphe 2 de l'article 1er de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme est modifié comme suit:

« 2° Boissons fermentées non distillées, savoir: le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, auxquels sont joints les vins doux naturels bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ainsi que les crèmes de cassis ».

L'objet de cette proposition est d'introduire dans les produits définis par la loi du 24 septembre 1941 la crème de cassis que cette loi avait omis de mentionner.

Nous ne voyons à cela aucun inconvénient. Il ne faut pas, en effet, confondre la crème de cassis avec les liqueurs de cassis.

Celles-ci restent dans la catégorie des alcools à l'instar des liqueurs de fraise, de framboise et de cerise.

Par contre, la crème de cassis a un degré alcoolique qui n'est pas supérieur à celui de

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.); 4232, 6066, 6121 et in-8° 1531; Conseil de la République: 52 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 4286, 4674 et in-8° 1549; Conseil de la République: 75 (année 1949).

certains vins doux naturels, des vins de liqueur, des apéritifs tels que byrrh, martini, cinzano...

Par ailleurs, si nous en croyons les fabricants, la crème de cassis serait un médicament de choix capable de mener à la ruine pas mal de fabricants de spécialités pharmaceutiques.

Les études auxquelles ils ont fait procéder affirment que, par sa forte teneur en sucre (400 grammes par litre), par le nombre considérable de vitamines, elle apparaîtrait comme présentant de remarquables qualités au point de vue sanitaire. Le cassis fruit entier, contient 100 mmg. de vitamine C pour 100 cc.

Le jus de cassis alcoolisé de même concentration que le jus de cassis au naturel contient 91 p. 100 des vitamines de celui-ci.

L'alcool employé à la préparation favorise du reste la récupération dans la pulpe de la vitamine C.

Le produit livré à la consommation représente encore 191 mmg. pour 1.000 grammes de fruits employés.

Enfin, Forons (Journal of Chemical Industry) confirme la résistance particulière de l'acide ascorbique dans la crème de cassis. Cet acide aux propriétés bienfaisantes persiste en quasi-totalité (85 p. 100) pendant un minimum de 435 jours, délai beaucoup plus long que celui de la consommation, puisque les stocks sont renouvelés chaque année.

Je pense que votre assemblée, bien que ne suivant pas les prétentions des fabricants qui tendent à représenter leur produit comme une panacée universelle, décidera cependant que la crème de cassis,

Produit à faible teneur alcoolique;
Produit à forte teneur en sucre;
Produit ne contenant aucune substance nocive;
Produit contenant, par ailleurs, une certaine quantité de vitamines,

mérite d'être assimilée aux: vin, hydromel, vins doux naturels.

C'est pourquoi votre commission vous propose d'adopter l'article unique de la proposition de loi suivante.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le paragraphe 2° de l'article 1er de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme est modifié comme suit:

« 2° Boissons fermentées non distillées, savoir: le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ainsi que les crèmes de cassis ».

ANNEXE N° 128

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du ravitaillement et des boissons sur la proposition de résolution de M. Loison, tendant à inviter le Gouvernement à **uniformiser les titres d'alimentation** en ne délivrant que la **carte « Grands centres »** à tous les départements et montrant, à cet égard, la situation très particulière de la Seine-et-Oise, par M. Loison, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, les habitants des communes rurales se sont élevés, à maintes reprises, contre la discrimination faite par le ministère du ravitaillement, qui leur attribue une carte d'alimentation spéciale, comportant des répartitions de certaines denrées inférieures à celles des cartes « Grands centres ».

En période d'extrême pénurie alimentaire, ce classement avait peut-être sa raison d'être, mais étant donné la nette amélioration constatée dans ce domaine, nous pensons que la situation sur certains produits permettrait une liberté totale.

Au moment où le Gouvernement souligne que l'agriculture est la clef de voûte d'un redressement français, où il demande aux populations rurales un effort accru, tant au point de vue travail, qu'au point de vue financier, et dans une période où l'exode des populations rurales vers les villes pose un grave problème de main-d'œuvre, ce serait un sérieux encouragement pour les habitants de nos campagnes de voir le Gouvernement s'intéresser à leur sort.

En dehors de toute raison sentimentale, il est des départements où une spécialisation de culture ne permet aucunement un approvisionnement sur place et à des prix normaux des denrées contingentées: telles sont les régions vinicoles, arboricoles, d'élevage, etc. Certaines régions ont en abondance un produit déterminé et manquent totalement d'une autre catégorie de denrées. Il en est d'autres, telle la Seine-et-Oise, où sur une population totale de 1.411.910 habitants, les cartes rurales ne concernent que 196.900 habitants, soit environ 14 p. 100, ce qui montre le peu d'importance des cultures. Dans ces départements, les classes laborieuses qui sont soumises aux abattements de zones de salaires et dont les gains ne sont pas en rapport avec le coût de la vie ne peuvent se permettre des achats complémentaires au marché parallèle.

Sur quelles denrées portent les différences d'attribution des cartes « Grands centres » et « communes rurales »: ce sont le riz, le cacao, les pâtes, le beurre, le fromage et l'huile.

Examinons la situation des différents produits en cause.

Pour le cacao et le riz, qui sont des éléments de base de l'alimentation de l'enfance, il est évident que l'on ne peut trouver d'équivalent dans nos campagnes.

Les enfants sont un capital dont le Gouvernement ne cesse de proclamer l'importance; c'est d'ailleurs la seule richesse française qui se soit accrue en ces dernières années; si nous voulons une race forte, il est indispensable de donner aux enfants les aliments nécessaires.

Quant aux pâtes, la récolte de blé a permis la suppression de la carte de pain, elle permettrait aussi de rendre la liberté aux pâtes alimentaires — du moins, qu'un premier pas soit fait vers cette liberté en uniformisant les attributions.

Est-il nécessaire d'ajouter, que les pâtes constituent un aliment idéal pour les économiquement faibles, étant donné leur pouvoir nutritif et leur prix relativement modéré ?

Les approvisionnements en beurre conditionnés par la production de lait, qui, de l'avis des producteurs, sera fortement excédentaire au printemps prochain, permettront, d'après M. Brasart, haut commissaire au ravitaillement, des répartitions accrues; la situation autorise donc encore ici l'unification des distributions.

Il faut souligner que la même répartition dans les départements producteurs n'augmentera pas la consommation.

Rappelons, d'autre part, que nos exportations de fromage seront de l'ordre de 3.900 tonnes pour la période avril 1948-mars 1949. Il est d'autres produits d'une nécessité moins vitale pour les Français, qui pourraient être échangés contre des devises; aussi ne devrait-on exporter que les excédents de la consommation intérieure.

L'huile, tout en demeurant une denrée précieuse, n'est plus un produit rare. La production en oléagineux a été, tant dans la métropole que dans les territoires de l'Union française, très satisfaisante. D'autre part, la commission du ravitaillement et de l'agriculture de l'O. N. U. vient de décider de mettre fin au rationnement international des graisses et huiles alimentaires.

De cette brève analyse, il résulte qu'il n'y a pas d'impossibilité à ce qu'il soit mis fin au régime d'exception existant. L'abolition de ces mesures qui tendent à dresser les campagnes contre les villes, serait infiniment souhaitable et donnerait à l'opinion publique qui désire un prompt retour à la liberté, un commencement de satisfaction.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution dont la teneur suit.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à abroger les dispositions en vigueur, en ce qui concerne les cartes d'alimentation, et, dans l'attente de la suppression totale du rationnement, à ne distribuer dans tous les départements que la carte « grands centres ».

ANNEXE N° 129

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **prolonger** à titre exceptionnel le **délai imparti aux locataires** par l'**article 32** de la **loi** n° 48-1360 du 1er septembre 1948 **portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, par M. Bardon-Damarzid, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 18 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 17 février 1949, page 243, 1re colonne).

ANNEXE N° 130

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la presse, de la radio et du cinéma sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les **publication destinées à la jeunesse,** par M. Emilien Lieutaud, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 27 janvier 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse. Saisi pour avis de ce texte, le Conseil de la République l'a envoyé à sa commission de la presse, de la radio et du cinéma qui a bien voulu m'en confier le rapport.

Le souci d'interdire, dans la presse destinée aux enfants et adolescents, tout ce qui est de nature à démoraliser ceux-ci est un des plus hauts qui soient.

Soulignons-le, c'est à cette tribune que la question fut portée pour la première fois au rang des travaux parlementaires.

Notre éminent collègue, M. Pernot, y alertait, en effet, les pouvoirs publics et l'opinion par une question orale à M. le garde des sceaux, à propos de la criminalité juvénile qui donna lieu à un large débat.

Sur le principe, il n'est personne qui ne soit d'accord: à côté de publications qui ne soulèvent pas de critique, il en est trop qui présentent à la jeunesse des histoires de gangsters, de coups de pistolet et de couteau, à travers lesquelles se promènent un héros vêtu d'un slip minimum et une héroïne habillée, si l'on peut dire, du même slip et d'un soutien-gorge, en tout point inspirés de la mode des condensés. Ces deux partenaires seront peut-être à l'origine de bien des désillusions, lorsque les enfants devenus hommes et femmes aborderont le mariage; en attendant, ils risquent de meubler d'une façon malsaine les rêveries de l'adolescence à l'âge critique de la puberté.

Pour remédier à cet état de choses, l'économie du projet que vous avez à examiner se résume, dans ses grandes lignes, de la façon suivante: d'une part, tout ce qui est de nature à démoraliser la jeunesse dans les publications qui lui sont destinées, constitue un

(1) Voir le n°: Conseil de la République, 24 (année 1949).

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 6241 et in-8° 1586; Conseil de la République, 123 (année 1949).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 3838, 5305, 5813, 6096 et in-8° 1544; Conseil de la République, 71 (année 1949).

délit, assorti de peines d'amende et d'emprisonnement.

D'autre part, pour assurer une répression efficace, il y avait le choix entre l'établissement d'une censure préventive et l'exercice d'un contrôle *a posteriori*, c'est cette deuxième solution qui est adoptée. Elle est tout à fait conforme à l'esprit de notre législation à laquelle la limitation de la liberté de penser et d'écrire répugne toujours et à juste titre.

Pratiquement, le texte qui vous est soumis s'analyse comme suit:

L'article premier délimite le champ d'application de la loi, qui vise toutes les publications, périodiques ou non, principalement destinées à la jeunesse — pas d'observation.

L'article 2 dispose que lesdites publications ne doivent comporter ni illustration, ni récit, ni rubrique présentant sous un jour favorable tous actes qualifiés crimes ou délits ou de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse: entrant dans l'énumération, qui risque toujours par sa nature même d'apparaître comme restrictive, il vise nommément le banditisme, le mensonge, le vol, la paresse, la lâcheté, la haine; votre commission a pensé qu'il n'est pas inutile d'y joindre expressément la débauche et vous propose de l'y ajouter par un amendement au paragraphe 1.

L'article 3 institue une commission chargée de surveiller et de contrôler l'application de l'article 2.

La question de son rattachement a fait l'objet d'une discussion à l'Assemblée nationale, où certains auraient préféré la voir fonctionner auprès du ministère de l'éducation nationale. Votre commission a estimé qu'il convenait de suivre le texte finalement adopté. Il s'agit, en effet, d'une loi répressive et la place de l'organe qui est chargé de veiller à son exécution, où l'éducation nationale, l'enseignement public et privé sont légitimement et largement représentés, est logiquement au ministère de la justice.

La composition de la commission n'attire pas d'observation spéciale; cependant, puisque les commissions de la presse, de la justice, de l'éducation nationale, de la famille, de l'Assemblée nationale y délèguent chacune un membre, il a paru que les mêmes commissions de votre conseil ne devraient pas en être écartées: point qui fait l'objet d'un amendement à l'article 3.

L'article 4 précise la structure juridique que doivent obligatoirement prendre les entreprises concernées par le projet de loi, ainsi que les conditions de nationalité, de moralité, etc..., que doivent remplir leurs dirigeants — pas d'observation.

Il y a d'ailleurs là un ensemble d'exigences qu'il conviendra sans doute d'étendre à toute la presse quand il s'agira d'établir le statut de celle-ci.

Les articles 5 et 6 précisent les déclarations que doivent faire les entreprises pour justifier qu'elles sont en règle avec les prescriptions de l'article 4, ainsi que les dépôts d'exemplaires pour la commission de contrôle — pas d'observation.

Les articles 7, 8, 9 et 10 édictent les peines qui sanctionnent la violation de la loi et déterminent les associations reconnues d'utilité publique qui peuvent, en cas d'infraction, se porter partie civile — pas d'observation.

Les articles 11 et 11 *bis* déterminent les personnes, directeurs, éditeurs, auteurs, imprimeurs et distributeurs qui seront passibles de poursuites, soit comme auteurs principaux, soit comme complices — pas d'observation.

Les articles 11 *ter* et 11 *quater* interdisent l'exportation et l'importation des publications destinées à la jeunesse ne répondant pas aux prescriptions de l'article 2, subordonnant l'importation en France des publications étrangères destinées à la jeunesse à l'autorisation préalable de la commission de contrôle et interdisent certaines ventes ou offres couplées qui pourraient rendre la loi inopérante — pas d'observation.

L'article 12 attire par contre les plus graves réserves: il vise à limiter à 25 p. 100 la place réservée dans les publications dont s'agit aux textes, illustrations, etc., de provenances étrangères: il s'agit là bien évidemment de préoccupations entièrement différentes de celles qui ont motivé la loi.

Celle-ci est une loi de moralisation: nous avons vu que l'article 11 *ter* organise à ce point de vue la protection de l'enfance aussi bien en ce qui concerne les publications importées que celles éditées en France.

Peut-on aller plus loin en infligeant à l'étranger ce véritable camouflet de le tenir pour suspect *a priori* ? Et ne risque-t-on pas de provoquer des mesures de rétorsion pour le plus grand préjudice de cette « exportation de matière grise » que constituent à travers le monde entier la vente de nos livres, le rayonnement de nos journaux et de nos revues, la représentation de nos pièces de théâtres, etc. ? A-t-on pensé, par exemple, que de nombreux pays de l'Amérique du Sud publient des éditions de nos grands périodiques qui en sont des traductions 100 p. 100 ? Qu'adviendra-t-il si on leur imposait 75 p. 100 de textes autochtones, comme nous en donnerions le dangereux exemple si l'article 12 était adopté ?

A-t-on pensé aussi que le texte vise les publications périodiques ou non ? Comment peut-on dans une série de fascicules pour la jeunesse en provenance de l'étranger et donnant chacun une seule histoire, introduire une proportion de 75 p. 100 de textes et dessins français ? C'est en fait une interdiction détournée et cette façon de procéder ne paraît ni très courageuse ni très diplomatique.

N'y a-t-il pas des nostalgies dont il vaudrait mieux se garder ? Car Vichy et les nazis ont interdit Mickey et non pas parce qu'il était immoral, mais (déjà) parce qu'il était américain.

Enfin, ces dispositions sont en contradiction absolue avec les principes énoncés par la convention de base de l'U. N. E. S. C. O. et la déclaration de la conférence des Nations Unies à Genève sur la libre circulation des moyens d'expression et la liberté de la presse; cela encore mérite d'être sérieusement considéré.

Pour tous ces motifs, votre commission vous propose la disjonction de l'article 12.

L'article 12 *bis* rend la loi applicable aux territoires d'outre-mer, un règlement d'administration publique devant déterminer les conditions de cette application — pas d'observation.

De cette analyse et ces rapides commentaires votre commission de la presse espère que vous conclurez comme elle que, dans tout ce qui concerne son but essentiel, le projet de loi doit recevoir votre avis favorable, sous réserve des additions de détail qu'elle vous propose aux articles 2 et 3; que, par contre, ce qui concerne les conditions d'utilisation des flans, dessins et textes de provenances étrangères doit être disjoint et faire éventuellement l'objet d'une loi distincte. Si le désir de protéger certaines productions françaises l'emportait sur les considérations nationales et internationales que nous avons esquissées à propos de l'article 12, il y aurait, en tout cas, les plus graves inconvénients à maintenir les dispositions défendant des intérêts particuliers ou professionnels, si respectables soient-ils, dans la loi qui vous est aujourd'hui soumise; celle-ci doit être inspirée de la seule préoccupation, qui doit rester pure, de protéger notre jeunesse contre des dangers menaçants pour sa santé morale.

En conséquence, votre commission vous propose d'adopter le texte dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont assujettis aux prescriptions de la présente loi toutes les publications périodiques ou non qui, par leur caractère, leur présentation ou leur objet, apparaissent comme principalement destinées aux enfants et adolescents.

Sont toutefois exceptées les publications officielles et les publications scolaires soumises au contrôle du ministre de l'éducation nationale.

Art. 2. — Les publications visées à l'article 1er ne doivent comporter aucune illustration, aucun récit, aucune chronique, aucune rubrique, aucune insertion présentant sous un jour favorable le banditisme, le mensonge, le vol, la paresse, la lâcheté, la haine, la débauche ou tous actes qualifiés crimes ou délits ou de nature à démoraliser l'enfance ou la jeunesse.

Elles ne doivent comporter aucune publicité ou annonce pour des publications non soumises à la présente loi.

Art. 3. — Il est institué, au ministère de la justice, une commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Cette commission est composée comme suit:

Un membre du conseil d'Etat, désigné par le vice-président du Conseil d'Etat, président;

Un représentant du garde des sceaux, ministre de la justice;

Un représentant du ministre chargé de la presse;

Un représentant du ministre de la santé publique et de la population;

Un représentant du ministre de l'éducation nationale;

Un représentant du ministre chargé de la jeunesse;

Deux membres représentant le personnel de l'enseignement public et celui de l'enseignement privé, désignés par leurs organisations syndicales;

Trois membres représentant la presse destinée à la jeunesse, désignés par leurs organismes professionnels;

Quatre représentants des mouvements ou organisations de jeunesse, désignés sur proposition de leurs fédérations, par le conseil supérieur de l'éducation nationale après approbation de la commission de la presse de l'Assemblée nationale dans le délai d'un mois à partir de cette désignation;

Un représentant de chacune des commissions de la presse de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République;

Un représentant de chacune des commissions de la justice et de législation de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République;

Un représentant de chacune des commissions de l'éducation nationale de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République;

Un représentant de chacune des commissions de la famille, de la population et de la santé publique de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République;

Trois représentants des dessinateurs et auteurs désignés par leurs organisations syndicales;

Un père et une mère de famille désignés par l'union nationale des associations familiales;

Deux magistrats ou anciens magistrats, siégeant ou ayant siégé dans les tribunaux pour enfants, désignés par le conseil supérieur de la magistrature.

La commission est chargée de proposer toutes mesures susceptibles d'améliorer les publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Elle doit signaler aux autorités compétentes les infractions à la présente loi, ainsi que tous agissements ou infractions de nature à nuire, par la voie de la presse, à l'enfance et à l'adolescence. Elle sera en particulier habilitée à proposer aux pouvoirs compétents la liste des publications à caractère licencieux et pornographique dont l'exposition, soit sur la voie publique, soit à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins, présente un danger pour la jeunesse.

Art. 4. — Toute entreprise ayant pour objet la publication ou l'édition d'un périodique visé à l'article 1er doit être soit une association déclarée, soit une société commerciale régulièrement constituée. Elle doit être pourvue d'un comité de direction d'au moins trois membres. Les nom, prénoms et qualité de chaque membre du comité figurent obligatoirement sur chaque exemplaire.

Le comité de direction comprend obligatoirement:

Trois membres du conseil d'administration choisis par celui-ci, s'il s'agit d'une société anonyme ou d'une association déclarée;

Le ou les gérants, s'il s'agit d'une autre forme de société.

Tout membre du comité de direction doit remplir les conditions suivantes:

1° Etre de nationalité française;

2° Jouir de ses droits civils;

3° Ne pas avoir été l'objet d'une mesure disciplinaire ayant entraîné l'exclusion d'une fonction dans l'enseignement ou dans un établissement public ou privé d'éducation ou de rééducation, à l'exception des mesures disciplinaires prises sous l'occupation et frappant, en tant que tels, des membres de la Résistance;

4° Ne pas avoir été l'objet d'une condamnation pour fait de collaboration ou pour délit contraire aux bonnes mœurs, d'une condamnation pour tout crime ou pour vol, abus de confiance, escroquerie ou délit puni par les lois des peines de l'escroquerie, pour soustraction commise par dépositaire public, pour extorsion de fonds, ou de valeurs, ou pour recel de chose obtenue à l'aide de ces infractions, ou pour diffamation lorsque, dans ce dernier cas, la condamnation prononcée aura comporté une peine d'emprisonnement;

5° Ne pas avoir appartenu à la direction ou au comité de direction d'une publication périodique visée par l'article 1er et frappée de suspension pour une durée excédant deux mois;

6° Ne pas avoir été condamné antérieurement pour l'une des infractions prévues par la présente loi.

Les entreprises existant à la date de la promulgation de la présente loi ont un délai de six mois à dater de cette promulgation pour se constituer conformément aux dispositions du présent article.

Art. 5. — Avant la publication de tout écrit périodique visé à l'article 1er ou, pour les publications déjà existantes, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, le directeur ou l'éditeur doit adresser au garde des sceaux, ministre de la justice, une déclaration indiquant, outre le titre de la publication, les nom, prénoms et adresse du directeur, des membres du comité de direction et, le cas échéant, des membres du conseil d'administration ou des gérants, ainsi que la dénomination et l'adresse de l'association ou de la société.

Tous changements affectant les indications fournies dans la déclaration doivent faire l'objet d'une nouvelle déclaration dans le délai d'un mois.

Art. 6. — Le directeur ou l'éditeur de toute publication visée à l'article 1er est tenu de déposer gratuitement au ministère de la justice, pour la commission de contrôle, cinq exemplaires de chaque livraison ou volume de cette publication dès sa parution, sans préjudice des dispositions concernant le dépôt légal.

Les dispositions du présent article seront applicables dès la publication de la présente loi.

Art. 7. — Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 119 à 129 du décret du 29 juillet 1939 visant les publications contraires aux bonnes mœurs ainsi que des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et de toutes autres dispositions pénales applicables en la matière, toutes infractions aux dispositions de l'article 2 sont punies d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50.000 F à 500.000 francs.

Le jugement est publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale, à la *Bibliographie de la France* et dans trois journaux désignés nommément par le jugement. Le tribunal ordonne en outre la saisie et la destruction des publications incriminées. Le tout aux frais du ou des condamnés.

Lorsque l'infraction a été commise par la voie d'une publication périodique, le jugement peut ordonner la suspension de celle-ci pour une durée de deux mois à deux ans.

En cas de récidive, les responsables sont passibles d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 100.000 F à 1 million de francs. En outre, s'il s'agit d'une publication périodique, l'interdiction temporaire est ordonnée et l'interdiction définitive peut être ordonnée.

Sont punis des peines prévues à l'alinéa précédent le directeur de publication et l'éditeur qui ont enfreint une décision de suspension ou d'interdiction.

Les associations reconnues d'utilité publique dont les statuts, agréés par le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur, prévoient la défense de la moralité, les associations de jeunesse ou d'éducation populaire agréées par le ministre de l'éducation nationale, peuvent, en cas d'infraction aux dispositions de l'article 2, exercer les droits reconnus à la partie civile par les articles 63, 64, 66, 67, 68 et 182 du code d'instruction criminelle.

Art. 8. — Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 100.000 F à 500.000 F quiconque éditera en infraction aux dispositions de l'article 4 une publication visée à l'article 1er.

Art. 9. — Sera puni d'une amende de 50.000 francs à 200.000 F le directeur ou éditeur de toute publication qui enfreindra les dispositions des articles 5 et 6.

Art. 10. — L'auteur d'une fausse déclaration déposée en application de l'article 5 de la présente loi sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 100.000 F à 500.000 F.

Art. 11. — A l'égard des infractions prévues par l'article 2 de la présente loi, les directeurs ou éditeurs seront, pour le seul fait de la publication, passibles comme auteurs principaux des peines portées à l'article 7.

A leur défaut, l'auteur et, à défaut de l'auteur, les imprimeurs et distributeurs seront poursuivis comme auteurs principaux.

Lorsque l'auteur n'est pas poursuivi comme auteur principal, il sera poursuivi comme complice.

Outre les cas prévus à l'article 60 du code pénal, pourront également être poursuivis comme co-auteurs, passibles des mêmes peines:

Les auteurs et imprimeurs;
et comme complices:
Les distributeurs.

Art. 11 *bis*. — A l'égard des infractions prévues par l'article 4, seront passibles des peines prévues à l'article 8:

Les directeurs ou éditeurs des publications quelles que soient leurs professions ou dénominations.

Art. 11 *ter*. — L'importation pour la vente ou la distribution gratuite en France des publications destinées à la jeunesse ne répondant pas aux prescriptions de l'article 2 ci-dessus est prohibée à titre absolu.

Est également prohibée à titre absolu l'exportation de ces mêmes publications, lorsqu'elles ont été éditées en France.

Indépendamment des pénalités qui peuvent être infligées en vertu de la réglementation douanière, les importateurs, exportateurs ou transitaires qui auront participé sciemment aux délits visés par l'article 2 seront passibles des peines prévues à l'article 7.

L'importation pour la vente ou la distribution gratuite en France de publications étrangères destinées à la jeunesse est subordonnée à l'autorisation préalable de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Art. 11 *quater* (nouveau). — La vente ou l'offre, couplée avec les publications visées au dernier alinéa de l'article 3 est interdite sous peine des sanctions prévues au premier alinéa de l'article 7 de la présente loi.

Art. 12 *bis* (nouveau). — La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de cette application.

ANNEXE N° 131

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **refuser l'homologation** d'une **décision** votée par **l'Assemblée algérienne** au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative à la **compétence des juges de paix**, par M. Borgeaud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'ordonnance n° 45-2559 du 30 octobre 1945 a modifié le taux de compétence de certaines juridictions — juges de paix, tribunaux civils et tribunaux de commerce — mais elle ne contenait aucune disposition la rendant applicable en Algérie.

L'assemblée algérienne, au cours de séance du 5 juillet 1948 a voté une décision aux termes de laquelle les articles 2, 3, 6, 7, et 8 de l'ordonnance précitée seraient désormais applicables sur le territoire algérien.

Le Gouvernement a refusé d'homologuer cette décision qui, conformément aux termes de l'article 16 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, a été déférée au Parlement, par ses soins.

Le refus du Gouvernement a semblé parfaitement justifié à l'Assemblée nationale et à votre commission de l'intérieur. En effet, l'article 12 du statut de l'Algérie précise que l'organisation judiciaire ne peut être réglée que par la loi.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le Parlement a voté une loi, en date du 22 septembre 1948, qui rend applicables à l'Algérie les articles 2, 3, 6, 7, et 8 de l'ordonnance du 30 octobre 1945, ce qui donne tous apaisements sur le fond, à l'assemblée algérienne.

Votre commission de l'intérieur vous propose, en conséquence, d'adopter sans modifications le texte qui a été voté par l'Assemblée nationale dans la forme suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La décision votée par l'assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, relative à la compétence des juges de paix, n'est pas homologuée.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5575, 5893 et in-8° 1539; Conseil de la République, 74 (année 1949).

ANNEXE N° 132

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de MM. Chochoy, Canivez, Ferracci, Jean Geoffroy, Malecot, Edgard Tailhades et des membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à déposer immédiatement devant le Parlement un projet de loi tendant à modifier l'**article 9** de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des **maxima des dépenses publiques** et évaluation des voies et moyens, en vue de n'appliquer la procédure du **payement par titres** qu'aux **sinistrés non reconnus prioritaires** avant le 1er janvier 1949, par M. Jean-Marie Grenier, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 18 février 1949 (compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 17 février 1949, page 237, 3e colonne).

ANNEXE N° 133

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à compléter l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les **loyers**, en permettant aux occupants de **locaux à usage professionnel** abandonnant le domicile où ils exercent leur profession de **transmettre** le **maintien dans les lieux** à leur **successeur**, dans l'exercice de leur profession, présentée par MM. Bernard Lafay, Baratgin, Breton, Saint-Cyr et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés,

(1) Voir les nos: Conseil de la République, 42 et 89 (année 1949).

sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 44 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel stipule, en son article 5, que le bénéfice du maintien dans les lieux, en cas d'abandon de domicile de l'occupant, ne s'appliquera pas aux locaux à usage exclusivement professionnel, à moins que l'une des personnes visées à l'alinéa précédent — c'est-à-dire les personnes membres de sa famille ou à sa charge qui vivaient avec lui depuis plus de six mois — ne continue à y exercer la profession à laquelle ces locaux étaient affectés.

Il semble que les conséquences de ces dispositions n'aient pas été exactement entrevues par le législateur.

L'occupant d'un local où il exerce sa profession, où il a fondé son cabinet, lorsqu'il s'agit d'une personne exerçant une profession libérale, possède de par la valeur qu'il a conférée par son travail à ce local, un véritable capital-travail dont il serait éminemment injuste de la frustrer au moment où, par suite des fatigues occasionnées soit par l'âge, soit par l'exercice de sa profession ou pour toute autre cause, il s'apprête à abandonner l'activité qu'il exerçait dans un local à usage professionnel.

Ce serait le plus souvent enlever à un médecin, à un vétérinaire, à un architecte, etc., au moment où il va prendre sa retraite après de très longues années d'activité, le seul capital qu'il ait été en mesure de se constituer: son cabinet. Le priver de la faculté de maintenir dans les lieux son successeur, c'est l'empêcher de céder dans les meilleures conditions possibles son cabinet, fruit de son travail.

Il y a là une anomalie qui appelle un aménagement de la loi dont le principe ne saurait être contesté.

Et ceci, d'autant plus que l'article 15 du décret d'application de la loi sur les loyers, en date du 22 novembre 1948, a décidé que « lorsque tout ou partie du local est affecté à un usage professionnel, la surface corrigée des pièces ou annexes utilisées à titre professionnel est majorée de 20 p. 100 ».

Le législateur a voulu frapper plus sévèrement les locaux à usage professionnel au regard de l'évaluation de la surface corrigée en raison de la valeur qu'ils représentent pour l'occupant. Il serait, en conséquence, normal qu'en compensation, il concède à celui-ci un statut adéquat à ses obligations.

Enfin, un point plus particulier mérite d'être précisé. La retraite des médecins, vétérinaires, architectes, etc., va être prochainement instaurée. Pour avoir droit à cette retraite, ceux d'entre eux qui, âgés, n'auront par conséquent pu cotiser, seront tenus à un versement important de l'ordre de 150.000 francs. Il a été maintes fois répété que ce versement ne leur serait permis que par la cession de leur cabinet. Vont-ils être réduits à la misère parce qu'ils ne pourront maintenir dans les lieux leur successeur éventuel, condition *sine qua non* de la cession de leur cabinet?

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 5 de la loi n° 43-1360 du 1er septembre 1948 est ainsi complété *in fine:*

« Toutefois en ce qui concerne les locaux à usage exclusivement professionnel, le bénéfice du maintien dans les lieux peut être cédé par l'occupant à celui qui lui succède dans l'exercice de la profession qu'il y exerçait lui-même au jour de la promulgation de la présente loi. »

Art. 2. — Le premier paragraphe de l'article 78 de la loi n° 43-1360 susvisée est ainsi complété *in fine:*

« ... ou sous réserve des dispositions de l'article 5 ci-dessus ».

ANNEXE N° 134

(Session 1949. — Séance du 17 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la **dévolution des terrains d'aviation militaires** désaffectés, par M. Pauly, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 18 février 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 17 février 1948, page 253, 3e colonne.)

ANNEXE N° 135

(Session 1949. — Séance du 17 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la **nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi** ou sous son contrôle et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les **dommages de guerre,** par M. Kalb, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, les dispositions de principe du projet de loi dont vous êtes saisis, et qui ont été adoptées par l'Assemblée nationale, répondent non seulement à une nécessité juridique, mais s'imposent aussi en vue de régler d'une façon aussi précise que possible le sort qui a été fait à certaines victimes de la guerre, de l'occupation étrangère et de l'annexion de fait par l'ennemi d'une partie du territoire national.

L'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 souligne dans son paragraphe 5, alinéa 2: « Les dommages non réglés par la présente loi, subis par les spoliés et résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire par l'ennemi ou de l'application de mesures dans certaines régions soumises à un régime spécial, seront réglés au titre d'un texte législatif à déterminer après promulgation de la présente loi ».

Le texte voté par l'Assemblée nationale vise bien à réparer les dommages d'un caractère spécial causés aux biens et aux personnes des départements du Rhin et de la Moselle et des régions soumises par l'ennemi à un régime spécial.

Les textes jusqu'ici en vigueur sont l'ordonnance du 21 avril 1945 et la loi du 28 octobre 1946. Ni l'une, ni l'autre ne sauraient s'adapter à la situation spéciale envisagée.

Pour comprendre cette situation, notamment en Alsace et en Moselle, il convient de rappeler que sur l'ensemble de leur population, d'environ 1 million 500.000 âmes, 460.000 personnes ont été les victimes de l'annexion de fait et de l'abandon du principe de la souveraineté française sur ces régions par Vichy. Ces victimes ont subi l'expulsion, la déportation, la transplantation ou encore l'incorporation de force dans la Wehrmacht.

En ce qui concerne spécialement les expulsés, déportés ou transplantés, leurs biens, droits ou intérêts ont été déclarés « biens ennemis du peuple et du Reich » par ordonnance allemande du 16 décembre 1941 et confisqués au profit de l'Etat allemand.

Les mesures prises par les autorités du Reich ont été rendues possibles, il faut une fois de plus le souligner, par l'attitude de complaisance coupable du gouvernement de Vichy qui permit ces atteintes criminelles portées aux biens et intérêts de Français.

Il s'agit donc en l'espèce de spoliés qui ont été les victimes d'un vol collectif et qui ont droit à réparation du dommage qui leur a été causé.

L'obligation de réparation résulte en premier lieu de la proclamation de l'égalité et de la solidarité de tous les Français devant les charges de guerre. Elle s'impose en second lieu comme suite aux décisions prises à la Conférence interalliée de Paris par les pays des Nations Unies de se substituer au Reich défaillant à l'égard de leurs nationaux respectifs, si bien que, du fait du changement du « débiteur », l'Etat se trouve tenu de plein droit de réparer les conséquences dommageables de l'annexion de fait des départements de l'Est et des parties du territoire national soumises par l'ennemi à un régime spécial et ce, dans toute la mesure où le Reich allemand en était lui-même tenu.

Dans son rapport présenté au nom de votre commission de la reconstruction et des dommages de guerre, M. Bernard Chochoy, président de cette commission, rappelle en détail la genèse du projet voté par l'Assemblée nationale et indique notamment les divers amendements proposés au cours des longues discussions.

Après examen approfondi de ce rapport et des modifications apportées au texte voté par l'Assemblée nationale, nous sommes amenés à formuler certaines réserves.

Contrairement à l'avis émis par M. Bernard Chochoy, le texte dont nous sommes saisis doit nécessairement viser tout spécialement les spoliés des régions annexées de fait ou soumises à un régime spécial. Cela résulte clairement de l'article 6, § 5, alinéa 2 de la loi du 28 octobre 1946. Il ne s'agit donc pas de voter un texte valable pour une seule catégorie de spoliés ou encore une loi spéciale pour l'Alsace et la Moselle.

Le texte voté par l'Assemblée nationale, même dans son imperfection et sa limitation d'application, est conforme au vœu du législateur et englobe d'ailleurs aussi bien les spoliés d'Alsace et de Moselle que ceux des Alpes-Maritimes, des Ardennes, du Nord et du Pas-de-Calais.

Tout en étant de l'avis d'adopter le texte de l'Assemblée nationale, nous ne voyons cependant pas de raisons majeures de nous opposer à la nouvelle rédaction de l'article 1er proposée par la commission de la reconstruction et des dommages de guerre du Conseil de la République, du moment qu'est repris, à l'alinéa 5 de l'article 1er, le principe même de la garantie de l'Etat en faveur des spoliés des régions annexées de fait ou soumises à un régime spécial.

On peut, par ailleurs, se demander la raison pour laquelle on exige d'une façon générale que les spoliés, dont les spoliateurs sont des Français, des alliés ou des neutres, produisent des décisions judiciaires, passées en force de chose jugée, portant condamnation au payement des indemnités et justifient d'avoir épuisé tous les moyens légaux dont ils disposent pour amener cette décision à exécution. L'expérience prouve que, dans bien des cas, le spoliateur, non ressortissant allemand, est introuvable ou notoirement insolvable. L'article 7 de l'ordonnance du 21 avril 1945 visant le cas des spoliateurs insolvables ou introuvables ne fait aucune distinction entre un spoliateur allemand et un spoliateur français, allié ou neutre. Il ne semble pas admissible de restreindre arbitrairement la garantie de l'Etat au seul cas où le spoliateur est le Reich ou une de ses émanations et de rendre pratiquement cette garantie de l'Etat inaccessible aux spoliés lorsque leurs spoliateurs ne sont pas le Reich ou ses ressortissants, mais restent introuvables ou sont effectivement insolvables.

Nous sommes de ce fait amenés à proposer que soit dispensé de la production d'une décision de justice, le spolié dont le spoliateur, quelle que soit sa nationalité, demeure introuvable. Dans ce cas, le spolié pourra s'adresser directement à la délégation départementale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme qui se prononcera sur avis conforme du parquet sans qu'il soit nécessaire de faire appel aux tribunaux.

En ce qui concerne l'article 2 du nouveau texte, nous estimons que les dispositions restrictives quant au remboursement des prélèvements doivent être déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 4, le projet de loi ne devant affirmer que le principe.

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 919, 1377, 2109, 3377, 4826, 4636 et in-8° 1448; Conseil de la République: II-93 et 88 (année 1948).

(2) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 2686, 3226, 5165, 5251, 5385, 5925 et in-8° 1491; Conseil de la République: II-129 (année 1948) et 95 (année 1949).

Si l'Etat refuse de rembourser en tout ou en partie ces prélèvements, le spolié saisira les juridictions de dommages de guerre, conformément au décret n° 48-2037 du 31 décembre 1948.

L'article 3, dans la rédaction proposée par votre commission de la reconstruction, renvoie purement et simplement à l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, alors que le législateur avait, au contraire, prévu un texte nouveau en ce qui concerne les indemnités non visées par la loi du 28 octobre 1946, en faveur des spoliés.

Nous proposons, en conséquence, de le modifier dans le sens suivant en reprenant, en quelque sorte, l'article 6 *bis* nouveau dans le rapport présenté par M. Lareppe à l'Assemblée nationale:

« Dans les parties du territoire national annexées de fait par l'ennemi ou soumises par lui à un régime spécial, toute lésion, spoliation ou dépossession du fait de l'ennemi, de ses organismes, ressortissants, agents ou mandataires, par déclaration de ses biens comme biens ennemis mises sous séquestres, ventes gestions ou liquidation, ouvrent droit au payement par l'Etat au profit de toute personne physique ou morale qui en a été victime, d'une indemnité de dépossession.

« La lésion, spoliation ou dépossession de fait est, pour le calcul de l'indemnité de dépossession, assimilée à une réquisition d'usage. »

En ce qui concerne l'article 4, nous proposons que les modalités d'application de la loi soient fixées par un règlement d'administration publique, au lieu d'un simple décret.

D'autre part, nous insistons pour que le règlement d'administration publique ne soit pris qu'après avis des organisations groupant les spoliés visés par la présente loi.

C'est dans ces conditions que votre commission de la justice donne un avis favorable au texte présenté par M. Bernard Chochoy, au nom de la commission de la reconstruction, sous réserve des modifications dont le principe a été exposé ci-dessus et qui font l'objet des amendements distribués d'autre part.

ANNEXE N° 136

(Session de 1949. — Séance du 17 février 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les **dommages de guerre**, par M. Kalb, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 20 décembre 1948, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi de MM. Crouzier et Westphal tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre par l'adjonction d'un 6e alinéa, ainsi libellé:

« Les dommages causés par les troupes ou les services publics français ou alliés pendant la durée des hostilités ».

Il paraît opportun de rappeler la portée de la loi du 28 octobre 1946 qui pose le principe de la réparation intégrale des dommages certains, matériels et directs, causés aux biens mobiliers et immobiliers par faits de guerre et qui précise que l'indemnité due par l'Etat est égale à l'intégralité du coût de la reconstruction du bien détruit ou endommagé, tel qu'il se composait au moment du sinistre.

Comme le souligne très justement M. Driant, sénateur de la Moselle, rapporteur au nom de votre commission de la reconstruction et des dommages de guerre, le but de cette proposition de loi est de faire cesser l'inégalité choquante existant entre deux catégories de sinistrés et, ceci, du fait de la dualité des textes en vigueur.

Les articles 6 et 7 de la loi du 28 octobre 1946 énumèrent les catégories de dommages couverts par la loi et visent, aussi, les dégâts de cantonnement occasionnés par l'ennemi et les organisations qui lui ont apporté leur concours ou sur leur ordre. Il n'est, par contre, pas question dans cette énumération des dégâts causés par les troupes ou services publics français ou alliés.

Il est vrai que le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 28 octobre 1946 prévoit que sont présumés, sauf preuve contraire, résulter de faits de guerre: « les dommages causés aux biens des populations expulsées par l'ennemi ou évacuées d'office ou par ordre de l'autorité militaire au cours des périodes et dans les régions qui seront précisées par décret ».

Il ne s'agit pourtant là que d'une règle d'exception qui n'apporte aucune solution à la question des dommages de cantonnement. Les textes en vigueur créent de ce fait deux catégorie de sinistrés:

a) Ceux qui bénéficient des dispositions de la loi du 28 octobre 1946;

b) Ceux dont les dommages doivent être réparés en vertu des dispositions de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre (législation sur les réquisitions).

Il s'ensuit que l'indemnité due aux sinistrés de cette deuxième catégorie est déterminée par la valeur du bien au moment du sinistre et non, comme c'est le cas pour les destructions énumérées dans la loi du 28 octobre 1946, par sa valeur au moment de sa reconstitution.

Les sinistrés visés par la proposition de loi dont vous êtes saisis, n'ont perçu de l'intendance que des sommes dérisoires ou n'ont rien encore touché de ces indemnités calculées sur des bases absolument injustes. Ils se trouvent, ou se trouveraient, de toute façon dans l'impossibilité de reconstituer leur patrimoine.

Lors de la discussion devant l'Assemblée nationale, M. Crouzier, un des auteurs de la proposition donnait à ce sujet un exemple frappant: « ... dans un même village deux immeubles incendiés à vingt-quatre heures d'intervalle, le premier par bombardement, la veille de la libération, le deuxième accidentellement, le lendemain, jour de la libération, par une unité américaine en cantonnement.

« Il s'agit là de deux sinistres imputables à des faits de guerre et l'équité la plus élémentaire voudrait que les propriétaires de ces immeubles fussent indemnisés sur les mêmes bases.

« Or, d'après les textes en vigueur, il n'en n'est rien. Seul, le propriétaire du premier immeuble recevra une indemnité égale à la valeur de reconstruction de sa maison; quant à l'autre, il touchera une somme qui correspondra au quart ou au sixième de cette valeur. »

La proposition de loi dont il s'agit doit mettre fin à cette inégalité. Elle ne crée ni un droit nouveau, ni un principe nouveau, du moment qu'elle s'inspire de la loi du 28 septembre 1946 qui affirme solennellement que les dommages certains, matériels et directs causés aux biens immobiliers ou mobiliers par les faits de guerre ouvrent droit à réparation intégrale. C'est la notion de la reconstitution du patrimoine qui doit nous guider dans l'étude de la proposition de loi et non le principe du payement d'un dommage sans condition de réemploi et effectué sans se préoccuper de savoir si le sinistré pourra ou non reconstituer son bien. Il est nécessaire que l'indemnisation de la catégorie de sinistrés visés par la proposition de loi se fasse sous condition formelle de reconstitution, autrement dit, à la valeur de cette reconstitution et à son coût effectif au moment où elle sera possible. Il est bien évident que ne pourront bénéficier de la nouvelle réglementation les sinistrés qui auront ou auraient pu reconstituer intégralement leur bien endommagé ou détruit avec les indemnités perçues au titre de la loi du 11 juillet 1938.

Mais il est tout aussi nécessaire de préciser qu'il doit rester entendu que les indemnités déjà perçues au titre de la loi du 11 juillet 1938 ne seront considérées par les services compétents que comme des avances et ne pourront, en aucun cas, faire l'objet de demandes de remboursement de la part de l'intendance.

Il paraît, toutefois, indiqué de limiter la proposition de loi aux seuls dommages causés par les troupes françaises ou alliées, en écartant de son champ d'application ceux causés par les services publics qu'il serait, en effet excessif de rattacher à des dommages de guerre. Ainsi est respecté le principe de la responsabilité de la puissance publique.

Votre commission de la reconstruction et des dommages de guerre a adopté le texte transmis par l'Assemblée nationale.

Votre commission de la justice a décidé d'approuver les conclusions de la commission saisie au fond, sous réserve d'une modification — limitation du champ d'application de la loi aux seuls dommages causés par les troupes françaises ou alliées — qui fait l'objet d'un amendement distribué d'autre part.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 3264, 5695 et in-8° 1485; Conseil de la République, 41, II-146 (année 1948) et 105 (année 1949).

ANNEXE N° 137

(Session de 1949. — Séance du 22 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réglementation de la **propagande électorale** pour les **élections cantonales**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 18 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 18 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Pour assurer l'égalité des moyens au cours de la campagne électorale, il sera attribué à chaque candidat qui aura fait une déclaration de candidature auprès du préfet du département quinze jours au moins avant la date prévue pour les élections, et à chaque candidat qui aura fait une déclaration de candidature entre les deux tours de scrutin avant le mercredi précédant le second tour, un contingent de papier permettant d'assurer la propagande par voie d'affiche et de circulaire, ainsi que l'impression des bulletins de vote, dans les conditions ci-après.

Art. 2. — Chaque candidat aux élections cantonales ne pourra faire apposer, durant la période électorale et avant chaque tour de scrutin, sur les emplacements déterminés par la loi du 20 mars 1914:

1° Plus de deux affiches électorales dont les dimensions ne pourront dépasser celles du format « colombier » (63×90 cm.);

2° Plus de deux affiches format un sixième colombier (21×45 cm.) pour annoncer la tenue des réunions électorales.

Chaque candidat ne pourra faire imprimer et envoyer aux électeurs, avant chaque tour de scrutin, qu'une seule circulaire de format 21×24 centimètres.

Il ne pourra faire établir, pour chaque tour de scrutin, un nombre de bulletins supérieur à trois fois le nombre des électeurs inscrits dans la circonscription. Ces bulletins ne pourront dépasser le format 8,5×6,3 centimètres.

(1) Voir les n°s: Assemblée nationale (1re législ.), 6289, 6469 et in-8° 1591

Art. 3. — L'impression et l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, de circulaires, tracts, affiches et bulletins de vote pour la propagande électorale, en dehors des conditions fixées par la présente loi, sont interdites.

Art. 4. — Dans le mois qui suivra les élections, chaque candidat devra justifier auprès du préfet que les quantités ou les contingents de papier qui lui ont été attribués ont été employés entièrement et exclusivement pour l'impression de ces documents électoraux.

Les bons d'attribution ou les bons de monnaie-matière inutilisés devront être restitués.

Art. 5. — Des commissions, dans lesquelles seront obligatoirement représentés les candidats ayant satisfait aux dispositions de l'article 1er, et dont la composition et le fonctionnement seront fixés par le règlement d'administration publique prévu à l'article 10 ci-après, seront chargées, dans les circonscriptions électorales, de:

a) Fournir les enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires et des bulletins de vote, faire préparer leur libellé et en assurer l'envoi en franchise aux électeurs;

b) Faire remettre aux mairies en temps voulu les bulletins de vote de chaque candidat, qui doivent être mis à la dispositions des électeurs le jour du voet.

Pour bénéficier des dispositions de l'article 7, chaque candidat ou son représentant, après la déclaration de candidature prévue à l'article 1er, devra verser avant les élections, entre les mains du trésorier-payeur général, du receveur particulier des finances ou d'un comptable du Trésor, agissant en qualité de préposé à la caisse des dépôts et consignations, un cautionnement de 5.000 F.

Ce cautionnement sera remboursé aux candidats qui auront recueilli au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés.

Art. 5 *bis* (nouveau). — Les dispositions de la loi n° 46-1846 du 24 août 1946, instituant à titre exceptionnel et pendant l'année 1946 le vote par correspondance des personnes ayant quitte leur résidence habituelle du fait des événements de guerre et qui ne l'ont pas regagnée, sont applicables pour les élections cantonales des 20 et 27 mars 1949.

Art. 6. — Sera puni d'une amende de 5.000 F à 100.000 F et d'un emprisonnement de six jours à un an ou de l'une de ces deux peines seulement:

1° Quiconque enfreindra les dispositions des articles 2 et 3 de la présente loi;

2° Quiconque se servira de la franchise prévue à l'article 5 pour adresser aux électeurs tous autres documents que ceux énumérés audit article.

Art. 6 *bis*. — Les bulletins de vote ne peuvent comporter aucun nom propre autre que celui du ou des candidats.

Art. 7. — L'Etat prend à sa charge les dépenses provenant des opérations effectuées par les commissions instituées par l'article 5 ci-dessus, celles qui résultent de leur fonctionnement ainsi que le coût du papier et de l'impression des bulletins de vote, affiches et circulaires visées à l'article 2 pour les candidats ayant satisfait aux obligations des articles 1 et 5.

Art. 8. — Les dépenses résultant des dispositions du précédent article seront couvertes par un crédit de 250 millions de francs ouvert au ministre de l'intérieur, au titre de l'exercice 1949, applicable au chapitre 307: « Dépenses relatives aux élections » du budget de l'intérieur.

Ce crédit sera compensé, à due concurrence, par l'excédent des prévisions de recettes sur les crédits votés au titre du budget général de l'exercice 1949.

Art. 9. — Les dispositions des articles 1er à 6 ci-dessus sont applicables à l'Algérie.

Les dépenses prévues à l'article 7 sont, en ce qui la concerne, à la charge de l'Algérie.

Art. 10. — Un règlement d'administration publique détermine les conditions d'application de la présente loi

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 138

(Session de 1949. — Séance du 22 février 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant le **chapitre IV** du **titre III** du **livre II** du **code du travail**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 19 février 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 18 février 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi modifiant le chapitre IV du titre III du livre II du code du travail.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 134 du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 134. — Lorsqu'il est possible de réunir en un collège unique les électeurs d'au moins trois circonscriptions de délégués mineurs voisines, et portant sur des exploitations de même substance, les délégués mineurs et les délégués suppléants sont élus au scrutin de liste à deux tours avec représentation proportionnelle dans les conditions prévues aux articles suivants.

« Un arrêté du préfet, pris dans les mêmes formes que l'arrêté prévu à l'article 121, désigne, s'il y a lieu, les circonscriptions qui sont groupées en vue des élections, ainsi qu'une mairie proche du centre géographique de ce groupe de circonscriptions où sera opérée la centralisation des résultats électoraux.

« Par dérogation aux alinéas précédents, les électeurs des groupes d'exploitation des houillères de bassins créées par l'article 2 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 formeront un collège unique pour l'ensemble des puits et services les composant quand ce collège comprendra les électeurs de trois circonscriptions et plus.

« Dans le cas contraire, les délégués mineurs et les délégués suppléants sont élus au scrutin de liste majoritaire à deux tours, dans les conditions prévues aux articles suivants. »

Art. 2. — L'article 135 du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 135. — Sont électeurs dans leurs circonscriptions les ouvriers et ouvrières âgés de vingt et un ans au moins à la condition:

« 1° Ou bien d'être de nationalité française ou protégés français, sous réserve de n'avoir pas été condamnés à l'une des peines entraînant, selon la loi française, la déchéance des droits politiques;

« 2° Ou bien, s'ils sont de nationalité étrangère, de n'avoir jamais été condamnés à une peine criminelle ou correctionnelle, d'être titulaires de la carte de résident privilégié et de justifier d'un travail effectif de dix années dans les mines en France. Ces deux dernières conditions ne sont pas applicables aux travailleurs étrangers frontaliers; toutefois ceux-ci doivent justifier de dix années de travail en France;

« 3° D'être inscrits sur la feuille de la dernière paye effectuée pour la circonscription avant la date de l'arrêté de convocation des électeurs. »

Art. 3. — Les deuxième et troisième alinéas de l'article 136 du livre II du code du travail sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« 1° Les électeurs ci-dessus désignés, âgés de 28 ans accomplis, travaillant depuis dix ans au moins dans les mines, minières ou carrières, dont trois ans au moins comme ouvrier mineur qualifié et cinq ans au moins dans cette circonscription, ou dans une des circonscriptions voisines de même nature dépendant du même exploitant;

« 2° Les anciens ouvriers, à la condition qu'ils soient âgés de 28 ans accomplis, qu'ils n'aient pas été condamnés à l'une des peines entraînant, selon la loi française, la déchéance des droits politiques, et qu'ils aient travaillé pendant dix années au moins dans les mines, minières ou carrières, dont trois ans au moins comme ouvrier mineur qualifié, sous réserve qu'ils aient travaillé pendant cinq ans au moins dans cette circonscription et qu'ils n'aient pas cessé d'y être employés depuis plus de dix ans, soit comme ouvriers soit comme délégués ou délégués suppléants. »

Art. 4. — L'article 137 du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 137. — Pendant les cinq premières années qui suivent l'ouverture d'une nouvelle exploitation, peuvent être élus les électeurs remplissant les conditions de l'article 136, 1°, à l'exclusion de celle exigeant un temps de travail minimum dans la circonscription.

« Ne peuvent être délégués mineurs les débitants de boissons, ceux dont le conjoint est débitant de boissons, ou qui exercent cette profession par personne interposée, ou qui exercent une activité quelconque concourant au fonctionnement d'un débit de boissons. »

Art. 5. — Il est ajouté au livre II du code du travail un article 140 A rédigé comme suit:

« *Art.* 140 *A.* — Dans les dix jours qui suivent la publication de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 141, les organisations syndicales font parvenir à l'ingénieur en chef des mines, par lettre recommandée, la liste des candidats qu'elles désirent présenter aux élections de délégués mineurs. A la lettre précitée sont jointes les pièces établissant que les candidats satisfont aux conditions fixées par l'article 136.

« Dans les sept jours qui suivent, l'ingénieur en chef des mines constate l'éligibilité ou la non-éligibilité des candidats.

« En cas de réclamation des intéressés, le recours doit être formé dans les trois jours qui suivent le délai visé à l'alinéa précédent devant le juge de paix du canton, qui statue d'urgence et en dernier ressort.

« Si le groupe de circonscriptions prévu à l'article 134 s'étend sur plusieurs cantons, le juge de paix compétent est désigné par l'arrêté préfectoral de convocation des électeurs.

« Tout groupe de personnes non présenté par une organisation syndicale qui désirerait éventuellement se présenter ensemble en une liste de candidats au second tour de scrutin prévu par l'article 144 doit, dans les mêmes formes que celles prévues aux trois alinéas précédents, notifier sa candidature à l'ingénieur en chef des mines. »

Art. 6. — L'article 141 du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 141. — Les électeurs sont convoqués par un arrêté du préfet.

« L'arrêté doit être publié et affiché dans les communes, puits et services intéressés trente jours au moins avant l'élection, qui doit toujours avoir lieu un jour de travail en semaine

« L'arrêté fixe la date des élections ainsi que les heures auxquelles sera ouvert et fermé le scrutin en permettant aux électeurs du poste de nuit le vote à la sortie du travail.

« Il sera procédé au vote sur le lieu du travail, en dehors des heures de travail. »

Art. 7. — L'article 142 du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 142. — Le bureau de vote est présidé par le maire ou son représentant, assisté d'un assesseur pris dans chaque organisation syn-

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.): 6161, 3864, 6172 et in-8° 1592.

dicale ayant présenté une liste de candidats. Le temps passé par les assesseurs ouvriers leur est compté comme temps de travail. »

Art. 8. — Le premier alinéa de l'article 143 du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Les bulletins de vote doivent comporter autant de noms de candidats aux fonctions de délégué titulaire et aux fonctions de délégué suppléant qu'il y a de sièges à pourvoir. En face du nom de chaque candidat est indiquée la circonscription dont l'intéressé brigue le siège. Le panachage est interdit. Est réputé nul tout bulletin portant le nom d'un candidat dont l'éligibilité n'a pas été reconnue. »

Art. 9. — L'article 144 du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les trois articles suivants:

« *Art. 144.* — Si les élections sont faites suivant le régime de la représentation proportionnelle, et si, au premier tour de scrutin, le nombre des votants, bulletins blancs ou nuls non compris, est inférieur à la moitié des électeurs inscrits, il est procédé, dans les mêmes conditions de forme et de durée, à la date fixée par le préfet dans l'arrêté de convocation visé à l'article 141, à un second tour de scrutin, au cours duquel les électeurs peuvent voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

« Le nombre de circonscriptions de délégués mineurs à attribuer à chaque liste est déterminé comme suit:

« Il est attribué à chaque liste de candidats autant de circonscriptions que le nombre total de voix recueilli par elle contient de fois le quotient électoral. Le quotient électoral est égal au nombre total des suffrages valablement exprimés par les électeurs dans le groupe de circonscriptions défini à l'article 134, divisé par le nombre de circonscriptions à pourvoir.

« Au cas où il n'aurait pu être pourvu à aucune circonscription ou s'il reste des circonscriptions à pourvoir, les circonscriptions restantes sont attribuées sur la base du plus grand reste.

« A cet effet, du nombre de voix obtenu par chaque liste, il est retranché le produit du quotient par le nombre des circonscriptions déjà attribuées à la liste. Les différentes listes sont classées dans l'ordre croissant des restes ainsi obtenus. La première circonscription non pourvue est attribuée à la liste ayant le plus grand reste.

« Il est procédé successivement à la même opération pour chacune des circonscriptions non pourvues jusqu'à la dernière.

« Dans le cas où deux listes ont le même reste et où il ne reste qu'une circonscription à pourvoir, ladite circonscription est attribuée à la liste qui a le plus grand nombre de voix.

« Si deux listes ont également recueilli le même nombre de voix, la circonscription est attribuée par tirage au sort.

« Le nombre de circonscriptions revenant à chaque liste étant ainsi déterminé, la désignation de ces circonscriptions est effectuée comme suit:

« Dans chaque liste et jusqu'à concurrence du nombre de circonscriptions qui lui est attribué, sont élus les candidats titulaires et suppléants des circonscriptions dans lesquelles cette liste a obtenu le pourcentage de suffrages le plus important par rapport au nombre de suffrages exprimés.

« L'ordre dans lequel les listes sont prises pour cette attribution est l'ordre croissant des nombres totaux de suffrages obtenus par chacune d'elles dans l'ensemble des circonscriptions.

« Dans le cas où pour une liste, le plus grand pourcentage de suffrages se présente dans une circonscription déjà attribuée à la liste précédente, c'est le candidat de la circonscription ayant donné à ladite liste le pourcentage de suffrages immédiatement inférieur qui est déclaré élu.

« En cas d'égalité de pourcentage de suffrages dans une même liste pour plusieurs circonscriptions différentes, et s'il n'y a qu'une circonscription à attribuer, c'est le candidat de la circonscription qui a donné le maximum de suffrages qui est déclaré élu. Si les nombres des suffrages sont égaux, le plus âgé des candidats est déclaré élu.

« *Art. 144 A.* — Si les élections sont faites suivant un scrutin majoritaire à deux tours, nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

« Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit quel que soit le nombre des votants.

« En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est déclaré élu.

« Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé dans les mêmes conditions de forme et de durée, à la date fixée par le préfet dans l'arrêté de convocation visé à l'article 141.

« *Art. 144 B.* — En cas de décès, démission, révocation, déchéance d'un délégué titulaire ou suppléant, le siège revient au candidat de la même liste remplissant les conditions fixées à l'article 144. »

Art. 10. — L'article 146 du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art. 146.* — Le dépouillement du scrutin est fait par les membres du bureau de vote qui peuvent se faire assister par des scrutateurs; ceux-ci sont pris dans chaque organisation syndicale ayant présenté une liste de candidats.

« Après le dépouillement du scrutin, le président dresse le procès-verbal des opérations, qu'il transmet à la mairie désignée par l'arrêté préfectoral, prévu aux articles 134 ou 121 — suivant le mode de scrutin adopté — où le maire, assisté par un représentant de chaque organisation syndicale ayant présenté une liste de candidats, centralise les résultats, proclame les élus et adresse au préfet de procès-verbal détaillé des opérations électorales. »

Art. 11. — L'article 156 *bis* du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art. 156 A.* — Les fonctions des délégués permanents de la surface institués par l'article 27 du décret du 14 juin 1946 portant statut du mineur sont confiées, pour les installations et services du jour dépendant d'un même siège d'extraction et occupant moins de 150 ouvriers au délégué mineur du fond dont la circonscription comprend ledit siège d'extraction.

« Les prescriptions du présent chapitre s'appliqueront aux conditions d'élection, de fonctionnement et de rémunération des délégués de la surface pour les autres établissements et services du jour. Un décret portant règlement d'administration publique en fixera les modalités d'application. »

Art. 12. — Par dérogation aux dispositions de l'article 150 du livre II du code du travail, un renouvellement général des délégués mineurs du fond et du jour aura lieu avant le 15 avril 1949.

Art. 12 *bis* (nouveau). — Un règlement d'administration publique déterminera, le cas échéant, les modalités d'application de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 février 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 139

(Session de 1949. — Séance du 22 février 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux **comptes spéciaux du Trésor** (exercice **1949**), par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la forme technique sous laquelle se présente le projet est propre à impressionner quiconque n'est pas familiarisé avec la comptabilité publique.

C'est pourquoi avant d'aborder l'examen des dispositions qui vous sont proposées, il y a lieu, semble-t-il, de dégager la signification d'un texte qui revêt une réelle importance au double point de vue de la gestion des finances publiques et des prérogatives du Parlement en matière budgétaire.

I. — *Inconvénients des comptes spéciaux et tentatives de réforme.*

Comme toute discipline, la réglementation qui entoure le maniement des deniers publics tend sans cesse à se relâcher à la fois sous l'action des hommes et sous l'empire de la nécessité.

Or, parmi les procédés auxquels peuvent avoir recours les administrations pour se libérer du lien d'allégeance où la procédure budgétaire les maintient, celui du « compte spécial » offre des facilités particulières.

Si, en effet, le principe en vertu duquel toute dépense doit être autorisée par une loi ne comporte aucune exception, en revanche, une fois obtenue l'autorisation de procéder à telle ou telle catégorie d'opérations, il suffit, en vertu de l'article 5 du décret du 25 juin 1934 portant modification de l'organisation de la comptabilité publique, d'une simple décision du ministre des finances pour que soit ouvert un « compte spécial », où figureront, en dehors des comptes d'exécution des budgets, des recettes et des dépenses qui peuvent atteindre des montants que ne contient aucune limitation législative et sur lesquelles le Parlement est privé des moyens d'exercer son contrôle.

Tous les principes budgétaires se trouvent donc transgressés à la fois. Les règles fondamentales de l'unité, de l'universalité et de l'annualité du budget sont méconnues, alors qu'il s'agit pourtant d'opérations effectuées directement par l'Etat et sous sa responsabilité propre.

De cette atteinte déplorable à une réglementation tutélaire et des dommages qui en résultent, le Parlement peut apparaître comme le premier responsable, puisque ces opérations ne peuvent être entreprises qu'avec son autorisation au moins implicite.

En réalité, s'il dépendait de la seule volonté du législateur que prennent fin ces errements, il n'est pas douteux que tous les comptes spéciaux seraient bientôt supprimés et qu'aucune création nouvelle ne serait plus admise. Mais — et c'est là la difficulté du problème à résoudre — il est absolument nécessaire, étant donné la nature particulière de certaines opérations, ou pour répondre à des besoins de caractère exceptionnel, de prévoir une procédure plus souple que celle résultant de la réglementation budgétaire.

Les comptes spéciaux présentent ainsi des avantages qui rendent dans certains cas leur usage à la fois rationnel et nécessaire.

Tout d'abord, du point de vue comptable, ils permettent de retracer en dehors des écritures budgétaires des dépenses et des recettes qui, étrangères au budget, ne feraient qu'altérer la physionomie de ce dernier, si elles y étaient incluses, ou bien encore de distinguer dans la comptabilité publique certaines opérations dont il est intéressant de dégager les résultats d'ensemble et qui, si elles étaient dispersées dans la masse des écritures du budget, pourraient se révéler difficiles à regrouper.

En second lieu, ils fournissent le moyen d'assurer à des services administratifs une aisance, une liberté d'action qui peuvent s'avérer précieuses pour la réussite des opérations qui leur sont confiées.

Tantôt élément de clarté comptable et tantôt facteur d'efficacité administrative, les « comptes spéciaux » — quelquefois également dénommés « services spéciaux » — ont existé à toutes les époques. Peu nombreux dans les périodes paisibles, durant lesquelles ils ne sont utilisés que pour enregistrer dans la comptabilité publique des mouvements de trésorerie indépendants de l'exécution du budget, ils se multiplient dans les temps difficiles, notamment lorsque l'Etat doit assumer des activités diverses que le formalisme budgétaire pourrait paralyser.

C'est ainsi que jusqu'en 1914 seules étaient retracées dans des comptes spéciaux des opérations de trésorerie dans la pleine acception du terme, comme par exemple les mouvements de fonds intéressant les cautionnements des comptables.

L'essor des comptes spéciaux date de la première guerre mondiale. Le Trésor a été

(1) Voir les nos: Assemblée nationale (1re législ.), 5944, 6110, 6197 et in-8° 1580; Conseil de la République, 109 (année 1949).

alors conduit à financer de véritables opérations commerciales intéressant notamment le ravitaillement, les transports maritimes, la liquidation des stocks américains. Les comptes spéciaux n'ont d'ailleurs pas répondu seulement aux besoins nés des circonstances de guerre, mais parfois aussi du désir d'alléger fictivement les dépenses du budget comme ce fut le cas en particulier pour les avances consenties à des gouvernements étrangers.

Sous l'effet de ces diverses causes le nombre des comptes spéciaux était passé, entre 1913 et 1920, de 28 à 70. Ramené progressivement à 55 en 1934, il était remonté à 76 en 1938 par suite de la crise économique qui avait motivé la création de nouveaux comptes, comme par exemple le compte spécial du marché du blé créé en 1936, avant qu'un nouveau conflit, en obligeant l'Etat à assurer les activités les plus diverses, ne provoquât un véritable foisonnement des « services spéciaux » au point qu'à la fin de l'année 1946 le ministère des finances en dénombrait trois cent douze.

Bien qu'il s'agisse de considérations rétrospectives, il n'est pas sans intérêt de rappeler les multiples efforts tentés entre les deux guerres pour réduire le nombre de ces comptes et pour assurer le contrôle du Parlement sur ceux dont on admettait le maintien.

Avant même la fin des hostilités une disposition législative due à l'initiative parlementaire, l'article 15 de la loi du 29 septembre 1917 avait prescrit au ministre des finances de communiquer tous les trois mois aux commissions financières des deux Chambres la situation des comptes spéciaux du Trésor.

Cette première tentative du Parlement pour obtenir communication des opérations effectuées hors budget et retracées dans les comptes spéciaux devait être suivie de beaucoup d'autres qu'il serait fastidieux d'énumérer, mais qui toutes devaient se révéler aussi infructueuses.

Cependant, le Gouvernement lui-même s'était ému de l'ampleur de la brèche qui s'était progressivement créée dans la digue budgétaire et une loi du 30 avril 1921 avait prévu, à son article 34, qu'à partir du 1er janvier 1922, les opérations qui faisaient l'objet des comptes spéciaux ouverts ou à ouvrir devaient être autorisées, exécutées et définitivement réglées conformément aux lois et règlements en vigueur à l'égard des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat.

Ces dispositions eussent marqué à coup sûr le terme des abus dont les comptes spéciaux étaient la cause si elles avaient été appliquées, mais, ajournées une première fois par l'article 98 de la loi de finances du 30 juin 1923, elles furent définitivement abandonnées dès 1924.

C'est seulement en 1930 que la question fut reprise.

L'article 131 de la loi de finances du 16 avril 1930 tenta d'instituer une fois encore le contrôle parlementaire sur la trésorerie. Cependant les dispositions prévues ne constituèrent pas une limite suffisante aux initiatives des administrations.

Un dernier effort fut tenté en 1932. Il se manifesta par le vote de l'article 30 de la loi de finances du 31 mars 1932 en vertu duquel les avoirs du Trésor à l'étranger, de même que les autres ressources de la trésorerie, ne peuvent être utilisés en dehors de l'autorisation préalable du législateur, hors les cas de situation comportant un danger pour le crédit public de la nation ou mettant en cause les intérêts supérieurs de l'Etat.

La crise, puis la guerre devaient rendre inopérante cette nouvelle réglementation et c'est ainsi qu'on en arriva aux 312 comptes de 1946.

En présence de ce désordre financier sans précédent, la commission des finances de l'Assemblée nationale constituante intervint auprès du ministre des finances pour que soit étendu le contrôle parlementaire sur les comptes spéciaux et ce sont les réclamations de cette commission qui devaient trouver un écho dans l'inventaire établi sur les instructions de M. Robert Schuman à la fin de 1946.

Il n'était pas inutile de rappeler ces tentatives et ces échecs pour mesurer la difficulté de la tâche, et pour mieux se rendre compte du progrès considérable que, malgré les imperfections que nous aurons à signaler tout à l'heure, constitue le projet de loi qui nous est présenté.

Alors que Poincaré et Joseph Caillaux, pour qui ces comptes spéciaux furent une cause de soucis constants du fait que leurs déficits devaient être alimentés par les ressources de la trésorerie, n'avaient pas réussi à organiser le contrôle parlementaire, la loi du 6 janvier 1948 due à l'initiative du Gouvernement, et en particulier de M. René Mayer, a institué dans ses articles 37 à 45 une réglementation, dont le présent projet constitue la première application.

Ce projet de loi, il convient de le rappeler, a été déposé par le Gouvernement sur le bureau de l'Assemblée nationale, le 27 décembre 1948.

Il ne pouvait donc être question pour le Parlement de le voter pour la fin de l'année. Comme néanmoins la réforme risquait d'être compromise si elle n'intervenait pas dès le début de l'exercice, le Parlement en vertu d'une loi du 31 décembre a autorisé le Gouvernement à fixer, par décret, un régime provisoire analogue à celui que prévoyait le projet de loi.

Le mois de janvier s'étant écoulé sans qu'il ait été possible d'examiner ce texte, une prorogation du régime provisoire s'est avérée nécessaire. Elle a été décidée par une loi du 8 février dernier.

Cependant l'Assemblée nationale procédait à l'examen du projet dont elle avait été saisie et elle l'a discuté au cours de sa séance du 15 février.

Comme vous pourrez le constater, les modifications qu'elle a apportées au texte gouvernemental sont relativement peu importantes. Les seules qui me paraissent dignes de vous être signalées ici sont:

La disjonction de l'article 25 du projet de loi relatif à l'augmentation du fonds d'approvisionnement des P. T. T.;

La suppression de la taxe à l'encouragement de certaines productions textiles et du compte spécial qui en suivait l'emploi;

L'adoption d'un amendement rétablissant le système des bonifications d'intérêts pour les emprunts contractés en vue de construire de nouveaux immeubles.

J'ajouterai enfin qu'à la demande du Gouvernement toute référence à la numération des comptes a été supprimée pour que la sanction législative n'empêche pas les services de la comptabilité publique de procéder aux modifications qui leur paraîtraient utiles.

II. — *Analyse du projet.*

Le projet, tel qu'il a été transmis par l'Assemblée nationale, comporte 52 articles, avec onze états annexes.

Dans l'exposé des motifs qui précédait le projet de loi dont les dispositions devaient devenir les articles 37 à 47 de la loi du 6 janvier 1948, le Gouvernement assignait à la réforme deux objectifs essentiels:

1° Réduire de façon massive le nombre des comptes spéciaux;

2° Permettre le contrôle des comptes maintenus.

Il convient d'examiner dans quelle mesure le texte qui nous est proposé répond à cette double intention.

En ce qui concerne le nombre des comptes, il y aurait, à en croire l'exposé des motifs, un effort considérable qui se traduirait:

1° Par la clôture de vingt comptes le 31 décembre dernier;

2° Par la mise en liquidation immédiate de quinze comptes;

3° Par la suppression d'un grand nombre de lignes;

4° Par l'engagement de clore vingt-trois comptes le 31 décembre 1949.

En réalité, les résultats obtenus sont plus modestes:

1° La suppression de lignes est incontestablement une simplification du point de vue comptable, mais elle n'a pas grand intérêt puisque le compte n'en subsiste pas moins. Aussi bien la plupart des lignes supprimées étaient destinées à suivre des opérations de prêts dont la période d'attribution a pris fin. La mesure ne revêt donc pas beaucoup de signification;

2° La clôture de huit comptes est obtenue par leur fusion en trois nouveaux comptes. Il s'agit d'une suppression factice de cinq comptes, qui réduit le nombre des comptes effectivement supprimés à quinze;

3° La prorogation de huit comptes dont la clôture était prévue pour le 31 décembre dernier nous est demandée. Ici, c'est un recul qu'il nous faut constater;

4° Enfin, le projet prévoit l'ouverture de quatorze nouveaux comptes.

Ainsi, quinze comptes effectivement supprimés et quatorze comptes créés. Progrès net; un compte supprimé. C'est vraiment peu.

L'effort devra être rigoureusement poursuivi. Pour sa part, l'Assemblée nationale a décidé la suppression immédiate d'un compte d'affectation spéciale et la suppression, le 31 décembre prochain, de deux autres comptes d'affectation spéciale par réintégration au budget des dépenses qu'ils retracent.

Votre commission des finances a approuvé ces décisions, qu'elle vous engagera tout à l'heure à adopter à votre tour. En outre, elle vous proposera de voter la clôture au 31 décembre prochain de l'un des comptes de commerce.

Mais il importe avant tout de prévenir un retour en arrière.

Il faut que les Assemblées et le Gouvernement s'attachent à ne pas créer de nouveaux comptes.

Il doit être bien entendu que la liste visée par le présent projet et à laquelle s'ajoutent les comptes spéciaux ouverts par les autres lois relatives à la reconstruction et au rééquipement est limitative pour l'exercice 1949.

Il est trop souvent advenu dans le passé que le Parlement autorisât en cours d'année des recettes ou des dépenses sans en préciser l'imputation. Dans cette hypothèse, le ministre des finances ouvrait d'office un compte spécial, par application des dispositions du décret-loi du 5 juin 1934.

Votre commission, quant à elle, veillera à ce que toute loi autorisant des recettes ou des dépenses précise désormais l'imputation à un chapitre du budget ou à un compte spécial défini suivant les normes du présent projet.

Examinons maintenant le deuxième point. Le contrôle du Parlement peut-il s'exercer d'une manière complète?

Personnellement, j'estime qu'il subsiste deux lacunes.

D'une part, les précisions qui nous sont fournies sont très loin, dans bien des cas, de nous permettre d'apprécier la portée réelle des autorisations qui nous sont demandées. Pour un grand nombre de comptes, en effet, on nous propose un découvert important sans accompagner cette demande de renseignements précis sur la nature des opérations que l'avance envisagée est destinée à financer.

D'autre part, on peut se demander si le cadre lui-même n'est pas trop étroit et s'il n'y aurait pas intérêt, si l'on voulait vraiment permettre au Parlement d'apprécier l'ensemble des opérations intéressant la trésorerie, au cours d'une année déterminée, de compléter un projet comme celui qui nous est présenté de toutes les autorisations d'emprunt et de toutes les charges afférentes à la dette publique, puisqu'aussi bien les mouvements de fonds auxquels donne lieu la gestion de la dette sous toutes ses formes constituent une catégorie de comptes spéciaux du Trésor.

A ces observations touchant le fond s'en ajoutent d'autres concernant la forme.

Cette répartition des divers comptes spéciaux en cinq catégories n'est pas pleinement satisfaisante. Elle s'explique par les prérogatives différentes accordées au Parlement suivant chacune d'elles, mais logiquement elle se justifie mal et, de ce fait, elle laisse l'impression d'une classification arbitraire.

Le classement envisagé dans l'inventaire Schuman était particulièrement simple. Il prévoyait trois catégories de comptes:

Les comptes de commerce retraçant les opérations qui présentent un caractère commercial;

Les comptes de dépenses financés à l'aide de ressources spéciales, à condition que ces ressources et leur emploi ne se rattachent pas aux activités normales de l'Etat;

Les comptes de crédits enregistrant les avances et les prêts consentis par l'Etat.

La formule qui nous est proposée est plus compliquée. Elle comporte cinq catégories de comptes; les deux premières se confondent

avec celles prévues par l'inventaire, mais la dernière est subdivisée en trois:

Les comptes d'avances pour les prêts d'une durée inférieure à 2 ans;

Les comptes d'investissement qui retracent les opérations de prêts consentis pour une durée supérieure à 2 ans;

Les comptes de règlement avec les Gouvernements étrangers et les comptes d'opérations monétaires.

La distinction des comptes d'avances suivant la durée pour laquelle les prêts sont consentis, malgré la complication qu'elle introduit, mérite d'être retenue. Elle a le double mérite d'appeler l'attention du Parlement sur la portée des autorisations qu'il accorde et de lui permettre de suivre le remboursement des avances qui ont été réalisées. En effet, en vertu de la nouvelle réglementation, un vote du Parlement est nécessaire pour transformer une avance à moins de deux ans en prêt d'une durée plus longue.

Par contre, la création de la troisième catégorie de comptes appelle des réserves.

Si l'on peut admettre, au besoin, que les « comptes d'opérations monétaires », en raison de la nature très particulière des opérations qu'ils retracent, peuvent faire l'objet d'un classement à part, les « comptes de règlements avec les gouvernements étrangers » ne reposent sur aucun critère sérieux.

Il suffit de parcourir la première partie de l'état C, où ils sont groupés, pour constater qu'ils correspondent à des opérations de nature très diverses. Pour en donner une idée, qu'il suffise de noter que le compte « Fonds déposés au trésor britannique par le trésor français » est un compte de liquidités — qu'il est d'ailleurs assez inattendu de voir faire l'objet d'un compte spécial — tandis que le compte « Acquisitions d'immeubles pour le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique » correspond à une dette qui peut devenir éventuellement exigible et que le compte relatif à « l'Application de l'accord de payement avec les gouvernements militaires américain, britannique et français en Allemagne » est un compte d'avances.

Il y a, incontestablement, un effort de classification à faire en ce domaine. S'il était sérieusement entrepris, il aboutirait probablement à la suppression pure et simple de cette catégorie de comptes.

Enfin et surtout les auteurs de l'inventaire Schuman préconisaient de conférer aux comptes spéciaux un caractère de permanence, de façon à faire apparaître à tout moment la situation d'ensemble des opérations qu'ils retracent.

C'est là un point dont l'importance ne saurait être trop soulignée.

Prenons un exemple concret. Il nous est demandé une avance de 5.760 millions de francs pour assurer le payement des allocations aux personnes âgées économiquement faibles au titre du trimestre en cours et on nous justifie ce mode de financement en indiquant que ces sommes sont appelées à être remboursées par les caisses qui doivent prochainement prendre en charge cette dépense. Il est bien évident que si l'on ajoutait que c'est là huitième trimestrialité pour laquelle est prévue cette procédure et que la dette des futures caisses atteint déjà 25 milliards, l'autorisation qui nous est demandée apparaîtrait sous un aspect sensiblement différent.

Je crois, pour ma part, que le Parlement devrait demander au Gouvernement d'indiquer dans l'exposé des motifs, toutes les fois qu'il s'agit de dispositions intéressant un compte spécial, les opérations qui figurent déjà à ce compte et le solde qu'il présente.

III. — *Incidence financière du projet.*

Afin de vous permettre de prendre une vue d'ensemble de la question, j'ai résumé les états annexés au projet qui nous est soumis dans le tableau suivant:

Comptes de commerce (état A): découverts autorisés, 82,4 milliards de francs.

Comptes d'affectation spéciale (état B): crédits de dépenses, 60,5 milliards de francs.

Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (état C, 1°): découverts autorisés, 6,1 milliards de francs.

Comptes d'opérations monétaires (état C, 2°): découverts autorisés, 29,3 milliards de francs.

Comptes d'investissement (état I): crédits de dépenses, 90,4 milliards de francs.

Comptes d'avance (état E): crédits de dépenses, 230,5 milliards de francs.

Total: découverts autorisés, 117,8 milliards de francs; crédits de dépenses, 381,4 milliards de francs.

C'est donc 499,2 milliards de francs que nous demande le Gouvernement pour faire face aux opérations commerciales et bancaires que nous examinerons tout à l'heure en votant les articles du projet. Et encore n'ai-je pas cru devoir retenir dans ce décompte, faute de pouvoir la traduire en chiffres, l'autorisation prévue à l'article 37 *quinquies* en vertu duquel le ministre des finances pourrait être autorisé par décret à dépasser les crédits figurant à l'état D, afin que puissent être tenus, quoi qu'il arrive, les engagements contractés par l'Etat au titre d'un certain nombre de lois en vertu desquelles il a accordé sa garantie.

Je vous propose de procéder à l'examen approfondi de ces chiffres pour essayer d'en dégager le montant de la charge que le Trésor aura à supporter au cours des prochains mois.

Tout d'abord nous trouvons les découverts dont sont assortis les comptes de commerce et qui atteignent au total 87,5 milliards. Comme j'aurai l'occasion de vous le dire, avec plus de détails, dans l'exposé des motifs qui accompagne l'article 1er relatif aux comptes en question, ces découverts sont l'équivalent des ouvertures de crédits en matière bancaire. Il s'agit donc d'avances à très court terme dont le montant varie sans cesse dans un sens ou dans l'autre suivant les prélèvements et les remboursements effectués par les clients, lesquels sont, en l'espèce, les services ou les organismes chargés des opérations que retracent ces comptes.

Etant donné que, cette année, en raison de la mise en route de la nouvelle réglementation, les soldes débiteurs existant au 31 décembre dernier ont été repris en balance d'entrée, les découverts prévus ne correspondent qu'en partie à des ouvertures de crédits nouvelles, puisqu'ils englobent les avances en cours.

Il est évidemment difficile de déterminer le montant de ces dernières qui varient d'un jour à l'autre. D'après les renseignements dont je dispose, je crois pouvoir évaluer à quelque 55 milliards le montant de ces découverts au 31 décembre dernier, savoir: 21 milliards pour le portefeuille de valeurs provenant du payement de l'impôt de solidarité nationale, 15 milliards pour le ravitaillement, 7 milliards pour le groupement d'achat des carburants, enfin 12 milliards pour l'ensemble des autres comptes, dont les deux plus importants concernent la réception et la vente des marchandises de l'aide américaine et les subsistances militaires.

Si vous admettez ces chiffres qui sont — je le répète — des évaluations, vous constatez que les découverts nouveaux qui pourront être accordés, dans l'hypothèse où seraient adoptées les propositions du Gouvernement, ne sont, en réalité, que de 32,5 milliards.

C'est encore un gros chiffre. Même si vous suivez tout à l'heure la suggestion de votre commission des finances de diminuer de 5 milliards de francs le découvert de 25 milliards demandé par le haut commissariat au ravitaillement, il restera encore 27,5 milliards.

Personnellement, je crois que ce chiffre pourrait et devrait être encore réduit.

Je ne puis que signaler la question à votre attention, pour que vous examiniez, le moment venu, si d'autres réductions sont à opérer et sur quels comptes elles vous paraissent pouvoir être imputées.

Quoi qu'il en soit, sur la base du chiffre qui vous est proposé par votre commission, le montant des découverts susceptibles d'être accordés sera supérieur d'environ 27,5 milliards au montant des découverts actuels. Même si tous les découverts n'atteignent pas leur plafond en même temps, il paraît raisonnable d'envisager qu'aux périodes de pointe, l'ensemble des soldes débiteurs de ces comptes marquera un accroissement d'une vingtaine de milliards par rapport au 31 décembre dernier.

Si telle paraît devoir être la charge temporaire pour la trésorerie, il reste à examiner quelle sera la charge définitive de ces opérations dans le cadre de l'année.

Des prévisions de dépenses et de recettes, il ressort qu'il est escompté un excédent de recettes d'un peu plus de trois milliards sur quelques 114 milliards de rentrées.

Ce résultat apparaît comme étant des plus incertains. Il fait état notamment de plus de six milliards de remboursements de la part du groupement d'achat des carburants, ce qui est tout à fait aléatoire, comme vous pourrez en juger par les indications qui sont fournies à propos de cet organisme dans l'exposé des motifs qui accompagne l'article premier.

On escompte, d'autre part, que le compte du ravitaillement présentera un excédent de dépenses d'un milliard de francs seulement sur 100 milliards de chires d'affaires. Etant donné l'orientation actuelle des prix agricoles et les opérations de stockage auxquelles les services du ravitaillement procèdent, semble-t-il, assez inconsidérément, il y a tout lieu de craindre que les espoirs d'équilibre ne soient déçus.

Dès lors, même en admettant toutes les autres prévisions, le chiffre des recettes apparaît comme surévalue et c'est déjà faire montre d'optimisme que d'envisager l'équilibre des recettes et des dépenses autour du chiffre de 140 milliards.

Passons à l'état B.

Il s'agit des comptes d'affectation spéciale, c'est-à-dire de comptes qui suivent l'emploi de ressources affectées à des dépenses déterminées. Du fait de leur nature même, de tels comptes ne peuvent être en déficit et, par conséquent, ils ne sont pas susceptibles de constituer une charge pour la trésorerie.

Cependant s'ils présentent à la fin d'un exercice un solde créditeur et que ce solde soit utilisé, en plus des ressources normales, à la couverture des dépenses d'un exercice ultérieur, ils peuvent éventuellement, dans le cadre d'une année déterminée, peser sur la trésorerie. Tel était précisément le cas des comptes qui figuraient dans le projet du Gouvernement. Il a été disjoint par l'Assemblée nationale et votre commission n'a pas cru devoir le reprendre. Il n'y aurait donc pas lieu d'en parler ici, s'il n'était question de couvrir les dépenses, auxquelles il faisait face, par une subvention du budget général.

Au cas où il en serait ainsi — et il semble bien que cette éventualité se réalisera, car il s'agit d'une aide réellement vitale pour deux productions nationales — la charge pour les finances publiques ne sera que déplacée.

En tout cas, tels qu'ils figurent au projet, les comptes d'affectation spéciale n'auront pas d'incidence sur la trésorerie.

L'état C prévoit deux catégories de comptes.

La première concerne les règlements avec les gouvernements étrangers.

Il s'agit d'avances réciproques que le Trésor français et des trésoreries étrangères se sont consenties en vertu d'accords diplomatiques.

Ces opérations résultent pour la plupart de dettes et de créances nées entre les alliés du fait de la guerre.

Elles n'appellent pas d'observations particulières du point de vue de la trésorerie, car elles ne doivent pas entraîner de charges, sauf cependant en ce qui concerne le crédit d'un milliard mis à la disposition du gouvernement des Etats-Unis pour acheter certains immeubles et qui n'est encore utilisé qu'à concurrence de 325 millions. Si le gouvernement américain décidait d'utiliser le crédit disponible qui lui reste, c'est une charge de 500 millions environ qui en résulterait pour le Trésor sur la base du cours actuel du dollar, l'avance consentie étant libellée dans cette monnaie.

La deuxième catégorie de comptes figurant à l'état C a trait aux opérations monétaires.

Leur total dépasse 29 milliards, qui se répartissent essentiellement entre les trois objets suivants:

1° Deux milliards pour la réforme monétaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

2° Sept milliards pour l'excédent des dépenses résultant du jeu de la garantie de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportations;

3° Vingt milliards pour solder les pertes résultant de la dépréciation du franc.

On peut contester que les 2 milliards de charges résultant de la réforme monétaire dans nos trois départements de l'Est constituent une perte. Il s'agit de reconstituer la circulation monétaire de cette région; c'est une dépense, sans doute, mais d'une nature très particulière et qui est trop fructueuse dans ses conséquences pour n'être considérée que sous son aspect passif.

Par contre, les deux autres comptes sont appelés à enregistrer des pertes sèches.

En ce qui concerne les dépenses entraînées par le jeu de la garantie, ce sont des charges immédiates pour le Trésor se traduisant par des versements de numéraire. Admettons que le plafond ait été largement calculé, de façon à prévenir tout manquement de l'Etat à ses engagements, et retenons le chiffre de 3 milliards.

Reste le troisième compte. Vous verrez plus loin les réserves qu'il appelle. Qu'il suffise de dire ici que le crédit de 20 milliards qui est prévu peut être considéré comme dès maintenant utilisé par les indemnités à verser aux banques d'émission coloniales et à la banque de Syrie et du Liban pour couvrir ces établissements des pertes que la dépréciation du franc leur a fait subir sur les avoirs liquides qu'ils détenaient en France. Ces indemnités leur seront versées sous forme de bons du Trésor et ne constitueront donc pas, du moins sur-le-champ, une dépense pour la trésorerie.

L'état D concerne les comptes d'investissement.

Cette dénomination se justifie, parce que les comptes retracent des opérations qui se rattachent au budget des investissements.

Ces opérations devraient logiquement figurer dans le projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissements. Seules des considérations d'opportunisme paraissent avoir conduit le Gouvernement à inclure dans le projet relatif aux comptes spéciaux un certain nombre de comptes d'investissement. La meilleure raison qui peut en être donnée est que les opérations dont il s'agit sont soit des opérations d'ordre, soit des opérations normales, traditionnelles, qui se répètent chaque année et qui sont financées par le budget ordinaire en période de facilités financières et laissées à la charge de la trésorerie lorsqu'elles ne peuvent être incluses dans le budget.

Le montant des crédits de dépenses s'élève, nous l'avons vu, à 90,4 milliards, mais ce chiffre ne représente pas le montant des débours que le Trésor aura à supporter.

Il y a lieu d'en déduire 8,6 milliards de recettes spécialement affectées à certaines de ces dépenses.

D'autre part, une avance de 11,6 milliards à la S. N. C. F. est destinée à permettre à cette dernière de régler ses dettes vis-à-vis d'Impex. L'opération correspond pour l'Etat à un simple virement. Il en va de même de l'avance de 4,2 milliards destinée à couvrir le déficit d'exploitation des P. T. T. afférent à des exercices antérieurs.

En outre, des remises de bons du Trésor ou de titres d'annuités, qui seront sans incidence sur la trésorerie, du moins cette année, serviront à régler certaines dépenses à concurrence de 19,5 milliards (15 milliards de bons du Trésor aux banques pour leur rembourser les crédits qu'elles ont consentis aux entreprises nationales; 2,2 milliards de bons du Trésor comme indemnités aux spoliés; 2,3 milliards de titres d'annuités à titre de subventions pour travaux d'équipement).

Enfin les 22 milliards de prêts prévus en faveur des organismes d'H. B. M. seront fournis par la caisse des dépôts et consignations.

Déduction faite de ces 65,9 milliards, les charges effectives se trouvent ramenées à 24,5 milliards destinés à concurrence de 14,4 milliards au financement de prêts sociaux, notamment de prêts agricoles consentis par l'intermédiaire de la caisse nationale de crédit agricole. Le reste, soit 10,1 milliards, est prévu en faveur de diverses collectivités.

Nous en arrivons ainsi au cinquième état, l'état E.

Cet état comporte des crédits de dépenses d'un montant de 230,5 milliards.

C'est, de beaucoup, l'état qui comporte le total de dépenses le plus important. En réalité ce n'est qu'une apparence, car à concurrence de plus de la moitié ce montant correspond aux avances sur centimes faites aux collectivités locales pour leur permettre de faire face à leurs dépenses jusqu'à ce qu'elles aient encaissé les impôts mis en recouvrement pour leur compte. Or ces avances sont remboursées à peu près intégralement quelques mois plus tard.

Pour apprécier la charge effective qui résultera des diverses avances prévues, relevons les postes les plus importants.

D'abord la S. N. C. F. aura besoin par suite de l'insuffisance de sa trésorerie de 35 milliards.

Votre commission des finances vous proposera au moment du vote de l'état E de réduire ce chiffre à 32 milliards, non pas qu'elle pense que cette somme suffira — on peut craindre, en effet, qu'il ne faille plus de 35 milliards — mais parce qu'elle veut hâter le moment où il lui sera fourni des explications sur ces besoins sans cesse renaissants de la S. N. C. F.

En second lieu, 5,7 milliards pour l'allocation temporaire aux vieux. Cette question mérite un examen sérieux et je vous prie de prendre connaissance des explications détaillées fournies dans l'exposé des motifs qui accompagne l'article 5 du présent projet.

Il suffira d'indiquer ici que cette somme se rapporte au premier trimestre seulement; il faudra donc un crédit égal pour le deuxième trimestre et un crédit moitié moindre pour chacun des deux derniers trimestres, à supposer que les caisses autonomes actuellement en voie d'organisation puissent fonctionner à compter du 1er juillet, ce qui allégera la charge de moitié, mais il restera encore les bénéficiaires relevant des professions agricoles pour lesquels rien n'est encore prévu. Ce n'est donc pas 5,7 milliards, mais au moins 17 milliards qu'il faut prévoir pour cette dépense.

En troisième lieu, 15 milliards pour les diverses collectivités publiques, sans compter au moins 5 milliards correspondant au gonflement des avances sur centimes, ce qui est la conséquence directe de l'augmentation du montant des rôles mis en recouvrement.

Si l'on ajoute les 10 milliards d'avances prévues pour la caisse centrale de la France d'outre-mer, 2 milliards destinés à Air-France et environ 1 milliard pour la caisse nationale des marchés, on arrive, même en négligeant les autres comptes qui d'ailleurs dans l'ensemble s'équilibrent, à un total de 85 milliards de dépenses. Déduction faite des quelque 10 milliards que doit rembourser la caisse nationale de crédit agricole, l'excédent des dépenses sur les recettes ressort à 75 milliards de francs.

Si, négligeant les efforts momentanés de trésorerie que les découverts provoqueront pendant les périodes de pointe, nous regroupons ces estimations, nous arrivons au bilan suivant pour l'ensemble de l'année:

Comptes de commerce: numéraire, néant; bons du Trésor et titres d'annuités, néant.

Comptes d'affectation spéciale: numéraire, néant; bons du Trésor et titres d'annuités, néant.

Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers: numéraire, néant; bons du Trésor et titres d'annuités, néant.

Comptes d'opérations monétaire: numéraire, 5 milliards de francs; bons du Trésor et titres d'annuités, 20 milliards de francs.

Comptes d'investissement: numéraire, 24,5 milliards de francs; bons du Trésor et titres d'annuités, 19,5 milliards de francs.

Comptes d'avances: numéraire, 75 milliards de francs; bons du Trésor et titres d'annuités, néant.

Totaux: numéraire, 104,5 milliards de francs; bons du Trésor et titres d'annuités, 39,5 milliards de francs.

Admettons que les comptes en liquidation fournissent 15 milliards de recettes, comme l'envisage l'exposé des motifs, il n'en reste pas moins que le Trésor aura à supporter une charge effective d'environ 90 milliards de francs, non compris les quelque 40 milliards de titres à court terme qui peuvent éventuellement contracter le marché monétaire.

Si pour des prévisions aussi incertaines il est prudent de réserver aux appréciations une marge d'erreur d'une dizaine de milliards en plus ou moins, je suis conduit à penser que le Trésor aura à supporter cette année, au titre des opérations qui viennent d'être évoquées, une charge comprise entre 80 et 100 milliards de francs.

Ce sont des chiffres assez différents de ceux avancés dans l'exposé des motifs. Mon hypothèse la plus favorable ne rejoint pas l'hypothèse que M. le ministre des finances considère comme la plus mauvaise. J'ai cependant tout lieu de croire — et de craindre — que mes prévisions se raprocheront de la réalité davantage que les siennes.

Conclusion.

L'importance même de ces chiffres — et ne l'oublions pas il s'agit de soldes de règlements dont le total porte sur près de 500 milliards de francs — la complexité des transactions qu'ils retracent, le nombre des services administratifs, des établissements commerciaux et industriels à la fois privés et publics qui participent à ces opérations ne peuvent laisser aucun doute sur l'intérêt que méritent les « comptes spéciaux ».

Vous êtes ainsi en mesure d'apprécier tout ce qui échappait jusqu'ici à votre vigilance, alors que votre contrôle ne pouvait s'appliquer qu'aux crédits budgétaires.

Cette réglementation nouvelle, nous la devons tout entière au ministère des finances qui a pris l'initiative des dispositions de la loi du 6 janvier 1948 et qui a préparé le projet de loi que vous avez en ce moment même sous les yeux.

Nous devons lui en savoir gré d'abord comme parlementaires, car il élargit ainsi d'une façon considérable le champ de nos investigations, mais également comme citoyens, parce que cette réforme doit marquer une étape dans la remise en ordre de nos finances.

N'oublions pas cependant que tout système nouveau est fragile. Ainsi que je vous le disais le 8 février, en passant d'un régime à un autre, il existe nécessairement une période transitoire, celle du démarrage, celle du rodage, pendant laquelle tout n'est pas parfait, mais comme toute œuvre humaine les dispositions que vous allez voter sont perfectibles. C'est pourquoi, votre commission des finances vous demande d'approuver le présent projet qui, quelles que soient les imperfections que relèvera votre clairvoyance, n'en constitue pas moins un très gros progrès, puisque le contrôle parlementaire enfin obtenu était attendu depuis plus de trente ans.

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE Ier. — RECETTES ET DÉPENSES SUR COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Article 1er.

Comptes de commerce.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les ministres sont autorisés, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, à gérer conformément aux lois en vigueur les services commerciaux énumérés à l'état « A ». Les opérations de recettes et de dépenses de ces services seront imputées aux comptes spéciaux de commerce prévus par ledit état dans la limite du découvert maximum qui a été fixé pour chaque compte.

La comptabilité administrative des compte de commerce sera suivie sur instruction du ministre des finances et les résultats provisoires seront présentés au Parlement sous forme d'un bilan commercial avant le 30 juin 1950; les profits et les pertes dégagés par ce bilan seront imputés au budget de l'exercice en cours.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

(L'état A est modifié.)

Exposé des motifs et commentaires. — Comme il a été déjà indiqué dans l'exposé général, cet article et le tableau A qui lui est annexé constituent l'une des pièces essentielles du projet qui vous est soumis.

L'importance des dispositions dont il s'agit est d'ailleurs moins d'ordre financier que d'ordre économique.

Ces « découverts » prévus par le tableau A sont en effet, pour la plupart, des avances à très court terme, dont le remboursement

est escompté à bref délai. Ils ne doivent être considérés, en aucune façon, comme des prévisions de déficits. Le Trésor joue, en la circonstance, le rôle d'un banquier vis-à-vis des organismes ou des services chargés d'effectuer, pour le compte de l'Etat, des opérations commerciales et le découvert qu'il leur consent est l'analogue d'une ouverture de crédit en matière bancaire. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une autorisation de prélever des fonds à concurrence d'un certain montant, les achats effectués au moyen de ces sommes garantissant le remboursement ultérieur des avances consenties.

Aux termes de l'article 41 de la loi de finances du 6 janvier 1948, les découverts, dont sont assortis les comptes de commerce, ont un caractère limitatif, alors qu'à l'inverse les prévisions de dépenses et de recettes de ces comptes sont simplement évaluatives.

Cependant, l'indication du montant de ces dernières n'en est pas moins importante, car elle permet de connaître l'ordre de grandeur des opérations envisagées. C'est en quelque sorte le chiffre d'affaires de l'organisme ou du service auquel le découvert est consenti.

Il s'ensuit que normalement le chiffre prévu pour les dépenses devrait être sensiblement supérieur à celui fixé par le découvert et que le montant des recettes devrait être inférieur ou au plus égal à celui des dépenses.

Or il n'en est pas toujours ainsi pour la raison suivante.

Il a été décidé que, cette année, les soldes existant aux comptes de commerce seraient, sauf exception, repris en balance d'entrée. Il en résulte que certains découverts sont déjà utilisés et qu'en contrepartie il existe des stocks ou des créances qui permettent d'escompter, au cours des prochains mois, des recettes d'un montant supérieur aux dépenses engagées.

Tel est le cas, par exemple, pour les fournitures d'effets d'habillement aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes.

Bien entendu, les stocks actuels n'ont pu être acquis que grâce à des avances du Trésor. C'est pourquoi, dans le chiffre des découverts indiqués, sont comprises les dettes dès à présent contractées par les services en cause vis-à-vis du Trésor.

Sans doute, cette présentation est-elle de nature à nuire à la clarté des propositions qui nous sont soumises. Du fait qu'un certain nombre de découverts sont dès à présent plus ou moins utilisés, il n'est pas possible d'apprécier la portée exacte de l'autorisation qui nous est demandée.

On ne saurait en faire grief au Gouvernement, puisque c'est là la conséquence inévitable de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation. Dès l'an prochain, chaque compte d'avances sera soldé en fin d'année par imputation au budget du solde débiteur ou créditeur qu'il présentera et le découvert correspondra réellement aux avances nouvelles qui pourront être consenties.

Si les douze comptes figurant à l'état A ont les mêmes règles de fonctionnement et si à chaque moment le montant du découvert doit correspondre au prix d'achat du stock ou au montant des créances augmenté des pertes ou diminué des bénéfices réalisés sur les transactions antérieures, ils n'en retracent pas moins des opérations de nature fort différente dont il convient maintenant d'apprécier la portée.

Il y a lieu, semble-t-il, de s'attacher moins au montant même des découverts qu'au caractère normal ou au contraire exceptionnel des opérations qu'ils sont destinés à financer.

Cependant qu'on ne se méprenne pas sur le sens de la distinction ainsi proposée. Il n'est aucunement dans mes intentions de laisser entendre que les uns doivent être conservés plutôt que les autres. J'entends indiquer seulement qu'à supposer admise leur utilité présente, les premiers peuvent devenir permanents alors que les seconds sont appelés en tout état de cause, à disparaître à plus ou moins bref délai.

Au premier groupe appartiennent:

a) Les trois comptes:

« Achat et cession des matériels des établissements relevant de l'éducation nationale »

« Subsistances militaires »,

« Fournitures d'effets d'habillement aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes », (sous réserve du caractère temporaire de ce service).

Leur objet est de permettre à certaines administrations de procéder à des achats en commun de matériel ou de denrées qui sont ensuite rétrocédés à des utilisateurs faisant eux-mêmes partie de l'administration. Ce sont en quelque sorte des grossistes qui font bénéficier leur clientèle administrative des conditions avantageuses que l'importance de leurs achats leur permet d'obtenir de leurs fournisseurs.

C'est là leur utilité, au moins théorique, car si la cour des comptes paraît admettre cette thèse, certains membres de votre commission des finances se référant à leur expérience personnelle ont émis des doutes à ce sujet, en particulier en ce qui concerne les opérations d'achat et de cession des matériels des établissements relevant de l'éducation nationale.

b) Les deux nouveaux comptes relatifs, l'un au règlement de fournitures et travaux mis à la charge des adjudicataires des coupes de bois domaniales, et l'autre aux opérations commerciales de l'enregistrement et des domaines. Le premier présente de grandes analogies avec un compte d'affectation spéciale. Il est alimenté par le produit d'une taxe prélevée sur les adjudicataires de coupes de bois domaniales en vue de permettre à l'administration des eaux et forêts de faire procéder à certains travaux de remise en état. Il est débité du montant de ces travaux. Il ne comporte donc pas de découvert. Il suit simplement l'emploi de ressources affectées à un objet bien déterminé et il se justifie par le fait qu'il permet à l'administration des eaux et forêts de vérifier si le taux de la taxe qu'elle perçoit est suffisant.

Le deuxième compte, au contraire, est assorti d'un découvert dont l'objet est de mettre à la disposition de l'administration de l'enregistrement et des domaines les fonds qui lui sont nécessaires pour exercer le droit de préemption qui lui est conféré par la loi en vue de lutter contre la fraude.

Ces deux comptes illustrent parfaitement la double utilité que peuvent présenter les comptes spéciaux: dégager les résultats d'une catégorie d'opérations, donner à l'action de l'administration la souplesse et l'efficience dont dépend, dans certains cas, la réussite des opérations qui lui sont confiées.

c) Le compte nouveau destiné à retracer les opérations concernant la gestion des titres de sociétés d'économie mixte possédés par l'Etat.

Par opposition avec ceux qui précèdent, les comptes du deuxième groupe présentent un caractère exceptionnel. Trouvant leur justification dans les circonstances mêmes qui ont motivé leur création, ils devront être supprimés dès que la situation sera redevenue normale.

Ces comptes sont les suivants:

Le compte « Réception et vente des marchandises de l'aide américaine »;

Le compte « Assurances et réassurances maritimes et transports »;

Le compte « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires »;

Le compte « Opérations du groupement d'achat des carburants, combustibles, lubrifiants et dérivés »;

Le compte « Opérations de recettes et de dépenses afférentes à l'acquittement de l'impôt de solidarité nationale »;

Le compte « Opérations concernant les entreprises sous réquisitions ».

L'utilité des deux premiers est actuellement, semble-t-il, certaine.

Pour le troisième, tout dépend des prévisions que l'on croit pouvoir avancer en matière de ravitaillement. En cette matière la discussion est possible. Seuls les faits départageront les thèses en présence. On peut dire cependant que tout, dépendant des futures récoltes, il convient, quelle que soit la solution vers laquelle personnellement on incline, de faire montre de prudence.

Le groupement d'achat des carburants qui prend en charge, financièrement parlant, les achats de produits pétroliers nécessaires à la consommation intérieure, que ces derniers soient d'origine étrangère ou nationale, et qui les revend ensuite au prix taxé, a été créé par le gouvernement de Vichy en 1941. Cet organisme ne paraît plus présenter d'utilité, sinon celle de permettre au Gouvernement de ne pas adapter le prix intérieur de l'essence aux cours mondiaux en encaissant les bénéfices ou en supportant les pertes entraînées par les disparités qu'il provoque.

De même, les deux derniers comptes n'ont plus aucune raison de subsister, ou plus exactement ne devraient plus en avoir. Sur ce point, il n'y a pas de désaccord possible, car ils concernent des opérations de caractère provisoire, qui auraient dû être déjà menées à terme.

Vous trouverez ci-après des indications plus précises sur chacun des douze comptes qui viennent d'être passés en revue. Elles seront pour chacun d'eux, éventuellement suivies de l'avis particulier de la commission des finances.

1° Compte « Fournitures d'effets d'habillement aux agents du G. C. A. A. en service dans les territoires occupés ». — Ce compte retrace les opérations concernant les fournitures à titre onéreux d'effets d'habillement aux agents du commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes en service dans les territoires occupés. Il est prévu que les stocks diminueront vers la fin de l'année 1949 et que les recettes dépasseront les dépenses. Comme les dépenses sont néanmoins antérieures aux recettes et que certaines commandes importantes sont en cours d'exécution, un découvert peut apparaître en cours d'exercice;

2° Compte « Règlement de fournitures et travaux mis à la charge des adjudicataires de coupes de bois ». — Les adjudicataires de coupes de bois sont tenus après exploitation de faire certains travaux de remise en état. L'administration des eaux et forêts peut se charger d'exécuter ces travaux moyennant payement d'une redevance forfaitaire. Le compte retrace les recettes provenant de ces versements forfaitaires et les dépenses effectivement faites. Si la redevance est bien calculée, elle doit correspondre dans l'ensemble au prix des travaux. C'est la raison pour laquelle le compte est présenté en équilibre et sans découvert;

3° Le compte « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires » retrace les opérations du ravitaillement. Les recettes sont sensiblement égales aux dépenses. Par contre, un découvert est demandé pour les raisons suivantes. Tout d'abord, dès le 30 septembre 1948 le compte présentant déjà un découvert de l'ordre de 11 milliards. Par ailleurs, il est nécessaire que certains achats importants puissent être effectués au cas où la situation économique le commanderait. Enfin, l'augmentation des prix des denrées doit conduire pour un volume égal d'opérations à une augmentation des sommes à recouvrer à la suite des ventes. Le découvert demandé correspond au total de ces trois éléments.

Ce compte a longuement retenu l'attention de votre commission des finances.

Désireux de ne prendre sa décision qu'en pleine connaissance de cause, elle a prié M. le haut commissariat au ravitaillement de venir lui exposer la situation.

Des renseignements fournis, il ressort que les opérations retracées par le compte se rapportent essentiellement aux trois objets suivants:

1° Avances au groupement national d'achat des produits oléagineux (G. N. A. P. O.);

2° Achats de blé et de farines;

3° Achats prioritaires, notamment ce qui concerne la viande.

Les avances au G. N. A. P. O. constituent la source de dépenses la plus importante. Elles ont atteint jusqu'à 12 milliards de francs.

Si l'on en croit l'administration du ravitaillement, elles se justifient par l'insuffisance de trésorerie des huileries. La pénurie de corps gras dont souffre le monde à l'heure actuelle se traduit à la fois par une hausse des prix extrêmement forte par rapport à l'avant-guerre, hausse qui se trouve accentuée encore par la dépréciation du franc et par la contraction des sources d'approvisionnement, ce qui, en interdisant désormais l'échelonnement des achats comme c'était le cas autrefois, oblige à se porter acquéreur dès la récolte de toute la production de certaines régions. Il en résulte des immobilisations considérables dont les industriels utilisateurs ne sont pas en mesure de supporter la charge financière.

En ce qui concerne les opérations d'achat et de vente de blé et de farine, elles sont de l'ordre de 2 à 3 milliards par mois. Elles ont pour but d'assurer le ravitaillement des départements déficitaires en matières panifiables par des achats effectués dans les départements excédentaires.

Enfin, pour la viande, dont le marché reste tendu, il est nécessaire de prévoir l'éventualité d'achats prioritaires, ne serait-ce que comme menace vis-à-vis des négociants tentés d'acheter au-dessus de la taxe, afin qu'ils soient constamment sous le coup d'un rachat qui leur ferait perdre le montant des soultes payées irrégulièrement à leurs fournisseurs.

Votre commission des finances, sans méconnaître la valeur des justifications fournies, a le sentiment que ces opérations pourraient être sensiblement réduites sans inconvénient sérieux.

En ce qui concerne les oléagineux, les industries qui traitent ces matières premières sont pour la plupart très puissantes et elles peuvent trouver par leurs propres moyens une partie importante des ressources nécessaires. D'autre part, on peut se demander s'il est bien nécessaire que le ravitaillement continue à se préoccuper de répartir entre les départements les matières panifiables disponibles. Cette tâche pourrait être laissée aux soins du commerce. Enfin, les achats prioritaires peuvent avoir éventuellement une grande utilité, mais ils seront en tout état de cause limités.

Dans ces conditions, votre commission des finances a la conviction de ne commettre aucune imprudence en vous demandant de réduire de 25 milliards à 20 milliards de francs le découvert prévu pour le compte « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires » et qui figure au tableau A;

4° Le compte « Achat et cession des matériels des établissements relevant de l'éducation nationale » correspond à l'ancien compte « Ravitaillement des organismes de jeunesse ». Il permet de centraliser les achats de matériels scolaires et de matériels de couchage de l'ensemble des établissements relevant de ce ministère, d'obtenir à la fois des matériels mieux étudiés et des prix meilleurs par la passation de marchés importants. Ses recettes et ses dépenses sont présentées en équilibre. Afin de faciliter toutefois les achats de matériels dont les prix sont en forte augmentation, il est proposé de porter le découvert qui était au 30 septembre 1948 de l'ordre de 63 millions au montant maximum de 280 millions;

5° Compte « Opérations du groupement d'achat des carburants, combustibles, lubrifiants et dérivés. — Ce compte retrace les mouvements de fonds qui interviennent entre ce groupement et le Trésor. Le G. A. C. a été créé par la loi du 31 octobre 1941 avec mission d'assurer tous les achats nécessaires aux besoins civils, tant à l'importation qu'à la production nationale, des carburants liquides, combustibles liquides, lubrifiants et dérivés de toute nature.

Son rôle apparaît double: d'une part, il procède à tous les achats à l'étranger; d'autre part, il assure la compensation entre produits importés et produits d'origine nationale. Les opérations du G. A. C. portent sur des chiffres considérables de l'ordre de 120 milliards par an sur la base des cours actuels. De ce fait, il suffit d'une très légère variation d'un des éléments du prix de revient pour entraîner des bénéfices ou des pertes sensibles, si le prix intérieur n'est pas immédiatement revisé. Or, les prix d'importation dépendent à la fois du cours mondial relativement stable des produits pétroliers, mais également du fret qui peut varier en un temps très court dans une proportion de 1 à 3 et enfin des taux de change. Au cours des dernières années, les prix à l'importation ont été presque constamment orientés à la hausse, tandis que le Gouvernement s'est efforcé de retarder l'augmentation du prix de cession à l'intérieur. A l'heure actuelle, le G. A. C. est en perte d'environ 7 milliards de francs qui lui ont été avancés par le Trésor, mais la situation s'est renversée depuis l'été dernier et l'organisme en question fait des bénéfices de l'ordre de 7 à 800 millions par mois. Dans ces conditions, et sous réserve que les choses restent en l'état, les avances qui lui ont été consenties pourraient être remboursées à la fin de l'année.

Cependant, il a paru prudent, en prévision de toute éventualité, de relever de trois milliards le découvert actuel pour faire face à un nouveau déficit temporaire.

Le groupement d'achat des carburants a perdu une grande partie de son utilité avec la fin des hostilités. Puisqu'il est permis d'espérer qu'il aura remboursé la plus grande partie de son découvert vers la fin de l'année, il y aurait sans doute lieu de mettre à profit cette heureuse conjoncture pour le clôturer. C'est pourquoi votre commission vous propose à l'article 9 ci-dessous de l'ajouter à l'état I, qui donne la liste des comptes qui devront être clos le 31 décembre prochain;

6° Le compte: « Subsistances militaires » est le compte antérieurement intitulé: « Alimentation des troupes ou des groupements et fourrages ». Son découvert doit correspondre aux stocks existants. Le montant en a été relevé pour faire face à la hausse du prix des denrées achetées;

7° Le compte « Opérations commerciales de l'enregistrement et des domaines » résulte de la fusion prononcée par l'article 10 de la présente loi des anciens comptes: « Achats d'immeubles et de fonds de commerce effectués par l'administration de l'enregistrement en vertu de son droit de préemption » et : « Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales. — Subdivision: opérations du service central des ventes du mobilier de l'Etat ». Il retracera les prix d'achat et de revente des biens préemptés ainsi que les frais de gestion intercalaires et les frais supportés par le service des ventes des mobiliers;

8° Le compte: « Réception et vente des marchandises de l'aide américaine » reçoit le produit des ventes de marchandises et supporte les sommes versées en comptes bloqués à la Banque de France pour être ultérieurement affectées au financement des programmes d'équipement. Un certain découvert a été prévu; il correspond aux sommes dues à chaque moment par les administrations ou offices publics dont les formalités d'ordonnancement nécessitent un certain délai. Toutes dispositions ont été prises pour qu'aucun retard n'apparaisse en ce qui concerne les versements des sommes dues par les particuliers.

En ce qui concerne les recettes et les dépenses, elles doivent atteindre le montant de la contrevaleur en francs de l'aide américaine afférente à l'année en cours. Elles seront de l'ordre de 300 milliards de francs si les Etats-Unis poursuivent l'exécution du plan Marshall au même rythme.

Cependant étant donné que le congrès et le gouvernement américain ne se sont pas encore prononcés, ce serait préjuger leur décision que d'avancer un chiffre. C'est précisément ce que le Gouvernement n'a pas voulu faire pour des raisons de convenance évidentes;

9° Le compte « Opérations de recettes et de dépenses afférentes à l'acquittement de l'impôt de solidarité nationale au moyen de valeurs émises par l'Etat, d'actions et parts attribuées à l'Etat et du prix de préemption des biens compris dans la déclaration du redevable » a pris en charge les titres remis en payement de l'impôt de solidarité nationale. Il doit être crédité de la contrevaleur des titres cédés.

Sur la base de leur valeur de reprise, les titres acquis dans ces conditions représentent au total environ 21 milliards de francs se décomposant approximativement de la façon suivante:

Rentes françaises, 12 milliards.
Participations industrielles, 9 milliards.

Depuis lors, la proposition a sensiblement varié. Actuellement, compte tenu du fléchissement des cours des rentes, qui au surplus avaient été reprises à 110 p. 100 de leur nominal, ce sont les participations industrielles, dont les cours ont augmenté depuis juin 1945, qui constituent la plus grosse part de ce portefeuille représentant environ 13 milliards, tandis que les rentes si l'on se fonde sur la baisse des cours en Bourse ne valent plus que huit milliards.

Mis à part les valeurs d'Etat, il s'agit d'une masse de titres hétéroclites qu'il y aurait intérêt à liquider.

Sans doute la réalisation d'un portefeuille de quelque 13 milliards s'avère-t-elle délicate dans les circonstances actuelles où l'étroitesse du marché des valeurs mobilières ne permettrait que des ventes très diluées. Il n'en demeure pas moins que depuis trois ans la liquidation de ce portefeuille aurait dû et pu être effectuée.

Quoi qu'il en soit, il faut assurer la gestion de ce portefeuille en attendant sa liquidation. Or, parmi les valeurs dont il se compose, figurent des titres de sociétés qui procéderont au cours des prochains mois à des augmentations de capital. La réalisation massive des droits de souscription attachés aux actions que détient le Trésor risquerait de provoquer des baisses très sensibles dont il serait la première victime. Il convient donc de lui fournir les moyens de sauvegarder ses intérêts en prévoyant un crédit qui lui permettra d'exercer ses prérogatives d'actionnaire.

Il est proposé, en conséquence, que le découvert actuel de près de 22 milliards et qui, rappelons-le, représente la valeur du portefeuille sur la base des prix auxquels les valeurs ont été admises en payement de l'impôt, soit porté à 23 milliards, ce qui se traduit par une possibilité d'avance d'environ un milliard qui est considérée comme devant suffire à faire face aux appels de capitaux auxquels il pourra être procédé.

C'est pourquoi il est fait état d'une prévision de dépensses d'un milliard, tandis que les recettes ne figurent que pour mémoire étant donné l'incertitude qui entoure les possibilités de réalisation au cours des prochains mois de tout ou partie de ce portefeuille.

Votre commission, pour sa part, admet que l'indication d'une somme en dévoilant les intentions du service qui gère ce portefeuille pourrait provoquer certaines manœuvres à la baisse sur le marché des valeurs mobilières dont le Trésor risquerait de supporter les frais.

Mais elle ne peut se dissimuler qu'en adoptant les propositions du Gouvernement, elle laisse en fait carte blanche au ministre des finances pour procéder à la liquidation de ce portefeuille. Or l'opération est soi-disant commencée depuis trois ans et il ne s'en avère pas moins nécessaire de demander un milliard pour procéder aux augmentations de capital éventuelles, ce qui permet de conclure que les disponibilités et, par conséquent, les ventes n'ont pas encore atteint ce chiffre.

Elle vous demande de vous associer à la décision qu'elle a prise de prévoir une réduction du découvert l'an prochain, quelles que soient les conséquences qui pourraient en résulter, s'il ne lui est pas fourni d'ici là des indications précises sur les opérations de liquidation auxquelles il aura été procédé.

10° Le compte « Assurances et réassurances maritimes et transports » mérite tout spécialement une explication.

Il présente la particularité de prévoir un montant de dépenses supérieur à celui des recettes sans cependant comporter de découvert.

La raison de cette anomalie apparente tient au fait que ce compte résulte de la fusion de deux anciens comptes dont il a repris les soldes. Le solde créditeur de l'un étant supérieur au solde débiteur de l'autre, il en résulte que les disponibilités qu'il détient lui permettront de faire face à l'excédent de ses dépenses sur ses recettes.

Il peut sembler dès l'abord assez surprenant que les opérations d'assurances contre les risques de guerre laissent un bénéfice, si l'on songe à l'étendue des dommages.

En fait, les opérations d'assurances maritimes n'ont pas pris un grand essor en raison du fait qu'à peu près tous les navires de commerce de gros tonnage ont été réquisitionnés par l'Etat et qu'ils ont été exploités sous un régime de charte-partie. N'ont donc été assurés que les petits bateaux qui continuaient de naviguer pour le compte et sous la responsabilité de leurs propriétaires.

Or, ces navires, qui constituaient pour l'ennemi des objectifs moins intéressants, ont été dans l'ensemble beaucoup moins éprouvés que les grosses unités, de sorte que les indemnités servies par l'Etat n'ont pas été très considérables.

De plus, la hausse des prix en matière de constructions navales est telle qu'elle aboutit à ce paradoxe que bien souvent la valeur de l'épave est supérieure à l'indemnité prévue dans la police, de sorte que le propriétaire préfère conserver cette épave que toucher le montant de l'assurance.

Il en résulte que les opérations d'assurances maritimes se soldent par un bénéfice appréciable qui compense très largement les pertes subies par l'Etat en matière d'assurances terrestres. La fusion des deux comptes fait donc apparaître un solde créditeur.

Il y a lieu d'ajouter que l'Etat continue de pratiquer l'assurance maritime contre les risques de guerre. La fin des hostilités ne marque pas, en effet, la disparition de tous les risques. Après la guerre de 1918, l'assurance maritime a fonctionné jusqu'en 1927.

Les primes sont, bien entendu, tombées à un taux extrêmement faible. Leur produit représente une quarantaine de millions par an.

Cependant l'Etat peut éventuellement essuyer une perte importante, si une grosse unité était détruite par un sinistre de nature à faire jouer l'assurance. C'est l'un des cas où l'utilité de l'intervention de l'Etat ne saurait être contestée: lui seul peut prendre à sa charge des risques qu'une société d'assurance n'oserait assumer que moyennant des primes très élevées qui entraîneraient un renchérissement des frets et qui, étant donné le peu de chance que le risque se réalise, constitueraient un profit excessif aux dépens de la collectivité.

11° Compte « Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat ».

Au sein des sociétés d'économie mixte, l'Etat est associé à des intérêts privés et il lui faut se soumettre aux règles du droit commun.

Or, la brièveté des délais généralement impartis par les sociétés à leurs actionnaires pour souscrire aux augmentations de capital ne permet pas à l'Etat de respecter la procédure budgétaire pour cette catégorie de dépenses.

En présence de cette nécessité de fait, il était admis jusqu'ici que les fonds pouvaient être fournis par le Trésor et que l'avance ainsi consentie serait ultérieurement remboursée par un crédit budgétaire, dont le vote emportait régularisation.

Ce procédé est incontestablement irrégulier. C'est pourquoi le projet de loi propose de créer un compte spécial assorti d'un découvert. A concurrence de cette ouverture de crédit, les services chargés de gérer les titres de sociétés d'économie mixte possédés par l'Etat pourront prélever immédiatement sur ce compte les fonds nécessaires pour procéder à toutes les opérations financières qui présenteraient de l'intérêt.

Parallèlement serait utilisée la procédure budgétaire afin que le crédit prévu pour ces opérations soit applique à la dépense à concurrence du montant de cette dernière. Le Trésor serait alors remboursé, ce qui reconstituerait le découvert en prévision d'une nouvelle opération qui se déroulerait dans les mêmes conditions.

Désormais, tout se passerait régulièrement et le Parlement serait en mesure de fixer, sinon les opérations elles-mêmes, du moins les limites dans lesquelles elles devraient être contenues.

Pour l'année 1949, les chiffres relatifs à cette catégorie d'opérations figurent au tableau A. Il est prévu 12 milliards de dépenses et 12 milliards de recettes. Par ailleurs, il est proposé de fixer le découvert à 6 milliards de francs.

S'agissant d'un compte nouveau, les montants indiqués permettent d'apprécier avec exactitude le volume des opérations qui sont envisagées.

Les dépenses correspondent aux acquisitions et souscriptions de titres. Le chiffre de 12 milliards ne peut revêtir une signification précise que s'il est rapproché de la valeur actuelle du portefeuille possédé par l'Etat. Bien qu'il soit très difficile d'estimer le montant d'une masse de titres dont beaucoup ne sont pas cotés sur une bourse de valeurs, on peut considérer que le chiffre de 60 milliards n'est certainement pas au-dessus de la réalité. Notons seulement que l'Etat détient 35 p. 100 du capital de la Société française des pétroles et que cette seule participation, sur la base des cours actuellement pratiqués en Bourse, représente près de 11 milliards de francs, 51 p. 100 des actions de la S. N. C. F., 95 p. 100 en moyenne des sociétés nationales de constructions aéronautiques et qu'il possède des participations importantes dans les plus puissantes sociétés de transports maritimes et aériens ainsi que dans un certain nombre d'entreprises cinématographiques.

Dans ces conditions, le chiffre de 12 milliards de francs ne paraît pas excessif à un moment où la plupart des entreprises éprouvent la nécessité de faire appel à des capitaux frais pour pouvoir développer leurs installations plus ou moins négligées durant la guerre et reconstituer leurs fonds de roulement épuisés par la dépréciation de la monnaie.

Les recettes sont également évaluées à 12 milliards de francs. Elles doivent provenir, à concurrence de 10 milliards de francs, d'un crédit à inscrire au budget (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) et pour 2 milliards de francs, de ventes de titres et de droits de souscription.

Enfin, le découvert proposé est de 6 milliards de francs. Etant donné que les dépenses sont strictement évaluatives et que seul le crédit budgétaire et le plafond des avances ont un caractère limitatif, on constate que nous mettons 16 milliards de francs à la disposition du Gouvernement pour financer ces opérations.

12° Compte « Opérations concernant les entreprises sous réquisition ».

Ce compte doit permettre de suivre l'emploi des crédits accordés aux services chargés de gérer les entreprises sous réquisition.

La loi du 3 septembre 1947, qui a fixé les règles suivant lesquelles sera régularisée la situation de ces entreprises, dispose notamment en son article 3 que la gestion est considérée comme étant faite pour le compte et au profit de l'Etat jusqu'à la cessation de la réquisition.

Rappelons que, pour l'année en cours, il est proposé que le plafond des avances susceptibles d'être consenties soit arrêté à 100 millions de francs et que leur remboursement intégral est escompté.

En fait, il s'agit de véritables opérations bancaires destinées à constituer ou à compléter le fonds de roulement des entreprises dont la gestion a été confiée à l'administration des Domaines, en attendant qu'un jugement intervienne dans les procès où sont impliqués les responsables de ces entreprises.

Votre commission estime inadmissible que des entreprises continuent d'être placées sous ce régime quatre ans après la libération.

Etant donné que nous nous trouvons devant une situation de fait et qu'il faut maintenir en activité ces entreprises pour des raisons évidentes, votre commission vous engage à voter le découvert prévu de 100 millions de francs.

Article 2.

Comptes d'affectation spéciale.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer au cours de l'exercice 1949 les dépenses énumérées à l'état « B », dont le total est arrêté à 63.430.300.000 F.

Ces dépenses sont imputées aux comptes d'affectation spéciale prévus par ledit état.

Le ministre des finances est autorisé à percevoir, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, les recettes énumérées à l'état « B », et dont le total est évalué à 61.430.300.000 F.

Ces recettes sont imputées aux comptes d'affectation spéciale prévus par ledit état.

Les opérations de recettes et de dépenses des comptes d'affectation spéciale sont exécutées, contrôlées et réglées dans les mêmes conditions que celles du budget général et sous réserve des dispositions ci-après:

1° Sauf pendant les trois premiers mois de l'exercice, le total des dépenses de chaque compte d'affectation spéciale ne devra en aucun cas excéder le total des recettes du même compte;

2° Si les recettes sont en cours d'exercice supérieures de plus de 10 p. 100 aux évaluations, les crédits de dépenses pourront être majorés, dans la limite de cet excédent, par décret portant le contreseing du ministre des finances;

3° La loi de finances de l'exercice 1950 pourra autoriser l'imputation de tout ou partie de l'excédent de recettes d'un compte d'affectation spéciale aux recettes du même compte de l'exercice suivant;

4° Certains chiffres de dépenses limitativement énumérés à l'état « B » ont un caractère évaluatif. Les dépassements qui seraient constatés sur ces chiffres seront approuvés par la loi de règlement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer au cours de l'exercice 1949 les dépenses énumérées à l'état « B », dont le total est arrêté à 60.530.300.000 F.

Ces dépenses sont imputées aux comptes d'affectation spéciale prévus par ledit état.

Le ministre des finances est autorisé à percevoir, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, les recettes énumérées à l'état « B », et dont le total est évalué à 60.530.300.000 F.

4e alinéa. — Conforme.

Les opérations de recettes et de dépenses des comptes d'affectation spéciale sont exécutées, contrôlées et réglées dans les mêmes conditions que celles du budget général sous réserve des dispositions ci-après:

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Cet article vise les comptes d'affectation spéciale.

Ces comptes se présentent en équilibre, soit que l'intégralité des recettes soit consacrée à financer des opérations faisant l'objet du compte ou à constituer un fonds de réserve, soit que l'excédent des recettes sur les dépenses soit affecté par une loi au budget général. Conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi du 6 janvier 1948, les crédits de dépenses sont limitatifs.

Toutefois, certains assouplissements ont dû ainsi qu'il a été précédemment indiqué, être apportés à cette règle pour que les comptes puissent remplir l'office qui leur a été assigné. Il est prévu notamment, d'une part, que si les recettes sont, en cours d'exercice, supérieures de 10 p. 100 aux évaluations, les crédits de dépenses pourront être majorés par décret portant le contreseing du ministre des finances et, d'autre part, que les chiffres de certaines dépenses limitativement énumérées et conditionnant l'augmentation des recettes auront un caractère évaluatif.

Commentaires. — Ces comptes sont assez comparables à de petits budgets annexes.

Leur existence se justifie par l'affectation de certaines ressources à des dépenses bien déterminées, conformément à la volonté exprimée par le Parlement.

Ils appellent les quelques observations suivantes:

Le texte proposé par le Gouvernement et celui voté par l'Assemblée nationale font apparaître dans le total des dépenses énumérées à l'état « B » annexé au présent article une différence de 2.900 millions de francs.

Cette réduction est due à la décision de l'Assemblée nationale de supprimer le compte spécial relatif aux opérations effectuées en application de la loi du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile.

Votre commission dans sa majorité a donné son accord à cette modification.

En ce qui concerne le compte « Opérations de recettes et de dépenses afférentes à la réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne », l'importance de la commission allouée à la société nationale de ventes des surplus a retenu l'attention de votre commission des finances.

Etant donné l'importance des ventes auxquelles cet organisme procède et qui dépasseront largement 50 milliards, il est manifeste que le taux de 10 p. 100 prévu pour sa rémunération aboutit à allouer à ladite société des sommes considérables.

En fait, les opérations qu'elle a eu à traiter ont comporté des dépenses également très importantes. Elle a dû employer à un certain moment jusqu'à 7.000 agents et son activité s'étendait à des entrepôts très vastes et multiples, puisqu'on a compté jusqu'à 200 dépôts.

Aussi, à l'origine, l'avance de 100 millions qui lui avait été consentie par le Trésor, à titre de fonds de roulement, s'est-elle révélée insuffisante et la société a dû recourir à un crédit de la caisse nationale des marchés de l'Etat d'un montant de 300 millions de francs.

A l'heure actuelle, elle a remboursé l'avance du Trésor et le crédit de la caisse des marchés et ses disponibilités sont de l'ordre de 800 millions.

Cette aisance de trésorerie tendrait à montrer que le taux de la commission est désormais trop élevé. Néanmoins il paraît préférable de le maintenir pour deux raisons:

D'une part, les contributions directes n'ont pas encore décidé si la société nationale de ventes des surplus est passible ou non des bénéfices industriels et commerciaux.

Au cas où la réponse serait affirmative, la société aurait environ 400 millions d'impôts à payer et ses disponibilités se trouveraient réduites à quelques centaines de millions, ce qui n'a rien d'excessif pour un organisme dont les dépenses oscillent entre 100 et 150 millions par mois.

D'autre part, il est expressément prévu que la société nationale, au moment de sa liquidation, devra verser l'intégralité de ses avoirs à l'Etat.

Cette considération ne serait d'ailleurs pas, à elle seule, décisive si l'activité de cette société devait se prolonger encore longtemps, car l'abondance de ses disponibilités pourrait incliner les administrateurs à une prodigalité fâcheuse. Mais la loi du 24 août 1946 qui a institué l'organisme en question, a prévu qu'il cesserait son activité trois ans plus tard, c'est-à-dire le 24 août prochain.

Dans ces conditions, votre commission des finances n'a pas d'objection à émettre à l'encontre des propositions du Gouvernement.

L'existence des comptes qui retracent l'emploi du produit des frais de poursuite et des condamnations et amendements pécuniaires paraît peu justifiée.

L'Assemblée nationale les a supprimés en invitant le Gouvernement à réintégrer au budget général les recettes et les dépenses qui y figurent. Cependant étant donné que nous sommes en cours d'exercice il lui a paru préférable d'attendre la fin de l'année pour procéder à cette opération. Elle les a donc ajoutés à l'état I ci-après. Votre commission vous propose de vous rallier à cette mesure.

En ce qui concerne le compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat, qui est créé par l'article 18 du présent projet, il sera examiné à propos des dispositions dudit article.

Le compte de la loterie nationale n'appelle pas d'observation particulière. Cependant votre commission des finances croit devoir appeler votre attention sur le faible rendement de cette institution. Si l'on soustrait du produit brut des émissions les 6.400 millions auxquels s'élève le montant des lots, on constate que le produit net ressort à environ 4.200 millions.

Or, sur cette somme, les frais de placement, de propagande et de publicité atteignent 561 millions de sorte que si l'on y ajoute les dépenses administratives, l'ensemble des charges dépasse 800 millions et absorbe 20 p. 100 des sommes recueillies.

Article 3.

Comptes de règlement avec les Gouvernements étrangers et comptes monétaires.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les ministres sont autorisés à gérer entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, conformément aux lois en vigueur, les comptes spéciaux de règlement avec les gouvernements étrangers et les comptes spéciaux de caractère monétaire énumérés à l'état « C ». Les découverts constatés à ces comptes ne devront pas excéder les limites prévues audit état. L'état « C » énumère ceux des comptes dont les opérations annuelles seront apurées par la loi de règlement et ceux dont les soldes seront reportés jusqu'à la clôture du compte.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Cet article donne la liste et fixe les découverts maxima des comptes de règlement avec les Gouvernements étrangers et des comptes de caractère monétaires visés par l'article 44 de la loi du 6 janvier 1948.

Parmi les comptes qui sont retracés à l'état « C » les suivants appellent certaines observations.

Compte « Fonds déposés au Trésor britannique par le Trésor français ». Aux termes des accords du 27 mars 1945, un compte « B » a été ouvert dans les écritures de la banque d'Angleterre au nom du Gouvernement français, pour retracer les payements résultant des dettes et créances réciproques nées des dépenses de guerre. Les versements britanniques étant actuellement supérieurs à ceux qui ont été effectués par le Gouvernement français, le compte « B » est créditeur à notre profit de plus de 1.500.000 livres sterling. Ce solde créditeur a été, conformément aux accords, remployé provisoirement en fonds d'Etat britanniques. Le compte 15-75 *bis* a pour objet de retracer dans les écritures du Trésor la contre-valeur de cet actif. Un supplément de découvert a été demandé pour le cas où de nouveaux versements britanniques seraient effectués avant que les payements à opérer par le Gouvernement français, qui doivent dépasser largement les sommes payées par le Trésor britannique, ne viennent absorber le solde du compte.

Compte « Acquisitions d'immeubles pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ». — Aux termes de l'accord conclu à Washington le 28 mai 1946 entre la France et les Etats-Unis en vue de régler l'ensemble des questions relatives au prêt-bail, à l'aide réciproque, aux surplus militaires et, plus généralement, de liquider les dettes de guerre, le Gouvernement français s'est engagé jusqu'au 1er janvier 1950 à céder au gouvernement des Etats-Unis, dans la mesure où celui-ci le lui demandera, tels biens immobiliers désignés d'un commun accord à concurrence d'une valeur totale de 15 millions de dollars au plus. En outre, le Gouvernement français doit également céder au Gouvernement des Etats-Unis, sur simple demande de ce dernier et jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars, les sommes dont les autorités américaines auront besoin pour acquérir ou améliorer des biens immobiliers destinés à leurs besoins ou pour réaliser telles mesures dont les deux gouvernements conviendront dans le domaine de l'enseignement.

Les engagements contractés par le Gouvernement français portent donc sur un montant de 25 millions de dollars qui correspond, sur la base des cours actuels du change, à une somme d'environ 800 millions de francs.

Afin de prévenir les conséquences de toute fluctuation de change, le Gouvernement demande qu'il soit mis à sa disposition une somme d'un milliard de francs, sur lesquels d'ailleurs 350 millions ont déjà été utilisés.

Le découvert proposé étant destiné à permettre au Gouvernement de faire face à des obligations découlant d'un accord international, qui a été approuvé par le Parlement, la proposition ne saurait soulever d'objection.

Parmi les comptes monétaires, les deux plus importants sont les suivants:

Compte « Application de la réforme monétaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ». — Un découvert maximum de 1.250 millions de francs avait été prévu pour ce compte par le projet n° 5944. Ce montant avait été calculé en prenant comme base le volume des opérations qui ont été retracées au cours de l'année 1948 et compte tenu notamment du jeu de la garantie du Trésor accordée aux établissements bancaires et aux caisses d'épargne en vertu de l'ordonnance n° 45-249 du 8 février 1945.

Or, dans le cadre des dispositions de cette ordonnance, une convention sera passée vraisemblablement dans les premières semaines de l'année 1949 avec la caisse d'épargne de Metz qui a succédé à la « Stadtsparkasse » et à la « Kreissparkasse » de Metz et en vertu de laquelle il sera accordé à cet établissement une garantie de bonne fin pour la récupération d'une fraction de son actif marks servant de couverture à due concurrence à son passif exigible en francs. La contrevaleur en francs des éléments d'actif dont il s'agit s'élève à 877 millions de francs, sur lesquels 77 millions ont été versés à la caisse d'épargne de Metz à titre d'avance pour lui permettre de faire face aux retraits des déposants dont les comptes marks ont déjà été convertis en francs.

L'aboutissement probable, après un travail comptable considérable, des négociations avec la caisse d'épargne de Metz, allait donc nécessiter l'utilisation immédiate d'une somme de 800 millions de francs sur le découvert autorisé de 1.250 millions de francs laissant alors une marge insuffisante pour les autres opérations dont les résultats sont imputables au compte 15-91 *bis*.

La lettre rectificative (A. N. 1re législature, n° 6110, note n° 7) a proposé en conséquence de porter à 2.050 millions de francs le découvert primitivement évalué à 1.250 millions de francs.

Il y a d'ailleurs lieu de noter que le crédit supplémentaire de 800 millions qui est demandé par la lettre rectificative susvisée ne donnera pas lieu à une sortie de fonds pour le Trésor, dans la mesure où les déposants ne procéderont pas à de nouveaux retraits de fonds, puisque cette somme sera versée en définitive au compte qu'entretient la caisse d'épargne chez la caisse des dépôts et consignations.

Votre commission s'est également inquiétée du sort réservé à notre créance sur l'Allemagne résultant de la réforme monétaire dans les départements recouvrés.

Voici les indications qui lui ont été fournies par l'administration des finances:

« Les conditions dans lesquelles les créances sur l'Allemagne résultant de la réforme monétaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle seront susceptibles de faire l'objet d'un règlement ne pourront être précisées que lors de l'élaboration du traité de paix avec ce pays et les droits de la France ont toujours été réservés à ce sujet dans les négociations internationales. »

Compte « Opérations de recettes et de dépenses résultant du jeu des contrats de garantie de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportation ». — Il s'agit de l'application de l'article 53 de la loi du 26 septembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1948. Un découvert de 7 milliards avait été prévu pour cette année. Il n'a été utilisé jusqu'ici que pour moins de 2 milliards. Mais il est probable que les dépenses seront beaucoup plus élevées au cours de l'exercice 1949.

Compte « Pertes et bénéfices de change ». — Ce compte est créé en vertu de l'article 20 de la présente loi. Les observations qu'il appelle seront indiquées à l'occasion de l'examen de cet article.

Commentaires. — Votre commission a accepté cet article, malgré l'avis de M. Diethelm qui considère le découvert de 20 milliards de francs prévu pour faire face aux pertes de change comme constituant une réserve sur laquelle le Gouvernement pourra éventuellement imputer les pertes qu'il aura subies à l'occasion d'opérations commerciales, notamment en matière de ravitaillement.

La question sera d'ailleurs à nouveau évoquée à l'occasion du vote de l'article 20 du présent projet qui porte ouverture de ce compte spécial.

Article 4.

Comptes d'investissement.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, les dépenses énumérées à l'état « D », et dont le total est arrêté au chiffre de 90 milliards 380.778.121 F.

Ces dépenses seront imputées aux comptes spéciaux d'investissement prévus par ledit état. Elles seront exécutées, contrôlées et réglées dans les mêmes conditions que les dépenses de reconstruction et d'équipement.

Les crédits qui n'auront pas été employés au 31 décembre 1949 pourront être reportés à l'exercice suivant par décret sur la proposition du ministre des finances.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, les dépenses énumérées à l'état « D », et dont le total est arrêté au chiffre de 73 milliards 130.777.121 F.

2e alinéa. — conforme.

Les crédits qui n'auront pas été employés au 31 décembre 1949 pourront être reportés à l'exercice suivant par décret pris sur la proposition du ministre des finances.

Texte proposé par votre commission:

Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, les dépenses énumérées à l'état « D », et dont le total est arrêté au chiffre de 90 milliards 380.777.121 F.

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs. — Cet article concerne les comptes d'investissements, dont les plus importants sont financés par les ressources du fonds de modernisation et d'équipement et figurent, en conséquence, dans le projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement qui vous sera prochainement soumis

Du point de vue financier, cet article est le plus important du projet. Il autorise, en effet, le Gouvernement à consentir un peu plus de 90 milliards de francs de prêts à long terme.

L'incidence de ces propositions sur la trésorerie a été examinée dans l'exposé général. Bornons-nous donc à rappeler ici que les opérations envisagées se traduiront, cette année, par une charge effective de 24,5 milliards de francs.

Un deuxième point qu'il convient de souligner est la différence de 17.250 millions de francs qui apparaît entre le chiffre voté par l'Assemblée et celui que vous propose votre commission.

En réalité, l'écart n'est en grande partie qu'apparent. En effet, l'Assemblée a voté l'état D tel que le lui présentait sa commission des finances, c'est-à-dire compte tenu de la disjonction de l'article 24, qui prévoit une avance de 15 milliards de francs pour l'augmentation du capital des entreprises nationales. Cette disposition n'en ayant pas moins été votée par l'Assemblée, ladite somme de 15 milliards de francs aurait dû être réintégrée dans l'état D, mais on a négligé de le faire, de sorte que le chiffre figurant à l'article 4 est en réalité erroné, puisque le total des dépenses votées par l'Assemblée s'élève à 88.130.777.121 F.

La différence de 2.250 millions de francs entre le chiffre que nous vous proposons et celui qui résulte des décisions de l'Assemblée nationale est due au rétablissement de l'article 25 du projet qui a été disjoint au Palais-Bourbon.

Par ailleurs, la différence de 1.000 F qui ressort entre les chiffres que nous vous proposons et celui demandé par le Gouvernement correspond à un abattement indicatif apporté par l'Assemblée nationale au crédit de payement de 22 milliards de francs ouvert par l'article 29 du projet. Votre commission partage les mêmes préoccupations que l'autre Assemblée sur ce point et elle vous demande de confirmer le vote d cette dernière en maintenant l'abattement en cause. Toutes indications complémentaires vous seront fournies dans l'exposé des motifs qui accompagne l'article susvisé.

Voici quelques indications sur les plus importants des comptes figurant à l'état D annexé au présent article:

Fonds forestier national. — Ce fonds est doté de ressources provenant d'une taxe perçue sur les exploitants forestiers. Il aurait pu être rangé parmi les comptes d'affectation spéciale, mais il a été maintenu dans cette catégorie du fait que ses dépenses représentent indiscutablement des dépenses d'investissement.

La taxe dont le produit alimente le fonds forestier national a été instituée par l'article 4 de la loi du 30 septembre 1946 instituant le fonds. Elle est perçue soit sur les produits des exploitations forestières, à l'exclusion du bois de chauffage, soit sur les produits des scieries. Son montant s'ajoute au prix de ces produits.

Son taux a été fixé à 9 p. 100 de la valeur desdits produits par l'arrêté du 1er octobre 1946. Pour la période du 1er août 1947 au 31 décembre 1949, ce taux a été fixé à titre transitoire à 6 p. 100 par les arrêtés des 2 août 1947 et 18 décembre 1948.

Les modalités de perception de cette taxe ont été fixées par l'arrêté du 28 octobre 1946 modifié par l'arrêté du 30 juillet 1947. La taxe est payable mensuellement par les redevables ayant le 10 de chaque mois sur le montant des encaissements effectués au cours du mois précédent, conformément à la déclaration faite par chacun d'eux.

En tout état de cause, elle doit être versée dans un délai maximum de quatre mois à compter de la vente des produits soumis à la taxe et figurant sur la déclaration statistique trimestrielle souscrite par l'assujetti; lorsque les produits sont utilisés par le redevable de la taxe, le délai de quatre mois est compté du jour de l'utilisation des produits.

La perception de la taxe est assurée par les soins d'un régisseur de recettes désigné par le ministre de l'agriculture.

Prêts et garanties à des gouvernements, services ou ressortissants étrangers. — Ce compte retrace les dépenses résultant de la garantie donnée à des emprunts de divers gouvernements étrangers.

Prêts aux houillères nationales et non nationalisées. — La loi n° 492 du 1er janvier 1949 a autorisé le ministre des finances à consentir, sur les ressources de la trésorerie, des avances aux houillères nationales, dans la limite d'un montant maximum de 8 milliards de francs. Ces avances porteront intérêt au taux de 4,5 p. 100 et seront remboursables en quatre ans sur l'ensemble des ressources des charbonnages.

Le même texte a d'ailleurs prévu l'octroi, dans les mêmes conditions, aux houillères non nationalisées, d'avances du Trésor à concurrence de 150 millions.

Toutefois, en raison de l'extrême urgence des besoins des houillères nationales, le ministre des finances a été amené à leur verser, dès le mois de décembre, une somme de 6.500 millions de francs à valoir sur l'avance de 8 milliards prévue par la loi, sans attendre le vote définitif de celle-ci. Le versement anticipé a été imputé, en gestion 1948, au compte « Prêts et garanties à des collectivités et à des établissements publics ou à des services autonomes » à une nouvelle subdivision qui a été ouverte immédiatement sous le n° 7 et intitulée « Prêts aux houillères nationales ».

Cette subdivision doit continuer de figurer à l'état D « Comptes d'investissement » du présent projet de loi, afin qu'y soit retracée la dépense correspondant au versement du reliquat des avances qui interviendra au cours de l'année 1949, dépense qui s'élèvera à 1.650 millions de francs, à raison de 1.500 millions pour les houillères nationales et de 150 millions pour les houillères non nationalisées.

Assurance-crédit. — Ce compte supporte les dépenses incombant à l'Etat du fait du jeu de l'assurance-crédit d'Etat. Ces dépenses sont en principe provisoires mais, en fait, les recettes sont de si peu d'importance que l'on a été conduit à demander au Parlement la consolidation des avances anciennes.

Prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport. — Ces prêts ont été institués par la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 et les décrets des 9 octobre 1947 et 18 février 1948 en vue de permettre à certaines catégories de fonctionnaires, appelés de par leurs fonctions à se déplacer, d'acquérir des véhicules automobiles et en vue d'économiser ainsi les frais de chauffeur et d'entretien des véhicules.

Couverture des déficits d'exploitation du budget annexe des P. T. T. — Il s'agit de la couverture du déficit de l'exercice 1947. C'est une opération d'ordre qui n'affectera pas la trésorerie.

L'article 74 de la loi de finances du 30 juin 1923 a prévu expressément que les déficits d'exploitation de la première section du budget annexe des P. T. T. seraient, en cas d'insuffisance du fonds de réserve, couverts par des avances du Trésor, productives d'intérêts, ces avances étant remboursables, par priorité, grâce aux excédents de recettes des exercices ultérieurs. Cette manière de faire est la seule conforme à l'intention du législateur qui, en instituant le budget annexe, a entendu donner au service industriel des P. T. T. une certaine indépendance financière vis-à-vis du budget général et individualiser les résultats de sa gestion. Une imputation directe des déficits d'exploitation aux découverts du Trésor serait contraire à l'esprit général de la loi.

Au surplus, la consolidation des avances passées, prévue à l'état G a pour seul objet de permettre l'amortissement régulier desdites avances; le budget annexe des P. T. T. devant désormais prévoir, chaque année, parmi ses dépenses courantes, le montant des annuités de remboursement, sans préjudice d'un apurement plus rapide dans l'hypothèse où l'exploitation redeviendrait excédentaire.

Fonds de progrès social en Algérie. — Le fonds de progrès social en Algérie a été institué par l'article 89 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 (*Journal officiel* du 30 septembre 1948). Le même texte a prévu l'attribution au fonds d'avances du Trésor.

Garanties des capitaux investis dans les entreprises privées en vue du financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays (loi du 23 mars 1941). — La garantie donnée en vertu de la loi du 23 mars 1941 aux capitaux investis dans les entreprises privées en vue du financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays n'avait, au cours des derniers exercices et malgré l'importance des garanties données, été appelée à jouer que dans des cas extrêmement rares. Les dépenses imputées à ce titre au compte « Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales », étaient restées exceptionnelles. On avait donc cru pouvoir supprimer la subdivision correspondante de ce compte. Un examen plus approfondi a fait apparaître que cette clôture serait imprudente et placerait tant le département des finances que le crédit national dans une situation difficile en cas de défaillance de tel ou tel bénéficiaire de la garantie. Le Gouvernement propose, en conséquence, de rétablir cette subdivision avec un crédit de 100 millions de francs.

Garanties consenties pour l'exportation de films français à l'étranger. — L'article 24 de la loi n° 47-1197 du 13 août 1947 a autorisé le ministre des finances à donner la garantie de l'Etat à tout ou partie des capitaux qui seront avancés pour l'exportation de films français à l'étranger par des établissements préalablement agréés à cet effet.

Ces dispositions n'ont pas encore reçu d'application; il est vraisemblable néanmoins que l'Etat sera amené au cours de l'exercice 1949 à accorder sa garantie. Pour tenir compte de la possibilité de la mise en jeu de cette garantie, il y a lieu de prévoir un crédit de dépenses qui pourrait être fixé pour 1949 à 10 millions de francs.

Enfin, des comptes nouveaux sont ouverts conformément à divers articles de la présente loi. Toutes indications utiles seront données en ce qui les concerne, à l'occasion de l'examen desdits articles.

Article 5.

Avances du Trésor.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, à accorder des avances de trésorerie pour une durée n'excédant pas deux ans, dans la limite fixée par l'état « E » et dont le total a été arrêté à 230.509 millions de francs.

Les avances seront imputées aux comptes spéciaux d'avances du Trésor prévus par ledit état.

Les recettes à provenir en 1949 du remboursement desdites avances et des avances antérieurement consenties seront imputées aux mêmes comptes. Leur montant total est évalué à 169.406 millions de francs, conformément à l'état « E » visé au premier alinéa du présent article.

Le ministre des finances est autorisé à renouveler pour deux années au plus les avances non remboursées depuis plus de deux ans énumérées à l'état « F » et dont le total est égal à 40.528.847.487 F.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le ministre des finances est autorisé, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, à accorder des avances de trésorerie pour une durée n'excédant pas deux ans, dans la limite fixée par l'état « E » et dont le total a été arrêté à 230.508.999.000 F.

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Le ministre des finances est autorisé, entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949, à accorder des avances de trésorerie pour une durée n'excédant pas deux ans, dans la limite fixée par l'état « E » et dont le total a été arrêté à 227.509 millions de francs.

(Le reste sans changement.)

(L'état E est modifié.)

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article vise les avances à court terme que le ministre des finances est autorisé à consentir sur les fonds de la trésorerie, conformément au deuxième alinéa de l'article 43 de la loi du 6 janvier 1948.

L'état E fixe de façon limitative le montant des avances qui pourront être accordées et indique le montant probable des remboursements à espérer.

Au compte « Avances à des gouvernements ou services étrangers » figurent notamment:

1° Sous la subdivision 6 (1), une avance de plus de 13 milliards aux forces alliées dont l'apurement rentre dans le cadre des conventions internationales concernant la liquidation des engagements réciproques nés de la guerre;

2° Sous la ligne 8 les avances à la Sarre. Le crédit de 3 milliards comprend à la fois un reliquat de 500 millions sur les autorisations précédemment données par la loi et une autorisation nouvelle de 2.500 millions permettant, en cas de besoin, de faire l'avance à la Sarre de sa part sur la contrepartie de l'aide américaine. Cette avance de 2.500 millions serait en principe remboursée dans le courant de l'année.

Le compte « Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat » comprend diverses catégories d'avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat. Les avances à la caisse nationale de crédit agricole lui ont été accordées pour le financement des allocations familiales dans l'agriculture; elles seront remboursées au cours de l'année 1949 à concurrence de 7.500 millions par un crédit budgétaire et pour le surplus à l'aide des ressources du fonds national de solidarité agricole. De nouvelles avances devront sans doute être accordées, mais elles doivent être prévues dans le cadre d'un projet de loi réorganisant le service financier des allocations familiales agricoles.

Les avances à la caisse nationale des marchés de l'Etat sont des avances provisoires résultant de garanties données par l'Etat en vertu de textes existants. Le crédit prévu est très large, de manière à faire face à toute éventualité, mais il est plus que probable qu'il ne sera utilisé qu'en faible partie, ou que dans le cas contraire les remboursements se trouveront majorés.

Les avances au centre national de la cinématographie ont été accordées par arrêtés des 17 septembre 1947 et 3 août 1948, en vue de permettre à cet établissement, qui n'était pas en mesure de le faire sur ses ressources propres, d'attribuer lui-même des avances aux producteurs de films.

On rappellera que le centre national de la cinématographie est un établissement public qui a été créé par la loi n°46-2360 du 25 octobre 1946.

Deux autres avances concernent: l'une, de 1.500 millions, la caisse nationale de crédit agricole (cette avance constitue la première moitié, versée depuis plus de deux ans, du fonds de roulement attribué, en vertu de la législation en vigueur, au fonds national de solidarité agricole) et l'autre, d'un montant total de 6 milliards, l'O. N. I. C. La situation actuelle de trésorerie de l'O. N. I. C. ne permet pas le remboursement de cette avance qui n'apparaît pas cependant comme devant être consolidée à long terme.

Le compte « Avances aux collectivités locales ». La rubrique la plus importante est la première; elle a trait aux avances que le Trésor peut accorder à ces collectivités en cas d'insuffisance momentanée de leur trésorerie, en vertu de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932. Le crédit de 15 milliards qui est demandé est très important; il concerne non seulement les collectivités locales, mais encore les établissements publics de caractère administratif qui peuvent bénéficier des mêmes avances. Il est à prévoir notamment que l'O. N. I. C. pourra faire appel à ces avances pour un montant important en vue d'être à même de rembourser ses dettes tant vis-à-vis d'Impex que vis-à-vis du compte « Marchandises de l'aide américaine », sans pour autant que ses opérations courantes, qui exigent des disponibilités considérables, ne se trouvent entravées.

Sous les subdivisions 7 et 11 figurent des avances de trésorerie courante accordées depuis plus de deux ans au département de la Seine et à la Ville de Paris. La situation de la trésorerie de ces deux collectivités fait actuellement l'objet d'un examen approfondi de la part du département des finances. Des dispositions vont être prises pour que soit hâté le versement des subventions prévues à leur profit par diverses lois en vigueur. Par ailleurs, ces deux collectivités seront invitées à contracter, notamment auprès de la caisse des dépôts et consignations, les emprunts qu'elles sont autorisées à contracter, de sorte que leur appel aux avances du Trésor se trouve réduit d'autan.

Le compte « Avances sur le produit des impositions » concerne les avances sur centimes qui sont versées aux collectivités et établissements publics de façon automatique. Les remboursements de ces avances ne donnent lieu en général à aucune difficulté puisqu'elles sont précomptées sur le montant des impositions perçues par les comptables du Trésor et revenant aux collectivités bénéficiaires. Les recettes prévues sont toutefois inférieures de 4 milliards aux dépenses pour tenir compte du fait qu'en raison de l'augmentation du volume des recouvrements faits au profit des collectivités, les « en cours » au 31 décembre 1949 seront plus importants que ceux existant au 31 décembre 1948.

Le compte « Avances à la Société nationale des chemins de fer français » fait état d'une avance de 35 milliards au cours de l'an prochain.

Il ne saurait être question d'examiner ici même brièvement la situation d'une entreprise aussi complexe. Cependant il convient de souligner que l'avance dont il s'agit correspond à une insuffisance de trésorerie et non à un déficit de nos chemins de fer.

En effet, d'après les prévisions budgétaires pour l'année 1949, le compte d'exploitation présente une insuffisance de recettes de 2,3 milliards seulement sur un total de 332 milliards de dépenses.

La crise de trésorerie que traverse actuellement la Société nationale des chemins de fer français tient à deux causes. L'une commune à toutes les entreprises est la hausse des prix qui a réduit le pouvoir d'achat des fonds de roulement. L'autre, particulière à la Société nationale des chemins de fer français, est l'ampleur des dépenses de reconstruction. Ces dernières, en effet, sont laissées à la charge de la Société nationale des chemins de fer français à concurrence de 20 p. 100 de leur montant; étant donné qu'elles ont atteint dès maintenant un total de 150 milliards, c'est une somme de 30 milliards de francs que la Société nationale des chemins de fer français a dû prélever sur ses recettes propres au cours des trois dernières années.

Les 35 milliards de francs, dont l'avance était prévue, devaient être utilisés de la manière suivante:

1° A concurrence de 13 milliards, ils étaient absorbés par l'augmentation de valeur des approvisionnements. Il ne s'agit pas d'un accroissement quantitatif, mais de la hausse de l'ordre de 30 p. 100 en moyenne qui ressort entre le prix de revient des produits présentement stockés et leur coût de remplacement sur la base des prix actuels. Les approvisionnements s'élevant à 40 milliards environ, leur valeur atteindra 53 milliards à la fin de l'année si l'on entend maintenir leur consistance, ce qui apparaît comme indispensable, étant donné que leur niveau est actuellement sensiblement inférieur à ce qu'il était avant la guerre. C'est ainsi qu'en matière de combustible, la Société nationale des chemins de fer français a des stocks de charbon correspondant à trente ou trente-cinq jours de marche au lieu de deux mois en 1938;

2° La Société nationale des chemins de fer français devra supporter une dépense de quelque 5 milliards représentant les quatre cinquièmes des charges financières afférentes aux emprunts antérieurs à 1938;

3° Les rappels d'arrérages de retraites afférentes à 1948, mais payables en 1949, et entraînés par la péréquation des retraites, entraîneront une charge d'environ 7 milliards;

4° Il faudra couvrir un prélèvement de 6 milliards sur la provision pour travaux différés que, faute de liquidités, la Société nationale des chemins de fer français ne pourra utiliser qu'à la condition que le Trésor lui avance les fonds et enfin le déficit d'exploitation de 2,3 milliards signalé ci-dessus.

Si l'on observe que le budget d'exploitation a été établi avant les dernières augmentations d'impôts, lesquelles se traduiront pour la Société nationale des chemins de fer français par une charge supplémentaire de quelque 9 milliards de francs, à savoir:

1 milliard de droits de timbre et 8 milliards de taxes sur le chiffre d'affaires (1 p. 100 pour le compte de l'Etat et 1,50 p. 100 de taxe locale, soit au total 2,50 p. 100 sur 320 milliards de recettes du trafic), il apparaît comme certain que le déficit d'augmentation se trouvera accru à due concurrence, puisque le Gouvernement a posé comme principe que l'augmentation des taxes sur le chiffre d'affaires devait rester à la charge des entreprises et qu'il s'oppose à tout relèvement de tarifs.

Dès lors, il y a lieu de craindre que l'avance proposée de 35 milliards, qui comprend pour partie la couverture du déficit d'exploitation, se révèle insuffisante si elle a été calculée d'une manière sérieuse, comme d'ailleurs il le semble.

Cependant votre commission des finances croit devoir appeler votre attention sur l'importance des charges que font peser nos chemins de fer sur les finances publiques.

Cette année l'Etat versera à la Société nationale des chemins de fer français:

1° A titre d'indemnité de dommages de guerre, 47.286 millions de francs.

Loi des maxima, 38 milliards de francs.

Article 23 du projet, 9.286 millions de francs;

2° A titre de prêts sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement, 32.700 millions de francs.

(Etat A du projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement);

3° A titre d'avance pour insuffisance de trésorerie, 37.321 millions de francs.

Par le présent article, 35 milliards de francs.

Par l'article 23 ci-dessus, 2.321 millions de francs;

4° A titre de subvention pour compenser les charges imposées à la Société nationale des chemins de fer français (1/4 de place aux militaires), 8.120 millions de francs.

Total, 125.427 millions de francs.

Sans doute chacune de ces rubriques peut-elle être justifiée, le total n'en apparaît pas moins comme excessif.

C'est pourquoi, votre commission vous propose une réduction du chiffre qui vous est soumis.

Il n'est pas question dans son esprit de formuler un désaveu général de la gestion de la Société nationale des chemins de fer français, dont les résultats d'exploitation sont sensiblement meilleurs qu'avant la guerre.

Qu'il suffise d'indiquer ici qu'en 1938 les recettes couvraient 63 p. 100 des dépenses (15 milliards sur 18 milliards), alors que pour 1949, même si l'on tient compte de l'incidence des dernières mesures fiscales, la proportion atteindra 93 p. 100.

Si l'on ajoute que les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français sont à peine treize fois plus élevés qu'en 1938, alors que les prix de gros ont été multipliés par 19,5 on mesure les progrès réalisés dans l'organisation de nos chemins de fer.

Un nouvel effort d'économie n'en apparaît pas moins nécessaire. Votre commission des finances vous invite à réduire à 32 milliards le chiffre qui vous est proposé pour manifester votre volonté d'y veiller, puisque l'insuffisance éventuelle de cette avance obligera le Gouvernement à revenir devant vous avec les justifications nécessaires.

Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte. — La subdivision 4 retrace le montant des avances versées à Air France, dont le renouvellement est demandé jusqu'à ce qu'une décision soit prise en ce qui concerne la constitution du capital de la nouvelle société.

(1) Toutes les subdivisions et lignes des comptes mentionnés à l'état E n'apparaissent pas dans cet état où ne figurent que les subdivisions et lignes susceptibles de comporter des opérations en 1949.

Les avances consenties par le Trésor à la société Air France, en application des articles 50 de la loi du 27 avril 1946, 24 de la loi du 30 mars 1947 et 14 de la loi du 21 mars 1948 s'élèvent, au total, à la date du 31 décembre 1948, à 9.345 millions de francs; elles portent intérêt au taux de 3 p. 100, mais les modalités de leur remboursement ne pourront être arrêtées qu'après que le statut d'Air France aura été définitivement établi.

Si ce statut est déjà fixé dans ses grandes lignes par la loi du 16 juin 1948 organisant la Société nationale, des questions importantes restent encore à régler, et notamment les conditions de constitution de son capital. De la solution qui sera apportée dépendront les modalités d'apurement des avances du Trésor.

A la subdivision 6 est inscrit le montant maximum des avances qui pourront être consenties en 1949, à la Compagnie des câbles sud-américains.

Une convention du 2 novembre 1945, passée entre l'Etat et la Compagnie des câbles sud-américains, approuvée par l'ordonnance n° 45-2682 du même jour, prévoit l'octroi d'avances du Trésor à cette société dans les conditions suivantes:

1° Si, en fin d'exercice, le compte général des recettes et des dépenses fait apparaître une insuffisance, celle-ci sera couverte: d'abord par les ressources du fonds de réserve, ensuite par des avances du Trésor, dans la limite d'un montant fixé chaque année à titre provisionnel par la loi de finances;

2° Des avances du Trésor pourront être consenties dans le cas où, avec l'approbation du ministre de l'économie nationale, du ministre des finances et du ministre des postes, télégraphes et téléphones, des dépenses exceptionnelles excédant les ressources de la compagnie devraient être engagées pour les besoins de l'exploitation et, notamment, en vue du développement du réseau des câbles sous-marins.

L'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 a fixé à 33.500.000 F le montant maximum de ces avances. Cette somme a été versée à la S. U. D. A. M., en février 1946, pour lui permettre d'effectuer le rachat du réseau des câbles sous-marins et des biens de la compagnie française des câbles télégraphiques;

3° Des avances du Trésor peuvent être consenties en cours d'exercice à la compagnie S U. D. A. M. pour lui permettre de faire face à ses dépenses d'exploitation au cas où ses ressources courantes seraient insuffisantes.

Des avances de 71.170.000 F ont été versées, à ce titre, en novembre 1947.

Les deux premières catégories d'avances portent intérêt au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 p. 100. Elles sont remboursées sur les excédents éventuels du compte général des recettes et des dépenses

Les avances de la troisième catégorie portent intérêt au taux d'escompte de la Banque de France et, lorsqu'elles n'ont pas été remboursées en cours d'exercice, sont « transformées en avances de la première catégorie ».

La compagnie est soumise au contrôle économique et financier de l'Etat dans les conditions fixées par le décret du 25 octobre 1935 et l'ordonnance du 23 novembre 1944. D'autre part, le ministre des finances est représenté au conseil d'administration.

Avances à des entreprises industrielles et commerciales. — En vue de favoriser la reprise de l'activité économique après les événements de juin 1940, les lois des 20 juillet, 21 décembre 1940, 28 avril et 14 octobre 1941 ont autorisé l'octroi d'avances du Trésor, dans la limite d'un montant maximum de 600 millions de francs, aux chambres de commerce, chambres de métiers et autres organismes corporatifs spécialement qualifiés en vue de leur permettre de consentir à leurs membres des prêts dits « de démarrage ».

Tel est l'objet des avances dont le recouvrement est suivi sous la 3e ligne de ce compte.

Actuellement il n'existe plus aucune créance de cette nature supérieure à un million de francs.

Les avances de l'espèce restant encore dues ne représentent plus qu'une somme relativement faible (25 millions de francs environ).

Leur recouvrement par voie de contrainte n'a pas été poursuivi jusqu'à présent, compte tenu des délais supplémentaires dont ont bénéficié les débiteurs, en application de la loi du 30 octobre 1941.

Toutefois, le département des finances a décidé de fixer au 31 décembre 1949 la date limite de remboursement desdites avances. La circulaire qui doit notifier cette décision aux comptables supérieurs intéressés est actuellement en préparation dans les services de la direction du Trésor.

Sous la rubrique 6e est escomptée une rentrée de 110 millions de francs sur les avances dont a bénéficié la caisse de péréquation du sulfate de cuivre instituée par l'article 6 de l'arrêté du ministre de la production industrielle en date du 28 juin 1947 (*Journal officiel*, 4 juillet, p. 6233).

Au compte « Avances à divers organismes, services ou particuliers » est prévu le versement d'une avance de 37 millions à la caisse de solidarité des professions libérales.

Il convient de rappeler, à propos de cette avance, que l'ordonnance n° 45-2695 du 2 novembre 1945 a autorisé la création dans les professions libérales dotées d'une organisation légale (order, chambre, barreau) de caisses de solidarité chargées de venir en aide, par des secours et des prêts, aux prisonniers, déportés et autres victimes de la guerre appartenant à ces professions. Le Trésor pouvait consentir jusqu'au 31 décembre 1948 des avances à ces caisses dans la limite de 350 millions de francs.

Au 31 décembre dernier, des avances d'un montant de 210 millions de francs avaient été accordées et versées à concurrence de 203 millions de francs.

Ces avances sont remboursables dans un délai maximum de dix ans, ce qui leur donne le caractère de prêts à moyen terme. Aussi le projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor a-t-il prévu la consolidation de ces avances (état G.).

Le délai d'octroi, plusieurs fois prorogé, expirait le 31 décembre dernier comme il est indiqué plus haut. A cette date, quelques caisses tardivement constituées n'avaient pas encore fait connaître le montant de l'aide qui leur était nécessaire. En vue d'éviter à la fois, d'une part, de priver ces caisses des avances auxquelles elles ont droit, d'autre part, de proroger une nouvelle fois le délai limite d'octroi des avances, la procédure suivante a été adoptée. Les besoins de ces caisses ont été chiffrés approximativement par le contrôleur des dépenses engagées chargé de leur contrôle. Sur la base des montants ainsi déterminés, des avances d'un montant total de 37 millions de francs ont été accordées par arrêté du ministre des finances en date du 31 décembre 1948, donc dans la limite du délai d'octroi. Les versements interviendront dans le courant de l'année 1949, à la demande du contrôleur et après vérification par celui-ci des besoins exacts des caisses. Pour effectuer ces versements, il a été nécessaire de prévoir à l'état E du projet de loi un crédit de dépenses de 37 millions de francs. Ces avances, comme celles qui ont été versées antérieurement, seront consolidées en 1949, le crédit de consolidation prévu à l'état G comprenant non seulement le montant des avances déjà visées, mais également celui des avances qui seront mises à la disposition des caisses au cours de 1949 dans les conditions qui viennent d'être indiquées.

La ligne « Allocations temporaires aux vieux » fournit l'occasion d'examiner la question de l'assurance-vieillesse toujours en suspens.

Aux termes de l'article 15 de la loi du 22 mai 1946, le bénéfice de l'allocation aux vieux avait été accordé à toute personne de nationalité française âgée de soixante-cinq ans au moins, privée de ressources suffisantes et ne bénéficiant ni d'une retraite ou pension au titre d'une législation de sécurité sociale, ni d'une allocation au titre de l'ordonnance du 2 février 1945. L'article suivant de la même loi précisait que le bénéfice de cette allocation serait subordonné à la justification du versement des cotisations obligatoirement dues en vertu de cette loi.

Il s'agissait donc d'un système généralisé d'assurance-vieillesse. Mais comme la situation économique critique dans laquelle se trouvait alors le pays ne permettait pas d'imposer à l'ensemble des producteurs un effort financier aussi considérable, les auteurs de l'ordonnance avaient stipulé que l'entrée en vigueur du système serait fixée par un décret qui ne pourrait intervenir que lorsque l'indice de la production aurait atteint 110 p. 100 du même indice pour l'année 1938.

Cependant la situation dramatique d'un nombre sans cesse grandissant de personnes âgées, dont les économies s'évanouissaient sous l'effet de la dépréciation monétaire, a rendu nécessaire l'adoption de mesures transitoires.

En conséquence, une loi du 13 septembre 1947 est intervenue pour avancer la date de la mise en vigueur de l'assurance-vieillesse, Elle prévoyait notamment que les dispositions de la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale étaient, en ce qui concerne l'assurance-vieillesse, mises en vigueur à compter du 1er janvier 1947 pour la perception des cotisations et du 1er avril 1947 pour l'ouverture du droit à prestations. Mais étant donné le grand nombre de vieillards pour lesquels une aide immédiate revêtait un caractère réellement vital, il était décidé qu'à titre transitoire une allocation temporaire de 700 F par mois serait accordées dès le 1er septembre 1946 aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ainsi qu'à celles des personnes âgés de plus de soixante ans qui seraient reconnues inaptes au travail, à condition que les ressources des intéressés, compte tenu de l'allocation temporaire, n'excèdent pas 45.000 F ou 60.000 F par an, suivant qu'il s'agissait d'un célibataire ou d'un ménage.

Cette allocation temporaire devait disparaître à compter du 1er avril 1947, date prévue pour l'entrée en vigueur du régime définitif institué dans le cadre de la sécurité sociale.

En fait, des difficultés d'ordres divers ont fait obstacle à la mise en vigueur de l'assurance-vieillesse, de sorte qu'une fois de plus le provisoire s'est prolongé bien au delà des prévisions.

Reconduit de trimestre en trimestre, le régime institué par la loi du 13 septembre 1946 est actuellement encore en vigueur et le financement des allocations continue d'être à la charge du Trésor.

Toutefois, la loi du 17 janvier 1948 a prévu que les sommes décaissées à ce titre seraient récupérables sur les caisses autonomes qui doivent fonctionner en attendant la mise en application du régime définitif de sécurité sociale.

Telle est la justification de l'inscription à un compte d'avances du crédit prévu pour le payement de l'allocation temporaire afférente au premier trimestre de l'année 1949.

En ce qui concerne son montant, il ne soulève pas d'objection. Il correspond à la dépense que le payement de l'allocation a entraînée pour le Trésor au cours du précédent trimestre, à savoir: 4.600 F pour chacun des 1.200.000 bénéficiaires, soit 5.760 millions de francs.

Par contre, cette demande de crédit appelle plusieurs observations.

Etant donné le nombre de bénéficiaires et le montant actuel des prestations, la charge de l'allocation « temporaire » représente environ 23 milliards de francs pour l'ensemble de l'année. Malgré son importance, il n'est pas possible d'envisager une réduction quelconque de cette dépense, qui ne compense que très partiellement d'ailleurs le prélèvement que la dépréciation monétaire a infligé aux bénéficiaires sur leurs économies. L'aide aux personnes âgées est pour l'ensemble de ces dernières une réparation et non une mesure de faveur. Il ne peut être question pour les autres catégories sociales de renier cette dette.

Mais la question qui se pose est celle du mode de financement.

Il est évident qu'en se prolongeant, le système actuel rend de plus en plus incertain le recouvrement des avances du Trésor. Dès maintenant, la créance de ce dernier vis-à-vis des caisses autonomes prévues par la loi du 17 janvier 1948 atteint 25 milliards. Le 1er avril prochain, elle s'élèvera donc à

plus de 30 milliards, et comme dès à présent la reconduction de l'allocation temporaire pour le deuxième trimestre de 1949 peut être considérée comme une certitude, le montant des avances du Trésor dépassera 36 milliards le 1er juillet prochain.

D'après les explications fournies par les services compétents, l'importance de cette somme n'écarte pas tout espoir de remboursement. Même en retenant le chiffre de 36 milliards de francs, étant donné que le nombre des membres cotisants des futures caisses dépassera 5 millions, la charge de l'arriéré correspondra pour chacun d'eux à environ 7.200 F. Comme la loi du 17 janvier 1948 laisse aux caisses un délai de trois ans pour rembourser au Trésor les sommes que ce dernier a versées pour leur compte, il suffirait que chaque membre verse pendant chacune des trois premières années 2.400 F pour que le Trésor soit dédommagé.

Cette thèse ne résiste pas à l'examen.

En premier lieu, il est difficile de concevoir que des organismes nouvellement implantés soient en mesure d'exiger de leurs membres un effort financier de cette ampleur. Ces 2.400 F s'ajouteront, en effet, à la cotisation normale de 4.800 F, puisque les membres actifs étant environ quatre fois plus nombreux que les bénéficiaires de l'allocation, chacun d'eux aura chaque année à sa charge le quart du montant de l'allocation.

Ce serait donc 7.200 F que chaque cotisant aurait à verser, ceci en supposant qu'un relèvement de l'allocation ne se révèle pas nécessaire.

En second lieu, il faudrait que toutes les caisses soient en état de fonctionner le 1er juillet prochain. Or, leur organisation est encore peu avancée en ce qui concerne les professions artisanales, les professions industrielles et commerciales et les professions libérales. Quant aux professions agricoles, tout reste à faire et ce sont précisément de beaucoup les plus importantes puisqu'elles comptent la moitié des bénéficiaires.

Dans ces conditions, le financement au moyen d'avances du Trésor est inadmissible. Il faut ou bien organiser sans délai les organismes chargés du service de ces allocations, ou bien réintégrer au budget les dépenses qui en découlent, pour qu'il y soit fait face par l'impôt.

A ce même compte d'avances figurent également les avances anciennes au secours national et à l'entr'aide française dont le renouvellement vous est proposé en attendant un examen plus approfondi de la situation de l'entr'aide française qui permettra de préparer des décisions définitives ainsi que les avances à la caisse de compensation des bonifications de salaires aux ouvriers belges et luxembourgeois.

Cet organisme institué par la loi n° 48-1116 du 13 juillet 1948 est destinée à assurer le versement aux ouvriers frontaliers belges et luxembourgeois des bonifications de change auxquelles ils peuvent prétendre en vertu des accords internationaux.

La caisse qui est pourvue d'un contrôleur d'Etat doit être alimentée par des cotisations spéciales imposées aux industriels de la région du Nord et de l'Est exerçant certaines activités déterminées; toutefois, afin d'assurer le payement immédiat des sommes dues aux frontaliers, en attendant que la caisse soit mise en place et fonctionne régulièrement, le Trésor a été amené à lui consentir des avances qui s'élèvent actuellement à 1.050 millions de francs. Le remboursement de ces avances incombe naturellement à la caisse, dont les cotisations doivent être établies en conséquence.

Le compte « Avances affectées à des payements à l'étranger » ne concerne pas à proprement parler de véritables avances, mais des provisions versées aux banques pour le service des emprunts français. Le compte est remboursé par imputation budgétaire dès que sont produites les justifications du payement des coupons ou des titres amortis.

Les autres comptes ou subdivisions qui n'ont pas été mentionnés et qui figurent à l'état « E » retracent des opérations de moindre importance.

Le même article 5 autorise le ministre, conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi du 6 janvier 1948, sixième alinéa, à renouveler pour une nouvelle durée maxima de deux années, certaines avances accordées depuis plus de deux ans et mentionnées à l'état « F ».

Parmi ces renouvellements, votre commission appelle plus spécialement votre attention sur les avances accordées aux entreprises placées sous séquestre.

Les remboursements des avances accordées à ces entreprises n'interviennent que lorsqu'elles ont pu se constituer une trésorerie suffisante pour assurer leurs propres besoins ou dégager les ressources nécessaires après mainlevée du séquestre ou prononcé de la confiscation. Il est extrêmement difficile de faire des prévisions sérieuses à ce sujet. C'est la raison pour laquelle le département des finances a préféré faire figurer ces recettes sous la rubrique « Mémoire », plutôt que d'indiquer un chiffre qui risquerait de se révéler faux. Mais, bien entendu, cette mention « Mémoire » ne signifie nullement qu'aucune recette n'interviendra en 1949.

Il est rappelé que les articles 1er et 2 de l'ordonnance n° 45-2541 du 17 octobre 1945 avaient autorisé l'octroi d'avances dans la limite d'un maximum de 600 millions de francs. Cette somme a été intégralement versée, en majeure partie, à des entreprises d'Alsace-Lorraine; au 31 octobre dernier, 247 millions de francs avaient été remboursés; le solde, soit 352 millions, figure à l'état F : « Avances renouvelées ».

Les avances les plus importantes parmi les dernières qui ont été consenties ont été versées aux entreprises suivantes:

Société des moteurs René (construction de moteurs);
Entreprise Netter (travaux publics);
Société Grasset (entreprise d'éditions);
Société Missler (entreprise de mécanique);
Etablissements Lavalette (appareils électriques pour moteurs);
Arts et bois (entreprise générale de construction);
S. E. C. I. T. (renflouement et démolition des navires);
Société Neptune (renflouement et récupération des navires et des épaves);
Société Rocher (métallurgie);
Société Schenker (transports internationaux).

Sous réserve des modifications qui ont été signalées plus haut, votre commission des finances vous demande de vouloir bien adopter l'article 5 dans sa nouvelle teneur.

Article 6.

Avances consolidées.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé à consolider sous forme de prêts à long terme les avances non remboursées depuis plus de deux ans énumérées à l'état « G » dont le total est égal à 55.130.441.311 F.

Ces prêts porteront intérêt et seront remboursables par annuités ou à terme. Ils pourront, en outre, être stipulés remboursables par priorité sur le produit des premiers emprunts publics émis par les collectivités débitrices.

La consolidation du prêt sera constatée par une dépense à un compte d'investissement ouvert à cet effet. Les intérêts ou les annuités de remboursement concernant ces prêts seront versés au budget. Les remboursements de tout ou partie du capital par anticipation ou au terme du contrat de prêt seront affectés à l'équipement ou à la reconstruction.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Le ministre des finances est autorisé à consolider sous forme de prêts à long terme les avances non remboursées depuis plus de deux ans énumérées à l'état « G » dont le total est égal à 55.100.441.311 F.

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs. — Cet article autorise le ministre des finances conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 43 de la loi du 6 janvier 1948 à consolider un certain nombre d'avances anciennes énumérées à l'état « G ». Toutefois, cette consolidation a un caractère différent suivant les avances.

Dans certains cas, il s'agit de prêts qui ont été consentis dès l'origine pour un délai déterminé et dont le mode d'amortissement ou de remboursement est d'ores et déjà prévu par les textes en vigueur. Leur consolidation était de droit, mais il a paru néanmoins préférable de les faire figurer dans l'état « G » annexé au présent article.

Dans d'autre cas, des avances ont été consenties sans que leur terme de remboursement ait été nettement précisé. Il en est ainsi, notamment des avances sur fonds d'emprunt allouées pour l'exécution de programmes de travaux, en attendant que les collectivités ou organismes bénéficiaires puissent financer ces travaux au moyen d'emprunts réguliers. On se propose de maintenir l'obligation pour les bénéficiaires de rembourser les avances dès que les emprunts pourront être contractés, mais d'organiser en attendant un amortissement qui leur permette d'alléger progressivement leurs dettes.

Figurent enfin sous cette rubrique un certain nombre d'avances anciennes dont le remboursement apparaît aléatoire. Le législateur a estimé à juste titre qu'il convenait, bien qu'elles soient d'ores et déjà exigibles, de les distinguer nettement des avances à court terme. Elles seront dorénavant suivies dans des comptes de créance.

Compte « Avances à des gouvernements ou services étrangers ». — On retrace sous ce compte un certain nombre d'avances anciennes consenties le plus souvent avant la guerre et dont le mode de remboursement fait l'objet de négociations avec les gouvernements intéressés.

Compte « Avances aux budgets annexes ». — Il s'agit là d'avances accordées conformément à la législation en vigueur aux budgets annexes pour leur permettre de couvrir leur déficit d'exploitation ou leurs dépenses d'établissement. Une étude va être entreprise pour déterminer si ces avances doivent faire l'objet d'un amortissement mis à la charge du compte d'exploitation et suivant quelles modalités. Des propositions seront soumises à cet égard au Parlement.

En ce qui concerne le budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, c'est l'article 74 de la loi de finances du 30 juin 1923 qui a prévu expressément que les déficits d'exploitation de la première section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones seraient, en cas d'insuffisance du fonds de réserve, couverts par des avances du Trésor, productives d'intérêts, ces avances étant remboursables, par priorité, grâce aux excédents de recettes des exercices ultérieurs. Cette manière de faire est la seule conforme à l'intention du législateur qui, en instituant le budget annexe, a entendu donner au service industriel des postes, télégraphes et téléphones une certaine indépendance financière vis-à-vis du budget général et individualiser les résultats de sa gestion. Une imputation directe des déficits d'exploitation aux découverts du Trésor aurait été contraire à l'esprit général de la loi.

Au surplus, la consolidation des avances passées, prévue à l'état G, a pour seul but de permettre l'amortissement régulier desdites avances: le budget annexe des postes, télégraphes et téléphones devant désormais prévoir, chaque année, parmi ses dépenses courantes, le montant des annuités de remboursement, sans préjudice d'un apurement plus rapide lorsque l'exploitation redeviendra excédentaire.

Compte « Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat ». — Sous ce compte sont énumérées un certain nombre d'avances diverses dont le remboursement à court terme ne peut être espéré.

Il en est ainsi notamment du réseau « Méditerranée-Niger » dont le compte d'exploitation depuis sa mise en exploitation s'établit ainsi qu'il suit:

1° Exploitation pendant la construction:

Recettes: 1942, 11.039.000 F; 1943, 11 millions 443.800 F; 1944, 18.461.000 F; 1945, 31 millions 704.000 F; 1946, 71.110.000 F.

Dépenses: 1942, 22.059.000 F; 1943, 36 millions 815.000 F; 1944, 44.605.000 F; 1945, 66 millions 974.000 F; 1946, 111.045.000 F.

Résultats d'exploitation (en moins): 1942, 11.020.000 F; 1943, 25.371.200 F; 1944, 26.141.000 F; 1945, 35.270.000 F; 1946, 39.935.000 F.

2° Compte d'exploitation proprement dit:

Recettes: 1947, 92.240.000 F; 1948, 159 millions de francs; 1949 (prévisions), 198 millions de francs.

Dépenses: 1947, 131.214.000 F; 1948, 173 millions de francs; 1949 (prévisions), 196 millions de francs.

Résultats d'exploitation: en moins pour 1947, 38.974.000 F; en moins pour 1948, 14 millions de francs; en plus pour 1949 (prévisions), 2 millions de francs.

Le montant des avances consenties par le Trésor au Méditerranée-Niger depuis l'ouverture des travaux de construction tant pour le financement desdits travaux que pour l'acquisition du matériel et la couverture du déficit d'exploitation s'élevait, à la date du 31 décembre 1948, à 1.442.337.000 F.

Compte « Avances aux collectivités locales ». — Les lignes les plus importantes concernent les avances accordées aux départements de la Seine, de Seine-et-Oise et des Bouches-du-Rhône pour l'exécution de programmes de grands travaux. L'amortissement de ces avances doit normalement se poursuivre.

Compte « Avances aux territoires et services d'outre-mer ». — Ce compte comprend pour un montant important des avances allouées aux territoires d'outre-mer sur le produit d'emprunts à émettre. Leur amortissement va être organisé ainsi qu'il a été précédemment indiqué.

Compte « Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte ». — A ce compte on trouve pour un montant de deux milliards l'avance attribuée aux houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en vue de la constitution de leurs fonds de roulement. Il s'agit là d'une dotation dont le remboursement ne pourrait être envisagé qu'au cas où la situation de trésorerie des houillères en cause deviendrait exceptionnellement aisée.

Compte « Avances à des entreprises industrielles ou commerciales ». — A ce compte on relève en particulier les avances consenties par le Trésor aux entreprises titulaires de marchés intéressant la défense nationale, en application du décret-loi du 20 mars 1939 et des décrets des 9 septembre et 27 octobre 1939. Ces avances s'élèvent à un montant total de 455 millions de francs. Compte tenu des remboursements effectués qui représentent, à la date du 31 décembre 1948, une somme de 449 millions, le solde restant dû sur ces avances s'élève à 6 millions de francs environ.

D'autre part, la subdivision 9 a trait aux « Avances à la caisse de garantie pour assurances contre les risques de guerre des betteraves, sucres et alcools ».

La caisse de garantie pour l'assurance contre les risques de guerre des betteraves, sucres et alcools, a été instituée par le décret du 19 octobre 1939 et son fonctionnement réglementé par divers textes ultérieurs, notamment l'arrêté ministériel du 28 novembre 1939, les lois n° 2095 du 15 mai 1941, n° 837 du 2 septembre 1942, n° 99 du 25 février 1944 et l'ordonnance n° 45-61 du 15 janvier 1945.

Elle est assujettie au contrôle d'Etat.

La caisse de garantie avait obtenu du Trésor, en 1945, deux avances d'un montant global de 1.500 millions de francs. En vertu des textes réglementaires, une portion de ces attributions, s'élevant à 788 millions de francs, reste à la charge de l'Etat et devra être régularisé budgétairement; le remboursement du solde incombe par contre à la caisse et doit être assuré grâce aux cotisations qu'elle perçoit sur les planteurs et fabricants affiliés.

Il est à noter que l'organisme vient de reverser au Trésor une somme de 350 millions, représentant plus de la moitié de sa dette envers lui; le règlement du reliquat, qui n'est d'ailleurs pas contesté par les débiteurs, devrait également intervenir dans un délai assez bref.

Commentaires. — Votre commission vous engage à voter cet article tel qu'il a été proposé par le Gouvernement et voté par l'Assemblée nationale, sous réserve d'une modification du total de l'état G, la différence résultant du redressement d'une erreur commise dans l'addition.

Article 7.

Comptes spéciaux d'opérations des territoires occupés.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les ministres sont autorisés à engager, à liquider et à ordonnancer entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949 les dépenses effectuées en monnaies locales (marks et schillings) dans les territoires occupés. Ils sont autorisés à percevoir les recettes recouvrables dans ces territoires. Ces recettes et ces dépenses seront imputées aux comptes spéciaux d'opérations en territoires occupés ouverts par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946, les prévisions de ces comptes spéciaux seront fixées par un arrêté interministériel communiqué préalablement aux commissions des finances des deux Assemblées.

Ledit arrêté fixera également le découvert autorisé pour la même année, au titre des opérations effectuées en monnaies locales (marks et schillings) en ce qui concerne les comptes spéciaux créés:

1° Par l'article 6 de la loi susvisée en vue d'assurer la confection et la distribution aux agents du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes en service en territoires occupés des effets d'habillement;

2° Par l'article 75 de la même loi pour retracer les conversions de francs et de billets du Trésor libellés en francs contre marks ou schillings, ainsi que les opérations en sens inverse, auxquelles il est procédé par le Trésor ou pour son compte pour les besoins des personnels et des services français ou alliés.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le budget des recettes et des dépenses effectuées en monnaie locale dans les territoires occupés, peut être considéré comme un compte spécial du Trésor. C'est la raison pour laquelle il a paru opportun de rappeler sous le présent article la procédure d'autorisation qui lui est applicable.

Ce compte spécial englobe d'ailleurs des « sous-comptes » dont les opérations sont également effectuées en monnaie locale. Il est proposé que ces opérations soient autorisées suivant la même procédure.

Toutefois, l'ouverture de ces sous-comptes reste soumise à l'autorisation législative.

Compte tenu du contrôle permanent prévu par l'article 76 de la loi du 23 décembre 1946, votre commission des finances vous propose l'adoption de cet article.

TITRE II. — CLÔTURES OU FUSIONS DE COMPTES

Article 8.

Comptes à clore le 31 décembre 1948.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor et dont l'énumération est donnée à l'état « H » seront définitivement clos le 31 décembre 1948.

Les soldes accusés à la date du 31 décembre 1948 par les comptes visés audit état seront dans les écritures du Trésor transportés à un compte de résultat. Les recettes ou les dépenses de ces comptes qui ne seraient pas recouvrées ou payées au 31 décembre 1948 ou qui deviendraient exigibles après cette date seront effectuées au titre des recettes ou des dépenses du budget aux diligences des départements ministériels antérieurement chargé de la gestion des comptes spéciaux.

Texte voté par l'assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article prescrit la clôture au 31 décembre 1948 d'un certain nombre de comptes énumérés à l'état « H ».

Ces dispositions sont prises en application de la politique générale préconisée par le Parlement et qui consiste à limiter au maximum le nombre des comptes spéciaux et à rattacher au budget toutes les opérations qui peuvent y être incluses.

Ainsi qu'il a été indiqué, l'ouverture de certains crédits budgétaires sera nécessaire en vue de la poursuite dans le cadre du budget général des opérations des comptes dont la clôture est ainsi prononcée. L'ouverture de ces crédits est proposée au Parlement sous le titre V de la présente loi.

Article 9.

Comptes à clore le 31 décembre 1949.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor et dont l'énumération est donnée dans l'état « I » seront définitivement clos au 31 décembre 1949 au plus tard. Les opérations effectuées au titre de ces comptes pendant l'année 1949 seront considérées comme des opérations de liquidation non soumises aux dispositions des articles 41 à 46 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948.

Les soldes accusés à la date du 31 décembre 1949 par les comptes visés à l'alinéa précédent seront, dans les écritures du Trésor, transportés à un compte de résultat. Les recettes ou les dépenses de ces comptes qui ne seraient pas recouvrées ou payées au 31 décembre 1949 ou qui deviendraient liquides et exigibles après cette date seront effectuées au titre des recettes et des dépenses du budget, aux diligences des départements ministériels antérieurement chargés de la gestion des comptes spéciaux.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor et dont l'énumération est donnée dans l'état « I » seront définitivement clos au 31 décembre 1949 au plus tard. Les opérations effectuées au titre de ces comptes pendant l'année 1949 seront considérées comme des opérations de liquidation non soumises aux dispositions des articles 41 à 46 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, modifiée par la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948.

Les soldes accusés à la date du 31 décembre 1949 par les comptes visés à l'alinéa précédent seront, dans les écritures du Trésor, transportés à un compte de résultat. Les recettes ou les dépenses de ces comptes qui ne seraient pas recouvrées ou payées au 31 décembre 1949 ou qui deviendraient liquides ou exigibles après cette date seront effectuées au titre des recettes ou des dépenses du budget, aux diligences des départements ministériels antérieurement chargés de la gestion des comptes spéciaux.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

(L'état I est modifié.)

Exposé des motifs et commentaires. — De même, divers comptes spéciaux énumérés à l'état « I » ont paru pouvoir être clos au 31 décembre 1949. En attendant cette clôture, les comptes continuent à fonctionner suivant les règles anciennes. Il est peut-être regrettable que le contrôle du Parlement ne s'exerce pas dès maintenant sur les opérations en cause; mais en raison de la date prochaine de la clôture des comptes, cette lacune n'est que transitoire.

Comme nous l'avons indiqué à propos de l'article 2 (état B. — Comptes d'affectations spéciales), votre commission a adopté sans modification le texte voté par l'Assemblée nationale qui a ajouté à l'énumération de l'état « I » les comptes « Service financier des poursuites et du contentieux » et « Emploi des condamnations et amendes pécuniaires ».

Sous le bénéfice de cette addition, elle vous propose de ratifier cet article.

Article 10.

Fusions de comptes.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les comptes spéciaux ci-dessous désignés ouverts dans les écritures du Trésor seront définitivement clos le 31 décembre 1948.

Les soldes accusés au 31 décembre 1948 par lesdits comptes seront repris et les opérations de recettes et de dépenses à effectuer pendant

l'année 1949 retracées à des comptes nouveaux ouverts à cet effet, qui grouperont les opérations antérieurement suivies dans plusieurs comptes comme il est indiqué ci-après:

Comptes clos:

15-153 *bis* — Assurances maritimes contre les risques de guerre.

5-155 *bis*. — Réassurances des risques de guerre au cours de transports terrestres, fluviaux ou aériens.

Comptes de rattachement:

15. — Assurances et réassurances maritimes et transports. (Comptes de commerce prévu à l'Etat A annexé à la présente loi.)

Comptes clos:

15-04 *bis*. — Achats d'immeubles et de fonds de commerce effectués par l'administration de l'enregistrement en vertu de son droit de préemption.

15-45 *bis*. — Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales.

Subdivision:

Opérations du service central des ventes du mobilier de l'Etat.

15-76 *bis*. — Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (accord franco-argentin du 3 décembre 1946).

15-83 *bis*. — Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'avenant du 31 mars 1948 à l'accord franco-brésilien du 8 mars 1946).

15-85 *bis*. — Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'accord de payement franco-égyptien du 9 juin 1948).

Comptes de rattachement:

15. — Opérations commerciales de l'enregistrement et des domaines. (Compte de commerce prévu à l'état A annexé à la présente loi.)

15. — Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers. (Compte de règlement avec les gouvernements étrangers prévu à l'état C annexé à la présente loi.)

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er et 2e alinéas — Conforme.

Comptes clos:

Assurances maritimes contre les risques de guerre.

Réassurances des risques de guerre au cours de transports terrestres, fluviaux ou aériens.

Comptes de rattachement:

Assurances et réassurances maritimes et transports. (Comptes de commerce prévu à l'état A annexé à la présente loi.)

Comptes clos:

Achats d'immeubles et de fonds de commerce effectués par l'administration de l'enregistrement en vertu de son droit de préemption.

Compte d'emploi de diverses ressources affectées à des dépenses spéciales.

Subdivision:

Opérations du service central des ventes du mobilier de l'Etat.

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (accord franco-argentin du 3 décembre 1946).

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'avenant du 31 mars 1948 à l'accord franco-brésilien du 8 mars 1946).

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France (application de l'accord de payement franco-égyptien du 9 juin 1948).

Comptes de rattachement:

Opérations commerciales de l'enregistrement et des domaines. (Compte de commerce prévu à l'état A annexé à la présente loi.)

Fonds déposés au Trésor avec intérêts par la Banque de France pour le compte de gouvernements étrangers. (Compte de règlement avec les gouvernements étrangers prévu à l'état C annexé à la présente loi.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Dans le même esprit de simplification, il a paru opportun de fusionner certains comptes qui retraçaient des opérations semblables et étaient suivis par le même département ministériel.

Article 11.

Report de la date de clôture de certains comptes.

Texte proposé par le Gouvernement:

La date de clôture des comptes spéciaux énumérés ci-dessous fixée au 31 décembre 1948 par la loi n° 48-21 du 6 janvier 1948 est reportée au 31 décembre 1949.

12-53 *bis*. — Compte de dépenses; 12-54 *bis*. — Compte de recettes. — Liquidation des dépenses d'occupation.

12-55 *bis*. — Dépenses provenant de l'apurement de débets résultant de faits de guerre.

6 *bis*. — Compte de dépenses; 12-57 *bis*. — Compte de recettes. — Opérations pour le compte des possessions d'outre-mer privées de relations avec la métropole.

12-58 *bis*. — Compte de dépenses; 12-59 *bis*. — Compte de recettes. — Dépenses des organisations civiles et militaires de la Résistance.

12-60 *bis*. — Compte de dépenses; 12-61 *bis*. — Compte de recettes. — Liquidation des organismes professionnels (art. 169 de la loi du 7 octobre 1946).

12-78 *bis*. — Acquisition de droits dans des sociétés minières.

15-160 *bis*. — Commerce extérieur, importations.

15-161 *bis*. — Commerce extérieur, exportations.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Liquidation des dépenses d'occupation.

Dépenses provenant de l'apurement de débets resultant de faits de guerre.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Opérations pour le compte des possessions d'outre-mer privées de relations avec la métropole.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Dépenses des organisations civiles et militaires de la Résistance.

Compte de dépenses; compte de recettes. — Liquidation des organismes professionnels (art. 169 de la loi du 7 octobre 1946).

Acquisition de droits dans des sociétés minières.

Commerce extérieur, importations.

Commerce extérieur, exportations.

Exposé des motifs et commentaires. — Parmi les nombreux comptes dont la clôture au 31 décembre 1948 avait été édictée par la loi du 6 janvier 1948, il en est sept dont la clôture présenterait encore certains inconvénients et occasionnerait de grandes complications. Il est donc proposé d'en reporter la clôture au 31 décembre 1949. Votre commission vous prie de vous rallier à cette solution en adoptant l'article 11.

Article 12.

Apurement du compte d'avance à l'office des changes.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le compte 21-03 *bis* « Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat — 7° Office des changes » sera transféré parmi les comptes d'apurement et son solde au 31 décembre 1948 sera soumis au Parlement pour être transféré aux découverts du Trésor au titre d'opérations anciennes provenant des faits de guerre. Les remboursements à recevoir ultérieurement sur ces avances seront imputés en recettes au budget général.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le compte « Avances...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'office des changes a assuré pendant l'occupation les transferts entre la France et l'Allemagne. En raison des prélèvements massifs opérés par l'Allemagne sur l'économie française, l'office a été amené à régler aux fournisseurs ou exportateurs français des sommes considérables en francs dont la contre-valeur a été portée au crédit de son compte en marks. Des avances lui ont été consenties par le Trésor pour faire face à ses dépenses en francs. Etant donné le montant desdites avances, l'office est de toute évidence hors d'état d'en assurer le remboursement. Il est donc proposé de transférer le montant de ces avances à un compte de résultat. Les sommes que l'office recevra ultérieurement à valoir sur ces créances en marks, en application du traité de paix, seront versées au budget général.

Article 13.

Dispositions permettant la clôture du compte spécial de l'habillement des troupes métropolitaines.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les crédits à ouvrir au ministre des forces armées, section « Guerre », à la suite de la clôture au 31 décembre 1948, conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi, du compte 15-31 *bis* « Renouvellement des approvisionnements en effets d'habillement, de couchage et d'ameublement des troupes métropolitaines » en vue de la réalisation des programmes de fabrication, d'habillement, de couchage et d'ameublement nécessaires aux besoins de l'armée, peuvent pour la partie non consommée à la date de clôture des opérations budgétaires être reportés à l'exercice suivant.

Dès le début d'un exercice, les deux tiers des disponibilités constatées sur l'exercice précédent dans les écritures du contrôleur des dépenses engagées pourront donner lieu à ouverture de crédits par décret pris dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi n° 48-32 du 7 janvier 1948.

Le solde créditeur du compte spécial à la date de sa clôture sera inscrit en addition aux crédits applicables au chapitre « Programmes de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement des troupes métropolitaines », à charge pour ce chapitre de supporter les dépenses afférentes aux parties de programmes propres à l'armée de terre et aux collectivités rattachées pour lesquelles des provisions ont été constituées par les services intéressés avant la clôture du compte et ont été comprises dans le solde créditeur de ce dernier.

Chaque année, au cours du troisième trimestre, en fonction des modalités de réalisation du programme, il sera procédé par décret contresigné par les ministres chargés des administrations de la guerre et du budget au transfert du chapitre de l'habillement aux chapitres de personnels ouvriers du service de l'intendance, des crédits nécessaires au payement des salaires, primes et charges sociales des ouvriers temporaires qui, affectés aux ateliers en régie, ne rempliraient pas les conditions fixées par l'article 20 de la loi n° 48-1137 du 14 septembre 1948 pour pouvoir être rémunérés sur le chapitre de l'habillement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les crédits à ouvrir au ministre des forces armées, section « Guerre », à la suite de la clôture au 31 décembre 1948, conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi, du compte « Renouvellement...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — En vertu de l'article 7 de la présente loi, le compte 15-31 *bis* « Renouvellement des approvisionnements en effets d'habillement, de couchage et d'ameublement des troupes métropolitaines » sera clos le 31 décembre 1948. Ce compte avait été créé en raison des difficultés d'application de la stricte procédure budgétaire aux opérations en cause.

Afin de permettre sa clôture, il a fallu prévoir un assouplissement de la réglementation habituelle.

Le progrès est donc plus apparent que réel. Néanmoins, votre commission vous demande de bien vouloir adopter le texte qui nous est transmis par l'Assemblée nationale.

Article 14.

Suite des dispositions de l'article précédent.

Texte proposé par le Gouvernement:

Nonobstant les dispositions de l'article 205 du règlement du 3 avril 1869 et des textes subséquents sur la comptabilité des dépenses du

département de la guerre, les dépenses résultant de l'exécution des programmes d'habillement, campement, couchage et ameublement des troupes de l'armée de terre, seront, à partir de la date de clôture des opérations de mandatement, imputées, quel que soit leur montant, sur les crédits de l'exercice en cours à l'époque de l'ordonnancement, sous réserve de l'observation des dispositions de la loi du 29 janvier 1831 et des textes subséquents.

A titre transitoire, en raison de la suppression du compte spécial 15-31 *bis*, toutes les créances se rapportant à l'exécution des programmes du service de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement nées antérieurement au 31 décembre 1918 seront, à compter du 1er janvier 1919, imputées sur les crédits de l'exercice 1919 au chapitre « Programmes du service de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement des troupes métropolitaines ».

De même, toutes les recettes antérieures non régularisées à la date du 1er janvier 1919 bénéficieront au même chapitre.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

1er alinéa. — Conforme.

A titre transitoire, en raison de la suppression du compte spécial visé à l'article précédent, toutes les créances se rapportant à l'exécution des programmes du service de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement nées antérieurement au 31 décembre 1918 seront, à compter du 1er janvier 1919. Imputées sur les crédits de l'exercice 1919 au chapitre « Programmes du service de l'habillement, du campement, du couchage et de l'ameublement des troupes métropolitaines ».

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Cet article complète les dispositions de l'article précédent, en précisant les mesures applicables à l'occasion de la clôture du compte. Votre commission ne peut que conclure à son adoption.

Article 15.

Simplification des opérations de liquidation du compte spécial des transports maritimes.

Texte proposé par le Gouvernement:

La liquidation du compte spécial des transports maritimes, prévue à l'article 9 ci-dessus sera effectuée dans les conditions ci-après:

Les armateurs gérants des navires affrétés par l'Etat en exécution de la charte-partie du 15 septembre 1916, devront, sauf impossibilité dûment justifiée, fournir les comptes de voyages prévus à l'article 5 du contrat de gérance annexé à la charte-partie au plus tard le 31 mars 1919.

Les armateurs gérants doivent reverser à l'Etat, avant le 31 mars 1919, toutes les sommes dont ils sont débiteurs au titre des voyages, à l'exclusion des frets et passages à la charge des services publics. Les sommes restant dues à la date du 31 mars 1919 porteront intérêt à 8 p. 100 au profit du Trésor.

Le ministre de la marine marchande dressera des états des sommes restant dues au compte spécial des transports maritimes par les différents départements ministériels au titre des frets et passages. Ces états seront établis par exercice.

Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'apurement géré par le ministre des finances, au débit duquel seront portées les sommes figurant sur les états dressés en exécution de l'alinéa précédent. Le compte général spécial des transports maritimes sera crédité de sommes égales. Les excédents de dépenses de ce compte seront transportés aux découverts du Trésor par la loi de règlement de chaque exercice.

Toutefois, les sommes dues par les services publics au compte spécial des transports maritimes au titre de l'exercice 1918 seront recouvrés dans la forme ordinaire.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article a pour objet de hâter la liquidation des opérations portées au compte spécial des transports maritimes, en vue de permettre la clôture de ce compte. Les dispositions prévues apportent des simplifications considérables sans que les intérêts de l'Etat apparaissent comme pouvant être sérieusement lésés. Votre commission vous prie en conséquence de bien vouloir les sanctionner par votre vote.

TITRE III. — OUVERTURE DE COMPTES

Article 16.

Ouverture d'un compte spécial retraçant la gestion des titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial de commerce intitulé « Gestion des titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat » et retraçant:

En dépenses: les dépenses afférentes aux achats de titres ou aux souscriptions à des augmentations de capital;

En recettes: le produit de la vente de titres ou de droits qui y sont attachés, et le remboursement par le budget du montant des souscriptions.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Les indications relatives à ce compte ont été fournies sous l'article 1er du présent projet qui a fixé le montant du découvert prévu pour les opérations dont il s'agit (page 33).

Article 17.

Création du compte des opérations concernant les entreprises sous réquisition.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial de commerce, géré par le ministre des finances et dénommé « Opérations concernant les entreprises sous réquisition ».

Ce compte retracera les recettes et les dépenses faites en application de la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1917 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Les indications relatives à ce compte vous ont été fournies dans l'exposé des motifs de l'article 1er du présent projet (page 34).

Votre commission a appelé votre attention sur le caractère inadmissible de cette prolongation d'une situation absolument exceptionnelle. L'inexpérience des administrateurs jointe au caractère provisoire de leur gestion rend le fonctionnement de ces entreprises plein de périls pour les finances de l'Etat.

Cependant, l'ouverture d'un compte spécial qui présente le double avantage de permettre au Parlement de limiter le montant des avances et de contrôler leur remboursement ne soulève en soi aucune objection.

Votre commission vous engage donc à adopter les dispositions de l'article 17, mais elle saisit l'occasion qui lui est offerte pour exprimer le souhait de voir supprimer cette catégorie d'avances et elle invite le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour qu'il soit mis fin, dans les plus brefs délais possibles, aux réquisitions qui subsistent encore et qui, d'après les renseignements fournis par le département des finances, sont les suivantes:

Entreprises de Marseille:

Société des aciéries du Nord (ateliers de la Capelette);

Société phocéenne d'applications électriques;

Menuiserie Paul;

Société d'électricité de Marseille;

Chantiers et ateliers de Provence;

Société provençale de constructions navales;

Forges et chantiers de la Méditerranée;

Société « Nord »;

Compagnie des docks et entrepôts de Marseille;

Société marseillaise de trafic maritime;

Société industrielle maritime;

Société des travaux et industries maritimes;

Société générale de transbordement maritime.

En dehors de Marseille:

Laiterie fromagerie Moreau, à Rouvroy-sur-Audry (Ardennes).

Article 18.

Création du compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale, géré par le ministre des finances et dénommé « Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat ». Ce compte comportera:

En recettes: le produit des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat;

En dépenses: les sommes versées, par dérogation à l'article 5 de l'ordonnance du 6 janvier 1945, aux fonctionnaires représentant l'Etat dans les organismes publics et d'économie mixte, et dont le montant sera fixé par décision concertée du ministre des finances et de chacun des ministres dont relèvent ces fonctionnaires.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — En vertu de l'article 5, § 3, de l'ordonnance du 6 janvier 1945: « Les rémunérations, indemnités, tantièmes, jetons de présence, vacations pour représentation de l'Etat dans les organismes publics et d'économie mixte et dans les commissions sont supprimés, ou, le cas échéant, versés au budget de l'Etat dans des conditions déterminées par arrêté ».

Il en résulte qu'à l'heure actuelle les fonctionnaires chargés des fonctions d'administrateur représentant l'Etat auprès des entreprises publiques ou d'économie mixte ne reçoivent aucune rémunération au titre desdites fonctions. L'expérience de trois années a révélé les inconvénients d'une formule aussi stricte.

Il n'est pas douteux que le mandat d'administrateur d'Etat entraîne pour le fonctionnaire qui l'exerce un travail supplémentaire et des sujétions diverses.

Il paraît choquant par ailleurs, de maintenir une différence de traitement, au sein d'un même conseil d'administration entre les représentants de l'Etat qui exercent leur mandat gratuitement et leurs collègues qui perçoivent l'intégralité de leurs jetons de présence et tantièmes, alors même qu'ils ont d'autres rémunérations par ailleurs.

La réforme aurait pu consister à rétablir au bénéfice des intéressés les jetons de présence et les tantièmes attachés au mandat d'administrateur qu'ils exercent.

Mais ce lien direct entre le mandat et la rémunération risquerait de conduire à des mécomptes. En effet, la rémunération des membres d'un conseil d'administration dépend généralement davantage de l'importance de la société que du travail que comporte leur fonction, et la préoccupation légitime de proportionner ces rémunérations supplémentaires aux grades occupés dans la hiérarchie administrative par les représentants de l'Etat pourrait faire échec à la bonne utilisation des compétences.

Le texte proposé permet d'instituer un système très souple que votre commission des finances vous propose de retenir.

Article 19.

Création du compte « Application de l'accord de payement avec les gouvernements militaires américain, britannique et français en Allemagne ».

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est ouvert dans les écritures du Trésor, parmi les comptes de règlement avec les gouvernements étrangers un compte spécial

géré par le ministre des finances et dénommé « Application de l'accord de payement avec les gouvernements militaires américain, britannique et français en Allemagne ». A ce compte seront imputés:

En dépenses: les avances à verser aux comptes ouverts à la Banque de France en vertu de l'accord de payement du 18 novembre 1948;

En recettes: les remboursements opérés sur lesdites avances.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'accord de payement intervenu le 18 novembre 1948 entre le Gouvernement français et les commandants en chef américain, britannique et français en Allemagne, prévoit que si les comptes en francs ouverts dans les livres de la Banque de France et intitulés « Gouvernements militaires américain, britannique et français, compte n° 1 et compte n° 2 » ne présentent pas de disponibilités suffisantes, le Gouvernement français prendra les mesures nécessaires pour que la Banque de France alimente ces comptes à concurrence de l'insuffisance de ces disponibilités; ces avances seront remboursées à mesure que les disponibilités nécessaires apparaîtront au crédit de chacun des deux comptes.

Il convient, en conséquence, de procéder à l'ouverture d'un compte spécial par le débit duquel seront éventuellement approvisionnés les comptes ci-dessus mentionnés; ce compte sera crédité au fur et à mesure des remboursements prévus au paragraphe ci-dessus.

Le montant maximum du découvert autorisé à ce titre pourrait être fixé à 1.500 millions de francs; ce découvert ne serait vraisemblablement que de courte durée.

Article 20.

Ouverture du compte « Pertes et bénéfices de change ».

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé à imputer à un compte spécial d'opérations monétaires intitulé « Pertes et bénéfices de change » toutes les pertes et tous les bénéfices constatés dans la comptabilité du Trésor entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949 en raison des fluctuations de change et dont la provision n'a pas été faite au budget de l'Etat. Toutes les opérations de ce compte arrêtées au 31 décembre 1949 seront présentées au Parlement avec la loi de règlement de l'exercice 1949 pour être transférées aux découverts du Trésor.

Toutes les opérations de même nature constatées antérieurement au 31 décembre 1948 feront l'objet d'une procédure d'apurement dont il sera rendu compte au Parlement au plus tard avec le projet de loi de règlement de l'exercice 1949.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Les variations des cours des changes ont entraîné pour le Trésor des pertes et des bénéfices en raison des réévaluations d'encaisses en devises, des engagements internationaux sur comptes réciproques, des contrats de change à terme, des contrats d'importation ou d'exportation à prix ferme, etc. Ces pertes étaient nécessairement imprévues et imprévisibles. Par suite, elles ont dû être imputées soit à des comptes d'attente, soit à des comptes spéciaux tels qu'« Impex », « Opérations avec le Trésor du fonds de stabilisation des changes » dont les résultats apparents se sont trouvés faussés.

La centralisation à un compte monétaire unique de toutes les pertes et, éventuellement, des bénéfices entraînés par les variations des cours de change permettra de remédier à cet inconvénient en même temps que de dégager globalement l'incidence financière des mutations monétaires.

Toutefois, cette formule appelle une observation. Elle pourrait fournir aux administrations un procédé facile pour dissimuler les pertes qu'elles ont subies à l'occasion d'opérations commerciales avec l'étranger (comme c'est le cas notamment pour le ravitaillement) en prétendant, à tort ou à raison, qu'elles sont dues aux fluctuations du change.

Il appartiendra au Parlement de procéder avec un soin particulier à l'examen de ce compte qui lui sera présenté chaque année dans les trois mois qui suivront la fin de l'exercice.

En ce qui concerne le crédit de vingt milliards de francs actuellement demandé, il ressort des renseignements recueillis qu'il ne sera pas même suffisant pour payer les indemnités dues aux banques coloniales à la suite des opérations monétaires du 25 janvier 1948 et du 17 octobre 1948 — soit environ cinq milliards — et à la banque de Syrie et du Liban en vertu de la convention intervenue le mois dernier entre l'Etat et cet établissement pour apurer le passé — soit dix-neuf milliards et demi de francs. Il s'agit, en l'espèce, de couvrir ces banques des pertes qu'elles ont subies sur la fraction de leurs avoirs en francs français correspondant aux fonds qu'elles sont tenus d'avoir en dépôt au Trésor, en représentation de leur circulation fiduciaire et aux disponibilités représentant l'excédent de la balance commerciale des régions où elles exercent leur activité par rapport à la métropole.

Article 21.

Ouverture du compte des recettes diverses opérées en Allemagne en monnaie locale.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les recettes effectuées en monnaie locale en Allemagne, autres que celles imputables aux comptes spéciaux visés à l'article 7 ci-dessus, seront constatées à un compte d'opérations en territoires occupés qui sera ouvert à cet effet et qui sera géré par le ministre des finances comme un compte d'affectation spéciale.

La nature et le montant de ces recettes ainsi que la destination qui pourra leur être donnée, seront déterminés par arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques, après communication aux commissions des finances des deux assemblées.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Outre les recettes en marks imputables aux comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor, en application des articles 6, 75 et 76 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946, et qui sont toutes directement afférentes à notre occupation en Allemagne, le Trésor peut être amené à effectuer, dans la même monnaie, certaines recettes d'une nature différente.

C'est le cas notamment du produit de la vente de certaines quantités de charbon sarrois livrées en application de l'accord de Berlin du 20 février 1948 et payables en marks; le financement de ces ventes étant assuré par des crédits en francs ouverts au budget général, les marks qui en proviennent appartiennent au Trésor.

Ce peut être le cas également de certains avoirs en marks appartenant à des établissements bancaires qui ont bénéficié de la garantie du Trésor, lors des conversions monétaires effectuées d'abord en Alsace et en Moselle puis en Sarre; le Trésor peut être amené à demander à ces établissements de lui remettre ces avoirs qui constituent un gage à son profit.

Ces sommes en marks ont toutes une origine essentiellement différente de celle des contributions fournies par les territoires occupés; elles doivent, en conséquence, pouvoir être affectées à des utilisations autres que la couverture des dépenses d'occupation et, notamment, être utilisées dans le cadre des accords internationaux à des fins profitables à l'économie française.

Il apparaît donc nécessaire de comptabiliser à part les opérations portant sur tous les avoirs en marks de l'espèce c'est-à-dire ceux qui reviennent au Trésor à la suite d'opérations ayant entraîné pour lui une charge en francs ou d'une manière plus générale à la suite de circonstances diverses étrangères au fait de l'occupation. Tel est l'objet du compte spécial dont l'ouverture est prévue,

La nature et le montant des recettes constatées à ce compte spécial ainsi que leur destination, ne peuvent pas être déterminés à l'avance d'une manière précise, cette détermination fera l'objet d'arrêtés du ministre des finances et des affaires économiques après communications aux commissions des finances des deux assemblées.

Article 22.

Comptes de subventions payables par annuités.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre de l'agriculture est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 1.730 millions de francs les subventions sous forme de remise de titres d'annuités aux collectivités publiques et privées pour la réalisation de leurs travaux d'équipement rural, en application de l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947.

Le ministre des travaux publics est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 600 millions de francs les subventions sous forme de remise de titres d'annuités aux collectivités publiques et privées pour la réalisation de travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure, en application de la loi n° 48-1540 du 1er octobre 1948.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 prévoit que les collectivités privées ou publiques peuvent obtenir pour la réalisation de leurs travaux d'équipement rural le bénéfice de subventions de l'Etat attribuées sous forme d'annuités trentenaires calculées au taux de 4 p. 100 et mobilisables par voie d'emprunts locaux

Par ailleurs, la loi n° 48-1540 du 1er octobre 1948 prévoit que les collectivités publiques ou privées peuvent obtenir pour la réalisation de travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure, le bénéfice de subventions de l'Etat attribuées sous forme d'annuités dans les mêmes conditions.

Au moment de la remise aux bénéficiaires des titres d'annuités, il est fait dépense du montant en capital des subventions. Ces dépenses n'entraînant aucune charge immédiate pour le Trésor, il a paru logique de les imputer à des comptes spéciaux d'investissement.

Il va de soi que le payement des annuités sera supporté dans les conditions normales par le budget pour la part des intérêts et par la caisse autonome d'amortissement pour la part des amortissements.

Le montant maximum en capital des subventions à allouer en 1949 a paru pouvoir être fixé à 1.730 millions pour la première catégorie et à 600 millions pour la seconde.

Article 23.

Versement d'acomptes de reconstitution et attribution de prêts à la S.N.C.F. en vue d'assurer des règlements arriérés de matériels importés.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé à verser à la Société nationale des chemins de fer français des acomptes en application de l'article 46 de la loi du 27 avril 1946 pour le remboursement au service des importations et des exportations de la valeur du matériel destiné à la reconstitution de son réseau. Le montant total de ces acomptes est fixé à 9.286 millions de francs.

La Société nationale des chemins de fer français est autorisée à émettre des emprunts dans la limite de la somme restant à sa charge, soit 2.321.781.121 F.

En attendant la réalisation de ces emprunts, le ministre des finances est autorisé à accorder à la Société nationale des chemins de fer français un prêt spécial portant intérêt, remboursable sur le produit desdits emprunts.

Les sommes qui seront dépensées par le Trésor en application du 1er et du 3e alinéa du présent article et qui seront immédiatement reversées au compte spécial « importations et exportations » seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le ministre des finances est autorisé à verser à la Société nationale des chemins de fer français des acomptes en application de l'article 46 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Un crédit de dépenses de 11.607.781.121 F est prévu à titre d'avance à la S.N.C.F.

Cette somme qui correspond au montant auquel a été évaluée la dette de la S.N.C.F. vis-à-vis d'Impex, représente le prix d'achat du matériel roulant et moteur livré par divers pays étrangers, notamment par les Etats-Unis d'Amérique en 1945 et 1946 en vue de la reconstitution de notre parc ferroviaire.

En prenant connaissance de cette proposition, certains membres de la commission des finances ont exprimé le regret que, lorsque ces commandes ont été passées à Alger en 1944, des erreurs d'appréciation aient été commises par le Gouvernement de la France libre touchant la consistance réelle de nos moyens de transport et l'importance des récupérations qui pourraient être effectuées sur les puissances ennemies. A leur avis, les achats effectués aux Etats-Unis auraient pu être sensiblement réduits et ils en voient la preuve dans le fait qu'une partie des moyens de traction dont dispose actuellement la S.N.C.F. sont inutilisés.

Renseignement pris, l'excédent est beaucoup moins grand que d'aucuns le pensaient.

Il faut en effet faire une distinction entre le chiffre des locomotives: 1° en parc; 2° en service; 3° utilisables; 4° utilisées.

La première indication se réfère aux résultats de l'inventaire et revêt un caractère essentiellement comptable. Elle fait état d'un grand nombre de machines perdues ou avariées par faits de guerre, mais qui figurent encore sur les états. Le nombre de ces machines avoisine 15.000, alors que celui des machines en service, c'est-à-dire dont on a effectivement le contrôle, est inférieur à 11.000. Enfin, les locomotives utilisables, autrement dit en ordre de marche, n'est que de 9.400. C'est donc ce dernier chiffre qui représente le potentiel réel dont dispose la S. N. C. F.

Or, ces locomotives sont employées à concurrence de 80 p. 100 et encore convient-il d'ajouter que les machines utilisées étant celles qui ont le meilleur rendement, le pourcentage d'utilisation de la puissance de traction dépasse en fait 90 p. 100.

La marge disponible n'est donc pas considérable et elle disparaîtrait rapidement si notre économie accentuait son redressement. Qu'il suffise d'observer pour s'en convaincre qu'en 1929 le parc de la S.N.C.F. comptait près de 20.000 locomotives à vapeur au lieu de 11.000 actuellement et que sur ce nombre environ 2.000 machines sont très vieilles et devront être remplacées dans un avenir prochain.

Il n'y a donc rien à déplorer, bien au contraire, car les machines américaines beaucoup plus modernes que les machines construites en France avant 1939 et qui constituent la majeure partie de notre parc actuel, sont d'un rendement supérieur et permettent de réaliser des économies, notamment de personnel.

Quoi qu'il en soit, les livraisons dont il s'agit ont eu pour objet de reconstituer le matériel perdu par la S. N. C. F. par suite des événements de guerre. Elles ont donc le caractère d'une indemnisation, mais étant donné le régime actuellement applicable en matière de réparation de dommages de guerre, l'Etat ne prend à sa charge que 80 p. 100 du coût de la reconstitution. Dans ces conditions 80 p. 100 du prix des commandes réglées par Impex — soit 9.286 millions de francs — constitue une indemnité de dommages de guerre.

Au contraire, la différence égale aux 20 pour 100 du total — soit environ 2.321 millions de francs — doit rester à la charge de la S. N. C. F. Cependant, cette dernière n'a pas actuellement des liquidités suffisantes pour qu'il lui soit possible de prélever cette somme sur sa trésorerie. En conséquence, l'Etat lui consent une avance remboursable d'égal montant, afin de permettre l'apurement des créances d'Impex.

Ainsi le crédit demandé correspond, par partie, au règlement d'une indemnité de dommages de guerre et, pour partie, à une avance remboursable.

Il y a lieu de remarquer que, pour le Trésor, l'opération est une simple régularisation. Il s'agit pratiquement d'un jeu d'écritures consistant à créditer le compte d'Impex par le débit du nouveau compte dont l'ouverture est proposée.

Article 24.

Constitution des dotations ou augmentation du capital des entreprises nationalisées.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé dans la limite d'un montant global de 15 milliards de francs à constituer ou à augmenter la dotation ou le capital des entreprises nationales.

Ces dépenses seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Le ministre des finances est autorisé dans la limite d'un montant global de 15 milliards de francs à constituer ou à augmenter la dotation ou le capital des entreprises nationales existantes.

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs et commentaires. — Au cours de l'année 1947, avant la création du fonds de modernisation et d'équipement, les dépenses d'équipement des Charbonnages de France, d'Electricité et de Gaz de France ont été financées, à défaut d'autres ressources, au moyen de crédits bancaires. Ces crédits ont été jusqu'à présent renouvelés, mais ils ne sauraient l'être de façon prolongée sans qu'apparaissent au bilan des banques des engagements importants dont la liquidité serait discutable. Par ailleurs, il semble normal, étant donné la hausse des salaires et des prix et l'ampleur des programmes d'investissements des entreprises nationales que le montant de leurs fonds propres soit augmenté en même temps que celui des emprunts qu'elles contractent. Le Gouvernement propose en conséquence qu'une dotation leur soit constituée. Cette dotation permettrait le remboursement d'une première tranche des crédits bancaires obtenus en 1947. Les banques seraient invitées en contrepartie, à consacrer à la souscription de bons du Trésor les sommes qui leur seraient ainsi remboursées.

Par ailleurs, on est obligé de constater que, par suite de la dévaluation monétaire, le capital de la plupart des compagnies d'assurances nationalisées n'est plus en rapport avec le volume des affaires qu'elles traitent. Il en résulte une gêne particulièrement sensible pour leurs opérations à l'étranger. Il est donc également proposé de procéder à l'augmentation du capital desdites sociétés. Celles-ci consacreraient aussi à la souscription de bons du Trésor les sommes qui leur seraient versées.

Ainsi dans les deux cas les dépenses prévues n'entraîneraient pas de charge effective pour le Trésor. Ces dépenses seraient imputées à un compte spécial d'investissement dont il est proposé de fixer le montant des crédits pour l'année 1949 à 15 milliards de francs.

Compte tenu de ces considérations, votre commission des finances a adopté le texte proposé par le Gouvernement et voté par l'Assemblée nationale. Toutefois, elle estime que les termes très généraux employés au paragraphe 1er dudit article pourrait aboutir à donner au Gouvernement la possibilité de créer de nouvelles entreprises nationales.

Aussi, afin de prévenir cette éventualité, votre commission vous propose-t-elle d'ajouter le mot: « existantes » à la fin du 1er paragraphe de l'article qui vous est soumis.

Article 25.

Augmentation de la dotation du fonds d'approvisionnement des P. T. T.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé dans la limite d'un montant global de 2.250 millions de francs à augmenter la dotation du fonds d'approvisionnement du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Cette dépense sera imputée à un compte spécial d'investissement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Disjoint.

Texte proposé par votre commission:

Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs et commentaires. — La dotation du fonds d'approvisionnement des postes, télégraphes et téléphones est actuellement de 1.750 millions de francs. Compte tenu de l'augmentation des prix des matériels à approvisionner, le Gouvernement considère cette dotation comme nettement insuffisante. C'est la raison pour laquelle il propose de la porter à 4 milliards de francs.

On rappellera que le fonds d'approvisionnement créé par la loi du 30 juin 1923 est le magasin central qui alimente les services d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones (1) en matériel de grande ou de très grande consommation. Il achète ces matériels dans le commerce au moyen de ses liquidités propres et il les cède aux services consommateurs à un prix de cession qui lui permette de reconstituer ses moyens de trésorerie.

Avant la guerre, le fonds disposait d'une dotation totale (matériel et deniers) de 248 millions de francs. Par suite de la pénurie des matières premières et de la hausse des prix, la dotation deniers s'est complètement épuisée et la dotation matières s'est amenuisée dans des proportions incompatibles avec le fonctionnement normal des services.

C'est pourquoi, dès la libération, il a fallu reconstituer les approvisionnements et, pour cela, apporter au fonds des moyens financiers nouveaux.

C'est ainsi que les versements ci-après: 1947, 548 millions; 1948, 962 millions ont été effectués par le Trésor au profit du fonds d'approvisionnement, dont la dotation s'est trouvée portée à 1.750 millions.

Rappelons que le dernier relèvement de 962 millions a été autorisé par l'article 25 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses et que cette disposition était conçue de la manière suivante:

« La dotation du fonds d'approvisionnement constitué en application de l'article 72-1° de la loi de finances du 30 juin 1923, pourra être portée de 788 à 1.750 millions de francs au maximum. Il sera fait face à cette augmentation par des émissions de bons ou d'obligations amortissables, ou par des avances du Trésor, selon les modalités prévues à l'article 75 de la loi du 30 juin 1923 susvisée. »

En votant la disjonction de cet article, à la demande de sa commission des finances, l'Assemblée nationale ne paraît pas avoir contesté la nécessité d'une augmentation de la dotation du fonds d'approvisionnement des postes, télégraphes et téléphones, mais elle a estimé, semble-t-il, qu'il pourrait être fait face aux charges qui doivent en résulter au moyen de l'excédent du compte d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones, lequel pour 1949 est évalué à 8 milliards de francs.

Cette décision néglige que l'excédent éventuel du compte d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones a déjà été affecté par la loi n° 48-1994 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949, à la couverture partielle des dépenses d'équipement des postes, télégraphes et téléphones.

Dans ces conditions, le relèvement du fonds d'approvisionnement ne peut être attendu que d'une avance du Trésor, ce qui serait

(1) Les autres services publics (dont la Société nationale des chemins de fer français) s'approvisionnent également au fonds, pour leur matériel de télécommunication notamment.

conforme au surplus aux dispositions de l'article 2, 2e alinéa, de la loi de finances du 30 juin 1923.

Votre commission des finances vous propose, en conséquence, de rétablir l'article 25 tel qu'il était proposé par le Gouvernement.

Article 26.

Remboursement des prélèvements exercés sur les avoirs des spoliés.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 2.300 millions de francs, les sommes à payer par voie de remise de bons du Trésor à deux ans d'échéance en remboursement des prélèvements effectués sur les avoirs des spoliés en application des articles 44 à 51 de la loi du 16 juin 1948 portant aménagements fiscaux.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le ministre des finances est autorisé à imputer à un compte spécial d'investissement et dans la limite d'un montant global de 2.300 millions de francs, les sommes à payer par voie de remise de bons du Trésor à deux ans d'échéance en remboursement des prélèvements effectués sur les avoirs des spoliés en application des articles 44 à 51 de la loi n° 48-978 du 16 juin 1948 portant aménagements fiscaux.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Les articles 44 à 51 de la loi du 16 juin 1948 portant aménagements fiscaux, ont mis à la charge de l'Etat le remboursement des prélèvements exercés sur les avoirs des personnes spoliées en application des lois d'exception promulguées par le gouvernement de Vichy (Israélites, déchus de la nationalité française, associations dites secrètes, organisations communistes, etc.).

Les dépenses afférentes à l'application de ces dispositions doivent aux termes de l'article 49 de la loi du 16 juin 1948 être imputées « sur les ressources du Trésor et réglées soit en numéraire, soit en valeur négociables du Trésor ». Leurs modalités de payement ont été précisées par un arrêté du 15 novembre 1948 qui limite à 100.000 francs la somme payable en numéraire à un même bénéficiaire, le surplus étant réglé par voie de remise de bons ordinaires du Trésor à deux ans d'échéance. Le montant total des dépenses a été évalué à 3 milliards, mais les règlements à effectuer au titre de l'exercice 1949, ne paraissent pas devoir dépasser 2.500 millions; tous les dossiers ne pourront, en effet, être apurés en une année, en raison de l'impossibilité pour nombre de bénéficiaires de fournir dans ce délai les justifications nécessaires.

Sur ces 2.500 millions, il a paru conforme aux principes d'une saine gestion budgétaire d'imputer à un chapitre budgétaire la partie des dépenses correspondant au règlement en numéraire, soit 300 millions environ.

Par contre, il apparait logique d'imputer à un compte spécial les payements qui seront faits en bons du Trésor et qui n'occasionnent, en conséquence, aucune charge immédiate de trésorerie.

Commentaires. — Ce compte est tout à fait analogue à celui qui a été ouvert par l'article 22. Il s'agit dans les deux cas de porter en écriture une remise de titres qui n'entraînera une charge effective pour le Trésor qu'au moment où ces valeurs arriveront à échéance.

La proposition ne soulève aucune objection, à condition que les mêmes préoccupations de saine orthodoxie, qui ont conduit à mettre à la charge du budget la fraction des indemnités réglées en numéraire, conduisent chaque année à prévoir un crédit budgétaire pour faire face au payement des titres arrivant à échéance au cours de l'exercice.

Article 27.

Prêts aux crédits municipaux.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé à consentir aux crédits municipaux, dans la limite d'un montant global de 350 millions de francs, des prêts portant intérêt à 2 p. 100 et amortissables en quinze ans.

Ces dépenses seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article pose une question de principe à celle du maintien ou de la suppression des crédits municipaux, nouvelle désignation des traditionnels monts-de-piété.

Ces établissements, en effet, ne sont plus en mesure de subsister par leurs propres moyens. L'augmentation considérable de leurs dépenses de personnel ne pourrait être compensée que par un développement du montant de leurs opérations, or ils ne disposent pas des ressources nécessaires. Par suite de la dépréciation monétaire, leur dotation est devenue aujourd'hui insignifiante. Quant aux fonds d'emprunt, la limitation du taux d'intérêt que le Trésor leur impose aussi bien en ce qui concerne leurs dépôts qu'en ce qui concerne leurs bons de caisse, ne leur permet pas de réunir les sommes dont ils ont besoin.

On en arrive donc au dilemme suivant : laisser disparaître ces établissements ou bien leur consentir des avances.

Etant donné l'utilité incontestable des caisses de crédit municipal dans les circonstances présentes où le prêt sur gages est la suprême ressource des pauvres honteux, en particulier de beaucoup de rentiers âgés, c'est en faveur de la deuxième solution que s'est prononcée votre commission des finances.

Il convient de souligner cependant qu'outre l'avance de 350 millions de francs, pour une durée de quinze ans, prévue par le présent article, le tableau « G » annexé à l'article 6 a décidé la consolidation d'une autre avance de 300 millions qui leur a été consentie temporairement par application des dispositions de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932.

Au total 650 millions de francs vont être avancés aux caisses de crédit municipal et il y a tout lieu de penser que d'autres avances devront être accordées ultérieurement si l'on s'engage dans cette voie.

C'est donc maintenant, au moment où commencent ces opérations, qu'il appartient au Parlement d'arrêter sa décision en ce qui concerne l'aide à apporter aux caisses de crédit municipal.

Article 28.

Fonds de roulement de la régie autonome des transports parisiens.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le ministre des finances est autorisé, dans la limite d'un montant maximum de deux milliards de francs, à consentir au département de la Seine et à la ville de Paris, sur la proposition du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, des prêts destinés à la constitution et au maintien du fonds de roulement de la régie autonome des transports parisiens. Ces prêts porteront intérêt au taux de 4 p. 100 et seront amortissables en quinze ans. Le montant des annuités versées au Trésor par le département de la Seine et la ville de Paris sera remboursé à ces collectivités par la régie autonome des transports parisiens.

Les dépenses de l'Etat, correspondant au versement des prêts, seront imputées à un compte spécial d'investissement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Il a été procédé à une réorganisation des transports parisiens, dont la gestion sera désormais confiée à une régie autonome. Cette régie doit réaliser son équilibre financier. Mais il lui est nécessaire de disposer d'un fonds de roulement qui a été estimé à 2 milliards de francs. Le présent article a pour objet d'autoriser le ministre à accorder des avances spéciales à cet effet à la ville de Paris et au département de la Seine, afin de mettre ces collectivités à même d'avancer elles-mêmes à la régie autonome le fonds de roulement prévu.

En effet, conformément aux dispositions de la loi n° 48-506 du 21 mars 1948 qui a institué la R. A. T. P., et notamment à son article 29, il appartient aux seules collectivités publiques locales intéressées, en l'espèce la ville de Paris et le département de la Seine, et non à l'Etat, de consentir des avances de trésorerie à la Régie autonome; il est hors de doute que cette disposition s'applique à la constitution du fonds de roulement de l'organisme.

Mais, étant donné que la situation financière de la ville de Paris et du département de la Seine ne leur permet pas, actuellement, de venir en aide à la R. A. T. P., il a été prévu que l'Etat leur en fournirait les moyens, en leur consentant des prêts amortissables en quinze ans.

Cet article a été ratifié par votre commission.

Article 29.

Prêts aux organismes d'habitations à bon marché.

Texte proposé par votre commission:

Le régime des prêts spéciaux prévus par les articles 1er et 2 de la loi du 3 septembre 1947 en faveur des offices et sociétés d'habitations à bon marché continuera à être appliqué au cours de l'année 1949.

Les prêts que le ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont autorisés à consentir, en application des lois sur les habitations à bon marché, font l'objet de crédits d'engagement et de crédits de payement.

Pour l'année 1949 les crédits d'engagement sont fixés à 30 milliards de francs et les crédits de payement à 22 milliards de francs.

Les dépenses sont imputées à un compte spécial d'investissement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le régime des prêts spéciaux prévus par les articles 1er et 2 de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 en faveur des offices et sociétés d'habitations à bon marché continuera à être appliqué au cours de l'année 1949.

2e alinéa. — Conforme.

Pour l'année 1949 les crédits d'engagement sont fixés à 29.999.999.000 francs et les crédits de payement à 21.999.999.000 francs.

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le premier alinéa de l'article ci-dessus prorège pour l'année 1949 l'application des dispositions des articles 1er et 2 de la loi du 3 septembre 1947, qui prévoient l'attribution par l'Etat aux divers organismes d'habitations à bon marché de prêts aux taux de 2 p. 100 remboursables en soixante-cinq ans.

Les alinéas suivants précisent que ces prêts devront faire chaque année l'objet de crédits d'engagement et de crédits de payement et fixent pour l'année 1949 les crédits d'engagement à 30 milliards de francs et les crédits de payement à 22 milliards de francs.

Ce projet marque une amélioration sensible par rapport aux autorisations des exercices précédents, qui se répartissaient comme suit:

Prêts consentis en 1947, 9 milliards; payements autorisés en 1947, 5 milliards.

Prêts consentis en 1948, 21 milliards; payements autorisés en 1948, 10 milliards.

La construction d'habitations à bon marché, abandonnée depuis 1939, par suite de la guerre, a en fait repris en 1947. Les programmes lancés en 1947 portaient sur 6.626 logements et ceux de 1948 sur 18.722 logements. Au cours de l'année 1949, on prévoit la mise en chantier de 25.000 logements.

Les crédits de payement demandés seront utilisés pour partie à payer des tranches de programme des années précédentes; 6,5 milliards pour 1947 et 9 milliards pour 1948. Une somme de 4 milliards servira à régler les travaux entrepris au titre du programme de 1949. Le solde, soit 2,5 milliards, ira aux sociétés de crédit immobilier afin de favo-

riser l'accession à la petite propriété. Ce dernier chiffre marque aussi un progrès par rapport à ceux des deux années précédentes (725 millions et 1 milliard).

Le financement est assuré, en effet, à concurrence de 90 p. 100 du prix de revient des constructions par les prêts visés au présent article, lesquels sont consentis à l'aide de capitaux mis à la disposition de l'Etat par la caisse des dépôts et consignations. Or, cet organisme atteint, avec le chiffre proposé, la limite des versements qu'il lui soit possible de consentir.

De plus, le taux des loyers, malgré le dernier relèvement du 31 mai 1948 et les conditions de prêts extrêmement favorables de l'Etat (2 p. 100), ne permet que d'assurer bien exceptionnellement l'équilibre financier des offices ou sociétés d'habitations à bon marché et les collectivités locales, tenues à la garantie des annuités d'amortissement, sont ainsi obligées de prendre en charge des dépenses nouvelles.

Enfin, sans que nul ne conteste la nécessité de favoriser la construction d'habitations à bon marché, il serait hasardeux de concevoir actuellement des projets plus importants, car faute d'équipement et de matériaux, ils ne pourraient être réalisés.

Il n'en demeure pas moins que la réalisation de vastes programmes est nécessaire pour que les besoins essentiels du pays soient satisfaits. Mais cela suppose remplies deux conditions. un équilibre financier rigoureux des organismes d'habitations à bon marché et une législation nouvelle qui leur permette de se procurer les capitaux nécessaires que la caisse des dépôts et consignations n'est pas en mesure de leur fournir en totalité.

En l'état actuel des choses et compte tenu du montant du programme envisagé, il est important de noter que le financement de ces dépenses paraît pouvoir être assuré à l'aide de fonds empruntés auprès de la caisse des dépôts et consignations et sans recours aux ressources générales du Trésor.

Aussi l'Assemblée nationale a-t-elle jugé qu'il pouvait être fait davantage et elle a voté les crédits proposés par le Gouvernement avec une réduction indicative de 1.000 F.

Votre commission des finances vous propose de vous associer au vœu ainsi exprimé en confirmant les chiffres votés par l'Assemblée. Elle estime en effet que, dans les circonstances actuelles, le logement est devenu, du point de vue de l'urgence, le premier des besoins du pays. Comme M. Marrane le soulignait devant la commission, la France compte, depuis 1946, un million d'habitants de plus, ce qui justifierait un grand effort de construction, même s'il n'y avait pas toutes les ruines laissées par la guerre! Est-il besoin de souligner que nous nous acheminons vers une situation sans issue, si un effort considérable n'est pas entrepris sur-le-champ.

Article 29 *bis* A (ancien 43).

Bonifications d'intérêt en vue d'encourager la construction de nouveaux logements.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

(Texte de l'article 43.)

A titre exceptionnel et transitoire, en vue d'encourager la construction d'habitations familiales et populaires, le ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont autorisés à accorder, dans la limite d'un taux de 4 p. 100 et d'un capital investi de 2 milliards de francs, des bonifications d'intérêts pour les sommes qui seront consacrées à la construction de logements neufs, qu'elles proviennent d'emprunts contractés ou d'actions émises par des organismes d'habitation à bon marché, y compris les offices publics d'habitations à bon marché, en ce qui concerne les emprunts par des groupements professionnels nationaux ou régionaux, par des sociétés immobilières, par des associations coopératives ou syndicales et par des personnes ou entreprises isolées.

Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application du présent article.

Texte proposé par votre commission:

A titre exceptionnel et transitoire, en vue d'encourager la construction d'habitations familiales et populaires, le ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont autorisés à accorder des bonifications d'intérêt, dans la limite de 3,50 pour 100 l'an pendant vingt-cinq ans, pour les sommes qui seront consacrées à la construction de logements neufs, qu'elles proviennent d'emprunts contractés ou d'actions émises par des organismes d'habitation à bon marché, y compris les offices publics d'habitations à bon marché, en ce qui concerne les emprunts par des groupements professionnels nationaux ou régionaux, par des sociétés immobilières; par des associations coopératives ou syndicales et par des personnes ou entreprises isolées.

Sur proposition de la commission interministérielle de prêts, instituée par l'article 3 de la loi du 3 septembre 1947, ce taux de bonification pourra être majoré d'un point pendant une période de deux à dix ans au maximum.

Pour l'année 1949, le montant des bonifications ne pourra dépasesr 80 millions de francs et le montant des capitaux bonifiés n'excédera pas deux milliards et demi de francs.

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs et commentaires. — Le système des bonifications d'intérêts aux emprunts consacrés à la construction, qui avait pris une grande extension avant guerre, a été suspendu depuis 1940.

Etant donné la gravité de la crise du logement, il semble qu'il y aurait lieu de remettre en vigueur une formule qui ne peut qu'attirer les capitaux vers les investissements immobiliers.

S'inspirant de ces considérations, M. Laniel avait pris l'initiative d'un amendement qui a été approuvé par la commission des finances de l'Assemblée nationale et qui était devenu l'article 20 *bis* du présent projet de loi.

Etant donné que l'Assemblée nationale n'a pas l'initiative des dépenses et que le montant des sommes prévues pour les bonifications en question constituait une charge pour l'Etat, M. Laniel avait prévu que leur montant, fixé à 500 millions, serait prélevé sur les crédits prévus à l'article 29 et qui correspondent au montant des prêts qui doivent être consentis aux organismes d'habitations à bon marché, ce qui était une formule éminemment contestable.

Cet article a fait l'objet, en séance, d'un amendement présenté par M. Pleven.

Ce texte prévoyait l'ouverture d'un crédit pour le financement de ces opérations, aussi le ministre des finances a-t-il opposé à cette proposition de dépense l'article 48 du règlement.

L'amendement a donc été repoussé.

Il a été alors déposé un texte transactionnel qui a été également repoussé par l'Assemblée.

On a procédé alors au vote sur l'article 29 *bis* lui-même qui a été à son tour repoussé par l'Assemblée.

Mais, en fin de séance, M. Laniel a repris, sous forme d'article additionnel 43 le texte transactionnel que l'Assemblée avait tout d'abord repoussé et, compte tenu des observations qu'il a présentées, sa proposition a recueilli un vote favorable.

Les circonstances, qui ont entouré l'adoption de cette disposition, expliquent comment elle est devenue le dernier article du projet. Cependant sa place logique est de figurer aussitôt après l'article 29 et non sous le titre V relatif aux dispositions budgétaires. En conséquence, votre commission vous propose de remettre ce texte à la place qui lui revient et d'en faire l'article 29 *bis* A.

D'autre part, elle croit devoir vous suggérer sa modification.

Au lieu de prévoir un taux fixe de 4 p. 100 pour la bonification, elle croit préférable de substituer à ce système rigide une formule plus souple, de manière à proportionner la bonification à la différence qui sépare le revenu produit par les loyers du montant des charges supportées par le propriétaire à titre de frais d'entretien et pour le service des emprunts qu'il a dû contracter pour pouvoir construire.

C'est pourquoi le projet d'article qui vous est proposé prévoit que la bonification sera accordée dans la limite de 3,50 p. 100 et pourra éventuellement être majorée de 1 pour 100, sur avis de la commission interministérielle de prêts instituée par l'article 3 de la loi du 3 septembre 1947, pendant une période de deux à dix ans au terme de laquelle les loyers étant mieux adaptés au coût de la construction, la bonification pourra être limitée à 3,50 p. 100 .

Mais cette formule d'un taux variable de bonification pose une autre question.

Le Conseil ne pouvant voter une augmentation de crédits, il faut que l'application du présent article n'entraîne pas une dépense supérieure à celle prévue par l'Assemblée nationale — soit 80 millions de francs.

Etant donné que le taux de la bonification est variable, le montant de la dépense qu'elle entraînera devient incertain. Il faut donc prévoir expressément que le crédit affecté à ces opérations ne pourra dépasser 80 millions de francs.

De ce fait, c'est le montant des capitaux susceptibles d'être bonifiés qui n'est plus déterminé. Il semble qu'il y ait intérêt, dans un but de contrôle du crédit, à fixer un maximum, au besoin, assez large. Votre commission vous propose le chiffre de 2 milliards 500 millions de francs.

Il convient d'ajouter une dernière remarque. Le texte qui vous est proposé, reproduisant sur ce point les dispositions votées par l'Assemblée nationale, prévoit que tout le monde pourra bénéficier de la bonification qu'il institue.

En présence du faible montant du crédit ouvert, M. Marrane a appelé l'attention de la commission sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à réserver la bonification à certaines catégories sociales particulièrement dignes d'intérêt.

La commission, bien que d'accord sur le fond, n'a pas cru devoir retenir cette suggestion.

Elle considère qu'il s'agit d'un texte de principe pour lequel il devra être ouvert de nouveaux crédits, dès que le crédit actuel sera épuisé. Dès lors, il y a lieu de prévoir dès maintenant que la bonification pourra être accordée à toute personne ou association désireuse de construire. Dans l'état de nécessité actuel il n'y a pas lieu d'introduire de discrimination: l'essentiel est qu'on construise.

Article 29 *ter*.

Contrôle des organismes bénéficiant de recettes fiscales ou parafiscales.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le ministre des finances déposera avant le 30 juin 1949 un projet de loi concernant les caisses et organismes divers recevant à quelque titre que ce soit le produit de taxes fiscales ou parafiscales, ou de redevances ou indemnités résultant notamment de la législation des prix.

Le projet de loi précisera le statut de ces organismes, la nature des dépenses qu'ils sont autorisés à effectuer, les modalités de contrôle des comptes et les règles de placement des disponibilités.

Il prononcera la réintégration au Trésor, sous forme de comptes spéciaux, de tous les organismes gérés par des services administratifs de l'Etat.

Il fournira la liste de tous les organismes, fonds ou comptes qui sont actuellement gérés par des établissements publics ou des entreprises nationales sous la responsabilité du Trésor et qui devront désormais être prévus, suivis et contrôlés annuellement dans les mêmes conditions que les comptes spéciaux du Trésor.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article dû à l'initiative de M. Blocquaux, député, s'inspire d'observations de la cour des comptes concernant divers fonds, d'origine fiscale ou parafiscale, qui échappent, en fait, aux règles normales de droit public,

Une brève enquête a révélé que trois catégories d'organismes, toutes de création récente, mériteraient d'être suivies de plus près.

En premier lieu, les caisses de péréquations gérées pour la plupart par des sociétés privées — tels que les groupements d'importations — qui bénéficient des taxes fiscales ou para-fiscales résultant notamment de la législation des prix, et qui sont chargées de les répartir.

Le statut de ces organismes est très mal défini. Il importe de savoir si l'on se trouve en présence d'établissements publics ou d'établissements privés et dans tous les cas — l'origine des fonds étant nettement publique — un contrôle devra être institué.

Un certain nombre d'autres organismes, dont la nature était privée à l'origine, sont actuellement gérés par des administrations publiques

Une telle situation ne devrait pas être tolérée et pourrait, d'ores et déjà, être qualifiée de gestion de fait.

Il va de soi que ces organismes devraient être considérés comme des établissements publics, si on leur accorde la personnalité morale, ou comme des comptes spéciaux du Trésor, dans le cas contraire. Mais, en toute hypothèse, leurs mouvements de deniers doivent être suivis par des comptables publics et jugés par la cour des comptes.

Enfin, il a été constaté que certains établissements publics gèrent des fonds sous la responsabilité de fait du Trésor (compte de péréquations de l'office interprofessionnel des céréales). Il s'agit, en réalité, de comptes spéciaux du Trésor, qui devraient être assujettis à toutes les règles de contrôle parlementaire visant les comptes spéciaux.

Ces divers domaines sont assez complexes et une enquête approfondie devrait d'abord être effectuée par le ministre des finances.

Le présent article impose donc simplement au ministre des finances l'obligation de déposer, avant le 30 juin prochain, un texte de loi qui règle ces problèmes dans le sens qui vient d'être suggéré.

Article 29 *quater.*

Mesures de contrôle en vue de hâter le payement des dettes de l'Etat et des établissements qu'il contrôle.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le ministre des finances transmettra aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République avant le 1er juin 1949:

1° La liste des sommes de plus de 100 millions de francs dues depuis plus de trois mois par des départements ministériels, des entreprises nationales, des collectivités ou des établissements publics à des services commerciaux de l'Etat, à des entreprises nationales ou à des établissements d'Etat à caractère industriel ou commercial, ainsi que les explications fournies par les services, établissements ou collectivités débitrices sur les motifs de ces retards et les précautions prises pour réserver les crédits;

2° La liste des sommes de plus de 100 millions de francs dues depuis plus de six mois par des sociétés d'économie mixte, des groupements ou autres organismes privés fonctionnant sous le contrôle de l'Etat à des services commerciaux de l'Etat, des entreprises nationales ou des établissements d'Etat à caractère industriel ou commercial, ainsi que les motifs qui s'opposent à la poursuite immédiate des débiteurs.

Texte proposé par votre commission:

Conforme

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article additionnel dû à l'initiative de M. Blocquaux, député, s'inspire des constatations qui ont été faites à l'occasion de la gestion du compte « Impex ».

Il est apparu que, dans de nombreux cas, des administrations publiques, des établissements nationalisés et des groupements de caractère semi-public, laissaient en suspens certaines dettes qu'ils doivent à d'autres services publics et, notamment, aux services commerciaux de l'Etat.

Une telle situation obscurcit singulièrement les comptes et donne le moyen de tourner indirectement le contrôle du Parlement.

Pour permettre à votre commission de procéder à une enquête, avec, le cas échéant, l'aide de la cour des comptes, le présent article impose au ministre des finances l'obligation de faire connaître, avant le 30 juin prochain, toutes les créances de cette nature d'un montant de plus de 100 millions de francs

Article 29 *quinquies.*

Réintégration au budget de l'Etat de certaines dépenses.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Toute recette et toute dépense de l'Etat doit être ouverte au budget ou à l'un des comptes spéciaux visés à la présente loi pour son montant brut. Il est et demeure interdit d'imputer une dépense à un compte provisoire de recettes et de transférer ensuite le solde contracté à un compte définitif du budget ou du Trésor.

A titre exceptionnel et pour l'exercice 1949 seulement, un décret portant le contreseing du ministre des finances ouvrira les lignes de recettes et les crédits nécessaires pour réintégrer au budget ou à un compte spécial les dépenses actuellement imputées à un compte provisoire de recettes.

Le décret pourra prévoir que les crédits ouverts au paragraphe précédent auront un caractère évaluatif et que les dépenses pourront être faites sans délégation préalable et même sans ordonnancement préalable.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Le présent article additionnel dû à l'initiative de M. Blocquaux, député, a pour but d'assurer le respect plus strict du principe de l'universalité budgétaire.

Il a été constaté en effet que la vieille règle traditionnelle, selon laquelle toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Etat doivent être prises en charge, pour leur montant brut, au budget ou à des comptes spéciaux, avait été perdue de vue dans un certain nombre de cas.

C'est ainsi qu'à l'heure actuelle les remboursements de taxes sur contributions directes et indirectes sont, pour la plupart, déduits des recettes, au lieu d'être inscrits au chapitre correspondant du budget.

Il est hors de doute que, seule, l'application de la règle traditionnelle permet à la cour des comptes et au Parlement d'exercer leur contrôle

Les inconvénients de cette règle sont les suivants:

En premier lieu les masses budgétaires risquent, en recettes et en dépenses, de se trouver accrues.

Mais cette augmentation ne serait proportionnellement pas considérable, et il paraît vraiment excessif d'attacher une telle importance à l'accroissement des masses budgétaires, surtout lorsque l'on sait à l'avance qu'il s'agit de recettes et de dépenses d'ordre;

En second lieu, il convient d'éviter, quand il s'agit de dépenses budgétaires tels que les remboursements de taxes, de paralyser les services par la procédure d'ordonnancement préalable.

C'est pourquoi votre commission a prévu que les crédits à ouvrir au budget pour réintégrer ces dépenses d'ordre, pourraient avoir un caractère purement évaluatif et n'exiger ni délégation préalable, ni même ordonnancement préalable.

TITRE IV. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

Article 30.

Avances aux collectivités publiques sur le produit des impositions locales.

Texte proposé par le Gouvernement:

Par dérogation aux dispositions de l'article 40 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, seront fixées chaque année à titre évaluatif, les recettes et les dépenses correspondant aux avances consenties par le Trésor aux départements, aux communes et à des établissements ou organismes divers sur le produit des centimes, impositions et taxes directes recouvrés à leur profit en application des articles 138 et 139 de la loi du 16 avril 1930, modifiés par les articles 16 et 17 de l'ordonnance n° 45-2674 du 2 novembre 1945, et des articles 9 à 16 de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Pour l'année 1949, les recettes et les dépenses susvisées sont fixées conformément à l'état « E » annexé à la présente loi.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — En application des articles 138 et 139 de la loi du 16 avril 1930, modifiés par les articles 16 et 17 de l'ordonnance n° 45-2674 du 2 novembre 1945, le produit des centimes, impositions et taxes directes perçus au profit des départements, communes et établissements ou organismes divers est attribué périodiquement à ces derniers en prenant pour base le montant des sommes imposées aux rôles. De plus, en application des articles 9 à 16 de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948, le produit de ces centimes, impositions et taxes peut, dans certains cas déterminés, être attribué en prenant pour base les sommes figurant aux budgets des collectivités, établissements ou organismes bénéficiaires.

Le Trésor doit ainsi faire l'avance de sommes qu'il récupère ensuite lors de l'encaissement des cotisations dues par les contribuables.

La détermination préalable des opérations faites à ce titre se heurte à une difficulté d'ordre essentiellement pratique en raison du grand nombre de bénéficiaires et de l'époque tardive à laquelle les budgets sont arrêtés.

Ces avances sont, d'autre part, attribuées et soldées selon des règles très précises mises en jeu par des fonctionnaires des services extérieurs du ministère des finances sous le contrôle des préfets. L'observation de règles supplémentaires n'apporterait donc, en réalité, aucune garantie nouvelle et compliquerait à l'extrême un système d'octroi d'avances à durée très limitée qui a fait ses preuves.

De plus, il ne semble pas, quels que soient les motifs invoqués, que le Trésor puisse différer le versement de ces avances.

Pour ces différents motifs et par dérogation aux prescriptions de l'article 40 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, il semble indispensable que les recettes et les dépenses correspondant aux avances ci-dessus visées soient fixées chaque année à titre purement évaluatif

Tel est l'objet de l'article ci-dessus, qui fixe également les prévisions de l'année 1949.

Article 31.

Réparation des dommages causés par les inondations dans les départements de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et de la Dordogne.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, au titre des lois validées des 19 avril 1941 et 29 mars 1942, et des ordonnances n° 45-2058 du 8 septembre 1945 et n° 45-2677 du 2 novembre 1945, pour la réparation des dommages causés par les inondations dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales en 1940 et en 1942 et dans le département de la Dordogne en 1944, des autorisations de programme s'élevant à 231.500.000 F et des autorisations de payement s'élevant à 308.500.000 F réparties conformément au tableau ci-dessous:

Indemnités pour reconstitution des immeubles d'habitation et des immeubles bâtis et non bâtis des exploitations agricoles: autorisations de programme, néant; autorisations de payement, 77 millions de francs.

Indemnités pour reconstitution des immeubles, installations, ouvrages et éléments d'exploitation des services publics locaux: autorisations de programme, 231.500.000 F; autorisations de payement, 231.500.000 F.

Avances pour la reconstitution des immeubles à usage industriel ou commercial: autorisations de programme, néant; autorisations de payement, mémoire.

Allocations pour reconstitution des meubles meublants, objets ménagers et effets personnels: autorisations de programme, néant; autorisations de payement, mémoire.

Totaux: autorisations de programme, 231.500.000 F; autorisations de payement, 308.500.000 F.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La participation de l'Etat à la réparation des dommages causés par les inondations dans les départements de l'Aude et des Pyrénées-Orientales en 1940 et en 1942 et dans le département de la Dordogne en 1944, a fait l'objet d'une législation spéciale: lois validées des 19 avril 1941, 29 mars 1942 et ordonnances n° 45-2058 du 8 septembre 1945 et n° 45-2677 du 2 novembre 1945, dont la mise en œuvre a été confiée au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, le crédit national étant chargé du financement des opérations.

Les autorisations de programme accordées en 1948 avaient pour objet de permettre l'achèvement de ces opérations au cours des exercices 1948 et 1949. Les indemnités accordées aux sinistrés étant également limitées à un certain plafond, il n'est pas demandé de réévaluation du programme lancé en 1948.

Un certain nombre de collectivités locales n'ayant fait connaître l'existence de dommages sur leurs biens qu'au cours de l'année 1948, une nouvelle autorisation de programme de 231,5 millions est demandée de ce chef, au titre de la ligne « indemnités pour reconstitution des immeubles, installations, ouvrages et éléments d'exploitation des services publics locaux ».

Les crédits de payement proposés correspondent à l'exécution de la partie du programme 1948 exécutable en 1949 et au nouveau programme de 231,5 millions.

Votre commission vous prie de vouloir bien adopter cet article.

Article 32.

Prorogation du moratoire des organismes d'habitations à bon marché.

Texte proposé par le Gouvernement:

Sont prorogées jusqu'au 1er avril 1949 les dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 7 du décret du 14 octobre 1939 pris en application de l'article 26 du décret-loi du 26 septembre 1939 instituant un moratoire en faveur des organismes d'habitations à bon marché et de certains de leurs emprunteurs hypothécaires, locataires ou acquéreurs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cette mesure est destinée à régulariser une situation de fait. Le moratoire devait cesser d'avoir effet au 1er janvier 1948, en application de la loi du 10 mai 1946. Mais les organismes d'habitations à bon marché se trouvent, pour la plupart, dans l'impossibilité absolue d'assurer actuellement le service normal des emprunts contractés auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les charges, et notamment les frais de gestion et d'entretien, se sont accrues dans des proportions plus sensibles que les recettes, car les loyers n'ont pu, jusqu'ici, être relevés que de 70 p. 100 par rapport à 1938.

Toutefois, le dernier relèvement de 30 p. 100 pris en application de l'arrêté du 31 mai 1948 doit permettre aux offices et sociétés d'habitations à bon marché de faire face à leurs charges.

Dans le cas où ce relèvement s'avérerait insuffisant, il sera procédé à un nouveau réajustement des maxima de loyers de telle sorte que le moratoire puisse cesser, en tout état de cause, au 1er avril 1949.

Cet article n'a soulevé aucune objection devant votre commission

Article 33.

Prêts à la caisse nationale de crédit agricole.

Texte proposé par le Gouvernement:

En vue de permettre au crédit agricole mutuel de continuer à apporter son concours à la réalisation des investissements réalisés tant au moyen des prêts collectifs à long terme que dans le cadre des lois des 2 août 1923 et 16 avril 1935 et du décret du 17 juin 1938, le montant maximum des prêts pouvant être consentis par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole est porté, en crédits d'engagement, de 6.700 à 12.400 millions de francs.

Ces prêts nouveaux seront répartis entre les objets auxquels ils sont affectés dans les mêmes conditions que les ressources fournies par le fonds de modernisation et d'équipement.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La caisse nationale de crédit agricole a actuellement utilisé la quasi totalité des fonds que le ministre des finances est autorisé à mettre à sa disposition en vue du financement des diverses catégories de prêts que le crédit agricole mutuel est chargé de réaliser.

Aussi bien les crédits qui n'auront pas été utilisés avant le 31 décembre prochain tomberont-ils en annulation à cette date en vertu de la nouvelle réglementation instituée par la loi du 6 janvier 1948.

Il est nécessaire pour satisfaire aux prescriptions de ce texte de fixer à la fois le montant des crédits d'engagement et des crédits de payement afférents à ces opérations.

L'article ci-dessus détermine les crédits d'engagement applicables aux diverses catégories de prêts d'équipement du crédit agricole en fonction de l'importance des demandes auxquelles la caisse nationale doit habituellement faire face. Le montant de ces crédits a été majoré de 50 p. 100 par rapport aux chiffres correspondants de 1948 en raison de l'extension donnée à certains programmes et des hausses de prix survenues au cours des derniers mois. Il ne tient pas compte, bien entendu, du programme d'investissements agricoles élaboré par le ministre de l'agriculture et dont le financement est assuré à l'aide des ressources du fonds de modernisation et d'équipement.

La répartition de ces crédits entre les diverses catégories de prêts est difficile à effectuer dès à présent eu égard notamment à l'effort qui sera demandé au fonds de modernisation pour réaliser des investissements ayant sensiblement le même objet. Il est donc proposé de confier cette répartition au ministre des finances agissant sur la proposition de la commission des investissements qui sera également appelée à répartir les ressources provenant du fonds.

Article 34.

Avances à la caisse nationale de crédit agricole en vue du financement de certains prêts d'intérêt social.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé à consentir en vue d'assurer le financement des prêts visés ci-dessous est fixé, en crédits d'engagement, comme suit:

Prêts à long terme individuels. — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 2.000 millions de francs; nouveau plafond, 3.000 millions de francs.

Amélioration de l'habitat rural (loi du 15 mai 1941). — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 300 millions de francs; nouveau plafond, 500 millions de francs.

Accession à l'exploitation agricole des prisonniers, rapatriés et anciens déportés (ordonnance du 20 octobre 1945, titre III). — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 2.250 millions; nouveau plafond, 2.485 millions de francs.

Aménagement du foyer rural des prisonniers, rapatriés et anciens déportés (ordonnance du 20 octobre 1945, titre IV). — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 250 millions de francs; nouveau plafond, 18 millions de francs.

Prêts d'installation aux jeunes agriculteurs (loi du 24 mai 1946). — Caisse nationale de crédit agricole: ancien plafond, 3.500 millions de francs; nouveau plafond, 5.500 millions de francs.

Prêts aux artisans (loi validée du 21 mars 1941). — Chambre syndicale des banques populaires: ancien plafond, 250 millions de francs; nouveau plafond, 400 millions de francs.

Prêts aux sociétés coopératives de production (loi du 8 août 1947, art. 70). — Caisse centrale de crédit coopératif: ancien plafond, néant; nouveau plafond, 150 millions de francs.

Prêts aux sociétés coopératives de consommation (loi du 8 août 1947, art. 70). — Caisse centrale de crédit coopératif: ancien plafond, néant; nouveau plafond, 200 millions de francs.

Prêts à moyen terme pour favoriser l'industrie artisanale (loi du 21 mars 1941). — Caisse centrale de crédit coopératif: ancien plafond, néant; nouveau plafond, 120 millions de francs.

Prêts au crédit maritime mutuel (loi du 21 mars 1948, art. 27). — Caisse centrale de crédit coopératif: ancien plafond, 300 millions de francs; nouveau plafond, 900 millions de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Pour les raisons déjà indiquées en ce qui concerne les prêts d'investissement du crédit agricole, le présent article fixe les crédits d'engagement applicables aux divers prêts sociaux financés par la caisse nationale de crédit agricole, les banques populaires et la caisse centrale de crédit coopératif à l'aide de fonds mis à la disposition de ces organismes par le Trésor.

Le montant de ces crédits a été déterminé en fonction des besoins auxquels les divers établissements ont habituellement à faire face et compte tenu dans certains cas de l'expiration prévue par la loi de quelques régimes spéciaux de prêts.

Article 35.

Avances à la caisse nationale de crédit agricole en vue de prêts aux établissements de crédit agricole de l'Afrique du Nord et des départements d'outre-mer.

Texte proposé par le Gouvernement:

Est porté en crédits d'engagement de 400 millions de francs à un milliard de francs le montant maximum des avances pouvant être consenties par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole en vue de l'attribution de prêts à long terme par l'intermédiaire des institutions de crédit agricole mutuel de l'Afrique du Nord.

En outre, le ministre des finances est autorisé à consentir en crédits d'engagement des avances à la caisse nationale de crédit agricole jusqu'à concurrence de 500 millions de francs destinées à l'attribution de prêts à long terme par l'intermédiaire des organismes de crédit agricole mutuel des départements d'outre-mer.

La caisse nationale est habilitée à passer avec ces institutions toutes conventions nécessaires à cet effet.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 139 de la loi du 7 octobre 1946 a autorisé l'octroi d'avances du Trésor, par l'intermédiaire de la caisse nationale de crédit agricole, aux institutions de crédit agricole d'Afrique du Nord.

D'autre part la création des quatre nouveaux départements d'outre-mer impose à la caisse nationale de crédit agricole de consentir des avances à long terme aux institutions de crédit agricole de ces départements.

Le présent article a pour objet, pour satisfaire aux prescriptions de la loi du 6 janvier 1948, d'augmenter les crédits d'engagement intéressant les opérations de crédit agricole à réaliser en Afrique du Nord, dont l'importance s'est révélée très supérieure aux prévisions initiales, et de fixer le montant des crédits dont la caisse nationale pourra disposer en faveur des départements d'outre-mer.

Article 36.

Avances à la caisse centrale de la France d'outre-mer.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé à consentir, en vertu de l'article 138 de la loi du 7 octobre 1946, à la caisse centrale de la France d'outre-mer, est porté à 10 milliards de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé à consentir, en vertu de l'article 138 de la loi du 7 octobre 1946, à la caisse centrale de la France d'outre-mer, est porté à 9.999.999.000 F.

Texte proposé par votre commission:

Reprise du texte du Gouvernement.

Exposé des motifs et commentaires. — En application de la loi du 30 avril 1946, les territoires d'outre-mer sont autorisés à contracter auprès de la caisse centrale de la France d'outre-mer des emprunts à long terme et à taux d'intérêt réduit pour le financement de leurs budgets spéciaux de développement économique et social, dans la mesure où les dépenses de ces budgets ne sont pas couvertes par la subvention de l'Etat au F. I. D. E. S.

La caisse centrale utilise pour ces prêts l'ensemble de ses moyens de financement, et, notamment, ses avoirs dans la métropole qui résultent eux-mêmes, pour partie, des transferts publics et privés qu'elle exécute entre la métropole et les territoires d'outre-mer.

Compte tenu du caractère difficilement prévisible de ces opérations et de la nécessité de garantir la caisse centrale contre le risque d'une trésorerie déficitaire en francs métropolitains, il paraît indispensable que le Trésor public soit habilité à lui consentir, en cas de besoin, des avances remboursables. Il s'agit donc, en l'espèce, d'une charge simplement éventuelle.

La loi du 7 octobre 1946, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 a d'ailleurs autorisé, dans son article 138, l'octroi de telles avances et complété de la sorte le mécanisme de financement institué par la loi du 30 avril 1946 créant le F. I. D. E. S.

Il est aujourd'hui nécessaire de renouveler l'autorisation ainsi donnée au ministre des finances et de fixer le plafond de ces avances à un chiffre en rapport avec le volume des budgets spéciaux.

L'Assemblée nationale a estimé que le procédé de financement ainsi adopté pour les budgets spéciaux de développement économique et social aboutissait à une véritable inflation. En conséquence, elle a voté avec une réduction indicative de 1.000 F le montant maximum des avances prévues par cet article.

Notre collègue M. Saller a été en mesure de fournir à votre commission des finances un certain nombre de précisions qui ont fait apparaître la fragilité des arguments dont il avait été fait état devant l'Assemblée nationale.

Votre commission vous propose, en conséquence, de voter le crédit prévu par le Gouvernement, étant entendu que le relèvement de 1.000 F ainsi décidé traduira votre désir de voir augmenter les sommes consacrées à l'équipement de la France d'outre-mer.

Article 37.

Avances de la banque de l'Algérie.

Texte proposé par le Gouvernement:

A compter du 1er janvier 1949, la caisse centrale de la France d'outre-mer cesse de consentir au Trésor, en Algérie et en Tunisie, les avances prévues par les articles 4, 5 et 6 de l'ordonnance du 2 février 1944.

Le ministre des finances est autorisé à passer avec la banque de l'Algérie une convention tendant à fixer les conditions d'attribution et les règles d'utilisation des avances antérieurement consenties par la banque à l'Etat et à déterminer les modalités selon lesquelles s'imputera sur lesdites avances le montant des effets émis en exécution de l'article 6 de la loi portant autorisation des dépenses d'investissement pour l'exercice 1949, qui auront été escomptés ou rachetés par la banque.

Texte proposé par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Sous l'empire de la réglementation actuelle, le Trésor dispose pour la satisfaction de ses besoins, en Algérie et en Tunisie, d'une part, d'avances directes de la banque de l'Algérie qui ont été prévues par des conventions approuvées par des textes législatifs, d'autre part, d'avances de la caisse centrale de la France d'outre-mer qui se procure elle-même les fonds correspondants auprès de la banque de l'Algérie.

Il paraît préférable de renoncer à cette dualité de régime et de revenir à la pratique suivie avant la guerre, qui est toujours appliquée en France, c'est-à-dire de limiter le concours de la banque d'émission au montant arrêté par des conventions approuvées par la loi.

L'article ci-dessus prévoit en conséquence qu'à compter du 1er janvier 1949 la caisse centrale de la France d'outre-mer cessera de consentir des avances au Trésor en Algérie et en Tunisie

Les conventions antérieurement intervenues pendant la guerre entre le Trésor et la banque de l'Algérie recommenceront à jouer.

Il importe donc de fixer les règles d'utilisation de ces anciennes avances et, en même temps, de prévoir dans quelles conditions pourra s'imputer à due concurrence sur ces avances, le montant des effets émis en exécution de l'article 6 de la loi portant autorisation des dépenses d'investissement pour l'exercice 1949, qui pourront être escomptés ou rachetés par la banque.

Cet article n'a soulevé aucune objection de la part de votre commission.

Article 37 *bis.*

Fixation du montant des garanties consenties par l'Etat en vertu de la loi validée du 23 mars 1941.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le montant maximum des garanties que le ministre des finances est autorisé à accorder au cours de l'année 1949 en application de la loi validée du 23 mars 1941 est fixé à 15 milliards de francs.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le montant maximum des garanties que le ministre des finances est autorisé à accorder au cours de l'année 1949 en application de la loi validée du 23 mars 1941 est fixé à 14 milliards de francs.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — La loi du 23 mars 1941 validée et modifiée par l'ordonnance du 1er septembre 1945 a été conçue pour favoriser l'équipement des entreprises fabriquant « des produits nécessaires aux besoins du pays ». Elle a donné au Gouvernement délégation permanente pour accorder la garantie de l'Etat aux emprunts à long ou moyen terme contractés par ces entreprises; dans la plupart des cas, le financement en est assuré par le Crédit national.

Le Gouvernement estime opportun, cependant, de fixer cette année, avec l'approbation du Parlement, les limites dans lesquelles pourront être accordées en 1949 les garanties prévues par la loi précitée.

Les estimations qui peuvent être faites à l'heure actuelle conduisent à prévoir un montant maximum de 15 milliards de francs. Il s'agit, d'une part, d'accroître certaines garanties déjà accordées pour tenir compte de la hausse des prix. Il faut envisager, d'autre part, la poursuite de programmes commencés, notamment en ce qui concerne la modernisation et l'équipement de la sidérurgie.

Le chiffre correspondant pour l'année 1948 a été de 13,07 milliards de francs.

L'Assemblée nationale a adopté cet article avec une réduction d'un milliard, marquant ainsi son désir de ne voir l'Etat accorder sa garantie qu'avec la plus grande circonspection.

Votre commission des finances partage entièrement cette manière de voir et elle vous propose en conséquence de voter le texte transmis par l'Assemblée nationale.

Article 37 *ter.*

Garantie de l'Etat en vue de favoriser les industries exportatrices.

Texte proposé par le Gouvernement:

Le Gouvernement est autorisé, nonobstant l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 17 de la loi du 2 décembre 1945 à compléter l'article 7 du décret n° 46-1332 du 1er juin 1946 par l'adjonction de la disposition suivante:

« La même garantie peut être délivrée pour le compte de l'Etat, dans les mêmes conditions, à la Banque française du commerce extérieur ou à toute autre banque désignée par elle, en vue du financement de fabrications destinées principalement à l'exportation ».

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Le Gouvernement est autorisé, nonobstant l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 17 de la loi n° 45.015 du 2 décembre...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

1er alinéa. — Conforme.

« La même garantie peut être délivrée pour le compte de l'Etat, dans les mêmes conditions, à la banque désignée par le ministre des finances, en vue du...

(Le reste sans changement.)

Exposé des motifs et commentaires. — L'engagement pris par la France envers l'organisation européenne de coopération économique « d'équilibrer sa balance des comptes en 1952 » implique une augmentation du volume des exportations de 75 p. 100 en quatre ans. Les programmes d'exportation ont été établis en fonction de cet objectif. Ces programmes nécessitent, de la part des industriels, des efforts techniques, commerciaux et financiers, préalables à la réception des commandes fermes des acheteurs étrangers.

Il a paru nécessaire de donner à l'Etat, dans les cas où l'intérêt national est en jeu, le moyen de garantir, en tout ou en partie, les crédits de préfinancement consentis par la Banque française du commerce extérieur, avec le concours des banques de la place, aux entreprises exportatrices.

Un article de loi est nécessaire pour permettre de modifier le décret du 1er juin 1946, par suite de l'expiration du délai de six mois pendant lequel le Gouvernement était autorisé, en vertu de la loi du 2 décembre 1945, à prendre toutes mesures ayant pour objet l'amélioration des conditions de crédit nécessaires au développement du commerce extérieur de la France.

Malgré les objections formulées par M. Diethelm, votre commission a décidé de vous proposer l'adoption de cet article. Toutefois, elle estime que le fait de laisser à une banque le soin de désigner d'autres banques comme bénéficiaires de la garantie accordée pour le compte de l'Etat, appelle certaines réserves. C'est pourquoi elle vous suggère de substituer aux mots « par elle », les mots « par le ministre des finances » à la troisième ligne du deuxième paragraphe du présent article.

Article 37 *quater.*

Garantie de l'Etat en vue de favoriser les expéditions de films.

Texte proposé par le Gouvernement:

Est fixé à 50 millions de francs le montant maximum des garanties que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder jusqu'au 31 décembre 1949 dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 de la loi du 13 août 1947 pour l'exportation des films français à l'étranger.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Est fixé à 50 millions de francs le montant maximum des garanties que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder jusqu'au 31 décembre 1949 dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 de la loi n° 47-1497 du 13 août 1947 pour l'exportation de film français à l'étranger.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'article 25 de la loi du 13 août 1947 prévoit la fixation annuelle par la loi de finances du montant maximum des garanties que le ministre des finances et des affaires économiques est autorisé à accorder pour l'exportation de films français à l'étranger.

Les indications recueillies au cours des derniers mois font apparaître que les besoins en 1949 ne s'élèveront pas à un montant supérieur à 50 millions de francs.

Cet article n'a appelé aucune observation de la part de votre commission.

Article 37 *quinquies.*

Payement de certaines dépenses comprises sur comptes spéciaux en excédent des crédits ouverts.

Texte proposé par le Gouvernement:

Si le montant des crédits ouverts par la présente loi s'avère insuffisant, le ministre des finances peut, en cas d'urgence, être autorisé par décret à imputer les sommes nécessaires à l'exécution des engagements assumés par l'Etat conformément aux lois en vigueur, aux comptes spéciaux d'investissement ci-après, visés à l'état « D »:

12-04 *bis.* — Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales:

11° Garantie des avances consenties aux entreprises privées industrielles et commerciales (ordonnance du 6 novembre 1944);

12° Garantie des capitaux investis dans les entreprises privées en vue du financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays (loi du 23 mars 1941);

Garantie des avances consenties pour l'exportation des films français (loi du 13 août 1947).

Les dépenses supplémentaires qui seront ainsi effectuées seront soumises à la ratification du Parlement dans le plus prochain projet de loi relatif aux crédits des comptes spéciaux du Trésor.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Premier alinéa. — Conforme.

Prêts et garanties à des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales:

Garantie des avances consenties aux entreprises privées industrielles et commerciales (ordonnance du 6 novembre 1944);

Garantie des capitaux investis dans les entreprises privées en vue du financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays (loi du 23 mars 1941);

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — L'ordonnance du 6 novembre 1944, la loi du 13 août 1947 et la loi validée du 23 mars 1941 ont autorisé le ministre des finances à accorder la garantie de l'Etat, la première aux prêts à court terme consentis à des entreprises dont la situation financière avait été mise en péril par les événements de guerre, la seconde aux prêts consentis pour l'exportation de films français à l'étranger, la troisième aux emprunts à moyen ou à long terme contractés par des entreprises privées en vue de leur équipement ou de leur modernisation.

Les montants prévisibles des dépenses qui pourraient naître au cours de l'exercice de la mise en jeu de ces diverses garanties ont été inscrits aux trois comptes spéciaux d'investissements correspondants portés à l'état « B » annexé à la présente loi.

Toutefois, les garanties données conformément aux lois en vigueur comportant un engagement irrévocable de l'Etat, il importe, dans l'intérêt même du crédit public, que cet engagement puisse être exécuté sans délai quelles que soient les circonstances. C'est la raison pour laquelle il est demandé au Parlement que le ministre des finances puisse être autorisé par décret, en cas d'urgence, à assurer le payement de ces dépenses même en excédent des crédits ouverts. Le Parlement serait appelé à ratifier ces payements à l'occasion du prochain projet de loi relatif aux crédits des comptes spéciaux du Trésor.

A défaut d'une telle procédure, les crédits demandés devraient être majorés artificiellement pour faire face à toute éventualité et seraient, dans des circonstances normales, hors de proportion avec les dépenses effectives.

Article 37 *sexies.*

Aide à la production cinématographique.

Texte proposé par le Gouvernement:

Par dérogation aux dispositions de l'article 43 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, les avances consenties pour l'aide à la production cinématographique pourront être imputées à la ligne correspondante du compte « Avances à divers organismes, services ou particuliers » même lorsque leur durée dépassera deux ans, sans toutefois excéder trois ans.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs. — Les avances consenties aux producteurs de films sur l'avis du comité siégeant au Crédit national sont pour la plupart remboursables en trois ans. La première année correspondant à la période effective de production du film, il n'apparaît pas que ce délai puisse être réduit. Toutefois, il serait artificiel de ranger ces avances parmi les prêts à long ou moyen terme. Aussi est-il proposé que, par dérogation aux dispositions de l'article 43 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, elles puissent être maintenues dans la catégorie des avances du Trésor, bien que leur délai de remboursement excède en fait deux ans.

Cet article n'a donné lieu à aucune objection devant votre commission.

Article 37 *septies.*

Suppression de la taxe d'encouragement à la production textile.

Texte proposé par le Gouvernement:

Néant.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

La loi validée du 15 septembre 1943 portant création d'une taxe d'encouragement à la production textile est abrogée.

Le solde créditeur du fonds d'encouragement à la production textile sera versé en recette au budget général.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Commentaires. — Cette disposition est liée à la suppression du compte spécial qui figurait à l'état B annexé à l'article 2.

Votre commission des finances adoptant le point de vue de l'Assemblée nationale vous a proposé l'abrogation du compte. Elle vous demande de compléter cette décision en votant la suppression de la taxe qui l'alimentait.

TITRE V. — DISPOSITIONS BUDGÉTAIRES

Article 38.

Ouverture de crédits budgétaires pour couverture des dépenses restant à effectuer au titre des opérations suivies dans des comptes spéciaux du Trésor clos le 31 décembre 1948 ou antérieurement.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est ouvert aux ministres pour les dépenses de l'exercice 1949 afférentes au fonctionnement des services dont les opérations étaient retracées dans des comptes spéciaux du Trésor clos le 31 décembre 1948 ou antérieurement, en application des dispositions de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, des lois subséquentes et de l'article 7 de la présente loi, des crédits s'élevant à une somme totale de 2.779.270.000 F et répartis conformément à l'état « J ».

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Parmi les comptes clos au 31 décembre 1948 ou antérieurement, en application de la loi du 6 janvier 1948, des lois subséquentes et de l'article 7 de la présente loi, il en est dont les opérations peuvent considérées comme terminées. Il en est au contraire dont les opérations sont rattachées au budget général. A cet effet, il est nécessaire de prévoir l'ouverture des crédits budgétaires indiqués à l'état « J » annexé.

Afin d'assurer une concomitance absolue entre la suppression des comptes et l'ouverture des crédits nécessaires à leur fonctionnement, il a semblé préférable que ces crédits fussent ouverts par la présente loi.

Ces crédits s'élèvent au total à 2.401.016.000 francs. Ils sont largement compensés par les recettes prévues pour 1949 au titre des mêmes opérations et qui atteignent un montant de 2.424.500.000 F comme il est indiqué plus loin.

Les principaux postes, qui appellent quelques commentaires, sont les suivants:

1° Crédits de 10 millions et 37 millions ouverts au ministre de l'agriculture pour lui permettre d'assurer la liquidation du compte « Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'application de l'ordonnance du 4 octobre 1944 (reprise normale des cultures sur certains territoires) ». Il s'agit essentiellement de dépenses de personnel, du payement de dettes litigieuses et du règlement, jusqu'à présent retardé pour diverses raisons, d'opérations anciennes.

Les recettes envisagées au cours de 1949 dépassent ces dépenses puisqu'elles sont évaluées à 49.500.000 F;

2° Crédit de 15 millions de francs ouvert au ministre des finances et des affaires économiques pour le payement des dépenses de personnel du service de presse et de publicité. Ces dépenses étaient jusqu'à présent réglées par un compte spécial du Trésor clos, en vertu de la présente loi, le 31 décembre 1948, et alimenté par le chapitre budgétaire « Frais de trésorerie ». Il ne s'agit donc pas pour le budget d'une dépense nouvelle, mais d'un simple changement d'imputation;

3° Crédit de 275 millions ouvert au ministre des finances et des affaires économiques pour le règlement de la part incombant à l'Etat dans des opérations d'assurances des risques de guerre qui étaient retracées dans des comptes spéciaux clos le 31 décembre 1948 ou antérieurement. Les dépenses à couvrir en 1949 peuvent se décomposer ainsi:

Indemnités pour sinistres résultant de faits de guerre subis sur stocks, matières ou produits;

Frais de fonctionnement du groupement pour l'assurance des risques terrestres de guerre;

Frais résultant de l'assurance de la production cinématographique;

4° Crédit de 178.880.000 F ouvert au ministre de la France d'outre-mer. Il s'agit d'assurer en 1949 le règlement des opérations suivies dans les comptes spéciaux du Trésor clos

les 30 septembre et 31 décembre 1948 en application de la loi du 6 janvier 1948, énumérés ci-après:

Opérations commerciales du comité central des approvisionnements de l'Indochine;

Achats sur place de denrées coloniales;

Gestion et liquidation des sucres coloniaux;

Gestion des stocks des produits coloniaux.

Les recettes prévues au titre des mêmes opérations ont été évaluées à 120 millions de francs.

5° Crédits de 155 millions et de 85 millions ouverts au ministre de l'industrie et du commerce. Le premier est destiné à payer le matériel livré par les autorités américaines et britanniques pour la remise en état des mines de la Sarre, le second à assurer la couverture des dernières dépenses de liquidation de l'exposition internationale de 1937, de la mobilisation des métaux ferreux et non ferreux et des opérations de répartition des produits industriels.

6° Crédits de 811.978.000 F et de 21.996.000 F ouverts au président du conseil (haut commissariat au ravitaillement). Il s'agit, d'une part, des dépenses de liquidation des comptes « Opérations de recettes et de dépenses du service des transports routiers nécessaires à l'approvisionnement » et « Ravitaillement général de la nation en temps de guerre », d'autre part, de la rémunération du personnel chargé de la liquidation de ces comptes. Ces dépenses sont largement compensées par les recettes prévues qui sont évaluées à 1.500 millions.

7° Crédit de 400 millions ouvert au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme. Cette somme est destinée à régler les dernières dépenses du compte « Fabrications et travaux du service des constructions provisoires ». Les recettes à prévoir dépasseront largement le montant des dépenses.

Votre commission vous propose de bien vouloir accorder les crédits qui vous sont demandés par le présent article.

Article 39.

Recettes à provenir de la liquidation d'opérations suivies dans des comptes spéciaux clos le 31 décembre 1948 ou antérieurement.

Texte proposé par le Gouvernement:

Les recettes afférentes aux opérations qui étaient retracées dans des comptes spéciaux clos le 31 décembre 1948 ou antérieurement, en application des dispositions de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, des lois subséquentes et de l'article 7 de la présente loi, seront imputées au cours de l'exercice 1949 à une ligne des produits divers du budget n° 145 « Recettes à provenir de l'apurement de comptes spéciaux clos en aplication de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 et des lois subséquentes ». Les recettes à inscrire à cette ligne sont évaluées, pour l'exercice 1949, à la somme de 4.224.500.000 F.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Conforme.

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Cet article comporte en ce qui concerne les recettes qui se répartissent, par services, comme il est indiqué ci-après, les mesures correspondant à celles qui sont incluses à l'article précédent en ce qui concerne les dépenses.

AGRICULTURE

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Opérations de recettes et de dépenses résultant de l'application de l'ordonnance du 4 octobre 1944 (reprise normale des cultures sur certains territoires) », 49.500.000 F.

FRANCE D'OUTRE-MER

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Achat sur place de denrées coloniales », 15 millions de francs.

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Gestion et liquidation des sucres coloniaux », 75 millions de francs.

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Gestion des stocks de produits coloniaux destinés à l'exportation », 30 millions de francs.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Participation française au contrôle et à l'exploitation des mines de charbon des territoires occupés par les armées alliées », 15 millions de francs.

Marine marchande.

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Compte de liquidation des cargaisons déroutées ou arrêtées à l'étranger », 140 millions de francs.

Ravitaillement.

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Opérations de recettes et de dépenses du service des transports routiers nécessaires à l'approvisionnement », 300 millions de francs.

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial « Ravitaillement général de la nation en temps de guerre », 3 milliards de francs.

Reconstruction et urbanisme.

Recettes à provenir des opérations de liquidation du compte spécial des fabrications et travaux du service des constructions provisoires, 600 millions de francs.

Total, 4.224.500.000 F.

Article 40.

Ouverture de crédits pour la rémunération du personnel affecté à la gestion des comptes spéciaux du Trésor.

Texte proposé par le Gouvernement:

Il est ouvert aux ministres pour les dépenses de l'exercice 1949 afférentes à la rémunération du personnel affecté à la gestion des comptes spéciaux du Trésor et rémunérés jusqu'alors sur ces comptes, des crédits s'élevant à une somme totale de 561.035.000 F et répartis conformément à l'état « K ».

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Il est ouvert aux ministres pour les dépenses de l'exercice 1949 afférentes à la rémunération du personnel affecté à la gestion des comptes spéciaux du Trésor et rémunérés jusqu'alors sur ces comptes, des crédits s'élevant à une somme totale de 560 millions de francs et répartis conformément à l'état « K ».

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — En vertu de l'article 20 de la loi de finances du 14 septembre 1948, il est désormais interdit de payer sur les comptes spéciaux du Trésor toutes les dépenses de personnel afférentes à des rémunérations excédant 13.500 F par mois. Pour éviter également tous décalages dans l'ouverture des crédits qui eussent empêché de payer le personnel à la fin du mois de janvier, les crédits nécessaires ont été groupés sous l'état « K » annexé au présent article.

Ces crédits, qui s'élèvent à 561.035.000 F, appellent les observations suivantes:

Ainsi que le prévoit l'article ci-après, les comptes de commerce et le compte de la loterie nationale reverseront au budget général le montant de leurs dépenses de personnel, soit 440.294.000 F. Le budget ne supportera donc définitivement en 1949 que les dépenses de personnel des deux comptes « Aide aux forces alliées » et « Liquidation des dépenses d'occupation ».

D'autre part, un certain nombre de comptes pour la gestion desquels des crédits de personnel sont demandés ont été mis en liquidation par la présente loi. Leurs opérations seront vraisemblablement terminées le 31 décembre 1949 et leur personnel pourra à cette date être licencié au mois pour la plus grande partie. C'est le cas des deux comptes gérés par le ministre de l'agriculture, du compte Impex, des comptes « Commerce extérieur. — Importation » et « Commerce extérieur. — Exportations », du compte « Aide aux forces alliées » et du compte « Liquidation des dépenses d'occupation ».

Enfin, en ce qui concerne le personnel du service des importations et des exportations à la charge du compte spécial, ses effectifs en 1949 ont été réduits des deux cinquièmes par rapport à ceux de 1948, comme les effectifs du personnel déjà rémunéré sur crédits budgétaires.

Cet article a été adopté par l'Assemblée nationale avec une réduction indicative de 1.035.000 F sur le chapitre 115 du haut commissariat au ravitaillement.

Votre commission des finances vous propose d'adopter le même chiffre que celui voté par l'Assemblée nationale afin de signifier que le Conseil de la République partage le même point de vue.

Elle demande, en outre, au Gouvernement de ne pas omettre d'assortir l'an prochain les crédits demandés des développements traditionnellement fournis à l'appui des crédits budgétaires.

Article 41.

Remboursement au budget général des dépenses de personnel des comptes spéciaux.

Texte proposé par le gouvernement:

Les recettes à provenir du remboursement au budget général des dépenses de personnel des comptes de commerce en application de l'article 41 de la loi du 6 janvier 1948 sont évaluées à 440.294.000 F et seront imputées à la ligne n° 144, « Remboursement par certains comptes spéciaux des dépenses de personnel applicables à leur fonctionnement » des produits divers du budget.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les recettes à provenir du remboursement au budget général des dépenses de personnel des comptes de commerce en application de l'article 41 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — L'équilibre des comptes spéciaux de commerce se trouverait faussé si la rémunération du personnel employé pour leurs opérations se trouvait distraite de leurs charges. Conformément à la loi du 6 janvier 1948, ces comptes devront donc rembourser globalement au budget général le montant des dépenses qu'il aura supporté à ce titre. Le présent article prévoit l'inscription au budget général des recettes en cause.

Le même système a paru devoir être appliqué à la loterie nationale, bien que celle-ci soit gérée sous la forme d'un compte d'affectation spéciale.

Il est rappelé que ces remboursements qui atteignent 440.294.000 F ne laisseront à la charge du budget général que les dépenses de personnel de deux comptes spéciaux qui seront d'ailleurs clos le 31 décembre 1949.

Votre commission vous prie de bien vouloir adopter cet article.

Article 42.

Economies budgétaires.

Texte proposé par le gouvernement:

Les dispositions de l'article 2 de la loi tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relative aux économies budgétaires sont applicables aux crédits ouverts par les articles 38 et 40 de la présente loi.

Texte voté par l'Assemblée nationale:

Les dispositions de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 tendant à...

(Le reste sans changement.)

Texte proposé par votre commission:

Conforme.

Exposé des motifs et commentaires. — Il a paru nécessaire de soumettre les crédits ouverts par les articles précédents aux dispositions de la loi mentionnée à l'article ci-dessus. Ces crédits sont donc susceptibles d'être réduits dans la mesure du possible.